

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE PROVENCE

Date de Publication : 28/06/2017

N° : 2017/23

SOMMAIRE

↳ **Conseil de Territoire du 14 décembre 2016** page 3

↳ **Conseil de Territoire du 7 février 2017** page 200

↳ **Conseil de Territoire du 29 mars 2017** page 257

CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons

LES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

SEANCE DU 14 DECEMBRE 2016

METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire MARSEILLE PROVENCE

14 DÉCEMBRE 2016

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALOCCO - Loïc BARAT - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Nicole BOUILLLOT - Valérie BOYER - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Nathalie FEDI - Josiane FOINKINOS - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Patrick GHIGONETTO - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Régine GOURDIN - Marcel GRELY - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Noro ISSAN-HAMADY - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Marc LOPEZ - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Janine MARY - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Xavier MERY - Claudette MOMPRIVE - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Patrick PADOVANI - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Gérard POLIZZI - Marlène PREVOST - Muriel PRISCO - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Nathalie SUCCAMIELE - Guy TEISSIER - Cédric URIOS - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Patrick VILORIA - Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Didier ZANINI - Kheïra ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT représentée par Janine MARY - Mireille BENEDETTI représentée par André GLINKA-HECQUET -

Roland BLUM représenté par Monique CORDIER - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Frédéric BOUSQUET représenté par Michel AZOULAI - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Sophie CELTON représentée par Marc POGGIALE - Michel DARY représenté par Lisette NARDUCCI - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Martine RENAUD - Michèle EMERY représentée par Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Dominique FLEURY VLASTO représentée par Arlette FRUCTUS - Jean-Claude GAUDIN représenté par Gérard CHENOZ - Samia GHALI représentée par Nathalie PIGAMO - Roland GIBERTI représenté par Muriel PRISCO - Bruno GILLES représenté par Laure-Agnès CARADEC - Louisa HAMMOUCHE représentée par Josette FURACE - Bernard JACQUIER représenté par Kheïra ZENAFI - Nathalie LAINE représentée par Régine GOURDIN - Marie-Louise LOTA représentée par Carine ROGER - Hélène MARCHETTI représentée par Mireille BALOCCO - Bernard MARTY représenté par Marc LOPEZ - Guy MATTEONI représenté par Claudette MOMPRIVE - Danielle MILON représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - André MOLINO représenté par Patrick MAGRO - Yves MORAINÉ représenté par Solange BIAGGI - Roland MOUREN représenté par Cédric URIOS - Jérôme ORGEAS représenté par Jean-Pierre GIORGI - Christyane PAUL représentée par Frédéric DOURNAYAN - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Virginie MONNET-CORTI - Roger RUZE représenté par Eric SCOTTO - Sandra SALOUM-DALBIN représentée par Stéphane RAVIER - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO représentée par Marcel GRELY - Dominique TIAN représenté par Stéphane PICHON - Jean-Louis TIXIER représenté par Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Maxime TOMMASINI représenté par Claude VALLETTE - Jocelyne TRANI représentée par Marcel MAUNIER - Lionel VALERI représenté par Andrée GROS.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Mireille BALLETTI - Sabine BERNASCONI - Jean-Louis BONAN - Nadia BOULAINSEUR - Laurent COMAS - Jean-Claude DELAGE - Dominique DELOURS - Eric DIARD - Nourati DJAMBAE - Yann FARINA - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Karim GHENDOUF - Annie GRIGORIAN - Michel ILLAC - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Christophe MASSE - Florence MASSE - Martine MATTEI - Patrick MENNUCCI - Richard MIRON - Grégory PANAGOUDIS - Elisabeth PHILIPPE - Véronique PRADEL - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Emmanuelle SINOPOLI - Martine VASSAL - Karim ZERIBI.

Commission "Finances et Etat Spécial"

FES 001-301/16/CT

■ Budget Primitif 2017 - Approbation des budgets annexes du Territoire Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
FES 001-14/12/16 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Budget Primitif de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est établi selon la nomenclature M57 pour les budgets annexes Collecte et traitement des déchets et Opérations d'aménagements, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des Services, Eau et Assainissement, des Ports de Plaisance, et du Crématorium.

Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- La délibération n° HN01-001/16/CT du 23 mars 2016 portant élection du Président du Territoire Marseille Provence
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article Unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du Budget primitif 2017 des budgets annexes, comme indiqué ci-après :

Le Budget Primitif 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes des Services de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du Crématorium, de la Collecte et du Traitement des déchets, et des Opérations d'aménagement. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Collecte et traitement des déchets :

Section de Fonctionnement 232 216 051,35 euros

Section d'Investissement 30 169 043,00 euros

Concernant le Budget Assainissement :

Section Fonctionnement 29 700 484,50 euros

Section d'Investissement 34 293 871,00 euros

Concernant le Budget Eau :

Section de Fonctionnement 21 164 895,50 euros

Section d'Investissement 22 394 727,00 euros

Concernant le Budget Ports de plaisance :

Section de Fonctionnement 11 601 962,00 euros

Section d'Investissement 3 908 511,00 euros

Concernant le Budget Crématorium :

Section de Fonctionnement 1 868 906,00 euros
Section d'Investissement 701 044,00 euros

Concernant le Budget Opérations d'aménagements

Section de Fonctionnement 70 177 529,18 euros
Section d'Investissement 71 586 685,18 euros

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	101
Voix Contre	17
Abstentions	26

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Se sont abstenus :

Marie MUSTACHIA - Antoine MAGGIO

Marie-Arlette CARLOTTI- Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB- Josette FURACE - Samia GHALI - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Éric SCOTTO-Gérard POLIZZU.

Sophie CELTON - Patrick MAGRO - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

FES 002-302/16/CT

■ **Approbation d'une convention pour la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2017**

Avis du Conseil de territoire FES 002-14/12/16

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

En application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, regroupant l'ensemble des communes membres des six EPCI préexistants, est substituée de plein droit aux EPCI transformés (Art L5217-4 CGCT) et l'ensemble des biens, droits et obligations de Marseille Provence Métropole lui est ainsi transféré (Art L5211-41 CGCT).

Selon la délibération FCT 003-035/11/CC du 11 février 2011, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé le protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et son protocole opérationnel pour la phase 1 (2011-2020) ainsi que les dispositions de financement complémentaire de recouvrement des protocoles.

Ce protocole, qui organise les financements publics de l'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée, a été signé par l'ensemble des partenaires le 30 juin 2011.

Ainsi en 2017, pour financer ses actions et opérations, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée prévoit d'appeler un montant de 11,4 millions d'euros de participations auprès des partenaires publics de l'opération (Etat, Collectivités locales, EPCI).

Ces opérations ont fait l'objet d'une discussion budgétaire au sein de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et chaque collectivité partenaire devra approuver les engagements financiers annuels qui lui incombent.

La participation proposée en 2017 pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est évaluée à 1,06 millions d'euros, somme correspondant aux principes posés par le protocole de financement précité

ainsi qu'aux besoins de financement du budget 2017 de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée tel qu'adopté par son Conseil d'Administration dans sa séance du 24 novembre 2016 pour des montants en dépenses de 47,3 millions d'euros en autorisations de programme (AP) et de 44,8 millions d'euros en crédits de paiement (CP).

Le budget 2017 de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, a été établi dans un contexte défini par un engagement important d'Euromed II pour ses acquisitions foncières (obtention de la DUP pour la ZAC Littorale prévue fin 2016), l'opération du macro-lot ALAR (Smartseille), l'accord cadre concernant l'îlot XXL et l'engagement du parc Bougainville.

Parallèlement les chantiers concernant Euromed I sont nombreux (1500 logements en cours, Université régionale des métiers, école Ruffi, parc linéaire de la ZAC St Charles et actions sur les quartiers existants).

A ce niveau important de dépenses correspondront des recettes commerciales supérieures à 20 millions d'euros. Mais la fin de l'exécution du protocole financier de 2011 et la chute corrélative des recettes publiques nécessitent une réflexion des partenaires dès 2017.

Ce budget est fixé en dépenses à 47,3 millions d'euros en autorisations d'engagement (AE) et 44,8 millions d'euros en crédits de paiement (CP) dont près de 36 millions d'euros sont consacrées aux opérations d'aménagement.

En recettes pour un montant de 39,6 millions d'euros en CP la part des recettes privées est de 23,3 millions d'euros soit 59% et corrélativement de 41% de recettes publiques. Si le résultat net d'exploitation est de -4,4 millions d'euros, l'impact des variations de stocks (-15,7 millions d'euros) et des provisions pour dépréciation (-0,8 millions d'euros) porte le déficit 2017 à 21 millions d'euros.

L'analyse plus fine des dépenses montre une enveloppe de fonctionnement (38,7 millions d'euros), qui comprend toutes les dépenses opérationnelles et les coûts de structure sauf les dépenses de personnel, supérieure à celle de 2016 (37,9 millions d'euros) avec une part prépondérante des opérations d'aménagement compte tenu du niveau de production soutenu.

Les actions transversales (2,8 millions d'euros) demeurent stables (communication, développement économique, études et coûts de structure) tandis que les frais de personnel seront en hausse de 0,24 millions d'euros pour répondre aux enjeux stratégiques (recrutement du directeur de la stratégie et de la prospective) et opérationnels (remplir les nouvelles missions de superstructures et celles confiées à l'Etablissement Public d'Aménagement

Euroméditerranée par le conseil interministériel en matière de copropriétés dégradées).

La convention proposée prévoit un versement sur appel de fonds de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée de 1 060 000 euros dès notification de la convention, correspondant à ses besoins prévisionnels en 2017 ainsi qu'un compte rendu de l'exécution de cette convention qui sera présentée à l'issue de l'exercice budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le décret n° 95-1102 modifié du 13 octobre 1995 portant création de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée ;
- Le décret n° 95-1103 du 13 octobre 1995 inscrivant l'opération d'aménagement Euroméditerranée par les Opérations d'Intérêt National ;
- La délibération FCT 003-035/11/CC du 11 février 2011 approuvant le protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et son protocole opérationnel pour la phase 1 (2011-2020) ;
- Le protocole financier du 30 juin 2011 ;
- La délibération FCT 009-078/12/CC du 13 février 2012 portant approbation de

l'autorisation de programme du protocole opérationnel première phase ;

- La délibération du 24 novembre 2016 de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée approuvant le budget 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant l'approbation d'une convention pour la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2017 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention pour la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2017.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention pour la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2017.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Abstentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN
- Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU Michel
CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET -
José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS -
Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel
MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE -
Jocelyne TRANI

FES 003-303/16/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis

FES 003-14/12/16 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération EPPS 002-683/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué par contrat d'affermage la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence à la Société S2G (Société d'Exploitation du stade nautique Cap Provence). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1er janvier 2014.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service.

L'examen du rapport 2015 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services intercommunaux, dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire

portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération EPPS n° 002-683/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire et du contrat ;
- Le procès verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la société S2G ;
- Que le Conseil de Territoire prend acte de la présentation de ce rapport.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport d'activité 2015 du délégataire de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis .

Commission "Développement Economique, Emploi, Numérique"

DEEN 001-304/16/CT

■ **Cession à titre onéreux d'un lot de parcelles sur la commune de Gignac-la-Nerthe au profit de la Société Proudeed pour la réalisation d'un village artisanal et petites entreprises**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/14931/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux d'un lot de parcelles sur la commune de Gignac-la-Nerthe au profit de la Société Proudeed pour la réalisation d'un village artisanal et petites entreprises » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de développement économique et afin d'assurer un aménagement d'ensemble sur le secteur dit de l'Aiguille sur les communes de Gignac-la-Nerthe et d'Ensuès-la-Redonne, la Métropole procède à la cession d'un lot de parcelles d'une surface d'environ 19 222 m² cadastrées Section AD n°53, 56, 57,

58,59,61 et 62 à Gignac-la-Nerthe à la Société PROUDEED pour la réalisation d'un village artisanal et petites entreprises.

La délibération DEV 011-1553/15/BC du 21 décembre 2015 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la cession à titre onéreux d'une bande de terrain sur la commune de Gignac-la-Nerthe au profit de la Société Proudeed pour la réalisation d'un village artisanal et petites entreprises moyennant le prix de 90 euros/m².

En effet, dans le cadre des négociations amiables la Communauté Urbaine a décidé de passer outre l'avis de France Domaine qui est de 2 000 000 euros HT. La différence s'explique par la prise en compte des contraintes de démolition et de remise en l'état du site, comme par l'affectation du terrain à un programme d'accueil de petites entreprises et d'artisans.

De plus, la construction d'un village artisanal et de petites entreprises avec l'engagement d'une première tranche de construction non conditionnée à une phase préalable de commercialisation est une prise de risque significative assurée par Proudeed, nécessaire pour déclencher la prise de décision des petites entreprises de l'économie productive, dans un secteur où l'offre est quasiment absente.

Compte tenu des contraintes techniques liées au coût de démolition, de remise en état du site et de son affectation future, il a été décidé de passer outre l'avis de France Domaine.

Dès lors un document d'arpentage a été réalisé et a précisé la surface totale du projet pour 19 280 m² permettant de déterminer un prix de vente définitif pour la somme de 1 735 200 euros.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2014-043V3134 du 28 avril 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la cession à titre onéreux d'un lot de parcelles sur la commune de Gignac-la-Nerthe au profit de la Société Proudeed pour la réalisation d'un village artisanal et petites entreprises ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur de projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de Métropole « Cession à titre onéreux d'un lot de parcelles sur la commune de Gignac-la-Nerthe au profit de la Société Proudeed pour la réalisation d'un village artisanal et petites entreprises ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DEEN 002-305/16/CT

■ **Approbation d'un avenant au protocole foncier de cession du lot 23 au profit de la Société Curilo - Zone d'Aménagement Concerté Florides à Marignane**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/14949/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un avenant au protocole foncier de cession du lot 23 au profit de la Société Curilo – Zone d'Aménagement Concerté Florides à Marignane » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Afin de mettre en œuvre sa politique de développement économique et d'assurer un aménagement d'ensemble cohérent sur la ZAC des Florides à Marignane et Gignac-la-Nerthe, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a engagé des négociations afin de vendre une bande de terrain en nature de terrain nu à détacher des parcelles cadastrées Section Z n° 55-56-64 et 193 d'une superficie de 33 557 m² environ pour 20 000 m² de SHON à la société Barjane à laquelle la Société Curilo s'est substituée par la suite pour l'édification d'immeubles à vocation industrielle et tertiaire dans le domaine de l'aéronautique.

La délibération DEV 003-034/14/BC de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 21 février 2014 a approuvé le protocole foncier formalisant cet accord pour un montant de 2 047 000 euros HT.

La délibération DEV 005-885/15/BC du 10 avril 2015 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le premier avenant à ce protocole foncier prorogeant la date butoir de réitération de l'acte authentique et modifiant une condition suspensive relative aux engagements de location du terrain de l'acquéreur.

Dès lors la Société Curilo a obtenu un arrêté de permis de construire définitif, ainsi qu'un arrêté préfectoral d'exploitation d'enregistrement l'autorisant à exploiter une activité de stockage de matières combustibles soumises à enregistrement et à déclaration dans le cadre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Compte tenu du contexte de commercialisation actuel, il convient de proroger par avenant le protocole foncier du lot 23.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver l'avenant au protocole foncier déterminant les conditions de cette cession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- L'avenant au protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'approbation d'un avenant au protocole foncier de cession du lot 23 au profit de la Société Curilo – Zone d'Aménagement Concerté Florides à Marignane ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS, CONSIDERANT

- Que la cession du terrain à bâtir d'une superficie de 33 557 m² environ sis ZAC Florides sur la commune de Marignane, permettra la réalisation d'immeubles à vocation industrielle et tertiaire dans le domaine de l'aéronautique ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne à nouveau

avec la Société Curilo par la signature d'un second avenant afin de permettre la réalisation de cette opération d'aménagement ;

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « L'approbation d'un avenant au protocole foncier de cession du lot 23 au profit de la Société Curilo – Zone d'Aménagement Concerté Florides à Marignane ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DEEN 003-306/16/CT

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'assistance à maitre d'ouvrage avec la Soleam, pour la restructuration de Saumaty Pêche

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/14951/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'assistance à maitre d'œuvre avec la

SOLEAM, pour la restructuration de Saumaty Pêche » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 16 décembre 2002 la Ville de Marseille a transféré à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole les biens droits et obligations nécessaires à l'exercice de la compétence Marché d'Intérêt National.

Les conditions d'occupation du site de Saumaty Pêche ont été définies dans le cadre de conventions du 18 février 1977 passées entre le Port Autonome de Marseille et la Ville de Marseille jusqu'au 17 février 2033, qui sont désormais reprises dans le cadre d'une convention entre le Grand Port Maritime de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, en date du 01 juillet 2013.

Le site comprend un port de pêche, une halle à marée et des équipements connexes rattachés au Marché d'Intérêt National.

C'est dans un contexte de dégradation des conditions socio-économique sur le site, due à la forte diminution de l'activité pêche, que la convention précitée a été conclue entre le Grand Port Maritime de Marseille et la Communauté Urbaine pour permettre l'accueil de nouvelles activités.

Sur ces bases, la Communauté Urbaine a confié une étude par Egis Conseil dont le rapport a été rendu en Mars 2015, ce dernier proposant une restructuration et un nouveau modèle économique pour le site.

Pour poursuivre ce processus de restructuration, la Communauté Urbaine s'est dotée d'une assistance à maîtrise d'ouvrage, pour les aspects techniques, juridiques et financiers et a signé à cet effet une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec la Soleam .

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est venue aux droits de la Communauté Urbaine.

Au stade de l'avancée des Etudes Techniques, il convient d'affiner la mission par l'élaboration d'un Business-Plan garantissant la viabilité financière et la durabilité du projet de restructuration.

A cet effet, il est proposé d'approuver un avenant à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec la Soleam, pour mener à bien cette mission complémentaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de l’avenant n°1 à la convention d’assistance à maitre d’œuvre avec la SOLEAM, pour la restructuration du Saumaty Pêche ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence envisage d’adopter une délibération relative à l’approbation de l’avenant n°1 à la convention d’assistance à maitre d’œuvre avec la Soleam, pour la restructuration du Saumaty Pêche ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le projet « Approbation de l’avenant n°1 à la convention d’assistance à maitre d’œuvre avec la Soleam, pour la restructuration du Saumaty Pêche ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	126
Voix Contre	0
Abstentions	18

Adoptée

Se sont abstenus :

Marie-Arlette CARLOTTI- Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB- Josette FURACE - Samia GHALI - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO Roger RUZÉ - Éric SCOTTO.Gérard POLIZZI.

DEEN 004-307/16/CT

■ **Concession d'aménagement la Barasse à Marseille 11ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015**

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 16/14881/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L’article L5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l’aménagement de l’espace métropolitain et la politique locale de l’habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence

dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement la Barasse à Marseille 11^{ème} arrondissement – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité..

Par délibération n°98/870 EUGE du 30 novembre 1998, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé la concession d'aménagement de « La Barasse » (n°98/432) confiée à la SPL Soleam (ex SEML Marseille Aménagement).

Par arrêté du 7 juillet 2000 Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prononcé la création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, dont la commune de Marseille est membre.

En conséquence du transfert automatique des compétences, la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'est substituée dans tous ses droits et obligations à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans l'exercice du contrat de concession n°98/432.

En partie Est du terrain, le lotissement d'activités du Parc de la Barasse a été livré en 2007.

La partie Ouest, d'environ 5 hectares, doit accueillir le pôle d'échange de la Barasse et l'opération SNCF Réseau, consistant en la création d'une 3^{ème} voie ferroviaire Marseille-Aubagne. En outre, il était prévu également sur ce site des travaux d'infrastructure consistant à réaliser deux voies supplémentaires, un quai et un passage souterrain par RFF (travaux réalisés par RFF en 2014), la construction d'une halte ferroviaire (travaux réalisés par RFF en 2014).

Dans l'attente de la livraison par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du parking définitif de 250 places attenant à la halte ferroviaire, le parking provisoire de 100 places de stationnement réalisé au second semestre 2014 par la Soleam avait été mis en service de manière concomitante avec l'ouverture à l'exploitation de la 3^{ème} voie de la ligne ferroviaire Marseille-Aubagne-Toulon et de la halte ferroviaire de la Barasse le 14 décembre 2014.

L'occupation anarchique par des caravanes au mois de novembre 2015 de ce parking et de celui réalisé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en 2015, a donné lieu à l'intervention des forces de l'ordre en vue de leur évacuation.

Le parking définitif de 250 places est ouvert au public depuis Juin 2016.

Par ailleurs, la commercialisation du solde des terrains appartenant à Soleam a été suspendue en attendant que le tracé de la 4^{ème} voie Marseille-Aubagne-Toulon soit précisé.

Aussi, la concession d'aménagement a été prorogée de deux ans, par délibération DEV 003-1494/15/CC du 20 novembre 2015 afin que la Soleam puisse accompagner le concédant dans cette réflexion.

L'aménagement du solde des terrains est à l'étude et nécessite des décisions d'orientation sur l'aménagement futur de ce secteur.

L'objet du rapport est de proposer l'approbation du CRAC ci-joint, arrêté au 31 décembre 2015, dont les montants prévisionnels en dépenses et en recettes s'élèvent à 6 027 710 euros TTC, soit une diminution de 0.04 % par rapport au CRAC précédent (6 030 091 euros TTC).

Ce bilan s'analyse de la manière suivante :

DEPENSES :

En hausse :

- Les frais (+1 841 euros TTC), hausse liée aux frais de transfert de patrimoine de Marseille Aménagement à SOLEAM suite à la fusion
- Le réaménagement du terrain occupé actuellement par le parking provisoire (+ 17 799), poste légèrement revus à la hausse
- La rémunération sur dépenses (+ 56 euros TTC)
- La TVA résiduelle (+279 euros TTC)
- Les frais financiers (+58 euros TTC)

En baisse :

- Les études générales (- 7 840 euros TTC), baisse due à la non réalisation sous maîtrise d'ouvrage SOLEAM de l'étude de faisabilité et de capacité constructive
- Les honoraires techniques et SPS (- 14 563 euros TTC), ajusté au regard des taux de rémunération constatés
- La rémunération de liquidation (-11 euros TTC)

RECETTES :

En hausse :

- Les produits financiers (+ 376 euros TTC), ce poste suivant l'évolution de la trésorerie de l'opération

En baisse :

- Les produits de gestion (-2 758 euros TTC), due à la rectification d'une erreur dans le calcul des loyers

La participation du concédant à l'opération est de 1 749 632 euros, identique au CRAC précédent.

L'avance de 900 000 euros, versée en 2004, sera remboursée en fin de concession, en 2017.

Le projet de délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a pour objet d'approuver ce compte rendu annuel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEVAEC 023-1608/15/CC du 21 décembre 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole portant sur l'approbation du CRAC arrêté au 31 décembre 2014 ;
- La délibération MET 16/1510/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole portant sur l'approbation de l'avenant n°13 relatif à la participation au coût de l'opération ;
- La délibération DEEN 006-13/10/16 CT du 13 octobre 2016 du Conseil de Territoire Marseille Provence portant sur l'approbation de l'avenant n°13 relatif à la participation au coût de l'opération ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il appartient à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2015, relatif à la concession d'aménagement n°98/432 « la Barasse » confiée à la Soleam ;
- Que le Conseil de Territoire est saisi pour avis sur ce rapport.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de Métropole « Concession d'aménagement la Barasse . Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2015 » .

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Abstentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Commission "Voirie"

VOI 002-308/16/CT

**■ Présentation du rapport d'activité du Délégué de Service Public pour le Tunnel Prado Sud à Marseille - 8ème et 10ème arrondissements
DIFRA 16/14868/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble de son territoire. A ce titre, il lui revenait la gestion des tunnels routiers sur le territoire communautaire.

Par délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008 ont été approuvés le choix du délégataire de service public (la Société Prado Sud) ainsi que le contrat de concession n° 08/030 relatif à la réalisation et à l'exploitation du Tunnel Prado sud.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en application des transferts de compétences, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2016, date de sa création.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année, avant le 1er juin, un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R.1411-7 du même code et aux articles 6.1 à 6.3 du contrat de concession.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2015 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de concession de service public concernant le Tunnel Prado Sud à Marseille (8^{ème} et 10^{ème} arrondissements) ;
- Le contrat de concession n°08/030 du 6 mars 2008, notifié au titulaire, la Société Prado Sud, le 14 mars 2008 ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2015, produit par la Société Prado Sud ;
- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel d'activité 2015 concernant l'exploitation du Tunnel Prado Sud a été remis dans les délais impartis, par le concessionnaire, la Société Prado Sud.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport d'activité du délégataire de service public.

VOI 003-309/16/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2015 du Délégataire de Service Public pour le Tunnel Prado Carénage à Marseille DIFRA 16/14869/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Le Maire de la Ville de Marseille, autorisé à signer par délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal, a conclu le contrat de concession de service public avec la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC), et confié à cette dernière le financement, la construction et l'exploitation du Tunnel Prado Carénage pour une durée de 32 ans.

La Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole en application des règles relatives aux transferts de compétences, s'est substituée à la Ville de Marseille en 2003 et jusqu'au 31 décembre 2015.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en application de ces mêmes règles, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2016, date de sa création.

Elle exerce, à ce jour, la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble du périmètre du Conseil de Territoire de Marseille Provence. A ce titre, il lui revient la gestion des tunnels routiers sur ce même territoire.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit, chaque année, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R.1411-7 du même code et aux articles 48 à 53 du contrat de concession.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2015 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal de la Ville de Marseille,

autorisant le Maire de Marseille à signer le contrat de concession du Tunnel Prado Carénage ;

- Le contrat de concession n°90-493 du 27 septembre 1990 dont est titulaire la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2015, produit par la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC) ;
- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel d'activité 2015 concernant l'exploitation du Tunnel Prado Carénage a été remis, dans les délais impartis, par le concessionnaire, la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport d'activité du délégataire de service public.

VOI 004-310/16/CT

■ **Requalification de la rue Paradis à Marseille, entre la place Estrangin et la Canebière - 1er et 6ème arrondissements - Approbation d'une convention relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 16/14749/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Par délibération n°VOI 005-227/14/CC du 26 juin 2014, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement de la partie basse de la rue Paradis à Marseille, entre la Place Estrangin et la Canebière.

Par délibération n° VOI 010-1677/15/CC du 21 décembre 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé les caractéristiques de cet aménagement.

Le programme d'aménagement comprend :

- la création d'une « zone 30 » avec une seule voie de circulation partagée entre tous les modes ;
- le traitement homogène des sols (8000m² environ) ;
- l'élargissement des trottoirs et la plantation d'arbres ;
- la création d'une bande fonctionnelle pour les usages (arrêt-minute, stationnement 2 roues, conteneurs enterrés) et la mise en place d'un « stationnement intelligent » ;
- le traitement des intersections, dont les rues Montgrand et Grignan (plateaux surélevés aux carrefours).
- la rénovation de l'éclairage public ;
- le renforcement du dispositif de vidéo-protection ;
- l'installation de mobilier urbain (potelets, corbeilles...).

De par sa nature, le projet d'aménagement de la partie basse de la rue Paradis entre dans le champ d'application du livre V du Code du Patrimoine relatif à l'archéologie et notamment ses articles L.523-7, R.523-24 à R.523-38, R.523-60 à R.523-68 et R.545-24 et suivants.

Par arrêté n°1212 du 16 mars 2016, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a ainsi prescrit la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet, afin de vérifier le potentiel archéologique et la présence ou l'absence de vestiges sur l'emprise des aménagements devant être réalisés.

Conformément à l'arrêté précité, le diagnostic archéologique sera réalisé par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

Il convient par conséquent d'approuver la convention annexée avec l'INRAP afin de fixer les modalités de réalisation de ces travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VOI 005-227/14/CC du 26 juin 2014 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 010-1677/15/CC du 21 décembre 2015 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- Le projet de délibération sur la requalification de la rue Paradis à Marseille entre la place Estrangin et la Canebière (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) – Approbation d’une convention relative à la réalisation d’un diagnostic d’archéologie préventive avec l’INRAP ;
- L’arrêté n°1212 du 16 mars 2016 prescrivant la réalisation d’un diagnostic d’archéologie préventive sur le périmètre du projet d’aménagement de la partie basse de la rue Paradis ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération portant sur la requalification de la rue Paradis à Marseille entre la place Estrangin et la Canebière (1^{er}

et 6^{ème} arrondissements) – Approbation d’une convention relative à la réalisation d’un diagnostic d’archéologie préventive avec l’INRAP ;

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération.

Adoptée à l’unanimité des membres présents et représentés

VOI 006-311/16/CT

■ **Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d’ouvrage et de fonds de concours avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour l’aménagement d’un carrefour giratoire au croisement de la RD41e et le chemin des Gorguettes à Cassis**

Avis du Conseil de Territoire DAEP 16/14924/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l’article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

La Commune de Cassis souhaite améliorer rapidement la fluidité et la sécurité du carrefour situé au croisement de la RD41e et de la voie métropolitaine du Chemin des Gorguettes. Cette voie dessert les parkings, pour VL et cars, reliés par la navette au centre-ville, le Collège des Gorguettes, la piscine métropolitaine, le parc accrobranches ainsi que le Lotissement « Super Cassis ». La Métropole, sollicitée pour effectuer ces travaux, propose de créer un giratoire franchissable avec perte de priorité.

Cette opération nécessite d’autoriser la Métropole à travailler sur le domaine public routier départemental et de prévoir les modalités d’entretien futures de ce nouveau carrefour.

L’objet de la présente convention est triple :

- Transférer la maîtrise d'ouvrage au profit de la Métropole pendant la durée des études et des travaux

- Préciser les modalités d'intervention et les domaines de responsabilité du Département et de la Métropole dans le cadre de l'entretien et de l'exploitation du domaine public routier départemental et de ses dépendances en agglomération.

- Préciser la participation financière du Département.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement d'un carrefour giratoire au croisement de la RD41e et le chemin des Gorguettes à Cassis ;
- Qu'il est avantageux que ces travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de fonds de concours entre le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille Provence pour l'aménagement d'un carrefour giratoire au croisement de la RD41e et le chemin des Gorguettes à Cassis.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Abstentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VOI 007-312/16/CT

■ Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement d'études et de travaux portant sur l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès prolongée - place de la République - et les voies du centre ancien à Marignane

Avis du Conseil de Territoire DAEP 16/14927/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

La Commune de Marignane s'est engagée dans la mise en œuvre opérationnelle du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD). Ainsi, une convention partenariale, pour une durée de sept ans, a été signée le 2 février 2012

avec l'État, l'ANRU, l'ANAH, la Commune de Marignane, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Région, le Département, la Caisse des Dépôts, Action Logement.

Le centre ancien de Marignane se distingue par une très forte propriété foncière de la ville dans le cœur historique et par un ensemble de bâtiments presque intégralement vide et très dégradé.

Ce projet majeur doit permettre :

- De traiter durablement les problèmes liés à l'habitat : insalubrité structurelle, logements sociaux de fait, marchands de sommeil... Ce sont près de 362 logements qui doivent être traités sur les 7 ans du projet, selon différentes procédures (RHI, requalification d'îlots dégradés, OPAH, Bail à réhabilitation...),
- De remédier à la vacance (essentiellement sur les bâtiments communaux) en remettant en habitation plus de 160 logements,
- De rénover les espaces publics pour créer des lieux de vie agréables et attractifs,
- De revitaliser le commerce en lien avec une opération FISAC,
- D'avoir une offre d'équipements publics de qualité.

Le projet urbain doit donc faire face à un double défi :

- Mettre en œuvre une opération de requalification globale complexe qui relève de l'habitat, des aménagements urbains, des commerces, des services à la population, pour redonner au centre-ville de Marignane le rôle qu'il doit tenir au niveau communal et au sein du bassin de vie dans lequel s'inscrit la Commune,
- Assurer la réalisation de ces opérations dans un temps suffisamment court et de manière stratégique pour pouvoir engager une dynamique forte et un retournement d'image. Ces quartiers devenant attractifs permettront aux habitants de revenir y vivre et aux commerces de s'y implanter.

En conséquence, le volet rénovation des espaces publics est un axe majeur du programme. La Métropole Aix-Marseille Provence constitue de ce fait un des principaux Maîtres d'ouvrage du programme. Deux opérations d'aménagement du programme doivent passer en phase opérationnelle :

- les voies du centre historique
- la rue Jean Jaurès prolongée dont la place de la République

L'opération de requalification de ces voies nécessite la passation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage afin d'autoriser la Métropole Aix-Marseille Provence à réaliser la totalité des ouvrages, qu'ils relèvent de la compétence de la Commune ou de la compétence de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Celle-ci annule et remplace la convention initiale n°13/1089, du 4 avril 2013, portant sur la résiliation du groupement de commande et approbation du transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et remboursement des travaux avec la commune de Marignane pour l'opération de requalification du centre ancien de Marignane. En effet, les périmètres opérationnels d'études et de travaux ont évolué ainsi que les calendriers de réalisation.

Le coût prévisionnel de l'opération (valeur 2016) est de 8 193 150,00 euros HT, réparti de la façon suivante :

- 1 638 630,00 euros HT pour les travaux et études relevant de la compétence de la Commune.
- 6 554 520 euros HT pour les travaux et études relevant de la compétence de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n°VOI 005-732/12/BC du 14 décembre 2012 approuvant la convention n°13/1089 de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune de Marignane pour l'opération de requalification du centre ancien de Marignane ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'aménagement de l'avenue Jean Jaurès prolongée (place de la République) et des voies du centre ancien ;
- L'importance de ces aménagements, en lien avec la requalification des bâtiments par les autres acteurs, permettant ainsi de rendre attractif le centre de Marignane.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur la résiliation de la convention n°13/1089 de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement d'études et de travaux portant sur l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès prolongée (place de la République) et des voies du centre ancien à Marignane.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Abstentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VOI 008-313/16/CT

■ Convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux pour l'aménagement de la voie d'accès au cimetière intercommunal et à la salle de concert de la Ciotat

**Avis du Conseil de Territoire
DGEDPSV 16/15035/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

La délibération d'approbation de la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux pour l'aménagement de la voie d'accès au cimetière intercommunal et à la salle de concert de La Ciotat (commune de La Ciotat), satisfait aux conditions de l'article L5218-7 I, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire est donc saisi pour un avis du projet de délibération d'approbation de cette convention présenté ci-après :

La Ville de la Ciotat et la Métropole envisagent de créer une voie d'accès commune ainsi qu'une aire de retournement (avec réseaux) depuis le boulevard de Lavaux , dont l'emprise foncière est à cheval sur les terrains communal et métropolitain.

Le montant global de l'opération est de 260 000 euros TTC et se répartit comme suit :

- part Métropole 130 000 euros TTC
- part Ville de la Ciotat 130 000 euros TTC

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par la Métropole. La convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage détermine les conditions de répartition des frais d'entretien et de gestion et les modalités de remboursement des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole d’approbation de la convention de délégation temporaire de maîtrise d’ouvrage et de remboursement des travaux pour l’aménagement de la voie d’accès au cimetière intercommunal et à la salle de concert de La Ciotat (commune de La Ciotat).

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération portant sur l’approbation de la convention de délégation temporaire de maîtrise d’ouvrage et de remboursement des travaux pour l’aménagement de la voie d’accès au cimetière intercommunal et à la salle de

concert de La Ciotat (commune de La Ciotat) ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération portant sur l’approbation de la convention de délégation temporaire de maîtrise d’ouvrage et de remboursement des travaux pour l’aménagement de la voie d’accès au cimetière intercommunal et à la salle de concert de La Ciotat (commune de La Ciotat).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l’approbation de la convention de délégation temporaire de maîtrise d’ouvrage et de remboursement des travaux pour l’aménagement de la voie d’accès au cimetière intercommunal et à la salle de concert de La Ciotat (commune de La Ciotat).

Adoptée à l’unanimité des membres présents et représentés

VOI 009-314/16/CT

■ Approbation de la révision de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération d'investissement de la réparation et du renforcement de la Corniche Kennedy à Marseille - 7ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 16/14909/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l’article L 5218.7, I du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Par délibération en date du 30 mars 2006, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait approuvé la création et l’affectation d’une autorisation de programme d’un montant de 12 millions d’euros TTC pour le renforcement des viaducs précontraints de la Corniche Kennedy à Marseille.

Les travaux de renforcement des viaducs précontraints ont été exécutés entre 2006 et 2007.

A la suite de ces travaux, les études et investigations ont été poursuivies pour appréhender l'avancement des dégradations sur l'ensemble des ouvrages constitutifs de la Corniche, notamment une inspection complète a été réalisée pour établir un « point zéro » en 2013.

Un diagnostic et des préconisations de réparation ont été produits et ont permis d'aboutir en 2014 à la conclusion suivante : hors zones traitées depuis 2006, l'ensemble du linéaire souffre de dégradations importantes dues aux conditions extrêmes auxquelles sont soumis les ouvrages, des travaux de réparation et de renforcement sont donc nécessaires sur l'intégralité du linéaire entre le Marégraphe et l'hôtel Palm Beach.

Une opération de travaux a été menée en urgence à l'hiver 2015 au niveau de la plage du Prophète compte tenu de la gravité des dégradations dans cette zone et de la présence de terrasses sous la Corniche à cet endroit.

Un marché de maîtrise d'œuvre pour la conception et la réalisation des travaux a été notifié en juillet 2016.

Les études, de l'avant-projet à la rédaction d'un premier marché de travaux, vont se dérouler jusqu'à début 2017.

La réalisation des travaux est prévue entre l'automne 2017 et le printemps 2021, étant considéré qu'elle ne peut avoir lieu qu'entre les mois d'octobre et d'avril afin de libérer la Corniche lors de la période estivale.

Le montant total des travaux à mener est estimé à 26,4 millions d'euros TTC et le montant de l'ensemble de l'opération de réparation et de renforcement de la Corniche depuis la création de l'AP en 2006 est estimé à 36 millions d'euros TTC, sachant que le montant de crédits consommés sur l'opération fin 2015 s'élevait à 7,765 millions d'euros TTC.

Il est donc nécessaire de réviser l'affectation de l'autorisation de programme existante d'un montant de 24 millions d'euros TTC dans le cadre du vote du budget primitif 2017 afin de permettre le lancement du premier marché de travaux en 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VOI 4/217/CC du 30 mars 2006 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création d'une autorisation de programme pour le renforcement des viaducs précontraints de la corniche ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence envisage de procéder à la réparation et au renforcement de l'ensemble des ouvrages constitutifs de la Corniche Kennedy entre le Marégraphe et l'hôtel Palm Beach à Marseille (7^{ème} arrondissement) ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 010-315/16/CT

■ Approbation de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération d'investissement concernant les aménagements de surface de la rocade L2 à Marseille - 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 16/15031/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, a approuvé en juin 2013 son plan de déplacements urbains, qui prévoit la réalisation d'une ligne de transport collectif en site propre (TCSP) entre Capitaine Gèze et Frais Vallon dénommée ligne B4. Cette ligne s'inscrit pour partie au-dessus des emprises de la Rocade L2 Nord.

Par délibération VOI 007-1765/09/CC du 23 décembre 2009, le Conseil de Communauté a approuvé un protocole d'accord entre l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Ville de Marseille, et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole. Ce protocole déterminait le mode de financement du projet L2 dans le cadre du contrat de partenariat public privé et répartissait les maîtrises d'ouvrage ainsi que le financement des opérations d'accompagnement.

Celles-ci ont fait l'objet d'une première convention n°12/1015 entre les partenaires financiers notifiée le 10 janvier 2012. Du fait de l'évolution du projet de la rocade L2, une nouvelle convention se substituant à la précédente, est désormais nécessaire. Celle-ci est également soumise à l'approbation du Conseil Métropolitain de ce jour. Au titre de ces opérations d'accompagnement, la Métropole d'Aix-Marseille Provence réalisera les voies de transport en commun en site propre, entre le boulevard Arnavon et l'échangeur Wresinski, constituant ainsi un premier tronçon de la future ligne B4.

Les travaux consistent en une requalification complète du boulevard Arnavon ; sur la partie centrale dans les emprises de la L2 Nord, entre le rond-point Sainte Marthe et l'échangeur Wresinski, les travaux comprennent la réalisation de la couche de roulement du TCSP ainsi que les infrastructures nécessaires au fonctionnement de la ligne (équipements des stations et des carrefours à feux).

Le coût prévisionnel de cette opération sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole d'Aix-Marseille Provence est estimé à 27,6 millions d'euros. Afin de mener à bien cette opération, la création de l'autorisation de programme correspondante d'un montant de 27 600 000 euros doit être approuvée au Conseil de ce jour, dans le cadre du vote du Budget Primitif 2017.

Il convient dès lors d'affecter l'autorisation de programme dans sa totalité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 007-1765/09/CC du 23 décembre 2009, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire de Marseille Provence en date du 14 décembre 2016.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder aux aménagements de surface de la rocade L2 entre le boulevard Arnavon et l'échangeur Wresinski, à Marseille (13^{ème} et 14^{ème} arrondissements) et qu'il est nécessaire d'affecter l'autorisation de programme correspondante ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 011-316/16/CT

■ **Rocade L2 à Marseille - Approbation d'une convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement entre l'Etat, la Région Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches du Rhône, la Ville de Marseille et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 16/14910/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au conseil de la Métropole présenté ci-après :

Par délibération VOI 007-1765/09/CC du 23 décembre 2009, le Conseil de Communauté a approuvé un protocole d'accord entre l'Etat, la Région Provence Alpes Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Ville de Marseille, et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole. Ce protocole déterminait le mode de financement du projet L2 dans le cadre du contrat de partenariat public privé et répartissait les maîtrises d'ouvrage ainsi que le financement des opérations d'accompagnement ; il renvoyait les modalités à la rédaction ultérieure de conventions spécifiques.

Le financement des opérations d'accompagnement de la L2 a fait l'objet d'une convention financière pluriannuelle, entre l'Etat, la Région Provence Alpes Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), approuvée par délibération VOI 017-462/11/CC du 08 Juillet 2011 du Conseil de Communauté. Cette convention retenait un montant de 75,792 M€ HT pour les opérations d'accompagnement.

La Métropole d'Aix-Marseille Provence qui s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, participe au financement de ces opérations à hauteur de 22,5 %, soit 17,053 M€ HT.

Elle assure également la maîtrise d'ouvrage des opérations suivantes :

- Restructuration du MIN des Arnavaux (24,766 M€ HT),
- Requalification du boulevard Arnavon (5,518 M€ HT),
- Aménagement de l'avenue Allende (11,372 M€ HT).

Cinq ans après la signature de cette convention, un premier bilan financier et opérationnel peut être établi.

Ainsi, l'indemnisation des entreprises du MIN qui relevait de la responsabilité de l'Etat, est aujourd'hui en voie d'achèvement. Cette opération permet de dégager 6,76 M€ d'économies. Il est ainsi proposé de réaffecter cette somme sur d'autres opérations de la convention et principalement sur les opérations d'aménagements de surface, afin d'améliorer l'intégration urbaine dans les secteurs traversés.

Ainsi, les opérations sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole s'inscrivent désormais dans un périmètre élargi, et comprennent la requalification du boulevard Arnavon, ainsi que l'aménagement entre le rond-point de Saint Marthe et l'échangeur Wresinski, permettant ainsi la réalisation d'une ligne de transport en commun en site propre (N°B4). Le montant des opérations sous maîtrise d'ouvrage MAMP passe ainsi à 23 M€HT.

L'élargissement du périmètre des opérations d'accompagnement, les évolutions de programme, l'ajout d'un nouveau partenaire (Ville de Marseille) justifient l'élaboration d'une nouvelle convention, qui se substitue à la convention du 25 octobre 2011 ; étant précisé que les participations financières des partenaires restent identiques.

La convention, annexée à la présente délibération, précise les modalités de participation de l'Etat et de ses cofinanceurs, à la réalisation et au financement des opérations d'accompagnement de la rocade L2, qui sont les suivantes :

- Indemnisation des entreprises du MIN et de la SOMIMAR,
- Relogement des habitants de la barre Picon C et de la tour Busserine K,
- Restructuration du MIN des Arnavaux,
- Aménagements urbains de la L2 Nord : requalification du boulevard Arnavon et aménagement du secteur entre le giratoire de Sainte Marthe et le giratoire du Père Wresinski,
- Reconstruction de l'école Busserine,
- Aménagement de la plaine des sports et des loisirs, et de la dalle des Oliviers, subdivisé en :
 - Déviation et raccordements du tronçon 1 (170 ml) de la

canalisation Busserine diamètre 1200 ,

- Aménagements de surface de la plaine des sports et loisirs et de l'esplanade haute Busserine, hors remblais et talutages de raccordement adossés à l'ouvrage,
- Aménagements de surface de la dalle des Oliviers,
- Déplacement de la crèche des Oliviers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ,
- La délibération VOI 007-1765/09/CC du 23 décembre 2009, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 017-462/11/CC du 8 juillet 2011 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 017-784/15/CC du 19 février 2015 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération HN 01-003/16/CC du 17 mars 2016 relative à l'élection du Président de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention financière pluriannuelle relative aux

opérations d'accompagnement de la L2 entre l'Etat, la Région Provence Alpes Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Ville de Marseille, et la Métropole Aix Marseille Provence ;

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence Métropole doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 012-317/16/CT

■ **Approbation de l'affectation partielle de l'autorisation de programme relative à l'opération d'investissement concernant l'opération de l'accès de la Porte 4 du Port de Marseille à Marseille (15ème arrondissement)**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 16/15002/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au conseil de la Métropole présenté ci-après :

La Charte Ville-Port, signée en 2013 par les institutions publiques (Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental 13, Communauté urbaine de Marseille, Ville de Marseille), le Grand Port Maritime de Marseille et Euroméditerranée, affirme la nécessaire adaptation des bassins de Marseille et la réallocation des sites par blocs d'exploitations cohérents.

Consécutivement à la restructuration des terminaux à passagers engagée par le Grand Port Maritime de Marseille (relocalisation du trafic Maghreb au Cap Janet et du trafic Corse à Arenç) une étude de préféabilité a été conduite par la DREAL et le GPMM en faveur du réaménagement de la porte 4 du port située dans le 15ème arrondissement de Marseille.

Cette étude a mis en avant le fait que les voiries d'accès à la porte 4 supportent un trafic routier intense (jusqu'à 3040 véhicules/heure en entrée/sortie de la porte 4 au moment des débarquements) mélangeant les poids lourds porte-conteneurs qui desservent le terminal de Mourepiane, les cars de tourisme, les taxis, les véhicules particuliers du terminal croisière, les embarquements et débarquements des passagers des ferries.

Ce trafic routier est générateur de conflits d'usages et pose des problèmes de confort et de sécurité pour les piétons. Par ailleurs la porte 4 souffre d'un manque de lisibilité de l'accès et des points de dépose ainsi qu'un déficit de places de stationnement.

L'étude de préféabilité a permis de retenir une solution de réaménagement des voiries pour améliorer l'accessibilité en dédoublant la porte 4 via la création d'une porte 4bis dédiée aux flux vers l'international.

Le Comité de pilotage de la Charte Ville-Port du 10 juin 2016 a acté que la Métropole assurerait la maîtrise d'ouvrage du projet d'aménagement de la desserte routière du terminal international en articulation avec les travaux pilotés par le Grand Port Maritime de Marseille dans son emprise.

Cette opération est inscrite à l'avenant n°2 du Contrat de Plan État-Région 2015-2020 adopté par l'Assemblée régionale du 13 juillet 2016 et retranscrit dans la convention départementale d'application des Bouches du Rhône, adoptée par l'Assemblée régionale du 3 novembre 2016, sur la base d'une enveloppe budgétaire évaluée à 10,5 M€ HT soit 12 600 000 € TTC – Valeur Juin 2015

A cet égard, la présente opération d'aménagement fait l'objet de l'approbation au Conseil Métropolitain de ce jour, d'une convention de partenariat et de financement, permettant la prise en charge d'une partie de l'investissement. Ainsi, au titre de la convention susmentionnée, il convient d'indiquer la clé de répartition des cofinancements :

- Conseil départemental des Bouches-du-Rhône : 4 000 000 euros
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : 2 500 000 euros
- Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 4 000 000 euros

Un marché de maîtrise d'œuvre va être conclu pour reprendre les études et aboutir à un dossier Projet permettant de rédiger les marchés de travaux.

Ces études vont se dérouler de mi 2017 à mi 2018. Après passation des appels d'offres, la réalisation des travaux est prévue entre l'automne 2018 et le début 2020.

Afin de mener à bien cette opération, la création de l'autorisation de programme correspondante d'un montant de 14 000 000 euros doit être approuvée, dans le cadre du vote du budget primitif 2017.

Il convient dès lors d'affecter partiellement cette autorisation de programme pour un montant de 12 600 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence,
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de financer les études et travaux de l'opération d'amélioration de l'accès à la Porte 4 du port de Marseille, à Marseille (15^{ème} arrondissement) et qu'il est nécessaire d'affecter l'autorisation de programme correspondante ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VOI 013-318/16/CT

■ Approbation de la convention de cofinancement et de partenariat relative à l'opération d'amélioration de l'accès à la Porte 4 du Port de Marseille à Marseille - 15ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 16/14942/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

La Charte Ville-Port, signée en 2013 par les institutions publiques (Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental 13, Communauté urbaine de Marseille, Ville de Marseille), le Grand Port Maritime de Marseille et Euroméditerranée, affirme la nécessaire adaptation des bassins de Marseille et la réallocation des sites par blocs d'exploitations cohérents.

Consécutivement à la restructuration des terminaux à passagers engagée par le Grand Port Maritime de Marseille (relocalisation du trafic Maghreb au Cap Janet et du trafic Corse à Arenç) une étude de préfaisabilité a été conduite par la DREAL et le GPMM en faveur du réaménagement de la porte 4 du port située dans le 15ème arrondissement de Marseille.

Cette étude a mis en avant le fait que les voiries d'accès à la porte 4 supportent un trafic routier intense (jusqu'à 3040 véhicules/heure en entrée/sortie de la porte 4 au moment des débarquements) mélangeant les poids lourds porte-conteneurs qui desservent le terminal de Mourepiane, les cars de tourisme, les taxis, les véhicules particuliers du terminal croisière, les embarquements et débarquements des passagers des ferries.

Ce trafic routier est générateur de conflits d'usages et pose des problèmes de confort et de sécurité pour les piétons. Par ailleurs la porte 4 souffre d'un manque de lisibilité de l'accès et des points de dépose ainsi qu'un déficit de places de stationnement.

L'étude de préfaisabilité a permis de retenir une solution de réaménagement des voiries pour améliorer l'accessibilité en dédoublant la porte 4 via la création d'une porte 4bis dédiée aux flux vers l'international.

Le Comité de pilotage de la Charte Ville-Port du 10 juin 2016 a acté que la Métropole assurerait la maîtrise d'ouvrage du projet d'aménagement de la desserte routière du terminal international en articulation avec les travaux pilotés par le Grand Port Maritime de Marseille dans son emprise.

Cette opération est inscrite à l'avenant n°2 du Contrat de Plan État-Région 2015-2020 adopté par l'Assemblée régionale du 13 juillet 2016 et retranscrit dans la convention départementale d'application des Bouches du Rhône, adoptée par l'Assemblée régionale du 3 novembre 2016, sur la base d'une enveloppe budgétaire évaluée à 10,5 millions d'euros HT (valeur juin 2015) répartis comme suit :

- Métropole d'Aix-Marseille Provence : 4,00 millions d'euros
- Département des Bouches-du-Rhône : 4,00 millions d'euros
- Région PACA : 2,50 millions d'euros

Il convient dès lors d'établir une convention entre les partenaires cofinçant l'opération afin d'acter la participation de chacun et de fixer les différentes modalités de mise en œuvre du cofinancement.

La convention permet également de définir l'organisation d'un comité technique de suivi incluant les partenaires qui ne participent pas au financement mais qui sont parties prenantes de l'opération.

La convention de cofinancement et de partenariat est donc signée par la Métropole d'Aix-Marseille Provence, le Département des Bouches-du-Rhône, la Région PACA, le Grand Port Maritime de Marseille et l'Etat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'établir une convention de cofinancement et de partenariat entre les différents partenaires concernés par l'opération d'amélioration de l'accès à la Porte 4 du port de Marseille, à Marseille (15^{ème} arrondissement) ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 014-319/16/CT

■ Approbation de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération d'investissement du prolongement de la U450 jusqu'à l'avenue des Caillols - Boulevard Bouyala d'Arnaud à Marseille - 12^{ème} arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 16/14913/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Le projet de réalisation de la voie U 450 est une opération qui porte sur une section d'environ 400 mètres situés entre le Boulevard Bouyala d'Arnaud et l'Avenue des Caillols à Marseille dans le 12^{ème} arrondissement.

L'emplacement réservé pour la voie U450 a pour vocation de renforcer un maillage faible du réseau routier entre le sud et le nord de ce secteur. La future voie devrait, avec les projets d'urbanisation et d'équipements publics de la ZAC les Caillols apporter une réponse à la desserte et à la fluidité du trafic.

Le principe général d'aménagement de la voie U 450 correspond à celui d'un boulevard urbain avec un traitement paysager spécifique suivant un profil à deux voies de circulation, d'un itinéraire cyclable et des trottoirs.

L'avancement du projet au stade des études préalables permet de cerner le coût prévisionnel de cette opération d'investissement. Au cours de l'année 2017, il conviendra de lancer les investigations et études opérationnelles. Ensuite, il conviendra de provisionner en 2018 et 2019 des crédits pour les acquisitions foncières et financer la continuité des études de maîtrise d'œuvre, avant d'envisager des premiers paiements pour les travaux en 2020 et 2021.

Afin de mener à bien cette opération, la création de l'autorisation de programme correspondante d'un montant de 7 400 000 euros doit être approuvée au Conseil de ce jour, dans le cadre du vote du budget primitif 2017.

Il convient dès lors d'affecter l'autorisation de programme dans sa totalité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le délibération n°HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de la voie U450 entre le Boulevard Bouyala d'Arnaud et l'Avenue des Caillols à Marseille 12ème arrondissement ;
- Que le Conseil du Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 015-320/16/CT

■ Approbation de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération d'investissement pour l'aménagement des allées Léon Gambetta, Allées de Meilhan et square Léon Blum à Marseille

Avis du Conseil du Territoire DIFRA 16/14914/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil de

Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

La Ville de Marseille et la Métropole d'Aix-Marseille Provence sont engagées dans un vaste programme de requalification du centre-ville de Marseille.

Dans le cadre de la construction du complexe cinématographique «Artplexe-Canebière» sur le square Léon Blum, une requalification des espaces publics sur ce secteur est envisagée afin de mettre en valeur le patrimoine bâti et de retrouver un espace lisible, propice à la déambulation.

Une réflexion globale est ainsi menée sur cet espace majeur du centre-ville en vue de réaménager dans une première phase, le square Léon Blum et le trottoir Nord des Allées de Meilhan, afin de créer un vaste espace public cohérent, dans lequel s'inscrira le cinéma Artplexe ; le réaménagement des Allées Gambetta se poursuivra dans la deuxième phase de travaux.

Afin de mener à bien cette opération, la création de l'autorisation de programme correspondante d'un montant de 3 200 000 euros doit être approuvée au Conseil de ce jour, dans le cadre du vote du budget primitif 2017.

Il convient dès lors d'affecter l'autorisation de programme dans sa totalité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy TEISSIER en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de financer les études et les travaux pour la réalisation de la première phase du projet portant sur l'aménagement des Allées de Meilhan et du square Léon Blum à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 016-321/16/CT

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération concernant la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille - 8ème, 9ème et 10ème arrondissements**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 16/15032/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Par délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud.

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Inscrit dans les documents d'urbanisme depuis plusieurs décennies, d'abord au Plan d'Occupation des Sols puis au Plan Local d'Urbanisme (PLU) et au Plan de Déplacements Urbains (PDU) de Marseille Provence Métropole, le Boulevard Urbain Sud représente un intérêt stratégique à plusieurs titres :

- Il constitue un projet de voirie structurant pour le territoire marseillais et la desserte des quartiers sud-est de l'agglomération,
- Il s'agit d'un projet permettant le développement des transports en commun en site propre (TCSP) car il s'accompagne de la création de voies dédiées à un Bus à Haut Niveau de Service, constituant un mode de transport attractif, en connexion avec les futurs projets structurants de transports (tramway, métro, BHNS),
- Il contribue au développement des cheminements doux par la création de pistes cyclables et de cheminements piétons larges, confortables et sécurisés,
- Il s'agit d'un projet environnemental développant le concept d'un boulevard urbain de qualité qui vise une intégration paysagère optimale, une prise en compte des eaux pluviales (sur le plan quantitatif et qualitatif) et des zones inondables, ainsi qu'une réduction des nuisances sonores,
- Il permet la desserte de nombreux équipements et de zones économiques.

Par délibération VOI 017-784/15/CC du 19 février 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait d'ores et déjà approuvé la création et l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération d'investissement du boulevard urbain sud pour un montant de 300 000 000 d'euros pour les acquisitions foncières nécessaires au projet et la réalisation des travaux.

En point d'orgue de l'enquête publique unique diligentée par le Préfet de Région – Préfet des Bouches du Rhône portant sur l'utilité publique, la mise en compatibilité du PLU de la commune de Marseille et l'autorisation requise au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement (Loi sur l'Eau), la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 la déclaration de projet au sens de l'article L.126-1 du Code de l'Environnement portant sur l'intérêt général du projet de réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille (8ème, 9ème et 10ème arrondissements).

La Métropole a ainsi confirmé sa volonté de poursuivre l'opération du BUS et la procédure a été clôturée par la signature, le 8 septembre 2016, par le Préfet, de

l'arrêté déclarant d'utilité publique les travaux du Boulevard Urbain Sud.

S'agissant d'un projet structurant de déplacement à l'échelle de l'aire marseillaise, il apparaît nécessaire de solliciter les partenaires afin d'obtenir des aides financières pour la réalisation de ce projet.

Ainsi, la présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la première phase d'aménagement entre la section Florian et Sainte Marguerite dont le coût prévisionnel est estimé à 161 000 000 d'euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette 1^{ère} phase de l'opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 Aide exceptionnel dans le cadre des travaux structurants	40 %	64 000 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	60 %	97 000 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;

- La délibération VOI 017-784/15/CC du 19 février 2015 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation du Boulevard Urbain Sud dans sa première phase dans la section comprise entre Florian et Sainte Marguerite à Marseille (9ème et 10ème arrondissements) ;

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 017-322/16/CT

■ **Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur et Madame Escallier nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 16/14919/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur et Madame Escallier nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 28m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CP n°492, propriété de Madame Escallier.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Monsieur et Madame Escallier accepte de céder la bande de terrain moyennant la somme de 4480 euros.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les avis n°2016-054V0552, n°2016-054V0553 et n°2016-054V0554 de France Domaine en date du 25 mars 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération sur « l'acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur et Madame Escallier nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur et Madame Escallier nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la Commune de Marignane ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur de projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de Métropole « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur et Madame Escallier nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 018-323/16/CT

■ Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant aux Consorts Beridot nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 16/14920/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant aux Consorts Beridot nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 91m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CP n°105, propriété des Consorts Beridot.

Au terme des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, les Consorts Beridot acceptent de céder la bande de terrain moyennant la somme de 14 560 euros.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération sur « l'acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant aux Consorts Beridot nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant aux Consorts Beridot nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons à Marignane ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de Métropole « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant aux Consorts Beridot nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 019-324/16/CT

■ Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant aux consorts Sassine nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons à Marignane

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 16/14928/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant aux consorts Sassine nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 26 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CP n° 19, propriété des consorts Sassine.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, les consorts Sassine acceptent de céder la bande de terrain moyennant la somme de 4 480 euros.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant aux consorts Sassine nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons à Marignane. »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant aux consorts Sassine nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de Métropole « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant aux consorts Sassine nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons à Marignane ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 020-325/16/CT

■ **Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur Gentillon et Madame Maroccu nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons à Marignane**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 16/14929/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur Gentillon et Madame Maroccu nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons à Marignane » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 84 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CP n° 509, propriété de Monsieur Gentillon et Madame Maroccu.

Au terme des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Monsieur Gentillon et Madame Maroccu acceptent de céder la bande de terrain moyennant la somme de 13 440 euros.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-054V0552, n° 2016-054V0553 et n° 2016-054V0554 du 25 mars 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une bande de terrain appartenant à Monsieur Gentillon et Madame Maroccu nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons à Marignane ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur Gentillon et Madame Maroccu nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de Métropole « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur Gentillon et

Madame Maroccu nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons à Marignane ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 022-326/16/CT

■ Acquisition d'un lot de parcelles et de bandes de terrain à titre gratuit appartenant à la Commune de Châteauneuf-les-Martigues nécessaire à l'aménagement du Hameau du Vieux Château sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/14947/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition d'un lot de parcelles et de bandes de terrain à titre gratuit appartenant à la Commune de Châteauneuf-les-Martigues nécessaire à l'aménagement du Hameau du Vieux Château sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du Hameau du Vieux Château à Châteauneuf-les-Martigues, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de plusieurs parcelles et bandes de terrain, propriété

de la Commune de Châteauneuf-les-Martigues désignées ci-après :

- La parcelle BK n° 137 d'une surface de 39 m²,
- La parcelle BK n° 166 d'une superficie de 21 m²,
- La parcelle BK n° 168 d'une superficie de 727 m²,
- La parcelle BK n° 172 d'une superficie de 17 m²,
- La parcelle BM n° 93 d'une superficie de 59 m².

Et les bandes de terrain des parcelles cadastrées Section BK n°82, BK n°165, BK n°187 et BL n° 179, d'une superficie respectueuse de 28 m² environ, 270 m² environ, 860 m² environ et 510 m² environ.

Il est précisé que la parcelle cadastrée BK 165 doit faire l'objet d'une réduction du bail accordé à la SA d'HLM Sud Habitat par la commune de Châteauneuf-les-Martigues. Cette réduction sera soumise au Conseil Municipal de la Commune de Châteauneuf-les-Martigues.

Au terme des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Commune de Châteauneuf-les-Martigues accepte de céder à titre gratuit la bande de terrain.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de Châteauneuf-les-Martigues du 28 juin 2016 ;
- L'avis de France Domaine n°2014-026V0515 du 14 mars 2014 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération sur « l'acquisition d'un lot de parcelles et de bandes de terrain à titre appartenant à la Commune de Châteauneuf-les-Martigues nécessaire à l'aménagement du Hameau du Vieux Château sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'aménagement du Hameau du Vieux-Château sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues seront réalisés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne avec la Commune de Châteauneuf-les-Martigues afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'acquisition d'un lot de parcelles et de bandes de terrain à titre gratuit appartenant à la commune de Châteauneuf-les-Martigues nécessaire à l'aménagement du hameau du Vieux Château sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 023-327/16/CT

■ Acquisition à titre gratuit d'emprises foncières appartenant à la Ville de Marseille nécessaires à l'aménagement de la rue du Stade et de la rue d'Entremont- Projet de rénovation urbaine du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 16/14948/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre gratuit d'emprises foncières appartenant à la Ville de Marseille nécessaires à l'aménagement de la rue du stade et de la rue d'Entremont- Projet de rénovation urbaine du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du Vallon de Malpassé à Marseille 13^{ème} arrondissement, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a programmé la création d'une voie nouvelle dite « rue du stade » ainsi que la requalification de la rue d'Entremont afin de réorganiser et compléter le maillage viaire du secteur.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence auprès de la Ville de Marseille de cinq emprises foncières issues des parcelles cadastrées Section 881 A n°70 sise traverse des Lauriers et Section 881 A n°212 sise chemin du Merlan à la Rose à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Au terme de deux délibérations du Conseil municipal en date du 16 décembre 2015 et du Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en date du 21 décembre 2016, avait été approuvé un protocole foncier portant sur l'acquisition de deux de ces emprises foncières. Postérieurement, le relevé réalisé par un géomètre expert a permis d'identifier des emprises complémentaires impactées par le projet d'aménagement.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les nouvelles conditions de cette acquisition de terrain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération Ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre gratuit d'emprises foncières appartenant à la Ville de Marseille nécessaires à l'aménagement de la rue du stade et de la rue d'Entremont- Projet de rénovation urbaine du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre gratuit d'emprises foncières appartenant à la Ville de Marseille nécessaires à l'aménagement de la rue du stade et de la rue d'Entremont- Projet de rénovation urbaine Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre gratuit d'emprises foncières appartenant à la Ville de Marseille nécessaires à l'aménagement de la rue du stade et de la rue d'Entremont- Projet de rénovation urbaine du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 024-328/16/CT

■ **Acquisition de deux parcelles de terrain à titre onéreux appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier la Bastide Blanche nécessaire à la réalisation d'une voie de liaison chemin des Accates - chemin de Saint Menet à Marseille 11ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/14932/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition de deux parcelles de terrain à titre onéreux appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier la Bastide Blanche nécessaire à la réalisation d'une voie de liaison chemin des Accates – chemin de Saint Menet à Marseille 11^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'important développement urbanistique du quartier des Accates a généré une circulation importante et notamment autour de la place Saint Christophe à Marseille 11^{ème} arrondissement.

Afin de fluidifier en partie cette circulation, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite réaliser un tronçon de voie entre le chemin des Accates et le chemin de Saint Menet aux Accates.

Afin de faciliter la giration des véhicules et de sécuriser le débouché de cette voie, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit s'assurer la maîtrise foncière de deux emprises de terrain de 78 m² et 187 m² à détacher respectivement des parcelles cadastrées sous les numéros 861 D 0295 et 861 D 0298.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, les copropriétaires de l'ensemble immobilier la Bastide Blanche acceptent de céder les parcelles de terrain moyennant la somme de 67 706 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition de deux parcelles de terrain à titre onéreux appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier la Bastide Blanche nécessaire à la réalisation d'une voie de liaison chemin des Accates – chemin de Saint Menet à Marseille 11^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la création d'une voie de liaison entre le chemin des Accates et le chemin de Saint Menet aux Accates sur la commune de Marseille permettra de fluidifier la circulation autour de la place Saint Christophe ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence acquière les emprises de terrain concernées par ces travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de Métropole « Acquisition de deux parcelles de terrain à titre onéreux appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier la Bastide Blanche nécessaires à la réalisation d'une voie de liaison chemin des Accates – chemin de Saint Menet à Marseille 11^{ème} arrondissement. »

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 025-329/16/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique de deux emprises foncières appartenant à 13 Habitat nécessaire à l'aménagement du boulevard des Calanques et de l'allée des Pêcheurs - Projet de rénovation urbaine Soude - Hauts de Mazargues à Marseille 9ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/14937/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique de deux emprises foncières appartenant à 13 Habitat nécessaires à l'aménagement du boulevard des Calanques et de l'allée des Pêcheurs – Projet de rénovation urbaine Soude – Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur la Soude et les Hauts de Mazargues à Marseille 9ème arrondissement, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence va réaliser l'aménagement des voiries du Baou de Sormiou et notamment du boulevard des Calanques et de l'allée des Pêcheurs au droit de la résidence de 13 Habitat dénommée « Les Calanques ».

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence auprès de

13 HABITAT de deux emprises foncières d'une superficie totale de 276 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 852 D n°55 à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Au terme des négociations menées entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'Office Public de l'Habitat, ce dernier accepte de céder ces terrains moyennant la somme de 1 euro.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'acquisition à l'euro symbolique de deux emprises foncières appartenant à 13 Habitat nécessaires à l'aménagement du boulevard des Calanques et de l'allée des Pêcheurs – Projet de rénovation urbaine Soude – Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique de deux emprises foncières appartenant à 13 Habitat nécessaires à l'aménagement du boulevard

des Calanques et de l'allée des Pêcheurs-
Projet de rénovation urbaine Soude-Hauts de
Mazargues à Marseille 9^{ème}
arrondissement ;

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « L'acquisition à l'euro symbolique de deux emprises foncières appartenant à 13 Habitat nécessaires à l'aménagement du boulevard des Calanques et de l'allée des Pêcheurs – Projet de rénovation urbaine Soude – Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 026-330/16/CT

■ Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur Salmeron et Madame Martinez nécessaire à l'aménagement de la voie U430 sur la commune de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/14922/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur Salmeron et Madame Martinez nécessaire à l'aménagement de la voie U430 sur la commune de Marseille » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement de la voie U430 à Marseille, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 85m² environ, à détacher de la parcelle cadastrée Section 858 R 125 sise rue Chanteperdrix, propriété de Monsieur Salmeron et Madame Martinez.

Au terme des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Monsieur Salmeron et Madame Martinez acceptent de céder la bande de terrain moyennant la somme de 3000 euros.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- L'avis n°2014-210V3984 de France Domaine en date du 18 février 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur Salmeron et Madame Martinez nécessaire à

l'aménagement de la voie U430 sur la commune de Marseille ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur Salmeron et Madame Martinez nécessaire à l'aménagement de la voie U430 sur la commune de Marseille ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur de projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur Salmeron et Madame Martinez nécessaire à l'aménagement de la voie U430 sur la commune de Marseille ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 027-331/16/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique de deux parcelles de terrain appartenant à la Société Bouygues Immobilier nécessaire à l'élargissement de la rue Lepeytre et à la création d'une voie nouvelle à Marseille 4ème arrondissement

Avis du conseil de Territoire DUFSV 16/14987/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie,

dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique de deux parcelles de terrain appartenant à La Société Bouygues Immobilier nécessaire à l'élargissement de la rue Lepeyre et à la création d'une voie nouvelle à Marseille 4^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Compte tenu de la nécessité de réaliser l'élargissement de la rue Lepeyre et la création d'une voie nouvelle reliant cette dernière à la rue Bénédict, la Société Bouygues Immobilier a convenu de céder deux parcelles de terrain cadastrées sous les n°s 817 E 77 et 817 E 78 situées rue Félicité Beaudin à Marseille 4^{ème} arrondissement pour une superficie totale de 1 159 m² moyennant un euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique de deux parcelles de terrain appartenant à La Société Bouygues Immobilier nécessaire à l'élargissement de la rue Lepeyre et à la création d'une voie nouvelle reliant cette dernière à la rue Bénédict à Marseille 4^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de deux parcelles de terrain de 1 159 m² permettra l'élargissement de la rue Lepeyre et la création d'une voie nouvelle ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis de projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de Métropole « Acquisition à l'euro symbolique de deux parcelles de terrain appartenant à La Société Bouygues Immobilier nécessaire à l'élargissement de la rue Lepeyre et à la création d'une voie nouvelle à Marseille 4^{ème} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 028-332/16/CT

■ Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant à ICF Sud Est Méditerranée nécessaire à la création de la voie nouvelle U236 - Projet de rénovation urbaine Saint Joseph-Vieux Moulin à Marseille 14ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire

DUFVS 16/14941/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur

exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant à ICF Sud Est Méditerranée nécessaires à la création de la voie nouvelle U236- Projet de rénovation urbaine Saint Joseph- Vieux Moulin à Marseille 14ème arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint-Joseph et Vieux Moulin à Marseille 14ème arrondissement, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence va réaliser les voies nouvelles U236 et U299.

La réalisation de la voie nouvelle U236 nécessite l'acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence auprès de ICF Sud-Est Méditerranée SA d'HLM de deux emprises foncières de 266 m² et de 1616 m² environ à détacher respectivement des parcelles cadastrées Section 895 C numéros 81 et 82 sises traverse tour sainte à Marseille 14ème arrondissement.

Au terme des négociations menées entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et ICF Sud Est Méditerranée, cette dernière accepte de céder ces terrains moyennant la somme de 141 150 euros (cent quarante et un mille cent cinquante euros) conformément à l'évaluation de France Domaine.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant à ICF Sud Est Méditerranée nécessaires à la création de la voie nouvelle U236- Projet de rénovation urbaine Saint Joseph-Vieux Moulin à Marseille 14ème arrondissement. »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant à Sud Est Méditerranée nécessaires à la création de la voie nouvelle U236- Projet de rénovation urbaine Saint Joseph- vieux Moulin à Marseille 14ème arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant à ICF sud Est Méditerranée nécessaires à la création de la voie nouvelle U236- Projet de rénovation urbaine Saint Joseph- Vieux Moulin à Marseille 14ème arrondissement. »

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 029-333/16/CT

■ Demande d'ouverture d'enquêtes conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique, de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et parcellaire en vue de la création d'une voie de desserte chemin des Bessons Marseille 14^{ème} Arrondissement

**Avis du conseil de Territoire
DUFSV 16/15036/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Demande d'ouverture d'enquêtes conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique, de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et parcellaire en vue de la création d'une voie de desserte chemin des Bessons Marseille 14^{ème} Arrondissement. » satisfait aux conditions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage de requalifier la voie de desserte au niveau du chemin des Bessons quartier Ste Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Au-delà de l'ambition d'offrir une meilleure circulation aux riverains du quartier et des terrains classés en zone UM au Plan Local d'Urbanisme de Marseille, cette voie publique ouvre la possibilité matérielle de poursuivre l'expropriation de la carrière de Sainte Marthe et entraîne aussi la préservation d'emplois directs et au-delà d'un tissu économique pour le maintien des entreprises liées à cette activité.

Le projet consiste en l'aménagement d'une voie publique et correspond à l'emplacement réservé ER 14-015. Par contre en vue de la résiliation d'une raquette de retournement une modification de cet emplacement réservé est donc nécessaire.

Aussi pour permettre la réalisation de cette opération la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit acquérir plusieurs parcelles.

A ce sujet, les premières négociations ont été engagées avec certains propriétaires concernés pour acquérir à l'amiable les emprises nécessaires au projet.

Ainsi, si celles-ci ne venaient pas à aboutir la Métropole d'Aix-Marseille-Provence devra poursuivre la maîtrise foncière par voie d'expropriation.

En application des articles :

- L 110-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et suivantes, l'article L 122-5 (opération incompatible avec un document d'urbanisme) qui renvoie au code de l'urbanisme (153-54 à 59)

- L 131-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône les ouvertures des enquêtes préalable à la déclaration d'utilité publique, de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et parcellaire.

Les dites enquêtes publiques pourront être sollicitées conjointement.

Au préalable, il convient d'annuler la délibération n° VOI 006/1673/15/ CC, en date du 21 décembre 2015, adoptée par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, qui ne portait seulement que sur la demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la création d'une voie de desserte – chemin des Bessons Sainte Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération VOI 006/1673/15/CC du 21 décembre 2015 portant demande d'ouverture conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la création d'une voie de desserte chemin des Bessons Sainte Marthe Marseille 14^{ème} arrondissement ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Demande d'ouverture d'enquêtes conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique, de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et parcellaire en vue de la création d'une voie de desserte chemin des Bessons Marseille 14^{ème} arrondissement.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'ouverture conjointe des enquêtes préalable à la déclaration d'utilité publique, de mise en compatibilité du plan d'occupation des sols et parcellaires au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit permettre de déclarer d'utilité publique les travaux de requalification de la voie chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement ;
- Que parallèlement, il est nécessaire de poursuivre toute démarche et négociation au vu d'obtenir par voie amiable la maîtrise foncière des terrains concernés par l'opération ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Demande d'ouverture d'enquêtes conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique, de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et parcellaire en vue de la création d'une voie de desserte chemin des Bessons Marseille 14^{ème} Arrondissement. »

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	142
Voix Contre	0
Abstentions	2

Adoptée

Se sont abstenus :

Antoine MAGGIO - Marie MUSTACHIA

VOI 030-334/16/CT

■ Acquisition à titre gratuit de lots de volume dans la Zone d'Aménagement Concerté de la Joliette représentant des voies appartenant à l'Etablissement Public Euroméditerranée - Les Docks Marseille 2ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/14934/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre gratuit des lots de volume dans la Zone d'Aménagement Concerté de la Joliette représentant des voies appartenant à l'Etablissement Public Euroméditerranée – Les Docks à Marseille 2^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a acquis en 1997 de la SNCF un ensemble de terrains et de bâtiments constitutifs de l'ancienne halte ferroviaire de la Joliette aujourd'hui disparue, qui était située à l'est du bâtiment des Docks à Marseille (2^{ème} arrondissement) et qui était desservie par l'ancien « tunnel de la Joliette » empruntant le linéaire de la rue Melchior-Guinot en provenance de la gare Saint-Charles.

Cette opération a permis à l'EPAEM de réaliser, dans le cadre de la ZAC de la Joliette, le nouveau quartier d'affaires de la Joliette sur les emprises ainsi libérées par la SNCF, y compris les voies nouvelles.

En vertu des compétences qui lui sont déléguées, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a, pour sa part, souhaité acquérir l'ensemble des parcelles et volumes constitutifs des voiries, parvis, et emprises d'exploitation du tramway (rails et stations).

Il s'agit d'une cession gratuite par l'EPAEM à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence-Métropole.

Une première cession est intervenue pour la majeure partie des éléments à rétrocéder. Ce protocole vient finaliser ces rétrocessions en particulier pour certains éléments telle que la place Henri Verneuil pour laquelle la division en volumes faisait encore l'objet d'ajustement lors de la réalisation du premier protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « l'acquisition à titre gratuit de lots de volume dans la Zone d'Aménagement Concerté de la Joliette représentant des voies appartenant à l'Etablissement Public Euroméditerranée – les Docks 2^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre gratuit des lots de volume dans la Zone d'Aménagement Concerté de la Joliette représentant des voies appartenant à l'Etablissement Public Euroméditerranée – Les Docks à Marseille 2^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur de projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Acquisition à titre gratuit de lots de volume dans la Zone d'Aménagement Concerté de la Joliette représentant des voies appartenant à l'Etablissement Public Euroméditerranée – Les Docks à Marseille 2^{ème} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 031-335/16/CT

**■ Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise sise angle Est rue des Petites Maries et rue de la Fare dans le cadre du projet de restructuration complète du pôle Korsec Velten à Marseille, 1er arrondissement
DAEP 16/14938/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération Grand Centre Ville, pour contribuer à cette requalification. Cette opération d'aménagement, portant sur 35 pôles de projets, a été concédée à la société publique locale d'aménagement soleam.

En vertu de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 et de la création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence à compter du 1er janvier 2016, cette collectivité s'est substituée à la ville de Marseille pour la gestion de cette concession.

Sur les pôles Korsec – Velten – Fabre et Nationale - Providence, les programmes d'ensemble visent :

- la production d'une offre de logements sociaux de qualité en petites unités par création ou restructuration de logements sociaux;
- le curetage d'îlots dégradés défigurant le patrimoine bâti où se côtoient habitat dégradé et friches industrielles (îlot Korsec et îlot des Bains);
- l'aménagement d'espaces publics (place Fare – Petite Maries et place de la Providence)
- la restructuration ou la création d'équipements publics de proximité (Velten et Nationale-Providence)
- la construction de logements en accession aidée à la propriété.

Afin d'atteindre ces objectifs, la Soleam a pour projet de réaliser :

- la réhabilitation globale des immeubles sis 15-17 rue de la Fare et 69 rue Longue des Capucins situés sur la place Fare - Petites Maries, faisant l'objet d'un réaménagement complet

Or, ces opérations se situent dans la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) Belsunce qui préconise la reconstitution des alignements suivant la trame baroque du quartier.

Aussi, pour permettre la réalisation de ces opérations dans le respect des préconisations d'alignement de la ZPPAUP, des morceaux de voirie doivent être soustraits à l'espace public afin de les céder à la SOLEAM et donc les intégrer dans ces projets de construction d'immeubles.

S'agissant de domaine public de voirie, un déclassement est nécessaire.

Conformément au Code de la Voirie Routière, fixant les modalités des procédures relatives à l'ouverture, l'élargissement et au déclassement des voies

communales, le présent projet ne nécessite pas d'enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de l'opération de requalification du Pole Korsec Velten qui fait partie de l'Opération Grand Centre Ville.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable pour que le Conseil de la Métropole autorise le Président à prononcer le déclassement de l'emprise située rue des

Petites Maries et rue de la Fare 1er arrondissement
située au droit de la parcelle 201 801 B 127 pour 14m²
(CF. plan joint).

Adoptée à l'unanimité des membres présents et
représentés

VOI 032-336/16/CT

■ **Déclassement du domaine public routier
métropolitain d'une emprise sise angle ouest rue
des Petites Maries et rue de la Fare dans le cadre
du projet de restructuration complète du pôle
Korsec Velten à Marseille, 1er arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DAEP 16/14939/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence sur proposition du Président
délégué de Commission soumet au Conseil de
Territoire le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19
février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté
Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé
un engagement renforcé pour le centre-ville de
Marseille actant le cadre des actions à conduire pour
dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25
octobre 2010, la mise en place de l'Opération Grand
Centre Ville, pour contribuer à cette requalification.
Cette opération d'aménagement, portant sur 35 pôles
de projets, a été concédée à la société publique locale
d'aménagement Soleam.

En vertu de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015
et de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-
Provence à compter du 1er janvier 2016, cette
collectivité s'est substituée à la ville de Marseille pour
la gestion de cette concession.

Sur les pôles Korsec – Velten – Fabre et Nationale -
Providence, les programmes d'ensembles visent :

- la production d'une offre de logements sociaux de
qualité en petites unités par création ou restructuration
de logements sociaux;
- le curetage d'îlots dégradés défigurant le patrimoine
bâti où se côtoient habitat dégradé et friches
industrielles (îlot Korsec et îlot des Bains);
- l'aménagement d'espaces publics (place Fare –
Petite Maries et place de la Providence)
- la restructuration ou la création d'équipements
publics de proximité (Velten et Nationale-Providence)
- la construction de logements en accession aidée à la
propriété.

Afin d'atteindre ces objectifs, la SOLEAM a pour projet
de réaliser :

- la réhabilitation globale des immeubles sis 15-17
rue de la Fare et 69 rue Longue des Capucins situés
sur la place Fare - Petites Maries, faisant l'objet d'un
réaménagement complet

Or, ces opérations se situent dans la Zone de
Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et
Paysager (ZPPAUP) Belsunce qui préconise la
reconstitution des alignements suivant la trame
baroque du quartier.

Aussi, pour permettre la réalisation de ces opérations
dans le respect des préconisations d'alignement de la
ZPPAUP, des morceaux de voirie doivent être
soustraits à l'espace public afin de les céder à la
Soleam et donc les intégrer dans ces projets de
construction d'immeubles.

S'agissant de domaine public de voirie, un
déclassement est nécessaire.

Conformément au Code de la Voirie Routière, fixant
les modalités des procédures relatives à l'ouverture,
l'élargissement et au déclassement des voies
communales, le présent projet ne nécessite pas
d'enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au
Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-
après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités
Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de
Modernisation de l'Action Publique
Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant
Nouvelle Organisation Territoriale de la
République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015
portant création de la Métropole d'Aix-
Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre
2015 portant fixation des limites des
territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-
Provence ;
- Le Code Général des Collectivités
Territoriales et notamment l'article L. 5218-
7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23
mars 2016 du Conseil du Territoire portant
élection de Monsieur Guy Teissier en qualité
de Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de l'opération de requalification du Pole Korsec Velten qui fait partie de l'Opération Grand Centre Ville.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable pour que le Conseil de la Métropole autorise le Président à prononcer le déclassement de l'emprise située rue des Petites Maries et rue de la Fare 1er arrondissement située au droit de la parcelle 201 801 A 99 pour 26 m², (CF. plan joint)

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VOI 033-337/16/CT

■ **Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise sise angle ouest rue Nationale et rue de la Fare dans le cadre du projet de restructuration complète du pôle Korsec Velten à Marseille, 1er arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DAEP 16/14940/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération Grand Centre Ville, pour contribuer à cette requalification. Cette opération d'aménagement, portant sur 35 pôles de projets, a été concédée à la société publique locale d'aménagement Soléam.

En vertu de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 et de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016, cette collectivité s'est substituée à la ville de Marseille pour la gestion de cette concession.

Sur les pôles Korsec – Velten – Fabre et Nationale - Providence, les programmes d'ensembles visent :

- la production d'une offre de logements sociaux de qualité en petites unités par création ou restructuration de logements sociaux;
- le curetage d'îlots dégradés défigurant le patrimoine bâti où se côtoient habitat dégradé et friches industrielles (îlot Korsec et îlot des Bains);
- l'aménagement d'espaces publics (place Fare – Petite Maries et place de la Providence)
- la restructuration ou la création d'équipements publics de proximité (Velten et Nationale-Providence)
- la construction de logements en accession aidée à la propriété.

Afin d'atteindre ces objectifs, la Soléam a pour projet de réaliser :

- la construction d'un immeuble mixte de logements et d'un équipement public de proximité au rez-de-chaussée à l'angle de la rue de la Fare et de la rue Nationale.

Or, ces opérations se situent dans la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) Belsunce qui préconise la reconstitution des alignements suivant la trame baroque du quartier.

Aussi, pour permettre la réalisation de ces opérations dans le respect des préconisations d'alignements de la ZPPAUP, des morceaux de voirie doivent être soustraits à l'espace public afin de les céder à la Soléam et donc les intégrer dans ces projets de construction d'immeubles.

S'agissant de domaine public de voirie, un déclassement est nécessaire.

Conformément au Code de la Voirie Routière, fixant les modalités des procédures relatives à l'ouverture, l'élargissement et au déclassement des voies communales, le présent projet ne nécessite pas d'enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L’intérêt de l’opération de requalification du Pole Korsec Velten qui fait partie de l’Opération Grand Centre Ville.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable pour que le Conseil de la Métropole autorise le Président à prononcer le déclassement de l’emprise située rue de la Fare et rue Nationale 1er arrondissement située au droit de la parcelle 201 801 C 257 pour 4 m² (CF. plan joint)

Adoptée à l’unanimité, des membres présents et représentés

VOI 034-338/16/CT

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Egis Villes et Transport/Atelier Villes et Paysages relatif au marché de maîtrise d'oeuvre pour l'opération de création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre le Métro Bougainville et Saint Antoine - Vallon des Tuves - à Marseille - 15ème et 16ème arrondissements - Marché n°10/067**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 16/14911/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l’article L 5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Par délibération DTUP 001-2283/10/CC du 1er octobre 2010, le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le projet de réalisation d’une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la station de métro Bougainville et Saint-Antoine (Vallon des Tuves) à Marseille (15ème et 16ème arrondissements).

L’objectif de cette opération était d’améliorer la desserte en transports en commun du secteur Nord de

Marseille, en substituant à l’ancienne ligne de bus n°26 une ligne de Bus à Haut Niveau de Service à même de garantir un service performant de transport en commun qui réponde à l’attente des usagers : fréquence élevée, régularité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Suite à une procédure d’appel d’offres, le marché n°10/067 relatif aux missions de maîtrise d’œuvre pour cette opération a été attribué au groupement Egis Villes & Transport (mandataire) / Atelier Villes & Paysages pour un montant de 796 404,00 euros HT, incluant une tranche ferme et une tranche conditionnelle.

Par avenant n°1 en date du 04 juillet 2012, le montant de rémunération du titulaire a été rendu définitif au regard du montant réévalué des travaux. Le montant du marché de maîtrise d’œuvre a donc été porté à 1 012 505,00 euros HT.

Les travaux, découpés en plusieurs lots dont deux lots géographiques pour les travaux de VRD qui représentent la majorité du montant de l’opération, se sont déroulés de janvier 2013 à décembre 2014.

Considérant d’une part, une augmentation du délai de mobilisation de ses équipes, et d’autre part, des

prestations supplémentaires demandées par le maître d'ouvrage, le titulaire a formulé une demande de rémunération complémentaire en date du 03 novembre 2014.

L'ensemble des missions du titulaire étant à ce jour exécutées puisque tous les marchés de travaux ont été réceptionnés avec les éventuelles réserves levées et que le délai de garantie de parfait achèvement de chaque marché est passé.

Il a été convenu avec le titulaire que sa demande était partiellement recevable et qu'un protocole transactionnel serait établi pour permettre la rémunération des sommes admises par le maître d'ouvrage.

En cet état, les parties, soucieuses de trouver une solution équitable à leur différend ont convenu de mettre fin à ce litige par référence aux articles 2044 et suivants du Code Civil.

Par conséquent, le protocole transactionnel accepté par le titulaire permet de ramener le montant de l'indemnisation de 439 116,47 euros HT à 160 000 euros HT, soit 192 000 euros TTC.
Ce protocole transactionnel est joint en annexe et soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DTUP 001-2283/10/CC du 1er octobre 2010, le Conseil de

Communauté approuvant le projet de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la station de métro Bougainville et Saint-Antoine (Vallon des Tuves) à Marseille (15ème et 16ème arrondissements) ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différent né de l'exécution du marché n°10/067, et entraîne la renonciation du titulaire à la saisine de toute instance et à toute action future de nature contentieuse ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

Commission "Urbanisme, PLUI"

URB 001-339/16/CT

■ **Approbation du Plan d'actions foncières du Territoire de Marseille Provence et de sa mise en oeuvre**

Avis du Conseil de Territoire DUF 16/14995/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire

est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Plan d'actions foncières du territoire de Marseille-Provence et de sa mise en œuvre » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) compte parmi ses compétences l'aménagement de l'espace métropolitain et la constitution de réserves foncières.

Par délibération du 3 juillet 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole substituée depuis par la Métropole AMP, a approuvé la déclinaison d'une politique foncière volontariste dans un Plan d'actions foncières afin d'assurer l'adéquation entre les ressources foncières disponibles et les objectifs de développement déclinés dans les documents de planification ainsi que la création d'une autorisation de programme pour financer les études, acquisitions et la création d'un fonds partenarial destiné à soutenir le montage d'opérations d'aménagement pour les opérations économiques.

Ce Plan innovant positionne le foncier en amont du projet et à son service et propose :

- d'asseoir une stratégie foncière et positionner l'institution face aux partenaires,
- de rassembler les informations éparses pour constituer un gisement foncier
- de définir des filières d'outils de mobilisation
- de clarifier la situation foncière de chaque site pour accélérer la prise de décision
- de proposer une organisation permettant la mise en œuvre du plan.

Une approche transversale a été privilégiée, pour embrasser les grands enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétences de l'aménagement de l'espace, et notamment : l'habitat, l'économie, les espaces naturels et agricoles et la structuration du territoire.

Il ressort néanmoins des travaux du Plan, que l'action foncière doit prioritairement se concentrer sur les thématiques suivantes :

Le développement des activités productives et logistiques sur le territoire ressortant comme un des principaux enjeux il y a lieu de mettre en place prioritairement une politique d'acquisitions foncières à vocation économique.

Sur la thématique habitat, le plan propose d'anticiper et d'accompagner les communes carencées dans la mise en œuvre des contrats de mixité sociale.

Ainsi, s'appuyant sur les travaux du PLUi, sur l'ensemble des études et référentiels fonciers disponibles, à dire d'experts, le Plan a permis de dégager un gisement foncier, à mobiliser ou à protéger, évalué

à 5 200 hectares pour la tache urbaine et 24 000 hectares pour les espaces naturels ou agricoles.

Sur la base de ce gisement, 417 hectares ont été retenus comme prioritaires et stratégiques, dans une perspective de mobilisation souhaitée à moyenne échéance. Ils correspondent à 45 sites, à vocation économique, mixte ou d'habitat.

Chacun de ces sites a fait l'objet d'une expertise et de préconisations d'actions foncières à travers un panel d'outils appropriés de veille et de mobilisation tels que :

- lancement d'études
- action réglementaire
- fonds de minoration foncière
- acquisitions sur opérations équilibrées
- Zone d'aménagement différé (ZAD)
- acquisitions hors catégorie
- préemption en régulation de prix sur les secteurs stratégiques

Préconisés en fonction de la dureté foncière, de la maturité du projet et du coût prévisionnel d'aménagement, lorsqu'il a pu être évalué, ces outils peuvent être combinés.

Sur la grande majorité des sites stratégiques et prioritaires, il ressort du Plan la nécessité de constituer des réserves foncières et d'engager un travail

complémentaire d'ingénierie foncière ou technique avant de procéder à leur mobilisation foncière.

Parmi la liste susvisée, il sera alors fait appel aux trois outils suivants :

- le lancement d'études préalables nécessaire sur les sites qui ne sont pas encore matures pour l'acquisition. Ces études seront le prélude à la décision d'acquisition.

- les démarches nécessaires à la constitution et à la mise en œuvre du fonds de minoration foncière partenarial. Ce dispositif vise à compenser le déséquilibre financier prévisionnel d'opérations d'aménagement à vocation d'activité, d'industrie ou d'entrepôt, afin de remettre sur le marché du foncier économique adapté à la demande, nécessaire à l'économie urbaine et à l'emploi local.

- l'instauration d'une ZAD à dominante économique sur le secteur de la Vallée de l'Huveaune. En effet, il importe d'anticiper ses mutations en régulant les prix et en constituant des réserves foncières.

Le Plan d'actions foncières propose un cadre, des outils et un premier choix de sites prioritaires. Il reste néanmoins adaptable et évolutif par le biais d'un pilotage associant les communes et les partenaires. Il propose à cet effet la mise en place d'un comité d'engagement foncier, qui validera à la lumière des études préalables et en fonction des besoins et des priorités, les acquisitions par la Métropole ou l'EPF et les fourchettes de négociation.

Enfin, il servira d'exemple pour l'élaboration d'un Plan d'actions foncières métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ;
- La délibération n° HN 077-207/16/CM du 28 avril 2016 poursuivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Conseil de Territoire n° 1 ;
- La délibération n° AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 portant sur la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence Métropole et approuvant la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;
- La délibération n° URB 003-618/16/CM du 30 juin 2016 approuvant la création de l'opération – Etudes, acquisitions foncières et outils techniques et financiers liés à la mise en œuvre de la stratégie foncière et l'affectation de programme ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du Plan d'actions foncières du Territoire Marseille Provence et de sa mise en œuvre.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Plan d'actions foncières du Territoire de Marseille Provence propose d'amplifier ses actions en matière de foncier, de les

resituer dans un ensemble harmonisé, plus cohérent et hiérarchisé et de coordonner et partager un cadre d'actions foncières commun avec les partenaires et opérateurs fonciers ;

- Que le Plan d'actions foncières déploie en fonction de la maturité des sites stratégiques, des projets et de la connaissance prévisionnelle des coûts et des contraintes, un panel d'outils appropriés de veille et de mobilisation (de l'acquisition à la mise en place d'une ingénierie de projets) et positionne le Territoire sur les sites adéquats pour constituer des réserves foncières ;
- Que le développement économique et l'offre de foncier à vocation d'économie productive, artisanale et logistique constitue un enjeu majeur pour le développement et le maintien de ces filières d'activité.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Plan d'actions foncières du Territoire de Marseille Provence et de sa mise en œuvre.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	121
Voix Contre	0
Abstentions	23

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Sophie CELTON - Patrick MAGRO - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 002-340/16/CT

■ Approbation d'une convention d'intervention foncière sur le secteur des Embucs, conclue entre l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, la commune d'Allauch et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DUF 16/14991/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention d'intervention foncière sur le secteur des Embucs conclue entre la commune d'Allauch, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur », satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Avec la loi Duflot du 18 janvier 2013, les communes de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont tenues d'augmenter significativement leur production de logements locatifs sociaux par an.

Dans ce contexte, le PLH de Marseille Provence Métropole (MPM) substituée depuis par la Métropole a préconisé, afin de soutenir la production foncière, le recours à une convention cadre multi-sites Habitat qui a été conclue entre MPM et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) en 2013 et à laquelle les communes sont invitées à adhérer.

Ce dispositif qui a pour objet de faciliter sur des sites d'intervention potentiels identifiés, de moins de 1 hectare, la production de logements à court terme, a été présenté à la commune d'Allauch qui fait l'objet d'un constat de carence.

La problématique du logement sur ce territoire en développement est marquée par un marché immobilier tendu et un parc social existant insuffisant.

Face à ce constat, la commune d'Allauch a par ailleurs approuvé par délibération du conseil municipal en date du 30 mai 2016 un contrat de mixité sociale conclu avec l'Etat, et la Métropole et souhaite dans ce cadre et en cohérence avec les travaux du PLUi en cours de constitution, orienter l'action publique des partenaires sur le secteur stratégique des Embucs.

Situé au sud du centre-village ce site bordé au nord par le chemin des Aubagnens et à l'Ouest par l'avenue Provence (la RD4d) contribuera à terme au développement maîtrisé de la commune par une gestion économe de l'espace et la diversification de l'offre en logements.

Actuellement classé au PLU en zone AU1, il s'étend sur environ 8,7 ha dont près de 8 ha urbanisables et est concerné par une servitude de mixité sociale et un taux de 30 % de logements sociaux.

Eu égard aux caractéristiques du site des études préalables devront être diligentées : un diagnostic de pollution des sols, une étude géotechnique et une étude de programmation urbaine.

La commune d'Allauch a adhéré en septembre 2015 au dispositif de la convention habitat à caractère multi-sites conclue entre la Métropole d' Aix-Marseille-Provence et l'EPF PACA.

Néanmoins, compte tenu de l'étendue du périmètre d'aménagement, il apparaît que la convention susvisée destinée à cibler des sites restreints, n'est pas adaptée en l'espèce.

C'est pourquoi, la commune d'Allauch et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont manifesté leur volonté de s'engager dans une démarche conventionnelle d'intervention publique ad hoc soutenue et sollicitent à cet effet l'EPF PACA pour les accompagner dans une mission d'intervention foncière en phase d'impulsion pour favoriser l'aménagement du secteur des Embucs.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve la conclusion d'une convention d'intervention foncière conclue avec la commune d'Allauch et l'EPF PACA par laquelle la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la commune confient à l'EPF PACA une mission d'impulsion foncière sur le secteur des Embucs.

Le montant de la présente convention est fixé à 6,5 millions d'euros pour une période de cinq ans renouvelable afin de mener à bien les acquisitions, les

études et les frais de portage afférents. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence se porte garante au titre d'une garantie de rachat des biens acquis dans le cadre de cette convention et qui ne trouveraient pas preneurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La délibération RNOV 001-0093/12/CC du 13 février 2012 approuvant le bilan de la 2^{ème} année de la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012/2018 ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération RNOV 011-444/13/CC du 28 juin 2013 approuvant la convention Habitat à caractère multi-sites sur le territoire communautaire avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence Métropole ainsi que la création d'une

autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;

- La délibération n° DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement du PLH Métropolitain ;
- La convention d'intervention foncière ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence - Approbation de la convention d'intervention foncière conclue entre la commune d'Allauch, la Métropole d'Aix-Marseille Provence et l'EPF PACA.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en oeuvre une politique foncière partenariale et volontariste à même de traduire une dynamique de développement durable ;
- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention d'intervention foncière sur le secteur des Embucs conclue entre la commune d'Allauch, la Métropole d'Aix-Marseille et l'EPF PACA ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de Métropole - Approbation d'une convention d'intervention foncière sur le secteur des Embucs conclue entre la commune d'Allauch, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'EPF PACA.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	17
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

URB 003-341/16/CT

■ Approbation de la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille conclue entre l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Ville de Marseille et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DUF 16/14993/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Ville de Marseille et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le territoire de la Façade maritime nord de Marseille, pivot du développement économique et urbain métropolitain, est un espace économique majeur en mutation, nécessitant une poursuite de l'intervention publique pour assurer, dans le cadre d'une démarche stratégique, un aménagement cohérent et qualitatif.

Les réflexions et l'ingénierie technique et foncière déployées sur ce secteur en renouvellement urbain s'appuient notamment sur les études et démarches engagées préalablement par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole substituée depuis par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence par la ville de Marseille et par les acteurs publics locaux et nationaux, qu'il convient de rappeler pour l'essentiel, et qui se déclinent dans les documents de planification ainsi que dans une stratégie foncière.

Lors de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la problématique du foncier économique a été l'un des enjeux majeur de la réflexion.

L'étude relative au marché foncier a dressé un diagnostic de l'offre et évalué le besoin en foncier économique à 750 ha à l'échelle de la Métropole, situés prioritairement sur les espaces de projets. Ces espaces de projets correspondent pour Marseille à la Façade maritime nord et à la Vallée de l'Huveaune.

Par ailleurs, le SCOT, relayé par le PLUi en cours de construction, a identifié la Façade Maritime Nord comme un territoire de projets et préconisé sur ce réservoir de développement une stratégie foncière volontariste et une intensification des tissus.

Par délibération du 3 juillet 2015, Marseille Provence Métropole substituée depuis par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé la mise en œuvre d'une politique foncière volontariste et transversale et acté que le confortement d'activités productives et logistiques sur la ville centre notamment, est une priorité.

Pour mener à bien cette politique, un Plan d'actions foncières a été lancé pour partager un cadre d'actions commun, il s'appuie sur un ensemble d'outils existants :

- L'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA), qui intervient sur la façade maritime nord dans le cadre de la convention quadripartite avec une logique d'intervention en matière économique, pour favoriser l'accompagnement et le déplacement d'entreprises ne pouvant être

maintenues sur le périmètre de l'extension d'Euroméditerranée. A cette convention clôturée fin 2016 se substituent une convention spécifique sur le périmètre d'Euroméditerranée et une convention sur le foncier économique du secteur Nord de Marseille.

L'EPF a acquis à ce jour près de 12 millions d'euros de foncier économique, biens dont l'EPF assure actuellement le portage et qui seront intégrés à cette dernière.

- La ZAD Façade maritime nord récemment renouvelée, qui permet de poursuivre la stratégie foncière anticipatrice nécessaire à la mise en œuvre des principes de renouvellement urbain, et de l'étendre sur les zones économiques dédiées et sur les projets urbains en cours de réflexion, situés en frange et présentant des enjeux significatifs pour le territoire ;

En complément de ces dispositifs, le Plan d'actions foncières a proposé une évaluation spécifique des secteurs prioritaires et préconisé des actions susceptibles de mobiliser au mieux leur foncier selon plusieurs critères (complexité foncière, maturité des projets et coûts prévisionnels).

Les réflexions en cours sur les sites jugés prioritaires de la Façade maritime nord, doivent être complétées par des études et une ingénierie de projets pour évoluer en phase pré-opérationnelle et donc en impulsion foncière,

Ainsi, au regard de l'ensemble de ces éléments et des enjeux importants de développement économique et de renouvellement urbain de ce territoire, (optimisation du foncier, densification, mixité fonctionnelle) mais aussi pour accompagner l'opération Euroméditerranée dans la relocalisation des entreprises, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, L'EPF PACA et la ville de Marseille ont convenu de s'associer pour conduire une politique de maîtrise foncière à moyen/long terme.

Il apparaît ainsi essentiel à ce jour de mener deux types de mission propres à l'EPF :

- Une mission d'anticipation foncière sur la totalité du périmètre de la Façade maritime nord incluant la ZAD
- Une mission opérationnelle d'impulsion foncière sur les périmètres d'intervention prioritaires suivants:
 - Secteur de Moretti – Station Alexandre,
 - Secteur d'Actisud.
 - Site Théodora

Le montant de la présente convention est fixé à 40 millions d'euros pour une période de six ans renouvelable afin de mener à bien les acquisitions, les études et les frais de portage afférents. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence se porte garante au titre d'une garantie de rachat des biens acquis dans le cadre de cette convention et qui ne trouveraient pas preneurs.

Enfin, la convention prévoit les conditions de gestion des biens acquis par l'EPF et met à la charge de la Métropole AMP la gestion courante des biens, en prévoyant, la possibilité pour l'EPF de gérer certains biens à usage économique.

Afin de poursuivre ce partenariat et cette ingénierie, il convient aujourd'hui d'approuver la convention d'intervention foncière (CIF) économique portant sur la Façade maritime nord.

Dans un second temps, l'ensemble des réflexions poursuivies et conduites par la Métropole alimenteront une convention « supra » sur le foncier économique qui couvrira l'ensemble de la Métropole. Élaborée début 2017 et bilatérale, elle intégrera, selon des modalités à préciser, des déclinaisons par secteurs stratégiques « infra » qui pourront faire écho notamment aux espaces de projets susvisés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité

de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence métropole et la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;
- La délibération AEC 005-1398/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le renouvellement avec extension de la ZAD – Façade maritime nord de la Ville de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en œuvre une politique foncière partenariale et volontariste à même de traduire une dynamique de développement durable ;
- Que les enjeux de développement économique et de renouvellement urbain sur le secteur de la Façade maritime nord de Marseille sont importants (optimisation du foncier, densification, mixité fonctionnelle) et qu'il y a lieu d'accompagner l'opération Euroméditerranée dans la relocalisation des entreprises ;
- Qu'il est nécessaire de poursuivre l'action foncière partenariale sur ce secteur pour maintenir et développer une offre foncière pour l'économie productive, logistique et d'activité.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Abstentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

URB 004-342/16/CT

■ Approbation de la convention d'intervention foncière sur Château Gombert conclue entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/15030/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou en partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur, à quinze jours à compter de la saisine du Conseil du Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention d'intervention foncière sur Château Gombert à passer entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de Marseille a créé en 1986 la ZAC du Technopole de Château Gombert dans le 13^e arrondissement afin d'orienter l'aménagement d'un secteur de près de 200 hectares vers une vocation de mixité des fonctions.

Les objectifs de la Ville pour ce périmètre étaient en effet à double vocation à savoir développer un technopole visant à accueillir des universités, grandes écoles, laboratoire de recherche, centre de formation et entreprises, et développer une vocation complémentaire en habitat pour créer un nouveau quartier de ville.

Parallèlement, le quartier de Château Gombert s'est développé au rythme des initiatives privées consistant majoritairement en conformité avec les orientations du POS alors en vigueur, en opérations de logements sous forme pavillonnaires (lotissements ou simple opération individuelle).

Diverses réflexions menées par la ville ces dernières années, notamment lors de la mise en œuvre de son PLU, ont démontré la nécessité de proposer un développement urbain d'initiative publique sur le secteur restant à urbaniser situé entre le technopole et le noyau villageois permettant également d'améliorer le maillage des opérations déjà réalisées et de créer des équipements publics rendus nécessaires par le développement de l'urbanisation.

En effet, 30 hectares de fonciers jouxtant le technopole de Château Gombert ont été maintenus en zone AU du PLU et font l'objet d'une orientation d'aménagement qui préconise une répartition habitat, activités et services. Sur ce territoire, la Ville de Marseille a approuvé la mise en place d'un sursis à statuer, par délibération n°12/0543/DEVD du 25 juin 2012.

De plus, afin de constituer des réserves foncières, préserver la faisabilité d'une opération d'aménagement, et maîtriser la pression foncière exercée par les promoteurs sur ce site, le Conseil Municipal a approuvé par délibération n°13/0212/DEVD du 25 mars 2013, une convention d'intervention foncière sur le secteur de Château Gombert, comprenant un secteur de veille sur les zones ouvertes à l'urbanisation, et un secteur d'impulsion sur la zone AU de 30 hectares. Cette convention a été signée le 29 mai 2013 par la Ville de Marseille et l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA).

Par délibération n°13/0665/DEVD du 17 juin 2013, le Conseil Municipal demandait à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole de saisir Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, afin de prendre un arrêté créant une Zone d'Aménagement Différé dite «Château Gombert», de prendre un arrêté délimitant un périmètre provisoire de la Zone d'Aménagement Différé dans le même secteur et de désigner la Ville de Marseille comme titulaire du Droit de Préemption dans le périmètre provisoire puis définitif de la Zone d'Aménagement Différé.

Sur cet ensemble, un périmètre provisoire de ZAD a été créé en avril 2014. La Ville de Marseille a mandaté des études pré-opérationnelles sur la zone AU de 30 hectares en vue de définir les principes d'aménagement de ce secteur d'extension du technopole. Parallèlement, l'EPF y a acquis 1,5 hectares de foncier par voie de préemption et à l'amiable.

Par délibération n°15/1210/UAGP du 16 décembre 2015, le Conseil Municipal prévoyait que la Ville de Marseille serait amenée à solliciter l'EPCI compétent pour lui proposer la mise en œuvre de l'opération d'aménagement de Château Gombert, au sens de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération n°16/0068/UAGP du 8 février 2016, le Conseil Municipal approuvait le principe d'une Déclaration d'Utilité Publique de réserve foncière sur la zone AU de 30 hectares, et autorisait le Maire ou son représentant à solliciter le Président de la Métropole pour lancer une procédure de Déclaration d'Utilité Publique de réserve foncière conformément à l'article R-122-5 du Code de l'expropriation.

Par courrier en date du 19 mai 2016, la Ville de Marseille informait la Métropole d'Aix-Marseille-Provence que ce projet pouvait passer en phase opérationnelle au travers d'une opération d'aménagement au sens de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme dont la définition et la réalisation relèvent de la compétence de la Métropole.

Par délibération n°URB 02/-643/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil Métropolitain approuvait la création

d'une opération d'aménagement « Extension du Technopole de Château Gombert » et l'affectation de l'autorisation de programme correspondante pour un montant de 15 millions d'euros.

Il convient désormais d'approuver une convention tripartite entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA afin d'augmenter l'engagement financier, tenant compte des dépenses réalisées, d'adapter la durée, de développer les modalités opérationnelles de la DUP simplifiée dite de réserve foncière dont l'EPF sera le bénéficiaire et de permettre à la Métropole d'être le garant financier de l'opération. Cette convention s'articule avec le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal dont les travaux sont en cours ainsi qu'avec le Plan d'Actions Foncières du Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA ont convenu de s'associer pour conduire sur le long terme une politique foncière visant à préserver les secteurs de futur développement de projets d'initiative publique et à en préparer la réalisation dans les conditions qui permettront d'atteindre les objectifs généraux de la collectivité locale en matière d'aménagement et de développement durable de son territoire.

La convention a pour but de définir, aussi bien sur le plan technique que financier, le partenariat entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA.

Le montant de l'engagement financier de l'EPF PACA au titre de la présente convention est fixé à 15 millions d'Euros hors taxes et hors actualisation.

La convention prendra fin le 31 décembre 2022 et pourra faire l'objet d'une prorogation si nécessaire. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la convention d'intervention foncière sur Château Gombert à passer entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention d'intervention foncière sur Château Gombert à passer entre la Métropole d'Aix- Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Approbation de la convention d'intervention foncière sur Château Gombert à passer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	17
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

URB 005-343/16/CT

■ Approbation de la convention d'intervention foncière relative au périmètre Grand Centre Ville conclue entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/15029/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou en partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur, à quinze jours à compter de la saisine du Conseil du Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention d'intervention foncière à passer entre la Métropole d'Aix- Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de Marseille a décidé en 2010 la mise en œuvre d'une opération de renouvellement urbain sur le Centre-Ville pour traiter sur 10 ans 35 pôles de bâti dégradé ou en friche et obtenir le ravalement d'immeubles le long de 15 axes de déplacement prioritaires.

L'opération Grand Centre-Ville vise à accélérer la transformation des quartiers en les plaçant au cœur du processus d'aménagement et de développement durable à mettre en œuvre sur l'ensemble du territoire marseillais.

Cette opération s'appuie sur un investissement en matière d'habitat, d'urbanisme commercial, d'équipements et d'espaces publics, de tourisme et de vie étudiante. Elle décline notamment à l'intérieur du périmètre de cohérence et sur des pôles d'intervention prioritaires des objectifs de politique de l'habitat, de politique d'enseignement supérieur et de vie étudiante, d'équipements publics et d'espaces publics.

Par ailleurs, dans le cadre de la programmation de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, la Ville de Marseille a impulsé depuis plusieurs années une stratégie de renouvellement urbain.

Pour la mise en œuvre de ces projets :

- l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (EPF PACA) a signé avec la Ville de Marseille une convention opérationnelle dite « Saint Mauront » en 2009, pour répondre prioritairement aux enjeux de renouvellement du secteur dit « Auphan – Charpentier ». L'action de l'EPF PACA s'est poursuivie par l'acquisition d'emprises foncières sur les îlots Boulevard National –rues Pyat -Jouven et Jullien et plus récemment Boulevard Gouzian.

- une convention de concession d'aménagement n°11/0136 pour la mise en œuvre de l'opération « Grand Centre Ville » a été approuvée par délibération n°10/1142/SOSP du 6 décembre 2010 et notifiée le 20 janvier 2011. La Ville a fait appel à la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre de cette concession d'aménagement en application des articles L.300-4, L.300-5 et L.300-5-2 du code de l'urbanisme.

- le Conseil Municipal par délibération n°13/1371/DEVD du 9 décembre 2013 approuvait une convention d'intervention foncière sur le Grand Centre-Ville. Cette convention a été signée le 17 décembre 2013 par la Ville de Marseille et l'EPF PACA.

Par délibérations n°15/1264/EFAG et n°15/1210/UAGP du 16 décembre 2015, le Conseil Municipal :

- transférait l'opération d'aménagement Grand Centre-Ville en cours au sens de l'article 300-1 du Code de l'Urbanisme à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

- proposait à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole de se substituer à la Ville de Marseille dans le cadre de la convention d'intervention foncière la liant à l'EPF PACA relative au périmètre du Grand Centre-Ville.

Par délibération du 21 décembre 2015, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole approuvait le transfert à la Métropole de l'opération d'aménagement « Grand Centre-Ville » en cours d'exécution avec effet au 31 décembre 2015.

Il convient désormais d'approuver une convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA. Cette convention intégrera des lots de la convention Saint Mauront dont l'échéance arrive à terme le 31 décembre 2016, entérinera les pôles prioritaires d'intervention de l'EPF PACA au titre de l'Opération Grand Centre-Ville et permettra à la Métropole d'être le garant financier de l'opération.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA ont ainsi convenu de s'associer pour conduire sur le long terme une politique foncière spécifique sur le Centre-Ville visant à préserver ce secteur pour de futurs développements de projets d'initiative publique et à en préparer la réalisation dans les conditions qui permettront d'atteindre les objectifs généraux de l'EPCI compétent en matière d'aménagement et de développement durable de son territoire.

La convention a pour but de définir, aussi bien sur le plan technique que financier, le partenariat entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA.

Le montant de l'engagement financier de l'EPF PACA au titre de la présente convention est fixé à 30 millions d'Euros hors taxes et hors actualisation.

La convention prendra fin le 31 décembre 2022 et pourra faire l'objet d'une prorogation si nécessaire. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la convention d'intervention foncière relative au périmètre Grand Centre Ville à passer entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention d'intervention foncière relative au périmètre Grand Centre Ville à passer entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Approbation de la convention d'intervention foncière

relative au périmètre Grand Centre Ville à passer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Abstentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

URB 006-344/16/CT

■ **Approbation de la convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension Euroméditerranée conclue entre l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur , la Ville de Marseille et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**

Avis du Conseil de Territoire

DGDU 16/14992/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération d'approbation d'une convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension Euroméditerranée satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence considère que la production de foncier économique constitue un enjeu majeur pour son développement.

En particulier, par délibération du 3 juillet 2015, Marseille Provence Métropole substituée depuis par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé la mise en œuvre d'une politique foncière volontariste et transversale et acté que le confortement d'activités productives et logistiques sur la ville centre notamment, est une priorité.

De même un plan d'action foncière a été lancé pour définir un cadre commun d'actions s'appuyant sur le partenariat existant avec l'Etablissement Public Foncier PACA et le renouvellement récent de la ZAD façade maritime Nord.

Le plan d'action foncière vise à identifier les sites stratégiques et préconise des outils fonciers afin d'accompagner le développement du territoire et insuffler une vision pré opérationnelle à la stratégie foncière.

L'opération d'intérêt national Euroméditerranée constitue également un vecteur fondamental du développement de la Métropole. C'est pourquoi depuis 2011 une convention a lié la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier PACA pour leur action foncière dans le périmètre de l'opération avec une enveloppe financière de 80 millions d'euros aujourd'hui totalement utilisée.

Cette action foncière doit être poursuivie par les mêmes partenaires sur le périmètre de l'extension Euroméditerranée avec une action différenciée selon les secteurs opérationnels (ZAC littorale, parc Bougainville, secteur Sud), ou de veille (solde du périmètre et notamment phase 2 de l'extension).

C'est l'objet de la présente convention qui pour une durée de 6 ans consacre un engagement financier de 90 millions d'euros, décrit la démarche et les moyens d'intervention des partenaires ainsi que leurs engagements respectifs de rachat des biens acquis et portés par l'Etablissement Public Foncier compte tenu des secteurs concernés.

Un dispositif de suivi de la convention et de ses actions est mis en place (comité de pilotage et groupe technique) et les conditions de gestion des biens acquis et portés par l'Etablissement Public Foncier définis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant l'approbation d'une convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension Euroméditerranée ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension Euroméditerranée.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Abstentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

URB 007-345/16/CT

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville sur le périmètre de l'extension de l'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée**

Avis du Conseil de territoire DGDU 16/15013/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole,

qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération URB 029-644/16/CM du 30 juin 2016 le Conseil de la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement « parc Bougainville » ainsi que l'affectation de l'autorisation de programme correspondante pour un montant d'un million d'euros.

En effet dans le cadre du programme « Investissements d'avenir - Ville de demain » l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée doit engager la réalisation de l'opération d'aménagement du parc Bougainville.

Situé au cœur d'Euromed II (Extension), le parc Bougainville est le premier équipement de rayonnement métropolitain qui verra le jour sur ce secteur, parallèlement à la réalisation de la ZAC Littorale et des programmes de Renouvellement urbain.

Sa situation « charnière » entre plusieurs opérations d'aménagement complexes telles que la ZAC Cité de la Méditerranée (Euromed I), la ZAC Littorale (Euromed II), le programme des Docks Libres, le Plan de sauvegarde de la copropriété Bellevue et le projet ANRU Saint Mauront en fait un équipement d'articulation stratégique très attendu des (futurs et actuels) usagers et habitants du secteur, mais aussi d'un plus large public métropolitain.

Cette opération doit être conventionnée pour organiser les modalités de la maîtrise d'ouvrage unique nécessaire ainsi que son financement.

C'est l'objet de la présente convention passée entre l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui opère la désignation de la maîtrise d'ouvrage unique (article 2), organise cette maîtrise d'ouvrage et les instruments de pilotage et de suivi qui lui sont associés (articles 4 et 5), établit le compte prévisionnel du projet et détaille son financement (article 6) et prévoit la remise en gestion des équipements concernés auprès des collectivités.

Le Coût prévisionnel est évalué par la Convention à un montant total de 30 935 974 € hors-taxé selon le tableau de financement suivant :

SOURCE DE FINANCEMENT	%	€ HT
EPAEM		17 235 974
Ville de MARSEILLE		8 700 000
Métropole AIX MARSEILLE PROVENCE		1 000 000
Région		1 000 000
Département		1 000 000
Subvention Contrat de baie		2 000 000

Le Conseil d'Administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée a par ailleurs approuvé dans sa séance du 24 novembre 2016 la présente convention, ainsi que le bilan de la concertation préalable du parc. La Ville de Marseille a également délibéré le 5 décembre 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 029-644/16/CM du 30 juin 2016 portant création de l’opération d’aménagement parc Bougainville ;
- Le décret n° 95-1102 modifié du 13 octobre 1995 portant création de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée ;
- Le décret n° 95-1103 du 13 octobre 1995 inscrivant l'opération d'aménagement Euroméditerranée par les Opérations d'Intérêt National ;

- La délibération FCT 003-035/11/CC du 11 février 2011 approuvant le protocole cadre de partenariat pour l’extension d’Euroméditerranée et son protocole opérationnel pour la phase 1 (2011-2020) ;
- Le protocole financier du 30 juin 2011 ;
- La délibération FCT 009-078/12/CC du 13 février 2012 portant approbation de l'autorisation de programme du protocole opérationnel première phase ;
- Les délibérations du 24 novembre 2016 de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée approuvant le bilan de la concertation préalable aux aménagements provisoires et définitifs du parc Bougainville et approuvant la convention de maîtrise d’ouvrage unique relative à la réalisation et au financement du Parc Bougainville.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville sur le périmètre de l'extension de l'Opération d'Intérêt Nationale Euroméditerranée ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville sur le périmètre de l'extension de l'Opération d'Intérêt Nationale Euroméditerranée.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville sur le périmètre de l'extension de l'Opération d'Intérêt Nationale Euroméditerranée.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

URB 008-346/16/CT

■ **Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 de la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-Ville de La Ciotat - Approbation de l'avenant n°14 à la concession d'aménagement conclue avec la Soleam**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/14953/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 de la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-Ville de La Ciotat - Approbation de l'avenant n°14 à la concession d'aménagement conclue avec la SOLEAM » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de LA CIOTAT est engagée depuis 1997 dans une politique de réhabilitation et de requalification de son Centre Ancien par la mise en œuvre d'une OPAH complexe qui associe la Commune, l'Etat et l'ANAH.

En 2001, la Ville a souhaité associer à cette OPAH un nouveau dispositif de nature à dynamiser le processus de réhabilitation.

A cet effet par délibération n° 02 du 25 février 2002, le Conseil Municipal a confié à Marseille Aménagement la mise en œuvre et le suivi de l'opération de restauration immobilière du Centre- Ville de LA CIOTAT, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement telle que prévue aux articles L.300-1 et L.300-4 du Code de l'Urbanisme.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n° FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de la concession d'aménagement- opération de restauration immobilière du centre-ville de La Ciotat relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération n°10 du 6 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de La Ciotat a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre n° FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 01 janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la CU Marseille Provence Métropole, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n° 11 à la concession d'aménagement en date du 3 juillet 2015 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix Marseille Provence à la Ville de La Ciotat en qualité de concédant.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 et l'avenant n° 14 à la convention de concession d'aménagement

L'évolution de l'opération :

Les missions initiales confiées à la SOLEAM ont été complétées dès 2002 en matière d'animation et de suivi d'OPA ainsi que la réalisation d'études pré-opérationnelles.

A la suite, une OPAH RU I a été mise en place en 2004.

Les missions de la SOLEAM ont été étendues une nouvelle fois avec l'avenant n°6 de 2007 afin de permettre le recensement et le suivi des locaux commerciaux vacants à l'intérieur du périmètre du PRI en vue de leur remise sur le marché dans le cadre des actions de la collectivité pour l'attractivité commerciale du centre-ville.

Une seconde opération d'OPAH RU II pour la période 2009/2014 a été instituée. Cette convention est arrivée à échéance le 19 mai 2015.

L'avenant n°9 de 2014 intègre une augmentation de 135 milliers d'euros de la participation de la Ville de La Ciotat ainsi que la modification de la rémunération du concessionnaire.

L'avenant n°10 a quant à lui intégré de nouvelles orientations et l'augmentation de la participation publique ainsi que le versement d'une subvention d'équilibre de 97,926 milliers d'euros.

La durée de la concession a été prolongée de 2 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

L'avenant n°11 a approuvé le transfert du contrat à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

L'avenant n°13, approuvé par délibération n°URB 027-642/16/CM, a redéfini les missions de la SOLEAM jusqu'à la fin de la concession:

- Contrôle de la réalisation et de la conformité des travaux effectués par les propriétaires subventionnés par la Ville, l'ANAH et la Région lors des dernières années de l'OPAH RU 2 ; constitution des dossiers de demande de paiement auprès des organismes financeurs ;

- Commercialisation des biens ne présentant pas un intérêt stratégique pour la poursuite de l'opération : recherche de prospects, démarches commerciales, rédaction des compromis de vente, exécution de toutes démarches préalables aux réitérations par actes authentiques ;

- Poursuite de la maîtrise foncière des îlots dégradés et de leurs abords (hors procédures de DUP) ;

- Mise en sécurité des biens acquis ;

- Suivi des actes de gestion courante du patrimoine ainsi qu'une rémunération forfaitaire annuelle de 35 milliers d'euros afin de lui permettre de compenser ses charges sur 2 ans.

Enfin, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles, SOLEAM a établi un nouveau Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL), arrêté au 31 décembre 2015 et présenté à l'assemblée délibérante conjointement au présent avenant afin d'informer la Collectivité sur la situation physique et financière de réalisation de l'opération ainsi que son évolution prévisionnelle.

Les éléments financiers du CRAC au 31 décembre 2015.

Les dépenses :

Sur l'exercice 2015, les dépenses sur le budget foncier s'élèvent à 144 867 euros, en hausse de 947 euros par rapport au prévisionnel, dû à des frais d'acquisition supérieurs aux provisions.

Les dépenses sur le budget travaux s'élèvent à 19 454 euros, en baisse de 161 812 euros par rapport au prévisionnel, car des appels de fonds sur des travaux votés non réalisés ont été remboursés au concessionnaire.

En ce qui concerne le budget espaces publics, les dépenses s'élèvent à 39 249 euros, soit un écart de 51 651 euros par rapport aux dépenses prévisionnelles (90 901 euros), dues à des acquisitions qui n'ont pu être menées à terme.

Pour le budget annexe, le réalisé est de 2 390 euros, dû essentiellement à la TVA résiduelle qui comprend une TVA déductible plus importante que prévue, liée aux travaux de mise en sécurité du patrimoine de la concession.

Le budget rémunérations a été réalisé conformément au prévisionnel, car il s'agit d'une rémunération fixe.

Les frais financiers sont moins importants que prévus, 24 701 euros au lieu de 26 289 euros), car la trésorerie s'est avérée plus favorable, permettant de réduire les frais financiers à court terme.

Les recettes

Le réalisé 2015 (273 063 euros) est nettement inférieur au prévisionnel (2 264 888 euros), car il y a eu des reports de cession prévues en 2015 sur 2016.

Le poste cession de logements à des bailleurs investisseurs connaît un taux de réalisation de 23,7% qui s'explique lui aussi par des reports de cession de logements sur 2016.

De même, le poste cession des ilots Renan/Porte des Temps n'a connu aucune réalisation du fait des réflexions en cours de la Métropole sur le devenir du projet.

La cession des biens de retour à la Métropole, pour un montant de 413 721 euros, est reportée à la fin de la concession, soit 2017.

Le poste loyers connaît un taux de réalisation de 43%, dû à des loyers impayés et des propriétaires insolvable.

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération :

Ville de La Ciotat : participation de 97 872 euros, correspondant au solde de la participation d'équilibre restant à la charge de la commune avant le transfert à la Métropole. Non versée, cette participation est reportée à 2016.

Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 413 721 euros prévus au solde de la concession en 2017.

Perspectives pour 2016-2017 :

Des cessions de biens non stratégiques pour l'opération sont programmées.

La SOLEAM continue la maîtrise foncière pour le projet dit de la Porte des Temps et au niveau de l'îlot Castel, qui permettra de réaliser les démolitions des immeubles en ruine et une meilleure valorisation financière de l'îlot.

L'avenant à la concession

L'avenant n°14 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de La Ciotat a pour objet de modifier le montant et le versement de la subvention d'équilibre due par le concédant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 de la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-Ville de La Ciotat - Approbation de l'avenant n°14 à la concession d'aménagement conclue avec la SOLEAM. »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 de la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-Ville de La Ciotat et l'approbation de l'avenant n°14 à la concession d'aménagement conclue avec la SOLEAM ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis favorable sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 de la concession d'aménagement

opération de restauration immobilière du Centre-Ville de La Ciotat - Approbation de l'avenant n°14 à la concession d'aménagement conclue avec la SOLEAM. »

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Abstentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

URB 009-347/16/CT

■ **ZAC du Garoutier - Commune de La Ciotat - Approbation du compte rendu annuel aux collectivités locales - Approbation de l'avenant n°3 à la concession d'aménagement - Approbation de la convention type de participation des constructeurs**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/15014/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zone d'Aménagement Concertée du Garoutier - Commune de La Ciotat - Approbation du compte rendu annuel aux collectivités locales - Approbation de l'avenant n°3 à la concession d'aménagement - Approbation de la convention type de participation des constructeurs. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°14 du 25 mai 2009, le Conseil Municipal de la commune La Ciotat a approuvé l'initiative de la création de la ZAC du Garoutier, sise Chemin des Séveriers et avenue Guillaume Dulac à La Ciotat et engage la concertation préalable avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées pendant la durée de l'élaboration du projet en recueillant leurs avis sur les études préalables.

Par délibération n°21 du 5 juillet 2010, le Conseil Municipal de la commune de La Ciotat a tiré le bilan de la concertation préalable et arrêté le projet de la ZAC du Garoutier sise au Nord Est de la commune de La Ciotat.

Par délibération n°23 du 5 juillet 2010, le Conseil Municipal de La Ciotat a décidé de créer une zone d'aménagement concerté dénommée « ZAC du Garoutier » et tant qu'éco-quartier résidentiel.

Par délibération n°20 du 9 juillet 2012, le Conseil Municipal de la commune de La Ciotat a désigné la Société OGIC S.A. comme concessionnaire de la ZAC du Garoutier après mise en concurrence.

Par délibération du 31 octobre 2013, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a émis un avis favorable sur les équipements publics de la ZAC du Garoutier relevant de sa compétence.

Par délibération n°10 du 25 novembre 2013, le Conseil Municipal de la commune de La Ciotat a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC du Garoutier, du programme des équipements publics ainsi que l'avenant n°1 à la concession d'aménagement.

Par arrêté municipal n°116 du 11 mars 2014, le Maire de la commune La Ciotat a approuvé le cahier des charges de cession de terrains de la ZAC du Garoutier ainsi que ses annexes.

Conformément à l'article 24 de la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC du Garoutier signée le 6 août 2012, la Société OGIC SA, par courrier du 6 octobre 2015, a demandé à se substituer dans ses droits et obligations aux termes de

la concession d'aménagement, la SAS La Ciotat Garoutier Aménagement, filiale à 100% d'OGIC SA.

Par délibération du 16 novembre 2015, le Conseil Municipal de la commune de La Ciotat a approuvé l'avenant n°2 à la concession d'aménagement pour prendre en compte la substitution du concessionnaire par la SAS La Ciotat Garoutier Aménagement – filiale à 100% de la Société OGIC SA.

D'autre part, par délibération du 21 décembre 2015, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'est prononcé favorablement au transfert de 22 opérations d'aménagement au 31 décembre 2015 dont la ZAC du Garoutier à La Ciotat.

L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prend acte de ses transferts.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui se substitue en droits et obligations de Marseille Provence Métropole, est devenue depuis le 1^{er} janvier 2016 le concédant de cette opération.

L'objet du présent rapport est dans un premier temps de soumettre à l'assemblée délibérante le compte rendu annuel au 31 décembre 2015 à la collectivité fourni par le concessionnaire.

La ZAC du Garoutier qui s'étend sur 22 ha a pour objectif de recueillir 579 logements dont des logements sociaux et des logements à coûts maîtrisés.

L'aménageur maîtrise à ce jour plus de la moitié du foncier sur lequel il construit un quota de logement en tant que constructeur sur le secteur.

Le reste du foncier relève de la maîtrise privée. Les futurs opérateurs conventionneront avec le concessionnaire pour la participation financière aux équipements publics.

Le contrat de concession initial présentait un bilan équilibré.

Entre temps, l'Architecte des Bâtiments de France a procédé à l'inscription du site de la « Bastide Marin » sise à proximité immédiate de la ZAC du Garoutier. Dans ce contexte, il a émis des avis négatifs sur certains permis sur la zone en partie basse.

La commune de La Ciotat a lancé des études paysagères afin de trouver un consensus entre l'urbanisation du secteur et la protection du site de la « Bastide Marin ».

Ainsi la SAS OGIC a présenté dans son compte rendu de l'année 2015, les effets les plus défavorable de cette inscription en prenant l'hypothèse d'une non constructibilité totale de la partie basse de la ZAC, tout

en réalisant l'ensemble des ouvrages publics y compris le barreau sud.

Dans cette hypothèse le bilan prévisionnel actualisé (2015) comprend :

- Dépenses : 23 435 milliers d'euros au lieu de 27 955 milliers d'euros en 2014

Cette diminution s'explique pour les postes les plus significatifs :

- Des charges foncières en diminution pour 6 308 milliers d'euros, la Société OGIC faisant alors usage de son droit de retour sur le foncier en partie basse ;
 - Une augmentation des honoraires techniques de 500 milliers d'euros pour prendre en compte la réalité des études complémentaires (loi sur l'eau, études d'incidences...) ainsi que l'archéologie préventive ;
 - Une diminution des frais financiers de 660 milliers d'euros due à une commercialisation rapide des Macro-Lots ;
 - Une augmentation de 1 123 milliers d'euros de la TVA sur marge pour prendre en compte le prix réel du foncier.
- Les recettes pour un montant de 19 892 milliers d'euros identique à celles présentées en 2014.

Le résultat du bilan 2015 est de - 2756 milliers d'euros au lieu de - 6 766 milliers d'euros en 2014 s'explique dans la différence des dépenses des deux bilans annuels.

Il faut souligner aussi que dans l'hypothèse basse prise dans le bilan 2015, la réalisation du barreau sud (824 milliers d'euros) n'aurait aucun intérêt puisque desservant une zone alors non constructible par hypothèse.

D'autre part, dans ce contexte il convient aussi de revoir la répartition des logements sociaux sur la ZAC.

Les incertitudes d'urbanisation seront levées lors de la finalisation par la Commune de La Ciotat des études paysagères partagées avec l'Architecte des Bâtiments de France qui détermineront la capacité admissible du sud de la ZAC en termes d'urbanisation. Un nouveau bilan pourra être alors réalisé en prenant en compte ces contraintes.

Il convient que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve ledit compte rendu annuel 2015 à la collectivité fourni par le concessionnaire.

Pour la poursuite de l'opération, conformément à l'art L 311-4 du Code de l'Urbanisme, il convient aussi d'approuver la convention de participation type, afin de

pouvoir faire participer des opérateurs privés au coût des équipements publics.

Et enfin, il convient d'approuver un avenant n°3 à la concession d'aménagement précisant la substitution de l'aménageur par la SAS La Ciotat Garoutier Aménagement, l'introduction de phasage et d'un rééquilibrage de la mixité sociale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Zone d'Aménagement Concertée du Garoutier - Commune de La Ciotat - Approbation du compte rendu annuel aux collectivités locales - Approbation de l'avenant n3 à la concession d'aménagement - Approbation de la convention type de participation des constructeurs. »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Zone d'Aménagement Concertée du Garoutier sur la commune de La Ciotat pour l'approbation du compte rendu annuel aux collectivités locales, de l'approbation de l'avenant n°3 à la concession d'aménagement et l'approbation de la convention type de participation des constructeurs ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Zone d'Aménagement Concertée du Garoutier - Commune de La Ciotat - Approbation du compte rendu annuel aux collectivités locales - Approbation de l'avenant n3 à la concession d'aménagement - Approbation de la convention type de participation des constructeurs. »

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Abstentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

URB 010-348/16/CT

■ ZAC des Hauts de Sainte Marthe - Marseille 14^{ème} arrondissement - Approbation du compte rendu à la collectivité au 31 décembre 2015 - approbation de l'avenant 11 à la concession d'aménagement et approbation de l'avenant 4 à la convention d'avance de trésorerie

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/15021/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zac des Hauts de Sainte Marthe – 13014 - Approbation du compte rendu à la collectivité (CRAC) au 31 décembre 2015 - approbation de l'avenant 11 à la concession d'aménagement et approbation de l'avenant 4 à la convention d'avance de trésorerie » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004, la Ville a approuvé la création de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans les 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements.

Par délibération n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006, la Ville a approuvé le dossier de réalisation de la Zac des Hauts de Sainte Marthe.

Par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal a approuvé la concession d'aménagement liant la Ville de Marseille et Marseille Aménagement pour une durée de dix ans. L'avenant 7

à la concession d'aménagement 06/1306 « les Hauts de Sainte Marthe » notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la Spl Soleam suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013. L'avenant n°8 du 7 novembre 2014 a autorisé l'aménageur à réaliser les travaux de réfection des façades et de mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier et a modifié l'échéancier de versement de la participation de la Ville à l'équilibre du bilan.

L'arrêté déclarant d'utilité publique au bénéfice de Marseille Aménagement les travaux nécessaires à la réalisation de la zone d'aménagement concertée et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été délivré le 28 mars 2013. Cet arrêté a été modifié le 1^{er} juillet 2014 pour transférer le bénéfice de la DUP de Marseille Aménagement à la Spl Soleam .

Par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, puis, suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015. Par conséquent, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « les Hauts de Sainte Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Selon le programme global de construction du dossier de réalisation approuvé en novembre 2006, le quartier doit accueillir 325 700 m² de constructions dont :

- 283 000 m² de surface de plancher (SDP) pour des opérations de logements,

- 23 700 m² de programmes tertiaires et de commerces,

- 19 000 m² d'équipements et services publics.

- 224 000 m² d'espaces verts publics seront créés pour accompagner les centralités.

La Zac des Hauts de Sainte Marthe a pour ambition de respecter des objectifs environnementaux grâce à la charte Qualité Environnementale qui constitue une annexe au cahier des charges de cessions de terrains et décline à l'échelle du territoire les ambitions de la charte Qualité Marseille de 2007. La charte Qualité Environnementale des Hauts de Sainte Marthe a été refondue en 2012 pour prendre en compte les évolutions réglementaires liées à la mise en œuvre du Grenelle II et à l'engagement national pour l'environnement.

Implantée sur un site remarquable aux qualités environnementales et patrimoniales indéniables, le secteur des Hauts de Sainte Marthe accueille un patrimoine bâti et paysager protégé au titre du PLU ou des servitudes de monuments historiques qui illustre l'histoire de la campagne marseillaise et de ses bastides. Les domaines de la Roserie, Tour Sainte et Montgolfier sont les témoins intacts de cette histoire et font l'objet d'une attention particulière de la Direction Régionale des Monuments Historiques (DRAC-MH) et de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF).

Les délibérations du conseil municipal des 17 juin 2013, 10 octobre 2014 et 29 juin 2015 approuvant respectivement les CRAC aux 31 décembre 2012, 2013 et 2014 actaient qu'une nouvelle stratégie d'aménagement devait être mise en œuvre sur la zac dans l'objectif de mieux adapter le projet aux attentes citoyennes et aux qualités intrinsèques de ce territoire (paysagères et patrimoniales, caractère agricole, réseau hydrologique), notamment sur les secteurs Nord de la zac, les Bessons et Santa Cruz, dont le caractère agricole encore prégnant et la proximité immédiate des piémonts du massif de l'étoile nécessitent une approche spécifique.

Pour mener à bien ces réflexions et mettre en œuvre l'aménagement de ces sites, il était apparu nécessaire de proroger la zac de cinq ans, jusqu'en 2025, par avenant n°9 à la concession d'aménagement 06/1306 « les Hauts de Sainte Marthe ».

L'année 2015 a été l'occasion de cerner les besoins nécessaires à une évolution du plan d'aménagement dans les années à venir sur ces secteurs Nord de la ZAC.

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié en mai 2016 dans le but de réinterroger le projet des secteurs Nord de la zac des Hauts de Sainte Marthe.

Ainsi au delà de l'année 2019, le bilan prévisionnel devra être modifié en fonction du résultat de ces études à venir.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté le 31 décembre 2015, l'avenant n°11 qui prévoit le montant de la participation d'équilibre et de la participation aux équipements primaires à la charge de la métropole et l'échéancier de versement et l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie.

L'état d'avancement de la ZAC au 31 décembre 2015 :

Maîtrise foncière

La Soleam maîtrise 64,9% du foncier nécessaire à la mise en œuvre du projet d'aménagement.

Commercialisation de terrains et permis de construire

L'aménageur a commercialisé 6 720m² de surface de plancher pour les logements soit 3.33% de la surface totale à commercialiser. Jusqu'à présent, le développement des opérations de logements, soit 74 919 m² de surface de plancher, a été réalisé sur des terrains privés qui ont fait l'objet de participations des constructeurs.

Au 31 décembre 2015, les permis délivrés ont autorisé la construction de 1255 logements, dont 940 sur la centralité Mirabilis (569 construits) et 315 le long de l'avenue du Merlan.

Travaux d'aménagement

Les travaux entrepris pour 10 millions d'euros ont permis la viabilisation des premiers îlots constructibles par la réalisation d'une partie de la voie U236, baptisée Gabriel Audisio ; le raccordement au chemin du bassin, baptisé avenue Madeleine de Valmalète; l'amorce de la U240; l'élargissement d'une partie du chemin du four de Buze puis pour les autres travaux : l'aménagement du vallon du bois chenu, un bassin de rétention pour un volume de 12000 m³ et l'installation d'un transformateur électrique.

L'année 2015 a été marquée par :

L'obtention du permis de construire du groupe scolaire Mirabilis le 8 décembre 2015 : école maternelle (5 classes) et élémentaire (10 classes). Les travaux ont commencé en 2016.

Maîtrise foncière

Au cours de l'année 2015, la Soleam a réitéré 2 actes authentiques et acquis 3 terrains dont les actes ont été réitérés en 2016.

Commercialisation de terrains

L'aménageur a signé deux compromis de vente pour des terrains situés dans la centralité Mirabilis : l'îlot 25C pour 2640m² de surface de plancher (48 logements prévus) et l'îlot 25D pour 3100m² de surface de plancher (52 logements prévus)

Travaux

L'association Régionale pour l'intégration a démarré le chantier du foyer de vie (43 logements) et la Région a commencé le chantier du lycée St Mitre.

La Soleam a effectué des travaux qui concernent la mis en œuvre du chantier du foyer de vie (renforcement piste de chantier, alimentation électrique et assainissement provisoire)

Études et assistance

Les principales études lancées en 2015 sont :

La désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre pour les travaux de mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier ainsi que le lancement des études d'avant projet.

La réalisation d'une étude urbaine et de circulation pour le raccordement de la voie U240 au RD4.

Des études portant sur l'accessibilité du secteur à long terme et sur la gestion de la phase « chantier » à court terme.

Le renouvellement du marché d'urbanisme conseil (AMO) de la zac.

Les permis de construire :

Deux permis ont été déposés en 2015 : le PC de l'école Mirabilis, obtenu cette même année, 15 classes pour 3169m² de surface de plancher et le PC de l'îlot 25G, 3174 m² de surface de plancher déposé le 5 août 2015 pour 61 logements en coûts maîtrisés, une crèche de 627m² et un local commercial de 84m².

Activité de la concession sur les deux ans à venir :

Jusqu'en 2018, l'activité prévisionnelle de la zac va essentiellement être tournée vers la livraison du premier cœur de quartier et l'élargissement de l'avenue des pâquerettes, concomitant avec la livraison du futur lycée St Mitre. L'année 2017 verra se concrétiser les travaux d'infrastructures de l'avenue des pâquerettes et la livraison du lycée et de l'école Mirabilis. L'année 2018 sera consacrée à la finalisation du cœur de quartier. Les études concernant la remise à plat du projet des secteurs nord se dérouleront en 2017 et en 2018. Le budget prévisionnel des travaux s'élève à 3,2 millions d'euros en 2017 et 4,6 millions d'euros en 2018

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 s'établit comme suit :

□ Dépenses :

Sur l'exercice écoulé, selon le dernier bilan approuvé, les dépenses prévisionnelles étaient estimées à 4 617 185 d'euros. Elles se sont élevées en réalité à 2 962 246 euros. L'écart important, - 1,6 millions d'euros est principalement dû à des acquisitions budgétées mais non réalisées (-1,3 millions d'euros), à une faible baisse du budget travaux (- 130 000 euros) et des dépenses annexes (- 81 000 euros).

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2015 :

Au 31 décembre 2015, le montant cumulé des dépenses s'élève à 46 734 112 euros (hors TVA résiduelle) soit 32% du montant des dépenses à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC, réparti comme suit :

- dépenses foncières : 29 656 725 euros soit 49% du budget foncier à terme figurant au bilan prévisionnel.

- dépenses travaux : 12 158 264 euros, dont 14 864 Euros pour la bastide Montgolfier, soit 17% du budget foncier à terme figurant au bilan prévisionnel.

- dépenses annexes : 4 193 936 euros soit 30 % du budget foncier à terme figurant au bilan prévisionnel.

- frais financiers : 725 188 euros soit 42% du budget foncier à terme figurant au bilan prévisionnel.

La TVA résiduelle s'élève à 1 566 100 euros au bénéfice de l'opération.

A terme au regard du bilan approuvé l'an dernier, le montant prévisionnel des dépenses de la concession d'aménagement augmente de 124 858 euros. Cette augmentation est due aux postes charges de gestion du budget dépenses annexes et au poste études générales du budget acquisitions.

Le montant total de 143 991 293 euros se répartit entre les postes suivants :

- dépenses foncières : 60 016 494 euros soit 42% du budget global,

- dépenses travaux : 68 426 762 euros soit 48% du budget global,

- dépenses annexes : 13 843 479 euros soit 9% du budget global,

- frais financiers : 1 704 558 euros soit 1% du budget global.

Le budget des acquisitions foncières baisse faiblement de 67 721 euros, malgré une diminution de 509 700 euros du poste acquisitions foncières dû à des acquisitions plus avantageuses et une mise à jour du foncier à acquérir. En effet le poste études générales augmente quant à lui de 447 039 euros pour prendre en compte le coût des futures études hydrauliques et la réorientation du projet d'aménagement des secteurs Nord de la zac.

Le poste dépenses annexes augmente de 645 117 euros, principalement dû aux charges de gestion qui progressent de 948 488 euros. Cette augmentation s'explique par un ajustement aux frais réels liés au coût d'entretien des premiers ouvrages publics réalisés (nettoyage, débroussaillage, enlèvement de déchets...), entretien très coûteux cette année en raison d'une défaillance de l'entreprise de nettoyage choisie dans le marché initial, et à la prévision des futures infrastructures à gérer qui seront livrées en 2017 et 2018 (place Mirabilis et voie U240 dite Montgolfier). Cette augmentation est compensée notamment par la baisse des frais sur vente et de la TVA résiduelle.

Quatre compromis de vente sont concernés par les rémunérations sur recettes particulières. Ils n'ont pas pu aboutir en raison d'une évolution du schéma d'aménagement du secteur Mirabilis, nécessaire notamment pour convaincre l'architecte des bâtiments de France. Depuis lors, le schéma d'aménagement a été revu et s'est traduit par un nouveau découpage d'îlots, intégré au document d'urbanisme par une mise en compatibilité délivrée le 28 mars 2013.

L'aménageur conserve une rémunération de 315 035 euros conformément à l'article 21 de la convention d'aménagement.

□ Recettes :

Sur l'exercice écoulé, les recettes prévisionnelles sont en faible hausse de 91 812 euros sur un montant de 5,8 millions d'euros.

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2015

Au 31 décembre 2015, le montant cumulé des recettes (hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et participations aux équipements primaires) s'élève à 13 090 671 euros soit 13.8% du montant total des recettes.

Les recettes liées aux constructions de logements sont de 2 276 699 euros, soit 3,1% des recettes de commercialisation globales.

Pour les participations constructeurs, 10,65 millions d'euros de recettes ont été perçues, soit 82% du prévisionnel.

La recette du poste « commerce » est de 102 555 euros.

A terme, le montant prévisionnel des recettes hors participations publiques (participation à l'équilibre du bilan et participation aux équipements primaires) baisse faiblement de 187 441 euros passant de 94 572 506 euros à 94 399 941 euros.

Le montant total des recettes hors participations et financements des équipements primaires des collectivités se décompose comme suit :

- logements : 72 717 045 euros, soit 77%

- activités : 6 060 586 euros, soit 6,4% ;

- produits de cessions de terrains pour équipements publics : 2 078 518 euros, soit 2,2% ;

- produits de gestion, subvention et produits financiers : 549 425 euros, soit 0,6%.

- participation constructeur : 12 994 366 euros

□ Participations constructeurs

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec l'établissement public de coopération intercommunale ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

A l'origine de cette décision, ces participations étaient recouvrées par la Ville pour les reverser ensuite à l'aménageur qui assure les dépenses d'équipement. Une convention cadre n°08/554 entre la Ville et l'Aménageur, en date du 16 mai 2008, permet désormais à l'aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant des participations constructeurs est calculé sur la base des dépenses engagées par l'opération mises à la charge des constructeurs.

Au 31 décembre 2015, la participation des constructeurs au coût des équipements publics est fixée à 207 euros/m² de surface de plancher. Elle était établie à 215 Euros/m² au bilan du 31 décembre 2014.

Le montant des participations constructeurs attendu à terme est de 12 994 366 euros.

10 657 302 euros ont été perçus entre 2007 et 2015, le solde sera perçu pour partie en 2016 (37 410 euros) et en 2019 (2 299 654 euros).

□ Participations à l'équilibre du bilan :

La participation à l'équilibre du bilan, hors participations publiques aux équipements primaires, est stable à 41 054 670 euros.

La participation déjà versée à l'aménageur par la Ville alors concédante en cumulé au 31 décembre de l'année 2015 s'élève à 15,5 millions d'euros et le solde à verser par la Métropole, suite au transfert de compétence, à 25 554 670 euros.

Le nouvel échéancier de versement du solde de la participation de la Métropole est fixé comme suit :

2016 : 3 000 000 euros

2017 : 3 000 000 euros

2018 : 3 000 000 euros

2019 : 3 000 000 euros

2021 et suivantes : 13 554 670 euros

A la participation d'équilibre s'ajoute le financement des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération.

Cette participation publique aux équipements primaires se scinde en deux :

4 453 097 euros pour la ville de Marseille

4 083 585 euros pour la Métropole

Elle s'élève au global à 8 536 682 euros en augmentation de 297 424 euros par rapport au CRAC de l'année précédente (8 239 258 euros). Elle constitue un effort conséquent de la Collectivité pour équiper et aménager ce secteur au bénéfice de l'ensemble des Marseillais.

□ Solde de trésorerie :

Le solde de trésorerie de l'opération en 2015 est négatif de 769 418 euros. Le solde prévisionnel de trésorerie en 2016 sera positif de 2 212 611 euros.

□ Emprunts:

Pour financer l'opération, il est prévu des emprunts à hauteur de 20,5 millions, soit un million de plus qu'au CRAC précédent, dont 10,5 millions d'euros déjà empruntés.

Les emprunts restant à contracter sont échelonnés comme suit :

2017 : 3 millions d'euros

2018 : 7 millions d'euros

□ Avenant à la convention de concession d'aménagement

La modification de l'échéancier prévisionnel de versement de la participation de la Métropole fait l'objet d'un avenant n°11 à la convention d'aménagement n°T1600901CO « les Hauts de Sainte Marthe selon l'échéancier précité.

□ Avance de trésorerie

Il est nécessaire d'adopter un avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie ayant pour objet de substituer la Métropole, nouveau concédant, à la Ville de Marseille et de modifier l'échéancier de versement de ce remboursement qui est le suivant : 3 millions d'euros en 2023, 9 millions d'euros en 2024 et 5,5 millions d'euros en 2025.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Zac des Hauts de Sainte Marthe – 13014 - Approbation du compte rendu à la collectivité (CRAC) au 31 décembre 2015 - approbation de l'avenant 11 à la concession d'aménagement et approbation de l'avenant 4 à la convention d'avance de trésorerie ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Zac des Hauts de Sainte Marthe – 13014 - Approbation du compte rendu à la collectivité (CRAC) au 31 décembre 2015 - approbation de l'avenant 11 à la concession d'aménagement et approbation de l'avenant 4 à la convention d'avance de trésorerie ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Zac des hauts de sainte Marthe – 13014 - Approbation du compte rendu à la collectivité (CRAC) au 31 décembre 2015 - approbation de l'avenant 11 à la concession d'aménagement et approbation de l'avenant 4 à la convention d'avance de trésorerie ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Abstentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

URB 011-349/16/CT

■ ZAC des Hauts de Sainte Marthe - Marseille 14ème arrondissement - Approbation du programme des équipements publics modifiés et des modalités de financement - Approbation de la convention financière tripartite entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et la Soleam

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/15022/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « ZAC des Hauts de Sainte Marthe – 13014 - Approbation du programme des équipements publics modifiés et des modalités de financement – Approbation de la convention financière tripartite entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et la Soleam » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe a été créée par délibération du Conseil Municipal n°04/1150/TUGE lors de la séance du 13 décembre 2004. La Ville de Marseille a concédé l'aménagement et l'équipement de cette opération par délibération n° 06/0893/TUGE en date du 2 octobre 2006 à la SAEML Marseille Aménagement, ayant fait l'objet depuis, d'une fusion absorption par la Spl Soleam en 2013.

La Communauté Urbaine a donné un avis favorable sur le programme des équipements publics relevant de sa compétence par délibération URB 1/568/CC du 26 juin 2006.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement de Sainte Marthe relève dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, puis, suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « les Hauts de Sainte Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'objet du présent rapport est de soumettre à approbation du Conseil de Métropole le programme des équipements publics modifié et ses modalités de financement.

Ce programme des équipements publics est modifié en vue d'intégrer la nouvelle répartition de la prise en charge du coût des équipements publics liée au transfert de l'opération entre la Ville de Marseille, l'aménageur et la Métropole.

Ce document ainsi que les pièces faisant état, conformément à l'article R 311-7 du code de l'urbanisme, de l'accord de la Ville de Marseille sur le principe de la réalisation des équipements de compétence communale, les modalités de leur incorporation dans son patrimoine et de sa participation au financement seront joints au dossier de réalisation qui s'en trouve ainsi modifié.

Il convient d'approuver également la convention financière tripartite permettant à la Métropole d'autoriser la ville de Marseille à verser à l'aménageur de la zac sa participation en fonction de ses compétences.

Le programme des équipements publics modifié et la convention financière ont été approuvés au Conseil municipal du 5 décembre 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

- compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Zac des hauts de sainte Marthe – 13014 - Approbation du programme des équipements publics modifiés et des modalités de financement – Approbation de la convention financière tripartite entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et la Soleam ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la ZAC des Hauts de Sainte Marthe – 13014 - Approbation du programme des équipements publics modifiés et des modalités de financement – Approbation de la convention financière tripartite entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et la Soleam ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Zac des Hauts de Sainte Marthe – 13014 - Approbation du programme des équipements publics modifiés et des modalités de financement – Approbation de la convention financière tripartite entre la Métropole Aix Marseille Provence, la ville de Marseille et la Soleam ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

URB 012-350/16/CT

■ ZAC Saumaty Séon - 16ème arrondissement - Marseille - convention passée avec la Soleam - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession d'aménagement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/15023/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « ZAC Saumaty Séon – 16ème arrondissement – Marseille - convention passée avec la SOLEAM – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession d'aménagement T1600905CO » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de Saumaty Séon a été créée par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°87/398/UCV du 10 juillet 1987 et son dossier de réalisation approuvé le 11 mars 1988 par délibération n°88/114/UCV.

La réalisation de l'opération a été confiée par la Ville de Marseille en concession à Marseille

Aménagement (anciennement SOMICA), devenue depuis SOLEAM, par délibération n°88/598/UCV du 8 novembre 1988 approuvant la convention (traité et cahier des charges) n°89/017 notifiée le 13 janvier 1989.

L'avenant n°15 à cette convention notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°S FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement de Saumaty Séon relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté Urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée, avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix Marseille Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°18 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saumaty -Séon, qui s'étend sur 60 ha dans les quartiers Nord de Marseille (16ème arrdt) a pour objectif de promouvoir le développement d'activités industrielles, artisanales et tertiaires sur les friches des tuileries de Marseille localisées aux abords des noyaux villageois de St André, St Henri et l'Estaque, tout en

permettant la production limitée de logements en frange immédiate de ces noyaux villageois.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à trois reprises par délibérations n°91/519/U du 30 septembre 1991 et n°98/272/DUC du 20 juillet 1998 et par délibération du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n°AEC 003-482/11/CC du 8 juillet 2011.

La dernière modification du PAZ a principalement permis d'adapter ou supprimer des emplacements réservés pour espaces publics (voiries, places et cheminements piétonniers) et pour équipements publics (école, jardin, etc...) dont la réalisation n'était plus nécessaire et de modifier les zonages de plusieurs terrains pour adapter leur constructibilité à leur environnement urbain.

La ZAC de Saumaty-Séon a été intégrée au PLU dont la révision a été approuvée par délibération n°AEC001-377/13/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013. Les zonages spécifiques de la ZAC ont été remplacés par des zonages de droit commun du PLU en maintenant la répartition entre secteurs dédiés à l'activité et au logement.

Les objectifs en terme de production de surface de plancher sont de 140 000 m² SDP de locaux d'activité et 60 000 m² SDP de logement

La convention de concession a fait l'objet de plusieurs prorogations de durée. L'avenant n°17 approuvé par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°15/0477/UAGP du 29 juin 2015 a prorogé la durée de la concession d'une année, jusqu'au 13 janvier 2017.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

Les objectifs de la ZAC sont quasiment atteints. La commercialisation des terrains est en cours d'achèvement et les équipements publics sont réalisés à plus de 95%.

- Maîtrise foncière :

La SOLEAM doit encore acquérir à titre gratuit environ 1 700 m² de foncier auprès de la Métropole (dont 500 m² au n°1 impasse Guichard, 1 130 m² en bordure Nord-Ouest du "mail des écoles de Saint Henri" et 86 m² à la traverse de la Vente). Ces emprises foncières doivent être transférées, en 2016, par la Ville à la Métropole AMP.

La SOLEAM doit également mener à son terme la procédure de résolution judiciaire de la vente à la SCI AWAL de l'immeuble des n°63 et 65 rue Condorcet, suite au non respect des engagements pris par l'acquéreur en termes de réhabilitation du bâti existant..

Les emprises foncières appartenant encore à la SOLEAM correspondent essentiellement aux terrains d'assiette des voies publiques aménagées dans le cadre du programme des équipements publics de la ZAC qui n'ont pas encore été rétrocédées à la Métropole, aux emprises des derniers ouvrages de voirie à aménager et à 4 terrains à bâtir restant à commercialiser.

- Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Le cumul des commercialisations engagées a permis la construction d'environ 167 700 m² de surface de plancher (soit 84% de l'objectif de 200 000 m² sdp) dont 112 900 m² pour de l'activité (soit 80% de l'objectif de 140 000 m² sdp) et 54 800 m² pour du logement (soit 91% de l'objectif de 60 000 m² sdp).

Il ne reste plus qu'environ 6 000 m² de terrains commercialisables répartis entre plusieurs tènements fonciers de petite taille. La constructibilité de ces terrains est estimée à 4 800 m² sdp.

- Aménagement des équipements publics :

La quasi totalité des équipements publics de la ZAC a été réalisée avec notamment les voies de desserte de la zone, un stade, un parc, une Maison pour Tous, des parkings et places publics ainsi que l'ensemble des réseaux publics nécessaires à l'opération.

Il reste à réaliser des travaux de parachèvement de voies (essentiellement la reprise ou le traitement définitif des revêtements de chaussées et de trottoirs) et quelques aménagements destinés à améliorer la trame circulaire du secteur.

Il conviendra de proroger la convention de concession pour permettre à la SOLEAM de mener à terme les procédures juridiques, la commercialisation des dernières emprises foncières constructibles et la réalisation des derniers aménagements d'équipements publics.

Le dernier CRAC (Compte-Rendu Annuel à la Collectivité), approuvé par le Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 29 juin 2015, est celui arrêté au 31 décembre 2014.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 et l'avenant n°19 à la convention de concession d'aménagement passée avec la société SOLEAM dont la date d'échéance est actuellement le 13 janvier 2017.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE:

- Maîtrise foncière :

En 2015 la SOLEAM a acquis un terrain de 215 m² (apport foncier de la Ville) consistant en un talus "délaisse" surplombant la rue du docteur Zamenhof, en vue de sa cession à la SCI Villa Flor IV, en complément d'un tènement foncier précédemment commercialisé

Les acquisitions, à titre gratuit, auprès de la Ville des terrains à bâtir du n°1 impasse Guichard et du Mail des écoles de St Henri n'ont pu aboutir en 2015. Elles auront lieu en fin d'année 2016 auprès de la Métropole, après le transfert du foncier concerné par la Ville .

- Commercialisation de terrains:

En 2015 la SOLEAM n'a pas commercialisé de nouveaux terrains.

Des visites ont été organisées avec de potentiels acquéreurs sur les derniers terrains constructibles de la ZAC mais n'ont pas permis d'aboutir à la signature de compromis de vente.

La cession à l'association Corail (maîtrise d'ouvrage déléguée à la LOGIREM) de la partie du terrain "Rouvière" devant accueillir un projet d'habitat participatif n'a pu déboucher sur la signature d'un compromis de vente en 2015 suite à l'évolution des emprises concernées et à l'engagement de nouvelles négociations avec les consorts Rouvière. La signature du Compromis est prévue en 2016.

- Etudes:

Les études de maîtrise d'œuvre relatives aux travaux de parachèvement des voies publiques ont été engagées en juillet 2015.

Les études de marché relatives à l'affectation du Rez de chaussée du programme de logements projeté sur le terrain à bâtir du Mail des Ecoles de St Henri ont été conduites en 2015 (études sans suite après l'abandon du projet de logements)

- Aménagement des équipements publics :

Les travaux d'élargissement de la traverse Bruno Razzoli (au droit du n°42), commencés le 11/12/2014, ont été achevés le 23/03/2015.

Les travaux de requalification de l'impasse Guichard (réfection de la chaussée et prolongement du cheminement piétonnier entre les rues Rabelais – Coste – Roussin), commencés le 25/11/2014, ont été livrés le 05/03/2015.

Aucun autre chantier de travaux n'a été engagé par la SOLEAM en 2015, les études relatives aux travaux de

parachèvement des voies de la ZAC n'ayant pu aboutir en 2015.

- Permis de Construire :

PC délivrés en 2015 :

Un seul PC a été délivré en 2015 : PC n°1500892 - Jaguar Network – Av André Roussin - 5 176 m2 sdp de bureaux

Programmes immobiliers livrés en 2015 :

Deux programmes de constructions ont été livrés en 2015 :

PC n° 03 0750 – SCI Les Hauts de l'Estaque – Le Charron – Traverse de la Poste - 35 logements collectifs en accession – 2771 m2 sdp

PC n° 11 1024 – SCI de la Traverse – Traverse de la Vente - 8 logements en bande en accession – 775 m2 sdp

Programmes immobiliers en cours de construction en 2015 :

PC n°11 01405 – SCI Cap Sud (Lazard Group) - rue Xavier Coste – 3 731 m2 sdp de bureaux – livraison prévue en 2016

ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE SUR LES TROIS PROCHAINES ANNEES (2016, 2017 et 2018) :

- Maîtrise foncière:

La SOLEAM prévoit d'acquérir auprès de la Métropole les terrains à bâtir suivants :

- en 2016 terrain à bâtir du Mail des Ecoles de St Henri (1 130 m2) et une bande de terrain de 86 m2 à céder à Madame Celik pour compléter l'assiette foncière du PC délivré en 2012

- en 2017 terrain à bâtir du n°1 impasse Guichard (500 m2)

La procédure en cours visant à la résolution de la vente à la SCI AWAL de l'immeuble du 63 / 65 rue Condorcet devrait aboutir en 2017.

- Commercialisation de terrains:

La SOLEAM projette de commercialiser les derniers terrains à bâtir de la ZAC :

- en 2016 terrain à bâtir "Rouvière" (cession prévue à l'association Corail / Logirem pour la construction de logements participatifs) et terrain à bâtir du Mail des écoles de St Henri

- en 2017 n°1 impasse Guichard, terrain à bâtir rue des frères Maurras et n°42 traverse Razzoli

Ce sont ces 5 terrains à bâtir qui présentent une emprise globale d'environ 6 000 m2 pour une surface de plancher estimée à 4 800 m2.

- Aménagement des équipements publics :

La SOLEAM projette de mettre en oeuvre les derniers travaux de parachèvement des voies de la ZAC : élargissement et requalification de la traverse Va à la Mer, aménagement d'un cheminement piétonnier dans le prolongement de la traverse Saumaty, achèvement des trottoirs de la traverse de la Poste, élargissement des trottoirs du carrefour Rabelais / Pelas et maillage de la rue des frères Maurras avec la contre-allée André Roussin.

- Permis de Construire :

Il est prévu que soient déposés et délivrés 5 permis de construire représentant une surface de plancher globale estimée à 4 800 m2 majoritairement affectés à de l'activité.

Ces prévisions d'activité de la concession justifient la prorogation proposée de la concession de deux années (jusqu'au 13 janvier 2019).

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 s'établit comme suit :

DEPENSES:

* Sur l'exercice écoulé:

Sur l'exercice 2015, les dépenses s'élèvent à 253 035 Euros, soit une baisse de 797 914 Euros (- 76%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse des dépenses de travaux et honoraires techniques (- 434 508 Euros) consécutive à la non consommation de la provision pour travaux de parachèvement avant rétrocession des ouvrages et aléas (-199 335 Euros), au report en 2016 des travaux de parachèvement des voiries (- 162 976 Euros) et à la suppression des travaux d'aménagement de la liaison piétonne entre le mail des Tuileries et le carrefour Condorcet/Barnier/Pontet (- 26 045 Euros).

- d'une baisse du budget foncier (- 258 561 Euros) consécutive à un report du versement des indemnités pour résolution de la vente AWAL dans l'attente de jugement (- 98 100 Euros) et au report en 2016 de l'acquisition auprès du Concédant (apport foncier) du terrain à bâtir du mail des écoles de St Henri (- 180 000 Euros)

- d'une baisse des dépenses annexes (- 103 632 Euros) résultant principalement d'un report des frais de commercialisation (- 20 000 Euros), d'une diminution des rémunérations sur recettes / dépenses / liquidations (- 77 471 Euros) découlant de l'évolution des dépenses et recettes et d'une hausse de la TVA résiduelle (+ 17 513 Euros) pratiquement compensée par une baisse de la TVA sur marge (- 16 259 Euros).

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2015:

Au 31 décembre 2015 le montant cumulé des dépenses s'élève à 38 812 025 Euros, soit 94% du montant des dépenses (budget prévisionnel) figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (TVA résiduelle comprise). Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- dépenses foncières : 9 977 682 Euros, soit 97% du budget foncier à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- dépenses travaux : 17 759 050 Euros, soit 92% du budget travaux figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- dépenses annexes (TVA résiduelle comprise) : 6 812 183 Euros, soit 95% du budget des dépenses annexes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- frais financiers : 4 263 110 Euros, soit 100 % du budget des frais financiers prévisionnels, l'intégralité des emprunts étant à ce jour remboursée.

Au terme de l'opération:

Le montant prévisionnel total des dépenses s'élève à 41 098 381 Euros. Il se répartit entre budget "foncier" (25%), budget "travaux" (47%), budget "dépenses annexes" comprenant les charges de gestion, les rémunérations de l'aménageur et la TVA résiduelle (17,5%) et budget "frais financiers" (10,5%). Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédemment approuvé.

Le montant prévisionnel total des dépenses baisse de 544 843 Euros (soit -1,3 %) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2014. Cette diminution s'explique essentiellement par une baisse du budget "travaux" (- 599 175 Euros) consécutive à un ajustement du montant prévisionnel des derniers

travaux à engager, à la réduction de l'enveloppe affectée aux travaux de parachèvement et aléas et à la suppression de l'aménagement de la liaison piétonne entre le mail des Ecoles de St Henri et le carrefour Condorcet / Barnier / Pontet.

RECETTES :

Sur l'exercice écoulé

Sur l'exercice 2015 le chiffre d'affaire (hors participations du concédant à l'équilibre du bilan, en numéraire et en apport foncier) s'élève à 779 636 Euros, en baisse de 126 649 Euros (- 14%) par rapport aux prévisions. Cet écart s'explique principalement par :

- la diminution des recettes de cession de terrains pour logements (- 74 730 Euros) principalement due au report de commercialisation des terrains à bâtir "Rouvière", du mail des écoles de St Henri et du n°42 traverse Razzoli

- la diminution des recettes de cession pour Activité (- 52 109 Euros) en raison du report de la commercialisation du terrain à bâtir de la rue des frères Maurras et d'une baisse des recettes qui étaient attendues en 2015 pour les cessions Villa Flor 4 et Lena, suite à une évolution défavorable de l'indice d'actualisation de prix.

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2015 :

Au 31 décembre 2015, le montant cumulé des recettes (hors participations du concédant à l'équilibre du bilan, en numéraire et en apport foncier) s'élève à 24 952 461 Euros, soit 95 % du montant total des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC. Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- cessions de terrains pour construire du logement : 5 080 032 Euros, soit 90 % de ce poste à terme,

- cessions de terrains pour créer de l'activité : 17 232 419 Euros, soit 95 % de ce poste à terme,

- produits de gestion : 1 404 513 Euros, soit 100 % de ce poste à terme.

Au terme de l'opération:

Le montant prévisionnel total des recettes (hors participations du concédant à l'équilibre du bilan, en numéraire et en apport foncier) s'élève à 26 319 837 Euros. Il se répartit principalement entre cessions pour logements (21%), cessions pour activités (69%), produits de gestion (5%), et le cumul de différents postes moins significatifs (5%) comprenant notamment les participations constructeurs, subventions et produits financiers. Cette répartition

est très proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

Le montant prévisionnel total des recettes est en hausse de 175 676 Euros (soit + 0,7 %) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2014. Cette très légère augmentation résulte principalement :

- de la perception de nouvelles recettes de cession liées à des augmentations de surfaces de plancher autorisée dans le cadre du renouvellement ou de l'extension de programmes d'activité (+369 840 Euros),

- ces nouvelles recettes étant partiellement compensées par une révision de prix moins favorable (conjoncturelle) appliquée sur les montants de cession au stade de signatures des actes authentiques signés en 2015 (- 39 109 Euros) et par la réduction du montant des cessions d'emprises publiques en prévision de la cession désormais gratuite à la Métropole des emprises du mail des Tuileries (- 156 250 Euros).

Participations constructeurs :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Au 31 décembre 2015, l'aménageur a perçu auprès des constructeurs un montant cumulé de participations de 169 016 Euros.

L'aménageur n'attend plus de versement de participations constructeurs.

Le montant prévisionnel total des participations attendues au terme de l'opération s'élève donc à 69 016 Euros, soit 0,5% des recettes figurant au bilan prévisionnel au 31 décembre 2015

Participation de la Métropole à l'équilibre de l'opération :

La participation en numéraire de la Métropole à l'équilibre de l'opération, correspondant à l'écart entre dépenses et recettes s'élève à 11 251 000 Euros.

Elle est réduite de 728 517 Euros par rapport au dernier CRAC en vigueur.

Au 31 décembre 2015, la Ville, alors autorité concédante, a versé à la SOLEAM 11 251 000 Euros de participations, soit 100% des participations dues.

Le CRAC au 31 décembre 2015 ne prévoit plus aucun versement de participations à la SOLEAM.

L'opération étant déficitaire, la Ville a apporté gratuitement à la SOLEAM le foncier dont elle était propriétaire sur la ZAC. La participation en apport foncier de la Ville à l'équilibre de l'opération s'élève au 31 décembre 2015 à 3 267 544 Euros

Le CRAC au 31 décembre 2015 prévoit en 2016 et 2017 un apport foncier par la Métropole de 260 000 Euros correspondant au terrain à bâtir localisé en bordure du mail des écoles de Saint Henri (180 000 Euros) et au n°1 impasse Guichard (80 000 Euros), au titre de sa participation en nature à la concession après que la Ville lui ait transféré ces terrains à titre gratuit.

Convention d'avance :

Il n'est pas prévu d'avance financière sur cette opération.

Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2015, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 658 980 Euros. Ce niveau de trésorerie est nettement plus élevé que celui prévu au CRAC au 31 décembre 2014 (159 715 Euros).

Les soldes de trésorerie cumulés prévisionnels restent positifs sur les 3 prochaines années.

Emprunts :

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts long et court terme.

Il n'est pas prévu de nouvel emprunt.

Avenant à la concession d'aménagement :

L'avenant n°19 à la convention de concession d'aménagement permettra d'approuver la prorogation de la durée de la concession de 2 ans (jusqu'au 13 janvier 2019) ainsi que la baisse de la participation (en numéraire) du concédant à l'équilibre de l'opération et son échéancier de versement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « ZAC Saumaty Séon – 16ème arrondissement – Marseille - convention passée avec la SOLEAM – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 – Participation de la Métropole à l’équilibre du bilan – Approbation de l’avenant 19 à la convention de concession d’aménagement T1600905CO ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à la ZAC Saumaty Séon – 16ème arrondissement – Marseille - convention passée avec la SOLEAM – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 – Participation de la Métropole à

l’équilibre du bilan – Approbation de l’avenant 19 à la convention de concession d’aménagement T1600905CO ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « ZAC Saumaty Séon – 16ème arrondissement – Marseille - convention passée avec la SOLEAM – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 – Participation de la Métropole à l’équilibre du bilan – Approbation de l’avenant 19 à la convention de concession d’aménagement T1600905CO ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	121
Voix Contre	0
Abstentions	23

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D’ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Sophie CELTON - Patrick MAGRO - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 013-351/16/CT

■ Rénovation urbaine de la Savine Marseille 15ème arrondissement - Demande d'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire conjointe pour la réalisation de l'opération d'aménagement de la Savine concédée à la Soleam

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/15024/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « PRU Savine - Demande d'ouverture des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement de la Savine concédée à la soleam . » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La convention pluriannuelle n°755 de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) de la Savine dans le 15ème arrondissement a été signée le 30 Mars 2009 par l'ANRU, la Ville de Marseille, Marseille Provence Métropole et les partenaires locaux.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements de la cité de la Savine, la démolition massive des logements a été décidée en 2012 et un nouveau projet a été élaboré.

L'objectif actuel est de conduire un projet sur une quinzaine d'années afin de reconfigurer

progressivement un quartier plus ouvert, mieux connecté à la Ville et offrant une gamme diversifiée de logements et de services avec un volet social renforcé.

Ce nouveau programme prévoit en phase 1 :

- la démolition de 389 logements,
- la reconstruction de 389 logements sociaux répartis sur site et dans d'autres quartiers de Marseille, et la réhabilitation de la petite Savine,
- la création d'un centre urbain au Vallon des Tuves constitué de logements, de commerces et d'équipements publics autour d'espaces et voiries requalifiés,
- l'aménagement ou la requalification des voiries et des espaces publics dont l'aménagement du parc du canal.

La Ville de Marseille a confié la mise en œuvre de cette opération d'aménagement à la soleam au sens des articles L300-1 et suivants du code de l'urbanisme dans le cadre d'une concession d'aménagement notifiée le 7 décembre 2011 pour une durée de 7 ans prorogée de 2 ans, soit jusqu'au 15 décembre 2020.

Par ailleurs cette concession a été transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, à laquelle s'est substituée la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016.

Un avenant n°3 à la concession d'aménagement de la Savine T1600909CO notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La soleam, qui a en charge la mise en œuvre du projet y compris la maîtrise foncière des biens nécessaires à cette opération, a engagé les négociations à l'amiable auprès de propriétaires privés et a mené les acquisitions auprès de l'EPF qui assurait de la veille foncière sur ce site et avait acquis un certain nombre de biens depuis 2009.

Compte tenu des difficultés rencontrées dans les démarches d'acquisition et afin de respecter les délais impartis par le conventionnement ANRU pour la réalisation des aménagements et pour la construction des logements, la soleam souhaite faire appel à la procédure d'expropriation.

Aussi il est proposé à notre Assemblée d'approuver le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique des acquisitions et des travaux d'aménagement du projet de rénovation urbaine de la Savine réalisés dans le cadre la concession de la

Savine, au profit de la Métropole ou de son concessionnaire la soleam, et ce parallèlement à la poursuite des négociations amiables.

En application des articles L110-1 et suivants et de l'article R131-14 du code de l'expropriation il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le préfet des Bouches du Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Projet de Rénovation Urbaine Savine - Demande d'ouverture des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement de la Savine concédée à la SOLEAM ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Projet de Rénovation Urbaine Savine - Demande d'ouverture des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement de la Savine concédée à la soleam ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Projet de Rénovation Urbaine Savine - Demande d'ouverture des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement de la Savine concédée à la soleam ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	107
Voix Contre	18
Abstentions	19

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Antoine MAGGIO-Marie MUSTACHIA

Ont voté contre :

Marie-Arlette CARLOTTI- Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB- Josette FURACE - Samia GHALI - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN -Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Éric SCOTTO-Gérard POLIZZI

URB 014-352/16/CT

■ Opération Grand Centre Ville - Pôle Flammarion - Marseille 4ème arrondissement - Projet de Création d'une Zone d'Aménagement Concerté - Dispositions concernant la concertation publique

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/15025/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Grand Centre Ville - Opération Grand Centre Ville - Pôle Flammarion - 13004 - Projet de Création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)- Disposition concernant la concertation publique » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le Centre-Ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer son rôle de métropole.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération Grand Centre-Ville, pour contribuer à cet objectif global de requalification. Cette opération doit en effet permettre la création de 20 000 m² de locaux - activité, commerce, équipements - ; la production de 1 500 logements nouveaux ou restructurés ; l'amélioration de 2 000 logements privés ; le

ravalement de 800 immeubles le long d'axes de circulation emblématiques ; la création de voiries et l'embellissement d'espaces publics.

Cette opération d'aménagement, portant sur 35 pôles de projets, a été concédée à la société publique locale SOLEAM, par concession n°11/0136. Par arrêté Préfectoral du 21 décembre 2015 les opérations d'aménagements d'intérêt communautaire ont fait l'objet d'un transfert à l'EPCI compétent dans la perspective de la mise en place à compter du 1er janvier 2016 de la Métropole Aix-Marseille Provence. L'Opération Grand Centre Ville étant du nombre des opérations transférées, le concédant est désormais à la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

Le pôle «Flammarion» est inclus dans l'Opération Grand Centre Ville. Il s'agit d'un secteur adossé aux voies ferrées, bordé par la rue Bénédict et le boulevard Flammarion dans le quartier des Chutes Lavies au nord ouest du 4ème arrondissement de Marseille. Cet ancien secteur industriel d'une superficie de près de 6 ha connaît une évolution suite au départ de nombreuses entreprises trop à l'étroit en centre ville. Il est devenu un site stratégique en terme de renouvellement urbain du centre ville et une mutation s'est déjà engagée avec la création de plus de 300 logements, mais sans réelle cohérence d'ensemble, l'occupation actuelle restant disparate et mal irriguée, voire enclavée. Dans le cadre de sa mission, la SOLEAM a fait réaliser des études préalables visant à permettre la création et la desserte d'un îlot résidentiel.

Les principes d'aménagements s'articulent autour d'un maillage doux irriguant une nouvelle centralité où la gestion hydraulique et paysagère devra être mise en avant. Le programme proposé s'oriente essentiellement vers du logement dans un secteur du centre ville où la demande est forte, complété par des équipements publics (groupe scolaire, crèche, équipement de proximité) induit par l'arrivée de près de 1000 personnes nouvelles et des activités tertiaires. La procédure de Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) est envisagée pour permettre un traitement global et maîtrisé du pôle tout en mobilisant les financements des infrastructures auprès des promoteurs.

Dans ce contexte, l'article L 103-2 du code de l'urbanisme prévoit qu'avant toute création de ZAC, l'organe délibérant de l'EPCI délibère sur les objectifs poursuivis et sur les modalités d'une concertation associant durant toute la durée de l'élaboration du projet les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées et ce, dès le commencement des études préalables.

Les modalités de concertation proposées pour cette opération sont :

- une exposition publique des documents explicitant le programme pendant un mois, dans un lieu dédié,

- des registres mis à disposition du public, permettant de consigner les remarques, questions et observations des habitants et usagers,

- une permanence technique, dont le calendrier sera précisé dans l'avis public, permettant d'apporter des explications et répondre aux questions.

Les dates et lieux de l'exposition seront portés à la connaissance du public par un avis qui sera publié dans deux journaux locaux, affiché en mairie de Marseille et au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et mis en ligne sur les sites internet des collectivités concernées.

Une synthèse du bilan de la concertation, apportant les réponses aux questions soulevées par le programme fera l'objet d'une communication adaptée.

A l'issue de la concertation, un bilan sera soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante compétente.

Les évolutions relatives à l'avancée des études seront publiées régulièrement sur le site internet des collectivités concernées.

Une exposition complémentaire sera organisée selon les mêmes modalités que la précédente avant l'approbation du dossier de réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Grand Centre Ville - Opération Grand Centre Ville - Pôle Flammarion - 13004 - Projet de Création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)- Disposition concernant la concertation publique ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Grand Centre Ville - Opération Grand Centre Ville - Pôle Flammarion - 13004 - Projet de Création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)- Disposition concernant la concertation publique ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Grand Centre Ville - Opération Grand Centre Ville - Pôle Flammarion - 13004 - Projet de Création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)- Disposition concernant la concertation publique ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	138
Voix Contre	0
Abstentions	6

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Patrick MAGRO - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 015-353/16/CT

■ Opération Grand Centre Ville - Concession d'aménagement avec Soleam pour la requalification du centre ville de Marseille - Approbation du compte rendu à la collectivité au 31 décembre 2015 - Approbation de l'avenant 7 à ladite concession - Approbation d'une convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille - Approbation de l'avenant 1 à la convention d'avance

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/15026/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Opération Grand Centre Ville - Concession d'aménagement T1600914CO (ex-VdM11/0136) avec SOLEAM pour la requalification du centre ville de Marseille - Approbation du CRAC au 31 décembre 2015 - Approbation de l'avenant 7 à ladite concession - Approbation d'une convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille - Approbation de l'avenant 1 à la convention d'avance. » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération « Grand Centre Ville » pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette.
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement de l'espace publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonnisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics lié, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Par délibération du Conseil Municipal du 6 décembre 2010 l'opération « Grand Centre-Ville » a été concédée à la société publique locale SOLEAM par convention 11/0136 notifiée le 20 janvier 2011 pour 10 ans. L'échéance en est ainsi fixée au 19 janvier 2021, étant précisé que l'article 4 du traité de concession prévoit un bilan à échéance du 31 décembre 2017 pour permettre d'adapter le contrat aux évolutions de contexte.

Les Comptes Rendus Annuels de cette concession ont été régulièrement approuvés par délibérations successives du Conseil Municipal pour les exercices 2011, 2012 et 2013 donnant lieu aux avenants 1, 2 et 3 à la concession 11/0136.

Par délibération du 16 février 2015 les rues Saint Ferréol et Paradis ont été ajoutées aux axes de ravalement prioritaires ouvrant droit au bénéfice des subventions municipales instaurées dans ce cadre. Ces dispositions ont fait l'objet de l'avenant 4 exécutoire le 25 mars 2015.

L'approbation du compte rendu à la collectivité au 31 décembre 2014 par délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2015, a été l'occasion :

1/ d'ajuster à budget constant les objectifs de l'opération en tenant compte des expertises urbaines menées par le concessionnaire, et de décider de concentrer les moyens sur 25 pôles jugés les plus

prioritaires par le Comité de Pilotage réuni le 8 juillet 2015,

Ces 25 pôles se répartissent en trois zones présentant chacune un enjeu particulier :

- le pôle Flammarion offre l'opportunité d'une opération d'aménagement concerté sur de grands tènements constitués de friches ;
- les pôles Auphan/Pyat/Bas Industriels et Butte Saint-Mauront situés à l'articulation du projet de rénovation urbaine Saint-Mauront et de l'opération d'intérêt national Euroméditerranée, permettent d'assurer la cohésion entre ces opérations majeures tout en profitant de leur dynamique ;
- les pôles de l'hyper-centre où il est apparu qu'un investissement significatif sur l'espace public était un levier indispensable pour attirer et stimuler l'investissement patrimonial privé, l'activité et l'emploi ;

Le programme des aménagements publics métropolitains concédés dans le cadre de cette opération de renouvellement urbain concerne :

- pôle Korsec : aménagement de la Place Fare Petites Maries
- pôle Fonderie Vieille : requalification de l'impasse Fonderie Vieille
- pôle Nationale-Providence : aménagement de la Place de la Providence
- pôle Mazargues : requalification des rues du Théâtre & Mazargues - Place du Lycée
- pôles Trois Rois / Curial / Olivier / Nau : requalification de la place Jean Jaurès.
- pôle Flammarion : réalisation d'une trame viaire pour désenclaver des friches mutables.

Le programme des équipements municipaux réalisés dans le cadre de l'opération concerne :

- pôle Korsec : city-stade Korsec et parvis des équipements 5 rue Maurice Korsec ;
- pôles Noailles : équipement socio-culturel intergénérationnel Domaine Ventre ; équipement jeunesse 44, rue d'Aubagne ; micro crèche ;
- pôle Nationale-Providence : équipement péri-scolaire (hors achat coque et aménagements) ;
- pôle Nadar-Pouillon : Jardin des Récollettes – création passage vers le cœur d'îlot ; requalification légère du cœur d'îlot ; mise en sécurité et confortement du 15, rue Thubaneau ;
- pôle Folies Bergères : requalification du passage des Folies Bergères ;
- pôle Flammarion : réalisation d'un groupe scolaire 8 classes (hors aménagements intérieurs ; sans charge foncière).

2/ de préparer le transfert de cette opération de la commune à l'EPCI dans le cadre de la loi MAPTAM, notamment en répartissant les participations publiques en fonction du partage des compétences et de la nouvelle maîtrise d'ouvrage, dans la perspective de l'instauration de la Métropole le 1^{er} janvier 2016

Les évolutions prévues dans le cadre de ce Compte Rendu Annuel ont fait l'objet de l'avenant 5 au contrat.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, la concession a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Cette phase finale du transfert de la concession à la Métropole a été constatée par l'avenant 6, exécutoire le 23 juin 2016, à l'occasion duquel le contrat s'est vu attribuer le numéro T1600914CO pour son suivi administratif et comptable (remplaçant le numéro de contrat municipal 11/0136).

Cet avenant reprend les objectifs ajustés sur 25 pôles de projet, qui visent à échéance de l'opération :

- la production de 1 400 logements nouveaux ou restructurés locatifs et en accession à la propriété,
- la production de 11 600 m² locaux d'activité ou commerce et 9 000 m² d'équipements,
- l'amélioration 2 000 logements par les propriétaires grâce à un système incitatif d'aides aux travaux,
- le ravalement de 1 000 immeubles le long des axes emblématiques du centre ville,
- la création et l'amélioration de 47 000m² de voiries et d'espace public pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Les participations publiques à l'équilibre de l'opération prévoient sur un coût prévisionnel d'objectif de 235 289 136 euros TTC :

- .une participation d'équilibre de 80 747 688 euros dont restent 65 607 688 à la charge de la Métropole
- .une participation aux aménagements métropolitains de 27 505 495 euros revenant à la Métropole,
- .une participation aux équipements municipaux de 19 192 824 euros revenant à la Ville de Marseille,

Doivent encore être organisées les conséquences du transfert sur :

- .l'apport foncier par la Ville de Marseille valorisé à hauteur de 9 504 850 euros,
- .l'avance de 2 000 000 euros consentie au concessionnaire par convention financière 11/0674 notifiée le 8 juin 2011 par la ville de Marseille.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de Métropole :

- le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 de la concession d'aménagement « Grand Centre Ville » T1600914CO (ex-VdM11/0136) présentant le bilan de l'exercice écoulé, et les prévisions sur les exercices à venir,
- l'avenant 7 à la dite concession actualisant l'échéancier de versement des participations,
- la convention tripartite entre la Métropole, la SOLEAM et la ville de Marseille pour le financement d'équipements municipaux et de dépenses liées au

ravalement de façades prévus fixant l'échéancier de versement de la participation municipale,
-l'avenant 1 à la convention d'avance VDM11/0674 entre la Métropole, la SOLEAM et la ville de Marseille fixant les modalités de remboursement de l'avance de 2 000 000 d'euros.

Le Compte Rendu Annuel pour l'exercice 2015 affiche les résultats suivants :

DEPENSES :

*Etudes :

Pour 2015 il était prévu 719 146 euros de dépenses sur ce poste. Il a été versé 365 069 euros.

Il s'est notamment agi :

- .d'achever l'élaboration d'un plan guide d'ensemble sur cinq pôles de Noailles donnant les perspectives d'actions de requalification à 5, 10 et 15 ans ;
- .d'élaborer le programme préalable au concours de maîtrise d'oeuvre pour la requalification de la place Jean-Jaurès ;
- .de réaliser les études de marché et de programmation urbaine pour définir les grands objectifs d'une future ZAC sur Flammarion ;
- .d'engager des études de programmation et de faisabilité pour la restructuration de l'îlot Nationale et la requalification de la place de la Providence.

Il est prévu un budget de 410 356 euros pour l'exercice 2016.

Globalement de poste reste inchangé sur la durée de la concession, à 2 703 150 euros.

*Acquisitions foncières, gestion et relogements :

Pour 2015 il était prévu 5 651 450 euros de dépenses. Ont été constatées en dépenses 3 517 058 euros dont 3 305 322 euros d'acquisitions foncières, en particulier les cinq immeubles de l'îlot Canebière-Feuillants et les locaux de l'îlot Folie Bergères.

Il est prévu un budget de 3 314 870 euros pour l'exercice 2016.

Globalement, sur la durée de la concession, le poste reste stable passant de 106 552 335 euros à 106 469 996 euros.

*Travaux :

Ces dépenses comprennent à la fois les travaux conservatoires et préparatoires sur le foncier acquis, y compris démolitions, mais aussi les travaux de réalisation des programmes d'habitat, d'équipements et d'aménagement des espaces publics dont SOLEAM s'est vue confier la maîtrise d'ouvrage.

En 2015 était prévu un budget de 2 509 188 euros, il a été dépensé 2 331 262 euros.

La dépense cumulée depuis le début de l'opération est de 3,9 millions d'euros pour un engagement de 4,2

millions d'euros comprenant notamment les démolitions des immeubles insalubres Fonderie-Vieille, les démolitions et le confortement de l'îlot Korsec avec l'aménagement sur les terrains libérés d'un city-stade livré en octobre 2015, et enfin l'avancement des travaux de restauration complète de deux immeubles, 23 rue de Rome et 23, rue Sénac de Meilhan.

Il est prévu un budget de 1 826 458 euros pour l'exercice 2016.

Globalement, sur la durée de la concession, ce poste passe de 88 484 344 euros à 78 107 557 euros.

Cette baisse de 10 millions d'euros s'explique essentiellement par :

- une diminution de plus de 3 millions de la provision pour travaux d'office dans le cadre des ravalements de façades compte tenu de la difficulté juridique pour y recourir ;
- une diminution de 6 millions du coût du groupe scolaire programmé sur l'îlot Flammarion après vérification auprès de la Direction de l'Education que le besoin est d'un cycle complet au lieu de deux initialement envisagés.

RECETTES :

*Cessions foncières :

Il était prévu 53 858 euros de recettes foncières en 2015. Ce sont 30 000 euros qui ont été encaissés correspondant à la TVA sur marge issue de la cession des cinq immeubles de l'îlot Canebière-Feuillants à AGIR Promotion pour la réalisation d'un hôtel et d'une brasserie sur la Canebière ; signée le 2 décembre 2015, l'acte prévoit un différé de versement de 18 mois, soit une recette de 2 650 000 euros en 2017.

Une recette foncière de 144 084 euros est prévue pour l'exercice 2016.

Globalement, sur la durée de la concession, ce poste passe de 86 415 549 euros à 85 588 454 euros.

Cette diminution d'1 million d'euros correspond la diminution des cessions de charge foncière pour construction neuve par une révision à la baisse des surfaces et du prix de charge foncière compte tenu de la sujétion des opérations de démolition en tissu constitué.

*Recettes locatives :

La recette locative prévisionnelle pour 2015 était de 32 405 euros ; une recette de 41 730 euros a été encaissée.

67 853 euros sont prévus sur l'exercice 2016.

Globalement, sur la durée de la concession, le poste est revu à la hausse ; il passe de 503 611 euros à 1 867 852 euros dans l'hypothèse d'un portage jusqu'en fin de concession d'immeubles réhabilités représentant une centaine de logements et de locaux loués.

*Subventions et participations aux investissements :

Dans le cadre de ses missions SOLEAM est appelée à être maître d'ouvrage d'opérations subventionnées. Il s'agit essentiellement des subventions mobilisées auprès de l'ANRU dans le cadre des projets de renouvellement urbain déjà contractualisés entre les collectivités, l'État et l'Agence. SOLEAM est subventionnée principalement pour :

- .le déficit d'Ilot Abadie, dans le quartier du Panier,
- .le déficit d'Ilot Korsec dans le quartier Belsunce,
- .l'aménagement de la place Fare Petites Maries, mitoyenne de l'opération précédente.

Soléam a encaissé 139 100 euros en 2015. Il est prévu un encaissement de 590 000 euros en 2016.

Globalement le montant des subventions est révisé de 3 260 204 à 2 924 541 euros dans la mesure où l'ANRU a écarté des dépenses foncières initialement comptées dans l'assiette subventionnée.

Le montant prévisionnel global des dépenses de 235 289 135 euros reste inchangé.

Le montant prévisionnel des recettes passe de 98 338 279 euros à 103 416 279 euros, soit une augmentation de 5 078 000 euros comprenant notamment la valorisation du foncier des équipements municipaux qui ne pourrait pas être apporté en nature tel qu'explicité au point "participations" ci-dessous.

Les participations publiques au bilan de concession se répartissent comme suit :

*Participation aux équipements publics métropolitains :

Au moment du transfert de la concession à la Métropole, cette participation s'établissait à 27 505 495 euros correspondant aux six aménagements énoncés ci-dessus pour lesquels la Métropole délègue la maîtrise d'ouvrage au concessionnaire.

Ce montant correspondait aux seuls coûts des travaux. Aussi les dépenses d'acquisitions foncières, d'ingénierie et de rémunération afférentes se trouvaient équilibrées par la participation au déficit du bilan de concession.

Dans la mesure où la TVA peut être récupérée sur ce type de dépense, la SOLEAM a établi pour chacune des opérations concernées un bilan permettant

d'afficher le coût réel des dépenses éligibles au FCTVA.

Le montant total passe ainsi de 27 505 495 à 34 733 974 euros, les 7 228 449 euros d'augmentation venant en allègement de la participation numéraire à l'équilibre du bilan général de l'opération.

Cette participation aux aménagements est versée sur justificatif des dépenses réelles.

Aucun versement n'était programmé pour 2015.

Le versement de participation prévu pour l'année 2016 est de 277 670 euros.

*Participation numéraire du concédant à l'équilibre du bilan :

Au moment du transfert de la concession à la Métropole, cette participation s'établissait à 80 747 688 euros sur la durée de la concession.

Pour 2015, une participation de 5 640 000 euros a été versée par la ville de Marseille, encore concédante, portant le total versé à la concession au 31 décembre 2015 à 15 140 000 euros – dont un solde de 640 000 euros perçu par SOLEAM sur l'exercice 2016.

Le solde de participation à l'équilibre du bilan restant à verser par la Métropole en tant que concédant était alors de 65 607 688 euros. Cette participation est diminuée à due concurrence des 7 228 449 euros d'augmentation de la participation aux équipements métropolitains, soit un montant révisé de 58 379 208 euros.

En 2015, aucun versement n'incombait encore à la Métropole.

Le versement de participation prévu pour l'année 2016 est de 6 500 000 euros.

*Participation aux équipements municipaux :

Cette participation à la charge de la ville de Marseille s'élève à 19 192 824 euros et correspond au programme des aménagements et équipements publics de proximité énoncés ci-dessus pour l'accueil d'associations œuvrant dans le champ social, scolaire, culturel et économique relevant de la politique municipale. Ces équipements reviendront à la Ville au fur et à mesure de leur livraison.

Cette enveloppe prend également en charge les dépenses liées aux missions d'assistance au ravalement de façades, domaine resté dans le champs des compétence communales, pour lequel la SOLEAM est missionnée dans le cadre de la concession.

Une convention tripartite approuvée par le Conseil Municipal de Marseille le 3 octobre 2016 détaille le programme des dépenses à la charge de la Ville dont l'enveloppe reste inchangée depuis le dernier Compte Rendu Annuel.

Cette convention est soumise à l'approbation de présent Conseil de Métropole.

Il n'y avait pas de versement de participation prévu en 2015.

Le versement de participation prévu pour l'année 2016 est de 953 946 euros.

*Apport en nature :

Tous les biens municipaux constituant l'apport foncier valorisé à hauteur de 9 504 850 euros au dernier Compte Rendu Annuel n'ayant pas fait l'objet d'actes signés avec SOLEAM au moment du transfert de la concession à la Métropole, les tènements restant feront l'objet de procès verbaux de transfert gratuit au profit de la Métropole pour être apportés au crédit de la concession par le nouveau concédant.

Toutefois trois tènements doivent au préalable faire l'objet de régularisations juridique ou administrative avant de pouvoir être confirmé en tant qu'apport en nature, il s'agit :

-d'un ensemble immobilier rue Moustier où la Ville doit achever une procédure contentieuse,
-une parcelle bd Camille Flammarion qui doit faire l'objet d'une libération administrative,
-deux immeubles issus d'expropriation rue du Musée, soit un foncier valorisé à 5 070 000 euros.

Le tableau des apports fonciers révisé en tenant compte de cette incertitude affiche une participation en nature résultante valorisée à 4 426 850 euros.

La diminution de l'apport en nature est compensée au présent Compte Rendu Annuel par une recette foncière équivalente imputable au rachat par la Ville du foncier d'assiette des équipements prévus sur ces tènements.

L'actualisation du bilan prévisionnel se fait à budget de participations constant pour la Métropole et pour la ville de Marseille.

Concernant la trésorerie de l'opération, un emprunt de 2 000 000 euros a été contracté sur l'exercice 2012. Au 31 décembre 2015 cet emprunt est remboursé à hauteur de 1 300 000 euros.

Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2015 est de -548 416 euros. Ce déficit de trésorerie est lié au délai d'encaissement de la participation municipale de 640 000 € liquidée le 11 novembre 2015 et constaté

en encaissement au bilan de la concession sur l'exercice 2016.

Un emprunt de 1 000 000 euros est prévu sur l'exercice 2016 à la place de celui de 8 000 000 euros envisagé dans les prévisions de trésorerie approuvées lors du précédent CRAC. Il n'est pas programmé d'autre emprunt ultérieurement.

Dans le cadre de ses missions d'assistance de la ville de Marseille pour les campagnes de ravalement de façades, la SOLEAM fait état du bilan suivant :

En 2015, des injonctions de façade ont été envoyées sur 24 immeubles sur l'axe Bd des Dames portant à 451 le nombre total d'immeubles soumis à l'obligation de ravalement.

80 immeubles sont aujourd'hui ravalés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'«Opération Grand Centre Ville - Concession

d'aménagement T1600914CO (ex-VdM11/0136) avec SOLEAM pour la requalification du centre ville de Marseille - Approbation du CRAC au 31 décembre 2015 - Approbation de l'avenant 7 à ladite concession - Approbation d'une convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille - Approbation de l'avenant 1 à la convention d'avance ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'«Opération Grand Centre Ville - Concession d'aménagement T1600914CO (ex-VdM11/0136) avec SOLEAM pour la requalification du centre ville de Marseille - Approbation du CRAC au 31 décembre 2015 - Approbation de l'avenant 7 à ladite concession - Approbation d'une convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille - Approbation de l'avenant 1 à la convention d'avance» ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'«Opération Grand Centre Ville - Concession d'aménagement T1600914CO (ex-VdM11/0136) avec SOLEAM pour la requalification du centre ville de Marseille - Approbation du CRAC au 31 décembre 2015 - Approbation de l'avenant 7 à ladite concession - Approbation d'une convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille - Approbation de l'avenant 1 à la convention d'avance ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	121
Voix Contre	6
Abstentions	17

Adoptée

Ont voté contre :

Sophie CELTON - Patrick MAGRO - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

URB 016-354/16/CT

■ **Convention de concession d'aménagement de la Capelette passée avec la Soleam - Marseille 9ème et 10ème arrondissements - Approbation du compte rendu à la collectivité au 31 décembre 2015 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 16 à la convention de concession d'aménagement -**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/15027/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Convention de concession d'aménagement de la Capelette T 1600911 CO passée avec la SOLEAM – 9ème et 10ème arrondissements – Approbation du CRAC au 31

décembre 2015 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 16 à la convention de concession d'aménagement. » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de Marseille a conduit un ensemble d'opérations de requalification urbaine autour du projet « Marseille Grand Est » qui s'étend de la ZAC du Rouet jusqu'à la ZAC de Vallon Régny.

Une des opérations concerne la requalification des friches industrielles de la Capelette.

Par délibération n°96/450/EUGE du 22 juillet 1996, le Conseil Municipal a approuvé la convention de concession de la Capelette consentie à Marseille Aménagement sur un secteur de 5,7 ha.

Par délibération n°97/719/EUGE du 27 octobre 1997, la Ville a créé la ZAC Ferrié Capelette sur une partie de cette concession d'aménagement en vue de l'implantation d'activités tournées vers le secteur automobile. Le dossier de réalisation de cette ZAC a été approuvé par délibération n°98/1006/EUGE du 21 décembre 1998 et un « village de l'automobile » est aujourd'hui en activité.

Le périmètre de la concession d'aménagement de la Capelette a été étendu une première fois en mars 1999 à 7,7 hectares (avenant n° 2 à la convention de concession approuvé par la délibération n°99/244/EUGE du 29 mars 1999) pour permettre des acquisitions d'opportunité, puis a été porté à 28,6 hectares en décembre 2000 par avenant n°3 pour tenir compte de l'implantation du parc du 26ème Centenaire et de l'impact de ce dernier sur les quartiers situés en bordure de cet équipement majeur.

Afin de se doter d'un outil adapté aux objectifs d'aménagement du secteur, le Conseil Municipal par délibération n°02/1224/TUGE du 16 décembre 2002 a approuvé les objectifs et les principes d'aménagement d'une ZAC dite de la Capelette, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à sa création.

Le dossier de création de la ZAC de la Capelette, d'une superficie de 75 ha a été approuvé par délibération n°04/1029/TUGE du 15 novembre 2004. Le programme des équipements publics a été validé au Conseil Municipal du 20 octobre 2006 et au Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 9 octobre 2006.

Par ailleurs, le site de la Capelette a été retenu pour accueillir :

- Le lotissement CAP-EST, aujourd'hui terminé, portant sur un programme de 14 lots de logements, bureaux et commerces avec la création d'un groupe scolaire réalisé dans le cadre de la concession et d'une crèche.

- Le Palais Omnisports Marseille Grand Est (POMGE) a été ouvert au public le 11 décembre 2009.

- Un pôle de loisirs, qui sera réalisé sur la parcelle voisine et dont le programme est en cours d'évolution.

Historique des précédents Compte Rendus Annuels à la Collectivité :

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2003 par délibération n°04/1028/TUGE du 15 novembre 2004 a permis d'étendre le périmètre de la Concession d'Aménagement compte tenu de la création de la ZAC de la Capelette, de proroger la durée de la concession jusqu'en 2011 et de préciser la participation financière de la Ville et son échéancier de versement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2006, approuvé par délibération n°07/1237/TUGE du 10 décembre 2007, a permis de proroger la concession jusqu'en 2016 et de faire acter la participation de la Ville pour un montant prévisionnel de 56,829 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2010, approuvé par délibération n°11/0867/DEVD du 17 Octobre 2011, a constaté la réduction de la participation de la Ville à 51,971 millions d'Euros, a modifié son échéancier, a validé le remboursement de l'avance versée en 2005 de 12,5 millions d' Euros en 2016 et a complété la convention de concession en ce qui concerne la rémunération du concessionnaire pour les missions de commercialisation en conformité avec les principes relatifs à la rémunération pour l'ensemble des concessions d'aménagement.

La délibération n°12/0538/DEVD du 25 juin 2012 a approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2011 ; elle a validé un nouvel échéancier de la participation dont le montant reste inchangé à hauteur de 51 971 939 Euros et instauré un sursis à statuer sur le périmètre de la concession.

Cette délibération a acté les nouvelles réflexions lancées sur l'entrée Est de Marseille, notamment en terme de développement des transports en commun et de création de voiries structurantes et le fait que le secteur de la Capelette nécessite d'être intégré dans cette dynamique.

Aujourd'hui, il apparaît nécessaire de prendre en compte le maintien sur site du centre de transfert des ordures ménagères et des services associés de la Métropole, localisés sur le Boulevard Bonnefoy. Cette

décision nécessite d'importants travaux d'intégration urbaine.

Ainsi, l'actuel projet urbain doit être recomposé en intégrant ces différentes contraintes, tout en améliorant son fonctionnement et son accroche au reste du territoire communal.

Le sursis à statuer précité a donc été institué sur le périmètre de la concession afin que les opérations sur le foncier non maîtrisé ne viennent pas compromettre l'évolution du projet urbain.

L'avenant n°12 notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

L'arrêté préfectoral n° 2014-36 du 1er juillet 2014 a modifié l'arrêté préfectoral n°2009-22 du 29 octobre 2009 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC de la Capelette, en ce qui concerne le bénéficiaire de la DUP (SOLEAM en lieu et place de Marseille Aménagement).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2014 approuvé par délibération n°15/1120/UAGP du 16 décembre 2015 a fait état des études et réflexions à mener pour améliorer l'urbanisation du secteur. Il présente en l'attente d'une définition plus précise des nouveaux objectifs du projet, des hypothèses d'investissements et de recettes clairement identifiées jusqu'en 2021. La Ville a maintenu son engagement financier à hauteur de 51,972 millions d'Euros dont l'échéancier de versement a fait l'objet d'un avenant n°14, la ZAC Ferrié Capelette a été clôturée financièrement.

Cette délibération évoque également les conclusions de l'étude conduite en 2014-2015 : la finalisation des aménagements autour des îlots déjà construits conduit à absorber l'intégralité de la participation prévisionnelle de la Ville à savoir environ 52 millions d'Euros.

L'étude prescrit de mener l'opération sur le secteur de la Capelette en deux temps :

- une première phase de finalisation des aménagements autour des îlots déjà construits afin d'améliorer le cadre de vie en respectant l'engagement financier de la Ville de Marseille à savoir 51,97 millions d'euros.

- une deuxième phase de reprise des études de la concession et de mise en œuvre du parti d'aménagement qui sera alors acté.

Cette reprise du parti d'aménagement est rendue nécessaire par les répercussions du futur Plan de Prévention du Risque Inondation sur l'opération de la

Capelette présentées par le Porté à Connaissance du Préfet en date du 28 novembre 2014.

La Ville a donc pris la décision de concentrer les missions de l'aménageur sur le secteur déjà construit pour les cinq années à venir à engagement financier constant, et de lancer les études en intégrant la donnée inondabilité afin d'améliorer l'urbanité du secteur.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°S FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement de la Capelette relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté Urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21/12/2015 n° FCT 030-1585/15/CC. En approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31/12/2015 par arrêté préfectoral du 28/12/2015.

A compter de sa création, le 01/01/2016, la Métropole d'Aix Marseille Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM ; elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28/12/2015.

Dans ce cadre, un avenant n° 15 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2015

Le présent rapport a pour objet de présenter, en vue de son approbation, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2015 présenté sous une forme consolidée comprenant :

- un sous bilan du lotissement Cap Est, et du Pôle d'équipements de loisirs et sportif

- un sous-bilan de la ZAC de la Capelette.

En préambule, la note de conjoncture se réfère à la nécessité de reprendre le parti d'aménagement de l'opération, comme évoqué précédemment, et évoque les études et marchés qui vont être lancés par le concédant et le concessionnaire :

- une étude lancée par le concédant début 2017, de définition de programmation urbaine reposant sur un diagnostic partagé et la coproduction du programme avec les habitants et usagers du secteur.

- un marché négocié ou un dialogue compétitif lancé par le concessionnaire pour la définition du projet

La note de conjoncture dresse également l'état d'avancement des opérations en précisant les acquisitions et cessions de terrains à bâtir, les études et les travaux réalisés en 2015 et les orientations prises pour les années à venir, à savoir :

- Le lotissement Cap Est, le Pôle de loisirs et sportif :

Les acquisitions et cessions dans le lotissement et pour le pôle de loisirs sont terminées.

En 2015, il n'y a pas eu de travaux engagés. Les dépenses ont concerné les charges de gestion.

En 2016, des études générales pour le Pôle de Loisirs, des charges de gestion, ainsi que des dépenses liées à la levée des réserves sur le groupe scolaire Cap Est sont prévues.

- La ZAC de la Capelette :

- ☐ L'avancement des acquisitions foncières :

En 2015, SOLEAM a poursuivi la maîtrise du foncier nécessaire :

- à la réalisation de VRD : élargissement de la rue Curtel, redressement du boulevard des Aciéries et place Bonnefoy / Rabatau.
- à la réalisation de l'îlot n°8 de la ZAC Capelette.
- au relogement des ménages impactés par la mise en œuvre du plan d'aménagement de la ZAC.

Pour les cinq années à venir, SOLEAM poursuivra la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation de :

- de places publiques sur le secteur de Rabatau
- l'élargissement de la rue Curtel
- de nouvelles voies de desserte des îlots à réaliser
- le redressement de la rue Curtel, Lazer, Aciéries et de la rue des Forges
- les 6 îlots constructibles, voiries et équipements publics sur le secteur Montfuron et berges de l'Huveaune appartenant à l'armée.
- l'acquisition d'un lot de copropriété boulevard Schloesing

- ☐ Les travaux réalisés en 2015 concernent :

- la finalisation des travaux de VRD aux abords des îlots 8 et 14.

- la réalisation d'un giratoire à l'intersection des rues Alexander et Paillas

- les travaux de sécurisation de terrains

- le nettoyage des piles du pont Rabatau

Pour les cinq années à venir, les travaux concerneront au-delà des travaux précités dans le cadre de la maîtrise foncière:

- l'aménagement d'un espace vert provisoire sur l'îlot 13

- l'aménagement des abords de l'Église rue Saurel

- les démolitions pour réalisation des îlots 8 et 15 et la finalisation de l'îlot 16, la démolition sur le secteur Curtel

- ☐ Les dossiers en phase étude sur 2015 portent sur :

- les études foncières de géomètre

- les études pour le raccordement des îlots et la détection et cartographie des réseaux.

Pour les cinq années à venir, il est prévu le lancement des études liées à la reprise de la ZAC et les faisabilités liées à l'implantation du groupe scolaire définitif et de la place Rabatau Cap Est.

Par ailleurs, la Métropole a chargé l'aménageur de réaliser une étude de faisabilité relative à l'évolution du centre de transfert des déchets en vue de son intégration dans le site urbain.

- ☐ Les recettes perçues en 2015 concernent les produits locatifs et les produits financiers.

Pour les cinq années à venir, les recettes concerneront les cessions liées aux îlots 8, 12, 15 et 16 en partie, ainsi que les participations liées à la construction du solde de l'îlot 16.

- Le bilan consolidé :

- ☐ Les dépenses :

- Sur l'exercice 2015 :

Le montant total des dépenses s'élève à 3 026 654 euros, soit en hausse de 698 225 euros par rapport aux prévisions du CRAC précédent.

Le montant des dépenses foncières s'élève à 1 435 755 euros, soit en hausse de 219 267 euros par rapport aux prévisions du CRAC précédent. Cette augmentation s'explique par des évictions commerciales sous-évaluées.

Le montant des dépenses de travaux s'élève à 1 111 845 euros, soit en hausse de 429 188 euros au regard des prévisions du CRAC précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par le report de paiement de soldes de marchés de travaux de 2014 sur 2015.

Le montant des dépenses annexes s'élève à 418 696 euros, soit en hausse de 63 937 euros par rapport aux prévisions du CRAC précédent. Cette augmentation suit l'évolution des dépenses et recettes de l'opération.

- Le cumul des dépenses au 31 décembre 2015 :

Pour les dépenses totales : 114 291 079 euros ce qui correspond à un taux d'avancement de 70 % du coût prévisionnel de l'opération.

Pour le foncier : 41 608 183 euros, soit un taux d'avancement de 68 % du coût prévisionnel des dépenses relatives au foncier.

Pour les travaux y compris les travaux relatifs au groupe scolaire Cap Est (individualisé dans le bilan aménageur) : 53 198 201 euros, soit un taux d'avancement de 68 % du coût prévisionnel des dépenses relatives aux travaux.

Pour les dépenses annexes y compris les dépenses annexes relatives au groupe scolaire Cap Est (individualisé dans le bilan de l'aménageur) : 13 874 922 euros, soit un taux d'avancement de 73 % du coût prévisionnel des dépenses annexes.

- Le prix de revient total à terme est estimé à 164 061 503 euros, soit une augmentation de 2 062 531 euros par rapport au Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2014.

Le budget foncier à terme est estimé à 60 778 956 euros, soit une augmentation de 6 596 140 euros par rapport au dernier bilan. Cette augmentation conséquente s'explique par des acquisitions précédemment programmées en phase 2 et désormais intégrées en phase 1 pour la reprise de voiries et par l'acquisition nouvelle de l'îlot 15 suite à la décision de maîtriser son aménagement. Il s'agit également d'ajustements de montants d'acquisitions notamment en ce qui concerne les fonds de commerce.

Le budget des travaux à terme est estimé à 78 715 189 euros, soit une diminution de 6 517 529 euros. Cette diminution conséquente s'explique notamment du fait de la suppression du bassin de rétention dans la première phase d'aménagement. En effet, la reprise du projet d'aménagement aura une conséquence non négligeable sur l'ouvrage à dimensionner. Il est donc plus opportun de prévoir sa réalisation une fois le nouveau projet d'aménagement défini.

□ Les recettes :

Sur l'exercice 2015, les recettes hors participations s'élèvent à 308 932 Euros, soit en baisse de 3 213 302 euros par rapport aux prévisions. Cette diminution s'explique notamment par le décalage en 2016 de la perception d'une recette liée au remboursement des frais de dépollution du site du pôle de loisirs.

Le montant total des recettes cumulées au 31 décembre 2015 s'élève à 74 966 601 euros (hors participations), soit un taux d'avancement de 67 % des recettes prévisionnelles de l'opération.

Le chiffre d'affaire total à terme, hors participations, est estimé à 112 089 563 euros, en hausse de 2 062 531 euros par rapport au bilan précédent. Cette augmentation s'explique par la recette liée aux charges foncières de l'îlot 15.

□ Les participations constructeurs :

Le montant prévisionnel des participations constructeurs attendu est de 19 997 850 euros.

Au 31 décembre 2015, le montant des participations constructeurs cumulé est de 18 254 897 euros, soit 91 % de la recette prévisionnelle. Le solde restant à percevoir est de 1 742 953 euros sur l'îlot 16.

□ Les participations des collectivités à l'équilibre de l'opération :

Le montant global de la participation des collectivités à l'équilibre de l'opération fixé au CRAC précédent reste inchangé, soit 51 971 939 millions d'euros :

- 4 341 070 millions d'euros de participation à la charge de la Ville pour la ZAC Ferrié
- 25 372 186 millions d'euros de participation à la charge de la Ville sur le reste de la concession
- 22 258 683 millions d'euros de participation à la charge de la Métropole

Au 31 décembre 2015, la participation Ville versée s'élève à 29 675 699 euros, la part restant à verser correspond au solde de l'acquisition du groupe scolaire. La part de la Métropole reste à verser dans son intégralité.

L'échelonnement du versement du solde des participations est prévu ainsi :

Pour la Ville :

- 2016 : 30 997 euros
- 2017 : 6 560 euros

Ces versements ont été actés par la signature de l'avenant tripartite n°15 à la concession d'aménagement.

Pour la Métropole :

- 2017 : 4 000 000 d'euros
- 2018 : 6 000 000 d'euros
- 2019 : 6 000 000 d'euros
- 2020 : 1 000 000 d'euros
- 2021 : 5 258 683 d'euros

□ Avance :

Une avance de 12,5 millions d'euros approuvée dans le cadre de la convention d'aménagement a été versée par la Ville et doit être remboursée à la Métropole par l'aménageur en fin de concession.

□ Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2015, la trésorerie de l'opération se situe à + 2 276 934 euros. Le solde de trésorerie prévisionnel pour 2015 dans le CRAC 2014 était estimé à + 6 188 461 euros. Cet écart est lié comme évoqué précédemment sur l'année 2015 à des dépenses plus importantes que celles prévues et des recettes moindres.

□ Avenant n° 16 à la convention de concession d'aménagement :

Le présent avenant a pour objet de modifier l'échéancier de versement de la participation de la collectivité à l'équilibre du bilan dont le montant, comme indiqué précédemment, est inchangé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Convention de concession d'aménagement de la Capelette T 1600911 CO passée avec la SOLEAM – 9ème et 10ème arrondissements – Approbation du CRAC au 31 décembre 2015 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant

16 à la convention de concession d'aménagement ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la convention de concession d'aménagement de la Capelette T 1600911 CO passée avec la SOLEAM – 9ème et 10ème arrondissements – Approbation du CRAC au 31 décembre 2015 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 16 à la convention de concession d'aménagement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Convention de concession d'aménagement de la Capelette T 1600911 CO passée avec la SOLEAM – 9ème et 10ème arrondissements – Approbation du CRAC au 31 décembre 2015 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 16 à la convention de concession d'aménagement ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	121
Voix Contre	0
Abstentions	23

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI - Sophie CELTON - Patrick MAGRO - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 017-355/16/CT

■ ZAC du Vallon Regny - 9ème arrondissement de Marseille - Convention passée avec la Soleam - Approbation du compte rendu à la collectivité au 31 décembre 2015 - Approbation de la participation du concédant à l'équilibre du bilan - Approbation du coût des équipements publics restants à la charge de la Métropole - Approbation de l'avenant 10 à la convention de concession d'aménagement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 16/15028/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « ZAC du Vallon Regny - 9ème arrondissement de Marseille - Convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 - Approbation de la participation du concédant à l'équilibre du bilan - Approbation du coût des équipements publics restants à la charge de la Métropole - Approbation de l'avenant 10 à la convention de concession d'aménagement T1600916C0 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9ème arrondissement en limite avec le 10ème et entre les trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gypsis, la ZAC du Vallon Regny couvre un territoire d'environ 34 hectares.

Le projet urbain porté par la ZAC est centré sur quatre objectifs principaux :

- créer un nouveau quartier d'habitat mixte en y intégrant une fonction économique,
- constituer un cœur de quartier regroupant l'ensemble des fonctions propres à une centralité de proximité (commerces, équipements scolaires, maison de quartier),
- s'appuyer sur les axes structurants que constituent le boulevard Urbain Sud et la traverse Régny pour organiser une trame viaire classique (rues, places, mails),
- laisser une place importante au végétal dans un site très fortement marqué par la présence de grands espaces paysagers : le parc de Maison Blanche et le parc de l'hôpital Salvator.

Ce projet d'une constructibilité globale de 96 600 m² de plancher permettra notamment de développer environ un millier de logements.

Par délibération 05/0564/TUGE du 20 juin 2005, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation et la création de la Zone d'Aménagement Concertée dite «du Vallon Régny».

Par délibération 05/0840/TUGE du 18 juillet 2005, le Conseil Municipal a décidé de sélectionner un aménageur, après consultation, en vue de concéder l'aménagement de la ZAC.

A l'issue de cette consultation, l'offre de Marseille Aménagement a été retenue et le Conseil Municipal a approuvé la convention de concession par délibération 06/0205/TUGE du 27 mars 2006, avec un budget d'aménagement de 40 113 292 Euros.

Le dossier de réalisation de la ZAC du Vallon Régny a été approuvé par délibération 07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération VOI/3/079/CC du 12 février 2007 a approuvé le Programme des Équipements Publics relevant de sa compétence dont le Boulevard Urbain Sud (BUS).

Avancement global de l'opération :

Depuis sa création, le développement de la ZAC du Vallon Regny a été largement freiné par différents recours de la part des riverains envers les documents d'urbanisme, le dossier de réalisation ou certains permis de construire.

Par ailleurs, l'absence d'une planification des travaux relatifs à la réalisation du Boulevard Urbain Sud permettant d'ouvrir ce futur quartier sur le reste de l'agglomération a également contribué à retarder la commercialisation et la mise en œuvre opérationnelle de la ZAC.

Seuls quelques aménagements de voiries et espaces publics ont été réalisés par l'aménageur comme l'élargissement de l'avenue Grand Pré et d'une partie de l'ancien chemin de Cassis ainsi que les espaces publics situés à proximité du nouveau Collège Gypis

(place Didier Garnier). Des aménagements visant à mieux relier la nouvelle entrée du Collège aux portions des contre-allées du boulevard Urbain Sud existantes ont été récemment engagés.

Afin de fluidifier la circulation du secteur, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a décidé de réaliser de manière anticipée les prolongements des contre-allées entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard Paul Claudel. La réalisation de ces voiries et la maîtrise foncière ont été confiées à la SOLEAM par une convention de mandat lors du Conseil Communautaire du 28 juin 2013.

En outre, une refonte du projet initial, qui ne correspond plus aux ambitions de la collectivité, est aujourd'hui souhaitée par la Ville de Marseille et la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

Dans ce contexte, la SOLEAM a lancé fin 2015 une consultation visant à désigner un urbaniste-conseil qui devra réinterroger tout le projet initial, en intégrant les projets en cours de développement.

C'est le groupement formé par l'Agence Nicolas Michelin et Associés, Florence Mercier et Inddigo qui a été retenu.

Au regard de ce contexte il a été acté lors de l'approbation du dernier CRAC de proroger de 5 années la durée de cette concession d'aménagement et de fixer son échéance au 22 mai 2023.

Par ailleurs, il est apparu nécessaire de mettre à jour le Programme des Équipements Publics de la ZAC afin de tenir compte :

- du transfert de la concession d'aménagement à la Métropole,
- de l'ajustement du chiffrage des équipements en fonction des études de maîtrise d'oeuvre et des travaux menés à ce jour,
- de la modification de la répartition de la prise en charge du coût des différents équipements entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole,
- des besoins suscités par l'évolution prévisible de l'urbanisation du quartier aux franges de la ZAC.

Ce Programme des Équipements Publics modifié a été approuvé par le Conseil de Métropole du 17 Octobre 2016.

D'autre part, pour répondre à la nouvelle dynamique immobilière constatée aux abords de la ZAC, le Conseil de la Métropole a approuvé lors de la même séance, un Projet Urbain Partenarial et une première

convention à signer avec les sociétés VINCI Immobilier et COFFIM Méditerranée.

Approbation des Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) successifs par la Ville de Marseille alors concédant de l'opération :

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2006, a été approuvé par délibération de la Ville de Marseille 07/0720/TUGE du 16 juillet 2007 avec un prix de revient total de 45 058 883 euros.

Les CRAC arrêtés au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008 n'ont pas enregistré de variations budgétaires notables.

Le CRAC, établi au 31 décembre 2009, a été approuvé par délibération 10/1062/DEVDD du 25 octobre 2010, avec une prorogation de cinq ans de la durée de la concession.

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2010, a été approuvé par délibération 11/0868/DEVDD du 17 octobre 2011, avec un prix de revient total de 45 849 821 euros en baisse de 256 574 euros par rapport à l'année précédente, et un montant prévisionnel des recettes à 45 024 597 Euros. Cette baisse de recettes due à la diminution du prix de cession des logements sociaux a déterminé une participation de la Ville à l'équilibre du bilan de 825 224 euros. Par ailleurs, une avance financière de la Ville à l'opération d'un montant de 4,5 millions d'Euros a été consentie à l'opération avec un premier versement prévue en 2014.

Le CRAC établi au 31 décembre 2011 a été approuvé par délibération 12/0547/DEVDD du 25 juin 2012. Des surcoûts ont été enregistrés par l'opération, liés aux frais de portage des dépenses en l'absence de recettes de cession. La participation de la Ville a été portée à 1 512 647 euros. Par ailleurs le versement de l'avance financière de la Ville à l'opération d'un montant de 4,5 millions d'Euros a été avancé à 2012 et son remboursement a été planifié en fin de concession.

Le CRAC arrêté au 31 décembre 2012 a été approuvé par délibération 13/0474/DEVDD du 17 juin 2013. La participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan est restée inchangée au regard du bilan précédent. L'échéancier du versement de la participation a été modifié.

L'avenant 6 notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion-absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération 14/803/UAGP du 10 octobre 2014 avec un prix de revient total de 46 174 282 euros, en hausse de 859 116 Euros par rapport au CRAC

précédent et une participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan d'un montant de 1 512 647 euros inchangée au regard du bilan précédent. Un échéancier de versement de la rémunération sur dépenses de l'aménageur, prise en partie par anticipation, a fait l'objet d'un avenant 7.

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par la délibération 15/0471/UAGP avec un prix de revient total de 53 606 857 euros. Il a été approuvé la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire prévu au Programme des Équipements Publics et la participation de la Ville à cet équipement d'un montant de 6 300 000 Euros. Ont été approuvés également :

- l'avenant 8 à la convention de concession portant sur la prorogation de 5 ans de la durée de la concession, la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire et la participation de la Ville au coût de cet équipement
- l'avenant 1 à la convention d'avance de trésorerie portant sur le report de la date du remboursement en 2020 au lieu de 2018.

Par délibération 15/1016/UAGP du 26 Octobre 2015, l'avenant 2 à la convention d'avance de trésorerie portant l'avance consentie de 4 500 000 Euros à 9 500 000 euros a été approuvé.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 s FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/cc, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement de la ZAC du Vallon Regny relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21/12/2015 FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31/12/2015 par arrêté préfectoral du 28/12/2015.

A compter de sa création, le 01/01/2016, la Métropole d'Aix-Marseille Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ; elle se substitue à cette dernière dans ses

droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28/12/2015.

Dans ce cadre, un avenant 9 à la concession d'aménagement en date du 17/06/2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le T1600916C0.

Egalement, un avenant 3 à la convention d'avance de trésorerie signé le 17 juin 2016 a substitué la Métropole à la Ville. Cette convention porte le numéro T1600915C0.

L'objet du présent rapport est de soumettre au Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité concernant la ZAC du Vallon Regny établi au 31 décembre 2015 et l'avenant 10 à la convention de concession d'aménagement passée avec SOLEAM.

Activité de la concession sur l'année 2015 :

En 2015, l'aménageur a poursuivi des négociations amiables en vue de la maîtrise foncière des emprises nécessaires à la réalisation de la U522. Une parcelle a été acquise auprès de la SCI Marseille chemin de Cassis.

Les études préalables à la seconde phase de commercialisation qui avaient été engagées en 2014 se sont poursuivies au 1er trimestre mais ont été stoppées au regard de la volonté de refonte du projet initial.

Par ailleurs :

- l'aménageur a achevé les travaux du cheminement du Collège Vallon de Toulouse de même que plusieurs interventions sur les réseaux existants.
- il a engagé les travaux de viabilisation et de desserte de l'îlot I.
- de petits travaux de finition liés à l'élargissement de l'ancien chemin de Cassis et de l'avenue Grand Pré ont été réalisés.

Perspectives pour l'année 2016 :

L'aménageur devra poursuivre les négociations pour l'acquisition des parcelles d'assiette de la U522.

Les études seront consacrées à la reprise du projet urbain par le nouvel urbaniste-conseil.

En ce qui concerne les travaux :

Les travaux de viabilisation du centre de gérontologie réalisés sur l'îlot I engagés en 2015, ont été finalisés au 1er trimestre 2016 ainsi que l'installation d'une clôture permettant de sécuriser l'usage du terrain de sport depuis le parvis du Collège Gyptis.

Des travaux d'entretien des terrains maîtrisés par l'aménageur, notamment l'élagage des arbres et la gestion des dépôts sauvages seront engagés. Des clôtures seront installées, tout en ménageant des accès piétons.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2015 s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses engagées s'élèvent à 2 632 116 euros en baisse de 310 312 euros par rapport aux prévisions liées principalement au report des études relatives aux travaux, décalés en attente de la réinterrogation du projet, et à la non consommation des aléas sur travaux.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2015 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 19 728 074 euros soit 28% du budget prévisionnel à terme. Il se répartit sur les postes suivants :

- budget études : 191 640 euros soit 26% de réalisation par rapport au budget prévisionnel
- budget foncier : 12 515 307 euros soit 87% de réalisation par rapport au budget prévisionnel
- budget travaux : 4 655 829 euros soit 16% de réalisation par rapport au budget prévisionnel
- budget dépenses annexes (y compris TVA résiduelle) 1 567 305 Euros soit 18% de réalisation par rapport au budget prévisionnel
- budget frais financiers : 797 993 euros soit 92% de réalisation par rapport au budget prévisionnel

Le montant total des dépenses envisagées, au terme de l'opération s'élève à 68 991 851 Euros.

Il se répartit selon les postes suivants :

- Études : 737 169 euros soit 1% du coût de l'opération
- Foncier : 14 398 196 euros soit 21% du coût de l'opération
- Travaux : 28 279 489 euros soit 41% du coût de l'opération
- Groupe Scolaire : 15 560 621 euros soit 23% du coût de l'opération
- Dépenses annexes : 8 620 255 euros soit 12% du coût de l'opération
- Frais financiers : 1 396 122 euros soit 2% du coût de l'opération

Le montant total des dépenses à terme est en augmentation de 15 384 995 euros par rapport au dernier bilan approuvé.

Cet écart se justifie essentiellement par :

- une augmentation de 222 336 euros du budget études du fait des études urbaines liées à la refonte du projet de la ZAC.

- une augmentation de 1 887 337 euros du budget travaux d'aménagement essentiellement lié à un ajustement des montants avec les coûts réels constatés suite aux derniers travaux réalisés ainsi qu'un réajustement des montants par le dossier PRO des travaux restant à réaliser (sur la base du projet actuellement validé) et donc susceptibles d'être remis en question.

- une augmentation de 9 260 621 euros concernant le budget des équipements scolaires du fait de la réévaluation de leur capacité pour répondre aux besoins générés par les projets en frange de la ZAC d'une part, les estimations ayant également été reprises sur la base des ratios constatés lors des constructions récentes d'autre part.

- une augmentation de 354 427 euros du poste Charges de gestion lié au besoin croissant de gestion des terrains du fait de leur accessibilité nouvelle, de la mise en place d'une communication de projet, de l'augmentation de la provision pour imprévus.

- une augmentation de 87 501 euros du poste Rémunérations lié à l'évolution des dépenses et recettes de l'opération.

- une augmentation de 3 380 501 euros du poste TVA résiduelle lié à la modification du régime fiscal des cessions.

- une augmentation de 192 272 euros du poste Frais Financier qui suit l'évolution du niveau de trésorerie de l'opération.

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 1 516 440 euros avec un écart de - 293 067 euros par rapport aux prévisions, essentiellement dû au report de la vente d'une parcelle en 2016.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2015 :

Au 31 décembre 2015, le montant des recettes cumulées hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements, s'élève à 4 610 158 euros et laisse apparaître un taux d'avancement de 10% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération.

Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- Cession de charges foncières : 4 489 505 Euros soit 9,30% du budget prévisionnel à terme
- Produit locatifs : 31 723 euros soit 67,17% du budget prévisionnel à terme
- Produits divers : 88 011 euros soit 97,76% du budget prévisionnel à terme

- Produits financiers : 919 euros soit 1,41% du budget prévisionnel à terme

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 48 441 579 euros hors participation des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements, en hausse de 2 647 369 euros par rapport au dernier bilan approuvé.

Cette hausse des recettes s'explique essentiellement par la hausse du poste cessions foncières pour un montant de 2 914 920 Euros du fait de la modification du régime fiscal de cessions de la ZAC Vallon Régný, avec une TVA sur prix total, et non sur la marge comme prévue jusqu'alors.

La hausse de ce poste est légèrement compensée par une diminution 291 154 euros des postes produits divers et financiers par rapport au dernier CRAC approuvé.

Ce montant se décompose de la manière suivante :

- les cessions de charges foncières : 48 239 239 euros (69% des recettes de l'opération)
- produits divers et locatifs: 137 243 euros (0,20% des recettes de l'opération)
- les produits financiers : 65 097 euros (0,09% des recettes de l'opération)

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération correspond à l'écart entre dépenses et recettes à terme. Elle s'élève à 1 512 647 euros, inchangée par rapport au dernier CRAC approuvé au 31 décembre 2014. Le paiement de cette participation a fait l'objet d'un versement par la Ville de Marseille, précédent concédant, en février 2015.

Le bilan dégage un boni de 893 562 euros qui sera à affecter ou à restituer au concédant en fonction des orientations d'aménagement qui seront validées à l'issue des études urbaines en cours menées par le nouvel urbaniste-conseil.

Participations affectées aux équipements publics :

Cette participation d'un montant de 19 931 188 euros se décline en :

- une participation de la Ville de Marseille de 15 560 621 euros pour la réalisation des équipements scolaires nécessaires aux besoins de la ZAC et à ceux générés par les futures opérations immobilières situées dans ses franges.

- une participation de 4 124 906 euros de la Métropole au coût de certains équipements publics (voie U522 et Traverse Régný) qui ne sont pas mis en totalité à la charge de l'aménageur.

Participation de la Ville de Marseille aux équipements scolaires :

Le groupe scolaire nécessaire aux besoins du futur quartier devait initialement être réalisé par la Ville de Marseille. Lors de l'approbation du CRAC arrêté au 31 décembre 2014, il a été acté de faire réaliser cet équipement par l'aménageur dans le cadre de la concession.

La prise en compte des besoins supplémentaires générés par les opérations de construction aux abords de la ZAC nécessite de redimensionner cet équipement et porte la participation globale de la Ville de Marseille à 15 560 621 euros correspondant au coût de réalisation, à l'acquisition du foncier, aux études, honoraires et à la rémunération du concessionnaire.

Le versement de cette participation a fait l'objet d'une convention financière entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole approuvée au Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 et au Conseil Municipal du 3 octobre 2016.

Participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur :

Elle s'élève à 4 124 906 euros du fait de la répartition de la prise en charge des coûts de réalisation des équipements publics de la ZAC telle que prévue au programme des équipements publics modifié approuvé au Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

L'échéancier de versement envisagé est le suivant :

2017 :	981 983 euros
2018 :	1 255 377 euros
2019 :	582 130 euros
2020 :	88 051 euros
2021 :	369 465 euros
2022 :	585 303 euros
2023 :	262 597 euros

Avance :

Afin de financer un déficit de trésorerie provisoire, une avance d'un montant de 4 500 000 euros a été versée par la Ville de Marseille en 2012. Par ailleurs une augmentation de cette avance d'un montant de 5 000 000 euros actée par délibération de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015 a été versée par la Ville en 2016. Son remboursement par l'aménageur reste planifié en un seul versement prévu en 2021.

Rémunération sur dépenses, prise par anticipation :

La ZAC Régný a été freinée dans sa réalisation. Ceci entraîne un retard de rémunération pour l'aménageur. Ainsi, il a été acté lors de l'approbation du CRAC au 31

décembre 2013 de payer par anticipation une part de la rémunération sur dépenses.

La rémunération sur dépenses représente 1 379 614 euros selon le montant des dépenses actuel. Au 31 décembre 2015, l'aménageur a déjà perçu 251 372 euros de rémunération et 300 444 euros d'avance sur rémunération.

Avenant 10 à la convention de concession d'aménagement :

Il a pour objet d'approuver le montant de la participation du Concédant aux équipements publics et l'échéancier de versement ainsi que le nouvel échéancier de versement des rémunérations sur dépenses prises par anticipation.

Solde de Trésorerie :

Il est négatif au 31 décembre 2015 pour un montant de – 9 105 269 euros.

Emprunts :

Les emprunts contractés au 31 décembre 2015 s'élèvent à 12 000 000 euros et ont été remboursés. Un emprunt de 6 000 000 euros sera contracté en 2017 par l'aménageur pour pallier la trésorerie négative de l'opération. Les remboursements s'étaleront entre 2019 et 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant

élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « ZAC du Vallon Regny - 9ème arrondissement de Marseille - Convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 - Approbation de la participation du concédant à l'équilibre du bilan - Approbation du coût des équipements publics restants à la charge de la Métropole - Approbation de l'avenant 10 à la convention de concession d'aménagement T1600916C0 ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la ZAC du Vallon Regny - 9ème arrondissement de Marseille - Convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 - Approbation de la participation du concédant à l'équilibre du bilan - Approbation du coût des équipements publics restants à la charge de la Métropole - Approbation de l'avenant 10 à la convention de concession d'aménagement T1600916C0 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « ZAC du Vallon Regny - 9ème arrondissement de Marseille - Convention passée avec la SOLEAM -

Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 - Approbation de la participation du concédant à l'équilibre du bilan - Approbation du coût des équipements publics restants à la charge de la Métropole - Approbation de l'avenant 10 à la convention de concession d'aménagement T1600916C0 ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Abstentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

URB 018-356/16/CT

■ **Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Saisine du Conseil de la Métropole - Engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Réalisation de l'Hôpital Privé de Marseille**
DUFVS 16/14989/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune de Marseille a saisi la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, par délibération du 16 décembre 2015, afin qu'elle engage une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille afin de permettre la réalisation de l'Hôpital Privé de Marseille (HPM).

En effet, un projet de regroupement de l'Hôpital Privé Marseille - Beauregard et de l'Hôpital Privé Marseille-Vert Coteau est prévu sur le site de l'ancien collège Louis Armand dans le 12ème arrondissement.

Ce projet de regroupement des deux établissements s'inscrit dans une logique d'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins par la construction d'un Hôpital privé neuf d'environ 700 lits et 800 places de parking en sous-sol, mieux adapté aux contraintes réglementaires et sanitaires actuelles.

Cependant, la réalisation de ce projet, nécessite que les règles fixées par le Plan Local d'Urbanisme en vigueur soient adaptées.

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du PLU, qui permet notamment d'adapter les dispositions du PLU par rapport à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général.

Aussi, la finalisation du projet, ainsi que les modifications à apporter au PLU, permettent désormais d'engager la procédure susmentionnée.

Toutefois, depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) est créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Elle exerce, sur le territoire de Marseille Provence (anciennement Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole), la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et de documents en tenant lieu, et plus particulièrement celle relative aux procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité desdits documents d'urbanisme.

Par délibération en date du 30 juin 2016 le Conseil de la Métropole, dans le cadre des textes en vigueur, a défini la répartition des compétences concernant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs.

L'objet du présent rapport est de saisir le Conseil de la Métropole afin d'engager la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour permettre la réalisation de l'Hôpital Privé de Marseille (HPM).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Conseil de l'Environnement ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille du 16 décembre 2015 demandant à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole d'engager la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant l'élection de Monsieur Guy TEISSIER qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la commune de Marseille a, par délibération du 16 décembre 2015, saisi la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole afin d'engager la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille ;
- Que depuis le 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de PLU et de documents en tenant lieu, et plus particulièrement pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité desdits documents ;
- Que, conformément à la délibération Cadre du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille Provence, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire décide de demander au Conseil de la Métropole d'engager la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille afin de permettre la réalisation de l'Hôpital Privé de Marseille.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	121
Voix Contre	6
Abstentions	17

Adoptée

Ont voté contre :

Sophie CELTON - Patrick MAGRO - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

URB 019-357/16/CT

■ **Plan Local d'Urbanisme de la commune du Rove**
- **Bilan de la mise à disposition au public et approbation de la modification n°4s**

Avis du Conseil de Territoire **DUFSV 16/14990/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence

dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération « Plan Local d'Urbanisme de la commune du Rove - Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification n°4s » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) exerce, sur le territoire Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La procédure de modification n°4s du PLU du Rove a été demandée par délibération du Conseil Municipal du 24 mars 2016, auprès du Conseil de Territoire Marseille Provence afin de majorer le pourcentage de la servitude de mixité sociale sur le site des Grameniers, sis chemin des Coulets, de supprimer le périmètre d'études sur ce même site, de modifier un emplacement réservé de voirie et enfin, de corriger des erreurs matérielles.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme, relèvent d'une procédure de modification qui a pu être conduite sous forme simplifiée telle que la prévoit le Code de l'urbanisme.

Par délibération du 24 juin 2016, le Conseil de Territoire Marseille Provence a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°4s du Plan Local d'Urbanisme du Rove, sous la forme simplifiée et de définir les modalités de mise à disposition du dossier au public, conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°4s du Plan Local d'Urbanisme du Rove, sous la forme simplifiée.

Par arrêté n°16/469/CM du 12 août 2016, le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°4s du PLU du Rove, conduite selon la procédure simplifiée prévue par le Code de l'urbanisme.

Par arrêté n°16/001/CT du 23 août 2016, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence a déterminé les modalités de la mise à disposition au

public du projet de modification n°4s du PLU du Rove. Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- un dossier comprenant le projet de modification, l'exposé de ses motifs ainsi qu'un registre dans lequel le public a pu consigner ses observations, a été déposé en mairie du Rove et au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence durant un mois, du lundi 29 août 2016 au mercredi 28 septembre 2016 inclus.
- le dossier a été également consultable sur le site internet de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, durant la même période.
- un avis au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » et « la Marseillaise » les 18 août et 30 août 2016.

A l'issue de la mise à disposition du dossier au public, aucune observation n'a été portée aux registres.

Le Conseil Municipal de la commune du Rove a, par délibération du 22 novembre 2016, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°4s de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La délibération n°HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy TEISSIER en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Plan Local d'Urbanisme de la commune du Rove - Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification n°4s ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au bilan de la mise à disposition au public et à l'approbation de la modification n°4s du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Rove ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Plan Local d'Urbanisme de la commune du Rove - Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification n°4s ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Abstentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

URB 020-358/16/CT

■ Schéma de Cohérence Territoriale métropolitain - Prescription - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 16/15067/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La loi Solidarité et Renouvellement urbains du 13 décembre 2000 a institué le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT). Elle a été complétée par différents textes : la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, la loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006, le décret sur l'évaluation environnementale du 27 mai 2005. Les grands principes sont : le développement durable, la mixité sociale, la création de logements aidés, l'économie du foncier, la maîtrise des déplacements automobiles, la cohérence entre les politiques de transport et d'urbanisme, la protection de l'environnement et de l'agriculture, la concertation.

La Loi "Grenelle 1" du 3 août 2009 et la loi "Grenelle 2" du 12 juillet 2010 ont introduit une nouvelle génération de SCOT dont le rôle est largement renforcé. Les nouveautés pour les SCOT sont : prendre en compte le climat et l'énergie ; préserver et restaurer la biodiversité ; préciser des objectifs chiffrés de réduction de la consommation d'espace ; développer des communications numériques. Le Grenelle de la Mer permet de compléter les engagements du Grenelle de l'Environnement sur les problématiques qui concernent plus spécifiquement la mer et le littoral.

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) publiée le 26 mars 2014 renforce le rôle intégrateur et stratégique du SCOT, qui devient le document de référence pour les PLU(i). Elle introduit de nouveaux enjeux à prendre en compte, comme : la qualité paysagère, la mise en valeur des ressources naturelles ou encore les temps de déplacement. Le SCOT doit désormais transposer les « dispositions pertinentes des Chartes de Parcs Naturels Régionaux ».

Le contexte du SCOT de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée le 1^{er} janvier 2016. Elle exerce de plein droit la

compétence en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), conformément à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Il s'agit d'une compétence exclusive du Conseil de la Métropole AMP (article L. 5218-7 du CGCT).

Le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est aujourd'hui couvert par cinq SCOT exécutoires :

- Le SCOT de Marseille Provence Métropole, approuvé le 29 juin 2012 par l'ancienne Communauté urbaine Marseille Provence Métropole,
- Le SCOT de l'Agglomération Provence, approuvé le 15 avril 2013 par l'ancienne Communauté d'agglomération Agglomération Provence,
- Le SCOT du Pays d'Aubagne et de Gréasque, approuvé le 18 décembre 2013 par l'ancien Syndicat mixte regroupant l'ancienne Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et la commune de Gréasque,
- Le SCOT Ouest Etang de Berre, approuvé le 22 octobre 2015 par l'ancien Syndicat mixte regroupant l'ancien Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et l'ancienne Communauté d'agglomération du Pays de Martigues,
- Le SCOT du Pays d'Aix, approuvé le 17 décembre 2015 par l'ancienne Communauté d'agglomération du Pays d'Aix.

L'article 39 de la loi NOTRe impose désormais à la Métropole d'Aix-Marseille Provence d'engager l'élaboration d'un SCOT métropolitain avant le 31 décembre 2016.

Par délibération n° HN 010-143/16/CM du 28 avril 2016, la Métropole d'Aix-Marseille Provence a proposé que le périmètre de son SCOT corresponde au périmètre du territoire métropolitain. En application des articles L. 143-4 à L. 143-7 du Code de l'urbanisme, après avoir sollicité l'avis des Conseils Départementaux du Var, du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône, l'autorité compétente de l'Etat a suivi la proposition de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et arrêté le périmètre du SCOT métropolitain par arrêté préfectoral du 13 octobre 2016.

Le Conseil de la Métropole est donc aujourd'hui en mesure de prescrire l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale sur son périmètre.

Les objectifs du SCOT de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Conformément aux articles L. 141-1 à L. 141-28 du Code de l'urbanisme, le Schéma de Cohérence Territoriale est le document cadre qui fixe les objectifs en matière d'aménagement du territoire métropolitain jusqu'en 2040. Il vise à mettre en cohérence

l'ensemble des politiques d'aménagement à l'échelle métropolitaine : urbanisme, habitat, économie, déplacements, équipements... Pour cela, il fixe les orientations générales de l'organisation de l'espace et de la restructuration de ceux déjà urbanisés et déterminent les grands équilibres entre les espaces urbains ou à urbaniser et les espaces agricoles, naturels ou forestiers.

La procédure d'élaboration est définie aux articles L. 143-17 à L. 143-27 du Code de l'urbanisme et sera conduite par la Métropole d'Aix-Marseille Provence, en association avec les Territoires et les communes membres. Le Conseil de développement de la Métropole sera également associé à l'élaboration du SCOT. A ce titre, il sera consulté à chaque étape importante de la procédure.

Conformément à l'article L. 131-1 du Code de l'urbanisme, le Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole d'Aix-Marseille Provence doit être compatible avec notamment :

- Les dispositions particulières de la loi littoral, telles qu'elles ont été déclinées dans la Directive territoriale d'aménagement (DTA) des Bouches-du-Rhône approuvée par l'Etat en mai 2007,
- Les règles générales du fascicule du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) dont la prescription a eu lieu le 4 novembre 2016,
- Les chartes approuvées de parcs naturels régionaux (PNR) du Luberon, des Alpilles et de la Camargue, tout en tenant compte de celle en cours d'élaboration pour le futur PNR de la Sainte-Baume,
- La charte du Parc National des Calanques (PNC), adoptée avec la création du Parc le 18 avril 2012,
- Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin (SDAGE) Rhône-Méditerranée entré en vigueur le 20 décembre 2015,
- Les objectifs de protection définis par les Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Arc du 23 mars 2014,
- Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée arrêté le 7 décembre 2015, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ce plan,
- Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports de Marseille-Provence, Istres, et Salon-de-Provence, Salon-Eyguières, Berre-la Fare et Aix-les Milles.

Conformément à l'article L. 131-3 du Code de l'urbanisme, le Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole d'Aix-Marseille Provence prend en compte :

- Les objectifs du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET),
- Le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) adopté par arrêté préfectoral le 26 novembre 2014,
- Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine prévus à l'article L. 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime,
- Les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics,
- Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L. 515-3 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L. 142-1 du Code de l'urbanisme, sont compatibles avec le Schéma de Cohérence Territoriale, notamment, les plans locaux d'urbanisme (PLU) communaux et intercommunaux, les plans de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV), les programmes locaux de l'habitat (PLH), les plans de déplacements urbains (PDU), la délimitation des périmètres d'intervention prévus à l'article L. 113-16, les opérations foncières et les opérations d'aménagement définies par décret en Conseil d'Etat, les autorisations prévues aux articles L. 752-1 du code du commerce et L. 212-7 du code du cinéma et de l'image animée, les permis de construire tenant lieu d'autorisation commerciale prévus à l'article L. 425-4.

A travers l'élaboration du SCOT métropolitain, pour conforter sa dynamique territoriale, la Métropole d'Aix-Marseille Provence porte une double ambition

- définir son projet stratégique de territoire, pour construire un avenir durable et partagé jusqu'en 2040,
- donner à ce projet une traduction spatiale permettant de le décliner à toutes les échelles, et au travers notamment d'une stratégie foncière.

Les études, travaux et concertations à mener dans le cadre de l'élaboration du SCOT s'appuieront plus particulièrement sur les objectifs suivants :

Affirmer le positionnement du territoire métropolitain et garantir son rayonnement :

- Conforter les projets relatifs à la grande accessibilité, qui relie le territoire métropolitain à l'échelle régionale, nationale et internationale,
- Consolider l'industrie, développer l'économie de la connaissance, conforter la place portuaire et les espaces de son hinterland, soutenir les filières d'excellence et les projets structurants associés, renforcer les économies de proximité, y compris l'économie agricole,
- Renforcer l'attractivité, à partir de ses richesses paysagères, patrimoniales et

littorales, de ses équipements structurants, en renforçant ses atouts touristiques et événementiels, et en s'appuyant sur les spécificités des territoires,

- Promouvoir un développement durable et solidaire, par un meilleur accès aux aménités, en développant et diversifiant l'offre de logements, en renforçant la cohésion territoriale.

Structurer le développement et limiter la consommation d'espace :

- Préserver et valoriser les espaces naturels, agricoles et littoraux et se doter des outils d'une gestion intégrée et cohérente,
- S'appuyer sur les atouts de la multipolarité, point d'appui pour équilibrer le territoire, décliner et hiérarchiser les objectifs de développement,
- Renforcer les infrastructures de déplacements, particulièrement en transports collectifs, mieux les connecter et mieux les articuler avec le développement urbain, en s'appuyant particulièrement sur les « hubs » métropolitains et globalement sur les pôles multimodaux existants et ceux dont les projets sont définis,
- Identifier des espaces stratégiques de développement et leur place dans la multipolarité, définir leur vocation (urbaine, économique, commerciale...), l'intensité et les modalités de leur développement,
- Identifier les espaces de renouvellement, d'extension et ceux de protection.

Privilégier la qualité et le cadre de vie, et préserver les spécificités et identités des territoires :

- Préserver les paysages naturels et urbains à différentes échelles, valoriser le patrimoine architectural et urbain dans toutes ses dimensions, protéger les ressources naturelles (eau, matériaux...),
- Renforcer la qualité urbaine et architecturale à différentes échelles, dans le respect des identités locales, avec un souci particulier des limites et espaces de franges,
- Accroître la mixité urbaine et fonctionnelle, développer la proximité (équipements, services, commerces...), promouvoir les modes actifs de déplacements.

Les modalités de la concertation du SCOT métropolitain :

Conformément aux articles L. 103-2 à L. 103-6 du Code de l'urbanisme, le Schéma de Cohérence Territoriale fait l'objet d'une concertation associant les habitants, les associations locales et toutes les personnes concernées.

Les finalités de la concertation sont les suivantes :

- Donner au public une information claire tout au long de la concertation,
- Sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet,
- Permettre au public de formuler des observations et propositions.

La durée de la concertation :

La concertation se déroulera de la prescription du SCOT jusqu'à l'arrêt du projet de SCOT.

Les modalités de la concertation :

Pendant toute la durée de la concertation, sont mises en place les modalités de concertation suivantes :

- Un dossier de concertation sera mis à disposition du public au siège de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, aux sièges de chacun des 6 Conseils de Territoire, dans chacune des 92 mairies des communes composant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Ce dossier se composera d'un registre destiné à recevoir les observations du public et de documents d'information relatifs à la procédure, mis à jour au fil de son avancée.
- Une exposition de panneaux, évolutifs au fil de l'avancement de la démarche, se tiendra au siège de la Métropole d'Aix-Marseille Provence et aux sièges de chacun des 6 Conseils de Territoire.
- Une rubrique "SCOT" du site internet de la Métropole informera le public sur la procédure et son avancement.
- Plusieurs réunions publiques seront organisées, au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, et selon les étapes, dans chacun des sièges des Conseils de Territoire, notamment lors de la définition du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et lors de la mise en forme du projet de SCOT avant arrêt du projet par le Conseil de la Métropole.
- Le public pourra s'exprimer et faire connaître ses observations et propositions tout au long de la concertation, selon les modalités suivantes : en les signant dans les registres susmentionnés ; et/ou en les adressant par écrit à :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
Concertation sur le SCOT
Les Docks – Atrium 10.7 BP 48014 – 13567
Marseille Cédex 02

Et/ou en les adressant par voie électronique à l'adresse suivante :
scot-concertation@ampmetropole.fr

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-143/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 proposant la délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 13 octobre 2016, pris conjointement par le préfet des Bouches-du-Rhône, le préfet du Var et le préfet du Vaucluse, portant délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ;

- Que par délibération du 28 avril 2016, la Métropole d'Aix Marseille-Provence a proposé que le périmètre du SCOT métropolitain corresponde au périmètre du territoire de la Métropole ;
- Que par arrêté préfectoral du 13 octobre 2016, l'autorité compétente de l'Etat a approuvé ce périmètre ;
- Que le Conseil de la Métropole d'Aix Marseille-Provence va prescrire l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale sur son périmètre le 15 décembre 2016.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence décide de donner un avis favorable sur la prescription par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale sur son périmètre.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable aux objectifs poursuivis suivants :

Affirmer le positionnement du territoire métropolitain et garantir son rayonnement :

- Conforter les projets relatifs à la grande accessibilité, qui relie le territoire métropolitain à l'échelle régionale, nationale et internationale,
- Consolider l'industrie, développer l'économie de la connaissance, conforter la place portuaire et les espaces de son hinterland, soutenir les filières d'excellence et les projets structurants associés, renforcer les économies de proximité, y compris l'économie agricole,
- Renforcer l'attractivité, à partir de ses richesses paysagères, patrimoniales et littorales, de ses équipements structurants, en renforçant ses atouts touristiques et événementiels, et en s'appuyant sur les spécificités des territoires,
- Promouvoir un développement durable et solidaire, par un meilleur accès aux aménités, en développant et diversifiant l'offre de logements, en renforçant la cohésion territoriale.

Structurer le développement et limiter la consommation d'espace :

- Préserver et valoriser les espaces naturels, agricoles et littoraux et se doter des outils d'une gestion intégrée et cohérente,
- S'appuyer sur les atouts de la multipolarité, point d'appui pour équilibrer le territoire, décliner et hiérarchiser les objectifs de développement,

- Renforcer les infrastructures de déplacements, particulièrement en transports collectifs, mieux les connecter et mieux les articuler avec le développement urbain, en s'appuyant particulièrement sur les « hubs » métropolitains et globalement sur les pôles multimodaux existants et ceux dont les projets sont définis,
- Identifier des espaces stratégiques de développement et leur place dans la multipolarité, définir leur vocation (urbaine, économique, commerciale...), l'intensité et les modalités de leur développement,
- Identifier les espaces de renouvellement, d'extension et ceux de protection.

Privilégier la qualité et le cadre de vie, et préserver les spécificités et identités des territoires :

- Préserver les paysages naturels et urbains à différentes échelles, valoriser le patrimoine architectural et urbain dans toutes ses dimensions, protéger les ressources naturelles (eau, matériaux...),
- Renforcer la qualité urbaine et architecturale à différentes échelles, dans le respect des identités locales, avec un souci particulier des limites et espaces de franges,
- Accroître la mixité urbaine et fonctionnelle, développer la proximité (équipements, services, commerces...), promouvoir les modes actifs de déplacements.

Article 3 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable aux modalités de la concertation ainsi définies, conformément aux dispositions des articles L. 103-2 à L. 103-6 du Code de l'Urbanisme :

Pendant toute la durée de la concertation, sont mises en place les modalités de concertation suivantes :

- Un dossier de concertation sera mis à disposition du public au siège de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, aux sièges de chacun des 6 Conseils de Territoire, dans chacune des 92 mairies des communes composant la Métropole d'Aix-Marseille Provence, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Ce dossier se composera d'un registre destiné à recevoir les observations du public et de documents d'information relatifs à la procédure, mis à jour au fil de son avancée.
- Une exposition de panneaux, évolutifs au fil de l'avancement de la démarche, se tiendra au siège de la Métropole d'Aix-Marseille Provence et aux sièges de chacun des 6 Conseils de Territoire.
- Une rubrique "SCOT" du site internet de la Métropole informera le public sur la procédure et son avancement.
- Plusieurs réunions publiques seront organisées, au siège de la Métropole d'Aix-

Marseille Provence, et selon les étapes, dans chacun des sièges des Conseils de Territoire, notamment lors de la définition du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et lors de la mise en forme du projet de SCOT avant arrêt du projet par le Conseil de la Métropole.

Le public pourra s'exprimer et faire connaître ses observations et propositions tout au long de la concertation, selon les modalités suivantes : en les consignant dans les registres susmentionnés ; et/ou en les adressant par écrit à :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence
Concertation sur le SCOT
Les Docks – Atrium 10.7 BP 48014 – 13567
Marseille Cédex 02

Et/ou en les adressant par voie électronique à l'adresse suivante :
scot-concertation@ampmetropole.fr

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	101
Voix Contre	6
Abstentions	37

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Marie MUSTACHIA-Antoine MAGGIO

Marie-Arlette CARLOTTI- Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB- Josette FURACE - Samia GHALI - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Éric SCOTTO.Gérard POLIZZI

Ont voté contre :

Sophie CELTON - Patrick MAGRO - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE Georges ROSSO

URB 021-359/16/CT

■ Elaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence - Débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable DTDSV 16/14986/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 sur la Simplification de la vie des entreprises (SVE) et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, fixe les dates limites pour l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux, et notamment celle concernant le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), qui doit avoir lieu avant le 27 mars 2017.

Dans ce contexte législatif contraint, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) par délibération du 22 mai 2015. Par délibération préalable, adoptée le même jour, elle a défini les modalités de collaboration avec les communes pour cette procédure. Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est créée. Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

En vertu de l'article L 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole.

De ce fait, la Métropole d'Aix-Marseille Provence, par délibération prise le 28 avril 2016, a poursuivi la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) amorcée par l'ancienne communauté urbaine, sur le Territoire Marseille Provence.

L'élaboration de ce PLUi a donc bien avancé, permettant d'établir un avant-projet du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Celui-ci constitue la « colonne vertébrale » du futur PLUi. Il exprime les enjeux du territoire, définit les stratégies et les choix d'aménagement. Il constitue la déclinaison du projet politique du territoire en matière d'aménagement et d'urbanisme.

Il définit notamment les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques. Il fixe aussi les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Ce PADD est composé d'un cahier global traitant de l'ensemble du Territoire Marseille Provence et de 18 cahiers communaux.

Les orientations générales du cahier global s'articulent autour de 4 axes principaux :

- Pour une ambition et un positionnement métropolitains ;
- Pour un écrin vert et bleu préservant le cadre de vie ;
- Pour une organisation structurée du développement ;
- Pour un urbanisme raisonné et durable.

Ces axes principaux couvrant le Territoire Marseille Provence sont complétés par des cahiers communaux, qui déclinent ces orientations générales et ces objectifs définis à l'échelle du Territoire dans chacune des 18 communes membres.

La préparation de ce PADD a fait l'objet d'une concertation étoffée, aussi bien auprès des Personnes Publiques Associées, des acteurs du territoire que de la population. Ainsi, 5 réunions publiques ont eu lieu : jeudi 29 septembre 2016, portant sur l'ensemble du Territoire Marseille Provence : lundi 3 octobre 2016, portant sur la ville de Marseille ; mardi 4 octobre 2016, portant sur les 3 autres communes du bassin Centre (Allauch, Plan-de-Cuques et Septèmes-les-Vallons) ; lundi 10 octobre 2016, portant sur les 8 communes du bassin Ouest (Marignane, Saint-Victoret, Gignac-la-Nerthe, Châteauneuf-les-Martigues, Le Rove, Ensues-la-Redonne, Carry-le-Rouet et Sausset-les-Pins) ; mardi 11 octobre 2016, portant sur les 6 communes du bassin Est (Gémenos, Carnoux-en-Provence, Roquefort-la-Bédoule, Cassis, Ceyreste et La Ciotat).

Conformément à la délibération n°AEC 001-1009/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 définissant les modalités de collaboration avec les communes, ce cet avant-projet du PADD a été présenté par le Président du Conseil de Territoire aux maires des 18 communes membres, lors de la conférence intercommunale des maires du 7 novembre 2016. Les élus communaux et territoriaux ont ainsi pu débattre collectivement des orientations générales de ce document.

Au cours du mois de novembre 2016, les élus municipaux ont débattu de ces orientations générales au sein des conseils municipaux, conformément à l'article L. 134-13 du Code de l'urbanisme, et les communes membres ont donné leur avis sur

l'avant-projet de PADD, conformément à la délibération du 22 mai 2015 précitée.

Enfin, comme prévu par l'article L. 134-13 du Code de l'urbanisme et par la délibération n°HN 076-206/16 CM du Conseil Métropolitain du 28 avril 2016 (délibération Cadre) relative à la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire, le PADD doit être présenté en Conseil de Territoire Marseille Provence, pour un débat sur ses orientations générales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 sur la Simplification de la vie des entreprises (SVE) et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-13 et L 153-12 ;
- La délibération n° AEC 001-1009/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 définissant les modalités de collaboration avec les communes dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ;
- La délibération n° AEC 002-1010/15/CC du Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015 prescrivant l'élaboration du PLUi et définissant les objectifs et les modalités de la concertation ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 076-206/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 (délibération Cadre) relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire pour la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal – Conseil de Territoire n°1 ;
- La délibération n° HN 077-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 prescrivant la poursuite de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Conseil de Territoire n°1 ;
- La conférence intercommunale qui s'est tenue le 7 novembre 2016, et le compte rendu établi lors de cette conférence ;
- Les avis favorables des Conseils Municipaux des 18 communes membres du Territoire Marseille Provence réunis sur l'« avant-projet de PADD » : Cassis le 9 novembre 2016 ; La Ciotat le 14 novembre 2016 ; Plan-de-Cuques le 16 novembre 2016 ; Septèmes-les-Vallons le 17 novembre 2016 ; Châteauneuf le 22 novembre 2016 ; Le Rove le 22 novembre 2016 ; Saint-Victoret le 22 novembre 2016 ; Gignac-la-Nerthe le 29 novembre 2016 ; Ceyreste le 1^{er} décembre 2016 ; Gémenos le 7 décembre 2016 ; Carnoux-en-Provence le 1^{er} décembre 2016 ; Roquefort-la-Bédoule le 5 décembre 2016 ; Marseille le 5 décembre 2016 ; Sausset-les-Pins le 12 décembre 2016 ; Allauch le 8 décembre 2016 ; Ensues-la-Redonne le 8 décembre 2016 ; Carry-le-Rouet le 5 décembre 2016 ; Marignane le 12 décembre 2016.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la loi SVE fixe les dates limites pour l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux, et notamment celle concernant le débat sur les orientations générales du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD), qui doit avoir lieu avant le 27 mars 2017 ;

- Que, dans ce cadre législatif contraint, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a défini les modalités de collaboration avec les communes et engagé la procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), dans le cadre de deux délibérations prises le 22 mai 2015 ;
- Que après sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille Provence a défini la répartition des compétences entre le Conseil Métropolitain et le Conseil de Territoire pour la procédure de PLUi dans une délibération-cadre prise le 28 avril 2016, et a poursuivi l'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence par une délibération prise à la même date ;
- Que dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUi par le Conseil de Territoire Marseille Provence un avant-projet de Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) a été établi ;
- Que la conférence intercommunale des maires du Territoire Marseille Provence réunie le 7 novembre 2016 a permis aux Maires d'échanger sur l'avant-projet de PADD et de débattre de ses orientations générales ;
- Que par courrier en date du 8 novembre 2016, Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence a invité chaque maire à soumettre à l'avis de son Conseil Municipal l'avant-projet de Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLUi et à débattre en Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) (conformément à l'article L 153-12 du Code de l'Urbanisme) et ce, en tenant compte des différents échanges intervenus lors de la conférence intercommunale du 7 novembre 2016 ;
- Que les Conseils Municipaux des 18 communes membres du Territoire Marseille Provence ont donné un avis favorable à l'« avant-projet de PADD » : Cassis le 9 novembre 2016 ; La Ciotat le 14 novembre 2016 ; Plan-de-Cuques le 16 novembre 2016 ; Septèmes-les-Vallons le 17 novembre 2016 ; Châteauneuf le 22 novembre 2016 ; Le Rove le 22 novembre 2016 ; Saint-Victoret le 22 novembre 2016 ; Gignac-la-Nerthe le 29 novembre 2016 ; Ceyreste le 1^{er} décembre 2016 ; Gémenos le 7 décembre 2016 ; Carnoux-en-Provence le 1^{er} décembre 2016 ; Roquefort-la-Bédoule le 5 décembre 2016 ; Marseille le 5 décembre 2016 ; Sausset-les-Pins le 12 décembre 2016 ; Allauch le 8 décembre 2016 ; Ensues-la-Redonne le 8 décembre 2016 ; Carry-le-Rouet le 5 décembre 2016 ; Marignane le 12 décembre 2016 ;

- Que les conseils municipaux ont débattu des orientations générales du Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLUi ;
- Que le Conseil de Territoire a débattu des orientations générales du Projet d'aménagement et de développement durable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte, dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence, du débat sur les orientations générales du Projet d'aménagement et de développement durable qui s'est tenu en son sein.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	101
Voix Contre	23
Abstentions	20

Adoptée

Se sont abstenus :

Marie-Arlette CARLOTTI- Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB- Josette FURACE - Samia GHALI - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO Roger RUZÉ - Éric SCOTTO.Gérard POLIZZI

Marie MUSTACHIA- Antoine MAGGIO

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Sophie CELTON - Patrick MAGRO - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

***** ***Commission "Habitat, Politique de la Ville"*** *****

HPV 001-360/16/CT

■ Attribution d'une subvention pour l'année 2017 à l'association Ciotat Emploi Initiatives, gestionnaire du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi MPM Est

DHCS 16/14967/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté urbaine, compétente en matière d'insertion par l'économique, s'est engagée dans le développement d'une stratégie communautaire à l'échelle de son territoire dès sa création.

Cette intervention reposait sur trois PLIE développés selon les spécificités des trois bassins qui composent la communauté urbaine :

- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Est
- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Centre
- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Ouest

L'objectif étant de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés sociales ou professionnelles.

Les PLIE, en coordonnant les acteurs du développement économique et ceux du développement social d'un même territoire, permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. Marseille Provence Métropole soutient les structures associatives gestionnaires de ces PLIE, conformément aux protocoles d'accord qui définissent leur mise en œuvre et les engagements financiers des différents partenaires.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la Communauté urbaine est devenue organisme intermédiaire pour la gestion du FSE des trois PLIE.

De nouveaux protocoles ont été élaborés en 2012 pour les 3 PLIE de MPM ; ces protocoles qui couvrent la période 2013-2017 et fixent entre autre les modalités de participation des différents financeurs des PLIE et du FSE, ont été approuvés par le Conseil de Communauté du 26 octobre 2012.

Par ailleurs, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a souhaité verser un fonds de concours pour l'accompagnement à l'emploi des bénéficiaires des trois PLIE à la Communauté urbaine à partir de

2012. Une nouvelle convention de fonds de concours couvrant les années 2015, 2016 et 2017 a été validée par le Bureau de Communauté le 9 octobre 2014.

La subvention de fonctionnement accordée à chacun des trois PLIE est fixée dans les protocoles : elle correspond désormais

- à l'animation du Plan et aux actions qu'ils conduisent en interne,
- à certaines actions transverses menées par un des PLIE pour le compte des trois autres (l'égalité femmes-hommes, l'animation territoriale de l'insertion par l'économique, la prospective emploi),
- aux prestations d'accompagnement à l'emploi qui seront confiées par les PLIE à des opérateurs après mise en concurrence
- et à l'animation des clauses d'insertion dans les marchés publics et privés.

L'EPCI restant maître d'ouvrage de prestations parmi lesquelles :

- l'assistance technique apportée aux trois PLIE dans la conduite de leurs actions,
- l'évaluation,
- la communication qui relève des obligations requises par le FSE, l'autre partie, étant gérée directement par chacun des trois PLIE.

Le protocole d'accord du PLIE MPM Est concerne les communes de Carnoux-en-Provence, Cassis, Ceyreste, Gémenos, La Ciotat, Roquefort-la-Bédoule. Couvrant les années 2013-2017, il a été approuvé par le Conseil de Communauté du 26 octobre 2012.

Les objectifs de ce protocole d'accord pour 2013-2017 sont les suivants :

- 1 550 participants accompagnés à l'emploi dont 1250 nouvelles entrées (soit 250 participants par an),
- 1 250 participants concluront leur parcours avant la fin du protocole, dont 50 % en insertion professionnelle réussie (soit 625 personnes au total et 125 par an).

Au 1er janvier 2016, 238 personnes étaient en parcours actif ; du 1er janvier au 1er octobre 2016, 158 personnes supplémentaires ont été intégrées. Soit un total de 396 personnes suivies à ce jour en 2016.

Au 1er octobre 2016, on dénombrait 68 sorties positives, dont 7 en formation qualifiante.

Compte tenu de ce bilan et des engagements pris dans le protocole d'accord, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui est substituée de plein droit à la Communauté urbaine versera sa participation annuelle qui s'élève désormais à 300 000 euros ; ce montant intégrant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui s'élève à 210 000 euros et le remboursement du solde de l'avance faite à titre exceptionnel par la communauté urbaine en 2015, soit 40 000 euros.

Les modalités de versement de ces subventions en 2015, 2016 et 2017 font l'objet d'une convention n°15-1241 signée le 11 mai 2015 avec l'association de gestion du PLIE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La circulaire DGEFP 99/40 du 21 décembre 1999 sur le développement des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi ;
- La délibération RNOV 003-603/12/CC du 26 octobre 2012 approuvant le protocole d'accord 2013-2017 du PLIE MPM Est ;
- La délibération RNOV 005-677/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant la stratégie d'intervention de MPM dans les programmes européens 2014-2020 ;
- La délibération HPV 001-389/14/BC du 9 octobre 2014 approuvant la convention de fonds de concours du Conseil Général à la Communauté urbaine pour l'accompagnement à l'emploi des trois PLIE pour 2015, 2016 et 2017 ;
- La délibération HPV 007-611/14/CC du 19 décembre 2014 approuvant la candidature de MPM pour être organisme

intermédiaire au titre de la programmation du FSE 2014-2020 ;

- La délibération HPV 014-966/15/CC du 10 avril 2015 accordant à l'association Ciotat Emploi Initiatives une subvention exceptionnelle à titre d'avance remboursée en 2016 et 2017 ;
- Le Programme Opérationnel National 2014-2020 du Fonds Social Européen pour l'emploi et l'inclusion en métropole adopté par la Commission européenne le 10 octobre 2014 ;
- Le protocole d'accord du PLIE MPM Est 2013-2017 signé le 30 avril 2013 ;
- La convention n°15-1241 d'attribution de subventions signée entre MPM et l'association Ciotat Emploi Initiatives le 11 mai 2015.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'insertion par l'économique ;
- Que la Métropole, par substitution de plein droit à la Communauté urbaine est signataire du protocole d'accord du PLIE MPM Est ;
- Que la Communauté urbaine est depuis 2010 organisme intermédiaire gestionnaire des crédits du FSE ;
- Que le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a décidé de verser sa participation pour l'accompagnement à l'emploi des trois PLIE à la Communauté urbaine à partir de 2012 et a renouvelé cet engagement en 2015, 2016 et 2017.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 300 000 euros pour l'année 2017 (dont 90 000 euros de fonds propres et 210 000 euros représentant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône) à l'association « Ciotat Emploi Initiatives » pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Métropole Est.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole – Sous-politique E120 – Nature 6574 - Fonction 65.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	19

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI - Antoine MAGGIO – Marie MUSTACHIA

HPV 002-361/16/CT

■ Attribution d'une subvention pour l'année 2017 à l'association gestionnaire du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi MPM Ouest

DHCS 16/14970/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté urbaine, compétente en matière d'insertion par l'économique, s'est engagée dans le développement d'une stratégie communautaire à l'échelle de son territoire.

Cette intervention reposait sur trois PLIE développés selon les spécificités des trois bassins qui composent la Communauté urbaine :

- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Est
- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Centre
- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Ouest

L'objectif étant de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés sociales ou professionnelles.

Les PLIE, en coordonnant les acteurs du développement économique et ceux du développement social d'un même territoire,

permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. Marseille Provence Métropole soutient les structures associatives gestionnaires de ces PLIE, conformément aux protocoles d'accord qui définissent leur mise en œuvre et les engagements financiers des différents partenaires.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la Communauté urbaine est devenue organisme intermédiaire pour la gestion du FSE des trois PLIE. De nouveaux protocoles ont été élaborés en 2012 pour les 3 PLIE de MPM ; ces protocoles qui couvrent la période 2013-2017 et fixent entre autre les modalités de participation des différents financeurs des PLIE et du FSE, ont été approuvés par le Conseil de communauté du 26 octobre 2012.

Par ailleurs, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a souhaité verser un fonds de concours pour l'accompagnement à l'emploi des bénéficiaires des trois PLIE à la Communauté Urbaine à partir de 2012. Une nouvelle convention de fonds de concours couvrant les années 2015, 2016 et 2017 a été validée par le Bureau de Communauté du 9 octobre 2014.

La subvention de fonctionnement accordée à chacun des trois PLIE est fixée dans les protocoles : elle correspond désormais

- à l'animation du Plan et aux actions qu'ils conduisent en interne,
- à certaines actions transverses menées par un des PLIE pour le compte des trois autres (l'égalité femmes-hommes, l'animation territoriale de l'insertion par l'économique, la prospective emploi),
- aux prestations d'accompagnement à l'emploi qui seront confiées par les PLIE à des opérateurs après mise en concurrence
- et à l'animation des clauses d'insertion dans les marchés publics et privés.

L'EPCI restant maître d'ouvrage de prestations parmi lesquelles :

- l'assistance technique apportée aux trois PLIE dans la conduite de leurs actions,
- l'évaluation,
- la communication qui relève des obligations requises par le FSE, l'autre partie, étant gérée directement par chacun des trois PLIE...

Le protocole d'accord du PLIE MPM Ouest concerne les communes de Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, le Rove, Marignane, Saint-Victoret et Sausset-les-Pins. Couvrant les années 2013-2017, il a été approuvé par le Conseil de Communauté du 26 octobre 2012.

Au 1er janvier 2016, 324 personnes, dont 162 femmes étaient en parcours actif ; du 1er janvier au 1er octobre 2016, 189 personnes supplémentaires, dont 95 femmes, ont été intégrées. Soit un total de 513 personnes suivies à ce jour en 2016.

Au 1er octobre 2016, on dénombrait 60 sorties positives, dont 13 en formation qualifiante. En ce qui concerne les clauses d'insertion, le nombre d'heures réalisées sur les 9 premiers mois de 2016 a été d'environ 16 500.

Compte tenu de ce bilan et des engagements pris dans le protocole d'accord, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui est substituée de plein droit à la Communauté urbaine versera sa participation annuelle qui s'élève désormais à 295 000 euros et qui inclut la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour un montant de 160 000 euros.

Les modalités de versement de ces subventions en 2015, 2016 et 2017 font l'objet d'une convention n°15-1150 signée le 2 avril 2015 avec l'association de gestion du PLIE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La circulaire DGEFP 99/40 du 21 décembre 1999 sur le développement des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi ;
- La délibération RNOV 003-603/12/CC du 26 octobre 2012 approuvant le protocole d'accord 2013-2017 du PLIE MPM Ouest ;
- La délibération RNOV 005-677/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant la stratégie d'intervention de MPM dans les programmes européens 2014-2020 ;
- La délibération HPV 001-389/14/BC du 9 octobre 2014 approuvant la convention de fonds de concours du Conseil Général à la Communauté Urbaine pour l'accompagnement à l'emploi des trois PLIE pour 2015, 2016 et 2017 ;
- La délibération HPV 007-611/14/CC du 19 décembre 2014 approuvant la candidature de MPM pour être organisme intermédiaire au titre de la programmation du FSE 2014-2020 ;
- Le Programme Opérationnel National 2014-2020 du Fonds Social Européen pour l'emploi et l'inclusion en métropole adopté par la Commission européenne le 10 octobre 2014 ;
- Le protocole d'accord du PLIE MPM Ouest 2013-2017 signé le 30 avril 2013;
- La convention n°15-1150 d'attribution de subventions signée entre MPM et l'association du PLIE MPM Ouest le 2 avril 2015.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'insertion par l'économie ;
- Que la Métropole, par substitution de plein droit à la Communauté urbaine est signataire du protocole d'accord du PLIE MPM Ouest ;
- Que la Communauté urbaine est depuis 2010 organisme intermédiaire gestionnaire des crédits du FSE et souhaite continuer à l'être ;
- Que le Conseil Général des Bouches-du-Rhône a décidé de verser sa participation pour l'accompagnement à l'emploi des 3 PLIE à la Communauté urbaine à partir de 2012 et a renouvelé cet engagement pour 2015, 2016 et 2017.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 295 000 euros pour l'année 2017 (dont 160 000 euros représentant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône) à l'association du PLIE MPM Ouest pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Métropole Ouest.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole – Sous-politique E120 - Nature 6574 - Fonction 65.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	19

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI - Antoine MAGGIO – Marie MUSTACHIA

HPV 003-362/16/CT

**■ Attribution d'une subvention pour l'année 2017 à l'association Emergence(s) Compétences Projets, gestionnaire du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi MPM Centre
DHCS 16/14969/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté urbaine, compétente en matière d'insertion par l'économie, s'est engagée dans le développement d'une stratégie communautaire à l'échelle de son territoire.

Cette intervention reposait sur trois PLIE développés selon les spécificités des trois bassins qui composent la communauté urbaine :

- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Est
- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Centre
- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Ouest

L'objectif étant de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés sociales ou professionnelles.

Les PLIE, en coordonnant les acteurs du développement économique et ceux du développement social d'un même territoire, permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. L'EPCI soutient les structures associatives gestionnaires de ces PLIE, conformément aux protocoles d'accord qui définissent leur mise en œuvre et les engagements financiers des différents partenaires.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la Communauté urbaine est devenue organisme intermédiaire pour la gestion du FSE des trois PLIE.

Enfin, de nouveaux protocoles ont été élaborés en 2012 pour les trois PLIE de MPM ; ces protocoles qui couvrent la période 2013-2017 et fixent entre autre les modalités de participation des différents financeurs des PLIE et du FSE, ont été approuvés par le Conseil de Communauté du 26 octobre 2012

Par ailleurs, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a souhaité verser un fonds de concours pour l'accompagnement à l'emploi des bénéficiaires des 3 PLIE à la Communauté urbaine à partir de 2012. Une nouvelle convention de fonds de concours couvrant les années 2015, 2016 et 2017 a été validée par le Bureau de Communauté le 9 octobre 2014.

La subvention de fonctionnement accordée à chacun des trois PLIE est fixée dans les protocoles : elle correspond désormais

- à l'animation du Plan et aux actions qu'ils conduisent en interne,
- à certaines actions transverses menées par un des PLIE pour le compte des trois autres (l'égalité femmes-hommes, l'animation territoriale de l'insertion par l'économique, la prospective emploi),
- aux prestations d'accompagnement à l'emploi qui seront confiées par les PLIE à des opérateurs après mise en concurrence
- et à l'animation des clauses d'insertion dans les marchés publics et privés.

L'EPCI restant maître d'ouvrage de prestations parmi lesquelles :

- l'assistance technique apportée aux trois PLIE dans la conduite de leurs actions,
- l'évaluation,
- la communication qui relève des obligations requises par le FSE, l'autre partie, étant gérée directement par chacun des trois PLIE
- ...

Le protocole d'accord du PLIE MPM Centre concerne les communes d'Allauch, Marseille, Plan-de-Cuques et Septèmes-les-Vallons. Couvrant les années 2013-2017, il a été approuvé par le Conseil de Communauté du 26 octobre 2012.

Les objectifs pour 2013 à 2017 sont les suivants :

- 5 600 adhérents accompagnés à l'emploi, dont 4 500 nouvelles entrées (soit 900 nouveaux adhérents par an),
- 4 400 adhérents concluront leur parcours avant la fin du protocole, dont 50% en insertion professionnelle réussie (soit 2 200 personnes au total, et 440 par an).

Au 1er janvier 2016, 1 308 personnes étaient en parcours actif ; du 1er janvier au 1er octobre 2016, 656 personnes supplémentaires ont été intégrées. Soit un total de 1 964 personnes suivies à ce jour en 2016. Au 1er octobre 2016, on dénombrait 332 sorties positives, dont 60 en formation qualifiante. En ce qui concerne les clauses d'insertion, le nombre d'heures réalisées sur les neuf premiers mois de l'année 2016 a été d'environ 207 000 heures.

Compte tenu de ce bilan et des engagements pris dans le protocole d'accord, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui est substituée de plein droit à la Communauté urbaine versera sa participation annuelle qui s'élève désormais à 1 415 000 euros, ce montant intégrant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui s'élève à 350 000 euros.

Les modalités de versement de ces subventions font l'objet de la convention n°15-1146 signée le 2 avril 2015 avec l'association de gestion du PLIE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant

élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La circulaire DGEFP 99/40 du 21 décembre 1999 sur le développement des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi ;
- La délibération RNOV 003-603/12/CC du 26 octobre 2012 approuvant le protocole d'accord 2013-2017 du PLIE MPM Centre ;
- La délibération RNOV 005-677/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant la stratégie d'intervention de MPM dans les programmes européens 2014-2020 ;
- La délibération HPV 001-389/14/BC du 9 octobre 2014 approuvant la convention de fonds de concours du Conseil Général à la Communauté urbaine pour l'accompagnement à l'emploi des trois PLIE pour 2015, 2016 et 2017 ;
- La délibération HPV 007-611/14/CC du 19 décembre 2014 approuvant la candidature de MPM pour être organisme intermédiaire au titre de la programmation du FSE 2014-2020 ;
- Le Programme Opérationnel National 2014-2020 du Fonds Social Européen pour l'emploi et l'inclusion en métropole adopté par la Commission européenne le 10 octobre 2014 ;
- Le protocole d'accord du PLIE MPM Centre 2013-2017 signé le 30 avril 2013 ;
- La convention d'attribution de subventions n°15-1146 signée le 2 avril 2015 entre l'association Emergence(s) Compétences Projets et MPM pour les années 2015 à 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'insertion par l'économie ;
- Que la Métropole, par substitution de plein droit à la Communauté urbaine est signataire du protocole d'accord du PLIE MPM Centre ;
- Que la Communauté urbaine est depuis 2010 organisme intermédiaire gestionnaire des crédits du FSE et souhaite continuer à l'être ;
- Que le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a décidé de verser sa participation pour l'accompagnement à l'emploi des trois

PLIE à la communauté urbaine à partir de 2012 et a renouvelé cet engagement en 2015, 2016 et 2017.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 1 415 000 euros pour l'année 2017 (dont 350 000 euros représentant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône) à l'association « Emergence(s) Compétences Projets » pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Métropole Centre.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole – Sous-politique E120 - Nature 6574 - Fonction 65.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	19

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI - Antoine MAGGIO - Marie MUSTACHIA

HPV 004-363/16/CT

**■ Attribution de subventions aux Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) en Zones de Sécurité Prioritaires de Marseille - Approbation de conventions
DHCS 16/14971/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des échanges suscités par le Pacte de sécurité et de cohésion sociale, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole s'est engagée à contribuer au financement des Ateliers et Chantiers

d'insertion engagés dans les Zones de Sécurité Prioritaires de Marseille.

Les Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) ont pour objet l'embauche et la mise en situation de travail de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. Les personnes ainsi recrutées sont titulaires d'un contrat de travail et bénéficient d'un suivi, d'un accompagnement, d'un encadrement technique et d'une formation en vue de faciliter leur insertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable. La durée des contrats des personnes recrutées en ACI est de six mois minimum.

Les Ateliers et Chantiers d'Insertion sont mis en œuvre par des associations qui proposent des activités se situant dans le champ de l'économie sociale et solidaire : leurs activités peuvent s'exercer dans l'ensemble des secteurs économiques dès lors que les avantages et aides octroyées par l'Etat ne créent pas de distorsion de concurrence et que les emplois ainsi créés ne se substituent pas à des emplois privés ou publics existants. Les biens et services qu'ils produisent peuvent être commercialisés. Les recettes retirées ne peuvent couvrir qu'une part inférieure à 30% des charges liées à ces activités.

Le financement des Ateliers et Chantiers d'Insertion est majoritairement assuré par l'Etat, ainsi que par d'autres partenaires : Région, Conseil Départemental, EPCI et communes.

A l'issue de cette période de travail, environ 40% des salariés ont retrouvé un emploi ou se sont engagés dans une formation qualifiante.

Cette mise en situation professionnelle combinée à un accompagnement individuel offre à chaque bénéficiaire la possibilité de progresser pour satisfaire aux critères d'embauche des employeurs et regagner, au terme de ce parcours d'insertion, le marché ordinaire du travail.

La mise en œuvre d'Ateliers et Chantiers d'Insertion dans les quartiers prioritaires constitue un moyen efficace d'accompagner les opérations globales de sécurité et de cohésion sociale. En effet, les chantiers concernés contribuent directement à :

- L'amélioration du cadre de vie des sites concernés,
- Une offre d'emplois de parcours pour les jeunes et les adultes,
- Une alternative sérieuse aux activités parallèles,
- La baisse des tensions sur le marché du travail.

Les principes d'intervention adoptés par le Conseil de Communauté du 18 juillet 2014 pour guider la sélection des Ateliers et Chantiers d'Insertion et les montants financiers proposés sont les suivants :

- un critère de localisation : être situé dans l'une des cités sensibles des Zones de Sécurité Prioritaires Nord et Sud,
- un critère concernant le public : retenir dans les effectifs recrutés une proportion significative d'adhérents du PLIE MPM Centre,
- un critère concernant le partenariat : être en lien avec les équipes des GIP Politique de la Ville et Marseille Rénovation Urbaine, ainsi qu'avec les associations du quartier,
- un critère concernant la filière économique : utiliser comme support des emplois en cohérence avec l'activité économique du territoire.

Les Ateliers et Chantiers d'Insertion retenus pour la programmation 2016 répondent à ces critères ; ils ont été agréés par le conseil départemental de l'insertion par l'activité économique et ont sollicité l'EPCI pour une subvention.

Des subventions pour un montant de 100 500 euros positionnées au budget 2016 de la Métropole sont accordées aux projets proposés ce jour, au prorata du nombre d'Equivalents Temps Pleins accueillis dans chaque chantier.

Les subventions sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financière, comptables et fiscales.

Seuls, les dossiers d'associations dont les documents administratifs sont réglementaires figurent dans la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil de Territoire d'attribuer les subventions sollicitées, soit 100 500 euros, et d'approuver les conventions définissant les modalités de versement de chacune de ces subventions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HPV 006-346/14/CC du Conseil de Communauté du 18 juillet 2014 sur les principes d'intervention de Marseille Provence Métropole en faveur des ateliers et chantiers d'insertion dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- La demande de l'Etat de contribuer à la mise en œuvre du Pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière d'insertion par l'économique ;
- Qu'elle souhaite développer une politique d'aide des personnes en insertion vers l'emploi, dans les Zones de Sécurité Prioritaires de Marseille.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation des actions décrites en annexe, dont les montants figurent dans la colonne « Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Conseil de Territoire Marseille Provence » du tableau pour un montant total de 100 500 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 et suivant de la Métropole, Sous-politique E120 - Nature 6574 - Fonction 65.

Article 3 :

Sont approuvées les conventions ci-annexées.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer les conventions annexées.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	19

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI - Antoine MAGGIO - Marie MUSTACHIA

HPV 005-364/16/CT

■ Approbation d'un avenant 8 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine et d'un avenant 4 à son protocole d'application - Désignations

Avis du Conseil de Territoire DHCS 16/14974/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un avenant n°8 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine et d'un avenant n°4 à son protocole d'application - Désignations » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) pour le Grand Projet de Ville (GPV) « Marseille - Septèmes » a été créé par arrêté préfectoral du 17 avril 2003.

Ses instances ont été mises en place le 17 juillet 2003. Les conditions de son fonctionnement ont été définies par la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public, approuvée par le Conseil de Communauté du 14 février 2003, complétée par un protocole d'application approuvé par le Conseil de Communauté du 27 juin 2003.

La création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016 a entraîné de facto le transfert à ce nouvel EPCI des droits et obligations détenues jusqu'alors par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole dans le GIP Marseille Rénovation Urbaine (9,6% des droits).

Avec les lois de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014, de programmation pour la ville du 21 février 2014, et celle du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce désormais la compétence en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain. Les communes participent elles aussi à la mise en œuvre des programmes, selon les modalités définies par le contrat de ville et les conventions signées avec l'Agence de Rénovation Urbaine.

Conséquence de ces bouleversements législatifs, il est proposé de modifier la répartition des droits et obligations dans le GIP à masse constante entre la Ville de Marseille et la Métropole et d'adapter les participations financières de ces deux membres du GIP aux charges du groupement.

De façon à respecter l'équilibre général du Groupement et à ne pas modifier l'implication de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de la Ville de Septèmes-les-Vallons, de la Caisse des dépôts et consignations et de l'Agence Régionale HLM PACA et Corse, le Conseil d'Administration du GIP et son Assemblée Générale ont adopté le 4 octobre 2016 les modifications suivantes :

- La convention constitutive est modifiée comme suit :

Article de la convention constitutive	Situation actuelle		Modification proposée
Article 11 « Droits et Obligations »	Ville de Marseille	31,9%	6,5%
	Métropole	9,6%	35%
		41,50%	41,50%
Article 18.2 « AG/Composition »	Ville de Marseille	3 sièges	1 siège
	Métropole	1 siège	3 sièges
		4 sièges	4 sièges
Article 10.3 « AG/Modalités de vote »	Ville de Marseille	319/1000	65/1000
	Métropole	96/1000	350/1000
		415/1000	415/1000
Article 19.3 « CA/Modalités de vote »	Ville de Marseille	319/1000	65/1000
	Métropole	96/1000	350/1000
		415/1000	415/1000

- Le protocole d'application de la convention constitutive est modifié comme suit :

Comme la Ville de Marseille et la Communauté urbaine prennent en charge les dépenses non financées par les autres partenaires, le ratio de 77,1% du solde à la

charge de la Ville de Marseille et 22,9% du solde à la charge de la Communauté urbaine est inversé en cohérence avec la nouvelle répartition des droits : il devient 16% du solde à la charge de la Ville de Marseille, 84% du solde la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette disposition n'a pas d'incidence sur le calcul des participations des autres partenaires du GIP.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'adopter un avenant n°8 à la convention constitutive du GIP Marseille Rénovation Urbaine et un avenant n°4 à son Protocole d'application, ainsi que de désigner ses représentants à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'un avenant n°8 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine

et d'un avenant n°4 à son protocole d'application – Désignations ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un avenant n°8 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine et d'un avenant n°4 à son protocole d'application – Désignations ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant n°8 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine et d'un avenant n°4 à son protocole d'application, ainsi que sur la désignations des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration du GIP Marseille Rénovation Urbaine.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Abstentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

HPV 006-365/16/CT

■ Approbation d'un avenant 1 à la convention pour le projet de requalification du centre ancien de Marignane dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés

Avis du Conseil de Territoire DHCS 16/14973/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un avenant n°1 à la convention pour le projet de requalification du centre ancien de Marignane dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le projet de requalification du centre ancien dégradé de Marignane a été retenu au titre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) géré par l'ANRU et l'Anah.

Il s'agit d'un projet transversal qui mobilise toutes les procédures existantes pour résoudre les problèmes de dégradation, d'insalubrité et de vacance qui touchent les immeubles du centre ancien de la ville. Ce volet « habitat » est complété par la rénovation des espaces publics et des équipements, ainsi que par une série d'actions visant à dynamiser le commerce et mettre en valeur le patrimoine.

La convention PNRQAD a été signée le 17 février 2012 entre la Ville de Marignane, l'Etat (ANRU, Anah),

la Région, le Département, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, la Caisse des dépôts et consignations, 13 Habitat et l'UESL.

L'engagement financier est aujourd'hui d'un peu plus de 17 millions d'euros, avec la réalisation d'opérations majeures telles que la rénovation du Cours Mirabeau et de l'Avenue Jean Jaurès, la création du guichet unique de services publics, du Musée Raimu, plusieurs démolitions dans le centre historique ou encore 1,347 millions d'euros d'aides à la réhabilitation versés aux propriétaires privés.

Comme tout programme de rénovation urbaine, la requalification du centre ancien s'est mise en œuvre avec certains aléas et réorientations non prévus initialement.

Il s'agit donc aujourd'hui d'entériner des évolutions du programme déjà effectives ou en cours dans un avenant n°1 à la convention initiale, avec :

- la suppression de la percée Jaurès Covet (bâtiment au 35 avenue Jean Jaurès) et l'installation dans ce bâtiment de la maison du projet urbain réalisée en régie,
- l'implantation du Musée Raimu dans le bâtiment initialement prévu pour la maison du projet urbain,
- l'implantation des services de la Ville Place Camille Desmoulins,
- la relocalisation de la Police Municipale Place Camille Desmoulins,
- l'intégration de l'opération « Baux à réhabilitation » avec le PACT 13 (5 bâtiments terminés à ce jour),
- le positionnement des 12 logements sociaux demandés par l'Etat dans l'opération du Vieux Pigeonnier,
- l'extension du périmètre d'OPAH RU,
- la suppression de l'opération « city stade » (pas de site adéquat d'implantation sur le périmètre).

Par ailleurs, la mise en œuvre des opérations de requalification d'îlots du centre historique s'est trouvée confrontée à plusieurs contretemps administratifs ou opérationnels : non éligibilité de la commune à la prise en charge du coût des fouilles archéologiques,

procédure RHI non validée par la commission nationale pour l'îlot h2, articulation complexe entre les phases aménageurs et constructeur...

Cet avenant vise donc également à acter certains changements de procédure (d'un traitement en Résorption d'Habitat Insalubre RHI à une Opération de Requalification d'îlot dégradé) ou de maîtrise d'ouvrage sur les opérations d'îlots de centre ancien pour permettre leur passage à la phase opérationnelle.

Il permet enfin la mise à jour de la maquette financière sur les opérations déjà réalisées et un recalage du planning.

Le coût total du projet passe de 77,569 millions d'euros TTC à 75,182 millions d'euros TTC, soit une diminution de 2,387 millions d'euros.

Pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le chiffrage initial de sa participation s'élevait à 17,127 millions d'euros. Dans l'avenant n°1, cette participation augmente à 19,634 millions d'euros, mais elle ne prend pas encore en compte une moins-value d'environ 4,31 millions d'euros qui correspond à des coûts d'opération inférieurs aux prévisions (Opérations Haut Cours Mirabeau-Jaurès Verdun, Parking Pilote Larbonne, rénovation parking Camoin, parking Libération). Cette moins-value fera l'objet d'un avenant n°2 qui sera présenté ultérieurement à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Les autres contributions évoluent de la façon suivante :

- Ville de Marignane : de 12,8 millions d'euros à 13 millions d'euros
- Conseil Départemental : de 14 millions d'euros à 13,805 millions d'euros
- Conseil Régional : de 3,311 millions d'euros à 3,579 millions d'euros
- Etat : de 4,3 millions d'euros à 5,281 millions d'euros
- ANRU : contribution identique de 5,2 millions d'euros
- Europe : de 950 000 euros à 284 000 euros
- Bailleurs sociaux : de 5,6 millions d'euros à 6,199 millions d'euros

Il s'agit donc aujourd'hui d'approuver l'avenant n°1 au projet de requalification du centre ancien de Marignane (PNRQAD).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération RNOV 003-666/11/CC du Conseil de Communauté du 21 octobre 2011 approuvant la convention pour le projet de requalification du centre ancien de Marignane dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) ;
- La convention signée le 17 février 2012 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'« Approbation d'un avenant n°1 à la convention pour le projet de requalification du centre ancien de Marignane dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'« Approbation d'un avenant n°1 à la convention pour le projet de requalification du centre ancien de Marignane dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'« Approbation d'un avenant n°1 à la convention pour le projet de requalification du centre ancien de Marignane dans le

cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Absentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

HPV 007-366/16/CT

■ Elaboration du Programme Local de l'Habitat Métropolitain - Mise en place de la gouvernance et modalités de financement

Avis du Conseil de Territoire DGDU 16/15069/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Elaboration du Programme Local de l'Habitat Métropolitain – Mise en place de la

gouvernance et modalités de financement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Suite à la délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 lançant la démarche d'élaboration du PLH métropolitain (N° DEVT 001-672/16/CM), il convient d'organiser la mise en œuvre des études. Il s'agit également de mettre en place la gouvernance la plus adaptée et d'envisager les financements potentiels à mobiliser.

Une consultation pour une étude globale permettant d'élaborer le PLH métropolitain

Il est rappelé qu'un dossier de PLH comprend trois étapes : le diagnostic, le document d'orientations et le programme d'actions.

La mission d'accompagnement sera confiée à plusieurs experts.

Un partenariat étroit a été mis en place avec l'AGAM, l'AUPA–Durance et l'ADIL1. Etant déjà pleinement impliqués dans les politiques de l'habitat sur les six territoires de la Métropole, il est envisagé de leur confier la réalisation du diagnostic du futur PLH.

La métropole souhaite se doter d'un accompagnement technique pour les autres phases du PLH (document d'orientations et programme d'actions), un marché de prestations intellectuelles est nécessaire afin qu'à l'issue du travail de diagnostic puisse être identifié les enjeux et construire les priorités de l'EPCI pour les années à venir.

Sur cette base, le cabinet d'études retenu pourra dégager plusieurs thématiques permettant de construire la politique de l'habitat métropolitain :

Les grands enjeux d'ores et déjà soulignés :

- des besoins élevés en production neuve de logements,
- la prise en compte des comportements en profondeur des ménages face au logement,
- des besoins supplémentaires en logement social,
- des besoins en accession sociale qui persistent et qui doivent être ciblés pour un effet levier optimisé,
- un parc de logements existant qui constitue un enjeu majeur sur le plan de la demande sociale, de l'environnement et du vieillissement de la population,
- un vieillissement de la population qu'il faut anticiper,

- une approche nécessaire de l'efficacité (efficacité/coût) des actions à mettre en œuvre.

Cinq grands chantiers se dégagent :

- la définition des conditions d'une production neuve de logements supplémentaires tenant compte de l'impact de la crise, des demandes des habitants, des projets de développement économique, d'aménagement et de transports en commun. Il s'agit de réactualiser les besoins au vu des dernières tendances démographiques et du poids de la Métropole dans le département, l'objectif étant d'affiner la répartition des besoins par une programmation des produits en incitant à la réduction des coûts de production.
- l'amélioration des conditions de satisfaction de la demande en logement social en redéfinissant les conditions de développement dans le neuf, et de répartition sur le territoire métropolitain. Il convient aussi d'agir sur les autres segments de la chaîne du logement à travers la dynamisation des parcours résidentiels et le soutien de l'accession sociale ciblée, destinée à certains ménages locataires du parc social.
- Il s'agit d'anticiper les besoins liés au vieillissement de la population : hébergement spécifique, maintien à domicile (dans le parc privé et le parc social) et accessibilité des personnes âgées à leur quartier et aux services de proximité.
- l'intervention sur le parc ancien, réservoir majeur de l'offre en logements. Elle vise à redéfinir les conditions d'aide à la réhabilitation notamment du traitement de l'habitat indigne et de la création de logements conventionnés. Elle a également pour but de développer les démarches concernant la lutte contre la précarité énergétique à travers notamment la sensibilisation et l'accompagnement des ménages précaires.
- L'objectif poursuivi étant de renforcer l'efficacité (rapport efficacité/coût) des actions menées, il est opportun de mettre en cohérence nos différentes politiques en matière de politique de la ville, d'aménagement, de transport, d'emploi et d'environnement.

Il s'agit également de poursuivre l'approche partenariale avec les autres acteurs du logement : les bailleurs sociaux pour la définition des aides, mais également avec les opérateurs et les aménageurs pour la réflexion sur les coûts de production.

Il importe enfin que le futur PLH prenne en considération les objectifs de la politique de la ville afin d'envisager de façon prospective l'évolution des quartiers prioritaires au sein du territoire métropolitain. A ce titre, le PLH constitue un des principaux outils d'action pour favoriser la mixité sociale, assurer

l'accès et le maintien dans le logement et développer le logement adapté aux publics spécifiques.

Pour conduire cette mission, il est envisagé une enveloppe globale prévisionnelle de 900 000 € HT. Dans ce cadre, des aides financières de collectivités locales qui ont des compétences particulières et importantes, telles que les Départements (13,83 et 84) et la Région PACA, peuvent être sollicitées.

Le cadre institutionnel et législatif dans lequel s'inscrit le futur PLH, mais aussi les enjeux spécifiques locaux, impliquent une large mobilisation de partenaires, nécessitant la mise en place d'une démarche d'élaboration clairement définie, sous le pilotage de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Une attention particulière sera apportée à l'animation de la démarche.

Il est donc proposé que la démarche d'élaboration du PLH s'appuie autour de 3 instances :

- Le Comité de pilotage, qui supervise l'élaboration du PLH et valide chaque étape de l'étude.
Composé des maires, des élus métropolitains en charge des thématiques sus-évoquées, de l'Etat et des personnes publiques ou instances que la collectivité jugera opportun d'associer.
- Le Comité technique, qui pilote l'élaboration du PLH et prépare les temps de validation de l'étude.
Piloté par les services métropolitains, il associera, en fonction des besoins, les partenaires que sont les représentants de l'Etat, des Conseil Départementaux, de la Région, l'ARHLM, et les Chambres consulaires.
- Les groupes de travail thématiques : créés lors de l'élaboration du programme d'actions pour consolider la phase opérationnelle du travail. Seront associés l'ensemble des acteurs concernés par les thématiques abordées : communes, professionnels de l'habitat, bailleurs sociaux, opérateurs privés ou publics, collecteurs du 1%, Conseil de Développement, associations représentatives des locataires et des usagers du service public, associations d'insertion par le logement ...

Un dispositif d'association et de consultation des 92 communes et des 6 conseils de territoire de la Métropole sera également mis en place.

La démarche se déroulera jusqu'à l'approbation du PLH.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Elaboration du Programme Local de l’Habitat Métropolitain – Mise en place de la gouvernance et modalités de financement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’Elaboration du Programme Local de l’Habitat Métropolitain – Mise en place de la gouvernance et modalités de financement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Elaboration du Programme Local de l’Habitat Métropolitain – Mise en place de la gouvernance et modalités de financement » .

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Absentions	19

Adoptée

Se sont abstenus

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU Michel CATANEO - Sandrine D’ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Antoine MAGGIO-Marie MUSTACHIA

HPV 008-367/16/CT

■ Approbation de la composition de la Conférence Intercommunale du Logement

Avis du Conseil de Territoire DGDU 16/15070/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L’article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l’aménagement de l’espace métropolitain et la politique locale de l’habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l’organe délibérant de la métropole.

A défaut d’avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la composition de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 modifie les conditions de gestion de la demande de logement social. Elle vise la simplification des démarches pour les demandeurs, plus de transparence et crée plusieurs outils, au niveau intercommunal, dans une optique territoriale et partenariale.

La loi ALUR prévoit ainsi, selon l'article L 441-1-5 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), que les EPCI dotés d'un Programme Local de l'Habitat (PLH) approuvé ont la faculté de créer une Conférence Intercommunale du Logement (CIL). Cette dernière devient même obligatoire pour les EPCI qui comprennent un ou plusieurs quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Remplissant ces conditions, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit mettre en place cette conférence intercommunale du logement.

Ce sujet a été présenté dans le cadre du groupe « Habitat » de la Conférence des Maires.

Conformément à l'article L 441-1-5 du Code de la Construction et de l'Habitation, elle sera co-présidée par le représentant de l'Etat dans la région et le président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou leur représentant.

Composition de la CIL en trois collèges :

Collège des représentants des collectivités territoriales :

- les maires de communes membres de la Métropole ou leur représentant,
- un représentant de chaque Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse.

Collège des représentants des professionnels intervenant dans le champ des attributions :

- six représentants des bailleurs sociaux,
- un représentant d'organisme titulaire d'un droit de réservation,

- un représentant d'organisme agréé au titre de la maîtrise d'ouvrage d'insertion selon l'article L 365-2 du CCH,

- jusqu'à six représentants d'associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées, sur proposition des conseils de territoire.

Collège des représentants des usagers ou des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement :

- jusqu'à six représentants locaux des associations de locataires siégeant à la Commission nationale de concertation sur proposition des conseils de territoire,

- jusqu'à trois représentants des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement,

- jusqu'à trois représentants des personnes défavorisées.

Afin de définir sa composition, un arrêté conjoint du préfet et du président de la métropole interviendra.

Missions de la CIL :

- adopter les objectifs en matière d'attribution de logements et de mutations sur le patrimoine locatif social,

- adopter les modalités de relogement des personnes prioritaires relevant des articles L 441-1-1, L 441-1-2 et L 441-2-3 du CCH,

- adopter les modalités de coopération entre les bailleurs sociaux et les titulaires de droits de réservation.

De plus, elle s'attachera à l'élaboration de la convention, mentionnée à l'article 8 de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Ce document, annexé au contrat de ville, doit définir les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires dont les mutations, les modalités de relogement et d'accompagnement social en programme de rénovation urbaine et enfin les modalités de coopération entre bailleurs sociaux et réservataires.

La CIL est également associée au suivi de la mise en œuvre du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs.

Elle approuvera son règlement intérieur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Approbation de la composition de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’Approbation de la composition de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Approbation de la composition de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) » .

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstention	19

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU Michel CATANEO - Sandrine D’ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Marie MUSTACHIA- Antoine MAGGIO

HPV 009-368/16/CT

■ Elaboration du Plan Partenarial de gestion de la demande de logement social

Avis du Conseil de Territoire DGDU 16/15071/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L’article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l’aménagement de l’espace métropolitain et la politique locale de l’habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l’organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Elaboration du Plan Partenarial de gestion de la demande de logement social » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi ALUR (pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé) du 24 mars 2014 modifie les conditions de gestion de la demande de logement social. Elle vise la simplification des démarches pour les demandeurs, plus de transparence et crée plusieurs outils, au niveau intercommunal, dans une optique territoriale et partenariale.

Les éléments nouveaux sont notamment :

- l'instauration d'un droit à l'information pour les demandeurs,
- la création d'un service partagé d'information et d'accueil,
- le développement des services numériques aux demandeurs.

L'article 97 de la loi crée le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs. Ce nouveau document est obligatoire pour les EPCI ayant un Programme Local de l'Habitat (PLH) approuvé.

Le plan fixe :

- les modalités locales d'enregistrement de la demande de logement social et la répartition territoriale des guichets d'enregistrement existants ou créés ultérieurement,
- le délai maximal dans lequel tout demandeur qui le souhaite doit être reçu après l'enregistrement de sa demande,
- les modalités de qualification de l'offre de logements sociaux du territoire, les indicateurs utilisés,
- les indicateurs permettant d'estimer le délai d'attente moyen par typologie de logement et par secteur géographique pour obtenir l'attribution d'un logement locatif social,
- la configuration et les conditions de création, d'organisation et de fonctionnement du service d'information et d'accueil du demandeur et les moyens à mobiliser,

Procédure d'élaboration :

- délibération d'engagement : par la présente délibération,
- porté à connaissance : dans un délai de trois mois après la transmission de cette délibération, l'Etat portera à la connaissance de la Métropole les objectifs à prendre en compte,
- modalités d'association des communes et des bailleurs sociaux : les représentants des organismes

mentionnés à l'article L 411-2 seront désignés par le président de la métropole sur proposition de l'ARHLM,

- élaboration du plan en lien avec les conseils de territoire, les communes et les acteurs du logement,
- projet soumis à l'avis de la conférence intercommunale du logement,
- adoption du plan par délibération de la Métropole.

Le plan a une durée de 6 ans. La conférence intercommunale du logement est associée au suivi de sa mise en œuvre. Un bilan triennal sera établi et transmis pour avis au représentant de l'Etat et à la conférence intercommunale du logement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Elaboration du Plan Partenarial de gestion de la demande de logement social » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Elaboration du Plan Partenarial de gestion de la demande de logement social;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Elaboration du Plan Partenarial de gestion de la demande de logement social ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	19

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Marie MUSTACHIA-Antoine MAGGIO

Commission "Mobilité"

MOB 001-369/16/CT

■ **Présentation du rapport d'activité 2015 du Délégué du Service Public pour le service de transport de véhicules entre Marseille et l'Archipel du Frioul**

DPMOD 16/14959/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi du projet de délibération présenté ci-après :

La délibération POR 001-687/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 a approuvé le choix du groupement Icard Maritime / Méditerranéenne des Services Maritimes pour l'exploitation du service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2015 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel d'activité 2015 concernant l'exploitation du service public de transport de véhicules entre Marseille et l'Archipel du Frioul a été remis par le délégataire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport d'activité du délégataire.

MOB 002-370/16/CT

■ Présentation du rapport d'activité 2015 du Délégataire de Service Public pour la desserte maritime de l'Archipel du Frioul DPMOD 16/14962/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi du projet de délibération présenté ci-après :

Par délibération TRA/1/419/CC, le Conseil de Communauté du 22 mai 2006 a approuvé le choix de l'entreprise Frioul If Express, le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes, relatifs à l'exploitation du service public de transport maritime de l'archipel du Frioul à Marseille pour une durée de douze ans.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2015 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération TRA 5/1079/CC du 18 décembre 2006 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération TRA 07/095/CC du 26 mars 2007 approuvant l'avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération TRA 07/317/CC du 29 juin 2007 approuvant l'avenant n°3 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération DTUP 08/929/CC du 19 décembre 2008 approuvant l'avenant n°4 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération 003-1409/09/CC du 22 juin 2009 approuvant l'avenant n°5 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération DTUP 010-2292/10/CC du 1^{er} octobre 2010 approuvant l'avenant n°6 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;

- La délibération DTUP 005-252/12/CC du 26 mars 2012 approuvant l'avenant n°7 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération DTUP 011-366/13/CC du 28 juin 2013 approuvant l'avenant n°8 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La délibération N°004-1147/15/CC du 03 juillet 2015 approuvant l'avenant n°9 au contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'archipel du Frioul ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2015 jointe en annexe ;
- Le Procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport d'activités du délégataire.

MOB 003-371/16/CT

**■ Présentation du rapport d'activité 2015 du délégataire de service public pour le parc de stationnement du Vieux-Port-Fort St Jean à Marseille 2ème arrondissement
DIFRA 16/14870/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait la compétence réalisation et gestion des parcs de stationnement, sur l'ensemble de son territoire.

A ce titre, par délibération TRA 1/683/C du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté avait

approuvé le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'Esplanade du J4 situé à Marseille (2^{ème} arrondissement).

Par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le Conseil de Communauté avait approuvé le choix de la Société Vinci Park France en tant que délégataire de service public, pour la réalisation et l'exploitation, dans le cadre d'une concession, du parc de stationnement souterrain situé sous l'esplanade du J4 à Marseille (2^{ème} arrondissement).

Le parc Vieux-Port-Fort Saint Jean est un ouvrage en superstructures de 700 places réparties sur quatre niveaux de sous-sol, 60 places aux niveaux -1 et -2 sont réservées à la Direction de la Propreté Urbaine du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

La société délégataire a pris le nom de société Indigo, le 5 novembre 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en application des transferts de compétences, le 1^{er} janvier 2016, date de sa création et de la dissolution, à la même date, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole : elle devient l'autorité délégante dans le cadre du contrat de concession n° 09/149 relatif au parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint Jean.

Conformément à l'article L.1411.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public, et dont le contenu est précisé à l'article R.1411-7 du même code et au chapitre 6 (articles 6.1 à 6.4) du contrat de Délégation de Service Public.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2015 contient l'essentiel des informations exigées par le contrat de concession de service public et par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009 du Conseil de Communauté, autorisant le Président de la Communauté urbaine à signer le contrat de concession de service public et ses annexes du parking Vieux-Port-Fort Saint Jean ;
- Le contrat de concession n°09/149 du 29 octobre 2009 dont est le titulaire, à ce jour, la Société INDIGO ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2015, produit par la Société INDIGO, concessionnaire ;
- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel d'activité 2015 concernant l'exploitation du parking Vieux Port Fort Saint Jean a été remis dans les délais impartis, par le concessionnaire, la Société Indigo.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence Métropole prend acte de la présentation du rapport d'activités du délégataire.

MOB 004-372/16/CT

■ Approbation de l'avenant n° 1 au contrat de Délégation de Service Public , concernant l'exploitation des parcs de stationnement en enclos de Marseille des Plages, Providence, Tilleuls et Beauguard - Effia Stationnement Marseille

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/14998/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement

Par délibération DTM 001-1317/15/CC du 25 septembre 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le choix du délégataire et de la convention de délégation de service public sous la forme d'un affermage n° 15/1623, pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille des plages (7 parcs), Providence, Tilleuls et Beauguard, confiée à la Société Effia Stationnement. Conformément au contrat, celle-ci a créé une société dédiée Effia Stationnement Marseille, laquelle s'est substituée à cette dernière dans ses droits et obligations. Ce contrat a démarré le 26 octobre 2015 pour une durée de 7 ans.

La Ville de Marseille a accueilli la manifestation de football de renommée mondiale, EURO 2016, qui s'est déroulée du 10 juin au 10 juillet 2016. Six matchs ont été joués au sein du nouveau stade Vélodrome. Afin d'accompagner cette manifestation et partager avec de nombreux usagers cet événement exceptionnel, la Ville de Marseille a décidé, à l'instar de nombreuses grandes villes, de mettre en place une « Fan Zone » pouvant accueillir jusqu'à 90 000 spectateurs.

Compte tenu de l'espace nécessaire, la Ville de Marseille a décidé d'organiser cette manifestation sur les plages du Prado. Après étude de ce projet par les services de la Préfecture des Bouches-du-Rhône et du Bataillon des Marins Pompiers, il s'est avéré indispensable d'inclure dans ce dispositif, les trois

parcs en enclos des plages P1, P2 et P3 qui jouxtent ce lieu, afin de servir de SAS de sécurité, dédié au contrôle des usagers et à l'accueil des services de secours.

Dans ce cadre, la Ville de Marseille a demandé à la Métropole Aix-Marseille Provence de mettre à disposition de l'agence ID2MARK, organisateur de la « Fan Zone » ces trois parcs du 16 mai au 13 juillet 2016. Cette mise à disposition rendue nécessaire pour des raisons de sécurité s'inscrivant dans le cadre du plan « Vigipirate » a fait l'objet d'une convention entre ID2MARK et le délégataire Effia Stationnement Marseille.

La neutralisation de ces trois parcs durant cette période (59 jours) a entraîné une perte de recettes brutes de 57 717 euros HT, que la Métropole s'était engagée à supporter à l'issue de la manifestation, au regard du compte d'exploitation prévisionnel contractuel et des charges non engagées par le délégataire. Ainsi le montant net des recettes que la collectivité compensera s'élèvera à 53 478 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après approuvant l'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public n° 15/1623 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération DTM 001-1317/15/CC du 25 septembre 2015, par laquelle la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le choix du délégataire et de la convention de délégation de service public sous la forme d'un affermage n° 15/1623, pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille des plages (7 parcs) et des parcs Providence, Tilleuls et Beaugeard, confiée à la Société Effia Stationnement Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	142
Voix Contre	0
Abstentions	2

Adoptée

Se sont abstenus :

Marie MUSTACHIA – Antoine MAGGIO

MOB 005-373/16/CT

■ Approbation de l'avenant n° 7 au contrat de concession concernant la réalisation et l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille - Massilia Park /QPark France

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/15006/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunal (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par délibération DTUP 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 13/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le contrat de concession n°87/042 du 23 février 1987 concernant le parc de stationnement Estienne D'Orves a été transféré à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, au droit de laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016.

La société Gagneraud Père et Fils, délégataire de ce parking souterrain depuis le 23 février 1987 pour une durée de trente ans, a transféré le contrat de concession n° 87/042, à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park par avenant n°5 du 9 octobre 2009.

Le 17 juin 2016, la Société Massilia Park, a cédé l'intégralité de son capital social à la Société QPark France.

Dans le cadre de la réorganisation juridique du groupe QPark celle-ci souhaite fusionner la Société Massilia Park, à compter du 31 décembre 2016, dans la Société QPark France, société ayant vocation à être la société opérationnelle du groupe regroupant l'ensemble des collaborateurs.

Cette fusion étant assimilée, en droit, à une cession de contrat, l'autorisation préalable de la Métropole Aix-Marseille-Provence est requise.

A cet effet, des documents de présentation des opérations de réorganisation juridique du groupe QPark, la Métropole accepte par avenant ci-joint, le transfert du contrat de concession n° 87/042 du 23 février 1987 et ses six avenants, à la Société QPark France à compter du 31 décembre 2016.

Aussi et compte tenu de ce qui précède, il est proposé au Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, d'approuver l'avenant n° 7 concernant le transfert du contrat 87/042 du 23 février 1987 à la Société QPark France.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'avenant n°1 du 22 juillet 1991 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au financement du parking, à la révision de la grille tarifaire, au réexamen des conditions financières et jalonnement dynamique ;
- L'avenant n°2 du 25 janvier 1993 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société

Gagneraud Père et Fils relatif au calcul de la redevance due par le concessionnaire et à la révision de la grille tarifaire ;

- L'avenant n°3 du 27 octobre 1997 à la convention de concession n°87/042 passée entre la ville de Marseille et la Société Gagneraud Père et Fils relatif au fonctionnement du parking, à la tarification et à la révision du calcul de la redevance due par le concessionnaire ;
- L'avenant n°4 du 20 mars 2001 au contrat de concession n°87/042 passée entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Société Gagneraud Père et Fils relatif à la réalisation d'une trémie supplémentaire, l'évolution de la grille tarifaire, la prolongation conditionnée de la durée du contrat de un an et demi ;
- L'avenant n°5 du 9 octobre 2009 au contrat de concession n°87/042 transférant le dit contrat de la Société Gagneraud Père et Fils à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park ;
- La délibération DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 concernant la mise en œuvre de la tarification au quart d'heure au sein des parkings communautaires gérés en délégation de service public, sous forme d'affermage ou de concession.
- La délibération du Conseil Communautaire DTM 010-1153/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 au contrat de concession l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille à Massilia Park ;
- Le courrier du 17 juin 2016 émanant de la société Massilia Park notifiant la cession de l'intégralité du capital social de la Société Massilia Park à la société QPark-France à compter du 17 juin 2016;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que dans le cadre de la réorganisation juridique du groupe QPark, la Société Massilia Park sera fusionnée, à compter du 31 décembre 2016, dans la Société QPark France, société ayant vocation à être la société opérationnelle du groupe regroupant l'ensemble des collaborateurs.
- Que cette fusion étant assimilée, en droit, à une cession de contrat, l'autorisation préalable de la Métropole Aix-Marseille-Provence est requise.

- Qu'à cet effet, des documents de présentation des opérations de réorganisation juridique du groupe QPark, la Métropole accepte par avenant ci-joint, le transfert du contrat de concession n° 87/042 du 23 février 1987 et ses six avenants, à la Société QPark France à compter du 31 décembre 2016.
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	136
Voix Contre	0
Abstentions	8

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Patrick MAGRO - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

Marie MUSTACHIA- Antoine MAGGIO

MOB 006-374/16/CT

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - Schéma multimodal des infrastructures routières**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/14982/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou

privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Plan de Déplacements Urbains vise à doter le Territoire de Marseille Provence d'un Schéma multimodal d'infrastructures routières (SMIR). Ainsi la stratégie fonctionnelle du schéma multimodal des infrastructures routières (SMIR) se base sur un réseau de Boulevards Urbains Multimodaux (BUM) à partir de la requalification de voies existantes et de la création de voies nouvelles, afin de répondre à des normes définies de qualité urbaine et de multimodalité et permettre le développement d'un réseau structurant de transports collectifs en site propre.

L'objectif du SMIR est d'aller vers une conception large de la voirie comme support de l'ensemble des modes de transport. Il devra permettre aux modes alternatifs de se développer de manière à réduire le volume de trafic routier à l'échelle de l'aire métropolitaine, ce qui permettra d'améliorer la fluidité de la circulation automobile.

La période prévisionnelle de réalisation du SMIR : septembre 2016 – septembre 2017.

Une autorisation de programme relative à la mise en œuvre du Plan de Déplacements Urbains a été approuvée par l'assemblée du conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 18 juillet 2014 (DTM 004-320/14/CC) n° AP 2014/00015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 149 935 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
DREAL Convention Spécifique	25 %	37 484 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	75 %	112 451 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport si dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Schéma Multimodal des Infrastructures routières ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Abstentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

MOB 007-375/16/CT

■ **Sollicitation du FEDER et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le cofinancement de parcs relais sur la Métropole, dans le cadre de l'appel à projet conjoint FEDER/Région PACA 2016 - Parc relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun**

Avis du Conseil de Territoire DAJA 16/15076/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5217.7- I du Code Général des Collectivités Territoriales, le

Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport ci-après

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence poursuit une politique de développement de l'usage des transports en commun et de réduction de la part de l'automobile individuelle dans l'ensemble des déplacements. Pour faciliter et inciter à un transfert modal, la Métropole développe et réalise des pôles d'échanges multimodaux accompagnés de parcs relais.

Ces derniers sont des parcs de stationnement de voitures particulières accolés à des gares routières ou ferroviaires, situés près de points nodaux des réseaux routiers ou autoroutiers avec un point d'accès au réseau de transport public interurbain et urbain.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du fonds structurel FEDER de l'Union Européenne et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le cadre de l'appel à projet conjoint FEDER / Région Provence-Alpes-Côte d'Azur « Parc relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun », dans le contexte du programme opérationnel FEDER-FSE géré par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, plus particulièrement la Priorité d'Investissement 4e de l'Objectif Thématique 4 « Favoriser la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer ».

Cet appel à projet s'inscrit dans un double cadre opérationnel. Celui des fonds européens et celui du programme régional de développement et de coordination des transports collectifs. Il vise, prioritairement la réalisation de parking de rabattement (parcs relais, de pôles d'échanges multimodaux...) vers les transports en commun.

Le taux de financement maximum du FEDER est de 50 % du coût éligible.

Le taux de cofinancement maximum de la Région est de 10 % du coût total éligible, 20 % si l'intermodalité visée concerne un réseau de transport régional, éventuellement départemental si la mise en service est postérieure à 2017.

Les opérations subventionnées par le FEDER et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de cet appel à projet peuvent faire l'objet d'un commencement d'exécution, mais ne doivent pas être achevées à la date de dépôt du dossier. La durée de

réalisation physique du projet ne peut excéder 36 mois.
La date limite de dépôt des dossier est le 6 février 2017.

Les services qui gèrent les infrastructures de transport de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont identifié des projets de parcs relais qui satisferaient aux critères d'éligibilité de cet appel à projet :

- 5 parcs relais connectés à une gare ferroviaire : Gardanne, La Ciotat, Meyrargues, Pertuis, Rognac ;
- 1 parc relais associé à un projet de halte ferroviaire : Plan de Campagne/Les Pennes-Mirabeau ;
- 5 parcs relais connectés à une gare routière ou un pôle de transport urbain : Aix Ouest/Jas de Bouffan (BHNS), Aix-Trois Pigeons/Palais des Sports, Marseille/La Boiserie (tramway), Martigues/Hôtel de ville, Trets ;
- 4 parcs relais proches d'un axe routier structurant ou d'un échangeur autoroutier et associés à une halte routière : Aix-Les Milles /Barida, Salon Nord/Les Canourgues, Salon/Lurian, Sénas.

Ce sont 15 projets de parcs relais qui sont présentés dans le cadre de cet appel à projet.

Le coût prévisionnel global de l'ensemble de ces opérations est estimé à 72 000 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le règlement délégué (UE) n° 240/2014 de la Commission du 7 janvier 2014 relatif au code de conduite européen sur le partenariat dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement européens ;
- Le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- L'Accord de Partenariat adopté par la Commission européenne le 4 août 2014 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Sollicitation du FEDER et de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le cofinancement de parcs relais sur la Métropole, dans le cadre de l'appel à projet conjoint FEDER/Région Provence-Alpes-Côte d'Azur 2016 « Parc relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération présenté ci-dessus.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 008-376/16/CT

■ Approbation de l'attribution d'une subvention à l'association Wimoov et d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/14997/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a la volonté de promouvoir des solutions alternatives à l'utilisation de la voiture individuelle. Cette initiative correspond aux objectifs de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) et du Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Ville de Marseille qui favorise l'usage des « modes doux » de déplacements.

L'association Wimoov, anciennement Voiture & Co, a été créée en 1998 pour promouvoir et initier le développement de nouvelles pratiques de mobilité dans un souci du respect de l'environnement. Elle s'est développée dans toute la France et notamment à Marseille, en devenant la Maison des Transports, nouvellement nommée plateforme « Bougez futé » sur le site campus de Luminy.

A Luminy, l'association basée à l'intérieur du campus, développe depuis 2005 des services autour de la mobilité et des transports particulièrement en faveur des étudiants en partenariat avec tous les acteurs économiques et institutionnels.

Elle poursuit trois objectifs :

- fournir des informations accessibles à tout moment au plus bas coût ;
- influencer les choix des voyageurs de façon à privilégier le transport collectif ;
- encourager un processus intégré d'aménagement de l'espace et de planification des transports.

En 2015, Marseille Provence Métropole a versé à l'association Wimoov une subvention d'un montant de 10 000 euros.

Au cours de l'année passée, 50 000 personnes ont été sensibilisées à de nouvelles pratiques de mobilité

grâce à diverses actions : 18 actions nocturnes, 26 actions de sensibilisation en journée, 3000 conseils en mobilité de jour et nuit, 2 balades, 577 jours de mise à disposition de véhicules, plus de 7000 éthylotests distribués, plus de 2500 conducteurs testés...

En 2016, l'association Wimoov pérennise ses interventions et met en œuvre huit actions principales :

- mise en place d'un conseil en mobilité diurne et nocturne afin d'accompagner la personne vers un choix de mobilité adapté à ses contraintes et à son rythme de vie ;
- mise à disposition de véhicules propres de jour et de nuit : la plateforme propose un service de location de vélos, de vélos à assistance électrique (VAE), de vélos pliables et de scooters électriques ;
- délivrance de documentation et d'information sur les transports en commun, la pratique du vélo, l'auto partage, les règles de sécurité routière ;
- mise en place d'un covoiturage de jour pour les usagers réalisant au quotidien un trajet au départ ou à destination des différents campus marseillais ;
- balades « Marseille comme un marseillais », « Marseille comme un petit marseillais » et « Découverte de Marseille pour des publics fragiles » : organisation de balades, à destination des étudiants et des enfants et publics présentant un handicap, réalisées en transport en commun sur Marseille afin de familiariser les nouveaux arrivants et les plus jeunes avec le réseau urbain ;
- atelier de sensibilisation et de formation à la sécurité routière à vélo : initiation du public à la pratique du vélo et l'utilisation du vélo en libre-service ;
- actions futées ! il s'agit de sensibiliser les étudiants en amont des soirées sur la consommation d'alcool et de psychotropes. Plusieurs initiatives ont été également prises afin de réduire les risques liés à la consommation d'alcool (distribution d'éthylotests, covoiturage...) ;
- sensibilisation en vue d'une mobilité durable et responsable des salariés : l'objectif est de favoriser, au travers d'actions de sensibilisation, le maintien dans l'emploi des salariés « précaires » des entreprises ciblées en agissant sur leur mobilité.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence en apportant son appui à Wimoov dans une convention de partenariat permet de confirmer son intérêt pour la mise en place des modes doux, de pérenniser et développer les transports alternatifs à la voiture. Le montant de la subvention attribuée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour 2016, reste inchangé par rapport à l'année précédente : celle-ci s'élève à 10 000 euros.

La subvention accordée représente environ 5,5% du total des produits de l'association.

Il est précisé que d'autres financeurs apportent leur soutien à l'association : l'Union Européenne, l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Ville de Marseille, l'Université et le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	125
Voix contre	0
Abstentions	19

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI - Antoine MAGGIO - Marie MUSTACHIA

MOB 009-377/16/CT

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Razel-Bec / Gagneraud Construction / Eiffage Genie Civil / Eiffage Route Mediterranee relatif au tramway de Marseille - Modernisation et prolongement de la ligne 68 Noailles / les Caillols - Création de lignes - Marché n°04-192 - Infrastructures F1 La Blancarde - Les Caillols**

Avis du Conseil de Territoire DMET 16/15034/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération n° TRA/1/489/B du 9 juillet 2004, le Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le lancement d'une procédure d'appel d'offres, au titre des articles 33, 40 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, pour la passation d'un marché de travaux à prix unitaires ayant pour objet la réalisation des travaux d'infrastructures du tramway de Marseille entre la Blancarde et les Caillols.

Par délibération n° TRA/3/761/B du 26/11/04, le Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a autorisé la signature du marché correspondant, attribué par décision de la Commission d'Appel d'Offres du 27 octobre 2004 au groupement d'entrepreneurs solidaires Bec Frere – Appia 13 – S.A.S Eiffage TP – S.A.S Gagneraud Construction – S.A Razel.

Par marché de travaux enregistré sous le n° 04-192 et notifié le 13 décembre 2004, le Maître d'ouvrage a confié au Groupement Razel-Bec, dont la société BEC Frères (devenue Razel-Bec à la suite d'une opération de fusion-absorption avec la société Razel) est mandataire, la réalisation des travaux intitulés « Tramway de Marseille – Modernisation et prolongement de la ligne 68 Noailles / Les Caillols – Création de lignes Quatre Septembre / La Blancarde et Bougainville / Castellane – Infrastructures F1 – La Blancarde / Les Caillols ».

La réception des travaux a été prononcée le 3 août 2007 et le Groupement Razel-Bec a présenté son Projet de Décompte Final, assorti d'une demande de rémunération complémentaire, le 14 février 2008.

Le 4 novembre 2008, le Maître d'ouvrage notifiait au Groupement Razel-Bec le Décompte Général du marché.

C'est ainsi que le Groupement Razel-Bec était amené à signer ce Décompte Général avec réserves le 24 novembre 2008, en produisant un mémoire en réclamation précisant et justifiant le montant des sommes complémentaires revendiquées pour un montant de 8.211.206,38 euros HT (base marché) et 9 372 343.70 euros HT (révisé).

Le Maître d'ouvrage estimait quant à lui, que la rémunération complémentaire susceptible d'être accordée au titulaire du marché ne pouvait excéder 1 418 394.30 euros HT (base marché) et 1 608 723.13 euros HT (révisée)

Compte tenu de ce désaccord, les Parties décidaient de soumettre leur différend au CCIRAL de Marseille, en application des dispositions de l'article 50.4 du CCAG, sur mémoire introductif du 14 avril 2009, enregistré sous le numéro d'affaire n° 2009-14.

Le CCIRAL, par décision n° 2009-14 du 8 octobre 2009 et au regard de l'aspect technique du dossier, décidait de confier une mission d'expertise à Monsieur Michel Bonifay, expert près la Cour Administrative d'Appel de Marseille.

Monsieur Bonifay déposait le 11 avril 2014, un rapport retenant les réclamations du Groupement Razel-Bec à hauteur de 4.095.188,42 euros HT, soit 4.897.845,35 euros TTC (TVA à 19,6%), tel que détaillé dans le corps de son rapport et synthèse (page

194 du rapport), hors intérêts moratoires calculés au taux de 5,99% / an.

Après audience du 28 mai 2015, le CCIRAL de Marseille notifiait le 9 juin 2015, un avis au terme duquel il préconisait aux Parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement de la somme évoquée ci-dessus- retenue par l'expert Bonifay dans son rapport du 11 avril 2014 - assorti d'intérêts moratoires, et le remboursement de 50% des frais et honoraires de l'expert.

A titre conservatoire, compte tenu du risque de forclusion de ses demandes au regard des dispositions de l'article 50.32 du CCAG Travaux 1976 applicable au marché, le Groupement Razel-Bec était amené à déposer le 24 septembre 2015 un mémoire introductif devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Suivant les recommandations du CCIRAL de Marseille, les Parties se sont rapprochées et ont finalement accepté de faire chacune des concessions réciproques sur leur position en vue de mettre un terme définitif et amiable à leurs différends, dont les conditions et modalités font l'objet de la transaction librement consentie objet du protocole transactionnel soumis à approbation.

Il prévoit un complément de rémunération dû au Groupement à hauteur de 3 567 492.77 euros HT (base marché), 4 095 188.42 euros HT (avec révision) soit, 4 897 845.35 euros TTC (avec révision). Ce montant doit être majoré des intérêts moratoires soit, 786 903.94 euros et de 50% des frais d'expertise (63 690 euros TTC).

Le montant total est de 5 748 439.29 euros TTC (révisé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La Lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le marché n° 04-192 Infrastructures F1 La Blancarde –Les Caillols ;
- La réclamation présentée par le groupement Razel-Bec / Gagneraud Construction / Eiffage Genie Civil / Eiffage Route Méditerranée le 14 février 2008, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 28 mai 2015, dans l'affaire n°2009-14, se rapportant au marché susvisé.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Razel-Bec / Gagneraud Construction / Eiffage Genie Civil / Eiffage Route Méditerranée relatif au marché Infrastructures F1 La Blancarde - Les Caillols – Marché n°04-192 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Razel-Bec / Gagneraud Construction / Eiffage Genie Civil / Eiffage Route Méditerranée relatif au marché Infrastructures F1 La Blancarde - Les Caillols - Marché n°04-192.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	142

Voix Contre	0
Abstentions	2

Adoptée

Se sont abstenus :

Antoine MAGGIO - Marie MUSTACHIA

MOB 010-378/16/CT

■ Prolongement de la ligne 2 du métro de Marseille de Sainte Marguerite Dromel vers Saint Loup - Approbation de la création de l'opération et de l'affectation d'une autorisation de programme concernant les études

Avis du Conseil de Territoire DMET 16/15033/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage de prolonger la ligne 2 du métro de la station Sainte-Marguerite Dromel vers Saint Loup et de créer un pôle d'échanges supplémentaire pour favoriser l'intermodalité des différents moyens de transports en communs et réduire le nombre de véhicules particuliers accédant au Centre-Ville de Marseille.

Ce projet est inscrit comme un objectif prioritaire dans le Plan de Déplacements Urbains approuvé en juin 2013 par la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Il s'inscrit dans un objectif d'intermodalité volontariste :

- Les secteurs desservis par le prolongement (dans les 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille) seront reliés à l'ensemble du réseau de TCSP de la ville, et notamment à ses principaux pôles d'échanges : Sainte Marguerite Dromel (métro ligne 2 et projet de prolongement du tramway ligne 3), Castellane (métro lignes 1 et 2 et tramway ligne 3), Noailles (métro ligne 2 et tramway lignes 1 et 2), St-Charles (métro lignes 1 et 2) et Capitaine Gèze (métro ligne 2 et projet de prolongement du tramway ligne 2).
- La ligne de métro ainsi prolongée facilitera les liaisons avec le pôle Saint Charles, principal pôle régional de transports (TGV, TER,

réseau de cars interurbains et internationaux, réseau urbain de Marseille).

- Les secteurs desservis par le prolongement seront plus facilement accessibles depuis le réseau routier de l'agglomération, notamment grâce aux parcs relais de Capitaine Gèze (en travaux) et Sainte Marguerite Dromel (en projet), ainsi qu'au positionnement de ses stations en interface direct avec le projet de Boulevard Urbain Sud sur le tronçon Maison Blanche – Florian.
- Le pôle d'échanges facilitera les liaisons entre la future station de métro terminus, les terminus des lignes de cars départementales, les terminus de lignes de bus desservant l'est de Marseille.

Le projet permettra d'améliorer les liaisons avec le centre-ville, et d'améliorer la desserte en transports en commun des projets de développement urbain d'une partie de la Vallée de l'Huveaune, et notamment du programme immobilier et commercial d'accompagnement du Stade Vélodrome, de la ZAC de la Capelette, de la ZAC Vallon Régny, et du secteur de Saint Loup faisant l'objet d'un Plan d'Aménagement d'Ensemble (PAE).

Il permettra également d'assurer la desserte en TCSP des pôles administratifs et commerciaux des 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements (Mairie de Secteur, Castorama, Auchan) et d'établissements scolaires majeurs (lycées Jean Perrin et Marcel Pagnol).

Lors de l'étude de faisabilité, des difficultés circulatoires sont apparues dans l'élaboration des scénarios de restructuration du réseau de bus, liées à l'emplacement de la station terminus à Saint Loup Pagnol.

Aussi, il est apparu opportun d'étudier la faisabilité de la création d'une station de métro supplémentaire et de prolonger la ligne 2 jusqu'au Boulevard Heckel, sur le site dit de « Rivoire et Carret ».

Le projet prévoit, selon le choix du terminus retenu (Saint Loup Pagnol ou Rivoire et Carret) :

- Le prolongement du métro sur un linéaire de 4 400 m ou 4 700 m environ entre la station Sainte-Marguerite Dromel terminus de la ligne 2 actuelle et la future station terminus, via un tunnel. Il est prévu la création de cinq ou six stations : La Pauline, Maison Blanche, Saint Tronc Perrin, Saint Loup Village et Saint Loup Pagnol, avec la station Rivoire et Carret en solution variante.
- La création d'un pôle d'échanges multimodal regroupant à terme autour de la station de métro terminus, les bus urbains, les cars interurbains et un parc relais d'environ 500 places.

Consécutivement à la création de l'opération au Budget primitif 2016, il convient d'affecter une autorisation de

programme permettant l'approbation d'un programme et le lancement des études de niveau Avant-Projet de maîtrise d'œuvre.

Le montant de l'opération est de 15 330 000,00 euros. Ce montant comprend les frais de maîtrise d'œuvre afférents aux études d'avant-projet, le coût des études techniques préalables (sondages, reconnaissances, topographie,...), les études environnementales du projet, les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'assistance des bureaux de contrôle pendant la phase d'étude. Cette enveloppe ne comprend pas le coût des acquisitions foncières ni le coût des déviations de réseaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DTUP 001-842/13/CC du Conseil Communautaire du 13 décembre 2013, portant approbation du principe d'une extension Nord-Sud de la ligne 2 du métro.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille Provence envisage de prolonger la ligne 2 du Métro de Marseille de la station Sainte-Marguerite Dromel jusqu'à la station terminus choisie et de créer de manière concomitante un pôle d'échanges dans le cadre de cette future opération ;
- Qu'il y a lieu d'affecter une autorisation de programme à l'opération créée, permettant le lancement des études ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la création d'une opération relative aux études d'extension de la ligne 2 du métro Dromel vers saint Loup et l'affectation d'une autorisation de programme à cette opération pour un montant de 15 330 000,00 euros.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 011-379/16/CT

■ Approbation de la dissolution du Syndicat Mixte des Transports des Bouches-du-Rhône

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/14958/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de

Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le Syndicat Mixte des Transports des Bouches-du-Rhône (SMT13) a été créé le 1er juin 2009, à l'initiative du Département, afin de mettre en place une politique globale de déplacements.

Le Syndicat a pour objet l'étude d'un projet de syndicat intégré dans ses composantes techniques, juridiques et financières et la coordination multimodale des déplacements par transport public. Il exerce les compétences suivantes :

- coordination des services de transports collectifs organisés par ses différents membres ;
- mise en place d'un système d'information multimodal à l'intention des usagers ;
- recherche de la création d'une tarification coordonnée, de titres de transport unifiés et d'un système billettique commun à ses membres.

Une modification n° 3 des statuts du SMT13 a été approuvée au Conseil Métropolitain du 17 octobre 2016. Cette dernière modification, au vu des délibérations concordantes des collectivités membres, sera entérinée par un arrêté préfectoral.

En application de ces statuts ainsi modifiés le Comité Syndical va comprendre 8 sièges répartis comme suit :

Membres	Sièges
Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette	1
Département des Bouches-du-Rhône	3
Métropole Aix-Marseille-Provence	4
Total	8

Les contributions des membres du SMT13 se répartissent comme suit :

Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette	2%
Département des Bouches-du-Rhône	33%
Métropole Aix-Marseille-Provence	65%

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour

conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
 - Au 1^{er} janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole ;

○ A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

- Au 1^{er} janvier 2017, pour les services de transport routier interurbains non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou d'une communauté d'agglomération ;
- Au 1^{er} septembre 2017, pour le transport scolaire.

Ainsi, au plus tard, le 1^{er} septembre 2017, le Département ne sera plus une autorité organisatrice de transport et devra se retirer du SMT13.

Ce dernier ne sera alors composé que de deux membres : la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette.

La charge induite par le fonctionnement de la structure et ses faibles moyens conduisent les collectivités membres à envisager la dissolution du Syndicat Mixte,

En application de l'article 13 des statuts du Syndicat Mixte, le comité syndical du SMT13 a été appelé à délibérer sur cette question, lors de sa session du 23 novembre dernier.

Dans cette hypothèse, les droits et obligations du SMT13 seront repris par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui assurera la continuité des activités, notamment du serveur Internet « Lepilote », de la plateforme de gestion de tags « NFC » et du central d'informations téléphoniques.

La Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette et les autres collectivités intéressées, notamment la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, pourront être associées à ces activités par une convention.

Au bénéfice des considérations qui précèdent, et en application du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de ses articles L.5211-25-1 L.5211-26 et L.5721-7, la dissolution du Syndicat Mixte des Transports devra être approuvée sur les bases suivantes :

-reprise des droits et obligations du Syndicat Mixte par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
-dévolution à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de l'actif et du passif du Syndicat Mixte ;
-fin de l'exercice des compétences du Syndicat Mixte à compter du 1^{er} janvier 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 012-380/16/CT

■ Approbation du principe de reprise de la régie de transports Ulysse par la Régie des Transports Métropolitains sur les communes de Martigues, Port de Bouc et Saint Mitre les Remparts et de la régie de transport sur la commune d'Allauch, Plan de Cuques, Ensues-la-Redonne et du Rove

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/14758/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Dans ce cadre, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération ci-annexé.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire depuis le 1^{er} janvier 2016 en substitution des différentes autorités organisatrices de transport préexistantes.

Elle exploite en régies dotées de la seule autonomie financière le réseau de transport Ulysse desservant les communes de Martigues, Port de Bouc et St Mitre les Remparts et le réseau des Bus des Collines sur les communes d'Allauch et Plan-de-Cuques.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite confier à la Régie des Transports Métropolitains l'exploitation de ces services à compter de 2017 et consultera en ce sens le Comité Technique.

Dans ce contexte, la RTM serait amenée à créer une société dédiée dont elle serait l'actionnaire unique pour exploiter le réseau Ulysse sur les communes de Martigues, Port de Bouc et Saint Mitre les Remparts. Le réseau d'Allauch sera intégré au réseau RTM.

Ces services seront intégrés par avenant au contrat d'obligation de Service Public afin de préciser les niveaux d'offres et conditions de rémunération de la RTM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil Métropolitain d'Aix-Marseille-Provence n° HN 56-187/-16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 013-381/16/CT

■ Approbation de l'avenant n° 10 relatif au contrat d'exploitation de service de transport public urbain avec la Régie des Transports Métropolitains

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 16/14952/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé à son Conseil Communautaire du 18 décembre 2010 le nouveau contrat de service public pour l'exploitation des services de transport urbain avec la Régie des Transports de Marseille.

L'article 2.3.3 du Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation de services de transport public urbain prévoit qu'un avenant soit réalisé à la fin de chaque année pour récapituler les évolutions apportées par ordre de service au Réseau et aux autres missions d'exploitation confiées à la Régie.

L'offre de référence du réseau est ainsi mise à jour au 1^{er} janvier 2017.

Concernant les missions complémentaires d'exploitation, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la RTM ont décidé :

- De porter l'objectif du nombre de voyages du transport des personnes à mobilité réduite à 150 000 en 2017 ;
- D'intégrer une nouvelle mission relative au transport d'élèves et étudiants handicapés pour l'année scolaire 2016/2017 ;
- D'exploiter en 2017 le service de navettes maritimes Vieux Port-Pointe Rouge et Vieux Port- Estaque sur cinq mois à compter du 29 avril jusqu'au 1^{er} octobre 2017 et de reconduire la desserte entre la Pointe Rouge et les Goudes sur 3 mois à compter du 1^{er} juillet jusqu'au 1^{er} octobre 2017 ;
- D'étendre les horaires du ferry-boat de 7h30 à 20h30 toute l'année à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

L'offre de référence des réseaux Ciotabus et Gémenos est de même mise à jour au 1^{er} janvier 2017.

Ainsi, il convient d'ajuster pour 2017, le montant des charges d'exploitation du réseau :

- la rémunération annuelle R1 relative à l'exploitation du réseau Métro-Bus-Tramway

est portée à 259,5 millions d'euros HT (CE 2010) pour l'année 2017 ;

- le montant indicatif de la compensation financière relative aux amortissements et frais financiers R2 est porté à 39.6 millions d'euros HT en 2017 pour tenir compte de l'exécution 2015 ;
- la rémunération annuelle C1 relative au transport des personnes handicapées à mobilité réduite est portée à 6.30 millions d'euros HT (CE 2010) intégrant le nouvel objectif de voyages fixé à 150 000 pour 2017. Par ailleurs, la nouvelle mission relative au transport d'élèves et étudiants handicapés donnera lieu à un versement de 225 k€ pour l'année scolaire 2016/2017 ;
- La rémunération annuelle C2 relative à l'Administration du système billettique reste inchangée à 450 000 euros HT
- la rémunération annuelle C4 relative à la gestion de la gare Saint-Charles reste inchangée à 135 millions d'euros HT (CE 2012). Celle-ci s'équilibre entièrement en 2017 avec les recettes de redevances versées par les transporteurs ;
- la rémunération annuelle C5 relative au service de navettes maritimes reste inchangée à 3.45 millions d'euros HT (CE 2016) au titre de l'exploitation sur 5 mois des deux liaisons Vieux-Port/ Pointe-Rouge et Vieux-Port/ Estaque et de l'exploitation sur 3 mois de la liaison Pointe Rouge/les Goudes ;
- La rémunération annuelle C7 relative à l'exploitation du réseau Ciotabus reste inchangée à 3.5 millions d'euros HT (CE 2012);
- La rémunération annuelle C8 relative à l'exploitation du réseau Gémenos reste inchangée à 185 000 euros HT CE 2015 ;
- La rémunération C9 relative à l'exploitation du ferry-boat est portée à 0.57 million euros HT CE 2016 pour tenir compte de l'extension des horaires et des frais de maintenance lourde à la charge de la Métropole pour 25 K€ HT.

Le Plan Prévisionnel des Investissements (PPI) est également actualisé pour tenir compte des réajustements du programme des investissements convenus entre l'Autorité Organisatrice et la Régie ainsi que les impacts résultants de l'avenant 9.

Enfin, conformément aux articles 4.23 et 4.24 du Contrat, l'Objectif de Recettes est amené à varier en fonction de l'Offre Kilométrique et des modifications tarifaires. Pour l'année 2017, le nouvel objectif de recettes est ainsi fixé à 89.9 millions d'euros HT tenant compte des variations d'offre et de la hausse des tarifs des titres occasionnels appliquée à compter du 1^{er} février 2017.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver le présent avenant n°10 qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 014-382/16/CT

■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention relative au traitement juridique et financier des contrats conclus par la RTM sur les biens de Catégorie A

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/15003/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, substituée par la Métropole Aix Marseille Provence au 1^{er} janvier 2016, a confié à la RTM dans le cadre d'une convention approuvée en Conseil communautaire du 21 octobre 2011, la charge de poursuivre l'exécution et la gestion des marchés de quatre opérations d'investissements : les grosses réparations et la maintenance sur matériels roulants ferroviaires ; les modifications des loges tramway ; la rénovation de la station Bougainville du métro ; le renouvellement du pilote automatique et du système d'informations embarqués (PA et SIG embarqués).

Suite à l'achèvement de trois des opérations et des modifications intervenues sur le portage financier de l'opération « PA et SIG embarqués », les parties conviennent de mettre fin à la convention par avenant.

Conformément à l'article 7.2 de la convention, la RTM a établi et notifié à la Métropole un bilan général des opérations achevées récapitulant le détail de toutes les dépenses et recettes consenties pour l'exécution des marchés.

Par ailleurs, dans le cadre de l'avenant 9 au contrat d'obligation de service public conclu entre la Métropole et la RTM, les parties ont convenu de transférer l'opération « PA et SIG embarqués » dans la catégorie des investissements portés par la RTM.

De fait, l'exécution de cette opération selon les dispositions prévues initialement dans la convention, s'achève avec les versements opérés par la Métropole au 31 décembre 2016 pour un montant total de 5 130 809.08 euros hors taxe.

Conformément aux dispositions prévues à l'avenant 9 du contrat d'obligation de service public, la RTM

reversera cette somme à la Métropole sur présentation d'un titre de recette au cours du 1^{er} semestre 2017.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver le présent avenant n°1 à la convention relative au traitement juridique et financier des contrats conclus par la RTM sur les biens de catégorie A qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 015-383/16/CT

■ Approbation des nouveaux tarifs de transport en commun sur le réseau de la Régie des Transports Métropolitains

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/15005/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire. A ce titre, il lui incombe de définir les tarifs applicables sur ses réseaux de transport publics.

Depuis 2013, aucune évolution de tarif n'a été mise en œuvre sur le réseau RTM en dehors de la répercussion de la hausse du taux de TVA pour le transport de voyageurs, appliquée à l'ensemble des titres à l'exception des billets unitaires.

Parallèlement sur la même période, les coûts d'exploitation ont augmenté plus vite que les recettes sous l'effet de l'inflation et des évolutions d'offres de service (3^{ème} ligne de tramway entre Arenc et Castellane, ouverture du métro en soirée, développement du BHNS).

De nombreux réseaux de transports nationaux comme Paris, Lyon ou Nantes augmentent chaque année leur tarif pour tenir compte de la hausse des dépenses d'exploitation.

En 2017, la Métropole appliquera une hausse des tarifs sur les titres occasionnels du réseau.

Le prix du titre SOLO RTM, resté inchangé depuis 2009, augmentera de 0.10 euro. Il sera ainsi porté de 1.50 euro à 1.60 euro soit à un niveau de prix équivalent à celui des réseaux de Nantes ou Toulouse.

De même, le prix du SOLO Secours vendu exclusivement à bord des bus sera porté de 1.90 euro à 2.0 euros comme à Lyon. Le trajet sur carte

personnelle augmentera quant à lui de 0.02 euro et passera de 1.34 euro à 1.36 euro. La carte 10 voyages coutera ainsi 13.60 euros, soit 0.20 euro de plus qu'actuellement.

En revanche, la Métropole n'appliquera aucune augmentation aux formules d'abonnements.

Ces nouveaux tarifs entreront en vigueur à compter du 1^{er} février 2017.

Les tableaux en annexe récapitulent les nouveaux tarifs des titres occasionnels RTM applicables à compter du 1^{er} février 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	101
Voix Contre	43
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Marie MUSTACHIA-Antoine MAGGIO

Sophie CELTON - Patrick MAGRO - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

Marie-Arlette CARLOTTI- Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB- Josette FURACE - Samia GHALI - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Éric SCOTTO- Gérard POLIZZI

MOB 016-384/16/CT

■ Avenant n°2 à la convention constitutive d'un groupement de commandes en date du 2 février 2011 en vue de la passation des marchés liés à l'évolution du système billettique, à la mise à disposition d'informations voyageur en temps réel et à la géolocalisation des véhicules

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/15061/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

- Au 1^{er} janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole ;

- Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du code des transports.

- A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

- Au 1^{er} janvier 2017, pour les services de transport routier interurbains non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Au 1^{er} septembre 2017, pour le transport scolaire.

Le Département conserve sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

Par convention en date du 2 février 2011 un groupement de commandes relatif à l'évolution du système billettique, à la mise à disposition d'information voyageurs en temps réel et à la géo-localisation des véhicules de transports publics collectifs pour le nord et l'ouest du territoire des Bouches-du-Rhône a été mis en place.

Par avenant n°1, sa composition a été modifiée suite à la création du Syndicat mixte de gestion et d'exploitation des transports urbains de la Communauté d'agglomération du Pays de Martigues et du SAN Ouest Provence (SMGETU). Le SMGETU s'est substitué à la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et au San Ouest Provence.

Depuis cet avenant, le Groupement est constitué du Département des Bouches du Rhône, coordonnateur, et de :

- la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre-Durance
- le Syndicat mixte des transports de l'est de l'Etang de Berre,
- la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette
- le Syndicat Mixte de gestion et d'exploitation des transports urbains sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence.

De par les lois MAPTAM et NOTRe et la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les membres seront, de fait à compter du 01 janvier 2017 :

- La Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette,
- La Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- Le Département des Bouches-du-Rhône

Le Groupement a été créé pour une durée de 6 ans à compter du 2 février 2011, soit jusqu'au 1^{er} février 2017.

Dans le cadre de ce groupement de commandes, deux marchés sont toujours en cours d'exécution et la date de leur achèvement est postérieure à celle de la convention de groupement de commandes. Ces marchés sont :

- Le n°14277 « acquisition de fournitures destinées au système billettique : cartes à puce sans contact » notifié le 03 juin 2014 à la société GEMALTO pour une durée de deux ans, reconductible et reconduit une fois ;

- Le n° 16009 « portant sur la fourniture, le déploiement, l'exploitation et la maintenance d'une infrastructure de télécommunication et d'abonnements GPRS/EDGE/3G/3G+, et cartes SIM ainsi que les services associés » notifié le 19/01/2016 à la société SFR BUSINESS pour une durée d'un an, reconductible 3 fois.

Le présent avenant a pour objet de modifier :

- la composition du groupement de commandes suite à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence et au transfert de la compétence transport du Département au profit de la Métropole et de la Région induits par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014, la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 et le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 ;

- de désigner comme coordinateur du groupement de commandes en remplaçant le Département des

Bouches-du-Rhône par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- la durée de la convention, en la prorogeant jusqu'au 31 décembre 2020 pour permettre la poursuite de l'exécution des deux marchés en cours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence Métropole doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 017-385/16/CT

■ Approbation des principes directeurs sur les règles d'accès des opérateurs de transport aux gares routières et emplacements d'arrêts métropolitains

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/14966/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 , I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice de Mobilité sur son ressort territorial, est compétente en matière d'organisation de la mobilité.

L'ordonnance n°2016-79 du 29 janvier 2016 dite « gares routières » impose que les exploitants des gares et aménagements soient déclarés et que ces derniers édictent des règles d'accès aux sites transparentes, objectives et non discriminatoires.

Dans cette optique, la construction métropolitaine implique l'identification et la classification sur l'ensemble du territoire, des gares et emplacements d'arrêt entrant dans le champ de régulation de l'ordonnance. Elle rend également nécessaire l'édiction de règles d'accès à ces sites.

Ce travail est engagé et doit permettre l'édiction de règles harmonisées sur l'ensemble du territoire

métropolitain, en fonction de la nature et de la classification du site considéré.

Par ailleurs, afin de répondre aux obligations réglementaires issues de l'ordonnance, la Métropole Aix-Marseille- Provence est d'ores et déjà en mesure de dégager certains principes directeurs garantissant des règles d'accès transparentes, objectives et non discriminatoires aux opérateurs de transport.

En effet, cinq séries de mesures sont proposées :

- les autorisations délivrées aux opérateurs de services librement organisés ont une durée d'un an. Les autorisations délivrées avant l'entrée en vigueur de la présente délibération seront reconduites pour l'année 2017.
- avant la fin du premier semestre l'année n, les opérateurs de services librement organisés transmettront à l'Autorité Organisatrice de Mobilité, les prévisions d'ouverture de ligne et de demandes de créneaux, pour la période à compter du 1^{er} septembre de l'année n et jusqu'au 31 Août de l'année n+1;
- Toute demande nouvelle d'un opérateur de services librement organisé fera l'objet d'une réponse sous un mois, à compter de la réception de la demande ;
Ces demandes devront être faites par courrier et les créneaux alloués le seront à la règle du premier arrivé, premier servi en cas de demandes identiques entre deux opérateurs.
Un opérateur pourra se désengager sous préavis d'un mois des créneaux qui lui avaient été attribués
- les autorisations délivrées au bénéfice d'opérateurs de services conventionnés, issues d'engagements de longue durée, (délégations de service public ou marchés publics) prévalent sur celles délivrées pour les opérateurs de services librement organisés ;
- les accès aux deux gares routières principales (Aix et Marseille) du territoire métropolitain, sont régis par les conditions d'accès ci-annexées (tarifs et règlement d'exploitation chacun susceptibles d'évoluer).
La Métropole se réserve le droit de convenir de mesures similaires sur d'autres sites métropolitains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine au Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 018-386/16/CT

■ Approbation d'une convention de délégation de compétence entre le Conseil Départemental et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour les services de transport scolaires exploités par la RDT 13

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 16/14957/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains et scolaires intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole ;
 - Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du code des transports.
- A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
 - Au 1er septembre 2017, pour le transport scolaire, non inclus dans le ressort territorial de la Métropole.

Le Département conserve, par ailleurs, sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

Le Département des Bouches-du-Rhône demeure ainsi compétent en matière de transport scolaires jusqu'au 1^{er} septembre 2017, en dehors du ressort territorial de la Métropole.

Par ailleurs, le principe du transfert de la RDT13 vers la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été adopté en Conseil métropolitain du 17 octobre 2016. Pour des motifs tenant à la continuité des services et à leur amélioration, et également, de considérations techniques, économiques et sociales, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaitent maintenir l'unité organique et fonctionnelle de l'EPIC RDT13, c'est-à-dire conserver l'établissement public en tant que personne morale ainsi que le périmètre de ses activités actuelles.

C'est dans cette perspective que le Conseil Métropolitain est invité, par la présente délibération, à adopter la convention de délégation de compétence des services de transport scolaires exploités par la RDT 13, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental, à compter du 1er janvier 2017.

La Métropole exercera la compétence déléguée au nom et pour le compte du Conseil Départemental.

A compter de la date d'entrée en vigueur de la convention, la Métropole est responsable de l'organisation et du fonctionnement des services de transport pour lesquels le Département lui délègue sa compétence.

A ce titre, la Métropole :

- définit la politique générale des transports relevant de sa compétence déléguée, les orientations et l'organisation de ces transports publics et fixe les grandes orientations, y compris en matière de qualité de service et de sûreté ;
- est seule responsable des relations avec les usagers ;

La présente convention n'emporte pas transfert de compétence au bénéfice de la Métropole. Au terme de la convention, la Région, bénéficiaire au 1^{er} septembre 2017, du transfert des services de transport scolaire, non inclus dans le ressort territorial de la Métropole, reprend la responsabilité de la compétence déléguée.

Les services de transport scolaires, objet de la présente délégation, sont détaillés dans la convention ci annexée.

Le Département rembourse à l'euro, l'ensemble des charges financières assumées par la Métropole pour

l'exécution des services de transport scolaires. A ce titre d'information, ces charges se sont élevées à 1.313.253 € HT sur l'exercice 2015
Cette convention prend fin au 31 août 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 019-387/16/CT

■ **Approbation de la convention de délégation de compétence entre le Conseil Départemental et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour les services de transport routier des élèves et étudiants handicapés exploités par la RDT 13**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/15051/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales , le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole ;
 - Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du code des transports.
- A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
 - Au 1er septembre 2017, pour le transport scolaire.

Le Département conserve sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

Par ailleurs, le principe du transfert de la RDT13 vers la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été adopté en Conseil métropolitain du 17 octobre 2016. Pour des motifs tenant à la continuité des services et à leur amélioration, et également à des considérations techniques, économiques et sociales, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaitent maintenir l'unité organique et fonctionnelle de l'EPIC RDT13, c'est-à-dire conserver l'établissement public en tant que personne morale ainsi que le périmètre de ses activités actuelles.

C'est dans cette perspective que le Conseil Métropolitain est invité, à adopter la convention de délégation de compétence des services de transport routier des élèves et étudiants handicapés exploités par la RDT 13, entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental, à compter du 1er janvier 2017.

La Métropole exercera la compétence déléguée au nom et pour le compte du Conseil Départemental.

A compter de la date d'entrée en vigueur de la convention, la Métropole est responsable de l'organisation et du fonctionnement des services de transport pour lesquels le Département lui délègue sa compétence.

A ce titre, la Métropole :

- définit la politique générale des transports relevant de sa compétence déléguée, les orientations et l'organisation de ces transports publics et fixe les grandes orientations, y compris en matière de qualité de service et de sûreté ;
- est seule responsable des relations avec les usagers ;

La présente Convention n'emporte pas transfert de compétence au bénéfice de la Métropole. Au terme de la convention, le Département reprend la responsabilité de la compétence déléguée.

Les services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires, objet de la présente délégation, sont détaillés dans la convention ci annexée.

Cette convention a une durée d'un an, renouvelable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 020-388/16/CT

■ **Approbation de l'Avenant 1 à la convention conclue avec le Département des Bouches-du-Rhône pour l'octroi de l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du RSA soumis à l'obligation de contractualisation et titulaires d'un contrat d'engagement réciproque résidant sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/15056/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône.

- A la Métropole d'Aix Marseille-Provence :
 - Au 1^{er} janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole
 - Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du code des transports.
- A la Région Provence- Alpes-Côte d'Azur :
 - Au 1^{er} janvier 2017, pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
 - Au 1^{er} septembre 2017, pour le transport scolaire.

Dans ce cadre, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont convenu de modifier par avenant la convention pour l'octroi de l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du RSA pour intégrer au périmètre de la convention à compter du 1^{er} janvier 2017, les lignes du réseau Carreize

selon les dispositions prévues en annexe1 du présent avenant.

Ainsi pour chaque bénéficiaire déterminé par le Département, le Conseil Départemental prendra en charge cinquante pour cent du tarif en vigueur de l'abonnement mensuel Grand Public du réseau Carreize de référence.

Les titres de transport délivrés se présentent sous la forme d'abonnements mensuels attribués pour la durée du contrat d'engagement réciproque, 10 euros de frais de dossier étant payés par l'utilisateur.

Cet avenant 1 à la convention entrera en vigueur le 1er janvier 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du Conseil du 15 décembre 2016, approuvant la convention mandat entre la Métropole et la Région pour l'encaissement et le reversement des recettes des lignes de transport régionales ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence Métropole doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	127
Voix Contre	0
Abstentions	17

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

MOB 021-389/16/CT

■ **Approbation de la convention de délégation de compétence entre la Région Provence Alpes Côte-d'Azur et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et exploités par la RDT 13**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/14963/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole ;
 - Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du code des transports.
- A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
 - Au 1er septembre 2017, pour le transport scolaire.

Le Département conserve sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

Par ailleurs, le principe du transfert de la RDT13 vers la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été adopté en Conseil métropolitain du 17 octobre 2016. Pour des motifs tenant à la continuité des services et à leur amélioration, et également, de considérations techniques, économiques et sociales, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaitent maintenir l'unité organique et fonctionnelle de l'EPIC RDT13, c'est-à-dire conserver l'établissement public en tant que personne morale ainsi que le périmètre de ses activités actuelles.

C'est dans cette perspective que le Conseil Métropolitain est invité, à adopter la convention de délégation pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et exploités par la RDT 13 entre la Région Provence Alpes Côte-d'Azur et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à compter du 1er janvier 2017.

La Métropole exercera la compétence déléguée au nom et pour le compte de la Région. Dans ce cadre, cette dernière assure :

- l'exécution pour le compte de la Région des services délégués, conformément aux principes tarifaires et règlement d'usage des transports définis ;
- la commande des prestations et le suivi de leur bonne exécution aux plans administratif, technique et sécuritaire ;
- l'organisation de la perception des recettes et de la délivrance des titres de transport ;
- le reversement des recettes à la Région sur la base des chiffres extraits du système billettique par la Région.

La Région conserve la responsabilité :

- de la définition et des règles d'organisation des services ;
- des règles d'accès et de sécurité aux services réguliers ou scolaires ;
- de la tarification et les caractéristiques des titres de transport ;

Les lignes régulières et scolaires, objet de la présente délégation, sont détaillées dans la convention ci annexée.

Cette convention a une durée d'un an, renouvelable une fois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 022-390/16/CT

■ Approbation de la convention de mandat entre la Région Provence Alpes Côte-d'Azur et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour l'encaissement et le reversement des recettes des lignes de transport régionales

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 16/15049/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

- Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole ;
- Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du code des transports.
- A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
 - Au 1er septembre 2017, pour le transport scolaire.

Le Département conserve sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

Dans le cadre du transfert de compétence, le marché de « gestion de la billetterie du département hors gare routière d'Aix et Marseille » a vocation à être repris intégralement par la Métropole au 1^{er} janvier 2017.

Au titre du contrat, il est prévu que le titulaire « *mette en place, gère et anime, au nom et pour le compte du Pouvoir Adjudicateur, le réseau des points de vente des titres départementaux et perçoive, au nom et pour le compte du Pouvoir Adjudicateur, les recettes de vente des titres départementaux de transport dans l'ensemble des points de vente du Département* ».

Dans la mesure où le marché n'est pas scindé entre la Métropole et la Région, il appartient à la Métropole de percevoir, au nom et pour le compte de cette dernière les recettes liées à la vente des titres du réseau de transport régional. La Métropole procédera au reversement des fonds issus des recettes de billetterie des lignes de transport gérées par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La Région remboursera la Métropole des dépenses d'exécution du marché de gestion de billetterie sur le fondement d'une clé de répartition arrêtée à 15% du montant total soit 102 450 euros HT valeur 2015.

C'est dans cette perspective que le Conseil Métropolitain est invité, à adopter la convention de mandat entre la Région Provence Alpes Côte-d'Azur et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à compter du 1er janvier 2017.

Les sites et les lignes concernés sont détaillés dans la convention ci annexée.

Cette convention a une durée de deux ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille - Provence Métropole doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 023-391/16/CT

■ Approbation de la convention de coopération entre le Conseil Départemental et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour des activités connexes à la compétence transport transférée

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/15060/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

- au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole ;
- pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du code des transports.

Certaines activités, connexes aux services de transport, assurées par le Département des Bouches-du-Rhône ne seront pas transférées à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et demeureront de la compétence du Département.

Il s'agit :

- du transport d'échantillons pour le Laboratoire Départemental d'Analyses (« LDA13 ») ;
- de l'exploitation de cars podium et de camions de médecine préventive et de radiologie ;

- des prestations logistiques ;
- de l'utilisation du PC sécurité sur les lignes de transport.

La Région et la Métropole poursuivent l'intérêt commun de garantir la continuité de ces services, connexes à l'activité transport transférée.

Aussi, il apparaît nécessaire d'organiser une période de transition, afin que la Métropole mette à disposition du Département des Bouches-du-Rhône son expérience de gestion opérationnelle de ces services.

Parallèlement, il est également indispensable, pendant cette même période que le Département mette à disposition de la Métropole son expertise en matière d'utilisation du PC sécurité.

C'est dans cette perspective que le Conseil Métropolitain est invité, à adopter la convention de coopération entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental, pour des activités connexes à la compétence transport transférée, à compter du 1er janvier 2017.

Cette convention est d'une durée de 6 mois, renouvelable

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence. ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence Métropole doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 024-392/16/CT

■ Approbation de la convention de délégation de coopération et de délégation entre le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Provence Alpes Côte-d'Azur, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence relative à l'exploitation du système d'Information transports départemental

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 16/15047/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole ;
 - Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du code des transports.
- A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
 - Au 1er septembre 2017, pour le transport scolaire.

Le Département conserve sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

Le système d'information transport départemental, aujourd'hui sous autorité exclusive du Conseil départemental, a vocation à être transféré, non seulement à la Métropole et à la Région mais aussi aux Communautés d'agglomération, Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence, également Autorités Organisatrices de la Mobilité sur leur ressort territorial.

A ce stade, compte tenu de l'imbrication entre les systèmes d'information départementaux centraux et ceux dédiés aux transports, il n'est techniquement possible ni de procéder à l'évaluation du transfert des charges ni de procéder au transfert physique des systèmes.

Dans ce contexte, la présente convention poursuit trois objectifs :

- tout d'abord, elle a vocation à maintenir la continuité du système d'Information transports départemental pendant une phase transitoire. A ce titre, la convention définit l'organisation technique de l'exploitation du système d'Information transports (modalités de mise en œuvre du système, de mise à jour et d'échanges de données, de missions du CD13 et de leurs exploitants, missions des autres partenaires...), ainsi que les mesures contribuant au transfert et à l'interopérabilité du système d'information existant ;
- par ailleurs, elle vise à définir les engagements ainsi que les modalités des flux financiers entre les parties ;

- enfin, elle a également pour objectif, de surseoir à l'évaluation des charges de l'ensemble de fonctionnement, donnant lieu à compensation à la Métropole par le Département liées au système d'information transports, de façon à pouvoir mener celle-ci en 2018, sur la base d'une ventilation fine des coûts réels supportés par chacune des parties à la convention relative à l'exploitation. L'année 2017 constituera la référence de la seule clé de répartition Métropole-Région- autres EPCI parties de la convention informatique, étant entendu qu'elle doit ensuite être appliquée aux données financières issues du compte administratif 2015.
- Cette convention a une durée d'un an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence Métropole doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 025-393/16/CT

■ Constitution d'un groupement de commandes en vue de coordonner et mutualiser les achats se rapportant aux fournitures et services liés à l'exercice de leur compétence en matière de transport pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Communauté d'agglomération Arles Camargue Montagnette, la Communauté d'Agglomération Terre de Provence Agglomération et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/15059/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 , I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
 - Au 1^{er} janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant

interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole ;

- Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du code des transports ;
- A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :
 - Au 1^{er} janvier 2017, pour les services de transport routier interurbains non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Au 1^{er} septembre 2017, pour le transport scolaire.

Le Département conserve sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

La Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette est compétente en matière de transport routier de personnes demeurant interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de l'agglomération,

La Communauté d'Agglomération Terre de Provence Agglomération par délibération du conseil de Métropole en date du 15 décembre donne compétence à la Métropole AMP pour l'exécution de ces services,

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole d'approuver la constitution d'un groupement de commande réunissant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette, la Communauté d'Agglomération Terre de Provence Agglomération et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour coordonner et mutualiser les achats en matière de fournitures et services liés à l'exercice de leur compétence en matière de transport.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver la constitution de ce groupement ;
- de désigner la Métropole d'Aix-Marseille-Provence coordonnateur du groupement, dont les missions sont précisées au cas par cas dans la convention, pour le compte de ses membres.

Le fonctionnement de ce groupement de commandes est détaillé dans une convention dite «Convention constitutive d'un groupement de commandes pour coordonner et mutualiser les achats en matière de fournitures et services liés à l'exercice de leur compétence en matière de transport de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette, la Communauté d'Agglomération Terre de Provence Agglomération et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur , dont les termes sont soumis à votre approbation. (Annexe n°1)

Il est en outre expressément convenu que le périmètre du groupement pourra être étendu à d'autres groupements de communes ou collectivités territoriales et établissements publics et sociétés publiques locales qui leur seraient rattachés. A cette fin, d'autres marchés portant sur des prestations identiques pourront ainsi être lancés dans le cadre du groupement ainsi constitué ou en dehors de ce groupement sans délibération supplémentaire et sans aucun avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence Métropole doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 026-394/16/CT

■ Approbation des statuts et membres du Conseil d'Administration de la RDT

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 16/14968/CT**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole ;

- Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du code des transports.

- A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

- Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier interurbains non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Au 1er septembre 2017, pour le transport scolaire.

Le Département conserve sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

La Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône (« RDT13 ») est un établissement public à caractère industriel et commercial (« EPIC ») chargé, conformément à l'article 1 de ses statuts, d'exploiter :

- Les services de transports publics de personnes du Département des Bouches-du-Rhône, dont la consistance et les modalités d'exploitation sont définies dans le Contrat d'Obligations de Service Public en vigueur ;
- Les services de transports publics de marchandises du Département des Bouches-du-Rhône, dont la consistance et les modalités d'exploitation sont définies dans le Contrat d'Obligations de Service Public en vigueur.
- Toutes activités de transport ou connexes à celui-ci dans les conditions définies par la réglementation en vigueur et notamment par le Code des Transports.
- Les services de transports ferroviaires de marchandises à partir des lignes appartenant au Département des Bouches-du-Rhône ou relevant de lui et d'autres activités ferroviaires connexes.

Dès lors que l'activité principale de la RDT13, à savoir le transport routier non urbain et nouvellement urbain de personnes, relèvera au 1er janvier 2017 de la compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour sa partie consacrée aux lignes régulières et au 1er septembre 2017 pour sa partie Transports scolaires, cette dernière a vocation à devenir l'autorité de rattachement de la RDT13. Conformément à la délibération n°1791 du 17 septembre 2016 du Conseil de la Métropole et à la délibération n° 66 du 21 octobre 2016 du Conseil départemental, le transfert de la régie à la Métropole, nouvelle autorité de tutelle donne lieu à l'élaboration d'un nouveau Contrat d'obligation de service public entre la Métropole et la Régie.

Dans ces conditions il est également indispensable d'adopter de nouveaux statuts de la RDT 13.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, la RDT13 est administrée par un conseil d'administration qui élit en son sein son président et un ou plusieurs vice-présidents.

Le Conseil d'Administration de la RDT13 est composé de 15 membres désignés par l'assemblée délibérante de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition de son Président.

Il comprend :

- 9 membres de l'organe délibérant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- 2 personnalités choisies en raison de leur compétence (personnes dites « *qualifiées* ») ;
- 3 membres représentant le Personnel de la REGIE, chaque Pôle (Pôle Ferroviaire et Pôle Voyageurs) devant disposer d'au moins un représentant.
- 1 membre représentant les usagers.

Le nombre d'administrateurs pourra évoluer pour y intégrer des représentants d'autres institutions publiques.

La métropole a prévu un changement de dénomination de la REGIE au cours de l'année 2017 respectant son histoire et lui permettant d'afficher son appartenance à la Métropole.

La durée des mandats des administrateurs est de 3 ans.

Dans ce contexte, le Conseil Métropolitain est invité à adopter les statuts de la RDT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	125
Voix contre	0
Abstentions	19

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI - Antoine MAGGIO - Marie MUSTACHIA

MOB 027-395/16/CT

■ Approbation du contrat Obligation de Service Public de la RDT13 avec la Métropole

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 16/14956/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
 - o Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole ;
 - o Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du code des transports.
- A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :
 - o Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier interurbains non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
 - o Au 1er septembre 2017, pour le transport scolaire.

Le Département conserve sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

Le Département exerce les compétences qui doivent être transférées à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence selon les modalités suivantes :

- d'une part, en régie directe avec la passation de marchés et/ou de délégations de service public ;
- d'autre part, à travers un contrat d'obligation de service public conclu avec Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône (« RDT13 »), régie personnalisée.

La Métropole bénéficiaire du transfert des services de transport est appelée à succéder au Département dans l'ensemble de ses droits et obligations et, en particulier, dans les actes juridiques ou contrats existants liés à l'exercice de cette compétence.

Dès lors que l'activité principale de la RDT13, à savoir le transport routier non urbain et nouvellement urbain de personnes, relèvera au 1er janvier 2017 de la compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la fois pour les lignes régulières et pour les transports scolaires, cette dernière a vocation à devenir l'autorité de rattachement de la RDT13. Conformément à la délibération n°1791 du 17 septembre 2016 du Conseil de la Métropole et à la délibération n° 66 du 21 octobre 2016 du Conseil départemental, le transfert de la régie à la Métropole, nouvelle autorité de rattachement, donne lieu à l'élaboration d'un nouveau Contrat d'obligation de service public entre la Métropole et la Régie.

Il est ici précisé que la RDT13 est un établissement public à caractère industriel et commercial chargée d'exploiter les services de transport public de personnes du Département des Bouches-du-Rhône.

A compter du 1er janvier 2017, la Régie Départementale des Transports 13 deviendra l'opérateur interne de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. A ce titre, il appartient à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'approuver les nouveaux statuts de la RDT13.

Par ailleurs, comme rappelé ci-dessus, la consistance et les modalités d'exploitation des services de transport par la RDT13, sont définies dans un Contrat d'Obligations de Service Public.

Dans le cadre de ce Contrat de Service Public (ci-après COSP) établi en application des dispositions du Règlement CE n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, la RDT13, en sa qualité d'opérateur interne, a pour objet de réaliser toute prestation de service pour le compte de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relevant de cette réglementation à titre principal, complémentaire ou connexe.

A ce titre, elle exploite ou peut se voir confier directement des missions de transport routier et ferroviaire telles que:

- des services de transports publics de personnes, notamment interurbains dont la consistance et les modalités d'exploitation sont définies dans le COSP en vigueur ;
- les services de transports publics de marchandises, dont la consistance et les modalités d'exploitation sont définies dans le COSP en vigueur.

- toutes activités de transport ou connexes à celui-ci et diverses missions d'assistance relevant de l'activité transport dans les conditions définies par la réglementation en vigueur, dont la consistance et les modalités d'exploitation sont définies dans le COSP en vigueur.

Par le contrat d'obligation de service public présenté, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence confie à la RDT13 l'ensemble des prestations et missions suivantes :

- La gestion et l'exploitation, par tous modes de transport, des services de transports publics de personnes (Chapitre 1er du Titre 2 du contrat) . A cet effet, le contrat définit les obligations de service public que la Régie doit remplir ainsi que les zones géographiques concernées, établit à l'avance, de façon objective et transparente, la nature et l'ampleur de tous droits exclusifs accordés, définit les modalités de répartition des coûts liés à la fourniture des services et arrête les modalités de perception des recettes liées à la vente des titres de transport ;
- Le transport des élèves et étudiants handicapés, aux conditions et modalités (figurant au contrat figurant au Chapitre 2 du Titre 2) ;
- Les prestations de transport ferroviaire et de logistique associée, notamment dans le cadre de la compétence de la Métropole en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie (transport de déchets ménagers) ;
- Le transport occasionnel de voyageurs, aux conditions et modalités figurant au contrat ;
- Les prestations de communication et de vente des titres de transport (aux conditions et modalités figurant au Chapitre 4 du Titre 2 du contrat) ;
- Les missions complémentaires accomplies pour l'Autorité Organisatrice (aux conditions et modalités figurant au Chapitre 6 du Titre 2 du contrat).
- Les missions transitoires exécutées par la Régie à titre de coopération entre l'Autorité Organisatrice et le Département des Bouches du Rhône, aux conditions et modalités figurant au Chapitre 7 du Titre 2.

Le contrat est conclu jusqu'au 31 décembre 2023. La liste de ces missions est définie au jour du contrat et toute modification devra faire l'objet d'un avenant au Contrat.

Compte tenu de ces considérations, le Conseil de la Métropole est invité à approuver le contrat d'obligation de service public pour définir la consistance et les modalités d'exploitation des services confiées à la RDT13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	106
Représentés	38

Voix Pour	142
Voix Contre	0
Abstentions	2

Adoptée

Se sont abstenus :

Antoine MAGGIO - Marie MUSTACHIA

MOB 028-396/16/CT

■ Approbation d'une convention chéquiers loisirs entre la commune d'Aubagne et la Métropole d'Aix-Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 16/15066/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Afin de faciliter l'accès à la culture, au sport, aux loisirs, et aux sorties aux jeunes aubagnais, la ville d'Aubagne a mis en place ces dernières années le « Chéquier Loisirs ».

Ce « Chéquier- Loisirs » est délivré gratuitement et sans condition de ressources à tous les jeunes aubagnais âgés de 13 à 25 ans, détenteurs de la carte jeunesse et jusqu'à 30 ans pour les personnes à mobilité réduite.

Le conseil du Département a passé en février 2016 une convention avec la commune d'Aubagne permettant aux détenteurs des chèques loisirs de les utiliser pour acquérir des titres de transports sur le réseau CARTREIZE. Cette convention arrive à expiration le 31 décembre 2016.

Ainsi, des « chèques loisirs » de 7euros pouvaient être utilisés par les jeunes pour l'achat d'une carte de 6 trajets sur les lignes:

- Aubagne – Aix en Provence,
- Aubagne - La Ciotat,
- Aubagne - Marseille.

Des chèques « au choix » de 3 euros pouvaient également être utilisés, seuls ou en complément des chèques transports.

Or, la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole ;
 - Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du code des transports.
- A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier interurbains non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
 - Au 1er septembre 2017, pour le transport scolaire.

Par conséquent, afin d'assurer une continuité des prestations au profit des bénéficiaires de la mesure, il est proposé de conclure pour une durée d'un an une nouvelle convention entre la commune d'Aubagne et la Métropole Aix-Marseille Provence sur la base des mêmes dispositions que celles antérieurement en vigueur entre le CD13 et la commune.

Néanmoins, le montant des chèques loisirs fixé à 7 euros les années passées et ramené à 5 euros pour l'année 2017 et le chèque au choix de 3 euros est supprimé.

La Ville d'Aubagne s'engage à payer à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence le total de la somme des chèques réellement collectés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Les modalités d'application de ce dispositif entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aubagne sont précisées dans le projet de convention annexé au présent rapport.

Ce projet de convention n'induit aucune incidence financière en dépenses.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 029-397/16/CT

**■ Information du Conseil de Territoire : Agenda de la Mobilité Métropolitaine
DAJASV 16/15077/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'agenda de la mobilité métropolitaine est un des premiers documents stratégiques de la Métropole.

La mobilité est l'enjeu majeur des prochaines années pour le territoire Métropolitain.

Il est indispensable d'avoir une vision globale et cohérente des problèmes de mobilité. Les déplacements de plus de 7 km représentent 10 % des déplacements internes à la Métropole et 60 % des kilomètres parcourus. Ceux-ci sont réalisés à 94 % en voiture particulière faute d'une offre de transport alternatif adaptée. L'enjeu est donc de convaincre les automobilistes d'opter pour les transports en commun mais aussi les modes alternatifs et le covoiturage.

Pour cela il faut une offre en transport en commun à forte fréquence, rapide, fiable, confortable, sécurisée, et accessible à tous, avec des correspondances facilitées.

Construire une telle offre pour couvrir l'essentiel du territoire métropolitain est l'ambition de l'agenda de la Mobilité Métropolitaine.

Cet agenda présenté en trois périodes échelonnées entre 2017 et après 2025 permet d'organiser la mobilité métropolitaine. Il sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole et transmis pour information au Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la mobilité est un enjeu majeur de la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de l'agenda de la mobilité métropolitaine, ci-annexé.

***Commission "Développement
Durable, Agriculture"***

DDA 001-398/16/CT

■ **Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'un avenant de prolongation à la convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir - Villes et Territoires Durables**

**Avis du Conseil de Territoire
DEE 16/15015/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant l'aménagement de l'espace métropolitain et sur la politique de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'un avenant de prolongation à la convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire est donc saisi pour avis du projet de délibération précité.

Présentation du rapport :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, en collaboration étroite avec Marseille Rénovation Urbaine (MRU) et les bailleurs sociaux portent ensemble un projet innovant appelé « Sirius », au service et avec les habitants du quartier de Frais Vallon situé dans le 13^e arrondissement de Marseille.

En effet, ce projet est lauréat de l'appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « Villes et territoires durables » depuis le 15 décembre 2015.

Cet Appel à Manifestation d'Intérêt a été lancé par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) et le Commissariat Général à l'Investissement (CGI) dans du Programme Investissements d'Avenir (PIA).

Dans le cadre de cet AMI, la Métropole est pilote et porteur du dossier auprès du CGI et de l'ANRU mais certaines études peuvent être portées par d'autres maîtres d'ouvrage.

Rappel : Objet du projet « Sirius » à Frais Vallon

Le projet « Sirius » porté par AMP et retenu par l'ANRU propose :

- Une rénovation énergétique exemplaire et une gestion de la production et des consommations énergétiques en utilisant les Réseaux Electriques Intelligents (REI),
- Un accompagnement des habitants aux « nouveaux gestes écologiques » en utilisant le concept « d'économie comportementale » appelée « NUDGE »,
- La mise en place de « nouveaux services » aux habitants dans des domaines tels que la mobilité durable, la cohésion sociale et le numérique.

La première phase d'Appel à Manifestation d'Intérêt appelée « phase de maturation des projets » consiste à réaliser des études complémentaires au dossier de candidature.

Pour chaque étude, une subvention est allouée aux maîtres d'ouvrage par le Commissariat Général à l'Investissement (CGI) et versée par l'ANRU.

Trois études vont être réalisées dans le cadre de cette phase dont la première est en maîtrise d'ouvrage AMP.

Rappel : Etudes phase 1 en maîtrise d'ouvrage AMP

Les deux autres sont en maîtrise d'ouvrage Habitat Marseille Provence.

Intitulé de l'Action	Montant total HT prévisionnel de l'Action (assiette de subvention PIA)	Taux de subvention PIA	Montant maximum de la subvention PIA	Montant de la subvention CDC	Autres financements
Etude pour la détermination d'une solution énergétique globale et innovante pour le quartier de FRAIS VALLON	72 000 €	62 %	44 640 €	/	Fonds propres : 27 360 €
TOTAL	72 000 €	62%	44 640 €	/	Fonds propres : 27 360 €

Rappel : Etudes phase 1 en maîtrise d'ouvrage HMP

Intitulé de l'Action	Montant HT total prévisionnel de l'Action (assiette de subvention PIA)	Taux de subvention PIA	Montant maximum de la subvention PIA	Montant de la subvention CDC	Autres financements
Mise en oeuvre de nouveaux services de proximité et de Nudges pour l'augmentation du « reste pour vivre »	80 000 €	75%	60 000€	/	Fonds propres : 20 000 €
Etude juridico-économique pour la mise en place d'une centrale d'autoproduction d'énergie photovoltaïque	24 000 €	62.5%	15 000 €	/	Fonds propres : 9 000 €
TOTAL HT	104 000 €		75 000 €	/	29 000 €

La formalisation administrative de cette première phase a nécessité la signature de deux conventions entre AMP et l'ANRU :

- une « convention cadre de maturation du projet »,
- une « convention attributive de subvention »,

Ces deux documents ont été adoptés par délibération n° ENV 016-425/16/BM du conseil métropolitain du 30 juin 2016 (avis du conseil de territoire n° HN 049-092/16/CT du 24 juin 2016) et il s'agit de proposer ici la rédaction d'un avenant à la convention cadre.

Un avenant à la « convention attributive de subvention » sera également proposé dans une autre délibération au conseil de territoire.

La convention-cadre fixe les modalités de travail entre AMP, l'ANRU et le deuxième maître d'ouvrage du projet qui est Habitat Marseille Provence.

Elle fixe également les délais d'exécution et de validité de la phase d'études.

Le lancement effectif de la Métropole et de l'organisation de ses services ainsi que le délai de lancement des marchés publics n'ont pas permis de lancer l'étude AMP dans les délais impartis et il s'agit ici de rédiger un avenant de prolongation afin d'étendre la durée de la phase 1 et donc la durée d'éligibilité des dépenses.

De même, cette prolongation permettra au deuxième maître d'ouvrage HMP de recevoir la subvention pour la totalité des études qu'il a lancées.

Le délai d'exécution de la phase 1 figure à l'article 3 de la convention-cadre et nécessite donc aujourd'hui la rédaction d'un avenant.

- Délai d'exécution initialement prévu : du 1^{er} août 2016 au 16 décembre 2016
- Nouveau délai d'exécution suite à l'avenant : prolongation de 10 mois soit du 16 décembre 2016 au 16 octobre 2017
- Délai de validité initialement prévu : du 1^{er} août 2016 au 1^{er} mars 2018
- Délai de validité suite à l'avenant : prolongation de 10 mois soit du 1^{er} mars 2018 au 31 janvier 2019

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération du bureau de la Métropole portant sur « Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'un avenant de prolongation à la convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'un avenant de prolongation à la convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant sur « Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'un avenant de prolongation à la convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	142
Voix Contre	0
Abstentions	2

Se sont abstenus :

Antoine MAGGIO – Marie MUSTACHIA

DDA 002-399/16/CT

**■ Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon -
Approbation d'un avenant de prolongation à la
convention attributive de subvention avec l'Agence
Nationale pour la Rénovation Urbaine dans le cadre
du Programme d'Investissements d'Avenir - Villes
et Territoires Durables**

**Avis du Conseil de Territoire
DEE 16/15016/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant l'aménagement de l'espace métropolitain et sur la politique de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'un avenant de prolongation à la convention attributive de subvention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables » satisfait les conditions de l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire est donc saisi pour avis du projet de délibération précité.

Présentation du rapport :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, en collaboration étroite avec Marseille Rénovation Urbaine (MRU) et les bailleurs sociaux

portent ensemble un projet innovant appelé « Sirius », au service et avec les habitants du quartier de Frais Vallon situé dans le 13^e arrondissement de Marseille.

En effet, ce projet est lauréat de l'appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « Villes et territoires durables » depuis le 15 décembre 2015.

Cet Appel à Manifestation d'Intérêt a été lancé par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) et le Commissariat Général à l'Investissement (CGI) dans le cadre du programme Investissements d'Avenir (PIA).

Dans le cadre de cet AMI, la Métropole est pilote et porteur du dossier auprès du CGI et de l'ANRU mais certaines études peuvent être portées par d'autres maîtres d'ouvrage.

Rappel : Objet du projet « Sirius » à Frais Vallon

Le projet « Sirius » porté par AMP et retenu par l'ANRU propose :

- Une rénovation énergétique exemplaire et une gestion de la production et des consommations énergétiques en utilisant les Réseaux Electriques Intelligents (REI),
- Un accompagnement des habitants aux « nouveaux gestes écologiques » en utilisant le concept « d'économie comportementale » appelée « NUDGE »,
- La mise en place de « nouveaux services » aux habitants dans des domaines tels que la mobilité durable, la cohésion sociale et le numérique.

La première phase d'Appel à Manifestation d'Intérêt appelée « phase de maturation des projets » consiste à réaliser des études complémentaires au dossier de candidature.

Pour chaque étude, une subvention est allouée aux maîtres d'ouvrage par le Commissariat Général à l'Investissement (CGI) et versée par l'ANRU.

Trois études vont être réalisées dans le cadre de cette phase dont la première est en maîtrise d'ouvrage AMP.

Les deux autres sont en maîtrise d'ouvrage Habitat Marseille Provence.

Rappel étude phase 1 en maîtrise d'ouvrage AMP :

Intitulé de l'Action	Montant total HT prévisionnel de l'Action (assiette de subvention PIA)	Taux de subvention PIA	Montant maximum de la subvention PIA	Montant de la subvention CDC	Autres financements
Etude pour la détermination d'une solution énergétique globale et innovante pour le quartier de FRAIS VALLON	72 000 €	62 %	44 640 €	/	Fonds propres : 27 360 €
TOTAL	72 000 €	62%	44 640 €	/	Fonds propres : 27 360 €

La formalisation administrative de cette première phase a nécessité la signature de deux conventions entre AMP et l'ANRU :

- une « convention cadre de maturation du projet »,
- une « convention attributive de subvention »,

Ces deux documents ont été adoptés par délibération n° ENV 016-425/16/BM du conseil métropolitain du 30 juin 2016 (avis du conseil de territoire n° HN 049-092/16/CT du 24 juin 2016) et il s'agit de proposer ici la rédaction d'un avenant à la convention attributive de subvention.

Un avenant à la « convention cadre » sera également proposé dans une autre délibération au bureau de la métropole.

La convention-attributive de subvention fixe le montant de la subvention allouée par l'ANRU et AMP, et les modalités de versement de cette subvention.

Le lancement effectif de la Métropole et de l'organisation de ses services ainsi que le délai de lancement des marchés publics n'ont pas permis de lancer l'étude AMP dans les délais impartis et il s'agit ici de rédiger un avenant de prolongation afin d'étendre la durée de la phase 1 et donc la durée d'éligibilité des dépenses.

Le délai d'exécution de la phase 1 figure à l'article 3 de la convention-cadre et nécessite donc aujourd'hui la rédaction d'un avenant.

- Délai d'exécution initialement prévu : Du 1^{er} août 2016 au 16 décembre 2016
- Nouveau délai d'exécution suite à l'avenant : prolongation de 10 mois soit du 16 décembre 2016 au 16 octobre 2017
- Délai de validité initialement prévu : Du 1^{er} août au 1^{er} mars 2018
- Délai de validité suite à l'avenant : prolongation de 10 mois soit du 1^{er} mars 2018 au 31 janvier 2019

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération du bureau de la Métropole portant sur « Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'un avenant de prolongation à la convention attributive de subvention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur « Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'un avenant de prolongation à la convention attributive de subvention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur «Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'un avenant de prolongation à la convention attributive de subvention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	142
Voix Contre	0
Abstentions	2

Se sont abstenus :

Antoine MAGGIO – Marie MUSTACHIA

Commission "Eau, Assainissement"

EAU 001-400/16/CT

■ Mise en oeuvre d'un plan d'action de réduction des pertes en eau sur les réseaux d'alimentation en eau potable des communes de Gémenos et de Plan de Cuques

Avis du Conseil de Territoire DEA 16/15054/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le plan d'action de réduction des pertes en eau, au sens des articles 1 et 2 du décret n°2012-97

du 27 janvier 2012, concerne les réseaux d'alimentation en eau potable des communes Gémenos et de Plan-de-Cuques et, est présenté en annexe de la présente délibération.

Ce document est sollicité par l'Agence de l'eau dans le cas où le rendement des réseaux d'alimentation en eau potable n'atteint pas un seuil fixé par ce même décret.

Le rendement des réseaux d'alimentation en eau potable est en baisse depuis quelques années sur les communes de Gémenos et de Plan de Cuques. Cette baisse est principalement due au vieillissement des canalisations existantes.

Le plan d'action repose principalement sur la mise en œuvre d'un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées qui inclut, d'une part, le plan des réseaux mentionnant la localisation des dispositifs généraux de mesures, d'autre part, un inventaire des réseaux comprenant la mention des linéaires de canalisations, la mention de l'année ou, à défaut de la période de pose, la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement, la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code ainsi que les informations disponibles sur les matériaux utilisés et les diamètres des canalisations. Le descriptif détaillé est mis à jour et complété chaque année en mentionnant les travaux réalisés sur les réseaux ainsi que les données acquises pendant l'année, notamment en application de l'article R. 554-34 du code de l'environnement.

Il s'appuie ensuite sur une démarche de détection de fuites pour laquelle la collectivité a acquis du matériel adapté. Ces fuites sont généralement réparées immédiatement à l'aide d'un marché d'interventions urgentes permettant leur réalisation sur les communes de Gémenos et de Plan de Cuques.

Il est également envisagé de remplacer les compteurs vieillissants installés en tête de forage ou centralisateurs qui permettront une lecture plus fine des débits distribués et éventuellement perdus dans les réseaux.

L'Article L213-10-9 du code de l'environnement précise en outre :

(...) Le taux de la redevance pour l'usage " alimentation en eau potable " (...) est multiplié par deux lorsque le descriptif ou le plan d'actions visés à l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales n'a pas été établi dans les délais prescrits.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l’Environnement ;
- Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012, relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au plan d'action de réduction des pertes en eau sur les réseaux d'alimentation en eau potable des communes de Gémenos et de Plan de Cuques, annexé à la présente.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

EAU 002-401/16/CT

■ Information du Conseil de Territoire concernant l'approbation d'une convention avec la Ville de Marseille définissant le périmètre d'intervention et le coût des prestations afférentes à la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations

DGEDP 16/15044/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le bloc de compétences GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) a été introduit par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles, dite loi MAPTAM. Se distinguant de la compétence métropolitaine de gestion des eaux pluviales, la GEMAPI est donc de compétence communale depuis le 1^{er} janvier 2016, jusqu'au transfert effectif à la Métropole d’Aix-Marseille Provence au 1^{er} janvier 2018, ceci conformément à l'art. 76-III de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République, dite loi NOTRe.

Durant la période transitoire 2016-2017, le Territoire Marseille Provence de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence, par l'intermédiaire de son délégataire pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Centre, le Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM), exerce la compétence GEMAPI au nom et pour le compte de la Ville de Marseille qui remboursera sur cette base, les dépenses correspondantes.

Il convient donc de définir le contour d'intervention de cette GEMAPI ainsi que le coût des prestations afférentes intégrées dans le contrat de Délégation de Service Public de l'assainissement et du pluvial.

Quatre des douze alinéas de l'art. L.211-7 du code de l'environnement définissent la GEMAPI. Il s'agit des alinéas 1°, 2°, 5° et 8° suivants :

- 1° Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- 2° Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- 5° Défense contre les inondations et contre la mer ;
- 8° Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

La notion de cours d'eau est, quant à elle, définie dans le cadre de la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, dite loi Biodiversité. Les trois critères cumulatifs suivants doivent donc être pris en compte pour qualifier un cours d'eau : l'article L.215-7-1.

indique que « constitue un cours d'eau un écoulement d'eaux courantes dans un lit naturel à l'origine, alimenté par une source et présentant un débit suffisant la majeure partie de l'année. L'écoulement peut ne pas être permanent compte tenu des conditions hydrologiques et géologiques locales. »

Ces éléments de cadrage permettent de définir localement les contours de la GEMAPI en termes de linéaire de cours d'eau et de volumes de rétentions rattachés à ces cours d'eau. Ainsi :

- pour le calcul du linéaire de cours d'eau, il convient de retenir les cours d'eau non couverts tels que définis à l'article L.215-7-1 de la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, ainsi que les fleuves côtiers et leurs affluents faisant l'objet d'une définition par les services de l'Etat dans le cadre du Porter à Connaissance relatif au Plan de Prévention du Risque Inondation prescrit sur le territoire communal ;
- pour le calcul du volume de rétention, il convient de retenir les bassins de rétention situés dans les lits de ces cours d'eau.

Par conséquent, le linéaire de cours d'eau concerné par la GEMAPI, sur la totalité du territoire communal de Marseille, est de 33 386,70 m, répartis comme suit :

- l'Huveaune	2525,76 m
-Les Ayalades	6504,33 m
- Le Jarret	4 554,57 m
- La Grave	3 709,55 m
- Les Eaux Bonnes	2019,34 m
- La Valentine	681,80 m
- La Gavotte	737,91 m
- La Gouffonne	2198,55 m
- La Gaderonne	4 236 m
- Les Xaviers	502 m
- La Treille	1335,26 m
- Le Ruisseau de Palama	1970,24 m
- Bois Chenu	1587,14 m
- Grand Jean	824,25 m

La liste des bassins de rétention sur le territoire de la Ville de Marseille à prendre en compte dans le cadre de la GEMAPI est la suivante, totalisant un volume de 106.435 m³ :

-Chaillan (3 bassins)	49 600 m³
- Grave	25 000 m³
-Bara	10 850 m³
- Notre-Dame de la consolation	2850 m³
- Beauchêne	18 135 m³

Ce périmètre d'intervention a été établi d'un commun accord avec les services de la Ville de Marseille. Sur la période transitoire 2016-2017, le coût annuel des prestations GEMAPI, relatives à ce périmètre et intégrées dans le contrat de Délégation de Service Public de l'assainissement et du pluvial, a été calculé à partir de la formule de rémunération du titulaire actuel (SERAMM) pour l'entretien des équipements afférents.

Il est ainsi appliqué, à la rémunération de base de 875 000 Euros HT par mois (valeur 2014), un coefficient de variation K correspondant à l'évolution du patrimoine dans le temps. Ce coefficient est lui-même calculé à partir de la formule suivante faisant apparaître une part fixe et une part variable.

$$K = 0,23 + 0,21x(A/A0) + 0,422x(L/L0) + 0,138x(C/C0)$$

Où :

- La part fixe couvre les frais fixes, correspondant aux frais généraux indivisibles ; sachant qu'il a été acté avec la MAMP que cette part était totalement dévolue à la gestion des eaux pluviales et non à la GEMAPI ;
- La part variable s'intéresse au périmètre d'intervention, prenant en compte l'évolution du nombre d'avaloirs (A), du linéaire de réseaux et de cours d'eau (L) et du volume de rétentions (C).

Sachant que la question des avaloirs est intégralement dédiée à la problématique de gestion des eaux pluviales (collecte des eaux de ruissellement) et non à la GEMAPI, la formule du coefficient de variation devient donc la suivante :

$$K = 0,422x(L/L0) + 0,138x(C/C0)$$

Avec :

- en données cumulées correspondant à la totalité du patrimoine entretenu par SERAMM :

L0 = 593 km et C0 = 156 182 m³ ;

- comme valeurs concernant la seule GEMAPI (voir listes ci-avant) :

L = 33,387 km et C = 106 435 m³.

D'où le calcul, ci-dessous, de la rémunération annuelle reposant sur la seule part variable :

$$875000 \times K \times 12 = 875.000 \times [0,422 \times (33,387/593) + 0,138 \times (106.435/156.182)] \times 12 = 1.236.939 \text{ Euros HT.}$$

Soit 1 484 327 Euros TTC par an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de définir le périmètre des interventions relatives à la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations sur le territoire communal de Marseille et le coût des dépenses afférentes réalisées pour le compte de la Ville de Marseille tels que définis ci-dessus ;
- Que cette définition implique que le Conseil de Territoire en soit informé.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de l'enrôlement au Conseil Métropolitain d'une convention avec la Ville de Marseille définissant le périmètre d'intervention et le coût des prestations afférentes à la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

EAU 003-402/16/CT

■ **Information du Conseil de Territoire concernant l'approbation d'un avenant à la Convention de partenariat dans le cadre du dispositif « Fonds de solidarité logement » pour la mise en œuvre d'aides financières pour le maintien dans le logement des personnes en situation de précarité**
DGEDPSV 16/15053/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Lors du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013, la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service de l'eau a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC. Cette nouvelle convention de Délégation de Service Public est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Ce contrat a imposé la substitution à la Société des Eaux de Marseille (SEM) d'une structure juridique dédiée, la « Société Eau de Marseille Métropole », désignée ci-après par le terme « SEMM », en qualité de délégataire du service public de l'eau.

Dans le cadre de ce nouveau contrat, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Société Eau de Marseille Métropole et le Département des Bouches-du-Rhône ont signé le 19 juin 2015 une convention de partenariat ayant pour objet de définir les conditions de mise en œuvre du dispositif d'aides financières au titre du volet « Accès maintien » du FSL, au sein des communes du Département concernées par la Délégation du Service Public (DSP) de l'eau, à savoir les communes de Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, La Ciotat, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, Marignane, Marseille, Roquefort-la-Bédoule, Le Rove, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons et de la Zone Industrielle de Gémenos.

La SEMM s'engageait ainsi à prendre en charge une aide destinée à couvrir une partie des charges imputables à la consommation d'eau potable du demandeur, bénéficiaire d'une décision favorable des commissions compétentes d'attribution des aides du Fonds de Solidarité pour le Logement, dans la limite du montant annuel de sa contribution.

D'un commun accord, les Parties ont souhaité apporter des précisions en termes d'engagements financiers, de modalités d'attribution et de suivi des aides à ladite convention. Ainsi, les articles 4 « Gestion du fonds d'aide aux impayés d'eau », 5 « Modalités d'attribution et de suivi des aides », et 7 « Bilan annuel » sont modifiés par voie d'avenant.

Cet avenant a été présenté au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône le 21 octobre 2016

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° PEDD 002-638/15/BC du 19 février 2015 relative à l'approbation d'une convention avec la Société Eau de Marseille Métropole et le Conseil Général des Bouches-du-Rhône dans le cadre du dispositif "Fonds de Solidarité Logement" ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'apporter des précisions en termes d'engagements financiers, de modalités d'attribution et de suivi des aides à la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône et la SEMM ;
- Que le Conseil de Territoire doit être informé de cet avenant.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence prend acte de l'enrôlement au Conseil Métropolitain de l'avenant à la Convention de partenariat dans le cadre du dispositif « Fonds de solidarité logement » pour la mise en œuvre d'aides financières pour le maintien

dans le logement des personnes en situation de précarité.

EAU 004-403/16/CT

**■ Information du Conseil de Territoire : Protocole transactionnel entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la société Razel Bec relatif au marché : Réservoir des Mourets - Construction de la 2ème cuve de 2000 m3
DEA 16/15055/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'entreprise Razel-Bec a été titulaire du marché public de travaux n° 09/038, notifié par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) en date du 03 août 2009. Il a pour objet la construction d'une deuxième cuve de 2000 m³ sur le réservoir des Mourets, 13013 Marseille.

Ce marché est un marché d'un montant de 599 469.60 euros HT.

L'entreprise Razel-Bec a déposé une réclamation pour les motifs suivants ayant entraîné, selon son point de vue, un préjudice financier :

- pénalités de retard injustifiées d'après l'entreprise,
- impact de l'arrêt de chantier,
- prestations pour lesquelles le marché ne prévoit pas de prix,
- incidence de l'évolution des prix,
- frais financiers.

Le préjudice financier, dont fait état l'entreprise est estimé à 288 011.15 euros HT.

Le montant de cette réclamation fait l'objet d'un différend entre la société Razel-Bec et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Société Razel-Bec se sont rapprochées afin de tenter de formaliser un accord amiable dans le respect des intérêts des deux parties et après concessions réciproques.

Dès lors, il a été convenu que l'indemnisation de la demande formulée par la société Razel-Bec et non encore réglée à ce jour, se ferait sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code Civil.

L'indemnité est donc de 64 171.53 HT soit 77 005.84 TTC.

C'est l'objet du présent protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il convient de recourir à la procédure transactionnelle afin de permettre le règlement amiable des sommes dues à l’entreprise Razel-Bec ;
- Que le Conseil de Territoire doit être informé de cette procédure.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence prend acte du recours à la procédure transactionnelle afin de permettre le règlement amiable des sommes dues à l’entreprise Razel-Bec .

Commission "Propreté, Gestion des Déchets"

PGD 001-404/16/CT

■ Approbation d'une convention entre la Ville de Marseille et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour la gestion des plages de Marseille par la Métropole

**Avis du Conseil de Territoire
DGPROP 16/15037/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, par arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 et son installation effective à compter du 1^{er} janvier 2001, ont généré, conformément aux règles en vigueur du Code Général des Collectivités Territoriales, un transfert de compétences en blocs homogènes, assorti d'un transfert des moyens humains, matériels, patrimoniaux et même contractuels, adaptés à l'exercice par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des nouvelles compétences qui sont les siennes.

Toutefois, ces transferts en bloc ont quelque fois révélé des situations plus délicates dans lesquelles les moyens n'ont pas rejoint la réalité des besoins à l'intérieur même des thématiques globales visées par le législateur.

Il en est ainsi pour l'entretien des plages de Marseille concédées par l'État au bénéfice de la Ville de Marseille, et relevant donc de ses compétences, mais dont la propreté s'effectue grâce aux moyens des services communautaires.

Plusieurs délibérations entre la Ville de Marseille et la Communauté urbaine MPM ont acté la prise de la gestion des plages de Marseille par les services communautaires, dans le cadre de conventions de prestations de services.

La dernière convention est arrivée à échéance le 1^{er} octobre 2016. Une nouvelle convention doit donc être passée entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour encadrer la prestation rémunérée réalisée par la Métropole d’Aix-Marseille-Provence pour le compte de la Ville de Marseille et ce jusqu’au 1^{er} octobre 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur l'approbation de la convention entre la Ville de Marseille et la Métropole d’Aix-Marseille-Provence pour la gestion des plages de Marseille par la Métropole.

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

PGD 002-405/16/CT

■ Mise en œuvre du processus de verbalisation électronique sur le territoire de Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DGPROP 16/15038/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Contrat Local de Propreté, voté en Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole le

18 juillet 2014, a réaffirmé la volonté de la collectivité de s'engager à améliorer la qualité du service rendu en matière de collecte et de propreté du territoire.

Parallèlement le règlement de collecte et de propreté adopté le 22 mai 2015 en Conseil Communautaire a renforcé cette volonté.

Le Service Prévention et Répression des Infractions (SPRI), créé lors du Comité Technique Paritaire du 14 mai 2012, est chargé de faire respecter le règlement de collecte et propreté et agit tant sur la prévention auprès des administrés que sur la répression au travers de la verbalisation des infractions liées à la propreté urbaine (article L 1312-1 du Code de la Santé Publique). Pour ce faire, il a vu ses effectifs renforcés au cours de l'année 2015.

A ce jour, il est composé de 20 agents verbalisateurs (dont 16 assermentés) et 6 chefs d'équipes qui en plus de leurs missions de prévention et répression, collaborent aux actions conjointes menées par la Police Nationale au titre du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance ou en partenariat avec les communes pour des actions de prévention ou des missions spécifiques.

Enfin, la Collectivité, forte de son expérience en 2015, a obtenu son agrément au titre du service civique et ainsi pu recruter 10 jeunes en emplois civiques jusqu'au 28 février 2017 au sein du SPRI afin d'appuyer les missions des agents notamment en matière de prévention sur les déjections canines.

Toutefois, le service ne peut aujourd'hui verbaliser sur toutes les communes du territoire.

En effet, si les agents sont assermentés et autorisés par le Procureur de la République de Marseille à émettre des timbres amendes il n'en demeure pas moins que leur traitement est effectué par l'Officier du Ministère Public.

Ainsi sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence, 3 Offices du Ministère Public sont nécessaires ; celui de Marseille pour la Ville de Marseille, celui d'Aubagne pour les communes Est et celui de Martigues pour les communes Ouest.

Or, les régisseurs de recettes des Bureaux Centraux des Contraventions (BCC) de la Circonscription de Sécurité Publique d'Aubagne et de Martigues - nommés par arrêté Préfectoral - ont eu lors du dernier audit en 2015 de leur régie, pour instruction par le Trésor Public, de ne pas gérer la régie d'un service extérieur à la Police Nationale.

De ce fait, aucune gestion des timbres amendes "verbalisations propreté" ne peut être effectuée par les BCC.

De plus, le Bureau Central des Contraventions de Marseille a informé le SPRI, lors d'une réunion en septembre 2015, que leur logiciel de traitement des timbres amendes du SPRI devenait obsolète et qu'il ne pourra faire l'objet d'une maintenance.

Pour ce faire et regard des préconisations des Officiers du Ministère Public, le passage à la verbalisation électronique devient nécessaire.

Ce dispositif permettant de relever les infractions avec des appareils électroniques portables (PDA), des terminaux informatiques embarqués (TIE) ou depuis un ordinateur de bureau et les messages d'infraction enregistrés par ces équipements sont transmis directement au Centre national de traitement (CNT) de Rennes, lequel adresse un avis de contravention.

De plus, l'Etat a mis en place une mesure incitative en créant un fonds d'amorçage dédié aux Collectivités leur permettant l'acquisition des équipements nécessaires à cette verbalisation électronique.

En conséquence, il convient d'approuver la convention de mise en œuvre du processus de verbalisation électronique entre l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions et la Métropole Aix Marseille Provence, pour le territoire de Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le règlement de la collecte des déchets ménagers et assimilés, notamment son article

4, approuvé en conseil communautaire de Marseille Provence Métropole le 22 mai 2015.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le processus de verbalisation électronique sur le territoire de Marseille Provence.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	138
Voix Contre	0
Abstentions	6

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Patrick MAGRO - André MOLINO -
Christian PELLICANI - Marc POGGIALE -
Georges ROSSO

PGD 003-406/16/CT

■ Approbation de la revalorisation de l'opération Réaménagement de la déchèterie de Château Gombert

Avis du Conseil de Territoire DGPROP 16/15040/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille Provence comporte 17 déchèteries. Celle de Château-Gombert, située dans le 13ème arrondissement de Marseille, très fréquentée, présente des difficultés d'exploitation liés à l'implantation des quais de déchargement et un plan de circulation inadapté qui rendent son usage compliqué pour les usagers. De plus, le système de collecte et de traitement des eaux de ruissellement doit impérativement y être modernisé.

De ce fait, le 11 mai 2009 a été approuvée l'opération N°2010/0006C « Réaménagement de la déchèterie de Château Gombert » pour un montant de 1 012 000 euros TTC.

A ce jour, une zone délaissée mitoyenne à la déchèterie est disponible pour permettre son extension. Le programme peut de ce fait intégrer notamment la création de cinq quais supplémentaires, une circulation élargie et à sens unique ainsi que la création de nouveaux locaux plus fonctionnels pour les agents d'accueil.

C'est pourquoi il est proposé d'augmenter l'autorisation de programme de cette opération d'un montant de 888 000 euros TTC.

Cette revalorisation porte le montant total de cette opération à 1 900 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération AGER 001-1343/09/CC du 11 mai 2009 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la demande de subvention relative au réaménagement de la déchèterie de Château Gombert.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur la revalorisation de l'opération N°2010/0006C Réaménagement de la déchèterie de Château Gombert » sur le territoire de Marseille Provence.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	142
Voix Contre	2
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

Antoine MAGGIO – Marie MUSTACHIA

PGD 004-407/16/CT

**■ Présentation du rapport annuel technique et financier 2015 du délégataire de la Délégation de Service Public portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de stockage des déchets de La Crau
DGPROP 16/15041/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération N°AGER 004-862/11/CC du 9 décembre 2011, la Métropole a délégué, par contrat de concession, la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets (CSD) de La Crau, y compris l'entretien et le réglage du biogaz et le traitement des lixiviats, au groupement solidaire d'entreprises constitué des sociétés Verdesis France et Grs Valtech. Conclu pour une durée de 17 ans, ce contrat a pris effet le 13 février 2012.

Conformément à l'article 27 du Contrat de Délégation de Service Public (DSP), la société La Crau Energies Vertes s'est substituée de plein droit au groupement solidaire d'entreprises susvisé, à la date de son immatriculation, soit à compter du 2 mai 2012.

Comme convenu à l'article 19 de la convention liant la Métropole à la Société La Crau Energies Vertes, le délégataire doit remettre chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel permettant d'apprécier les conditions d'exécution du service public. L'examen du rapport technique et financier 2015 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont une synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes administratives, techniques et financières;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La note de synthèse annexée.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Territoire Marseille Provence et mis à la disposition du public ;
- Que le rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la société La Crau Energies Vertes conformément à l'article 19 de la convention N°12/024.

DELIBERE

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2015, remis par la société La Crau Energies Vertes relatif au contrat de DSP n°12/024 portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets de La Crau.

PGD 005-408/16/CT

■ Présentation du rapport annuel technique et financier 2015 du délégataire de la Délégation de Service Public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés

DGPROP 16/15043/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d’Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « élimination et valorisation des déchets des ménages et assimilés ».

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant.

L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant

élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret 2000-404 du 11 mai 2000 relatif au rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ;
- La délibération annulée du 13 mai 2005 approuvant le choix du délégataire et autorisant le président à signer la convention de Délégation de Service Public ;
- L'arrêté préfectoral du 12 janvier 2006 portant autorisation pour la société EveRe SAS d'exploitation d'un centre de traitement multifilières de déchets ménagers avec valorisation énergétique, sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer ;
- Le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes administratives, techniques et financières du 4 juillet 2005 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La note de synthèse annexée.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2015 a été remis par la société EveRe SAS conformément à l'article 37.2.2 de la convention de Délégation de Service Public n°05/1130.

DELIBERE

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2015, remis par la société EveRe SAS relatif au contrat de Délégation de Service Public n°05/1130 portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés.

PGD 006-409/16/CT

■ Actualisation des conditions de prise en charge par la Métropole des déchets du Marché d'Intérêt National des Arnavaux pour l'année 2017

Avis du Conseil de Territoire DGPROP 16/15048/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les délibérations PEDD 016-1303/15/CC du 25 septembre 2015 et du 21 décembre 2015 ont autorisé, pour 2016, la prise en charge au Centre de transfert Nord (CTN) par le territoire Marseille Provence des tonnages de déchets issus du Marché d'Intérêt National des Arnavaux dans la limite des tonnages acceptés en 2015 durant la même période et avec un maximum de 3 000 tonnes.

Cette prise en charge a été décidée du fait l'importance des apports de déchets par des acheteurs usagers du MIN ne résidant pas sur le territoire de Marseille Provence et ce afin que la Somimar, délégataire de service public de la Métropole, ne supporte pas seule la charge de ces apports extérieurs.

Pour pallier cette situation, une tarification de ces déchets non ménagers a été proposée par la Somimar, gestionnaire du MIN, à l'approbation du Préfet conformément à l'article L761-3 du code de commerce.

Bien que la nouvelle déchèterie, réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de l'ex Communauté urbaine Marseille en remplacement de l'ancienne située sous l'emprise de la L2, nécessite des travaux complémentaires en 2017 en vue de modifier les process de tri, d'accueil en prévision de l'installation d'un pesage des déchets à l'entrée et à la sortie, une tarification provisoire au forfait a été mise en place, sur la base d'une étude réalisée par le Cabinet Ekos, à compter du 4 janvier 2016.

Cette tarification a eu pour effet de diminuer, dès cette étape transitoire, l'importance des apports extérieurs (- 35 % en moyenne) parallèlement à l'amélioration des résultats du tri des déchets, celle de leur valorisation (fermentescibles, cagettes, cartons) et celle de la propreté du site.

Dans l'attente de l'achèvement des travaux de la déchèterie en concordance avec les travaux de réalisation de la L2, de la mise en place du double pesage des déchets et d'une tarification définitive plus proche du coût réel des déchets supporté par la Métropole pour l'année 2018, il est proposé que la Métropole, durant cette phase transitoire, continue à prendre en charge ces apports extérieurs.

Toutefois, pour tenir compte de la diminution de ces apports extérieurs et pour favoriser la poursuite de ce mouvement, cette prise en charge sera plafonnée à 80 % des tonnages accueillis en 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les délibérations FAG 13/127/CC du 15 mars 2012 et FAG 6/049/CC du 14 février 2003 ;
- La délibération DPEA 3/654/ du 29 juin 2007;
- La délibération DPEA 003-1012/07/CC du 19 novembre 2007 ;
- La délibération PEDD 016-1303/15/CC du 25 septembre 2015 ;
- La délibération du 21 décembre 2015.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur l'Actualisation des conditions de prise en charge par la Métropole des déchets du Marché d'Intérêt National des Arnavaux pour l'année 2017.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons

LES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

SEANCE DU 7 FEVRIER 2017

METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire MARSEILLE PROVENCE

7 FÉVRIER 2017

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - René AMODRU - Michel AZOULAI - Mireille BALOCCO - Yves BEAUVAL - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Patrick BORE - Nicole BOUILLOT - Nadia BOULAINSEUR - Frédéric BOUSQUET - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriati DJAMBAE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Marcel GRELY - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Patrick MAGRO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Christophe MASSE - Martine MATTEI - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Danielle MILON - Richard MIRON - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Gérard POLIZZI - Muriel PRISCO - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Sandra SALOUM-DALBIN - Isabelle SAVON - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - Emmanuelle SINOPOLI - Jean-Louis TIXIER - Jocelyne TRANI - Lionel VALERI - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Kheïra ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Marie-Josée BATTISTA représentée par Richard FINDYKIAN - Mireille BENEDETTI représentée par Annie GRIGORIAN - Solange BIAGGI représentée par Laure-Agnès CARADEC - Jean-Louis BONAN représenté par Nathalie LAINE - Valérie BOYER représentée par Stéphane RAVIER - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Anne DAURES représentée par Claude PICCIRILLO - Bruno GILLES représenté par Gérard CHENOZ - Régine GOURDIN représentée par Andrée GROS - Albert GUIGUI représenté par Patrick PAPPALARDO - Hélène MARCHETTI représentée par Roland GIBERTI - Florence MASSE représentée par Christophe MASSE - Guy MATTEONI représenté par Claudette MOMPRIVE - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Véronique PRADEL représentée par Martine GOELZER - Marlène PREVOST représentée par André GLINKA-HECQUET - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Daniel HERMANN - Nathalie SUCCAMIELE représentée par Grégory PANAGOUDIS - Guy TEISSIER représenté par Jean-Pierre GIORGI - Cédric URIOS représenté par Roland MOUREN - Claude VALLETTE représenté par Marie-France DROPY OURET.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Sabine BERNASCONI - Roland BLUM - Eugène CASELLI - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Jean-Claude DELAGE - Dominique DELOURS - Eric DIARD - Pierre DJIANE - Yann FARINA - Arlette FRUCTUS - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Bernard JACQUIER - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Marie-Louise LOTA - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Bernard MARANDAT - Marcel MAUNIER - Xavier MERY - Yves MORAIN - Marie MUSTACHIA - Didier PARAKIAN - Christyane PAUL - Christian PELLICANI - Nathalie PIGAMO - Marine PUSTORINO-DURAND - Maryvonne RIBIERE - Eric SCOTTO - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Martine VASSAL - Patrick VILORIA - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Commission "Fonctionnement"

FCT 001-410/17/CT

■ Composition des commissions de travail et d'étude - Modification
DAJA 17/15189/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° HN 039-43/16/CT du 22 avril 2016, le Conseil de Territoire Marseille Provence a créé à titre permanent,

treize commissions de travail et d'étude dont la composition a été déterminée par délibérations HN 001-155/16/CT du 16 septembre 2016 et FCT 001-298/16/CT du 24 novembre 2016. Il est proposé de compléter la composition de la commission Voirie, par la désignation de Madame Nicole BOUILLLOT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-7 et L.2121-22 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 039-043/16/CT du Conseil de Territoire du 22 avril 2016 ;
- La délibération n° HN 001-155/16/CT du Conseil de Territoire du 16 septembre 2016 ;
- La délibération n° FCT 001-298/16/CT du Conseil de Territoire du 24 novembre 2016.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- La nécessité de désigner les membres de chaque commission permanente de travail et d'étude.

DELIBERE

Article unique :

La délibération n° HN 001-155/16/CT du 16 septembre 2016 est modifiée comme suit.

Les membres de la commission Voirie sont :

- André GLINKA-HECQUET - Kheïra ZENAFI - Marie-Louise LOTA - Eric LE DISSÉS

- Sabine BERNASCONI - Albert GUIGUI - Solange BIAGGI - Lionel ROYER-PERREAUT - Cédric URIOS

- Lionel VALERI - Hélène MARCHETTI - Jean-Louis TIXIER - Marcel MAUNIER - Sandra DUGUET

- Christian AMIRATY - Christophe MASSE - Janine MARY - Richard MIRON - Roland CAZZOLA

- André MOLINO - Nicole BOUILLLOT -

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

FCT 002-411/17/CT

■ **Approbation des opérations de parcs relais La Boiserie à Marseille, Les Trois Pigeons à Aix-en-Provence, Gardanne, Pertuis, Trets et Martigues, de leur plan de financement prévisionnel, des montants Feder sollicités, de leurs délais de réalisation**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15192/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires.

Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence poursuit une politique de développement de l'usage des transports en commun et de réduction de la part de l'automobile individuelle dans l'ensemble des déplacements. Pour faciliter et inciter à un transfert modal, la Métropole développe et réalise des pôles d'échanges multimodaux accompagnés de parcs relais.

Ces derniers sont des parcs de stationnement de voitures particulières accolés à des gares routières ou ferroviaires, situés près de points nodaux des réseaux routiers ou autoroutiers avec un point d'accès au réseau de transport public interurbain et urbain, routier et ferroviaire.

Le présent rapport vise à approuver la demande de subvention auprès du fonds structurel Feder de l'Union Européenne et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le cadre de l'appel à projet conjoint Feder Région Provence-Alpes-Côte d'Azur « Parc relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun », dans le contexte du programme opérationnel Feder-Fse géré par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, plus particulièrement la Priorité d'Investissement 4e de l'Objectif Thématique 4 « Favoriser la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer ».

Cet appel à projet s'inscrit dans un double cadre opérationnel : celui des fonds européens et celui du programme régional de développement et de coordination des transports collectifs. Il vise, prioritairement la réalisation de parkings de rabattement vers les transports en commun (parcs relais inclus dans des pôles d'échanges multimodaux).

Le taux de financement maximum du Feder est de 50 % du coût éligible.

Le taux de cofinancement maximum de la Région est de 10 % du coût total éligible, 20 % si l'intermodalité visée concerne un réseau de transport régional, éventuellement départemental si la mise en service est postérieure à 2017.

Les opérations subventionnées par le Feder et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de cet appel à projet peuvent faire l'objet d'un commencement d'exécution, mais ne doivent pas être achevées à la date de dépôt du dossier. La durée de réalisation physique du projet ne peut excéder 36 mois.

La date limite de dépôt des dossiers est le 6 février 2017.

Les services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont identifié 6 projets de parcs relais qui satisferaient aux critères d'éligibilité de cet appel à projet :

- 2 parcs relais connectés à une gare ferroviaire : Gardanne,

Pertuis ;

- 4 parcs relais connectés à une gare routière ou un pôle de transport urbain :

Aix-en-Provence : Les Trois Pigeons/Palais des Sports,

Marseille : La Boiseraie (tramway),

Martigues : Hôtel de ville, Trets.

L'appel à projet exige que soient précisés pour chaque projet, le plan de financement prévisionnel (en euros HT), les montants Feder et Région sollicités, le délai de réalisation.

- Aix-en-Provence : Pôle d'échanges des Trois Pigeons/Palais des Sports :

- Plan de financement prévisionnel :

Feder : 1 103 250 euros

Région : 220 650 euros

Métropole d'Aix-Marseille

Provence : 1 676 100 euros

Total opération : 3 000 000 euros

- Montants Feder/Région sollicités : 1 323 900 euros

- Délai de réalisation : de mars 2015 à octobre 2017, soit 31 mois.

- Gardanne : Pôle d'échanges multimodal de la gare

- Plan de financement prévisionnel :

Feder : 3 129 800 euros

Etat (Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local) : 2 392 000 euros

Région : 1 414 200 euros

Conseil départemental 13 : 2 312 000 euros

Métropole d'Aix-Marseille-

Provence : 2 312 000 euros

Total opération : 11 560 000 euros

- Montants Feder/Région sollicités : 4 544 000 euros

- Délai de réalisation : de décembre 2016 à décembre 2018, soit 24 mois.

- Marseille : Parc relais de La Boiseraie (XIIème) :

- Plan de financement prévisionnel :

Feder : 1 950 000 euros

Région : 633 333 euros

Etat (fonds de soutien investissement local) :

1 849 966 euros

AMP métropole : 1 900 034 euros

Total opération : 6 333 333 euros

- Montants Feder/Région sollicités : 2 583 333 euros

- Délai de réalisation : de juillet 2016 à Avril 2019, soit 34 mois.
- Martigues : Pôle d'échanges de Martigues – Hôtel de Ville
 - Plan de financement prévisionnel :
 - Feder : 900 000 euros
 - Région : 180 000 euros
 - Grenelle 3 : 522 000 euros
 - Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 1 668 000 euros
 - Total opération : 3 270 000 euros
 - Montants Feder/Région sollicités : 1 080 000 euros
 - Délai de réalisation : de juillet 2016 à octobre 2018, soit 28 mois.
- Pertuis : Pôle d'échanges multimodal de la gare
 - Plan de financement prévisionnel :
 - Feder : 2 150 000 euros
 - Région : 860 000 euros
 - Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 1 290 000 euros
 - Total opération : 4 300 000 euros
 - Montants Feder/Région sollicités : 3 010 000 euros
 - Délai de réalisation : d'octobre 2014 à septembre 2017, soit 35 mois.
- Trets : Pôle d'échanges multimodal
 - Plan de financement prévisionnel :
 - Feder : 579 000 euros
 - Région : 115 800 euros
 - Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 1 005 200 euros
 - Total opération : 1 700 000 euros
 - Montants Feder/Région sollicités : 694 800 euros
 - Délai de réalisation : de janvier 2016 à mars 2018, soit 27 mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

Commission "Développement Economique, Emploi, Numérique"

DEEN 001-412/17/CT

■ Attribution d'une subvention à l'Association Grand Luminy pour la gestion d'une pépinière Biotech pour l'année 2017 et approbation d'une convention

DPEATSV 17/15131/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le domaine technologique, avec l'aéronautique-mécanique, le maritime et la logistique, les industries numériques et créatives, et l'énergie, les biotechnologies et la santé font partie des filières historiques d'excellence du territoire, dont le soutien est priorisé au sein de la stratégie de développement économique métropolitaine.

Les biotechnologies et plus particulièrement l'immunologie sont au cœur d'un marché en forte croissance, porté par des enjeux à la fois scientifiques et économiques.

Le potentiel de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est remarquable dans ce domaine, en particulier sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy, qui a vu la naissance de nombreuses start-up ces dernières années (Innate Pharma – HalioDx – Oz Biosciences – Biotech Germande, GenePred Biotechnologies, Click4Tag, Coral Biome...).

Afin d'offrir un environnement favorable à cette filière, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence met en œuvre une offre d'immobilier d'entreprises adaptée aux jeunes entreprises de biotechnologie sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy (les bâtiments Luminy Biotech I, II, III) ainsi qu'un dispositif d'appui à l'innovation à travers le soutien du pôle de compétitivité Eurobiomed pour les projets de R&D collaboratifs, le cluster à vocation mondiale Marseille Immunopôle pour la recherche publique et sa valorisation, l'incubateur inter-universitaire Impulse et l'Association Grand Luminy pour l'appui à la création d'entreprises et l'animation de l'écosystème du Technopole de Luminy.

L'Association Grand Luminy comporte 54 membres (33 membres associés et 21 membres adhérents) issus de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'entreprise et des collectivités locales. Elle est organisée en deux départements :

Grand Luminy Communication assure des actions d'animation, de communication et de promotion sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy. Ces actions prennent la forme de publications (la Lettre de Grand Luminy, revue de presse, site internet, annuaire du site) ainsi que l'organisation et la participation à de nombreuses manifestations scientifiques.

Grand Luminy Entrepreneuriat qui assure une mission de pépinière d'entreprises de biotechnologie. L'année 2016 a été marquée par le lancement du nouveau programme d'accélération de croissance des start-up « Go4Biobusiness » co-piloté avec le Pôle Eurobiomed, et par l'organisation de la « Semaine de la création d'entreprise » du 18 au 22 avril.

La pépinière AGL s'est également étendue sur 1 500 m² début 2016 dans les locaux réhabilités du bâtiment Beret-Delaage (ex-locaux de la société Trophos) et dispose désormais de près de 4000 m² qu'elle loue à La Métropole d'Aix-Marseille Provence au sein des bâtiments Luminy Biotech et Beret-Delaage.

AGL accueille aujourd'hui dans la pépinière douze entreprises de pointe (pour un effectif total de 70 salariés) dans les secteurs des biotechnologies. Le niveau d'activité de la pépinière a été particulièrement satisfaisant en 2016, avec une augmentation du taux d'occupation dès le début de l'année induit par la croissance des entreprises hébergées.

Vingt nouveaux projets ont été détectés en 2016 en phase d'incubation et trois entreprises ont été sélectionnées en phase de croissance au sein de l'accélérateur « Go4Biobusiness » : Balmes Transplantation, Harobase, Physio-Assist.

En 2017 de l'association Grand Luminy renforcera ses actions en faveur de l'accélération d'entreprises (programme Go4Business) pour à la fois fédérer un plus grand nombre d'acteurs, accélérer un plus grand nombre d'entreprises et diversifier les sources de financements.

La montée en puissance de l'offre de services aux entreprises (conseils, coaching, mise en réseau, prescripteur des différents dispositifs de financement), l'extension des mètres carrés de la pépinière et la création de nouvelles plates-formes de microscopie et d'histologie, va nécessiter le recrutement d'un nouveau poste dédié à la gestion de la pépinière et l'obtention de la certification ISO 9001.

L'association est par ailleurs très impliquée dans les réflexions sur le développement économique du Parc en relation avec la construction du futur bâtiment Luminy Biotech IV et les projets porteurs de Marseille Immunopôle.

ASSOCIATION GRAND LUMINY
BUDGET FONCTIONNEMENT PREVISIONNEL 2017

PREVISIONS DE DEPENSES 2017				PREVISIONS DE RESSOURCES 2017			
POSTES	Animation & communication	Accompagnement à la création & Pépinière	TOTAL	Types de ressources	Animation & communication	Accompagnement à la création & Pépinière	TOTAL
Actions				Subventions			
COMMUNICATION	14 300	3 450	17 750	Ville de Marseille	40 000	0	40 000
ANIMATION	11 000	7 500	18 500	Métropole AMP	0	90 000	90 000
PROMOTION	4 500	500	5 000	CD 13	0	0	0
PLATEFORMES BIOTECH	0	45 000	45 000	CR SAE	0	77 000	77 000
Sous-total actions	29 800	56 450	86 250	CR DERIES	55 000	0	55 000
Masse salariale				Ss. Total Subventions	95 000	167 000	262 000
	98 732	283 566	382 297	Ressources pépinières et serv. extérieurs (HT)			
Frais généraux				Redevances Pep.	0	391 342	391 342
	25 230	335 465	360 695	Prest. Pep	0	62 314	62 314
				Prest. Extérieures	0	19 238	19 238
				Autres prestations	0	7 000	7 000
				Ss. Total ressources	0	479 893	479 893
				Autres recettes			
				Cotisations AGL	19 000	0	19 000
				Remboursement A2CE	0	3 000	3 000
				Séminaire	4 000	0	4 000
				CICE	2 640	5 360	8 000
				Ss. Total autres rec.	25 640	8 360	34 000
				Prélèvement fond de réserve AGL / Subventions à venir			
							53 349
TOTAL	153 762	675 481	829 242	TOTAL	120 640	655 253	829 242

Le budget prévisionnel 2017 de l'Association Grand Luminy pour la gestion de la pépinière s'élève à 829 242 euros.

délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'attribution d'une subvention de 90 000 euros à l'Association Grand Luminy pour la gestion d'une pépinière d'entreprises de biotechnologie au titre de l'année 2017.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière avec l'Association Grand Luminy ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est habilité à signer la dite convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2017 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B320- Chapitre 65- Article 6574 – Fonction 61.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DEEN 002-413/17/CT

**■ Attribution d'une subvention à l'association
Marseille Innovation pour 2017 - Approbation
d'une convention
DPEATSV 17/15161/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Marseille Innovation est le premier accélérateur de start-up en PACA ; L'association, de type loi 1901, a été créée en 1996 et rassemble des entreprises (Airbus Helicopters, CMR, Careware Shielding, Orange, CEA, Bull...) et des organismes financiers (BPPC, SMC, Prado Premalliance, Novalis...). Elle est présidée par Pascal Fouache, président de la société Contrôle Mécanique Régulation. Marseille Innovation est un centre d'entreprises et d'innovation labellisé par la Commission Européenne.

L'association conduit 2 missions : la gestion de 3 pépinières telles que l'Hôtel Technologique, l'Hôtel Technoptic et le Pôle Média Belle de Mai ; ainsi que le développement à l'international des entreprises innovantes notamment en Méditerranée.

Les pépinières en réseau ont un rôle reconnu sur l'animation et le développement économique en agissant aussi bien sur la création d'entreprises pérennes que sur l'emploi. Ainsi 90% des start-ups accompagnées par Marseille Innovation sont encore actives à 5 ans. L'association joue un rôle essentiel dans le développement économique métropolitain qui justifie la participation de la Métropole d'Aix Marseille-Provence, au fonctionnement du réseau des pépinières qu'elle gère.

En 2016, Marseille Innovation a analysé une centaine de dossiers de porteurs et accompagné 114 entreprises, dont 78 hébergées sur les 3 pépinières. Une augmentation d'entrée en pépinière suite à une forte action de prospection a été constatée (de l'ordre de +32%). L'accompagnement fourni par l'association a permis aux entreprises de lever pour un total de 6.6 millions d'euros de fonds sur l'année. En outre l'association a organisé 34 événements en lien avec le développement économique et l'innovation.

PROGRAMME D' ACTIONS 2017

La dynamique de la French Tech a accéléré la transformation en profondeur de Marseille Innovation, le numérique représentant 80% de leurs clients. L'arrivée au Conseil d'Administration de Netangels, Jaguar Network, les partenariats en cours avec Amazon, CMA CGM, la Poste, Choose my boss... en sont des signaux forts. La co-accelération devient un atout fondamental de leur accompagnement. L'association se positionne également en co-accelération avec tous les accélérateurs privés reconnus tels que The Camp, Voyage Privé, le Village via Crédit Agricole...

L'accueil physique :

- Le site de La Belle de Mai est le lieu Totem de la labellisation French Tech Aix Marseille. De par sa position centrale et sa notoriété, il est actuellement occupé à 95%.
- L'hôtel Technologique est l'accélérateur numérique de Marseille Innovation adossé à NetAngels avec qui ils co-accelèrent une demi-douzaine d'entreprises.
- L'Hôtel Technoptic est l'accélérateur industriel dans lequel Marseille Innovation attire des entreprises qui fabriquent des produits, des objets connectés, de l'ingénierie, de l'optronique...
- Un quatrième site d'accueil des entreprises devrait voir le jour en centre-ville (projet Canebière).

Incubateur International :

L'incubateur Pacea devient Meet Africa pour une mobilisation européenne pour l'entrepreneuriat en Afrique, et l'association Marseille Innovation a fait valider l'accompagnement de 20 projets sur les 50 prévus entre la France et l'Allemagne.

Marseille Innovation acteur en ingénierie financière

Depuis 2012, ce sont plus de 20 millions d'euros qui ont été levés par leurs entreprises, sous forme de prêts, de subventions, de haut de bilan, de fonds à l'innovation de Marseille Provence, Bourses French Tech, via la BPI, Paca Emergence, Total Développement, les business angels, le fonds de Crowdfunding en amorçage ou en prêt avec Unilend....

Marseille innovation écosystème de croissance des grands groupes locaux

Marseille Innovation vise les groupes suivants avec lesquels elle a déjà des relations historiques fortes et à renforcer :

- Orange,
- Airbus Helicopters sur le champ de l'open innovation,
- EDF Vice-Président de Marseille Innovation, avec qui ils ont une convention de

- partenariat, (projet DILEX pour Digital Learning Experience,
- Total développement, qui a 50% de ses financements régionaux en leurs lieux,
- Gemalto,
- CMA CGM avec qui ils initient l'App Store CMA,
- Le groupe La Poste avec qui ils organisent Start in Post à Marseille

Marseille Innovation est en lien avec la CCIMP de façon à devenir leur outil d'innovation dans les années à venir.

Mise en place des mentors

L'utilisation des anciens comme mentors des dossiers en pépinière a été démarrée. Une trentaine d'experts accompagnent les créateurs.

Activité de formation : Manager Academy PACA

Marseille Innovation est devenu un organisme de formation. Ils ont lancé un catalogue de 25 formations en association avec Finances & Conseil Méditerranée et E-Messina Communication. Les premières formations ont été livrées en 2016.

Services numériques

Un partenariat avec Amazon a été validé pour 5 000\$ de services gratuits pour leurs 100 startup soit 500 000\$ d'offres. Cette offre de services représente une opportunité pour ces start-ups.

Un partenariat avec « Choose your Boss » a été signé pour permettre à leurs entreprises de recruter via leur plateforme spécialisée sur le numérique à des prix très compétitifs.

D'autres services sont en discussion avec de nombreux partenaires.

Marseille Innovation à l'international

Marseille Innovation s'est dotée de spécialistes de l'international, qui ont rejoint l'équipe d'experts pour appuyer les jeunes entrepreneurs et délègue l'activité terrain aux partenaires. Des actions de préparation pour amener les entreprises les plus matures sur des salons type le CES de Las Vegas seront toutefois continuées en 2017 : documentation en anglais, pitch opérationnel...

BUDGET PREVISIONNEL 2017

Le budget prévisionnel de 2017 est un budget équilibré, en continuité avec les efforts réalisés durant ces dernières années.

Le budget prévisionnel 2017 de l'association s'élève à 1 449 101 euros, soit une diminution de 3,54 % par rapport à 2016 (1.502.300 euros).

Les dépenses par grands postes s'élèveraient à :

Salaires et charges : 623 890 euros

Achats : 556 437 euros

Services extérieurs et autres services extérieurs : 155 461 euros

Autres charges : 11 845 euros

Charges financières : 6 000 euros

Dotations amortissements : 26 500 euros

Provisions pour risques : 50 668 euros

Impôts et Taxes : 18 300 euros

Total 1 449 101 euros

La masse salariale représente 43,05 % du montant des dépenses contre 45,70 % en 2016.

Les recettes par grands postes s'élèveraient à :

Entreprises : 840 000 euros

MAMP : 351 540 euros

Région Paca : 181.000 euros

Ville de Marseille : 10.000 euros

Total 1 449 101 euros

La part d'autofinancement s'élèverait à 57,97 % du total des ressources contre 59,45 % en 2016.

Il est proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence de contribuer à hauteur de 351.540 euros au fonctionnement de l'association Marseille Innovation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des TPE innovantes de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement renforcé ;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi ».

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 351 540 euros pour 2017, à l'association Marseille Innovation.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association Marseille Innovation.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2017 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence- Chapitre 65 – Article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » Fonction 61 – Sous Politique B320

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DEEN 003-414/17/CT

**■ Attribution d'une subvention à l'association
Métierama-Adime pour 2017-Approbation d'une
convention
DPEATSV 17/15162/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 qui prend le nom de « Association pour le développement de l'information sur les métiers et les emplois » et sous le sigle « Métierama-Adime ».

Cette association a pour but, en liaison avec les services publics compétents, d'une manière générale :

- D'ouvrir l'horizon des Jeunes sur le monde des métiers et des formations,
- D'aider les Jeunes, encore scolarisés ou sortis du système scolaire, à orienter leur choix d'un devenir adapté à leurs centres d'intérêts, à leurs talents et à l'emploi.
- De créer les conditions d'un dialogue entre les Jeunes en recherche et les professionnels, entreprises et formateurs
- De servir de médiateur entre le monde de la formation et le monde des professions pour une meilleure information réciproque.

Le label « Métierama » est une marque déposée à l'INPI depuis le 26 avril 1993, pour l'organisation des activités de l'Association. Il ne peut donc être utilisé pour une action conduite par un tiers, sauf si cette action respecte la Charte de l'Association et après accord du Conseil d'Administration.

Chaque année, une grande manifestation, dénommée « Métierama – Rencontres Métiers-Formations » destinées à l'ensemble des Jeunes de 14 à 25 ans, à leur famille et éventuellement à tout public en recherche d'insertion se tient à Marseille en association avec le Rectorat. Y sont présentées : Une large palette des métiers ainsi que les voies de formation permettant d'accéder à ces métiers.

- Un programme d'actions et d'informations au plus près des établissements scolaires et des structures d'insertion prenant la forme de « carrefours de métiers », tables rondes, conférences, visites d'entreprises...
- Des actions permettant des rencontres et du dialogue avec le monde professionnel.

Le bilan 2016

L'ambition, confirmée depuis la création de Métierama, est de permettre à chaque jeune de

découvrir ou confirmer l'orientation qui lui convient en fonction de ses goûts et de ses talents. A cette fin, est présentée une palette aussi complète que possible des métiers auxquels une formation permet d'accéder, présentation dynamique accompagnée d'une possibilité de dialogue avec les professionnels pratiquant ces métiers.

A particulièrement été accentuée la présentation des métiers par la présence retrouvée de nombreuses entreprises insérées dans notre Région.

La tenue simultanée du Salon de l'Etudiant dans le hall 1 du Parc Chanot a été une nouveauté attirant 40 000 visiteurs, essentiellement des collégiens et des lycéens.

La participation des « jeunes en recherche d'insertion », ayant quitté le dispositif de formation, s'est particulièrement améliorée.

Sur tous les pôles, des professionnels ont été mobilisés aux côtés de formateurs pour répondre et dialoguer avec les jeunes.

Les pôles les plus visités

- Santé – social
- Armées – marins pompiers
- Tourisme – hôtellerie – restauration
- Vente – commerce – grande distribution
- Sécurité des biens et des personnes

Une bonne fréquentation a été enregistrée sur de nombreux pôles : sport, agriculture, culture, industries technologiques, BTP, automobile.

Le succès de la manifestation 2016 conforte l'association dans sa volonté de répondre aux attentes des jeunes et des familles confrontés au toujours plus difficile problème de choix d'une orientation professionnelle et d'une formation adaptée.

Malgré l'existence d'autres Salons ou forums conçus pour répondre au besoin de plus en plus pressant de l'insertion professionnelle, Métierama conserve son originalité et reste un événement incontournable dans le parcours d'information et de découverte des métiers pour les jeunes de notre région.

Le salon en 2017

Les grands principes :

- Accélération vers le futur (approche populaire, ludique et moderne)
- Mobiliser les entreprises et leurs salariés
- Renforcer l'organisation de l'accueil des visiteurs avec l'appui de Kedge
- Mise en œuvre d'un portail des métiers ouvert à l'ensemble des branches (Région, ONISEP)
- Réseau social, permanence Inforizon
- Utiliser les jeunes, parents, profs

- Revoir le matériel et les méthodes de communication

Le budget prévisionnel de Métierama, pour 2017, s'élève à 474.492 euros.

Les dépenses par grands postes s'élèveraient à :

Charges de personnel : 82.600 euros
Autres services extérieurs : 23.300 euros
Services extérieurs : 17.000 euros
Achats, fournitures : 225.500 euros
Emplois des contributions volontaires en nature : 124.392 euros
Dotation amortissement 1.500 euros

Les recettes sollicitées sont constituées par :

Etat : 3.500 euros

Région : 60.000 euros

Départements : 35.000 euros

VDM : 25.000 euros

Métropole Aix-Marseille : 20.000 euros

CCIMP-CMA 13 : 25.000 euros

Fonds européens : 126.600 euros

Entreprises : 55.000 euros

Contributions volontaires en nature : 124.392 euros

Il est proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'attribuer une subvention d'un montant de 10.000 euros pour 2017 à Métierama-ADIME.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir les actions en faveur de l'insertion et l'orientation professionnelle des jeunes.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'attribution d'une subvention d'un montant de 10.000 euros pour 2017 à Métierama-ADIME.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association Métierama-ADIME

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2017 à l'Etat Special du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 – Article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » Fonction 61 – Sous politique B320.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DEEN 004-415/17/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat - Approbation d'une convention DPEATSV 17/15171/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Profitant de l'effet de levier du dispositif ZFU et de l'opportunité du Programme Opérationnel Feder 2007-2013 Axe 4.1, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (désormais Métropole d'Aix-Marseille-Provence) a décidé de réaliser un Pôle de l'entrepreneuriat en ZFU afin de soutenir les porteurs de projet issus de ces territoires.

L'animation et la gestion de ce pôle sont confiées à l'association « Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat ». Cette association, créée spécifiquement en juillet 2015 et présidée par Monsieur Patrick Torre, est issue d'un groupement de 7 structures telles que Petra Patrimonia, la couveuse Interface, Planet Adam, Initiative Marseille Métropole, Cosens, BGE Acces conseil et Esia.

L'équipe du pôle repose sur 4 Emplois Temps Plein tels qu'une directrice, une secrétaire, une consultante entreprise et un factotum.

Et sur un pool d'experts (avocat, expert-comptable, marketing stratégie et communication) qui vient enrichir l'équipe du pôle. Pour accompagner les porteurs de projets du territoire, les réseaux d'appui à la création d'entreprises sont également présents dans le pôle par le biais de permanences ; de même que l'association d'entreprises de Marseille Nord, les chambres consulaires (CMAR et CCIMP), et autres réseaux contribuent à enrichir l'écosystème autour de ce lieu de par l'organisation de diverses manifestations.

Le site a pour finalité de, d'une part, proposer des locaux adaptés aux créateurs (petits locaux d'activité en majorité) à des conditions préférentielles (baux précaires, absence ou diminution des cautions et garanties exigées, services adaptés) et, d'autre part, de mettre en place un lieu lisible et de proximité dédié à la création d'entreprises (lieu de permanences, de ressources, de conseil et d'innovation).

La cible de ce projet se distingue donc en trois catégories :

- Les jeunes entreprises de 0 à 3 ans à la recherche de locaux d'activité ou de bureaux et souhaitant être accompagnées dans leurs premières années d'activité. Un objectif de 50 entreprises sur 3 ans.
- Les porteurs de projets : avec un objectif de 120 porteurs de projets accompagnés par an relevant pour la plupart des dispositifs soutenus par les pouvoirs publics (RSA, NACRE, CAPE etc..)

- Les entreprises du territoire : Un objectif de 50 entreprises du territoire accompagnées.

Le partenariat autour du dispositif La Fabrique à Entreprendre

Le bâtiment, livré au 1er avril 2016 a pu voir le jour grâce au soutien financier d'un bon nombre d'acteurs institutionnels tels que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (maitre d'ouvrage) le FEDER, l'Etat, la Région, Département, la Ville de Marseille. Avant que d'autres acteurs s'ajoutent au projet pour soutenir l'Association Pôle métropolitain pour l'Entrepreneuriat dans les missions qui lui ont été confiées. C'est le cas de la Caisse des Dépôts, qui, en 2015, a adhéré au projet en soutenant le Pôle de l'Entrepreneuriat de la Cabucelle, qui correspond parfaitement aux valeurs de la « La Fabrique à Entreprendre ». En effet, la Caisse des Dépôts, acteur historique du renouvellement urbain et des politiques publiques en faveur des quartiers prioritaires, apporte un appui technique et financier à la mise en œuvre des programmes engagés par l'Etat et les collectivités locales. Elle intervient ainsi au titre de ses missions d'intérêt général notamment pour la cohésion sociale et la solidarité et pour le développement économique et la compétitivité des territoires.

Par ailleurs, la CDC a développé et financé des marques et dispositifs relatifs au parcours

entrepreneurial dans les quartiers, tels que CitésLab et Le Carburateur, fabrique à entreprendre, dont l'enjeu est de développer l'initiative entrepreneuriale dans les quartiers politique de la ville, dans un double objectif de création d'emploi et de développement économique.

Par cette offre globale intégrée à destination des publics des territoires prioritaires de la politique de la ville, Le Carburateur, fabrique à entreprendre, porte sur la sensibilisation à l'entrepreneuriat, l'accompagnement, le financement, la formation et l'hébergement des créateurs et créatrices, dans une logique de parcours et de réponse adaptée à leurs besoins.

C'est dans ce contexte que les parties ont souhaité engager une démarche de partenariat par la signature d'une convention sur la période 2016-2018 pour assurer le développement du Carburateur.

Le budget 2017 de l'association PME

Le budget prévisionnel 2017 de l'association s'élève à 395.554 euros. Il est réparti, par grands postes, de la manière suivante :

Les dépenses :

Les recettes :

Salaires et charges : 174 174 euros	Ressources locatives : 97 554 euros
Achats : 31 200 euros	Subventions : 298 000 euros
Services extérieurs : 92 180 euros	<i>MAMP : 80 000 euros</i>
autres services extérieurs : 68 000 euros	<i>Politique de la Ville : 75 000 euros</i>
Charges financières : 0 euros	<i>Région : 60 000 euros</i>
Dotations amortissements : 0 euros	<i>Ville de Marseille : 9 000 euros</i>
Impôts et Taxes : 30 000 euros	<i>Caisse des Dépôts : 55 000 euros</i>
Total dépenses 395 554 euros	<i>Agence de service et de paiement : 19 000 euros</i>
	Total Recettes 395 554 euros

En 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à l'initiative du projet « le Carburateur », avait apporté son soutien à l'association, qui gère ce lieu, pour la somme de 60.000 euros. Dans sa lignée, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a attribué au projet, une subvention de 65.000 euros, au titre de l'année 2016, qu'elle souhaite reconduire pour 2017.

Il est proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'émettre d'attribuer une contribution à hauteur de 65.000 euros, au titre 2017, au fonctionnement de l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat autour du dispositif La Fabrique à Entreprendre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des TPE innovantes de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en leur

proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement renforcé ;

- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole d'Aix-Marseille Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi ».

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 65.000 euros pour 2017, à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2017 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 – article 6574 « subvention de fonctionnement aux organismes de droit privé » Fonction 61 – Sous Politique B320.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DEEN 005-419/17/CT

■ Approbation des conventions relatives à l'octroi de subventions aux entreprises dans le cadre du Fonds d'Innovation Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15130/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération du 26 mars 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une convention entre l'Etat et les collectivités territoriales partenaires relative à la participation au Plan Local de Redynamisation (PLR) initié par l'Etat.

Ce Plan Local de Redynamisation, accompagné de moyens financiers, a pour objet de recréer un nombre d'emplois au moins égal à celui supprimé par les restructurations des sites de la défense.

L'axe 1 du Plan Local de Redynamisation « Favoriser le développement d'entreprises innovantes créatrices d'emplois sur l'agglomération marseillaise » a donné naissance au Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP).

Ce fonds vise à :

- favoriser la création de l'emploi direct sur le territoire,
- disposer d'un outil financier attractif déployé sur des périmètres d'activités économiques stratégiques à l'échelle du bassin,
- soutenir l'implantation et l'ancrage d'activités d'excellence au profit d'entreprises innovantes en phase de développement,
- construire un dispositif partagé et impliquant l'ensemble des partenaires et acteurs publics du développement du territoire.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015, a créé la Métropole d'Aix-Marseille-Provence par fusion de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'agglomération du Pays de Martigues et de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix.

Aujourd'hui, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence prend le relai dans la gestion de ce fonds.

Le Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP) est destiné à aider les entreprises innovantes à créer de l'emploi et se présente sous la forme d'une subvention de maximum 8000€/personne embauchée en CDI ; Le montant alloué à une entreprise sur trois ans est plafonné à 96 000 euros. Les entreprises innovantes doivent être créatrices d'un minimum de trois emplois pérennes. Il doit s'agir d'emploi à durée indéterminée, créés sous trois ans et maintenus, sous peine de remboursement, au moins deux ans au-delà de l'échéance de la convention d'aide. Elles doivent être installées ou s'implanter sur l'un des quatre périmètres géographiques du territoire

Marseille Provence identifiés «territoires innovants» : Technopôle de Château Gombert, Pôle Média de la Belle de Mai, le Technopôle de Luminy et le Parc des Florides.

Quatre partenaires institutionnels abondent au Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP) : Préfecture de Région/ SGAR via le FRED, Conseil Départemental 13, Métropole Aix Marseille Provence, Ville de Marseille.

Les dossiers de candidature sont analysés en Comité d'Engagement. L'entreprise ou le porteur de projet est convoqué pour présenter son dossier devant un jury, composé des membres financeurs ainsi que des experts techniques et financiers. Le principe du financement des dossiers est défini sur la base 50/50 entre l'État et une collectivité.

Le huitième comité d'engagement de ce fonds s'est tenu le 8 novembre 2016. Quatre projets d'entreprises ont été présentés : Data Observer, Gaarden, Coral Biome et BAM dont deux projets soutenus par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Data Observer

Data-Observer est spécialisée dans le design, le traitement et l'analyse de données en provenance de multiples sources et médias pour réaliser des missions de veille et d'analyse du web et/ou des médias traditionnels. Au cœur de son métier se trouvent la donnée et l'ensemble de ses traitements : analyse, structuration, collecte, enrichissement, qualification et visualisation. Début 2016, les dirigeants ont décidé de concentrer leur développement sur la mise à disposition de solutions à destination des professionnels de la communication ayant des besoins d'analyse web et médias.

Data-Observer propose :

- Une plate-forme en SAAS de collecte et de diffusion des données,
- Des études d'analyse web (audit e-reputation, cartographie d'influenceurs...) et médias (analyse image, benchmark...),

Data-Observer s'appuie sur 2 offres complémentaires :

- une offre « sur mesure » à destination des grands comptes (intégrant de la technologie et de l'intervention humaine),
- une solution standardisée, 100% automatisée à très haute composante technologie à destination des « moyens et des petits » comptes.

Data Observer a mis en place des solutions technologiques pour maîtriser l'ensemble de la chaîne de traitement de l'information :

1. La collecte : l'entreprise a ses propres serveurs et technologie de robots d'indexation (web crawler). Elle a par ailleurs des accords de partenariats avec des « Data Broker » qui permet d'avoir la couverture la plus large possible pour ses clients (en particulier pour les médias sociaux).
2. L'enrichissement des données : Data Observer développe ses propres algorithmes, notamment sémantiques axés sur le traitement automatique du langage, pour enrichir les données collectées.
3. La diffusion et la représentation des données : Data observer travaille notamment sur des programmes de « data visualisation » permettant d'apporter des solutions de représentation optimales, en particulier dans le domaine des données massives (big data).

Data Observer, hébergée chez Marseille Innovation au Pôle Média de la Belle de Mai, va créer dix emplois dans le cadre du Fonds Innovation Marseille Provence.

Il est proposé que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence cofinance l'entreprise Data Observer avec l'Etat, pour un montant de 60 000 euros, soit 30 000 euros à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Gaarden

Gaarden Saas et sa filiale à 100% Gaarden Conseil fournissent des prestations d'entretien et de création ou aménagements d'espaces verts à destination des particuliers et des professionnels (entreprises ou collectivités). Elles apportent à cette activité une dimension digitale unique afin d'y introduire innovation et nouveaux usages. La filiale Gardening qui sera, lors de son lancement mi 2017, la 1ère plateforme de réservation en ligne de jardiniers en France. Gardening crée un réseau communautaire avec des outils d'échange et de partage de connaissances (blog, forum, application) permettant de mettre en avant le savoir-faire des prestataires clients de Gardening.

Gaarden est un réseau de jardiniers paysagistes qui prend la forme d'une marque de services à forte valeur ajoutée et qui offre une alternative au recours de jardiniers professionnels traditionnels. Pour les particuliers, Gaarden fiabilise le recours aux jardiniers paysagistes, professionnalise les prestations de jardinage.

Pour les entreprises privées, Gaarden offre une garantie de qualité et de régularité partout où l'on fait appel à ses services. Gaarden entend séduire les entreprises nationales en réseaux (volume et récurrence).

Gaarden combine deux atouts :

- réseau physique de salariés jardiniers (maîtrise du sérieux des prestations et de l'image) sélectionnés sur une forme technique mais aussi un « savoir-être » relationnel,
 - recours unique sur le marché à un ensemble d'outils digitaux pour capter / fidéliser une communauté clients et gérer l'activité (interfaces de réservation, gestion des agendas, notation systématique des interventions par les clients, suivi de la prestation par géolocalisation et badge) et innover et être pro-actif avec la mise en place de capteurs connectés dans les jardins.
- Une offre innovante et incomparable qui transforme l'écosystème.
- Gaarden, hébergée chez Marseille Innovation au Pôle Média de la Belle de Mai, va créer 16 emplois dans le cadre du Fonds Innovation Marseille Provence.

Il est proposé que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence cofinance l'entreprise Gaarden avec l'Etat, pour un montant de 96 000 euros, soit 48 000 euros à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence.

Il est proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'approuver la délibération formant avis au bureau de la Métropole relatif à l'approbation des conventions relatives à l'octroi de subventions aux entreprises dans le cadre du Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- L'intérêt de cofinancer les projets de développement des sociétés Data Observer et Gaarden.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuvant les conventions relatives à l'octroi des subventions d'un montant de 30 000 euros à l'entreprise Data Observer et de 48 000 euros à l'entreprise Gaarden.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DEEN 006-416/17/CT

■ Participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Salon des Entrepreneurs Marseille Provence-Alpes Côte d'Azur les 11 et 12 octobre 2017

Information du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15151/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de territoire.

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement et d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de développement économique qui s'appuie sur des actions de promotion.

La présence dans les salons économiques constitue un axe important qui permet de promouvoir l'image du territoire et de montrer les réalisations et les projets en cours dans les 92 communes membres. La présence de la Métropole AMP permet également de générer des contacts avec des acteurs clé de la création et du développement des entreprises.

Créé il y a 24 ans et organisé par le Groupe Les Echos, le Salon des Entrepreneurs a été conçu comme lieu de formation, d'informations et d'échanges ayant pour vocation d'accompagner les porteurs de projets et les dirigeants de jeunes entreprises dans la création, la reprise et le développement d'une activité. Présent chaque année à Paris, Lyon et Nantes, le Groupe Les Echos organise une troisième édition du Salon des Entrepreneurs Marseille Provence-Alpes-Côte d'Azur à Marseille qui se déroulera au Parc Chanot les 11 et 12 octobre 2017.

Les objectifs de l'édition marseillaise de ce salon sont de créer un rendez-vous incontournable et pérenne entre les différents acteurs qui composent le tissu économique local et dans un contexte économique difficile, d'encourager la croissance en accompagnant le développement des entreprises. En effet, selon une étude réalisée sur le tissu économique régional, il apparaissait que les entreprises locales étaient souvent de taille plus réduite que la moyenne nationale, parfois également moins tournées vers l'exportation ou les nouvelles technologies.

Le Groupe Les Echos organise à titre exclusif le Salon des Entrepreneurs Marseille Provence-Alpes-Côte d'Azur 2017.

Le Salon des Entrepreneurs Marseille Provence-Alpes-Côte d'Azur 2017 réunit pendant 2 jours plus de 8 000 visiteurs, 100 ateliers et conférences techniques, plus de 110 partenaires et exposants, 20 animations thématiques et une dizaine de temps forts et débat d'actualité. Des espaces de consultations individuelles, des animations de networking, des rencontres d'affaires privées, des entretiens avec des chefs d'entreprises, des témoignages de success stories sont organisés. Un studio web TV officiel animé par Les Echos, un club presse pour les journalistes et bloggeurs, un club VIP pour les personnalités font également partie des composantes qui constituent cet événement.

Compte tenu du succès des deux précédentes éditions, le Groupe Les Echos a décidé d'organiser cette troisième édition du salon marseillais les 11 et 12 octobre 2017. Il constitue donc pour la Métropole Aix-Marseille Provence un événement de grande ampleur de nature à valoriser ses atouts, développer sa notoriété en matière de développement économique, rencontrer des porteurs de projets et

plus largement à renforcer l'activité économique et le développement des entreprises de notre territoire.

Les modalités de la participation de la Métropole Aix-Marseille Provence à cet événement seront précisées dans le cadre d'un marché négocié qui sera conclu avec le Groupe Les Echos, organisateur de cet événement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre acte de la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Salon des Entrepreneurs Marseille Provence-Alpes-Côte d'Azur est le rendez-vous annuel des acteurs publics et privés pour accompagner la création et la croissance des entreprises ;
- L'intérêt pour la Métropole de promouvoir ses projets et ses réalisations dans ce type d'événement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport « Participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Salon des Entrepreneurs Marseille Provence-Alpes Côte d'Azur les 11 et 12 octobre 2017 ».

DEEN 007-417/17/CT

■ Promotion économique du Territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans les salons professionnels et économiques

Information du Conseil du Territoire DPEATSV 17/15152/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Conformément à sa stratégie de développement économique et dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, la Métropole d'Aix-Marseille Provence met en place sur son territoire des opérations de promotion économique pour attirer les porteurs de projet et favoriser leur implantation sur notre territoire.

Seconde Métropole de France, adossée au premier port de Méditerranée, connectée à un réseau dense d'infrastructures et de plateformes logistiques, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'affirme comme un centre euro-méditerranéen majeur de décisions et d'échanges de niveau mondial. Elle appuie son développement sur 6 filières clés, des pôles d'excellence en matière d'enseignement supérieur et de recherche et sur des pôles de compétitivité.

Dans un contexte d'économie hyper-mondialisée, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence voit des projets structurants émerger sur son territoire, aux forts effets d'entraînement sur son économie locale et internationale : Henri Fabre (aéronautique), French Tech (innovation numérique), PICTO, Marseille Immunopôle, cité des énergies-ITER, Euroméditerranée, qui sont autant de projets moteurs du développement de son territoire.

Afin de soutenir la dynamique économique du territoire et de lutter contre les entraves structurelles : déficit d'emplois, taux de chômage important, et surtout dans un contexte économique difficile, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence assure la promotion de son territoire notamment en participant à des salons professionnels et économiques.

En 2016, avec cet objectif, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a participé à des manifestations pour maintenir son action de proximité en faveur de l'attractivité du territoire et du développement économique et pour remplir son rôle d'animateur du dispositif ZFU/TE.

Les actions réalisées en 2016 sont les suivantes :

- Le Forum MXL, les 24 et 25 mars 2016, salon destiné à aider les futurs chefs d'entreprises à structurer leurs démarches de création et à concrétiser leurs projets tout en aidant les entreprises existantes à se développer. Au cours de ces deux jours, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a accueilli une quarantaine d'entrepreneurs ayant une activité ou en voie de création d'activité, souhaitant des informations sur le nouveau dispositif des Zones Franches-Territoires Entrepreneurs ou souhaitant s'implanter en bénéficiant des atouts du territoire. Le Forum MXL a accueilli 200 professionnels et 60 exposants et a permis aux 2 500 visiteurs d'avoir des renseignements précieux pour la création ou le développement de leurs activités professionnelles.
- La quinzaine de l'économie numérique, les « French Tech Weeks » qui s'est déroulée du 15 septembre au 30 octobre 2016. Organisée par l'association Medinsoft, en charge de la gouvernance opérationnelle d'Aix-Marseille French Tech, les French Tech Weeks rassemblent tous les acteurs publics et privés du numérique et notamment les plus grandes startups de la région.
- La sixième édition du Marseille Web Fest-International Festival of the Digital Series qui s'est tenue les 21 et 22 octobre 2016. Créé en 2011 par Jean-Michel Albert, le Marseille Web Fest-International Festival of the Digital Series- est le rendez-vous européen et international des professionnels de

l'audiovisuel du digital et des nouveaux contenus à Marseille. Unique en Europe, le Festival International établit un pont entre la culture et l'économie numérique en proposant sur 2 jours la projection d'une sélection internationale de web-séries de fiction. En 2016, le Marseille Web Fest-International Festival of the Digital Series fut consacré à l'un des plus gros marché de la série digitale asiatique, la Corée du Sud.

- Les troisièmes rencontres du crowdfunding. La manifestation s'est tenue le 4 novembre 2016. Organisées par Pop finance, ces rencontres facilitent la mise en relation entre financeurs et financés. Mode de financement moderne qui bouscule la finance traditionnelle, le crowdfunding a démontré tout l'intérêt de favoriser l'essor de finances alternatives sur le bassin euro-méditerranéen. En France les derniers chiffres du baromètre, édité par Finance Participatif France, évoquent plus de 1,7 million de financeurs ayant soutenu un projet. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a soutenu ces rencontres porteuses d'innovation sociale en direction des créateurs d'entreprise.
- Les Forums emploi-Marseille Nord ZFU et Vallée de l'Huveaune qui se sont déroulés respectivement les 3 et 24 novembre 2016. Avec un objectif partagé de permettre aux demandeurs d'emplois de rencontrer sur une demi-journée des entreprises qui recrutent et qui sont implantées dans ces deux territoires, les deux manifestations ont réuni plus de 4000 visiteurs.
- Le Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace – Paris Le Bourget est un salon bisannuel. Organisé par le Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales (GIFAS), il est le plus ancien et le plus grand salon au monde consacré à l'industrie aéronautique et spatiale. Ouvert aussi bien aux professionnels qu'au grand public, il est au cœur même de l'évolution du marché mondial de l'aéronautique et de l'espace. En 2017, il se tiendra du 19 au 25 juin.

Dans le but de maintenir son action de promotion économique du territoire et son soutien aux actions économiques, la Métropole Aix-Marseille Provence

participera aux éditions 2017 des événements suivants :

- le Mobile Word Congress,
- le 1^{er} salon du co-working,
- la Convention d'affaires Aero'Nov Connection,
- la 52^{ème} édition du Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace,
- Agora du business,
- l'Université d'été de l'AFSSI,
- les 4^{èmes} rencontres euro-méditerranéennes du crowdfunding,
- la 7^{ème} édition du Marseille Web Fest-International Festival of the Digital Series,
- la 3^{ème} édition des French Tech Weeks,
- le salon BIO international convention,
- Le Rendez-vous des entrepreneurs,
- les forums emplois Marseille Nord ZFU/TE et Vallée de l'Huveaune,
- le salon Pollutec,
- le Customer Electronic Show de janvier 2018

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en son nom propre ou à travers ses six territoires, participera également en 2017 à tout événement susceptible de lui permettre d'accroître sa visibilité, son rayonnement économique et son attractivité auprès des porteurs de projet, des créateurs, des investisseurs, des talents...

Il sera proposé au Bureau de la Métropole d'affecter un budget de 120 000 euros TTC maximum pour la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence aux salons économiques et professionnels mentionnés ci-dessus ainsi que toute autre manifestation permettant de mettre en valeur le développement économique de son territoire et de ses entreprises.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- La nécessité d'organiser et de participer à différentes manifestations pour favoriser la promotion économique du territoire

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence aux événements économiques et professionnels lui permettant de promouvoir l'économie de son territoire.

DEEN 008-418/17/CT

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention relative au financement de l'opération Ecole Centrale Marseille - CPER 2015-2020 - Complément à la délibération IPE 002-1706-15 CC

Information du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15156/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Dans le cadre de la participation au CPER 2015-2020 – volet ESR, une subvention sous forme de fonds de concours a été attribuée à Centrale Marseille pour l'opération de restructuration des bâtiments pour un montant de 5 millions d'euros le 21 décembre 2015.

Par la présente délibération, il s'agit dans un avenant de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence prévu à l'article 5 de la convention comme suit :

- au 1^{er} juin 2017 : 1 000 000 euros (un million d'euros)
- au 1^{er} janvier 2018 : 2 000 000 euros (deux millions d'euros)
- au 1^{er} mars 2019 : 1 500 000 euros (un million cinq cent mille euros)
- au 1^{er} mars 2020 : 500 000 euros (cinq cent mille euros)

Pour mémoire, initialement prévu ainsi :

- au 1^{er} mars 2016 : 1 million d'euros
- au 1^{er} janvier 2017 : 1 million d'euros
- au 1^{er} janvier 2018 : 2 millions d'euros
- au 1^{er} janvier 2019 : 1 million d'euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- La nécessité de modifier l'échéancier de versement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention cadre entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'Etat représenté par Monsieur le Préfet de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, assisté de Monsieur le Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille, relatif à la modification de l'article 5 de la convention initiale.

DEEN 010-420/17/CT

■ Cession à titre onéreux du lot n°5 à bâtir dans la Zac Athélia V par la commune de la Ciotat à la société Real Ventures

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15136/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7, I du Code Général des collectivités Territoriale prévoit que préalablement à leur examen

par la Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux commissions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culture, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine de Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

La délibération « Cession à titre onéreux du lot n° 5 à bâtir dans la Zac Athélia V par la commune de la Ciotat à la société Real Ventures. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

Par la délibération en date du 1^{er} octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'intérêt Communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opération d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire sur la commune de la Ciotat un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activité.

La future zone d'aménagement concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au nord de la commune de la Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV.

Aujourd'hui, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre un lot issu de la parcelle cadastrée Section CK 693 à La Ciotat, d'une surface totale d'environ 13 091 m² à la société Real Ventures pour un montant global de 956 229 euros hors taxes outre T.V.A.

La surface de plancher envisagée par l'acquéreur est de 6 700 m² environ pour l'édification d'un programme immobilier à usage d'activités et de bureaux destinés à la vente ou à la location, dont 2 650 m² de SDP de locaux d'activité et 4 050 m² de SDP de bureaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine du 22 novembre 2016 ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès verbal n° HN 01/001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire n° 1 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux du lot n° 5 dans la Zac Athélia V par la commune de la Ciotat à la société Real Ventures. »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que la cession du lot n° 5 dans la Zac Athélia V à la Ciotat, doit permettre à la Société Real Ventures de réaliser un programme immobilier de locaux d'activités et de bureaux

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « La cession à titre onéreux du lot n° 5 à bâtir dans la Zac Athélia V par la commune de la Ciotat à la société Real Ventures. »

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DEEN 011-421/17/CT

■ Cession à titre onéreux du lot n° 16 à bâtir dans la Zac Athélia V sur la commune de La Ciotat par la société Eurevia

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15097/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire,

et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux du lot n° 16 à bâtir dans la Zac Athélia V sur la commune de La Ciotat à la Société Eurevia » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération en date du 1^{er} octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagé en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opération d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire sur la commune de la Ciotat un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La future zone d'aménagement concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au nord de la commune de la Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV.

Aujourd'hui, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre un lot issu des parcelles cadastrées Section CH N° 18, CK N°693 à La Ciotat, d'une surface totale d'environ 9186 m² à la société Eurevia pour un montant global de 639 311 euros hors taxes outre T.V.A.

La surface de plancher envisagée par l'acquéreur étant d'environ 4179 m² pour l'édification d'un ensemble immobilier à usage de locaux d'activités

et de bureaux dont 3166,50 m² de SDP de locaux d'activité et 1012,50 m² de SDP de bureaux .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux du lot n° 16 à bâtir dans la Zac Athélia V sur la commune de La Ciotat à la Société Eurevia ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à la cession à titre onéreux du lot n° 16 à bâtir dans la Zac Athélia V sur la commune de La Ciotat à la Société Eurevia ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux du lot n° 16 à bâtir dans la Zac Athélia V sur la commune de La Ciotat à la Société Eurevia.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DEEN 012-422/17/CT

■ Cession à titre onéreux d'un lot n° 49 à bâtir dans la Zac Athélia V par la commune de La Ciotat à la société Real Ventures

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15096/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux d'un lot n° 49 à bâtir dans la Zac Athélia V par la commune de La Ciotat à la société Real Ventures » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Par délibération en date du 1^{er} octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opération d'aménagement destinées au développement de l'acte économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire sur la commune de La Ciotat un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La future zone d'aménagement concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au nord de la commune de La Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I – II – III et IV.

Aujourd'hui, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre un lot issu des parcelles cadastrées Section CE 3 – 5 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11 – 13 – 14 – 463 et 825 à La Ciotat, d'une surface totale d'environ 37 717 m² à la société Real Ventures pour un montant global de 2 500 000 euros hors taxes outre T.V.A.

La surface de plancher envisagée par l'acquéreur est de 16 877 m² pour l'édification d'un programme immobilier à usage d'activités et de bureaux de type « village d'entreprises », destiné à la vente ou à la location, qui répondra aux besoins des petites entreprises de l'économie productive selon le plan annexé et conformément aux dispositions relatives ci-après.

Il est ainsi prévu la réalisation de 2 tranches :

La première tranche sur un foncier de 24 300 m² environ développera une surface de plancher de 10 015 m² correspondant à l'édification :

- 1 bâtiment à usage de bureaux de 2 250 m²,
- 1 bâtiment à usage de locaux mixtes de 3 415 m²,
- 2 bâtiments de locaux d'activités pour 4 350 m².

La deuxième tranche sur un foncier de 13 387 m² environ développera une surface de plancher de 6 662 m² correspondant à l'édification :

- 1 bâtiment à usage de locaux mixtes pour 4 412 m²,
- 1 bâtiment à usage de bureaux pour 2 250 m² environ,
- 1 espace de convivialité / restauration de 200 m² environ.

De plus, la société Real Ventures au travers de son projet s'est engagée sur certains niveaux de finition et sur des prix de commercialisation vente / location pour chaque typologie de biens.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « la cession à titre onéreux d'un lot n° 49 à bâtir dans la Zac Athélia V par la commune de La Ciotat à la société Real Ventures »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à la cession à titre onéreux d'un lot n° 49 à bâtir dans la Zac Athélia V par la commune de La Ciotat à la société Real Ventures ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux d'un lot n° 49 à bâtir dans la Zac Athélia V par la commune de La Ciotat à la société Real Ventures.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DEEN 013-423/17/CT

■ Cession à titre onéreux de deux parcelles de terrain quartier les Négadis Nord à Gémenos à Monsieur Victor Maiolino

Avis du Conseil de Territoire. DUFVS 17/15112/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président par le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux de deux parcelles de terrain quartier les Négadis Nord à Gémenos à Monsieur Victor Maiolino » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité présenté ci-après :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est propriétaire de deux parcelles de terrain non bâties, cadastrées AZ 109 et 161 à Gémenos, d'une surface de 2072 m².

Celles-ci représentent l'ancien parking de l'usine FRALIB. Elles sont inconstructibles depuis car le site est en zone rouge du fait de son inondabilité, et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n'en a pas d'utilité.

C'est pourquoi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé de céder ces parcelles à Monsieur Victor MAIOLINO qui en fera un lieu de stationnement et de stockage, moyennant une indemnité de 200 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux de deux parcelles de terrain quartier les Négadis Nord à Gémenos à Monsieur Victor Maiolino ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que la cession des parcelles AZ 109 et 161 à Gémenos doit permettre ainsi à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de valoriser son patrimoine avec l'installation d'activités économiques.

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence « Cession à titre onéreux de deux parcelles de terrain quartier les Négadis Nord à Gémenos à Monsieur Victor Maiolino ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

Commission "Voirie"

VOI 001-424/17/CT

■ **Approbation de la convention de financement par fonds de concours avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour l'aménagement du carrefour Bancal/Barasse - Marseille 11ème arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire
DAEP 17/14895/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales le

Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence présenté ci après :

Afin d'améliorer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic, il était nécessaire de prévoir des travaux de création d'un giratoire à 3 branches au carrefour formé par la route départementale RD2d et le boulevard de la Barasse à Marseille 13011.

Cette opération comprend également la création de trottoirs, d'avaloirs, d'un îlot central bombé en béton coloré, d'arrêts de bus en pleine voie et le déplacement d'une place PMR.

S'agissant de travaux intervenant sur une voie départementale, avant son transfert à la Métropole au 1^{er} janvier 2017, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (CD13) a accepté de participer au financement des travaux pour un montant de 93.500 euros TTC

L'objet de la présente convention est de définir les conditions de la participation financière du CD13, aux travaux réalisés par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Qu'il était nécessaire de prévoir des travaux de création du carrefour Bancal/Barasse - 13011 Marseille ;
- Qu'il était avantageux que ces travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique ;
- Que le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône accepte de participer au financement des travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation de la convention de financement par fonds de concours entre le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour l'aménagement du carrefour Bancal/Barasse - 13011 Marseille.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 002-425/17/CT

■ Demande de subventions auprès du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire au titre de la réserve parlementaire pour la réfection des rues François Mauriac, Marius Olive et de la Traverse Barral à Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DRM 17/15129/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La rue François Mauriac située dans le 10^e arrondissement de Marseille, ainsi que la rue Marius Olive et la Traverse Barral dans le 9^e arrondissement, présentent des revêtements de chaussée qui se dégradent et sur lesquels il devient urgent d'intervenir afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

Il est ainsi prévu la réalisation de travaux consistant en la réfection de l'ensemble des revêtements de

chaussée dégradés, avec rabotage préalable des anciennes couches de roulement et renforcement des structures des couches de base.

Le coût prévisionnel de ces opérations s'élève à 112 496,10 euros HT pour la rue François Mauriac, 149 999,22 euros HT pour la rue Marius Olive et 54 161,42 euros HT pour la Traverse Barral.

Les crédits nécessaires à la réalisation de ces travaux seront prélevés sur l'autorisation de programme n° 2016129012, intitulée « Réhabilitation et renforcement de voirie – Marseille », approuvée par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016 pour un montant de 75 millions d'euros.

Monsieur le Député des Bouches-du-Rhône, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Guy Teissier, propose que soient allouées par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire des subventions prélevées sur sa réserve parlementaire, pour la réalisation de chacun de ces aménagements. Ces subventions seraient réparties comme suit :

- 9 000 euros HT pour la rue François Mauriac ;
- 20 000 euros HT pour la rue Marius Olive ;
- 20 000 euros HT pour la Traverse Barral,

La présente délibération vise à l'approbation de la demande de subvention auprès du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Qu'il est décidé de réaliser la réfection des chaussées des rues François Mauriac (13010) et Marius Olive (13009), et de la traverse Barral (13009) à Marseille ;
- Que Monsieur le Député des Bouches-du-Rhône, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Guy Teissier, propose que soient allouées par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire des subventions prélevées sur sa réserve parlementaire ;
- Qu'il convient donc de solliciter des subventions auprès du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur la sollicitation d'aides financières auprès du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pour la réalisation de travaux de réfection sur des voies situées dans les 9° et 10° arrondissements de Marseille. Ces aides sont à répartir comme suit :

- 9 000 euros HT pour la rue François Mauriac ;
- 20 000 euros HT pour la rue Marius Olive ;
- 20 000 euros HT pour la Traverse Barral,

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 003-426/17/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique de quatre parcelles de terrain, appartenant à la SCI Villa Reynarde nécessaire à l'élargissement de la traverse de la Penne à Marseille 11ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15113/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à l'examen par le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour un avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du Territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique de quatre parcelles de terrain, appartenant à la SCI Villa Reynarde nécessaire à l'élargissement de la traverse de la Penne à Marseille 11^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article des conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour un avis de projet de délibération précité.

La SCI Villa Reynarde a obtenu un permis de construire n° 13055.10.J.515.PC.PO délivré par la Ville de Marseille le 23 juin 2011 sur les parcelles 868 K 15 – 868 W 55 – 868 W 48 – 868 W 54 – 868 W 5 – 868 W 6 – 868 W 56 et 868 W 53.

Ces parcelles ont depuis été divisées et la SCI Villa Reynarde y a édifié un ensemble immobilier dénommé « Domaine de la Reynarde » situé 141 avenue de Saint Menet - 13011 Marseille.

La SCI Villa Reynarde a souhaité céder le foncier destiné à l'élargissement de la traverse de la Penne, soit les parcelles 868 W 71 – 868 W 78 – 868 W 66 – 868 W 62 pour une superficie totale de 5 166 m². Ces parcelles sont réservées au plan local d'urbanisme de Marseille sous le n° 11-257 pour élargissement de voie.

Au terme des négociations menées entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la SCI Villa Reynarde, cette dernière a accepté de céder ces terrains moyennant 1 euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CT portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'élargissement de la traverse de la Penne, 141 avenue de Saint Menet 13011 Marseille, soit les parcelles 868 W 72 – 868 W 66 – 868 W 62 pour une superficie totale de 5 166 m². Ces parcelles sont réservées au plan local d'urbanisme de Marseille sous le n° 11-257 pour élargissement de la voie.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de quatre parcelles de terrain situées traverse de la Penne sur la commune de Marseille permettra l'élargissement de cette voie ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence acquière les terrains concernés par cet élargissement ;
- Que le conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du conseil de Métropole : « Acquisition à l'euro symbolique de quatre parcelles de terrain, appartenant à la SCI Villa Reynarde, nécessaire à l'élargissement de la traverse de la Penne Marseille 11^{ème} arrondissement. »

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 005-427/17/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier La Tourterelle sis rue de la Caserne à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15089/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier La Tourterelle sis rue de la Caserne à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain » satisfait les conditions

de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'aménagement d'une zone de stationnement en épis au droit de la résidence La Tourterelle sise 1 rue de la Caserne à Marseille 3^{ème} arrondissement nécessite l'acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence auprès des copropriétaires de ladite résidence d'une emprise foncière en nature de trottoir d'une superficie de 170 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 811 I n° 97.

Aux termes des négociations entreprises par la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM) agissant pour le compte de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières, les copropriétaires de l'ensemble immobilier La Tourterelle représentés par la Société FONCIA SAGI en sa qualité de syndic acceptent de céder cette emprise foncière moyennant la somme de 1 euro (un euro).

Le projet de délibération du Conseil de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire n° 1 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016

portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n° 1 ;

- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier La Tourterelle sis rue de la Caserne à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier La Tourterelle sise 1 rue de la Caserne à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier La Tourterelle sis rue de la Caserne à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 006-428/17/CT

■ Transfert en pleine propriété de voies de la commune d'Allauch à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Approbation de l'avenant n° 6 au procès-verbal de transfert initial n° 02/1099

Avis du Conseil de Territoire

DPEPVC 17/15117/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et notamment à ses articles L 5218-1 et suivants, modifiés par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, toutes les compétences qui relevaient de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sont transférées de plein droit à la Métropole.

Ainsi, les biens meubles et immeubles du Domaine Public des communes membres de l'ancienne Communauté Urbaine sont affectés de plein droit dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole.

Pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le transfert de propriété du Domaine Public Routier appartenant aux 18 communes membres a été opéré avant le 31 décembre 2001.

Un procès-verbal constatant la liste des voies transférées en pleine propriété à la Communauté Urbaine a été signé pour chaque Commune par le Maire et le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le premier Janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce donc, en lieu et place des Communes, la compétence en matière de création, aménagement et entretien de l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique.

Constatant que le transfert des voies sur la commune d'Allauch doit être amendé par suite de la modification de la voirie, le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur l'approbation de l'avenant n° 6 au procès-verbal des voies transférées en pleine propriété n° 02/1099 portant sur :

- la portion du Chemin de la Bourdonnière à Pichauris, à soustraire du procès-verbal pour une longueur totale de 4365 mètres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération N° FAG 7/521/CC du 21 décembre 2001 portant Transfert en pleine propriété au nom de la Communauté Urbaine du Domaine Public Routier des 18 Communes Membres ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de constater par un avenant au procès-verbal n° 02/1099, la modification de consistance du Domaine Public Routier transféré à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence par la commune d'Allauch.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur l'approbation de l'avenant n° 6 au procès-verbal initial des voies transférées en pleine propriété n° 02/1099 portant sur la portion du Chemin de la Bourdonnière à Pichauris, à soustraire du procès-verbal pour une longueur totale de 4365 mètres.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 007-429/17/CT

■ **Acquisition de quatre parcelles de terrain à l'euro symbolique appartenant à la commune d'Ensuès-la-Redonne nécessaire à l'aménagement du secteur ouest de la commune**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/14930/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition de quatre parcelles de terrain à l'euro symbolique appartenant à la commune d'Ensuès-la-Redonne nécessaire à l'aménagement du secteur ouest de la commune » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

En concertation avec la commune d'Ensuès-la-Redonne, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence compétente en matière d'infrastructures routières, souhaite procéder à l'aménagement du secteur ouest.

Pour mettre en œuvre ce projet, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit acquérir quatre parcelles de terrain de 4 210 m² environ, à détacher des parcelles cadastrées AB0034 – AB0021 – AB0019 et AD0001, propriété de la commune d'Ensuès-la-Redonne.

Au terme des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la commune d'Ensuès-la-Redonne accepte de céder ces emprises de terrain à l'euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition de quatre parcelles de terrain à l'euro symbolique appartenant à la commune d'Ensuès-la-Redonne nécessaire à l'aménagement du secteur ouest de la commune ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'aménagement du secteur ouest de la commune d'Ensuès-la-Redonne seront réalisés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille Provence ait la maîtrise foncière d'environ 4 210 m² de terrain afin de permettre la réalisation de ces travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de Métropole « Acquisition de quatre parcelles de terrain à l'euro symbolique appartenant à la commune d'Ensuès-la-Redonne nécessaire à l'aménagement du secteur ouest de la commune ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 008-430/17/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux consorts Pastor nécessaire à l'élargissement de l'impasse Jean Olivier à La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15090/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux Consorts Pastor nécessaire à l'aménagement de l'impasse Jean Olivier à La Ciotat» satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

La réalisation de l'élargissement de l'impasse Jean Olivier à la Ciotat nécessite l'acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence auprès des consorts Pastor d'une emprise foncière de 62 m² environ à détacher de leur propriété cadastrée Section AP n° 534 sise 216 impasse Jean Olivier à La Ciotat.

Aux termes des négociations entreprises par la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), agissant pour le compte de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières, les consorts Pastor acceptent de céder cette emprise foncière moyennant la somme de 2 108 euros (deux mille cent huit euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux Consorts Pastor nécessaire à l'aménagement de l'impasse Jean Olivier à La Ciotat ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès des consorts Pastor d'une emprise foncière de 62 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AP n° 534 permettra de réaliser l'élargissement de l'impasse Jean Olivier à La Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis de projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de Métropole « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux Consorts Pastor nécessaire à l'aménagement de l'impasse Jean Olivier à La Ciotat ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 009-431/17/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux consorts Bronzo nécessaire à la requalification de l'avenue Joseph Roumanille - Projet de rénovation urbaine Abeille Maurelle Matagots à La Ciotat

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15127/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen

par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux consorts Bronzo nécessaire à la requalification de l'avenue Joseph Roumanille- Projet de rénovation urbaine Abeille Maurelle Matagots à La Ciotat » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Abeille-Maurelle-Matagots à la Ciotat, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence va réaliser la requalification de l'avenue Joseph Roumanille depuis son croisement avec l'avenue de la gare jusqu'à l'entrée du quartier de l'Abeille conformément à l'emplacement réservé n°67 au plan local d'urbanisme de la ville de la Ciotat.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence auprès des consorts Bronzo d'une emprise foncière de 61 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AZ numéros 75 sise 46 avenue Ritt à La Ciotat.

Au terme des négociations menées entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et les consorts Bronzo, ces derniers acceptent de céder ce terrain moyennant la somme de 23 180 euros.

Le projet de délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux consorts Bronzo nécessaire à la requalification de l'avenue Joseph Roumanille- Projet de rénovation urbaine Abeille Maurelle Matagots à La Ciotat ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux consorts Bronzo nécessaire à la requalification de l'avenue Joseph Roumanille- Projet de rénovation urbaine Abeille Maurelle Matagots à La Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération : « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux consorts Bronzo nécessaire à la requalification de l'avenue Joseph Roumanille- Projet de rénovation urbaine Abeille Maurelle Matagots à La Ciotat ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

Commission "Urbanisme, PLUI"

URB 004-432/17/CT

■ **Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Saisine du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Extension de la carrière Sainte Marthe**

DUFVSV 17/15105/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune de Marseille a saisi la Métropole, afin qu'elle engage une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille afin de permettre l'extension de la carrière de Sainte-Marthe.

En effet, un projet d'extension de la carrière est prévu en continuité du site existant, dans le 14ème arrondissement, cette dernière bénéficiant d'une autorisation préfectorale d'exploitation qui arrivera à échéance en 2020.

Ce projet d'extension, tout en permettant de pérenniser l'activité du site, répond aux enjeux économiques et environnementaux portés par le Territoire Marseille-Provence et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cependant, la réalisation de ce projet, nécessite que les règles fixées par le Plan Local d'Urbanisme en vigueur soient adaptées.

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du PLU, qui permet notamment d'adapter les dispositions du document d'urbanisme, à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général.

Aussi, la finalisation du projet, ainsi que les modifications à apporter au PLU, nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce sur le Territoire Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération en date du 30 juin 2016 le conseil de la Métropole, dans le cadre des textes en vigueur, a défini la répartition des compétences concernant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs.

L'objet du présent rapport est de saisir le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin d'engager la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour permettre l'extension de la carrière de Sainte-Marthe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Conseil de l'Environnement ;
- La demande de la Ville de Marseille sollicitant l'engagement d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille afin de permettre l'extension de la carrière Sainte Marthe ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant l'élection de Monsieur Guy Teissier qualité

de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération cadre n°URB 001-616/16/CM du 30 juin 2016 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme entre le conseil de la Métropole, le conseil de territoire et leurs présidents respectifs.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que la commune de Marseille a saisi la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin d'engager une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille pour permettre l'extension de la carrière de Sainte-Marthe ;
- Que depuis le 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de PLU et de documents en tenant lieu, notamment pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité desdits documents ;
- Que conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Conseil de Territoire Marseille Provence, il convient que le Conseil Territoire Marseille Provence saisisse le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence décide de saisir le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille afin de permettre l'extension de la carrière de Sainte-Marthe.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

URB 012-433/17/CT

■ Approbation de la convention d'offre de concours conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence la Société Massalia Shopping Mall SCI et la Ville de Marseille en vue du réaménagement des abords du Centre Commercial du Prado à Marseille 13008 DUFVS 17/15102/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention d'offre de concours conclue avec la Société Massalia Shopping Mall SCI, et la Ville de Marseille, en vue du réaménagement des abords du Centre Commercial du Prado à Marseille 8^{ème} arrondissement. »

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité. Les travaux publics relatifs aux aménagements de voirie relèvent de la compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Ainsi, tous les travaux concernant les aménagements de voirie et les implantations de feux tricolores relèvent de la responsabilité de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui en est propriétaire et par conséquent doit en assurer la charge financière, hormis l'éclairage public de compétence communale. Ceci étant, le droit administratif admet que des particuliers participent volontairement à ces travaux par le biais d'offres de concours.

En effet, l'offre de concours peut être définie comme un engagement par lequel des particuliers décident de participer aux dépenses d'établissement, d'entretien ou d'exploitation d'un ouvrage public, soit en fournissant une somme d'argent, soit en faisant gratuitement l'apport d'un terrain, soit en effectuant certains travaux ou prestations, soit encore en livrant certaines fournitures.

La Société Massalia Shopping Mall est titulaire d'un permis de construire en cours de réalisation ayant pour objet la réalisation d'un centre commercial situé à l'angle du Boulevard Michelet et de la rue Ray Grassi à Marseille 8^{ème}, dit « Centre Commercial du Prado ».

L'opérateur et gestionnaire du futur centre commercial souhaite l'aménagement qualitatif du Parvis du Boulevard Michelet et la réalisation d'équipements publics situés hors du périmètre de l'opération de construction et répondant, pour partie, aux besoins des riverains et usagers du futur centre commercial.

Aussi, la société Massalia Shopping Mall a souhaité proposer une offre de concours ayant pour objet la réalisation des prestations suivantes :

Aménagement du parvis situé sur le Boulevard Michelet jusqu'au niveau de la chaussée y compris la pose de luminaires.

Aménagement du Carrefour Michelet – Negresko afin de faciliter l'accès au parking du centre commercial situé Allée Ray Grassi.

Cette offre de concours est une offre en nature et numéraire, la Société Massalia Shopping Mall gardant la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux hormis ceux afférents aux pouvoirs de police de voirie (feux tricolores, panneaux de signalisation...) pour lesquels la Métropole d'Aix-Marseille-Provence restera maître d'ouvrage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la convention d'offre de concours conclue avec la Société Massalia Shopping Mall SCI, et la Ville de Marseille, en vue du réaménagement des abords du Centre Commercial du Prado à Marseille 8^{ème} arrondissement. »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention d'offre de concours conclue avec la Société Massalia Shopping Mall SCI, et la Ville de Marseille, en vue du réaménagement des abords du Centre Commercial du Prado à Marseille 8^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Approbation de la convention d'offre de concours conclue avec la Société Massalia Shopping Mall SCI, et la Ville de Marseille, en vue du réaménagement des

abords du Centre Commercial du Prado à Marseille 8^{ème} arrondissement. »

Présents	109
Représentés	21
Voix Pour	89
Voix Contre	33
Abstentions	8

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Georges MAURY Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI - Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB- Josette FURACE - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Annie LEVY-MOZZICONACCI- Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Patrick MENNUCCI - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ -Gérard POLIZZI
Nouriati DJAMBAE

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 013-434/17/CT

■ **Projet Urbain Partenarial Ricaud à Ensues-la-Redonne - Approbation d'une convention avec European Homes**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15142/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie dans les limites du territoire,

et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Projet Urbain Partenarial Ricaud à Ensues-la-Redonne – Approbation d'une convention avec European Homes » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Société Européan Homes souhaite réaliser un programme de 14 logements sociaux sur la commune d'Ensues-la-Redonne.

Les objectifs poursuivis dans ce cadre, concourent notamment à accroître l'offre de logements, diversifier l'habitat et renforcer la mixité sociale sur la commune tout en respectant les richesses patrimoniales paysagères et environnementales du site et répondent aux attentes du contrat de mixité sociale.

Cette opération se situe à proximité immédiate du parking public communal de la Mairie qui nécessite une adaptation pour une organisation d'ensemble avec le projet d'European Homes.

Aussi, en application des articles L332-11-3 et L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la commune d'Ensues-la-Redonne et European Homes se sont rapprochés aux fins de mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial lié à l'opération de construction envisagée par l'opérateur.

L'article L331-11-3 du Code de l'Urbanisme prévoit en effet, que lorsqu'une ou plusieurs opérations nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

L'institution d'un projet urbain partenarial relève ainsi de la compétence de la Métropole, néanmoins il peut permettre le financement d'équipements relevant de compétences d'autres collectivités.

La convention de PUP détermine également les conditions et modalités de prise en charge financière des équipements publics devant être réalisés par la commune d'Ensues-la-Redonne et avec une participation globale de l'opérateur de 30 000 euros HT couvrant les coûts des travaux liés au parking.

La convention sera conclue entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la commune d'Ensues-la-Redonne et European Homes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Projet de délibération portant sur « Projet Urbain Partenarial Ricaud à Ensues-la-Redonne – Approbation d'une convention avec European Homes ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention avec la commune d'Ensuès-la-Redonne et European Homes pour le Projet Urbain Partenarial Ricaud ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Projet Urbain Partenarial Ricaud à Ensues-la-Redonne – Approbation d'une convention avec European Homes ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

URB 014-436/17/CT

■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention cadre conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise, relatif à l'attribution d'une subvention

Information au Conseil de Territoire DGDU 17/15118/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération du 15 décembre 2000, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a adhéré à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM).

En effet, il est apparu indispensable pour l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de suivre les évolutions urbaines et de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement du territoire communautaire.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), association régie par la loi de 1901, a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Cette démarche, menée en concertation avec les Commissions Techniques de la Communauté Urbaine, a permis notamment l'élaboration d'une approche globale du territoire communautaire.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques communautaires.

Dans ce contexte, une convention-cadre n°151744SUB a été passée avec l'Agence, et approuvée par la délibération FCT 003-1386/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015.

En application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit aux EPCI transformés et l'ensemble des biens, droits et obligations de Marseille Provence Métropole lui est ainsi transféré.

Cette convention, d'une durée de trois années à compter du 1er janvier 2016 définit les règles présidant au fonctionnement entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), dont notamment les modalités de financement avec l'approbation des subventions annuelles.

Par cet avenant, il convient donc d'arrêter le montant de la subvention annuelle au titre de l'exercice 2017, qui s'élève à 2 800 000 euros.

Les modalités spécifiques à l'année 2017 sont précisées dans l'avenant n°3 à la convention-cadre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de l’avenant n°3 à la convention-cadre conclue avec l’Agence d’Urbanisme de l’Agglomération Marseillaise (AGAM) relatif à l’attribution d’une subvention ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération « Approbation de l’avenant n°3 à la convention-cadre conclue avec l’Agence d’Urbanisme de l’Agglomération Marseillaise (AGAM) relatif à l’attribution d’une subvention ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération « Approbation de l’avenant n°3 à la convention-cadre conclue avec l’Agence d’Urbanisme de l’Agglomération Marseillaise (AGAM) relatif à l’attribution d’une subvention ».

URB 015-437/17/CT

■ Approbation d'une convention de recherche avec l'université d'Aix-Marseille pour l'année 2016-2017

Information au Conseil de Territoire DUFSV 17/15116/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L’Université Aix-Marseille créée par le décret n° 2011-1010 du 24 août 2011 est un établissement public national d’enseignement supérieur à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Elle a pour missions la formation initiale et continue ; la recherche scientifique et technologique ainsi que la diffusion et la valorisation de ses résultats ; l’orientation et l’insertion professionnelle ; la diffusion de la culture et l’information scientifique et technique ; la participation à la construction de l’espace européen de l’enseignement supérieur et de la recherche et la coopération internationale.

Dans le cadre de sa mission de recherche, l’université développe des ateliers pour les étudiants encadrés par un enseignant, sur des thématiques liées au territoire et portées par les collectivités ou structures intercommunales.

Aix-Marseille-Métropole souhaite encourager cette démarche et s’y associer au travers d’ateliers propres à ses problématiques.

Pour l’année universitaire 2016/2017, l’université et les services de l’urbanisme de la Métropole proposent un atelier d’urbanisme.

L’étude traite d’un projet de territoire pour le Massif de la Nerthe. L’objectif identifié concerne l’aménagement des extensions urbaines à vocation d’habitat en interface ville/nature. Elle s’inscrit dans le cadre de l’élaboration du Plan Local de l’Urbanisme intercommunal.

Il s’agit dans un premier temps d’analyser la situation actuelle au travers une réflexion globale sur les franges urbaines du massif de la Nerthe, d’appréhender la complexité du territoire, les acteurs présents et les évolutions récentes du territoire puis d’en dégager les principaux enjeux afin de proposer un diagnostic multiscale.

Dans un second temps, il s’agira de proposer une réflexion plus ciblée en formalisant des propositions

pour le territoire, sous forme d'Orientation d'Aménagement et de Programmation sélectionnées à vocation résidentielle ou mixte en intégrant le traitement de l'interface ville/nature. Ce projet de territoire sera assorti d'outils de mise en œuvre.

Les résultats pourront alimenter les réflexions en cours relatives à l'élaboration du Plan Local de l'Urbanisme intercommunal du Territoire de Marseille Provence et les outils réglementaires qui pourraient être utilisés.

Pour soutenir les frais techniques engagés par les étudiants dans le cadre de l'atelier, une participation financière de 7 500 euros est prévue.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de recherche avec l'université d'Aix-Marseille pour l'année 2016-2017.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération « Approbation d'une convention de recherche avec l'Université d'Aix-Marseille pour l'année 2016-2017 ».

URB 016-435/17/CT

■ Zac des Florides - Communes de Marignane et Gignac-La-Nerthe - Approbation d'une convention SCP travaux raccordement au réseau eaux brutes avec la Société du Canal de Provence

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15100/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zac des Florides – Communes de Marignane et Gignac-La-Nerthe – Approbation d'une

convention SCP travaux raccordement au réseau eaux brutes avec la Société du Canal de Provence. »

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité. Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'Aménagement de l'Espace Communautaire et de Développement Economique, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a créé la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) d'intérêt communautaire des Florides située sur les territoires des Communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe, par délibération URB 19/274/CC du 30 mars 2006.

Par délibération du Conseil de Communauté n°DEV 009-911/08/CC du 19 Décembre 2008, le dossier de réalisation de la ZAC comprenant l'ensemble du Programme d'Equipeement Public à réaliser à l'intérieur de la zone a été approuvé. La déclaration de projet sur l'intérêt général de la réalisation des travaux d'équipement de la ZAC a été approuvée par délibération n° DEV 004-11252/09/CC du 26 mars 2009.

Cette Zone d'Aménagement Concerté, à vocation économique est réalisée en régie directe par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui procède elle-même à l'aménagement des équipements publics de la zone.

Une première tranche d'aménagement a été réalisée de 2011 à 2014 permettant la livraison et la commercialisation de 20 hectares d'activités tertiaires et industrielles. Les travaux de viabilisation de la seconde tranche d'aménagement (60 hectares) ont démarrés en 2015.

Afin de permettre à la Métropole de réaliser les travaux nécessaires aux raccordements de la seconde tranche d'aménagement de la ZAC des Florides au réseau d'eau brute de Gignac-la-Nerthe, il convient d'établir une convention de raccordement entre d'une part la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'autre part la Société du Canal de Provence (SCP).

Une première convention, a été approuvée par délibération URB 002-376/16/BM du Conseil du 30 juin 2016. Des adaptations techniques ont été apposées au projet.

Il convient donc d'approuver une nouvelle convention de raccordement d'un montant restant inchangé de 126 700 euros HT qui annule et remplace la précédente convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « ZAC des Florides – Communes de Marignane et Gignac-La-Nerthe – Approbation d'une convention SCP travaux raccordement au réseau eaux brutes avec la Société du Canal de Provence. »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à la ZAC des Florides – Communes de Marignane et Gignac-La-Nerthe – Approbation d'une convention SCP travaux raccordement au réseau eaux brutes avec la Société du Canal de Provence ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « ZAC des Florides – Communes de Marignane et Gignac-La-Nerthe – Approbation d'une convention SCP travaux raccordement au réseau eaux brutes avec la Société du Canal de Provence »

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

**Commission "Développement
Durable, Agriculture"**

DDA 001-438/17/CT

**■ Présentation du Compte Rendu d'Activité de
Concession de distribution publique d'électricité
de la Ville de Marseille 2015**

**Information au Conseil de Territoire
DEE 17/15122/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

« Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille 2015 », pour information.

Par délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994, la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession sur la distribution d'électricité passée avec Electricité de France le 21 novembre 1994 pour une durée de 30 ans. Cette convention a ensuite été transférée à Electricité Réseau Distribution France en 2008, conformément aux directives européennes.

Par délibération n° 08/0406/FEAM du 30 juin 2008 et en réponse aux exigences européennes ayant conduit EDF à créer une filiale en charge de la gestion de la distribution d'électricité, la Ville de Marseille a acté le transfert de plein droit de la partie distribution du contrat de concession à cette nouvelle société ErDF.

La mission d'autorité concédante du réseau de distribution publique d'électricité comprend également certaines attributions relatives à la fourniture d'électricité, en vertu des articles L.121-5 du Code de l'Energie et L.2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales. Dans le cadre du contrat de concession de la Ville de Marseille, le concessionnaire de fourniture est la Société Electricité de France (EDF).

La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 23 septembre 2015 a approuvé l'avenant de transfert de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique d'électricité sur le périmètre de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGTC.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour l'année 2015 a été transmis par ErDF et EDF et a fait l'objet d'une analyse des services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille 2015 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille 2015 ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille 2015 ».

DDA 002-439/17/CT

■ Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marseille 2015

Information au Conseil de Territoire DEE 17/15125/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant : « Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marseille 2015 », pour information.

Par délibération n° 11/0024/FEAM du 7 février 2011, la Ville de Marseille a approuvé le traité de concession pour la distribution publique de gaz naturel passée avec GRDF le 4 avril 2012 pour une durée de 30 ans.

La délibération n° FCT 012-1248/15/CC du 23 septembre 2015 a approuvé l'avenant de transfert de plein droit du traité de concession de la Ville de Marseille conclu avec GRDF et la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses

compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique de gaz sur le périmètre de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGTC.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

L'examen de ce compte rendu est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le Compte Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz sur la Commune de Marseille pour l'année 2015 a été transmis par GRDF et a fait l'objet d'une analyse des services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de

distribution publique de gaz de la Ville de Marseille 2015 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marseille 2015 »

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marseille 2015 ».

DDA 003-440/17/CT

■ Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville d'Ensues-la-Redonne 2015

Information au Conseil de Territoire DEE 17/15123/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant : « Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville d'Ensues-la-Redonne 2015 », pour information.

La Commune d'Ensues-la-Redonne et GRDF ont signé le 18 novembre 2014, pour une durée de trente ans, un traité de concession pour la distribution publique de gaz sur l'ensemble du territoire communal, entrant en vigueur à la date du 1^{er} janvier 2014.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a pris sur son territoire, à titre obligatoire, la compétence de concession de la distribution publique de gaz, conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) à l'entrée en vigueur de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles. La substitution de la Communauté urbaine Marseille

Provence Métropole à la commune d'Ensues-la-Redonne pour la convention de concession n'a pas été formalisée par un avenant.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique de gaz sur le périmètre de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGTC.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

L'examen de ce compte rendu est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz sur la Commune d'Ensues-la-Redonne pour l'année 2015 a été transmis par GrDF et a fait l'objet d'une analyse des services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville d'Ensuès-la-Redonne 2015 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville d'Ensuès-la-Redonne 2015 ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville d'Ensuès-la-Redonne 2015.

DDA 004-441/17/CT

■ Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marignane 2015

Information au Conseil de Territoire DEE 17/15124/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant : « Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marignane 2015 », pour information.

La Commune de Marignane et GRDF ont signé le 15 septembre 1998, avec prise d'effet au 6 octobre 1998, pour une durée de 30 ans, une convention de concession pour la distribution publique de gaz sur l'ensemble du territoire communal.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a pris sur son territoire, à titre obligatoire, la compétence de concession de la distribution publique de gaz, conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) à l'entrée en vigueur de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles. La substitution de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole à

la commune de Marignane pour la convention de concession n'a pas été formalisée par un avenant.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique de gaz sur le périmètre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGTC.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

L'examen de ce compte rendu est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le Compte Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz sur la Commune de Marignane pour l'année 2015 a été transmis par GRDF et a fait l'objet d'une analyse des services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marignane 2015 ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marignane 2015 ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marignane 2015 ».

**Commission "Eau,
 Assainissement"**

EAU 001-442/17/CT

■ **Approbation d'un guide des prescriptions générales des réseaux humides et des bassins de rétention sur le territoire d'Aix-Marseille-Provence Métropole - Conseil de Territoire Marseille Provence**
DEASV 17/15158/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Direction de l'Eau de l'Assainissement et du pluvial a rédigé un « guide des prescriptions générales des réseaux humides et bassins de rétention » à destination des tiers aménageurs réalisant des réseaux d'eau potable et d'assainissement ainsi que des bassins de rétention.

Ces ouvrages ont pour vocation d'être intégrés au patrimoine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Ce guide détaille les règles de pose de canalisations et de conception des bassins de rétention ainsi que les matériaux qui pourront être utilisés. Il définit les

prescriptions techniques à respecter dans le cadre de la construction ou de la rénovation des réseaux humides et de leurs raccordements sur le réseau public. Les préconisations spécifiées dans ce document sont conformes aux règles de l'art et aux dispositions spécifiées dans les normes en vigueur.

L'application de l'ensemble de ces règles doit permettre in fine, de rétrocéder à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des ouvrages correctement réalisés, pour garantir une exploitation en toute sécurité et une pérennité dans le temps.

Ce guide décrit également les procédures d'intégration ainsi que l'ensemble des pièces à fournir pour permettre l'incorporation des ouvrages dans le patrimoine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Enfin, le non-respect des règles établies par ce document pourra conduire à refuser d'intégrer des ouvrages dont l'exploitation restera à la charge de l'aménageur ou du tiers concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi LEMA 2006 du 30 décembre 2006 ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire pour le Territoire Marseille Provence, d'avoir, à court terme, une meilleure homogénéité des réseaux humides et des bassins de rétention sur le territoire de Marseille Provence ;
- Qu'il convient d'approuver le guide ci-annexé.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le guide ci-annexé, relatif aux prescriptions générales des réseaux humides et des bassins de rétention sur le territoire de Marseille Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ce guide et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

EAU 002-443/17/CT

■ **Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'Agglomération - Réhabilitation de la conduite Boulevard Merle - Amélioration de la qualité des eaux du Jarret**

**Information du Conseil de Territoire
DEASV 17/15110/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d'agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole Marseille Provence Métropole a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape est engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 120 755 euros HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC « Contrat d'agglomération »	50 %	60 377,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	60 377,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi sur l’eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2016 ;
- La délibération AGER005-808/13/CC portant sur l’approbation du contrat d’agglomération relatif au système d’assainissement de l’agglomération de Marseille avec l’Agence de l’Eau Rhône Méditerranée Corse.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole d’Aix-Marseille-Provence envisage d’adopter une délibération portant sur l’opération « réhabilitation conduite Bd Merle – Amélioration qualité des eaux du Jarret » .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet d’approbation de convention avec l’Agence de l’Eau Rhône Méditerranée Corse portant sur

l’opération « Réhabilitation de la conduite Boulevard Merle – Amélioration qualité des eaux du Jarret ».

EAU 003-444/17/CT

■ **Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation d'opérations relatives au Contrat d'Agglomération - Opération Bionurse : restauration des habitats dans le port de la Pointe Rouge de Marseille**

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15111/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d’agglomération avec l’Agence de l’Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d’assainissement de l’agglomération de Marseille.

Marseille Provence Métropole a élaboré un ensemble structuré d’actions comprenant de nombreux projets et études afin d’adapter le système d’assainissement de l’agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape pourrait être engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d’amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l’Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s’élève à 185 millions d’euros HT dont 62 millions d’euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l’Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l’Agence de l’Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole d’Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l’avancement des études et/ou travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi sur l’eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2016 ;
- La délibération AGER005-808/13/CC portant sur l’approbation du contrat d’agglomération relatif au système d’assainissement de l’agglomération de Marseille avec l’Agence de l’Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- La délibération AGER002-608/13/CC du 31/12/2013 portant sur l’approbation du choix de la Société d’Exploitation du Réseau d’Assainissement Marseille pour l’exploitation du service public d’assainissement zone centre.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole d’Aix-Marseille-Provence envisage d’adopter une délibération portant sur l’opération « Bionurse : restauration des habitats dans le port de la Pointe Rouge de Marseille ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à l’approbation de la convention avec l’Agence de l’Eau Rhône Méditerranée Corse portant sur l’opération Bionurse -

restauration des habitats dans le port de la Pointe Rouge de Marseille.

EAU 004-445/17/CT

■ **Acquisition d'une parcelle de terrain à titre onéreux appartenant aux Consorts Bostandjoglou nécessaire à la régularisation de l'assiette foncière de la cuve sud du réservoir de Sausset Village - Le Rouveau à Sausset-les-Pins**

Information du Conseil de Territoire DUFSV 17/15144/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence sera prochainement du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Une partie importante de la commune de Sausset-les-Pins est desservie en eau potable par le réservoir de « Sausset Village » situé sur la parcelle AS 58.

La cuve sud de ce réservoir est implantée sur la parcelle AS 60 d’une superficie d’environ 84 m², appartenant aux consorts Bostandjoglou.

Afin de régulariser la situation foncière de cet ouvrage, la Métropole d’Aix-Marseille-Provence s’est rapprochée des consorts Bostandjoglou et leur a proposé d’acquérir la parcelle ci-dessus citée située Le Rouveau à Sausset-les-Pins, moyennant une indemnité de 12 600 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l’Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l’Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 215-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;

- Le projet de délibération portant sur « Acquisition d'une parcelle de terrain à titre onéreux appartenant aux consorts Bostandjoglou nécessaire à la régularisation de l'assiette foncière de la cuve sud du réservoir de « Sausset Village » - Le Rouveau à Sausset-les-Pins ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport « Acquisition d'une parcelle de terrain à titre onéreux appartenant aux consorts Bostandjoglou nécessaire à la régularisation de l'assiette foncière de la cuve sud du réservoir de « Sausset Village » - Le Rouveau à Sausset-les-Pins ».

EAU 005-446/17/CT

■ Protocole transactionnel entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'entreprise RTP relatif au marché - Travaux d'extensions, de rénovations et d'interventions urgentes sur le réseau sanitaire de la Ville de Marseille

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15108/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

L'entreprise RTP a été attributaire du marché n° 11/199 relatif aux travaux d'extensions, de rénovations et d'interventions urgentes sur le réseau sanitaire de la ville de Marseille.

Il s'agit d'un marché à bons de commande passé pour une durée d'un an à compter de sa notification et renouvelable expressément trois fois un an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans. Ce marché possède un montant annuel minimum fixé à un million d'euro hors taxe (1 000 000 € HT) et un montant annuel maximum fixé à trois millions d'euro hors taxe (3 000 000 € HT).

Durant l'exécution du marché (du 8 décembre 2011 au 7 décembre 2015) le montant annuel minimum n'a pas été atteint pour les deux dernières années.

Pour ce motif, l'entreprise RTP a adressé une demande d'indemnisation d'un montant de 36 664,00 euros HT soit 43 996,80 euros TTC valant

mémoire en réclamation sur la base de l'article 16.2 du CCAG Travaux.

Au regard des éléments avancés, et afin de prévenir tout contentieux, tout en permettant l'indemnisation de l'entreprise RTP, les parties se sont rapprochées pour tenter de formaliser un accord amiable, en application des articles 2044 et suivants du Code Civil, qui a été accepté par celles-ci. Le CCIRAL n'a donc pas été saisi.

Le montant de la transaction envisagée s'élève à 19 496,28 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel entre l'entreprise RTP et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de transaction envisagée avec l'entreprise RTP afin de régler les sommes restant dues au titre du marché 11/199.

**Commission "Propreté,
Gestion des Déchets"**

PGD 001-447/17/CT

■ **Approbation du Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'Ademe sur le territoire de Marseille Provence**

DGPROP 17/15155/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est porteur d'un Programme Local de Prévention (PLP) des déchets 2011-2016 contractualisé avec l'Ademe qui se termine. L'objectif de réduction de 7 % du ratio d'ordures ménagères et assimilés en cinq ans a été atteint (- 7.7 % fin 2015) grâce à la mise en place d'un plan d'actions ambitieux (déploiement du compostage, sensibilisation aux bons gestes, promotion du réemploi,...) et à la mobilisation de nombreux acteurs du territoire (institutions, associations, entreprises,...). Ces résultats contribuent aux objectifs du Plan Climat Energie Territorial, à la transition énergétique et à l'économie circulaire.

Fin 2015 la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a été désignée lauréate de l'appel à projets «Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage » porté par l'Etat et l'Ademe dans le cadre de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Les engagements de ce projet sont aujourd'hui repris par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence avec un objectif, à terme, de déploiement de la dynamique sur l'ensemble de la Métropole.

Cette désignation se concrétise maintenant par la signature d'une convention « Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire » avec l'Ademe pour la période 2017-2019. Le projet présenté dans cette convention vise à poursuivre la dynamique engagée avec le Programme Local de Prévention des déchets auprès des acteurs du territoire en développant une démarche participative de réduction et de valorisation des déchets dans une dynamique d'économie circulaire.

Cette démarche s'appuiera sur des partenaires engagés à nos côtés (*Ademe, Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, Euroméditerranée, Association Régionale des Ressourceries, Eco-Emballages,...*) et permettra de nourrir le futur schéma métropolitain de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Métropole.

Le développement de l'économie circulaire permet d'amplifier la dynamique initiée par les actions et les programmes locaux de prévention déchets dans les territoires, en intégrant l'ensemble des acteurs, collectivités, acteurs économiques, citoyens,

administrations. Cette approche globale sur l'ensemble de la chaîne de valeur et du cycle de vie des produits a pour ambition de modifier l'offre proposée par les acteurs économiques (biens / services), de modifier les comportements de consommation des acteurs (citoyens et acteurs économiques) afin de limiter la consommation de ressources, de réduire les impacts sur l'environnement notamment en diminuant la production de déchets et en améliorant leur valorisation matière, organique et énergétique.

Dans le cadre de ce Codec, l'Ademe apporte son expertise et son soutien financier, qui peut représenter un montant de 450 000 euros pour les trois années du partenariat si les objectifs prévus dans la convention sont atteints :

- Réduction des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA), hors déchets dangereux et inertes
de 1 % par an soit 3 % en 3 ans ;
- Taux de valorisation globale (matière, organique et énergétique) des DMA, hors déchets dangereux et inertes, de 90 % en 2019 ;
- Mise en œuvre de deux démarches d'Ecologie Industrielle et Territoriale engagées sur le territoire avec une participation de la collectivité.

Un comité de pilotage de la démarche Zéro Déchet Zéro Gaspillage sera impliqué dans toutes les phases d'élaboration et de suivi des actions du plan d'actions Zéro Déchet Zéro Gaspillage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier

en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'Ademe pour la période 2017-2019 sur le territoire de Marseille Provence, ci-après annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer ledit contrat.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à créer un comité de pilotage de la démarche *Zéro Déchet Zéro Gaspillage* associant la commission Propreté - Gestion des Déchets du Territoire de Marseille Provence ainsi que les partenaires du territoire (*ADEME, Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, Conseil Départemental des Bouches du Rhône, Euroméditerranée, Association Régionale des Ressourceries, Chambres Consulaires (CCI, CMA), Eco-Emballages, Aix Marseille Université*). Ce comité sera impliqué dans toutes les phases d'élaboration et suivi des actions du plan d'actions *Zéro Déchet Zéro Gaspillage*.

Article 4 :

Les recettes seront inscrites au Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

Commission "Ports, Nautisme, Activités navales"

POR 003-448/17/CT

■ Approbation d'une convention de parrainage du Salon Nautique Les Nauticales par la Fédération des Industries Nautiques

**Information du Conseil de Territoire
DIPOR 17/15148/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Fédération des Industries Nautiques (FIN) a pour vocation de défendre, représenter et promouvoir les métiers de la filière nautique française, en France et à l'international. Elle compte près de 600 adhérents, regroupés en 11 métiers de l'industrie et des services nautiques, représentant plus de 80% du chiffre d'affaires de la profession

La Fédération est propriétaire du Nautic, Salon nautique de Paris, et du Yachting Festival de Cannes. Elle patronne le Grand Pavois de La Rochelle et mène des actions coordonnées afin de faciliter la présence de ses membres dans les salons nautiques internationaux de référence ou en plein essor. Elle est à l'origine de manifestations telles que la Fête du Nautisme et contribue ainsi au développement de la pratique nautique aux côtés des fédérations sportives.

Dans ce cadre, il convient de bénéficier de la représentativité de la Fédération des Industries Nautiques et de son savoir-faire au travers de la signature de cette convention de parrainage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention de parrainage du Salon Nautique Les Nauticales par la Fédération des Industries Nautiques.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend Acte du projet de convention de parrainage du Salon Nautique Les Nauticales par la Fédération des Industries Nautiques

POR 004-449/17/CT

■ **Approbation d'un protocole transactionnel conclu avec la société DG Services, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage du port de Carry le Rouet**

Information du Conseil de Territoire DIPORSV 17/15126/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération POR 005-472/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/131, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la société DG Services, l'exploitation des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du port de plaisance de Carry Le Rouet. Le contrat a pris effet le 29 juillet 2013 pour une durée de six ans.

Dès le mois de novembre 2013 des éléments extérieurs au contrat ont perturbé sa bonne exécution.

A l'automne 2013, la Direction des ports a constaté que le quai d'avitaillement servant également de support à la grue pour la manutention des bateaux était fissuré. Ainsi, à compter du 1er novembre 2013, des zones de sécurité ont dû être mises en place et ont gêné l'exploitation.

Par la suite, des travaux non prévus au contrat ont été entrepris pour rénover le quai, suivi par les travaux de mises aux normes de l'aire de carénage quant à eux prévus au contrat.

Pour la bonne réalisation de ces chantiers, l'exploitation a dû être arrêtée du 1er janvier 2015 au 1er juin 2016, arrêt non prévu par le contrat. L'avenant n°1 au contrat a acté ces difficultés de fonctionnement et par conséquent l'impact sur les redevances.

Par la suite, la société DG Services a sollicité une indemnisation pour le préjudice qu'elle a subi du fait de l'arrêt de l'exploitation.

Compte tenu de l'existence du préjudice, il a été proposé de régler ce litige dans le cadre d'un protocole transactionnel en application des dispositions des articles 2044 et suivants du Code Civil. Cette transaction a autorité de chose jugée au sens de l'article 2052 du Code Civil ; elle règle définitivement le différend né de la situation qui y est visée.

Des négociations ont donc été menées avec la société DG Services.

Par courrier en date du 08 août 2016, le conseil de la société fait part d'une perte de chiffre d'affaires de 362 000 euros et de frais supplémentaires engagés pour créer une autre activité pendant l'arrêt de l'exploitation d'un montant de 53 000 euros.

A la suite de réunions entre la Direction des ports et M Delahaye, la société DG Services par courrier en date du 25 août 2016 a sollicité l'octroi d'une indemnité de 40 milles euros.

Cette demande se fonde sur le résultat réalisé lors de la seule année complète d'exploitation, à savoir 27 585 euros et la durée de l'arrêt de l'exploitation de dix-sept mois.

Par courrier en date du 24 octobre 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a proposé, à la suite de discussions une indemnisation d'un montant de 30 000 euros.

Par courrier en date du 31 octobre 2016, la société DG Service a fait connaître son accord permettant d'acter le présent protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le Code Civil ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des transports ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR005-472/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public relatif à « l'exploitation des services publics d'avitaillement, de grutage et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet » ;
- La délibération POR002-1415/15/CC du Conseil de Communauté du 23/10/2015 et déposé le 26/10/2015 approuvant l'avenant n° 1 annexé à la délégation de service public n°13/131 attribué à la société DG Services ;
- Le courrier de la société DG Services du 31 octobre 2016.

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel conclu avec la société DG Services, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage du port de Carry le Rouet.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport en vue de l'approbation d'un protocole transactionnel qui a pour objet de régler le litige qui oppose la Métropole à la Société DG Services, délégataire de service public dans le cadre de l'exécution du contrat de délégation n° 13/131 qui lui a été consenti.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons

LES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

SEANCE DU 29 MARS 2017

METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire MARSEILLE PROVENCE

29 MARS 2017

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Solange BIAGGI - Nicole BOUILLLOT - Nadia BOULAINSEUR - Valérie BOYER - Marie-Christine CALATAYUD - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Michel DARY - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriani DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Bruno GILLES - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Georges GOMEZ - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Annie GRIGORIAN - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Marc LOPEZ - Marie-Louise LOTA - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Florence MASSE - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Patrick MENNUCCI - Xavier MERY - Danielle MILON - André MOLINO - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Gérard POLIZZI - Marlène PREVOST - Muriel PRISCO - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Sandra SALOUM-DALBIN - Isabelle SAVON - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI-GONZALEZ.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT représentée par Janine MARY - Mireille BALOCCO représentée par Jérôme ORGEAS - Loïc BARAT représenté par Jeanne MARTI - Mireille BENEDETTI représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Jean-Louis BONAN représenté par Marlène PREVOST - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Patrick PAPPALARDO - Sandrine D'ANGIO représentée par Gisèle LELOUIS - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Vincent GOMEZ - Emilie DOURNAYAN représentée par Frédéric DOURNAYAN - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINÉ - Roland GIBERTI représenté par Hélène MARCHETTI - Régine GOURDIN représentée par André GLINKA-HECQUET - Marcel GRELY représenté par Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - Andrée GROS représentée par Lionel VALERI - Nathalie LAINE représentée par Annie GRIGORIAN - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Claudette MOMPRIVE représentée par Guy MATTEONI - Lisette NARDUCCI représentée par Gérard POLIZZI - Patrick PADOVANI représenté par Marie-Josée BATTISTA - Roland POVINELLI représentée par Paule JOUVE - Maxime TOMMASINI représenté par Jean ROATTA - Kheïra ZENAFI représentée par Richard FINDYKIAN.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Mireille BALLETTI - Jacques BESNAÏNOU - Roland BLUM - Frédéric BOUSQUET - Laure-Agnès CARADEC - Laurent COMAS - Jean-Claude DELAGE - Dominique DELOURS - Eric DIARD - Yann FARINA - Samia GHALI - Martine GOELZER - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Richard MIRON - Marie MUSTACHIA - Grégory PANAGOUDIS - Didier PARAKIAN - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Véronique PRADEL - Marine PUSTORINO-DURAND - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Roger RUZE - Eric SCOTTO - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Jean-Louis TIXIER - Martine VASSAL - Patrick VILORIA - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Commission "Finances et Etat Spécial"

FES 001-450/17/CT

■ Etat Spécial de Territoire 2017 - Adoption de la
Décision Modificative n°1 de l'exercice 2017
FES 001-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence sur proposition du Président
délégué de Commission soumet au Conseil de
Territoire le rapport suivant :

L'Etat Spécial de Territoire a été adopté par le Conseil de Territoire Marseille Provence par délibération n° FES 001-299/16/CT du 24 novembre 2016 et le 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence par l'adoption du budget primitif 2017 .Il s'agit de procéder à des ajustements de crédits, tenant compte de l'évolution de la gestion en cours d'exercice, qui seront inscrits dans le cadre de la Décision Modificative n°1 soumise au vote du prochain Conseil de la Métropole.

Le montant de la dotation de gestion attribuée au Territoire Marseille Provence tient compte des ajustements opérés avec le budget de la Métropole au titre d'une partie des actions de communication pour le fonctionnement et des crédits affectés par délégation de l'Etat au titre de l'aide à la pierre pour l'investissement

- au titre de la dotation de fonctionnement :
 - 700 800,00 euros
- au titre de la dotation d'investissement :
 - 6 000 000,00 euros

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2017 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence

n°HN056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération n° FES001-299/16/CT du 24 novembre 2016 approuvant le budget primitif 2017 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence arrêté aux chiffres inscrits à la balance générale de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2017. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement - 700 800,00 euros
Section d'Investissement - 6 000 000,00 euros

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FES 002-451/17/CT

**■ Budgets annexes du Territoire Marseille Provence 2017 - Décision Modificative n°1
FES 002-29/03/17 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif et le Budget Supplémentaire, la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des services de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du Crématorium et des opérations d'aménagement..

Les résultats de ce projet de Décision Modificative sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes. Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant le fonctionnement de l'investissement.

Concernant le budget annexe Opérations d'aménagement, il convient de corriger une erreur dans l'équilibre de la section d'investissement qui est apparue sur le budget primitif pour un montant de 10,00 euros. Au total en intégrant cette correction, l'équilibre de la section d'investissement s'établit pour ce budget à un montant de 71 586 695,18 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG035 1315/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le budget primitif 2017 des budgets annexes délégués.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'adoption de la Décision Modificative n°1 comme suit :

La Décision Modificative n°1 de l'exercice 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Collecte et Traitement des déchets, des Services de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance et du Crématorium. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Collecte et Traitement des Déchets :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Eau :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Assainissement :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Ports de Plaisance :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Crématorium :

Section de Fonctionnement 0,00 euros

Section d'Investissement 0,00 euros

Article 2 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'adoption de la Décision Modificative n°1 du budget annexe Opérations d'aménagement comme suit :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 0,00 euros, la section d'investissement enregistre la correction de 10,00 euros en dépenses permettant de rétablir l'équilibre global de la section à 71 586 695,18 euros, tel qu'il aurait dû être présenté au budget primitif.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FES 003-452/17/CT

■ **Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition des équipements divers destinés à l'installation dans la Tour la Marseillaise des services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du Budget Principal**

Information du Conseil de Territoire FES 003-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Les services de la Métropole doivent intégrer en 2018 les nouveaux locaux de la Tour la Marseillaise. Compte

tenu de cette installation, il est nécessaire d'acquérir des équipements adaptés aux nouveaux espaces.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 : Gestion de l'administration d'un montant de 2 000 000 euros TTC sur deux ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de disposer d'une autorisation de programme sur le Budget Principal pour procéder à l'acquisition des équipements divers destinés à l'installation de la Tour la Marseillaise.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération relatif à la création et l'affectation d'une opération sur le budget principal d'un montant total de 2 000 000 euros TTC pour procéder l'acquisition des équipements divers destinés à l'installation de la Tour la Marseillaise.

FES 004-453/17/CT

■ **Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de mobiliers destinés à l'installation dans la Tour la Marseillaise des services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du Budget Principal**

Information du Conseil de Territoire FES 004-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Les services de la Métropole doivent intégrer en 2018 les nouveaux locaux de la Tour la Marseillaise. Compte tenu de la spécificité de cet immeuble, immeuble de grande hauteur, aux contraintes de sécurité particulière et à l'organisation spatiale envisagée, il est nécessaire d'acquérir un mobilier adapté aux nouveaux espaces.

Pour cela, il convient de prévoir l'acquisition de mobiliers adaptés.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 : gestion de l'administration d'un montant de 4 000 000 euros TTC sur deux ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de disposer d'une autorisation de programme sur le Budget principal pour procéder à l'installation du mobilier de la Tour la Marseillaise.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à la création et l'affectation d'une opération sur le budget principal d'un montant total de 4 000 000 euros TTC pour procéder à l'installation du mobilier de la Tour pour les services de la Métropole.

FES 005-454/17/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour les travaux d'aménagement dans les locaux de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du budget Principal

Information du Conseil de Territoire FES 005-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de la gestion du patrimoine bâti communautaire (CT 1). A ce titre, elle réalise des travaux d'aménagement sur environ 130 sites répartis sur le territoire du CT 1.

Les bâtiments visés sont à usage administratif (bureaux), techniques (vestiaires, sanitaires et ateliers) qui nécessitent parfois des travaux d'aménagement tout corps d'état liés au bon fonctionnement des services.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 : gestion de l'administration d'un montant de 1 000 000 euros TTC sur 5 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant

élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de réaliser des travaux d'aménagement et autres prestations d'entretien et de grosses réparations sur le patrimoine bâti du CT1.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à la création et l'affectation d'une opération pour les travaux d'aménagement dans les locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du budget principal.

FES 006-455/17/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de mobiliers destinées aux services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du budget principal

Information du Conseil de Territoire FES 006-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en mobilier des locaux nouvellement occupés par les services répartis sur le territoire du CT 1 et de veiller au remplacement des mobiliers vétustes des services du CT 1.

Dans ce contexte, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de mobiliers indispensables au bon fonctionnement des services.

Ces achats se feront dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 – Gestion de l'administration pour un montant de 1 000 000 euros TTC sur cinq ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le budget principal pour procéder à l'équipement en mobilier des services répartis sur le territoire du CT 1.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à la création et l'affectation d'une opération d'investissement sur le budget principal d'un montant total de 1 000 000 euros TTC pour procéder à l'équipement en mobiliers des services répartis sur le territoire du CT 1.

FES 007-456/17/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de matériel divers destinés aux services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du budget principal

Information du Conseil de Territoire FES 007-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en matériels divers (coffres-forts, matériels audiovisuels et électroménagers) des locaux nouvellement occupés par les services répartis sur le territoire du CT 1 et de veiller également au remplacement de ces matériels vétustes.

Dans ce contexte, il convient de prévoir l'acquisition de ces différents types de matériels indispensables au bon fonctionnement des services.

Ces achats seront effectués dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 – Gestion de l'administration pour un montant de 200 000 euros TTC sur cinq ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le budget principal pour procéder à l'acquisition de ces différents types de matériels indispensables au bon fonctionnement des services répartis sur le territoire du CT 1.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à la création et l'affectation d'une opération d'investissement sur le budget principal d'un montant total de 200 000 euros TTC pour procéder à l'acquisition de ces différents types de matériels nécessaires au bon fonctionnement des services répartis sur le territoire du CT 1.

FES 008-457/17/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de fontaines à eau destinées aux services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre du budget principal

Information du Conseil de Territoire

FES 008-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en fontaines à eau (type en réseau) des locaux occupés par les services répartis sur le territoire du CT 1 et de veiller également au remplacement des matériels vétustes.

Pour cela il convient de prévoir l'acquisition de différents types de fontaines à eau en réseau indispensables au bon fonctionnement des services.

Ces achats seront effectués dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 – Gestion de l'administration pour un montant de 50 000 euros HT sur quatre ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le budget Principal pour procéder à l'acquisition des différentes fontaines à eau en réseau indispensables au bon fonctionnement des services répartis sur le territoire du CT 1.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération relatif à la création et l'affectation d'une opération d'investissement sur le budget principal d'un montant total de 50 000 euros TTC pour procéder à l'acquisition des différentes fontaines à eau en réseau nécessaires aux services répartis sur le territoire du CT 1.

FES 009-458/17/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de mobilier et équipements dans le cadre du budget annexe Assainissement

Information du Conseil de Territoire FES 009-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en mobiliers et en matériels divers

(coffres-forts, matériels audiovisuels et électroménagers) des locaux nouvellement occupés par les services répartis sur le territoire du CT 1 et de veiller au remplacement des mobiliers et des matériels vétustes.

Dans ce contexte, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de mobiliers et équipements nécessaires au bon fonctionnement des services participant à l'activité Assainissement.

Les achats de mobilier et équipements se font dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 – Gestion de l'administration pour un montant de 30 000 euros HT sur quatre ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le budget annexe Assainissement pour procéder à l'équipement en mobilier et matériels divers à l'attention des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence participant à l'activité Assainissement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à la création et l'affectation d'une opération d'investissement de 30 000 euros TTC pour l'acquisition de mobilier et équipements dans le cadre du budget annexe Assainissement.

FES 010-459/17/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de mobiliers et équipements dans le cadre du budget annexe Transport

Information du Conseil de Territoire FES 010-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en mobiliers et en matériels divers (coffres-forts, matériels audiovisuels et électroménagers) des locaux nouvellement occupés par les services répartis sur le territoire du CT 1 et de veiller au remplacement des mobiliers et des matériels vétustes.

Dans ce contexte, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de mobiliers et équipements nécessaires au bon fonctionnement des services participant à l'activité Transport.

Les achats de mobilier et équipements se font dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 – Gestion de l'administration pour un montant de 10 000 euros HT sur quatre ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le budget annexe Transport pour procéder à l'équipement en mobiliers et équipements à l'attention des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence participant à l'activité Transport.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération relatif à la création et l'affectation d'une opération pour l'acquisition de mobiliers et équipements dans le cadre du budget annexe Transport.

FES 011-460/17/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de mobiliers et équipements dans le cadre du budget annexe Ports

Information du Conseil de Territoire FES 011-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en mobiliers et en matériels divers (coffres-forts, matériels audiovisuels et électroménagers) des locaux nouvellement occupés par les services répartis sur le territoire du CT 1 et de veiller au remplacement des mobiliers et des matériels vétustes.

Dans ce contexte, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de mobiliers et équipements nécessaires au bon fonctionnement des services participant à l'activité Ports.

Les achats de mobilier et équipements se font dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 – Gestion de l'administration pour un montant de 30 000 euros HT sur quatre ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le budget annexe Ports pour procéder à l'équipement en mobilier et équipements à l'attention des services de la Métropole Aix-Marseille Provence participant à l'activité Ports.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à la création et l'affectation d'une opération d'investissement de 30 000 euros HT pour l'acquisition de mobiliers et équipements dans le cadre du budget annexe Ports.

FES 012-461/17/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de mobiliers et équipements dans le cadre du budget annexe Eau

Information du Conseil de Territoire FES 012-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en mobiliers et en matériels divers (coffres-forts, matériels audiovisuels et électroménagers) des locaux nouvellement occupés

par les services répartis sur le territoire du CT 1 et de veiller au remplacement des mobiliers et des matériels vétustes.

Dans ce contexte, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de mobiliers et équipements nécessaires au bon fonctionnement des services participant à l'activité Eau.

Les achats de mobilier et équipements se font dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 – Gestion de l'administration pour un montant de 40 000 euros HT sur quatre ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le budget annexe Eau, pour procéder à l'équipement en mobilier et

équipements à l'attention des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence participant à l'activité Eau.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à la création et l'affectation d'une opération d'investissement de 40 000 euros HT pour l'acquisition de mobilier de bureau et équipements.

FES 013-462/17/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de mobiliers et équipements dans le cadre du budget annexe Crématorium

Information du Conseil de Territoire

FES 013-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La Direction des Services Généraux (DSG) a la charge de l'équipement en mobiliers et en matériels divers (coffres-forts, matériels audiovisuels et électroménagers) des locaux nouvellement occupés par les services répartis sur le territoire du CT 1 et de veiller au remplacement des mobiliers et des matériels vétustes.

Dans ce contexte, il convient de prévoir l'acquisition de différents types de mobiliers et équipements nécessaires au bon fonctionnement des services participant à l'activité Crématorium.

Les achats de mobiliers et équipements se font dans le cadre de marchés et procédures prévus à cet effet.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 01 – Gestion de l'administration pour un montant de 15 000 euros HT sur quatre ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le budget annexe Crématorium, pour procéder à l'équipement en mobilier et équipements à l'attention des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence participant à l'activité Crématorium.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération relatif à la création et l'affectation d'une opération d'investissement de 15 000 euros HT pour l'acquisition de mobilier de bureau et équipements.

FES 014-463/17/CT

■ **Création et affectation d'une opération d'investissement relative aux travaux de modernisation et de mise aux normes du centre sportif de Fontainieu Marseille 14ème arrondissement**

Information du Conseil de Territoire

FES 014-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches du Rhône se sont prononcés par des délibérations concordantes en date du 30 juin 2016 sur le transfert de la compétence concernant le Centre Départemental Sportif de Fontainieu au titre du groupe de compétences n°7 « Tourisme en application du chapitre II du titre III du livre Ier du code du tourisme, culture et construction, exploitation et entretien des équipements et infrastructures destinés à la pratique du sport, ou une partie de ces compétences ».

Par la délibération n°FAG 077-15/12/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé le transfert de cette compétence au 1^{er} janvier 2017.

Le cadre général du transfert de cette compétence a été défini par une convention de transfert qui précise le périmètre de la compétence transférée ainsi que les principes que les parties ont souhaité respecter pour organiser ce transfert. Dans ce cadre, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a notamment proposé d'attribuer une subvention d'investissement de 2 millions d'euros correspondants à des travaux de modernisation et de remise aux normes du site. Cette subvention sera versée sur présentation des factures attestant de la réalisation des travaux.

Afin d'assurer le suivi des dépenses relatives à cette subvention, il est proposé de créer une opération d'investissement intitulée «Travaux de modernisation et de remise aux normes du Centre Sportif de Fontainieu», d'une durée de quatre ans pour un montant de deux million d'euros TTC.

Cette nouvelle opération sera ainsi consacrée à toutes les études et travaux relatifs notamment à la restructuration du skatepark, actuellement hors service, à la mise aux normes de l'ancienne bastide

ainsi qu'à la création d'un nouveau bâtiment annexe comprenant des salles d'activités et des vestiaires aux normes, et un local de stockage du matériel sportif .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 062-544/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 juin 2016 ;
- La délibération n°FAG 077-15/12/16/CM du 15 décembre 2016 ;
- La convention de transfert de compétence entre le Département et la Métropole relatif au centre Sportif Départemental de Fontainieu.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement «Travaux de modernisation et de remise aux normes du

site du Centre Sportif de Fontainieu» d'un montant de 2 000 000 euros TTC.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Travaux de modernisation et de remise aux normes du site du Centre Sportif de Fontainieu » d'un montant de 2 000 000 euros TTC.

FES 015-464/17/CT

■ Création et affectation d'une opération d'investissement relative à des travaux de grosses réparations et d'acquisition de matériel pour le centre sportif de Fontainieu Marseille 14ème arrondissement

Information du Conseil de Territoire

FES 015-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches du Rhône se sont prononcés par des délibérations concordantes en date du 30 juin 2016 sur le transfert de la compétence concernant le Centre Départemental Sportif de Fontainieu au titre du groupe de compétences n°7 « Tourisme en application du chapitre II du titre III du livre Ier du code du tourisme, culture et construction, exploitation et entretien des équipements et infrastructures destinés à la pratique du sport, ou une partie de ces compétences ».

Par la délibération n°FAG 077-15/12/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé le transfert de cette compétence au 1^{er} janvier 2017.

Afin d'assurer la pérennité de l'équipement et de maintenir son bon fonctionnement en terme d'activités sportives, il est proposé de créer une opération d'investissement intitulée « Travaux de grosses réparations et d'acquisition de matériel pour le centre sportif de Fontainieu » pour un montant de 300 000 euros TTC.

Cette opération sera notamment consacrée à l'acquisition de matériel sportif (VTT, filets,...) et aux travaux de grosses réparations sur les différents bâtiments et équipements sportifs constitutifs du centre sportif

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 062-544/16/CM du conseil de la métropole en date du 30 juin 2016 ;
- La délibération n°FAG 077-15/12/16/CM du 15 décembre 2016.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération intitulée « Travaux de grosses réparations et d'acquisition de matériel pour le centre sportif de Fontainieu » pour un montant de 300 000 euros TTC.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant la création et l'affectation d'une opération intitulée « Travaux de grosses réparations et d'acquisition de matériel pour le centre sportif de Fontainieu » pour un montant de 300 000 euros TTC.

FES 016-465/17/CT

■ Approbation de la revalorisation des opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille Provence

Information du Conseil de Territoire

FES 016-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Conformément à la délibération HN 56-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2017, sont inscrites quatre opérations d'investissement qui nécessitent une revalorisation de leurs opérations d'investissement respectives.

Trois de ces revalorisations permettront le mandatement et le paiement de factures, en attente de crédits sur ces opérations.

La quatrième revalorisation, relative à l'opération d'investissement 2015115800 « Marseille – sécurisation du carrefour Bancal Barasse », est liée à la participation du Conseil Départemental des Bouches du Rhône au coût de l'opération pour un montant de 93 500 euros.

S'agissant en effet de travaux intervenant sur une voie relevant anciennement du domaine départemental avant son transfert au 1^{er} janvier 2017 à la Métropole, le Conseil Départemental avait accepté de participer au financement des dits travaux.

La part des travaux ainsi financés avait alors été imputée sur la ligne budgétaire 2012/00058 « Opération déléguées » du budget de la Métropole.

Or cette ligne n'étant désormais plus utilisée, il convient que les crédits nécessaires soient repositionnés sur l'autorisation de programme de l'opération 2015115800 « Marseille – sécurisation du carrefour Bancal Barasse », et il s'agit par conséquent de revaloriser son montant de 100 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de réajuster le montant des opérations d'investissement indiquées ci-dessous.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport relatif à l'approbation de la revalorisation des opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille Provence.

FES 017-466/17/CT

■ **Affectation d'une opération d'investissement relative à la réalisation de l'aménagement de l'accès au nouveau pôle éducatif situé chemin des Minots à Gignac la Nerthe**

Information du Conseil de Territoire

FES 017-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information du Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Commune de Gignac-la-Nerthe a mis en œuvre un projet d'aménagement d'un pôle éducatif qui sera opérationnel dès le mois de septembre 2018.

Ce pôle éducatif, qui se situe à proximité du centre-ville, est adjacent au complexe sportif Georges Carnus dans le quartier les Quatre Pins.

Afin que ce pôle soit en mesure de fonctionner dès la rentrée 2018, il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence en assure la desserte par l'aménagement d'une voie d'accès depuis le boulevard de Provence, procède à la réalisation d'un parking attenant et organise les circulations diverses aux abords du pôle.

Cette opération comprend les travaux visant à aménager :

- une voie d'accès d'une emprise de 10m ;
- un parking en enrobés de 80 places ;
- deux aires de retournement ;
- un dépose minute ;
- un quai-bus ;
- l'éclairage public ;
- le réseau pluvial.

A cette fin, il est nécessaire de prévoir l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 1,3 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La création d'un nouveau pôle éducatif sur la commune de Gignac ;
- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence procède à l'aménagement de l'accès et d'un parking attenant à ce nouveau pôle éducatif.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport en vue de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la réalisation de l'aménagement de l'accès au nouveau pôle éducatif

situé chemin des Minots sur la commune de Gignac la Nerthe.

FES 018-467/17/CT

■ Affectation d'une opération d'investissement relative à la réalisation de l'aménagement de l'accès au Lycée Enco de Botte d'Allauch

Information du Conseil de Territoire

FES 018-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est engagé dans la réalisation du Lycée Enco de Botte sur un terrain de 30 000 m² situé sur la Commune d'Allauch, en limite du 12^{ème} arrondissement Marseille, sur l'avenue de Provence en direction du quartier des Trois Lucs. Cette avenue, qui relevait de la compétence du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (RD44G), a été transférée au 1^{er} janvier 2017 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce lycée permettra d'accueillir 818 élèves provenant d'Allauch, Plan de Cuques et du nord des 11^{ème} et 12^{ème} arrondissements de Marseille à la rentrée 2019.

Afin que ce projet puisse être mené à terme, il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence procède aux aménagements permettant d'en assurer la desserte dans des conditions de sécurité adaptées.

Il conviendra en effet d'apporter un caractère urbain affirmé à ces nouveaux aménagements afin de ralentir la circulation et de sécuriser les cheminements modes doux, piétons et vélos entre le lycée et le quartier des Trois Lucs, d'une part, et le chemin des Aubagnens, d'autre part (création de pistes cyclables, trottoirs, bande multifonctions).

Les travaux correspondants consistent en la création d'un giratoire au niveau de l'entrée principale du Lycée, ainsi que d'un carrefour nécessaire à un accès de service.

Il s'agit de traiter une surface de plus de 5 000 m² sur quelque 300 mètres linéaires de voirie, d'une emprise de 18 mètres de large en moyenne, et d'assurer un traitement de la problématique hydraulique sur le secteur de nature à permettre une évacuation optimale

des eaux pluviales (busage du fossé jusqu'au raccordement aux trottoirs existants au niveau des trois Lucs).

La sécurisation des déplacements modes doux (piétons, vélos) sera également traitée aux alentours du futur établissement.

Il conviendra également, en accompagnement de ces aménagements, de procéder à l'enfouissement des lignes de télécommunications et à la réalisation de l'éclairage public

Des co-financements seront recherchés auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la réalisation de cette opération.

Pour permettre cet aménagement, il est nécessaire de prévoir l'affectation d'une opération d'investissement d'un montant de 3,5 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'il convient d'aménager l'accès du Lycée Enco de Botte situé sur la commune d'Allauch.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport en vue de l'affectation de l'opération d'investissement relatif à l'aménagement de l'accès au Lycée Enco de Botte sur la commune d'Allauch.

FES 019-468/17/CT

■ **Exonération des redevances d'occupation du domaine public pour le kiosque à cordonnerie sis 9, place de la Joliette Marseille 2ème arrondissement**

Information du Conseil de Territoire

FES 019-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit, en lieu et place de la Ville de Marseille, propriétaire des édicules de la place de la Joliette, et au titre de l'occupation permanente de son domaine public, des redevances y afférentes.

Monsieur Slimane Amani est locataire du kiosque à cordonnerie, situé 9, place de la Joliette. Pour des raisons de santé, il n'a pas pu exercer son activité professionnelle, durant les mois de janvier, février, août, novembre et décembre 2015 et janvier, février, mars et avril 2016. De fait, le kiosque n'a pas été exploité pendant ces périodes.

Il est donc proposé une exonération de cinq mois en 2015 et de quatre mois en 2016 pour sa taxation de la Redevance d'Occupation du Domaine Public Métropolitain.

L'estimation du coût de cette exonération pour le Budget Principal est de :

- 1 494.35 euros TTC pour l'exercice 2015
- 1 219.40 euros TTC pour l'exercice 2016.

Pour autant, cette renonciation à recettes est assortie d'une condition de dette nulle du redevable et ne concernerait que le pétitionnaire à jour de ses redevances ou bénéficiant d'un échelonnement de sa dette, validé par la Recette des Finances de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° VOI013-797/15/CC du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 19 Février 2015 relative aux tarifs applicables aux droits de voirie et de stationnement sur le territoire de Marseille pour l'année 2015 ;
- La délibération n° VOI005-1672/15/CC du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015 relative aux tarifs applicables aux droits de voirie et de stationnement sur le territoire de Marseille pour l'année 2016.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'exonération des redevances d'occupation du domaine public pour le kiosque à cordonnerie sis 9, place de la Joliette 13002 Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'exonération des redevances d'occupation du domaine public pour le kiosque à cordonnerie sis 9, place de la Joliette 13002 Marseille.

FES 020-469/17/CT

■ Approbation de tarif pour l'occupation du domaine public par des bornes kilométriques

Information du Conseil de Territoire

FES 020-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de l'année Capitale Européenne du Sport, la Ville de Marseille souhaite réaliser un parcours circulaire dédié à la pratique sportive libre d'une distance de 30 kilomètres à l'intérieur de la commune de Marseille. Cette boucle s'adressera aux marcheurs ainsi qu'aux coureurs à pieds, voire aux pratiquants de roller, et, de façon séquentielle aux cyclistes, et sera agrémentée d'espaces sportifs conviviaux appropriables par tous. Ces espaces sportifs conviviaux existants et à créer seront des points névralgiques du périphérique des sports.

Une première portion d'une distance de 17 km, matérialisée en pointillés verts sur le plan figurant en annexe, devrait être inaugurée entre la fin des 2ème et 3ème trimestres 2017. L'objectif étant d'aboutir à un itinéraire continu d'ici 2024.

Ce projet vise à installer des bornes kilométriques, d'une hauteur d'environ 1,30 m, scellées au sol, sur le domaine public métropolitain (trottoirs) et communal (parcs et jardins).

Ces bornes ont pour double objectif de promouvoir le running et ses bienfaits sur la santé en permettant aux coureurs de disposer de parcours et de temps de course mais également d'assurer une fonction touristique, en fournissant des informations touristiques aux touristes via un émetteur WiFi.

Conformément aux dispositions prévues par le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, toute occupation du domaine public donne lieu au

paiement d'une redevance payable d'avance et annuellement.

Il est envisagé de fixer à 40,00 euros le tarif pour l'occupation du domaine public par borne kilométrique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de tarif pour l'occupation du domaine public par des bornes kilométriques ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à l'approbation d'un tarif pour l'occupation du domaine public par des bornes kilométriques.

FES 021-470/17/CT

■ Approbation d'une convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties dans les Quartiers Politique de la Ville du Conseil de territoire Marseille Provence

Information du Conseil de Territoire

FES 021-29/03/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La qualité de vie urbaine est un axe prioritaire du Contrat de Ville Marseille Provence qui prévoit de « formaliser la stratégie partenariale en matière de Gestion Urbaine de Proximité à travers une convention cadre » et de « poser des objectifs opérationnels précis en nombre resserré en cohérence avec le Contrat Local de propreté de Marseille Provence et les engagements des bailleurs concernant l'abattement de la Taxe Foncière pour le Bâti, en respectant le cadre national proposé par l'Etat, l'Union Sociale de l'Habitat et les associations d'élus ».

Conformément à la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale, et à la loi de finances rectificative pour 2016 qui maintient l'abattement de 30% de TFPB pour les Quartiers Politique de la Ville pour les bailleurs signataires des contrats de ville et le soumet à l'adoption d'une convention entre les bailleurs sociaux, les communes, l'EPCI et le représentant de l'Etat dans le département, relative à l'entretien et à la gestion du parc et ayant pour but d'améliorer la qualité du service rendu aux locataires, la Métropole souhaite signer, pour le territoire de Marseille Provence, une convention avec l'Etat et les communes de Marignane, Marseille, Septèmes-les-Vallons, l'ARHLM PACA & Corse, et les bailleurs sociaux.

Les bailleurs sociaux pourront ainsi bénéficier de l'abattement pour la durée du contrat de ville en respectant les modalités de déclaration prescrites par le code général des impôts, c'est-à-dire la transmission aux services fiscaux, avant le 1^{er} janvier de l'année

visée, d'un programme d'actions décliné par quartier justifiant du montant et du suivi des actions entreprises pour l'amélioration des conditions de vie des habitants.

Les engagements des bailleurs devront être conformes aux objectifs poursuivis par le contrat de ville et porter sur les axes suivants :

- le renforcement de la présence du personnel de proximité (par rapport à la présence dans le patrimoine hors Quartiers Politique de la Ville)
- la formation et le soutien des personnels de proximité
- le « sur-entretien »
- la gestion des déchets, des encombrants et des épaves
- la tranquillité résidentielle
- la concertation et la sensibilisation des locataires
- l'animation, le lien social, le « vivre ensemble »
- les petits travaux d'amélioration de la qualité de service (hors quartiers NPNRU)

Des indicateurs entre les moyens de gestion mis en œuvre dans les quartiers qui ne sont pas en politique de la ville et ceux qui y sont, seront fournis pour permettre la comparaison.

Les représentants des locataires seront associés à l'élaboration de ce programme d'actions, ainsi que les équipes politique de la ville, les services de droit commun des collectivités partenaires et les acteurs sociaux.

La démarche d'élaboration se fera à partir de l'état des lieux du patrimoine concerné, de « diagnostics en marchant » et de l'identification des actions à réaliser sur la période du Contrat de Ville.

Un « comité technique TFPB » est mis en place dans le cadre de la gouvernance du contrat de ville de Marseille Provence pour coordonner et suivre l'ensemble de la démarche. Il se réunit au moins une fois par an.

Un « comité de suivi » est constitué par territoire de projet du contrat de ville et se réunit une fois par trimestre, composé de représentants des signataires de la convention, de représentants des locataires et des acteurs qualifiés du territoire.

Ces comités de suivi ont notamment pour mission de valider les programmes d'actions de l'année précédente, de prévoir les diagnostics complémentaires à conduire, d'affiner et de réajuster les programmes d'actions spécifiques collectives inter-quartiers à l'échelle des territoires de projet et en cohérence avec les démarches de gestion urbaine et sociale de proximité.

Un rapport global annuel de l'ensemble de la démarche, tous quartiers politique de la ville confondus, rendant compte des programmes d'actions réalisés, sera mis en forme selon des modalités définies dans le cadre du contrat de ville, et présenté

au comité de pilotage du contrat de ville conformément aux prescriptions du cadre national.

Il sera donc proposé au Conseil de Métropole d'approuver la convention-cadre d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties dans les quartiers politique de la ville du territoire Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'Approbation d'une convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties dans les Quartiers Politique de la Ville du Conseil de territoire Marseille Provence
- Information du Conseil de Territoire du Conseil de territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il faille mettre en œuvre ce dispositif.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport «Constitution de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) de la Métropole Aix-Marseille-Provence »

Commission "Fonctionnement"

FCT 001-471/17/CT

■ Assurances - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire

DAJA 17/15157/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie Allianz en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Dix-huit dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 47 222,15 euros (quarante-sept mille deux cent vingt-deux euros et quinze centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

-M. MIEGEVILLE-TATE Stéphane – sinistre du 06 janvier 2013 – Montant 1 553.13 euros
-Mme CAVAROSZ Elodie – sinistre du 12 août 2016 – montant : 466.73 euros
-M. BOURGEOIS Michel – sinistre du 05 août 2015 – montant : 1 080.29 euros

-Mme PASCAL Martine – sinistre du 13 mai 2016 – montant : 330.00 euros
-M. AMIMER Hicham – sinistre du 08 mars 2016 – montant : 3 200.00 euros
-Mme CARTIER Vincenza – sinistre du 1^{er} août 2016 – Montant 1 149.52 euros
-M. DI MARINO Gaëtan – sinistre d'avril 2013 – montant : 30 000. 00 euros représentant le montant de la franchise
-Mme GAVOTY Laura – sinistre du 27 septembre 2016 – montant : 200.30 euros
-Mme SAUZET Annie – sinistre du 13 octobre 2016 – montant : 1 483.00 euros
-M.VIRICEL Kevin – sinistre du 14 juillet 2016 – montant : 389.10 euros
-Résidence Le Panorama – sinistre de juin 2015 – montant : 3 723.50 euros
-Mme JOUSSAUME Cendrine – sinistre du 5 septembre 2016-montant : 410.95 euros
-M.LEFEVRE Jean-Philippe – sinistre du 14 juillet 2016 – montant : 410.95 euros
-M.OHANIAN Thierry – sinistre du 18 août 2016 – montant : 170.50 euros
-M.AFARIAN Jean-Claude – sinistre du 27 septembre 2016 – montant 1993.92 euros
-M. KUCZKOWSKA Claude – sinistre du 10 mai 2016 – montant : 158.55 euros
-M.DEVARIEUX Michel – sinistre du 27 août 2016 – montant : 150.00 euros
-M.NASSUF Ahmed – sinistre du 28 avril 2015 – montant : 357.00 euros

Ces affaires sont décrites dans l'annexe jointe au présent rapport.

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

FCT 002-472/17/CT

■ Approbation des modifications des conditions de mise à disposition gratuite totale ou partielle des espaces du Pharo

Information du Conseil de Territoire DPPL 17/15303/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fixe en son article 2, le siège de la Métropole à l'adresse suivante : Le Pharo - 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille.

Considérant la création de la Métropole au 1^{er} janvier 2016, les nouveaux enjeux du territoire à l'échelle métropolitaine, ainsi que les nécessités économiques, le présent rapport a pour objet :

- d'abroger la délibération précédente FCT 009-285/14/CC du 18 juillet 2014 qui était relative à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- de préciser les principes et conditions de mise à disposition des espaces du Pharo ;
- d'actualiser les tarifs de location des espaces du Pharo (hémicycle) eu égard aux travaux effectués au sein de l'enceinte.

Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence peut à sa discrétion :

- accorder la mise à disposition gratuite des espaces du Pharo (hémicycle et espace cocktail) dans la limite de 20 journées par an ;

- accorder une remise de 50% sur les tarifs de location des espaces du Pharo (hémicycle et espace cocktail).

Dans tous les cas, les organisateurs qui bénéficient d'une mise à disposition gratuite ou d'une remise de 50% sur les tarifs, devront respecter les mêmes dispositions que les autres utilisateurs, à savoir :

- se conformer aux conditions fixées dans la convention d'occupation précaire et dans le règlement intérieur ;
- prendre en charge les frais inhérents à leur occupation que sont les frais d'assistance audiovisuelle (régie technique), les frais de nettoyage, les frais de gardiennage, les frais de sûreté et sécurité incendie ;
- disposer d'une assurance spécifique pour l'organisation de la manifestation ;
- prendre les dispositions nécessaires avec les services de secours pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Les tarifs de location de l'hémicycle sont actualisés, eu égard à l'importance des travaux effectués au sein de l'enceinte, et proportionnellement à l'augmentation de sa capacité (de 300 à 330 places assises).

Les tarifs de location prévus sont les suivants :

		Tarifs		Tarif majoré	Tarif / Jour
Désignation espace	Superficie	Demi-journée De 08H à 13H OU De 14H à 19H	Journée De 8H à 19H	Tarif horaire	Montage et démontage
Hémicycle (Niveau -1) (capacité maximum autorisée : 330 personnes assises)	460 m²	2 008 € TTC	2 761 €	286 €	1 255 €
Espace Cocktail (Rez-de-Chaussée) (capacité maximum autorisée : 150 personnes debout)	140 m²	622 € TTC	1 255 €	286 €	622 €

Une majoration de 30% sur ces tarifs sera appliquée les dimanches et jours fériés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité

de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération FCT 009-285/14/CC du 18 juillet 2014 portant approbation des modifications des conditions de mise à disposition gratuite totale ou partielle des espaces du Pharo.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La création de la Métropole au 1^{er} janvier 2016 (nouvelle entité juridique), les nouveaux enjeux du territoire à l'échelle métropolitaine, ainsi que les nécessités économiques.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport relatif aux modifications des conditions de mise à disposition gratuite des espaces du Pharo.

FCT 003-473/17/CT

■ **Approbation de la convention relative à l'hébergement d'un concentrateur nécessaire à la mise en place d'un système de télérelevé sur l'immeuble sis 500 avenue du Pic de Bretagne - ZA Plaine de Jouques à Gémenos**

Information du Conseil de Territoire DVDPAG 17/15307/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le nouveau Contrat de Délégation de Service Public de l'Eau sur son territoire et ses annexes, établi pour une durée de 15 ans conclu avec la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM). Ce contrat a débuté le 1^{er} janvier 2014 et la prise d'effet de la délégation a été fixée au 1^{er} juillet 2014.

A sa création le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée dans les droits anciennement dévolus à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Le télé-relevé des compteurs d'eau est un système innovant fondé sur la lecture et la transmission automatique des index de consommation vers un système informatique centralisé.

La transmission des données de consommations se fait via un réseau de répéteurs, qui relaie le signal radio envoyé par le compteur d'eau ou tout autre capteur, jusqu'à un boîtier – le concentrateur – qui le retransmet lui-même vers une base de données.

Sa localisation répond à des conditions précises. Ainsi, l'immeuble, occupé par la SCOP-TI et appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, sis 500 avenue du Pic de Bretagne – ZA Plaine de Jouques à Gémenos 13420, a été sélectionné pour recevoir un concentrateur.

En contrepartie de l'installation mise en place, la SEMM s'engage à donner automatiquement et à titre

gracieux à la SCOP-TI la visualisation des index et éventuelles alarmes et la consultation de l'historique des consommations journalières et horaires de chaque compteur général en application de l'article 23-11 du règlement du service de l'eau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de la convention relative à l'hébergement d'un concentrateur nécessaire à la mise en place d'un système de télérelevé sur l'immeuble sis 500 avenue du Pic de Bretagne - ZA Plaine de Jouques à Gémenos 13420.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation de la convention relative à l'hébergement d'un concentrateur nécessaire à la mise en place d'un système de télérelevé sur l'immeuble sis 500 avenue du Pic de Bretagne - ZA Plaine de Jouques à Gémenos 13420.

FCT 004-474/17/CT

■ Adhésion à l'Association AFIGEO

Information du Conseil de Territoire DPSI 17/15282/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Dans le cadre de la définition des politiques d'aménagement et de développement, la Métropole s'est dotée d'un système d'information géographique (SIG).

A ce titre, il est nécessaire qu'elle soit présente dans les différentes associations regroupant les collectivités publiques du territoire français.

L'Association Française pour l'Information Géographique, (AFIGEO) créée en 1986, a pour objectif de concourir au développement du secteur de l'Information Géographique.

Formidables outils de connaissance et de gestion, les technologies de l'Information Géographique sont porteuses de développement pour les territoires et les structures qui les administrent.

Les outils de l'Information Géographique améliorent la qualité de services de domaines très divers : urbanisme, aménagement du territoire, gestion des risques, logistique, transport, gestion de flotte, santé...

C'est pourquoi, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence continue à être membre de l'association Française pour l'Information Géographique afin de bénéficier des travaux et conclusions d'une communauté de pratiques qui œuvre pour le développement et l'usage de l'information géographique à l'échelle des territoires.

La cotisation 2017 s'élève à 650 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'adhésion à l'Association AFIGEO.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à l'adhésion à l'Association AFIGEO.

FCT 005-475/17/CT

■ Adhésion à l'AFCDP - Association Française des correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel

Information du Conseil de Territoire DPSI 17/15281/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

L'AFCDP, Association Française des Correspondants à la Protection des données à Caractère Personnel, a été créée en 2004 pour promouvoir et développer le rôle des Correspondants Informatique et Liberté (CIL).

L'Association regroupe des acteurs publics ainsi que des sociétés privées.

La CNIL (Commission Nationale Informatique et Liberté) demande de plus en plus de rigueur dans la protection et l'accès aux données personnelles. Grâce à l'AFCDP, la Métropole Aix-Marseille-Provence peut bénéficier d'un appui professionnel et d'aides conséquentes telles que :

- Bénéficier de l'expertise et de l'indépendance d'une structure reconnue au niveau national,
- Favoriser la concertation avec les entreprises et les pouvoirs publics relative à l'ensemble des questions posées par le statut ou les missions des correspondants à la protection des données personnelles,
- Participer à toutes initiatives à caractère national, européen ou international, relatives aux statuts ou aux missions des correspondants à la protection des données personnelles ou équivalents dans les réglementations étrangères,
- Assurer une veille (technique, juridique, managériale, ...) sur les enjeux relatifs aux statuts et aux missions des correspondants à la protection des données personnelles et de la mettre à disposition de ses membres, voire du public,
- Informer et sensibiliser toute personne physique ou morale sur l'existence, les statuts et les missions des correspondants à la protection des données personnelles,
- Favoriser toutes relations avec la Commission Nationale de l'Informatique et des libertés et avec toute autre instance française, européenne ou internationale qui

contribue à la protection des données à caractère personnel,

- Constituer et gérer des groupes de travail,
- Formuler des recommandations et/ou des avis aux autorités publiques et aux acteurs de la protection des données personnelles, de sa propre initiative ou sur saisine,
- Promouvoir les démarches de certification et de labellisation des services et technologies de protection des données à caractère personnel,
- Favoriser les échanges entre les membres pour identifier et favoriser les meilleures pratiques professionnelles.

Aussi le présent rapport propose de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

La cotisation 2017 s'élève à 450 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'adhésion à l'AFCDP.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à l'adhésion AFCDP – Association Française des correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel.

FCT 006-476/17/CT

■ Adhésion à la FNCCR communications électroniques - Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies

Information du Conseil de Territoire DPSI 17/15285/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) est une association nationale d'élus locaux qui existe depuis 1934 et intervient dans plusieurs domaines, dont les Communications Electroniques. Dans ce domaine, elle assure plusieurs types de missions au bénéfice des collectivités qui en sont membres.

Pour les Communications Electroniques, la FNCCR a œuvré depuis de nombreuses années pour mettre à la disposition de ses collectivités adhérentes un cadre adapté à l'utilisation des appuis électriques par les lignes de communications électroniques et

au co-financement des enfouissements coordonnés de ces différents réseaux. Elle a notamment élaboré des amendements législatifs puis, ceux-ci ayant été adoptés, elle a produit des modèles de conventions acceptés par l'Opérateur Historique qui s'engage à

prendre en charge financièrement une part du coût des travaux d'enfouissement.

Cette implication a été prolongée plus récemment par le soutien de la FNCCR au déploiement du très haut débit (THD) sur l'ensemble du territoire national grâce à la fibre optique, en promouvant la solidarité financière (péréquation) en faveur des zones rurales, sur la base de la loi proposée en 2009 par son Président, le sénateur Xavier Pintat.

Pour aider ses adhérents à accomplir leurs missions dans ce domaine, elle les documente en temps réel (essentiellement via internet) sur l'actualité juridique et les possibilités de financement. Elle favorise également les partages d'expérience entre adhérents et avec des intervenants extérieurs grâce à ses nombreuses réunions spécifiques au secteur des communications électroniques (Journées d'Etudes, rencontres techniques et groupes de travail).

Aussi le présent rapport propose de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

La cotisation 2017 s'élève à 4 800 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération pourtant sur l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies – FNCCR.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à l'adhésion à la FNCCR.

FCT 007-477/17/CT

■ Adhésion à APRONET - Association des professionnels internet des collectivités territoriales

Information du Conseil de Territoire DPSI 17/15283/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

APRONET, Association des professionnels internet des collectivités territoriales, a été créée en 2000 pour regrouper les responsables des collectivités territoriales chargés de mission ou chefs de projets TIC administration électronique (informatique, communication, organisation, etc..) pour réfléchir aux évolutions en termes de métiers, de technologies, de services à l'utilisateur.

L'association permet à l'institution de profiter de :

- Un annuaire de plus de 1800 chargés de mission TIC, DSI, chef de projet TIC, webmasters, animateurs multimédia,
- Une liste de discussion, comptant plus de 1300 abonnés, hébergée par le site territorial.fr, liste Web et informatique,
- Neuf réseaux régionaux,
- Des réseaux spécialisés (club intranet - club CIL),

- Une base de connaissance mutualisée, la Bourse d'échanges de savoir-faire,
- Des conditions spéciales pour les salons professionnels, les colloques, et toutes actions de formation ou de perfectionnement organisés par les partenaires de l'association APRONET.

Aussi le présent rapport propose de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

La cotisation 2017 s'élève à 750 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'adhésion à APRONET.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à l'adhésion à APRONET.

FCT 008-478/17/CT

■ Adhésion à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel

Information du Conseil de Territoire DPSI 17/15284/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

L'AVICCA, Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel, a été créée en 1986 sur le thème des réseaux câblés ; elle a élargi depuis ses champs d'action en parallèle de l'évolution législative.

L'association regroupe des collectivités territoriales françaises (villes, intercommunalités, départements, régions, syndicats mixtes, etc.), de toute tailles et sans distinction politiques, qui sont actives pour :

-L'aménagement de leur territoire en réseaux de communication électroniques,

-Le développement des services et des usages.

Depuis la loi du 12 juillet 1999 dite loi « Chevènement », de nombreux établissements Publics de Coopération Intercommunales, qui ont pris la « compétence numérique », ont adhéré à l'AVICCA. Les enjeux de déploiement du numérique sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence nécessitent d'adhérer à une association indépendante afin de :

Bénéficier de l'expertise et de l'indépendance d'une structure reconnue au niveau national,
Bénéficier d'une veille juridique et réglementaire sur le dossier des réseaux et du haut débit,
Bénéficier d'une vision coordonnée et transversale des différentes associations de collectivités (AMF : Association des Maires de France, ADF : Association des Départements de France, ARF : Association des Régions de France),

Doter les élus d'un outil en matière d'analyse d'enjeux stratégiques, d'études de contextes particuliers, de propositions de solutions possibles,
Informier régulièrement l'administration via une lettre d'information thématique, des rencontres régulières et des réunions transversales thématiques,
Infléchir via une action de lobbying sur les évolutions nationales (législatif et réglementaire) ou sur les stratégies des opérateurs de télécommunication.
Aussi le présent rapport propose de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

La cotisation 2017 s'élève à 7 265 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'adhésion à l'Association AVICCA.

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à l'adhésion à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel - AVICCA.

***Commission "Développement
Economique, Emploi,
Numérique"***

DEEN 001-479/17/CT

■ **Approbation d'un protocole foncier de cession du lot n° 12 au profit de la Société SNC Florides 1 - Zone d'Aménagement Concerté Florides 1 à Marignane**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 17/15244/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole foncier de cession du lot n° 12 au profit de la Société SNC Florides 1 – Zone d'Aménagement Concerté Florides

1 à Marignane» satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

Afin de mettre en œuvre sa politique de développement économique et d'assurer un aménagement d'ensemble cohérent sur la ZAC des Florides à Marignane et Gignac-la-Nerthe, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a engagé des négociations afin de vendre une bande de terrain en nature de terrain nu cadastrée Section BS n° 150 d'une superficie de 35 000 m² environ pour 20 000 m² de surface de plancher à la Société SNC Florides pour l'édification d'un programme immobilier à usage d'activités et de bureaux de type village d'entreprises conformément à un plan de masse en 4 tranches de construction successives.

La délibération DEV 006-748/11/BC de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du

9 décembre 2011 a approuvé le protocole foncier formalisant cet accord pour un montant de 567 930 euros HT correspondant à la première tranche du projet. Un acte notarié réitérant ce protocole foncier pour la tranche 1 a ainsi été signé le 5 septembre 2012.

La délibération DEV 002-033/14/BC du 21 février 2014 a approuvé le protocole foncier modifiant les conditions de vente pour les trois tranches suivantes d'une surface de 24 674 m² en prévoyant un découpage des tranches différentes et plus précis, une évolution des conditions de commercialisation des tranches de la réalisation de divers équipements en matière de voirie et de raccordement de réseaux indépendamment du nombre de tranches réalisées. Ainsi, un second acte notarié concernant la seconde tranche a été signé le 24 novembre 2016, pour un montant de 566 211,86 euros TTC.

Compte tenu des conditions de commercialisation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a entrepris des négociations avec la Société SNC Florides 1 afin de permettre la réalisation des deux dernières tranches du projet par la signature d'un nouveau protocole foncier prorogeant les dates butoir de réitération des actes authentiques, dans les mêmes conditions financières, soit à un prix de cession de 55 euros le m² H.T.

Il convient que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence approuve ledit protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d’un protocole foncier de cession du lot n°12 au profit de la Société SNC Florides 1 – Zone d’Aménagement Concerté Florides 1 à Marignane ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession du terrain à bâtir d’une superficie de 15 900 m² environ sis ZAC Florides sur la commune de Marignane, permettra la réalisation des tranches 3 et 4 d’un programme immobilier à usage d’activités et de bureaux de type village d’entreprises ;
- Qu’il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne à nouveau avec la Société SNC Florides 1 par la signature d’un nouveau protocole foncier afin de permettre la réalisation de cette opération d’aménagement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur de projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’approbation d’un protocole foncier de cession du lot n° 12 au profit de la Société SNC Florides 1 – Zone d’Aménagement Concerté Florides 1 à Marignane.

Adoptée à l’unanimité des membres présents et représentés

DEEN 002-480/17/CT

■ **Etude de positionnement commercial et stratégique du Marché d’Intérêt National des Arnavaux Marseille 14^{ème} arrondissement - Approbation d’une convention avec le Groupe Caisse des Dépôts**

Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/15264/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L’article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l’aménagement de l’espace métropolitain et la politique locale de l’habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l’organe délibérant de la métropole.

A défaut d’un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Etude de proposition commercial et stratégique du Marché d’Intérêt National des Arnavaux Marseille 14^{ème}. Approbation d’une convention avec le Groupe Caisse des Dépôts. »

satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article 42 de la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles précise que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit les compétences en matière de marchés d'intérêt national (MIN).

Les MIN sont régis notamment par l'ordonnance n°67-808 du 22 septembre 1967 qui indique dans son article 2 que la gestion des marchés d'intérêt national peut être assurée soit en régie par une collectivité locale ou un groupement, soit par une société d'économie mixte.

La Somimar est une société d'économie mixte qui gère le MIN des Arnaux à Marseille.

Les fruits et légumes représentent 54% de l'activité du MIN des Arnaux, puis les autres activités se partagent entre les entreprises de service, les grossistes divers, et les fleurs et plantes.

Les Arnaux représentent un poids économique important puisque il compte 97 entreprises et 295 producteurs installés sur son carreau, il génère 949 emplois, 316 690 K€ de chiffres d'affaires et 273 1883 Tonnes de marchandises ont transité en son sein en 2014.

Après une importante restructuration occasionnée par la construction de la rocade L2, se pose la problématique du positionnement et de l'avenir du MIN.

Le MIN se doit de prendre en compte sa dimension métropolitaine que lui confère son rattachement à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, la Métropole en partenariat avec la Somimar et la CDC, souhaite lancer une étude de positionnement commercial et stratégique pour le site des Arnaux.

Cette étude portera sur :

- 1/ Le positionnement actuel du MIN ,
- 2/ L'élaboration de scénarii d'évolution de positionnement commercial et de composition de l'offre du MIN,
- 3/ Les apports et les contributions du MIN à l'aménagement du territoire (en particulier son rôle vis-à-vis de la filière agricole régionale) et au développement durable.

Le coût de l'étude est de 82 128 euros HT.

Au regard des enjeux, le Groupe Caisse des Dépôts a exprimé son intérêt et a proposé à la Métropole d'assurer le financement de 50 % du coût de l'étude.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver la convention avec le Groupe Caisse des dépôts.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière de Marché d'Intérêt National ;

- Que la construction de la rocade L2 aboutit à une forte restructuration du site du MIN des Arnavaux ;
- Qu'il convient de réaliser une étude de positionnement commercial et stratégique du MIN de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'étude de positionnement commercial et stratégique du Marché d'Intérêt National des Arnavaux Marseille 14^{ème}. Approbation d'une convention avec le Groupe Caisse des Dépôts.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DEEN 003-481/17/CT

■ Participation de la Métropole d'Aix-Marseille Provence à l'animation de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15266/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil Les résultats sont ainsi ventilés par CT :

de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le présent rapport répond aux conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'association dénommée : Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) a été créée en 1989 par Maria Nowak en adaptant à la France le principe du microcrédit, mécanisme financier qui a largement fait ses preuves dans les pays en voie de développement, en Asie, Afrique et Amérique Latine.

L'ADIE propose un accompagnement technique et financier aux porteurs d'un projet d'emploi, indépendant ou salarié n'ayant pas accès au crédit bancaire pour pouvoir le réaliser (notamment les demandeurs d'emploi et les allocataires des minimas sociaux).

La mission de l'ADIE est donc d'offrir la possibilité à un public en situation de précarité sociale et financière de créer ou de développer une entreprise grâce au microcrédit pour l'emploi indépendant ; ou bien de trouver ou maintenir en emploi par le biais du microcrédit pour l'emploi salarié.

Les résultats 2016 :

L'ADIE a financé sur le territoire de la Métropole, à date du 31/10/2016, 282 personnes ; dont 222 personnes pour un projet d'entreprise et 60 pour un projet d'emploi salarié.

	CT Marseille Provence	CT Pays d'Aix	CT Pays d'Aubagne et de l'Etoile	CT Pays Salonais	CT Istres Ouest Provence	CT Pays de Martigues	Total
Nombre total de personnes financées	216	28	9	14	10	5	282
Pour un projet d'entreprise	172	22	6	10	7	5	222
Pour un projet d'emploi salarié	44	6	3	4	3		60

Le plan d'action de l'ADIE en 2017

Les projets de création ou de développement d'entreprises :

L'implication de l'ADIE dans les projets de création ou de développement d'entreprises se fait par:

- Le microcrédit personnel pour l'emploi
- Le microcrédit professionnel
- L'accompagnement avant, pendant et après la création
- Un dispositif Créajeunes (pour les jeunes créateurs jusqu'à 32 ans)
- La micro-assurance

Les 4 grands axes :

Afin de développer ses dispositifs, l'ADIE met en place un plan d'action qui repose sur 4 grands axes tels que :

- Le maintien des relations avec les partenaires traditionnels afin de générer des prescriptions supplémentaires et d'accroître leur visibilité
- L'approche de nouveaux partenaires prescripteurs intervenant prioritairement dans les QPPV

- La promotion de leur offre à destination de personnes en situation de précarité par le biais d'actions de communication grand public et d'actions de prospection ciblées :
 - Réalisation de journées portes ouvertes
 - Réalisation de permanences hebdomadaires (au Carburateur, à La Ciotat..)
 - Salons, forums etc..
- La communication autour de leur offre de service

Les événements

Ces actions vont s'articuler autour de plusieurs temps forts comme la semaine du Microcrédit (février), l'action de mobilisation des portefeuilles clients (avril, septembre), la campagne d'information de proximité (juin), campagne d'information intergénérationnelle (octobre), action de sensibilisation auprès des femmes créatrices d'entreprises (Novembre)

Budget

Le budget prévisionnel de fonctionnement 2017 de l'ADIE sur le territoire de la Métropole est de 758 019 euros (contre 773 492 euros pour 2016)

Dépenses		Recettes	
Achat	13 865 €	Vente de produits finis	32 000 €
Services extérieurs	84 580 €	Subventions	577 114 €
Autres services extérieurs	27 086 €	Etat (Nacre + emploi d'avenir)	29 827 €
Impôts et taxes	5 015 €	Conseil Régional PACA	110 598 €
Charges de personnel	512 949 €	Conseil Départemental 13	30 508 €
Autres charges de gestion courante	114 524 €	Métropole Aix-Marseille Provence	115 000 €
		<i>Dont Territoire Marseille Provence</i>	<i>45 000 €</i>
		<i>Dont Territoire du Pays d'Aix</i>	<i>40 000 €</i>
		<i>Dont Territoire de pays Salonnais</i>	<i>10 000 €</i>
		<i>Dont territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile</i>	<i>10 000 €</i>
		<i>Dont Territoire Istres Ouest Provence</i>	<i>5 000 €</i>
		<i>Dont Territoire Pays de Martigues</i>	<i>5 000 €</i>
		Autres villes (dont contrat de ville)	30 000 €
		Fonds européens	110 370 €
		Etablissements publics (CDC, Pole emploi)	19 513 €
		Entreprises en organismes privés	131 298 €
		Produits financiers	0
		Autres ressources à mobiliser	59 737€
Total des dépenses	758 019 €	Total des recettes	758 019 €

La part des charges de personnels s'élève à 67% du total des dépenses

La part des financements publics représente 76% du total des recettes

La subvention accordée en 2016 :

En 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué une subvention à l'ADIE de 106 000 euros, répartie sur les différents Conseils de Territoires : Territoire Marseille Provence : 45 000 euros, Territoire du pays d'Aix : 40 000 euros, Territoire Pays

d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000 euros, Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 euros et Territoire Pays Salonnais : 8 000 euros

La subvention demandée pour 2017 :

Pour 2017, il est proposé une subvention de 104 000 euros répartie comme suit :

- Territoire Marseille Provence : 45 000 euros
- Territoire du pays d'Aix : 40 000 euros
- Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 euros
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000 euros
- Territoire Pays Salonnais : 6 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention d'un montant de 104 000 euros, au titre de l'année 2017, à l'association ADIE, répartie de la manière suivante :

- Territoire Marseille Provence : 45 000 euros
- Territoire du pays d'Aix : 40 000 euros
- Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 euros
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000 euros
- Territoire Pays Salonnais : 6 000 euros

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DEEN 004-482/17/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Eurobiomed - Approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 17/15265/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le présent rapport répond aux conditions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du pôle :

Le pôle de compétitivité Eurobiomed qui opère conjointement sur les régions PACA et Occitanie, compte fin 2016, 261 adhérents et a labellisé près de 650 projets de recherche-développement collaboratifs depuis 2006, dont 213 pour le département des Bouches du Rhône.

Le pôle poursuit sa dynamique de croissance et a intégré 53 nouveaux adhérents en 2016.

La médecine personnalisée, les maladies chroniques et le vieillissement, ainsi que les maladies rares portent en eux une révolution majeure dans la prise en charge, dans les systèmes de soins, et dans les stratégies de recherche et développement publiques et privées. Ces défis sont la priorité du pôle Eurobiomed et de ses adhérents.

Au-delà de sa mission de financement de la

Recherche et Développement, Eurobiomed accompagne les entreprises dans la recherche de financement et/ou de capitalisation des entreprises à fort potentiel de croissance.

Les quatre domaines d'actions stratégiques du pôle sont les médicaments, le diagnostic médical, les dispositifs médicaux implantables et « l'e-santé » (usage des technologies de l'information et de la communication en santé).

Ces domaines stratégiques adressent des métiers en lien avec les domaines d'excellence locaux, tant au niveau académique qu'industriel :

- L'infectiologie
- L'immunologie
- La cancérologie
- Les neurosciences

Ces axes métiers croisent les secteurs thématiques prioritaires à travers le renforcement du soutien aux entreprises du secteur :

- Accentuer son action en favorisant l'innovation technologique croisée intra et extra filière
- Mettre en place des solutions d'accompagnement pour la création et le développement économique des entreprises du secteur - Renforcer ses actions de soutien pour l'émergence technologique des innovations (preuve de concept, prototypage, fabrication, commercialisation)
- Investir de manière équilibrée dans le soutien et le développement de ces marchés
- S'appuyer sur des industriels et le corps enseignant pour adapter la formation aux potentialités du marché.

Bilan 2016 :

Les principaux éléments de bilan 2016 du pôle sont :

- Montage de projets de R&D collaboratifs : labellisation de 46 nouveaux projets de R&D dont 11 financés

- Le pôle a fait l'objet d'une évaluation très positive lors de l'audit lancé en 2016 sur la performance des pôles de compétitivité

- Le pôle continue à étoffer son offre pour conforter l'investissement de ses membres, la mutualisation d'équipements et les aides pour la mise en œuvre d'essais cliniques

- Le pôle a accompagné ses membres sur 25 événements en 2016 (vs 20 événements programmés) qui ont généré 1 800 participants et l'appui de 12 sponsors issus des entreprises leaders du marché, dont notamment : l'organisation de rencontres de networking et d'événements (convention d'affaires « business meeting santé », rencontre investisseur, dispositif d'accompagnement pour l'accès au marché « Cellcomp ») et l'accès pour les membres à des salons d'envergure internationale (Bio Europe à Paris)

et Berlin, Bio US à Philadelphie, BioPharm à Boston, Medica à Düsseldorf).

- Le pôle a accompagné ses membres pour la participation à des appels à projets internationaux afin d'accompagner ses membres vers de nouveaux marchés et filières.

Au niveau métropolitain plus particulièrement, Eurobiomed coordonne le cluster « Marseille Immunopôle » dédié à l'immunologie fondamentale et appliquée, créé à l'initiative notamment du Centre d'Immunologie de Marseille-Luminy (CIML) et de la société Innate Pharma, et qui positionne Marseille et la Métropole comme un des centres mondiaux de l'immunologie.

Ces actions en cours ont été positionnées dans le cadre du Contrat Plan-Etat-Région et constituent un des projets structurants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Objectifs 2017 :

-Labellisation de projets recherche-développement : le pôle vise à rester leader de son secteur pour la mise en œuvre de projets FUI et de projets de R&D collaboratifs. La poursuite de sa collaboration étroite avec les SATT et le milieu académique y contribue positivement.

-Offre de service : Eurobiomed a renforcé son dispositif de veille sur les opportunités de financement public pour les projets de ses membres. Fruit de cette veille, elle prévoit de se positionner systématiquement sur les Appels à Projets Publics (concours mondial innovation, dispositifs pour la recherche hospitalo-universitaire, appels à projets PIAVE, PIA 3, AAP régionaux, FEDER...)

-Animation : Le pôle continue à s'investir dans l'organisation de manifestations professionnelles sur le territoire comme à l'international où elle accompagne ses adhérents sur les salons références du secteur

-Le pôle poursuivra en 2017 son implication dans la structuration du développement de Marseille Immunopôle sur le Parc Technologique et Scientifique de Marseille Luminy.

-Le pôle accentue son implication dans la dynamique Aix-Marseille French Tech en devenant l'acteur référence du territoire pour l'animation du Réseau Thématique national « Health Tech » au croisement du développement intrinsèque de la filière et de ses applications liées au numérique.

Le budget prévisionnel global du pôle Eurobiomed pour la gouvernance et l'animation en 2017 qui fait l'objet de notre soutien s'élève à 1 275 789 euros.

Pour ces actions spécifiques Eurobiomed sollicite le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille

Provence, à hauteur de 67 000 euros, représentant 5,25 % du budget prévisionnel 2017 consacré à la gouvernance et l'animation.

Le soutien financier consenti est, comme en 2016, de 57 000 euros, et se décompose comme suit :

- 50 000 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire Marseille-Provence (CT1). La dépense en résultant sera imputée sur la Sous-Politique B320 Chapitre 65 – Nature 6574 – Fonction 61.
- 7 000 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2). La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le rapport relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 57 000 euros à l'association Eurobiomed et de l'approbation de la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et l'association Eurobiomed.

Celle-ci est prise en charge à hauteur de 50 000 euros par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1) et à hauteur de 7 000 euros par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DEEN 005-483/17/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pôle Optitec - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15267/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la

saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le présent rapport répond aux conditions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du pôle :

Le pôle Optitec compte 210 adhérents dont 135 entreprises, 3 grands groupes et des membres de la communauté académique et scientifique.

Le pôle Optitec porteur de la thématique photonique et imagerie oriente son action sur les marchés applicatifs suivants :

- « Green photonics » : solutions optiques pour le traitement de déchets, la gestion de la pollution atmosphérique et l'efficacité énergétique
- Photonique pour procédés industriels et agricoles (instrumentation, fabrication)
- Sécurité et surveillance (biens et personnes, spatial, transports)

- Instrumentation scientifique et médicale

Bilan 2016 et objectifs 2017

La communauté photonique de la Métropole Aix-Marseille Provence se compose de membres actifs avec un tissu d'industriels composé de nombreuses TPE et start-up du territoire, et de laboratoires de recherche de renommée internationale (Institut Fresnel, LAM,) implantés au Technopôle de Château-Gombert. Il développe des partenariats étroits avec Aix-Marseille-Université et Centrale Marseille.

En 2016, via le programme OPTIPass, le pôle Optitec a accompagné de façon individuelle près de 15 PME dans leur stratégie de croissance (performance RH, présence à l'international, projets européens, développement commercial, levées de fonds,...).

L'ingénierie de montage de projets collaboratifs de R&D a été prolongée avec 30 projets expertisés, 20 projets labellisés et 8 financés pour un montant total de 10 millions d'euros.

Le pôle a également engagé un nouveau partenariat avec les acteurs du réseau Aix-Marseille French-Tech, avec une contribution à la thématique IoT et la mise en lumière de start-up en forte croissance, plus spécifiquement, via la plateforme mutualisée sur l'optique adaptative, gérée par le pôle et hébergée au sein de l'Hôtel Technoptic sur le Technopôle de Château-Gombert.

Optitec a également contribué à l'expérimentation de nouvelles études cliniques au sein de l'Hôpital La Timone et à la mise en place de formations initiales et continues avec les principales écoles d'ingénieurs présentes sur Marseille. Enfin, une conférence Business sur le marché du médical s'est tenue en novembre dernier à Marseille, avec des industriels du secteur et des représentants européens.

En 2017, le pôle Optitec continuera à déployer sa stratégie sur 4 axes prioritaires :

- Positionner Optitec comme un pôle photonique et imagerie 4.0, moteur et précurseur dans les nouvelles approches d'innovation et d'accélération business des PME,
- Couvrir l'ensemble des chaînes de valeur Photonique et Imagerie, en lien avec les grands enjeux sur l'Industrie du futur et le Numérique, via de nouveaux adhérents, des projets, des partenariats interpôles,
- Accompagner les PME dans leur stratégie de croissance, de l'innovation au produit et marché, via le programme OPTIPass,
- Maintenir une stratégie européenne offensive, via un lobby, un réseau de

partenaires européens et une présence des PME dans les projets du Programme Horizon 2020.

Plus spécifiquement, sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence, le pôle proposera différents services vers les entreprises :

- Accompagner les PME dans leur stratégie de croissance, de l'innovation au produit et au marché,
- Renforcer le développement européen et la visibilité internationale des entreprises du pôle
- Soutenir le développement de projets de recherche – développement et industriels,
- S'impliquer dans la coordination du nouveau Réseau Thématique national consacré à l'internet des objets pour le compte Aix-Marseille French Tech, en collaboration avec le pôle Solutions Communicantes Sécurisées.

Optitec propose d'intégrer la Métropole, comme territoire d'expérimentation de nouvelles formes collaboratives, avec la mise en œuvre d'un programme d'open innovation et une plateforme collaborative partagée au service des PME du pôle.

Enfin, le pôle maintiendra ses connexions avec l'ensemble de l'écosystème de recherche et d'innovation du territoire (Aix-Marseille French Tech, Marseille Innovation, Ecoles d'ingénieurs, SATT, pôles partenaires,...), avec un focus sur certains axes : photonique pour le numérique et IOT, Smart Cities et Médical-Santé.

Le budget prévisionnel pour la gouvernance et l'animation en 2017 qui font l'objet de notre soutien, le budget prévisionnel s'élève à 1 329 243 euros.

Pour ces actions spécifiques le pôle Optitec sollicite le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence, à hauteur de 70 000 euros, représentant 5,27 % du budget prévisionnel 2017 consacré à la gouvernance et l'animation.

Le soutien financier consenti est, comme en 2016, de 70 000 euros et se décompose comme suit :

- 50 000 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1). La dépense en résultant sera imputée sous politique B320 chapitre 65 – nature 6574 – fonction 61.

- 20 000 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2). La dépense en résultant sera imputée, sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le rapport relatif à l'attribution d'une

subvention de fonctionnement de 70 000 euros à l'association Pôle Optitec et de l'approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille Provence et l'association Pôle Optitec.

Celle-ci est prise en charge à hauteur de 50 000 euros par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1) et à hauteur de 20 000 euros par le Conseil de territoire du Pays d'Aix (CT2).

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DEEN 006-484/17/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pôle Solutions Communicantes Sécurisées - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15270/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le présent rapport répond aux conditions de l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Labellisé par l'Etat en 2005 « Pôle de compétitivité mondial » et « Pôle Régional d'Innovation et de Développement Economique et

Solidaire » (PRIDES) en 2007 par la Région PACA, le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisées) regroupe en PACA les acteurs majeurs de la microélectronique, des logiciels, des télécommunications et du multimédia, autour des services et usages des Technologies de l'Information et de la Communication.

Au cœur d'une économie numérique en pleine croissance qui impacte aujourd'hui 80 % de l'économie globale, le Pôle SCS, seul Pôle mondial et labellisé « Gold Cluster » en région PACA, œuvre pour la mise sur les marchés de solutions toujours plus intégrées, interopérables, garantissant des fonctionnalités de communication simples, fiables et sécurisées pour l'utilisateur final.

Capitalisant sur des acteurs technologiques leaders et sur un important historique autour des technologies de la carte à puce, le Pôle s'est rapidement imposé comme le centre de référence en France et à l'international dans trois domaines technologiques clefs de cette vague numérique :

- Les technologies du « sans contact »
- Les réseaux, M2M et services mobiles
- La sécurité et les identités numériques

Les Solutions Communicantes Sécurisées visent à intégrer des matériels et des logiciels en vue d'échanger, de traiter et de transmettre des informations de manière sécurisée et fiable pour répondre aux actuels ou futurs des utilisateurs privés ou professionnels.

« Solutions » pour répondre à des besoins en s'appuyant sur la richesse technologique.

« Communicantes » indique la nature des objets, systèmes et services visés, incluant toute une mise en réseau pour des actions de communication, de coopération, de transaction.

« Sécurisées » pointe un besoin croissant de la société de protéger les informations et la vie privée dans un monde numérique

La mission du Pôle SCS est de favoriser l'émergence de projets collaboratifs innovants entre tous les acteurs (chercheurs, industriels, organismes de formation), afin de concevoir et développer des solutions nouvelles qui intègrent composants, logiciels, réseaux et systèmes et la recherche et développement dans le domaine industriel, en vue d'accroître la capacité d'innovation et la compétitivité des entreprises de la région et ce faisant, de contribuer au développement des PME et à la création d'un écosystème approprié au développement régional global des TIC.

Outre son rôle fédérateur de projets collaboratifs innovants, le Pôle propose une palette de services personnalisés pour ses adhérents : développement de fonds propres, accès à des plates-formes de tests, service de veille personnalisable, sessions de formation sur divers sujets (propriété intellectuelle, accords de consortium, levée de fonds...), préparation à adresser les marchés, mises en relation avec des clients et partenaires potentiels, développement à l'international (participation à des salons, des missions partenariales...).

Ses objectifs pour l'année 2017 sont les suivants :

Générer des avancées technologiques « industry first » dans ses 3 domaines stratégiques (le sans-contact, les réseaux M2M et services mobiles, la sécurité et les identités numériques) : développer des projets de recherche développement collaboratifs couvrant les enjeux technologiques et adressant les usages et marchés ciblés de chaque SSA (smart spécialisation Areas)

Valoriser et déployer ces innovations technologiques dans les filières industrielles et les marchés qui peuvent en tirer un avantage compétitif : accompagner la pénétration sur les marchés des produits et services issus des projets, en particulier des PME et faciliter et favoriser l'industrialisation des prototypes et des produits en renforçant l'accès et l'utilisation des plateformes technologiques et en développant des programmes d'accompagnement adaptés.

Etre un cluster international de référence, visible et reconnu par des clusters et grands groupes internationaux, afin d'engager son écosystème industriel, et en particulier ses startups/TPE/PME sur des positions dominantes dans leurs marchés : mettre en œuvre des partenariats avec des clusters internationaux en adéquation avec ses SSA et signer des accords avec des grands groupes présents sur chacun de ses marchés cibles.

Renforcer ses actions de soutien auprès des startups/TPE/PME/ETI en les accompagnants sur l'ensemble de leurs problématiques depuis l'innovation jusqu'à la commercialisation et le client : accélérer la croissance de leur chiffre d'affaires, création de valeur et part à l'export en particulier pour les TPE/PME/ETI de chaque SSA.

Développer un portefeuille de formations soutenant la compétitivité de son écosystème dans ses domaines stratégiques, des technologies au business management : obtenir la mise en place de formations en soutien aux besoins d'excellence technologique de ses SSA et coordonner le développement et la mise en œuvre d'une offre de formation continue pour les TPE/PME en support du « parcours de croissance ».

Contribuer à la création d'un écosystème approprié au développement régional du numérique : collaborer avec les acteurs régionaux de l'innovation et du développement des entreprises, en particulier sur les territoires labellisés French Tech.

Le budget prévisionnel 2017 du Pôle SCS s'élève à 1.118.643 euros (cf. budget joint en annexe)

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SCS, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 77.000 euros (représentant 6,88 % du coût total prévisionnel), soit une baisse de 3,75% par rapport à 2016, dont :

- 30 000 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire Marseille-Provence (CT1). La dépense en résultant sera imputée sur la Sous-Politique B320 Chapitre 65 – Nature 6574 – Fonction 61 qui présente les disponibilités nécessaires.

- 47 000 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2) contre 50 000 euros en 2016. La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité

de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le rapport relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 77 000 euros à l'association Solutions Communicantes Sécurisées et de l'approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Solutions Communicantes Sécurisées.

Celle-ci est prise en charge à hauteur de 30 000 euros par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1) et à hauteur de 47 000 euros par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Adoptée à l'unanimité des membres présentés et représentés

DEEN 007-485/17/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'incubateur Impulse - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15271/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le présent rapport répond aux conditions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'incubateur inter-universitaire Impulse porté par l'association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie Aix-Marseille a été créé dans le cadre de la loi sur l'innovation de 1999. Il associe Aix Marseille Université, l'Université d'Avignon, le CEA, le CNRS, Centrale Marseille, l'Ecole des Mines de Saint-Etienne, l'IRD et l'ONERA. Il est soutenu financièrement par le Ministère de la Recherche, les Fonds Européens et par les collectivités locales.

Il fait partie du réseau national RETIS des acteurs de l'innovation.

L'incubateur inter-universitaire Impulse est une structure de détection et d'accompagnement aux projets de créations d'entreprises innovantes en liaison avec des laboratoires de recherche, portés par des chercheurs, des étudiants ou des entrepreneurs.

Sa mission consiste à :

- valoriser les résultats de la recherche publique

française en les transformant en entreprises innovantes,

- apporter un soutien aux projets innovants issus de la recherche publique,
- favoriser la création d'entreprises et d'emplois.

38 % des projets incubés par Impulse concernent les sciences de la vie et de la santé, 37 % sont issus des sciences et technologies de l'ingénieur, 20 % des sciences et technologies de l'information et de la communication et 5 % des sciences humaines et sociales.

L'incubateur peut affecter une aide financière de l'ordre de 30 000 à 40 000 euros sur les projets qu'il accompagne.

Parmi ces projets de création, on retrouve de belles réussites, notamment Oz Biosciences, Qualissima, Graftys, ou encore Protomed, First Light Imaging, Traxens, Novadem, Wizedge, Led's Chat, Genes'ink, IN'OYA, Terradona...

L'incubateur Impulse propose un accompagnement personnalisé avec :

- un pool d'experts au service des porteurs de projet,
- des formations à l'entrepreneuriat dédiées,
- une mise à disposition de ressources et moyens.

L'incubateur Impulse est un maillon essentiel dans la chaîne de l'innovation au sein de la Métropole Aix-Marseille Provence. Situé en aval des laboratoires de recherche publics, il se positionne en lien avec le dispositif Pépinières développé sur la Métropole, tant avec Grand Luminy, qu'avec Marseille Innovation sur les sciences pour l'ingénieur et le numérique, et qu'avec les pépinières innovantes du Pays d'Aix.

Depuis sa création, l'incubateur Impulse a investi plus de 11 millions d'euros dans l'accompagnement de 160 projets donnant lieu à la création de 133 entreprises innovantes pour près de 700 emplois directs et 233 millions d'euros d'investissement privé cumulé sur ces entreprises.

Durant l'année 2016, 24 projets, dont 9 nouveaux ont été accompagnés avec la création de 7 entreprises et d'une cinquantaine d'emplois directs.

En complément des animations réservées aux « incubés » (demi-journée d'information une fois par mois, réunion du club des « incubés », Impulse a pu déployer une série d'actions sur le territoire en faveur de l'émergence et de la consolidation de projets d'entreprises innovantes :

- Programme d'animations récurrentes : « Rencontres d'Impulse » avec des réunions sur la valorisation à la protection de l'innovation, les dispositifs de soutien à la création et au développement d'entreprises innovantes

- Journée portes ouvertes « Sciences et créations d'entreprises » au Technopôle de Château-Gombert qui rassemble entreprises et acteurs de l'écosystème
- Participation aux salons et colloques professionnels
- Participation aux assemblées des pôles de compétitivité partenaires
- Participation aux comités de sélection du Fonds d'Innovation Marseille-Provence (dispositif de soutien aux entreprises innovantes du Conseil de Territoire Marseille-Provence)
- Participation aux comités de sélection du Dispositif d'Amorçage de Provence (dispositif de soutien aux entreprises innovantes du Conseil de Territoire du Pays d'Aix)
- Prescription de concours visant les entreprises innovantes en région et préparation de la présentation des entreprises accompagnées

En 2017, le cœur de métier de l'incubateur restera :

- La poursuite de l'accompagnement des projets intégrés en 2015 et 2016,
- L'affectation d'une aide financière pour les projets qu'il accompagne,
- L'intégration d'une dizaine de nouveaux projets au programme d'incubation,
- L'adossement aux pépinières du territoire pour le développement des projets incubés,
- La sensibilisation et l'information auprès des universités et établissement de recherche,
- La sensibilisation, formation et information auprès des porteurs de projet.
- La sensibilisation et l'information auprès d'un large public

Le partenariat avec les pôles de compétitivité, les pépinières et la SATT Sud Est reste un axe majeur afin de mutualiser leurs solutions d'accompagnement complémentaires, leur sourcing, et faire bénéficier les entreprises et les projets incubés d'une meilleure ouverture à l'international et à la collaboration technologique et commerciale.

Par ailleurs, les actions d'animation de l'année 2016 seront reconduites, et l'intégration d'une dizaine de nouveaux projets de création d'entreprises et de leur accompagnement est prévue.

Le budget prévisionnel de l'incubateur Impulse pour 2017 s'élève à 690 000 euros.

Pour ces actions spécifiques au titre de la valorisation de la recherche publique et de sa transformation en projet d'entreprise, l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie Aix-Marseille sollicite le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence, à hauteur de 55 000 euros, représentant 7,97 % du budget prévisionnel 2017 de 690 000 euros, en augmentation de 57,14%

comparé au montant des subventions 2016. L'augmentation de la subvention se justifie par la capacité de l'incubateur à transformer des projets innovants en entreprises opérationnelles et porteuses de croissance économique pour le territoire.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 30 000 euros seront pris en charge sur le Budget Principal Métropolitain 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1), en augmentation de 15 000 euros comparé au montant alloué en 2016. La dépense en résultant sera imputée sur la Sous-Politique B360 Chapitre 65 – Nature 6574 – Fonction 67 qui présente les disponibilités nécessaires.

- 25 000 euros seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire 2017 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2), en augmentation de 25% comparé au montant alloué en 2016. La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial du territoire, sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de l'action de l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie Aix-Marseille pour la valorisation entrepreneuriale de la recherche publique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le rapport relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 55 000 euros à l'incubateur inter-universitaire Impulse porté par l'association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille et de l'approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille Provence et l'incubateur inter-universitaire Impulse porté par l'association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille.

Celle-ci est prise en charge à hauteur de 30 000 euros par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1) et à hauteur de 25 000 euros par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DEEN 008-486/17/CT

■ **Partenariat entre la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour la conception et la mise en oeuvre d'une démarche de Smartport sur le port de Marseille-Fos**

Information du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15273/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La notion de Smart Port, dérivée de celle de Smart City, fait référence à la transition numérique,

énergétique et environnementale des secteurs d'activités industriels du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), mais aussi à celle de son rapport à la ville et à ses usagers.

Désignant avant tout l'aspect « connecté » et donc numérique de ces évolutions, la notion de « Smart Port » recouvre aussi toute forme de solution intelligente permettant d'améliorer les performances du port, sur le plan économique, logistique et environnemental.

Impactant l'économie du territoire métropolitain dans son ensemble, l'engagement dans une démarche de « Smart Port Métropolitain » fait partie des actions stratégiques inscrites au sein du Pacte d'Innovation Etat/Métropole signé le 27 janvier 2017, par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Préfet de la Région Provence Alpes-Côte d'Azur.

En effet, composé de 6 volets, ce pacte d'innovation prévoit en son volet 5, intitulé « Moins de camions sur les routes avec le développement de solutions logistiques et portuaires innovantes », une action portant le numéro 5A dénommée : « Engager le Smart Port Métropolitain ».

Ce projet, couplé à celui emblématique d'« Ecocité » soutenu par l'Etat dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA), à la Charte Ville-Port et au renouvellement urbain de la façade maritime nord de Marseille conduit dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National (OIN) « Euroméditerranée », va développer une dimension nouvelle de la relation entre le port et son territoire, à partir d'un ensemble de démarches innovantes à l'échelle métropolitaine.

Au-delà de ces objectifs de mise en visibilité, le processus devra permettre de sélectionner des solutions innovantes à même de répondre aux ambitions du Smart Port :

- Améliorer la performance du passage portuaire et plus largement de l'écosystème logistique et industriel lié au Port ;
- Créer de nouvelles sources de valeur dans les domaines connexes du numérique et plus largement au sein de l'écosystème du service aux entreprises ;
- Faciliter les relations et les interactions entre le Port et la Métropole ;
- Promouvoir la place portuaire et contribuer à la différenciation de Marseille Fos à l'échelle de la Méditerranée.

Pour accompagner la mise en œuvre du Smart Port Métropolitain, les partenaires de la démarche (la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence, le Grand Port Maritime de Marseille, l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations, le Conseil Régional PACA), ont lancé une mission d'accompagnement dont la maîtrise d'ouvrage a été confiée à la CCIMP.

Sur une période totale de 12 mois, cette mission est organisée de la façon suivante :

- Caractériser et hiérarchiser les axes prioritaires du Smart Port dans des domaines aussi variés que la performance des services portuaires, l'efficacité énergétique, la gestion prédictive et informative des flux passagers et fret, le système d'information du Port... ;
- Déterminer, pour chacun des axes retenus, les conditions de déploiement du Smart Port Métropolitain suivant trois formes particulières :
 - Des actions pilotes permettant de rendre immédiatement lisible et concret le projet ;
 - Des expérimentations et des démonstrations de nouveaux services dans une logique d'innovation ouverte reposant sur le lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt ;
 - Des actions de recherche et de formation dans une logique de «Brain Port Community» ;
- Lancer les appels à projets et AMI qui permettront de sélectionner et de mettre en œuvre les projets les plus pertinents.

Le budget global de la mission d'accompagnement portée par la CCIMP est de 175 000 euros.

Compte tenu des enjeux liés à cette action, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite s'associer à cette démarche dans le cadre d'un partenariat spécifique avec la CCIMP.

La répartition financière entre les différents partenaires institutionnels a été définie comme suit :

- L'Etat : 30 000 euros,
- Le Conseil Régional PACA : 30 000 euros.
- La Métropole : 30 000 euros,
- La CCIMP : 35 000 euros.
- Le GPMM : 20 000 euros,
- La Caisse des Dépôts et Consignations : 30 000 euros,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La convention cadre de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence votée le 9 février 2017 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir l'action portée par la CCIMP pour la mise en œuvre de la démarche de Smart Port Métropolitain inscrite au Pacte d'Innovation Etat-Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte du rapport relatif à la participation financière de la Métropole à la mission d'accompagnement portée par la CCIMP dans le cadre de la mise en œuvre du Smart Port Métropolitain et de l'approbation de la convention de partenariat y afférant.

Celle-ci est prise en charge à hauteur de 30 000 euros sur le Budget Principal Métropolitain 207 du Conseil de Territoire Marseille-Provence (CT1) sur la ligne 617 – Fonction 61 – Sous-politique B320.

DEEN 009-487/17/CT

■ Promotion économique des actions de la Métropole sur le site busiboost.fr- Approbation d'une convention

**Information du Conseil de Territoire
DPEATSV 17/15254/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Créée en mai 2009, à l'initiative de l'UPE13, des grandes branches professionnelles, de l'UPR Paca et de partenaires Fondateurs tels que la Fédération des Bâtiments et Travaux Publics (FBTP13),

l'Union des Industries Chimiques (UIC), la Fédération Régionale des Industries Agro-alimentaires (FRIAA PACCA), l'association Provence Meeting a pour objet de favoriser la mise en relation des managers locaux et le développement de leur réseau d'affaires. A cet effet, elle développe et anime le site « busiboost.fr » pour le compte des acteurs économiques locaux : associations d'entrepreneurs, pôles d'activités, syndicats professionnels et l'ensemble des entreprises en activité sur le territoire des Bouches-du-Rhône. Depuis deux ans ce réseau s'étend aux départements du Gard et des Pyrénées Orientales.

Pour ce qui concerne les Bouches-du-Rhône, le site Busiboost.fr regroupe les 85 000 sociétés du département et leurs managers dans son annuaire. Véritable plateforme de business et de réseau, le site délivre aussi une information ciblée sur les manifestations et rencontres annuelles locales. Premier agenda économique local avec plus de 2 000 événements économiques recensés chaque année, le site assure le rayonnement des différents organismes auprès des acteurs économiques du territoire et permet aux entreprises de se rencontrer en mutualisant leurs compétences. Ouvert à l'ensemble des managers du territoire, busiboost.fr compte plus de 2 000 vitrines de sociétés en activité et connaît une bonne dynamique du réseau qui se concrétise par une activité régulière et croissante. L'année dernière 450 000 pages ont été vues par les visiteurs du site. Une dynamique qui permet à chacun des membres de Busiboost de développer son réseau professionnel et de créer une vitrine commerciale afin d'accéder aux opportunités business en cours.

De plus, le site favorise le développement des relations d'affaires des entreprises et des institutions du département des Bouches-du-Rhône, notamment au travers d'une plateforme business.

Dotée d'une vitrine institutionnelle, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pu promouvoir depuis quatre années ses différentes opérations économiques et élargir son cœur de cible des chefs d'entreprise locaux qui représentent un tiers des membres de Busiboost. Avec plus de 3 500 pages vues, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est la page la plus visitée de toutes les institutions du département. Véritable outil de mise en relation avec l'ensemble des acteurs et décideurs économiques, Busiboost a contribué à valoriser l'ensemble des événements organisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence par la mise en ligne régulière des nombreuses actualités économiques qui renforcent l'attractivité du territoire.

En 2016, la page d'accueil a été vue 1 500 fois avec 1 360 vues uniques. Les actualités diffusées ont été vues 1 138 fois avec un temps moyen passé sur la page de 2 minutes et 30 secondes contre 51 secondes en moyenne pour les autres pages. Les événements auxquels la Métropole Aix-Marseille-Provence a participé et qui ont été mis en avant sur le site ont été vus

1 238 fois avec 1 102 visiteurs uniques. L'institution a été mise en avant pour sa participation aux divers événements qui font la dynamique économique de notre territoire. De la même manière, les 8 000 membres ont pu avoir connaissance des missions et du rôle prépondérant de la Métropole Aix-Marseille-Provence à travers les forums PMI France (mars 2016), MXL (mars 2016), Talents des cités Marseille (octobre 2016), le Salon des Entrepreneurs (octobre 2016), Marseille Nord ZFU/TE (novembre 2016), Vallée de l'Huveaune (novembre 2016), Centrale Marseille Entreprises (novembre 2016), les Nauticales (avril 2016) et le Salon de l'Immobilier d'entreprise SIMI (décembre 2016).

Consciente de la place importante qu'occupent les outils de communication numériques, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'associera de nouveau au site busiboost.fr pour favoriser le développement de ses relations avec les entreprises des Bouches-du-Rhône dans le cadre d'une subvention au titre de l'année 2017 à hauteur de 12 000 euros, à l'identique de l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité d'assurer le rayonnement de la Métropole auprès des acteurs économiques pour favoriser le développement économique du territoire ;
- L'importance des retombées du site Busiboost.fr pour valoriser les actions, les compétences et les initiatives économiques d'Aix-Marseille-Provence sur l'ensemble du territoire ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'attribution d'une subvention de 12 000 euros concernant la promotion économique des actions de la Métropole sur le site busiboost.fr et à l'approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Provence Meeting.

DEEN 010-488/17/CT

■ Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au réseau européen Eurocities

Information du Conseil de Territoire DES 17/15165/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Fondée en 1986, basée à Bruxelles, Eurocities est le réseau des grandes villes européennes (d'au moins 250 000 habitants) réunissant plus de 130 villes membres et 40 villes partenaires. Ses membres représentent 25 % de la population de l'UE.

Le réseau a pour objectif de :

- porter la voix de ses membres dans les débats sur les politiques européennes ;
- réfléchir aux défis auxquels seront confrontées les villes européennes ;
- être une plateforme d'échanges de connaissances et d'idées ;
- favoriser le développement de projets communs, notamment avec des financements européens

Ses orientations sont fixées par un Comité Exécutif composé de 12 villes membres (Nantes (Présidence), Gand, Leipzig, Birmingham, Barcelone, Bratislava, Milan, Rotterdam, Turin, Stockholm, Vienne, Varsovie) et mises en oeuvre par un Secrétaire général (Mme Anna-Lisa BONI) et une équipe d'une quarantaine de personnes.

Cette approche multisectorielle permet d'avoir un regard croisé sur les différents enjeux du développement urbain et une vision globale de l'impact des politiques européennes sur les politiques locales. Dans un contexte européen de concurrence territoriale, Eurocities permet de développer des relations de confiance et de coopération entre villes et de renforcer des relations gagnant-gagnant en favorisant, par exemple, les complémentarités plutôt que la compétition.

Les échanges et le travail collaboratif entre membres d'Eurocities s'effectuent principalement dans le cadre de six forums thématiques (Culture, environnement, social, développement économique, société de la connaissance et mobilité) et d'environ 40 groupes de

travail, parmi lesquels figure notamment le groupe « Aires métropolitaines » dans lequel pourrait opportunément s'inscrire la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'adhésion à Eurocities semble cohérente avec les grands objectifs de la politique européenne métropolitaine :

- Augmenter la contribution des programmes européens au financement des opérations métropolitaines et à leur qualité ;
- Accroître le rayonnement de la Métropole au niveau européen et son influence auprès des institutions européennes.

Eurocities met ainsi à disposition de ces adhérents des outils qui semblent très adaptés :

- Un réseau de métropoles européennes ; ainsi Eurocities est le grand réseau des métropoles européennes ;
- Des lieux et moments d'échanges d'expérience pour élus et techniciens avec les forums thématiques ;
- Un accès privilégié à d'autres réseaux thématiques tels que le Pacte des Maires, Green Digital Charter, Civitas...
- Un accès privilégié à l'information concernant les programmes européens et leurs appels à projets grâce à un réseau au sein des institutions européennes, des notes et des lettres d'information régulières mais aussi des événements du type *brokerage event* dédiés à des appels Horizon 2020, MIE, LIFE

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- L'importance des réseaux européens de collectivités pour le développement et le rayonnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La cohérence des activités et services proposés par le réseau Eurocities avec les objectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de mobilisation des programmes européens.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport « Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au réseau européen Eurocities ».

DEEN 011-489/17/CT

■ Participation de la Métropole d'Aix- Marseille-Provence au programme Actions Innovatrices Urbaines

**Information du Conseil de Territoire
DGDE 17/15315/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Le programme Actions Innovatrices Urbaines est une initiative de la Commission Européenne (et plus précisément de la Direction Générale de la Politique Régionale et Urbaine – DG REGIO). Il s'agit d'un fonds Feder (article 8) d'un montant total de 372 millions d'euro pour la période 2014-2020.

La gestion quotidienne de ce programme européen a été déléguée par la Commission Européenne à la Région Hauts de France.

Le programme AIU vise à financer des actions répondant à 5 critères d'éligibilité :

- Innovants : mis en place à titre expérimental, jamais mis en œuvre auparavant en Europe,
- De bonne qualité : ambitions réalistes, activités cohérentes, gestion efficace pour en assurer la réussite,
- Participatifs : impliquant les acteurs clés qui apporteront expertise et connaissance,
- Mesurable : permettant de définir des résultats clairs, mesurables et quantifiables,
- Transférable : enseignement et expérience à partager avec un public plus large de décideurs politiques et de professionnels.

L'objectif principal d'AIU est de fournir aux aires urbaines à travers l'Europe les ressources pour expérimenter des solutions innovantes face à leurs principaux défis urbains, et d'apprécier la façon dont ces solutions fonctionnent en pratique et répondent à la complexité de la vie réelle. Sur 3 ans de mise en œuvre, une année entière est dédiée au transfert des connaissances.

Les sujets que les autorités urbaines peuvent aborder dans le cadre de l'initiative Action Innovatrices Urbaines portent sur les 12 thématiques, identifiés dans le cadre de l'agenda urbain européen :

- Intégration des migrants et des réfugiés
- Transition énergétique
- Emploi et compétences dans l'économie locale
- Pauvreté urbaine
- Qualité de l'air
- Economie circulaire
- Adaptation au changement climatique
- Transition digitale
- Logement
- Marchés publics innovants et responsables
- Gestion durable des ressources naturelles
- Mobilité urbaine

Ce programme a l'ambition de constituer un laboratoire et un réseau d'excellence de l'innovation urbaine. Il permet d'offrir :

- Des co-financements importants (5 millions) à un taux de 80% par rapport aux appels Feder classique ;

- Un positionnement sur des thématiques pertinentes pour la Métropole : transition digitale, mobilité, gestion durable des ressources naturelles
- Une mise en visibilité à l'échelle de l'Union Européenne pour des actions innovantes, exemplaires et répliquables.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'article 8 du Règlement (UE) n° 1301/2013 relatif au Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) ;
- La délibération N° TRA 001-1376/16/CM – d'approbation de l'agenda de la mobilité métropolitaine du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 ;
- Le cahier des charges de l'appel à projet publié le 16 décembre 2016 par le programme Actions Innovatrices Urbaines.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les axes prioritaires du programme Actions Innovatrices Urbaines 2014-2020 représentent un enjeu essentiel pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, notamment en matière de mobilité urbaine durable ;
- La volonté affichée par la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire preuve d'audace et de créativité et de trouver des solutions aux défis complexes du territoire qui vont au-delà des politiques et services traditionnels ;
- Le programme Actions Innovatrices Urbaines offre aux collectivités urbaines de l'Union Européenne un cadre pour expérimenter pour tester des idées nouvelles, incertaines et donc risquées. Dans cette perspective, le programme met à disposition des cofinancements importants (jusqu'à 5 millions d'euros) à un taux de 80%.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport approuvant la faculté pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre aux appels à projets du programme européen Actions Innovatrices Urbaines pendant toute la période de programmation 2014-2020.

DEEN 012-490/17/CT

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association Provence Promotion - Paiement de la cotisation 2017

Information du Conseil de Territoire DGDE 17/15288/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Provence Promotion, Comité d'Expansion Economique des Bouches-du-Rhône, association régie par la loi du 1er juillet 1901, a été créé à l'initiative du Conseil Départemental des Bouches du Rhône et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence (CCIMP).

Ses missions principales sont :

- Aider à faire connaître, en France et à l'étranger, les atouts de la métropole Aix-Marseille Provence et du département des Bouches-du-Rhône dans les domaines de l'économie, de la recherche et de l'enseignement supérieur, des salons et congrès, du tourisme, de la production agricole, de la culture et du sport.
- Prospecter de nouveaux investisseurs et entreprises afin de favoriser leur implantation sur le territoire.

Le Conseil d'Administration de l'association, réuni le 30 mars 2016, a entériné la substitution de la Métropole aux anciens EPCI fusionnés et lui a permis de devenir adhérente au sein du collège 2 (collège des Institutions Territoriales).

Néanmoins, l'adoption de la Loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) et l'évolution des compétences du Conseil Départemental en matière économique nécessitent de modifier la gouvernance de l'association. Il est en effet prévu une modification des statuts de l'association en vue d'intégrer la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du collège 1 (en lieu et place du Conseil Départemental), au côté de la CCIMP.

Un nouveau barème de cotisations est en vigueur pour l'année 2017 portant la cotisation des membres adhérents du collège 1, de 100 000 euros en 2016 à 150 000 euros en 2017.

Il est donc proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2017 et d'approuver le versement de la cotisation d'un montant de 150 000 euros.

Le versement de la cotisation 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est conditionné par l'approbation de la modification des statuts de l'association Provence Promotion en Assemblée Générale Extraordinaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de l'association Provence Promotion pour la promotion des activités économiques du territoire de la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif au renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Provence Promotion ainsi que du paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 150 000 euros.

DEEN 013-491/17/CT

■ Approbation d'une subvention à l'association Provence Promotion pour l'exercice 2017 - Approbation de la convention d'objectifs

Information du Conseil de Territoire DGDE 17/15289/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Provence Promotion, Comité d'Expansion Economique des Bouches-du-Rhône, association régie par la loi du 1er juillet 1901, a été créée à l'initiative du Conseil Départemental des Bouches du Rhône et de la

Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence (CCIMP), lesquels ont participé respectivement pour l'exercice budgétaire 2016 à hauteur de 1 327 530 euros.

Ses missions principales sont :

- Aider à faire connaître, en France et à l'étranger, les atouts de la métropole Aix-Marseille-Provence et du département des Bouches-du-Rhône dans les domaines de l'économie, de la recherche et de l'enseignement supérieur, des salons et congrès, du tourisme, de la production agricole, de la culture et du sport.
- Prospecter de nouveaux investisseurs et entreprises afin de favoriser leur implantation sur le territoire.

Les résultats provisoires de l'activité de l'association pour l'année 2016 indiquent l'implantation de 61 entreprises pour une création de 1237 emplois plus 112 emplois sauvegardés. Les implantations sont à 50% issues d'entreprises étrangères, en tête les USA (16%), l'Allemagne (11%) et le Benelux (8%).

Les principales filières concernées en termes d'emplois sont le numérique (39%), l'aéronautique / naval (18%), la logistique / tertiaire supérieur (17%) et santé / bien être (14%).

Depuis le Conseil d'Administration de l'association du 30 mars 2016, la Métropole s'est substituée aux anciens EPCI fusionnés et lui a permis de devenir adhérente au sein du collège 2 (collège des Institutions Territoriales).

Or, l'adoption de la Loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République) et l'évolution des compétences du Conseil Départemental en matière économique nécessitent de modifier la gouvernance de l'association. Il est en effet prévu une modification des statuts de l'association en vue d'intégrer la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place du Conseil Départemental, au côté de la CCIMP dont le poids dans la structure reste inchangé, le Conseil Départemental devenant simple adhérent.

La Présidence de l'association continuera et pour des périodes de 3 ans à échoir successivement aux 2 membres du collège 1, CCIMP et Métropole.

Provence Promotion deviendra ainsi l'agence métropolitaine de promotion, de prospection et d'implantation et c'est à ce titre que les missions de l'agence sont mises en œuvre conformément aux orientations stratégiques et axes d'intervention décidés par le Conseil d'Administration.

En cohérence avec la stratégie définie par l'agenda de développement économique de la métropole, Provence Promotion propose un plan d'actions et un budget lui permettant d'atteindre des objectifs mesurables en

matière de création d'emplois et d'attraction de nouvelles activités économiques.

Pour 2017 et afin de contribuer pleinement à l'ambition des financeurs de créer à terme 60 000 emplois dans la métropole, l'objectif annuel assigné à l'agence est de 60 nouvelles implantations et de 1200 emplois créés à 3 ans.

L'Association, s'engage à :

- Assurer la promotion du territoire métropolitain auprès des investisseurs extérieurs en France et à l'étranger.
- Définir et mettre en œuvre une stratégie destinée à attirer ces investisseurs sur le territoire en cohérence avec les filières prioritaires du territoire : Aéronautique, Santé, Numérique/Industries créatives, Maritime/logistique, Energie/Eco-industries et tourisme, et des projets structurants nécessitant une action de prospection spécifique (Henri Fabre, ITER, etc...)
- Développer par tous les moyens l'implantation d'entreprises extérieures au territoire métropolitain, ou d'autres entités ayant un impact économique, dont l'activité est susceptible de créer des emplois durables de manière directe ou indirecte sur le territoire et gérer les projets correspondants.
- Participer à l'harmonisation des efforts des différents partenaires économiques en matière de promotion économique du territoire.
- Mettre en œuvre d'autres initiatives complémentaires de celle de la Métropole ou coordonnées à celles-ci en faveurs d'entreprises déjà présentes sur le territoire de manière à contribuer à l'attractivité globale du territoire.

Par ailleurs, Provence Promotion apportera sa contribution :

- Au développement d'outils de marketing territorial et d'argumentaires associés permettant de valoriser et de différencier l'offre métropolitaine.
- A la conception d'offres spécifiques packagées («Accueil VIP»)
- A l'organisation de rendez-vous avec les sièges des groupes internationaux basés sur le territoire métropolitain.
- Au support et prospection spécifique sur salons pilotés par la métropole (SIMI, MIPIM)
- A l'animation de réseaux prescripteurs et partenaires

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'association pour l'octroi d'une subvention pour l'exercice 2017.

Elle entend y répondre favorablement en proposant au Bureau de la Métropole d'approuver, pour 2017, une subvention à l'association Provence Promotion d'un montant de 1 350 000 euros.

Conformément au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire ;
- le solde (soit 20%) sera versé sur production des comptes annuels de l'organisme

Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir les actions de promotion du développement économique sur le territoire de la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'attribution d'une subvention de 1 350 000 euros à l'association Provence Promotion et de l'approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Provence Promotion.

DEEN 014-492/17/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Initiative Marseille Provence et approbation d'une convention DPEATSV 17/15262/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Présentation

Le Centre de Promotion de l'Emploi par la Microentreprise – CPEM, créé en novembre 1994, a été rebaptisé Marseille Métropole Initiative (depuis fin avril 2011). Depuis 1994, l'association est affiliée au réseau national France Initiative. Depuis fin décembre 2012, l'association Marseille Métropole Initiative est devenue Initiative Marseille Métropole. Ce changement s'inscrit dans la démarche de la fédération nationale qui a changé de marque le 1^{er} octobre 2012. Initiative France a succédé à France Initiative avec pour objectif de décliner ce nom au niveau des territoires et des 240 plateformes existantes.

Initiative Marseille Métropole est l'une des 240 plateformes qui constituent Initiative France, premier réseau national associatif d'appui et de financement des créateurs d'entreprises.

Trois types d'aide y sont proposés gratuitement aux porteurs de projet :

- Une assistance au montage du projet,
- Un soutien financier (prêt d'honneur à taux zéro, sans garantie, la recherche de financements et de garanties bancaires),
- Un suivi-accompagnement post-crédation, notamment par une action de tutorat.

L'objectif constant d'Initiative Marseille Métropole est d'améliorer la pérennité des entreprises financées, tout en apportant à ses équipes permanentes et bénévoles les moyens tant logistiques que matériels, de mener à bien leurs missions.

Ainsi les missions d'Initiative Marseille Provence portent sur l'accompagnement des porteurs de projets mais également sur la gestion des prêts d'honneur.

Bilan des actions N-1

En 2016, Initiative Marseille Métropole a accueilli 794 porteurs personnes, a réalisé 387 dossiers, instruit 225 dossiers dont 201 qu'elle a présenté en comité et en a financé 165 (contre 208 en 2015).

Leur action a engendré la création ou le maintien de 372 emplois sur le territoire (contre 465 en 2015) .

L'association a également octroyé 190 prêts d'honneur dont 177 pour la création reprise et 13 pour la croissance représentant au total un montant de 1 218 000 euros (contre 224 prêts accordés en 2015 pour un montant total de 1 439 500 euros).

Outre les prêts d'honneur, Initiative Marseille Métropole a mobilisé 8 557 646 euros de prêts bancaire sur l'année 2016 (contre 10 563 392 euros)

Au-delà du soutien financier, Initiative Marseille Métropole accompagne les chefs d'entreprise dans le développement de leur activité. Ainsi, en 2016, près de 400 créateurs ont été suivis et/ou parrainés et 386 ont assisté aux soirées thématiques, rencontres business, ou formations.

On constate une baisse d'activité entre 2015 et 2016 liée à des événements tels que :

- Le départ d'un chargé d'affaires en cours d'année
- Des problèmes conjoncturels de financement impactant sur l'activité de l'association et engendrant une baisse des dossiers instruits

Programme Prévisionnel des actions

Pour 2017, l'association Initiative Marseille Métropole se fixe comme objectif de soutenir financièrement 210 entreprises (soit 45 entreprises de plus qu'en 2016) dont 155 pour des projets de création et 55 pour des projets de reprises. Ce qui représente un montant de prêt d'honneur d'environ 1 285 000 euros.

Par ailleurs, Initiative Marseille Métropole souhaite conforter sa présence sur le territoire en assurant une présence hebdomadaire via la tenue de permanences.

Enfin, le suivi post création va être renforcé afin d'encourager la pérennité des entreprises soutenues et d'améliorer la durée de vie des TPE. Ainsi les RDV de suivi post création seront désormais hebdomadaires.

Budget prévisionnel

Charges	
Achat	14 200,00 €
Services extérieurs	28 385,00 €
Autres services extérieurs	69 400,00 €
Charges de personnel	437 898,00 €
Autres charges de gestion courante	10000€
Emplois des contributions volontaires en nature	88 630,00 €
Total des charges	648 513,00 €
Produits	
vente de produits finis	9 235,00 €
subventions d'exploitation	550 648,00 €
<i>subventions publiques</i>	410 470,00 €
<i>MAMP</i>	<i>30 000,00 €</i>
<i>Région</i>	<i>52 000,00 €</i>
<i>Ville de Marseille (fonctionnement)</i>	<i>216 000,00 €</i>
<i>Ville de Marseille (financement de poste)</i>	<i>112 470,00 €</i>
<i>autres établissements publics</i>	89 178,00 €
<i>aides privées</i>	51 000,00 €
Contributions volontaires en nature	88 630,00 €
total des produits prévisionnels	648 513,00 €

Au vue du budget prévisionnel, le poids de la masse salariale représente 67,52% du montant total des dépenses.

Les subventions publiques s'élèvent à 410 470 euros et représentent 63% du total des recettes de l'association. La subvention demandée à la Métropole est de 30 000 euros soit 4,62% du total des recettes.

Il est demandé pour 2017 au Conseil de Territoire de Marseille Provence une subvention de 30 000 euros.

En 2016, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a subventionné l'association à hauteur de 20 000 euros.

En 2017, il est proposé de subventionner l'association à hauteur de 20 000 euros (soit un montant identique à l'année précédente).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 euros pour 2017 à l'association Initiative Marseille Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association Initiative Marseille Métropole.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à signer ladite convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2017 sur les lignes budgétaires du budget de la Métropole présentant les disponibilités nécessaires – Chapitre 65 – Article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

Commission "Voirie"

VOI 001-493/17/CT

■ Approbation de la revalorisation de l'affectation de l'opération Anse des Catalans Marseille 7ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 17/15188/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

La Commune de Marseille est concessionnaire de la plage des Catalans, y compris les alvéoles bordant la plage des Catalans situées sous les trottoirs de la rue des Catalans (à ce titre, elle conserve un droit d'usage des alvéoles). Cette portion de la corniche est assujettie

aux embruns marins qui provoquent la corrosion des poutres métalliques vétustes soutenant la dalle supérieure servant également de trottoir

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure la gestion de la rue des Catalans et les murs soutenant la voie et les plafonds constituant les soubassements du trottoir font l'objet d'une affectation supplémentaire à la Métropole au titre de sa compétence "voirie".

La portion du domaine public maritime concernée par la superposition d'affectation est composée de 20 alvéoles d'une longueur de 5 m, et d'une profondeur de 5 m chacune.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, bénéficiaire de cette superposition d'affectations, assure la remise en état et l'entretien de ces éléments qui constituent le trottoir.

Les ouvrages concernés continuent d'appartenir au domaine public maritime, concédés à la Commune de Marseille, dont l'Etat demeure propriétaire.

Lors de phases précédentes, 14 alvéoles ont été réhabilitées sur les 20 existantes. Depuis, l'Etat a procédé à la démolition des restaurants construits sur le domaine public maritime attenant aux dernières alvéoles.

La Métropole Aix-Marseille-Provence va pouvoir effectuer la réhabilitation des dalles des 6 dernières alvéoles suite à cette démolition.

L'augmentation de l'opération a été nécessitée par la découverte lors des trois premières phases de :

- désordres plus importants qu'initialement constatés,
- fondations des murs porteurs existants incapables de supporter des charges supplémentaires : des micro-pieux ont dû être réalisés dans la partie Sud des bords des Catalans,
- l'interaction des structures des alvéoles suite aux démolitions des restaurants intervenues en 2016 : ces interactions nécessitent à présent, d'intervenir au-delà de la zone initialement prévue.

Le montant total des travaux qu'il reste à réaliser est estimé à 350 000 euros TTC. Il est donc nécessaire de réviser l'affectation de l'opération d'investissement de 350 000 euros TTC portant le montant de l'opération de 1 000 000 euros TTC à 1 350 000 euros TTC comme acté dans le cadre du vote du budget primitif 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 4/217/CC du 30 mars 2006 approuvant la création d'une autorisation de programme pour le renforcement des viaducs précontraints de la corniche ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réparation et à la réhabilitation des alvéoles bordant la plage des Catalans situées sous les trottoirs de la rue des Catalans à Marseille (7^{ème} arrondissement) et de réviser l'affectation de l'opération d'investissement ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 002-494/17/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Mesdames Chambon et Gallorini nécessaire à la création d'une voie - Projet de création de voie de liaison boulevard Bara / avenue Paul Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 17/15216/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Mesdames Chambon et Gallorini nécessaire à la création d'une voie – Projet de création de voie de liaison boulevard Bara / avenue Paul Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du projet de création d'une voirie de liaison en site urbain reliant deux avenues fréquentées, le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération du 2 octobre 2009 a approuvé l'acquisition par voie d'expropriation des parcelles nécessaires à cette opération afin de réaliser des travaux qui ont pour objectif de limiter le transit de véhicules et notamment celui des poids lourds dans le centre de Château-Gombert à Marseille 13^{ème} arrondissement et au niveau des Héros.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition onéreuse par la Métropole Aix-Marseille-Provence

auprès de Mesdames Eliane Chambon née Barbaroux et Josette Gallorini épouse Barbaroux d'une emprise foncière de 613 m² cadastrée 879 A 0513 issue d'une parcelle anciennement cadastrée 879 A 0190 située boulevard Bara à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Après notification du mémoire avec fixation du prix, Mesdames Eliane Chambon née Barbaroux et Josette Gallorini épouse Barbaroux ont accepté la proposition d'indemnité d'un montant de 215 000 euros ainsi qu'une indemnité de remploi d'un montant de 22 500 euros.

C'est pourquoi, cette transaction s'effectue moyennant la somme de 237 500 euros (deux cent trente sept mille cinq cents euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole a pour objet d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Mesdames Chambon née Barbaroux et Gallorini épouse Barbaroux nécessaire à la création d'une voie – Projet de création de voie de liaison boulevard Bara / avenue Paul Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Mesdames Chambon née Barbaroux et Gallorini épouse Barbaroux nécessaire à la création d'une voie – Projet de création de voie de liaison boulevard Bara / avenue Paul Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Mesdames Chambon et Gallorini nécessaire à la création d'une voie – Projet de création de voie de liaison boulevard Bara / avenue Paul Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 003-495/17/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à la Société Foncière Jonsen nécessaire à l'élargissement du chemin de Rousset à Marseille 13^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15219/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à

compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à la Société Foncière Jonsen nécessaire à l'élargissement du chemin de Rousset à Marseille 13^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Société Foncière Jonsen, propriétaire d'un terrain sis à Marseille (13013), chemin de Rousset, a sollicité et obtenu un permis d'aménager délivré par la ville de Marseille le 28 septembre 2011.

Aux termes de ce permis et compte tenu de la nécessité de réaliser l'élargissement du chemin de Rousset, il a été exigé la cession au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une bande de terrain d'une superficie d'environ 246 m² représentant une valeur de 12 000 euros, tel que délimité sur le plan annexé. La superficie s'étant par la suite avérée plus restreinte, le prix a été ajusté en conséquence.

En conséquence, les parties ont convenu de régulariser un protocole entérinant les accords.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à la Société Publique Locale, la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'une Convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine ;
- La lettre saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à la Société Foncière Jonsen, nécessaire à l'élargissement du chemin de Rousset à Marseille 13^{ème} arrondissement – Projet d'élargissement ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à la Société Foncière Jonsen, nécessaire à l'élargissement du chemin de Rousset à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à la Société Foncière Jonsen, nécessaire à l'élargissement du chemin de Rousset à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 004-496/17/CT

■ Acquisition à titre gratuit de deux emprises foncières appartenant à la Ville de Marseille, nécessaire à l'aménagement de voirie en vue du projet de réorganisation des services de la Direction de la Propreté Urbaine à Marseille 13ème arrondissement 14/16 rue de Roubaix

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15223/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre gratuit de deux emprises foncières appartenant à la Ville de Marseille, nécessaire à l'aménagement de voirie en vue du projet de réorganisation des services de la Direction de la Propreté Urbaine à Marseille 13^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités territoriales, notamment en matière de création et d'aménagement de voirie.

La Ville de Marseille est propriétaire de deux parcelles de terrain, cadastrées quartier Malpassé Section I n°

34 et n° 35, sises ruisseau le Jarret 13^{ème} arrondissement.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir les parcelles ci-dessus énoncées en vue d'un projet d'aménagement de voirie ainsi que la réalisation d'un parking de 12 places nécessaire aux services de la Propreté Urbaine occupant le bâtiment mitoyen.

France Domaine, par avis n° 2016-213V1996 du 13 octobre 2016, a évalué la valeur vénale de ces emprises à 41 000 euros (quarante et un mille euros).

Cependant les parcelles ayant été acquises par la Ville de Marseille en vue de la réalisation de divers aménagements de voirie, compétence à ce jour transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence, la présente cession est consentie à titre gratuit.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V1996 du 13 octobre 2016 ;
- La lettre de saisine du président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de la Ville de Marseille de deux emprises foncières de terrain situées 14/16 rue de Roubaix d'une superficie totale de 1 166 m² cadastrées 881 I 0035 et 881 I 0034 nécessaire au projet d'aménagement de voirie, permettra la réorganisation des Services de la Direction de la Propreté Urbaine à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Acquisition à titre gratuit de deux emprises foncières appartenant à la Ville de Marseille, nécessaire à l'aménagement de voirie – Projet de réorganisation des services de la Direction de la Propreté Urbaine à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 005-497/17/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique de quatre bandes de terrain appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaire à l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15238/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique de quatre bandes de terrain appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaire à l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès à Gignac-la-Nerthe, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de plusieurs bandes de terrain, propriétés de la commune de Gignac-la-Nerthe désignées ci-après :

une bande de 20 m² environ à détacher de la parcelle BC n° 1,
une bande de 430 m² environ à détacher de la parcelle BC n° 1,
une bande de 102 m² environ à détacher de la parcelle BC n° 24,
une bande de 100 m² environ à détacher de la parcelle BC n° 25.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Gignac-la-Nerthe accepte de céder à l'euro symbolique ces bandes de terrain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-0343V0936 du 17 juin 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique de quatre bandes de terrain appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaire à l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique de quatre bandes de terrain appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaire à l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Acquisition à l'euro symbolique de quatre bandes de terrain appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaire à l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 006-498/17/CT

■ Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur et Madame Lomini nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15241/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de

Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur et Madame Lomini nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'élargissement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 70 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n° 419, propriété de Monsieur et Madame Lomini.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Monsieur et Madame Lomini acceptent de céder la bande de terrain moyennant la somme de 2 240 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine n° 2015-043V0763 du 23 mars 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur et Madame Lomini nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue du Bosquet sur la commune de Gignac-la-Nerthe seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec Monsieur et Madame Lomini afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur de projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur et Madame Lomini nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 007-499/17/CT

■ Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain à Marignane appartenant à Monsieur et Madame Pinton nécessaire à l'aménagement du chemin des Granettes

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15242/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain à Marignane appartenant à Monsieur et Madame Pinton nécessaire à l'aménagement du chemin des Granettes » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Monsieur et Madame Pinton ont demandé l'intégration de deux emprises de terrains de 54 m² et 179 m² à détacher respectivement des parcelles cadastrées sous les numéros BI 331 et 366 situées chemin des Granettes à Marignane, dans le domaine public.

Ces emprises de terrain sont réservées au plan local d'urbanisme de Marignane.

En conséquence, Monsieur et Madame Pinton et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont convenu de régulariser un protocole entérinant cet accord moyennant une indemnité de 8 155 euros.

Par délibération n° VOI 011-910/16/CM du 19 septembre 2016 a été approuvée la cession des parcelles de terrain appartenant à Monsieur et Madame Pinton.

Cependant, suite à une erreur concernant la mention du prix dans la délibération, il convient d'approuver à nouveau, cette cession au prix convenu dans le protocole foncier, pour un montant de 8 155 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain à Marignane appartenant à Monsieur et Madame Pinton nécessaire à l'aménagement du chemin des Granettes ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain à Marignane appartenant à Monsieur et Madame Pinton nécessaire à l'aménagement du chemin des Granettes ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 008-500/17/CT

■ Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'aménagement de l'avenue du 8 mai 1945 de l'avenue du Vallon Dol à la rue de l'Etoile et du parking de la rue de l'Etoile

**Avis du Conseil de Territoire
DAEP 17/15204/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Commune de Septèmes-les-Vallons et la Métropole ont engagé un projet visant à aménager l'avenue du 8 mai 1945, artère centrale, ainsi que le parking de la rue de l'Etoile.

Les aménagements sur l'avenue du 8 mai 1945 ont été scindés en 3 tranches dont les deux premières ont été finalisées en 2013. La dernière tranche, objet de la présente convention, s'étend de la rue de l'Etoile à l'avenue du Vallon Dol. Le parking situé au carrefour de la rue de l'Etoile est également intégré à l'aménagement de la voie.

Les travaux visent principalement à mettre en valeur l'entrée de ville, à organiser et augmenter l'offre en stationnement ainsi qu'à améliorer la sécurité des usagers. Par ailleurs, la Métropole étant déjà intervenue au second semestre 2016 sur l'avenue afin de remettre à neuf la couverture du ruisseau de la Caravelle, situé sous les stationnements et trottoirs

ouest existants, les travaux de réfection de voirie et de réorganisation de l'espace s'avèrent donc primordiaux.

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs de la Métropole, et de la Commune de Septèmes-les-Vallons, visant à requalifier l'avenue du 8 mai 1945 et le parking de la rue de l'Etoile, la Métropole et la Commune ont adopté des règles de cofinancement des travaux.

La présente convention, prise dans le cadre de l'aménagement de l'avenue du 8 mai 1945 et du parking de la rue de l'Etoile, a donc pour objet de confier à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la maîtrise d'ouvrage des travaux de compétence communale.

Elle a également pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par la Commune qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence sera alors seule compétente pour la passation, l'attribution et l'exécution des marchés, la réalisation des études et des travaux.

La prise en charge par la Commune sera mobilisée par voie de remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de l'avenue du 8 mai 1945 et du parking de la rue de l'Etoile, sur la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Qu'il y a un avantage financier et technique à ce que les travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport « Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'aménagement de l'avenue du 8 mai 1945 (de l'avenue du Vallon Dol à la rue de l'Etoile) et du parking de la rue de l'Etoile ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 009-501/17/CT

■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la commune de La Ciotat pour le Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille/Maurelle/Matagots

Avis du Conseil de Territoire DAEP 17/15214/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La ville de La Ciotat a délégué à la Métropole Aix-Marseille Provence, par convention temporaire, la mise en œuvre de certains aménagements relevant de ses compétences en lien immédiat avec les travaux de voirie du Projet de Renouvellement Urbain (PRU).

Cette convention n°11/1229 a fait l'objet d'un premier avenant n°16/0535 actant la prise en charge financière par la Métropole des travaux de pluvial suite au transfert de compétences.

Après finalisation des études de conception et notification des différents marchés de travaux, il est nécessaire d'intégrer des modifications de programme et l'ajustement des coûts d'opération. Ainsi, un second avenant permettra la prise en compte des éléments suivants :

- d'une part, l'extension du périmètre de l'opération sur la partie nord de l'avenue Roumanille entre les carrefours avec l'avenue Ritt et le boulevard de la Gare, nécessitant la réalisation de travaux complémentaires de compétence communale (espaces verts, éclairage public, génie civil de la vidéo protection).

- d'autre part, la modification du programme des travaux à la demande de la Commune sur l'ancien périmètre pour :

- l'intégration du génie civil nécessaire à la mise en place de la vidéo protection ;
- l'enfouissement des réseaux secs ;
- l'intégration des travaux de desserte en voirie et réseaux au sud de la place Centrale en substitution des travaux de création d'une liaison piétonne entre le Diocèse et la résidence de l'Association Foncière Logement ;
- la création d'un espace vert supplémentaire sur la partie nord de l'avenue Ritt.

Ces évolutions de programme portant sur des compétences communales, les parties ont donc, d'un commun accord, arrêté les stipulations qui constituent l'avenant n° 2 à la convention n°11/1229.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité

de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 016-1647/09/CC du 9 novembre 2009 portant sur l'affectation d'une autorisation de programme pour le PRU de La Ciotat ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° RNOV 005-1710/09/CC du 18 décembre 2009 portant sur l'approbation de la convention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine d'une autorisation de programme à l'opération ANRU de La Ciotat ;
- La délibération du Bureau de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 005-314/11/BC du 8 juillet 2011 portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la ville de La Ciotat et la Communauté Urbaine dans le cadre du PRU du quartier de l'Abeille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° VOI 006-793/16/BM du 19 septembre 2016 portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à convention n°11/1229 de maîtrise d'ouvrage unique avec la ville de La Ciotat pour le Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille/Maurelle/Matagots.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de mettre en oeuvre le Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille/Maurelle/Matagots à La Ciotat ;
- Qu'il est avantageux que ces travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique ;
- Que des modifications intervenues dans le programme nécessitent d'approuver un avenant n° 2 à la convention n° 11/1229.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport « approbation de l'avenant n°2 à la convention n°11/1229 de transfert temporaire de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la commune

de La Ciotat pour le Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille/Maurelle / Matagots ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 010-502/17/CT

■ Requalification de la rue Paradis à Marseille, entre la place Estrangin et la Canebière 1er et 6ème arrondissements - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et la Ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15217/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole ci-après :

Par délibération en date du 21 décembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé les caractéristiques d'aménagement de la rue Paradis, dans la section comprise entre la Canebière et la place Estrangin.

En effet, l'hypercentre de Marseille fait l'objet depuis quelques années de travaux de rénovation des axes et espaces majeurs compte tenu de l'enjeu économique lié au fort développement touristique de la ville initié avec «Marseille Provence 2013 Capitale Européenne de la Culture».

Ainsi le Vieux Port a fait l'objet d'une première phase d'aménagement et une deuxième phase est en cours de livraison, la rue Saint Ferréol a fait l'objet d'une opération de réfection des surfaces pavées en 2014 et la rue de Rome a été complètement réaménagée avec la mise en service de la ligne 3 du tramway. Les rues Davso et Sainte ont également fait l'objet de travaux de requalification.

La requalification de la section de la rue Paradis comprise entre la Canebière et la place Estrangin s'inscrit dans la continuité de ces aménagements afin d'améliorer la qualité de cet espace public fortement fréquenté.

Il est notamment prévu d'aménager des aires de stationnement mutualisées entre les livraisons, les clients des commerces et les riverains afin d'organiser les usages. Ces aires seront gérées par la ville de

Marseille via un système dit de « stationnement intelligent ».

Le projet comprend également le renforcement du dispositif de vidéo-protection/vidéo-verbalisation et la reprise de l'éclairage public, la création d'attentes pour des équipements multimédia gérés par la ville de Marseille, ainsi que le remplacement des bouches incendie implantées sur la section réaménagée.

Pour des raisons d'efficacité technique et financière, la ville de Marseille et la Métropole ont affirmé leur position favorable à la mise en place d'une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité.

Ainsi il est proposé que la Métropole réalise pour le compte de la ville de Marseille les équipements qui relèvent d'une compétence communale et qui ont été listés précédemment : dispositif de stationnement intelligent, génie civil pour la vidéo-protection/vidéo-verbalisation, l'éclairage public et les équipements multimédia et bouches incendie.

La participation financière prévisionnelle de la ville de Marseille a été fixée à 142 441,02 euros TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la ville de Marseille et la Métropole afin de fixer les modalités de réalisation des travaux relatifs à la requalification de la rue Paradis entre la place Estrangin et la Canebière ainsi que de leur remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VOI 010-1677/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant les caractéristiques d'aménagement de la partie basse de la rue Paradis ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient pour des raisons d'efficacité technique et financière que la Métropole réalise pour le compte de la ville de Marseille des travaux de compétence communale dans le cadre de la requalification de la rue Paradis la place Estrangin et la Canebière ;
- Qu'il convient que la ville de Marseille rembourse financièrement la Métropole pour ces prestations ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 011-503/17/CT

■ Déclassement du domaine public routier métropolitain d'emprises issues de la place Jules Guesde et du haut de la rue de Turenne à Marseille - 3ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DAEP 17/15107/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de requalifier l'entrée Nord de la Ville de Marseille, le Préfet des Bouches-du-Rhône a approuvé par arrêtés préfectoraux du 31 décembre 1997 et du 4 août 2000, la création de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Charles/Porte d'Aix, d'une superficie de 15 hectares.

Dans le cadre des aménagements prévus dans la ZAC, l'Etablissement Public Euroméditerranée (EPAEM) avait demandé à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole la cession d'une emprise de la place Jules Guesde et de la rue de Turenne destinée à la construction d'un Institut Méditerranéen pour la Ville et les Territoires (IMVT), inscrit dans le Contrat de Plan État-Région 2015-2020. Cet institut a été ciblé par la Ville de Marseille comme faisant partie des opérations prioritaires. Un accord de principe pour un soutien financier de la Ville de Marseille à ce projet a été approuvé par le Conseil Municipal du 7 octobre 2013.

Cet institut s'appuiera sur un réseau d'enseignement supérieur et de recherche développé en région Provence-Alpes-Côte d'Azur par l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille (ENSA-M), l'École Nationale Supérieure de Paysage – Versailles Marseille (ENSP), et par l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional (IUAR) d'Aix-Marseille Université.

La réunion de l'ensemble de ces compétences sur un lieu unique et leur mise en synergie permettront de réfléchir aux enjeux et propositions pour la ville méditerranéenne de demain et un développement durable de ses territoires. Ce projet de cohabitation unique en France, géographiquement positionné entre Europe et Méditerranée, propose un ensemble de compétences permettant de traiter tant de l'environnement naturel que des espaces construits à des échelles multiples, compétences sollicitées par les Collectivités Territoriales, l'État et ses services déconcentrés ou encore les bureaux d'études et autres structures.

Pour permettre la réalisation de l'IMTV, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain les emprises et volumes nécessaires en vue de les céder à l'aménageur.

Les emprises concernées sont issues de la partie haute de la rue de Turenne et de la place Jules Guesde.

A ce jour, la totalité de la rue de Turenne est interdite à la circulation. La vocation de desserte locale de la place Jules Guesde est également devenue caduque du fait de l'état d'avancement du chantier de la ZAC.

Enfin, les entrées et sorties de Marseille par la porte d'Aix n'existent plus depuis le recul de l'A7 au niveau du boulevard Leclerc achevé en 2013.

La rue de Turenne et la Place Jules Guesde comportent en tréfonds les tubes du métro 1 et 2. Aussi, les emprises à déclasser ont fait l'objet d'une division en volume avec pour limitation haute 1 mètre au-dessus de l'extrados du tube du métro qui restera dans le domaine public métropolitain.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain les voies désaffectées décrites, ci-dessus, qui ne sont plus accessibles à la circulation.

La superficie totale à déclasser est de 1416 mètres carrés environ et la surface totale au sol des volumes est de 201 mètres carré environ, portées sur le plan de déclassement joint.

L'objectif de ce déclassement sera donc de céder à l'Epeam, les emprises et portions en volumes au profit de l'Institut Méditerranéen pour la Ville et les Territoires

Les sociétés concessionnaires et les intervenants sur la voie publique seront interrogés sur les contraintes que pourrait créer, pour leurs réseaux et infrastructures, la cession de ces espaces.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- La ZAC Saint Charles/Porte d'Aix ;
- Les bénéfices attendus de la création de l'Institut Méditerranéen pour la Ville et les Territoires ;
- L'absence d'intérêt de cette emprise pour l'usage général et en particulier dans sa nouvelle configuration.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le déclassement d'emprises de voirie de la place Jules Guesde et de la rue de Turenne à Marseille 3^{ème} arrondissement pour une superficie de 1416 mètres carrés environ et le déclassement de volumes occupant une surface totale au sol de 201 mètres carrés environ jusqu'à 1 mètre au-dessus de l'extrados des tubes 1 et 2 du métro.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 012-504/17/CT

■ Demande d'ouverture conjointe des enquêtes publiques préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour le projet d'aménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat

Avis du conseil de Territoire DUFSV 17/15128/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en
Tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine de Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Demande d'ouverture conjointe des enquêtes publiques préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour le projet d'aménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre des compétences en matière d'aménagement de l'espace Métropolitain qui lui sont dévolues conformément à l'article L 5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment pour la création et l'aménagement des voiries, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé de réaliser des travaux de requalification du chemin de Fardeloup sur le territoire de la commune de La Ciotat.

Ce projet vise à améliorer la fluidité de la circulation de tous les usagers, la création des trottoirs bilatéraux et d'une piste cyclable permettant de sécuriser les modes de déplacement doux tout en maintenant une accessibilité automobile sur une chaussée à double

sens de circulation et au gabarit réduit pour en limiter la vitesse de circulation.

La réalisation de ces travaux sur la portion de la voie située entre la traverse Ventre et le n° 55 du chemin de Fardeloup, impacte des propriétés privées situées au nord de cet axe.

L'emplacement réservé n° 48 au plan local d'Urbanisme de la ville de la Ciotat vise une emprise de 12 mètres, mais les études ont permis d'établir que la limitation à une voie d'une largeur de 9,5 mètres serait suffisante pour aménager des cheminements doux sécurisés.

Aussi, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'assure de la maîtrise foncière des terrains utiles à cette opération par voie amiable ou par voie d'expropriation, et que soit approuvé à cet effet, le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique de l'aménagement du chemin de Fardeloup parallèlement à l'engagement des négociations amiables avec les propriétaires riverains concernés.

En application des articles L 121-1 et suivants et de l'article R 131-14 du Code de l'Expropriation, il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et de l'enquête publique parcellaire visant à déterminer la cessibilité des propriétés impactées.

Lesdites enquêtes publiques pourront être sollicitées conjointement

Le projet de délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence propose d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence à solliciter Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône en vue du lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropole ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du président du Conseil de Territoire n° 1 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence n° 1 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la « Demande d'ouverture conjointe des enquêtes publiques préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour le projet d'aménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat. »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à la « Demande d'ouverture conjointe des enquêtes publiques préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour le projet d'aménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat. »
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la « Demande d'ouverture conjointe des enquêtes publiques préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour le projet d'aménagement du chemin de Fardeloup à la Ciotat. »

Adopté à l'unanimité des membres présents et représentés

VOI 013-505/17/CT

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise Eiffage Metal relatif à la semi-pietonnisation du Vieux-Port de Marseille - 1ère phase d'aménagement - Réalisation de l'ombrière

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15187/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Dans le cadre de l'engagement conjoint de la Ville de Marseille et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour le centre-ville de Marseille et dans la perspective de « Marseille Provence 2013 Capitale Européenne de la Culture », le projet Vieux-Port a été lancé avec pour objectif la livraison de la première phase du projet en Janvier 2013.

Les aménagements qui ont été réalisés se situent sur le site classé du Vieux-Port et concernent le quai de la Fraternité (Quai des Belges pour la partie circulée jusqu'aux façades), une partie du quai du Port (jusqu'à l'Hôtel de Ville) et de Rive-Neuve (jusqu'à la place aux Huiles) ainsi que le réaménagement du plan d'eau sur le même périmètre.

A l'issue d'un appel d'offres ouvert avec publicité au niveau européen, la société Eiffage Construction Métallique s'est vu attribuer le marché ayant pour objet la réalisation d'une ombrière implantée sur le quai de la Fraternité pour un montant de 2 791 301,40 euros HT.

Le marché de travaux n°12/033 a été notifié à l'entreprise le 13 mars 2012, pour une durée globale de 11 mois dont deux mois de préparation de chantier.

L'ordre de service n°1 a prescrit le démarrage des travaux à compter du 15 mars 2012. La date prévisionnelle de fin des travaux se situait donc au 15 février 2013.

Par ordre de service, la Maîtrise d'Ouvrage a décidé de prolonger le délai d'exécution des travaux jusqu'au 28 février 2013.

La maîtrise d'œuvre a prononcé la réception des travaux à la date du 22 avril 2013, avec réserves.

Le décompte final a été notifié par courrier recommandé le 05 août 2013 par le Maître d'ouvrage et refusé par l'entreprise le 20 août 2013.

L'entreprise, dans la présentation de son projet de décompte final, intégrait une demande en réclamation

de 3 141 422 euros HT, comprenant notamment la demande relative à la remise des pénalités.

Pour l'essentiel, les demandes concernaient l'indemnisation des coûts supplémentaires ; elles étaient réparties en 3 catégories :

- la modification de la conception pour un montant de 2 164 496 euros HT ;
- les difficultés liées à l'implantation des fondations pour un montant de 714 315 euros HT ;
- les interruptions de chantier imposés à l'entreprise pour un montant de 194 224 euros HT ;

L'exposé des réserves a été développé par l'entreprise dans un mémoire en réclamation remis à la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'Ouvrage, le 12 août 2013.

Le rejet implicite par le Maître d'Ouvrage du mémoire en réclamation présenté par l'entreprise, a conduit cette dernière à saisir le CCIRAL de Marseille le 21 juillet 2015 en vertu de l'article 50.4 du CCAG travaux.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a produit ses observations en défense dans un mémoire en réponse reçu par le Comité le 23 novembre 2015.

Lors de sa séance du 13 octobre 2016, le CCIRAL a rendu un avis évaluant le complément de rémunération dû à la société Eiffage Construction Métallique à 1 582 125 euros HT soit, 1 898 550 euros TTC (révision comprise).

De surcroît, ce montant doit être majoré des intérêts moratoires arrêtés conventionnellement à la somme de 82 392 euros.

Le protocole transactionnel établi au vu de cet avis et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation et permet de ramener la réclamation par la voie transactionnelle de 3 141 422 euros HT à 1 582 125 euros HT soit 1 898 550 euros TTC.

Par procès verbal des décisions de l'associé unique du 1^{er} septembre 2015, la Société Eiffage Metal vient aux droits de la Société Eiffage Construction Métallique.

Par ailleurs, à compter du 1^{er} Janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Par conséquent, le protocole transactionnel est conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Eiffage Metal.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le marché n° 12/033 relatif à la construction d'une ombrière métallique sur le quai de la fraternité du Vieux-Port de Marseille ;
- La réclamation présentée le 21 juillet 2015 par la société Eiffage Construction Métallique, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 13 octobre 2016 concernant l'affaire n° 2015-34 relative à la réclamation de la société Eiffage Construction Métallique, portant sur le marché de travaux n° 12/033 passé avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et relatif à la construction d'une ombrière métallique sur le quai de la fraternité du Vieux-Port de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le recours à la transaction permet de clore définitivement le différend né de l'application du marché n°12/033, et entraîne que le titulaire du marché renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige ;

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au recours à la transaction et à l'approbation du protocole transactionnel avec Eiffage Métal pour mettre fin au litige relatif au marché n°12-033.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Commission "Urbanisme, PLUI"

URB 001-506/17/CT

■ **Elaboration et mise en oeuvre de Projets Urbains Partenariaux sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Affectation d'une autorisation de programme pluriannuelle**

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15167/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de ses compétences et selon l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour conclure une convention de PUP.

Le PUP est un outil financier, créé par la loi du 25 mars 2009, et permet le financement d'équipements publics, nécessités par la réalisation d'opérations d'aménagement ou de construction par les constructeurs ou aménageurs.

Il convient de préciser que le programme des équipements publics doit être en relation directe avec les besoins générés par les opérations et constructions.

En 2013 ont été approuvées la création de l'opération 2013120000 et l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 20 000 000 euros.

Afin de poursuivre cette démarche et continuer de financer les équipements publics générés par les opérations de constructeurs, il convient de procéder à une nouvelle affectation de 10 000 000 euros supplémentaires, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 30 000 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Elaboration et mise en œuvre de Projets Urbains Partenariaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Affectation d'une autorisation de programme pluriannuelle ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport « Elaboration et mise en œuvre de Projets Urbains Partenariaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Affectation d'une autorisation de programme pluriannuelle ».

URB 002-507/17/CT

■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Renouvellement urbain quartier Abeille-Maurelle-Matagots à la Ciotat

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15231/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La ville de la Ciotat s'est engagée dans la mise en œuvre d'un ambitieux projet de rénovation urbaine dans la zone Nord-Est de la commune du secteur Abeille/Maurelle/Matagots.

Une convention de rénovation urbaine a été signée avec l'ANRU.

Le programme de rénovation urbaine du secteur est en cours depuis 2010.

La première étape a consisté à requalifier les infrastructures existantes :

- Réhabilitation des logements de l'Abeille,
- Restructuration de deux des principales cités du quartier par des travaux de résidentialisation,
- Liaison des cités par l'aménagement de cheminements publics,
- Rénovation d'une voie douce partant du quartier qui permet une liaison au centre-ville,
- Création d'un parc 5000 m² dénommé jardin dei moussi.

A côté de ces améliorations, a eu lieu la démolition de deux bâtiments anciens en 2014 laissant place à une

plateforme destinée à recevoir la construction d'une nouvelle centralité de quartier desservie par une future voie et structurée autour d'une place.

Les opérations envisagées pour 2016-2020 et transférées à la Métropole consistent à :

- l'aménagement des abords du centre social de l'Abeille
- l'aménagement des abords du stade Valentin Magri
- l'aménagement et de l'espace central Sainte Marguerite.
- la restructuration de l'espace sportif Valentin Magri

La restructuration de l'espace sportif Valentin Magri se décompose en deux phases :

- Phase 1 qui concerne une reconfiguration du stade en gazon synthétique permettant de doubler la capacité d'accueil de l'équipement et la création d'une tribune pouvant accueillir 300 personnes. Elle comprend également la restructuration de l'entrée de l'équipement, des voies d'accès, de l'ensemble des équipements logistiques et des vestiaires et de la maison du gardien.
- Phase 2 qui intègre elle la restructuration de la piste d'athlétisme aux normes de la Fédération afin d'y accueillir les compétitions. De nouveaux vestiaires et les locaux associatifs seront créés et aménagés.

Le budget a été initialement basé sur les travaux des espaces extérieurs et de la phase 1 de restructuration de l'espace sportif Valentin Magri.

Toutefois, dans un souci de réduction des coûts des travaux sur le stade Valentin Magri, il a été pris le parti de confier les missions de la phase 1 et 2 au même Maître d'œuvre. Cela permettra d'anticiper les problématiques de chantier liées aux deux phases ainsi que de bien coordonner l'enchaînement de celles-ci.

Cette solution permettra également d'anticiper les besoins des usagers et de limiter la gêne occasionnée. Enfin, l'intégration de la phase 2 de la restructuration de l'espace sportif permettra de finaliser la programmation de rénovation urbaine engagée en 2010.

Afin de permettre la réalisation de ces travaux, l'opération d'investissement 2015121500 inscrite au budget pour un montant initial de 4 000 000 euros et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 6, doit être affectée d'une revalorisation de 3 000 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 000 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015121500 « Renouvellement urbain des quartiers Abeille/Maurelle/Matagots à la Ciotat ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015121500 « Renouvellement urbain des quartiers Abeille/Maurelle/Matagots à la Ciotat ».

URB 003-508/17/CT

■ Projet de rénovation urbaine du quartier de l'Abeille / Maurelle / Matagots à la Ciotat - Approbation de l'Avenant n°1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage unique entre la ville de la Ciotat et la Métropole Aix Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 17/15260/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibérations satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue , en tout ou partie dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Projet de rénovation urbaine du quartier de l'Abeille / Maurelle / Matagots à la Ciotat. Approbation de l'Avenant N°1 à la convention N° 16/0242 de Maîtrise d'Ouvrage unique entre la ville de la Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence. » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La commune de la Ciotat et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sont toutes les deux signataires de la convention ANRU relative au projet de rénovation urbaine du quartier Abeille/Maurelle/Matagots approuvé au Conseil Communautaire du 18 décembre 2009.

Le projet a été transféré à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération de la ville du 18 décembre 2015 et délibération de la Communauté Urbaine du 21 décembre 2015.

Enfin, par délibération HN 061-104/16/CT du Conseil Métropolitain en date du 30 Juin 2016, il a été approuvé la convention n°16/0242 de Maitrise d'Ouvrage Unique entre la ville de la Ciotat et la Métropole Aix Marseille Provence.

Le programme de rénovation urbaine du quartier Abeille/Maurelle/Matagots est en cours de mise en œuvre depuis 2010.

Le programme de rénovation urbaine du secteur est en cours depuis 2010. La première étape a consisté à requalifier les infrastructures existantes :

- Réhabilitation des logements de l'Abeille,
- Restructuration de deux des principales cités du quartier par des travaux de résidentialisation,
- Liaison des cités par l'aménagement de cheminements publics,
- Rénovation d'une voie douce partant du quartier qui permet une liaison au centre-ville,
- Création d'un parc 5000 m² dénommé jardin dei moussi.

A côté de ces améliorations, les travaux de restructuration du quartier ont débuté par la construction de deux logements neufs dédiés au relogement des habitants de deux immeubles voués à être démolis.

La démolition de deux bâtiments anciens a eu lieu en 2014, laissant place à une plateforme destinée à recevoir la construction d'une nouvelle centralité de quartier desservie par une future voie et structurée autour d'une place entourée de trois bâtiments comprenant logements mixtes et locaux d'activités.

Cette phase de restructuration doit débiter à partir de septembre 2016 jusqu'en 2020 permettant ainsi de finaliser la métamorphose urbaine du quartier en pôle de vie doux du Nord-Est de la commune.

Ainsi, les espaces extérieurs doivent être aménagés et l'équipement sportif au cœur de quartier doit être restructuré. Ces espaces seront à terme gérés par la ville mais dans un souci de cohérence d'ensemble, il est apparu nécessaire de regrouper les opérations autour d'une maîtrise d'ouvrage unique portée par la Métropole.

La convention initiale prévoyait un montant prévisionnel des opérations s'élevant à 4 523 409 euros TTC réparti comme suit :

- 118 000,00 euros TTC pour le marché de Maitrise d'œuvre transféré et prestations annexes ;
- 2 428 270,00 euros TTC pour les travaux relatifs aux aménagements extérieurs du PRU ;

- 1 977 139,00 euros TTC pour l'opération concernant la phase 1 du réaménagement du stade Valentin Magri.

Le programme de la restructuration du stade Valentin Magri est désormais validé, ainsi que l'estimation prévisionnelle des coûts phase 1 et phase 2.

Aussi, dans un souci de cohérence dans l'opération et dans les travaux, il convient d'intégrer dans la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, la phase 2 de l'opération de restructuration du site sportif, les différents coûts d'ingénierie rattachés aux opérations et les dépenses prévisionnelles reliées aux branchements et à la viabilisation.

Enfin, les coûts de gouvernance sur les projets, les conduites d'opérations, les missions et études induites, les travaux de branchement et de raccordement relatifs à la viabilisation des espaces publics doivent être reliés aux opérations et intégrés dans la convention.

Ainsi, le présent avenant vise à rajuster les montants des estimations ajustés par les programmistes et les maîtres d'œuvre. Il vise également à intégrer la phase 2 des travaux du stade Valentin Magri ainsi qu'à modifier les délais d'exécution des travaux.

Le présent avenant correspond à une augmentation de 2 175 604.80 euros TTC du montant des travaux transféré, et comprend :

- la nouvelle phase du stade, les missions d'ingénierie externes rattachées (étude de programmation, maîtrise d'œuvre, missions de contrôle technique, OPC et CSPS) pour 2 099 337.60 euros TTC.
- l'ajustement des opérations qui ont fait l'objet de la convention de délégation initiale, l'intégration des missions de contrôle technique et CSPS reliées et les coûts de branchements et raccordements divers pour 76 267.20 euros TTC.

Le coût global prévisionnel des opérations passe de 4 523 409 euros TTC à 6 699 013.80 euros TTC, réparti de la façon suivante :

- 101 098.80 euros TTC pour le marché de maîtrise d'œuvre transféré ;
- 36 000 euros TTC pour les missions de contrôle technique et de CSPS pour les espaces extérieurs du PRU ;
- 2 496 713.40 euros TTC pour les travaux relatifs aux aménagements des espaces extérieurs du PRU ;
- 18 600 euros TTC pour les branchements et raccordements divers ;

- 1 947 264 euros TTC pour l'opération concernant le réaménagement du stade Valentin Magri phase 1 ;
- 1 773 540.00 euros TTC pour l'opération concernant le réaménagement du stade Valentin Magri phase 2 ;
- 18 450.00 euros TTC pour le marché d'étude de faisabilité, de programmation et d'AMO relatif à la réhabilitation du stade Valentin MAGRI à La Ciotat ;
- 307 347.60 euros TTC pour la mission de maîtrise d'œuvre reliée au Stade Valentin Magri et aux missions et études annexes.

La répartition financière tiendra compte des participations de l'ANRU, du Conseil Régional et du Conseil Départemental dont le montant s'établit à ce jour à 1 348 965,15 euros.

La part de la Commune s'établira donc en prévision à 5 350 048,65 euros TTC.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose l'approbation de l'Avenant n°1 à la convention n° 16/0242 de Maîtrise d'Ouvrage unique déterminant les conditions de ce raccordement du réseau d'eau potable et d'assainissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole Aix-Marseille- Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le projet de rénovation urbaine du quartier de l'Abeille / Maurelle / Matagots à la Ciotat. Approbation de l'Avenant N°1 à la convention N° 16/0242 de Maîtrise d'Ouvrage unique entre la ville de la Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 004-509/17/CT

■ Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Marseille - Présentation du bilan de concertation publique

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15083/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération de présentation du bilan de la concertation satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Présentation du rapport :

Par délibération en date du 30 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a demandé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) de lancer la procédure de création d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) sur la commune de Marseille.

Par délibération en date du 19 décembre 2014, le Conseil de Communauté de MPM a prescrit la mise en révision des Zones de protection du Patrimoine Architectural et Paysager (ZPPAUP) en vue de leur transformation en AVAP sur la Commune de Marseille, a défini les modalités de concertation avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées, et a constitué la commission locale.

Depuis sa création au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce sur le territoire Marseille-Provence, les compétences relatives aux procédures d'élaboration des documents d'urbanisme.

Par délibération en date du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi voté la poursuite de la procédure de transformation des ZPPAUP et le renouvellement de la Commission Locale de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (CLAVAP).

Une large concertation associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les personnes concernées, s'est déroulée du 1^{er} décembre 2015 au 9 février 2017, date des délibérations arrêtant le projet d'AVAP et tirant le bilan de la concertation. Son lancement a, par ailleurs, été acté par un avis public d'ouverture de la concertation publié dans la presse locale le 1^{er} et le 10 décembre 2015 dans les quotidiens La Provence et La Marseillaise.

La procédure d'élaboration de l'AVAP a été conduite en association avec les services de la ville de Marseille et les services de l'Etat.

Le bilan de cette concertation est le suivant :

Rappel des modalités de la concertation publique de l'AVAP de Marseille

Ces modalités ont été définies dans la délibération de lancement de la procédure de révision, adoptée en Conseil Communautaire le 19 décembre 2014. Son article 2 stipule :

« Sont approuvés les objectifs énoncés ci-dessous et les modalités de concertations suivantes :

- Organisation d'une exposition avec des panneaux explicatifs et mise à disposition du public, en Mairie de Marseille et au siège de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole d'un cahier d'observations et d'un dossier rassemblant les pièces essentielles à la compréhension du public, à partir de l'élaboration du rapport de présentation et jusqu'à l'arrêt du projet ;
- Organisation de réunions publiques ».

Bilan de la concertation publique de l'AVAP au regard des modalités définies dans la délibération de lancement

Cette concertation publique s'est déroulée conformément aux modalités définies au lancement de la procédure.

Ainsi, quatre dispositifs ont été mis en place à partir de décembre 2015 :

1- une exposition permanente et évolutive de panneaux d'information a été mise en place au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et à la Direction de l'Aménagement Durable et de l'Urbanisme (DADU) de la Ville de Marseille. Elle a permis de rendre compte régulièrement de la démarche.

Elle était composée de panneaux (carton plume format A0/A1). Ces panneaux ont été régulièrement mis à jour et complétés :

- Dans la phase « diagnostic » suivant la parution dans la presse des 1^{er} et 10 décembre 2015, trois panneaux présentant les premiers éléments de diagnostic et la délimitation du territoire ;
- Dans la poursuite de la phase « diagnostic » suivant la parution dans la presse du 12 mai 2016, trois panneaux présentant de nouveaux éléments de diagnostic ;
- Dans la phase « diagnostic et règlement » suivant la parution dans la presse du 13 décembre 2016, trois panneaux présentant de nouveaux éléments de diagnostics et le plan réglementaire.

2- Un dossier d'information mis à la disposition du public sur les lieux de la concertation sus-mentionnés. Pour une information complète et actualisée du public, le dossier a été progressivement alimenté au fur et à mesure de l'avancement de la procédure.

Il était composé des documents suivants :

- Délibérations d'engagement, de poursuite de la révision de la ZPPAUP en AVAP ;
- Des livrets de présentation.

L'ensemble de ces documents étaient accessibles aussi sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

3- Un registre d'observations a été mis à la disposition du public au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la DADU de la Ville de Marseille, au 40 rue Fauchier, 13002.

Toutes les personnes qui le souhaitent ont pu faire part de leurs remarques, informations ou demandes particulières sur ces registres, qui ont été analysés lors des différentes phases, afin de prendre en compte ces doléances.

4- Des réunions publiques ont été organisées conformément à la délibération du 19 décembre 2014 :

- Réunion publique au Musée d'histoire de Marseille du 1er décembre 2015, qui a permis de présenter les fondements du projet, la définition du périmètre et les premiers éléments de diagnostic ;
- Réunion publique au Musée d'histoire de Marseille du 14 décembre 2016, qui a notamment permis de présenter le plan réglementaire.

Pour chacune de ces réunions publiques, des annonces légales ont été faites dans la presse locale.

- Réunion publique du 1^{er} décembre 2015 : annonces légales dans les quotidiens La Provence et la Marseillaise le 17 puis le 26 novembre 2015 ;
- Réunion publique du 14 décembre 2016 : annonces légales dans les quotidiens La Provence et La Marseillaise le 1er et le 6 décembre 2016.

En outre, l'information pour ces réunions publiques a fait l'objet d'affichages au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en Mairie de Marseille, à la Direction de l'Aménagement Durable et de l'Urbanisme (40 rue Fauchier, 13002 Marseille) et dans chaque mairie de secteur. Ces renseignements étaient également consultables sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces réunions publiques ont rassemblé globalement plus de 200 personnes chacune.

En plus de ces quatre dispositifs définis dans les modalités de concertation, il est à signaler trois aspects supplémentaires faisant partie intégrante de la concertation publique menée :

- une exposition temporaire au Musée d'Histoire de Marseille « Le Coeur d'une Ville, urbanisme et patrimoines à Marseille » qui s'est tenue du 1er décembre 2015 au 27 février 2016,

- cinq « balades urbaines » dans des quartiers différents du centre-ville, organisées pour le public par le Musée d'Histoire de la Ville, courant janvier 2016,

- deux conférences de presse tenues le 30 novembre 2015 et le 12 décembre 2016.

Bilan des échanges qui ont eu lieu dans le cadre de cette concertation

Trois doléances ont été inscrites dans les registres, deux sur le registre de la Ville de Marseille, une sur celui de la Métropole.

1^{ère} doléance : indique que les documents d'information portant sur le diagnostic et le périmètre de l'AVAP sont très intéressants. L'observation porte sur la place Jean Jaurès qui est intégrée au périmètre d'étude. Cependant, les remarques n'ont pas de lien direct avec le projet d'AVAP.

2^{ème} doléance : traite de fiscalité, de bâtiments remarquables, d'îlots, de ravalement de façades et de communication sur le sentiment de patrimonialité des habitants eux-mêmes. Les thématiques qui pouvaient être traitées dans le cadre de l'AVAP ont été prises en compte et intégrées dans la deuxième série de panneaux de concertation.

3^{ème} doléance : traite d'un projet immobilier au niveau de la Caserne d'Aurelle dans le 7^{ème} arrondissement et les contraintes patrimoniales à respecter indiquées par l'architecte des bâtiments de France (ABF). La constitution du projet d'AVAP a été réalisée en lien continu avec l'ABF. Ces problématiques ont été intégrées au rapport de présentation livre 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant l'élection de Monsieur Guy Teissier qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Conseil de l'Environnement ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 19 décembre 2014 engageant la procédure de transformation des ZPPAUP en AVAP ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 poursuivant la procédure de transformation des ZPPAUP en AVAP sur la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille du 5 février 2017 émettant un avis favorable pour tirer le bilan de la concertation publique ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de présentation du bilan de la concertation publique de l'AVAP sur la commune de Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération tirant le bilan de la concertation publique de l'AVAP ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, portant sur le bilan de la concertation publique de l'Aire de mise en Valeur

de l'Architecture et du patrimoine sur la commune de Marseille.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	126
Voix Contre	0
Abstentions	8

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 005-510/17/CT

■ Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Marseille - Arrêt du Projet

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15084/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération d'arrêt du projet AVAP satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Présentation du rapport :

Par délibération en date du 30 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a demandé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) de lancer la procédure de création d'une Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) sur la commune de Marseille.

Par délibération en date du 19 décembre 2014, le Conseil de Communauté de MPM a prescrit la mise en révision des Zones de protection du Patrimoine Architectural et Paysager (ZPPAUP) en vue de leur transformation en AVAP sur la Commune de Marseille, a défini les modalités de concertation avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées, et a constitué la commission locale.

Depuis sa création au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce sur le territoire Marseille-Provence, les compétences relatives aux procédures d'élaboration des documents d'urbanisme.

Par délibération en date du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi voté la poursuite de la procédure de transformation des ZPPAUP et le renouvellement de la Commission Locale de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (CLAVAP).

Pendant toute la durée de l'élaboration du projet, une large concertation associant les habitants, les associations locales et les personnes concernées s'est déroulée de décembre 2015 à février 2017, conformément aux modalités délibérées par le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 19 décembre 2014. Le bilan en a été tiré par délibération précédente en cette séance du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La procédure d'élaboration de l'AVAP a également été conduite en association avec les services de la ville de Marseille et les services de l'Etat.

L'instance consultative dénommée Commission Locale de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (CLAVAP) s'est réunie cinq fois pendant l'élaboration du projet, et a émis le 12 décembre 2016 un avis favorable sur le périmètre et concernant le projet d'AVAP.

Le projet d'AVAP comprend notamment les documents suivants :

- un rapport de présentation exposant les objectifs de l'AVAP, fondés sur un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental et prenant en compte le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme (PLU);

- un règlement comprenant les prescriptions relatives à l'insertion des projets et à la mise en valeur des patrimoines ;
- un plan réglementaire précisant le périmètre et localisant les prescriptions du règlement.

L'élaboration du projet de création d'AVAP sur la commune de Marseille arrivant à son terme, la Ville de Marseille a émis un avis favorable pour l'arrêt du projet par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, il appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'arrêter le projet de création de l'AVAP, tel qu'annexé à la présente délibération.

Le projet de création de l'AVAP sera ensuite présenté à la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS), soumis à examen conjoint des personnes publiques prévues par le code de l'urbanisme, puis à enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant l'élection de Monsieur Guy Teissier qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Conseil de l'Environnement ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 19 décembre 2014 engageant la procédure de transformation des ZPPAUP en AVAP ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 poursuivant la procédure de transformation des ZPPAUP en AVAP sur la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille du 05 février 2017 émettant un avis favorable pour arrêter le projet de création de l'AVAP sur la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole tirant le bilan de la concertation publique relative à la création de l'AVAP sur la commune de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole d'arrêt du projet de création de l'AVAP sur la commune de Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à l'arrêt du projet de la création d'AVAP sur la commune de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, portant sur l'arrêt du projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du patrimoine sur la commune de Marseille.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	126
Voix Contre	0
Abstentions	8

Adoptée

Se sont abstenus

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 006-511/17/CT

■ Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Saisine du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Engagement d'une procédure de mise en compatibilité - Projet de création d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine sur la commune de Marseille DUFSV 17/15104/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait engagé par délibération du 19 décembre 2014, à la demande de la ville de Marseille, une procédure de transformation de ses quatre Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) existantes en Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), conformément à la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (E.N.E). Cette procédure a été poursuivie par délibération de la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) du 30 juin 2016, qui exerce sur le territoire de Marseille Provence, les compétences en matière de documents d'urbanisme.

Le projet de création de l'AVAP a été arrêté par délibération précédente de cette assemblée et il fait apparaître des incompatibilités de réglementation avec le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Marseille en vigueur. Or, les dispositions du code du patrimoine applicables aux AVAP stipulent que lorsque le projet n'est pas compatible avec les dispositions du PLU, l'AVAP ne peut être créée que si celui-ci a été mis en compatibilité selon la procédure prévue par le code de l'urbanisme, après déclaration de l'intérêt général de la création de l'AVAP.

C'est pourquoi, la commune de Marseille a saisi la Métropole Aix-Marseille-Provence, en vue d'engager cette procédure de mise en compatibilité du PLU, préalablement à la création de l'AVAP.

Comme le prévoit le code de l'urbanisme, le projet de mise en compatibilité du PLU fera l'objet d'un examen conjoint de l'Etat et des personnes publiques associées et sera ensuite soumis à enquête publique. Au terme de cette enquête publique, au regard des avis émis et des conclusions du commissaire enquêteur, le Conseil métropolitain sera appelé à se prononcer sur l'intérêt général du projet poursuivi, et, le cas échéant, à approuver les modalités de mise en compatibilité du P.L.U. nécessaires à sa mise en œuvre.

L'objet du présent rapport est de saisir le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'engager la procédure de déclaration de projet emportant la mise

en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille préalablement à la création de l'AVAP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant l'élection de Monsieur Guy Teissier qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération cadre n° URB 001-616/16/CM du 30 juin 2016 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols et Plan Locaux d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Conseil de l'Environnement ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 19 décembre 2014 engageant la procédure de transformation des ZPPAUP en AVAP sur la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 poursuivant la procédure de transformation des ZPPAUP en AVAP sur la commune de Marseille ;

- La délibération du Conseil Municipal de Marseille du 05 février 2017 émettant un avis favorable sur la poursuite des procédures permettant la création de l'AVAP ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 09 février 2017 présentant le bilan de la concertation publique de l'AVAP sur la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 09 février 2017 arrêtant le projet d'AVAP.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Qu'une procédure de transformation des ZPPAUP de Marseille en AVAP conduite par la Métropole, est en cours ;
- Que la commune de Marseille a saisi la métropole afin d'engager une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille préalablement à la création de l'AVAP ;
- Que dans le cadre de l'élaboration de l'AVAP des incompatibilités avec le PLU de Marseille peuvent apparaître ;
- Qu'il convient, conformément au code du patrimoine, d'adapter les règles du PLU de Marseille par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité sur le territoire défini par le projet d'AVAP ;
- Que depuis le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de PLU et de documents en tenant lieu, et plus particulièrement pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité desdits documents ;
- Que conformément à la délibération Cadre du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil de Territoire Marseille Provence, il convient que le Conseil Territoire Marseille Provence saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence décide de saisir le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité

du PLU de Marseille afin de permettre la création d'une AVAP sur la commune de Marseille.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	126
Voix Contre	0
Abstentions	8

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 007-512/17/CT

■ Instauration d'un sursis à statuer sur le secteur dit Michelet - Commune de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15143/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération d'instauration d'un sursis à statuer sur le secteur dit « Michelet » satisfait aux conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Présentation du rapport :

Par délibération du 1^{er} avril 2016, la Ville de Marseille a engagé le lancement d'une étude urbaine sur le secteur dit « Michelet ». Ce vaste secteur de plus de 30 hectares compris entre l'Huveaune, l'avenue de Mazargues, le boulevard Michelet et le boulevard Reynaud, dispose de potentialités en termes de renouvellement urbain, et constitue un secteur à enjeux pour la Métropole.

Or, la récente initiative privée de « Renault » pour engager la mutation de son activité et de son terrain, pourrait être suivie par celles d'autres acteurs économiques, également propriétaires de tenements fonciers importants dans ce secteur. Dans ce contexte, une réflexion d'ensemble, faisant l'objet d'une étude, sur l'évolution de ce quartier par une mixité d'usages et de fonctions, est menée par la ville.

Cette étude permettra d'affiner les objectifs déjà décrits dans l'Orientation d'Aménagement du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Marseille, et sera également utile en vue de la future Orientation d'Aménagement et de Programmation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) en cours d'élaboration. Elle évaluera entre autres les capacités urbaines de mutabilité en définissant notamment les besoins en équipements publics (dessertes, transports, équipements scolaires, etc...).

Afin de ne pas compromettre la faisabilité des équipements publics nécessaires au développement de ce secteur, et de ne pas rendre plus onéreuse leur réalisation et l'aménagement du site, la Métropole Aix-Marseille-Provence institue un périmètre relevant de l'article L 424-1 du Code de l'Urbanisme, permettant d'opposer, un sursis à statuer aux demandes d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la mise en œuvre du projet d'aménagement et notamment la réalisation d'équipements publics.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant l'élection de Monsieur Guy Teissier qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille du 1^{er} avril 2016 approuvant le lancement d'une étude pour une opération d'aménagement sur le secteur dit « Michelet » et demandant à la métropole Aix-Marseille-Provence l'instauration d'un sursis à statuer sur le périmètre de cette étude annexé à la délibération ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'instauration d'un sursis à statuer sur le secteur dit « Michelet ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que la Ville de Marseille a demandé à la métropole Aix-Marseille Provence d'instituer un périmètre de sursis à statuer correspondant au périmètre de l'étude ;
- Qu'il est nécessaire de définir un périmètre au sein de l'article L 424-1 du Code de l'Urbanisme afin de ne pas compromettre la réalisation des futurs équipements nécessaires ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération instaurant un sursis à statuer sur le secteur de « Michelet » ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'instauration d'un sursis à statuer sur le secteur dit « Michelet » de la commune de Marseille.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

URB 008-513/17/CT

■ Marseille - Opération d'aménagement Saint Mauront-Gaillard - Déclaration de projet-déclaration d'utilité publique et parcellaire valant pour mise en compatibilité du plan local d'urbanisme

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15134/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération

La délibération « Opération d'aménagement Saint Mauront-Gaillard - Déclaration de projet- déclaration d'utilité publique (DUP) et parcellaire valant pour mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU). » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°06/0966/EHCV du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille décidait de confier à Marseille Aménagement l'opération "Saint Mauront-Gaillard" dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Par délibération n°13/1077/FEAM du 17 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé le transfert à Soleam de tous les contrats de concession d'aménagement et de mandats octroyés à Marseille Aménagement, notamment l'opération d'aménagement "Saint Mauront-Gaillard".

Par arrêté Préfectoral du 28 décembre 2015 les opérations d'aménagements d'intérêt communautaire ont fait l'objet d'un transfert à l'EPCI compétent, à savoir la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM). Depuis sa création le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la CUMPM, notamment pour la poursuite de cette opération. La substitution de la Métropole d'Aix-Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité d'autorité concédante a été constaté par avenant n°11 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016.

Le programme de l'opération concédée porte sur la construction d'une centaine de logements sociaux locatifs neufs sur le site après relogement des habitants et démolition des immeubles existants. Il intègre également les travaux qui permettront de requalifier les voiries et espaces publics, s'articulant ainsi avec la restructuration urbaine du quartier, notamment dans le cadre du programme de rénovation urbaine cofinancé par l'Anru.

La concession permet en particulier à Soleam l'acquisition à l'amiable ou par voie d'expropriation des biens privés nécessaires à cette opération. La finalité de la maîtrise foncière de ces biens est d'une part l'aménagement des voies, réseaux et espaces publics et d'autre part, après démolition des immeubles, la cession ultérieure des terrains nus à des opérateurs pour la construction des logements. La majorité des immeubles qui ont vocation à être acquis sont obsolètes.

Une étude de faisabilité menée en 2014 afin de parfaire le projet d'aménagement retenu en améliorant l'accessibilité et le désenclavement du site a montré la nécessité d'acquérir plusieurs parcelles et immeubles complémentaires. Par ailleurs la finalisation du projet nécessite l'acquisition des derniers lots du secteur sud constituant des points durs dans des immeubles dégradés mais non insalubres irrémédiables.

Par délibération 15/0205/UAGP du 13 avril 2015, la Ville de Marseille étant alors concédante, Monsieur le Maire demandait à Monsieur le Préfet l'ouverture de

l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique au profit de la Soleam et de l'enquête parcellaire conjointe en vue de maîtriser les parcelles, immeubles et lots permettant de finaliser l'opération d'aménagement « Saint Mauront-Gaillard » avec mise en compatibilité du PLU de Marseille.

En juin 2015, le dossier de demande d'ouverture d'enquête conjointe de DUP aménagement et parcellaire valant pour mise en compatibilité du PLU a été déposé en préfecture.

Par arrêté UP N°2016-36 du 12 juillet 2016, Monsieur le préfet des Bouches du Rhône a prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur l'utilité publique, la mise en compatibilité du PLU et le parcellaire en vue de la réalisation de l'opération Saint Mauront Gaillard par la Soléam qui s'est déroulée du lundi 19 septembre au mercredi 19 octobre 2016 inclus.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur a établi un rapport et rédigé des conclusions que Monsieur le Préfet a transmises à la Soléam par courrier du 02 décembre 2016.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserves en ce qui concerne le volet relatif à l'utilité publique de l'opération projetée et celui relatif à la mise en compatibilité du PLU d'une part et le volet relatif au parcellaire d'autre part.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre l'opération d'aménagement "Saint Mauront-Gaillard" et la procédure engagée. Aussi elle doit se prononcer par une déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération en application de l'article L126.1 du code de l'environnement.

Les motifs et considérations qui justifient le caractère d'intérêt général de l'opération d'aménagement Saint Mauront Gaillard sont précisés en annexe 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Opération d'aménagement Saint Mauront-Gaillard - Déclaration de projet - déclaration d'utilité publique (DUP) et parcellaire valant pour mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU). »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à l'opération d'aménagement Saint Mauront-Gaillard - Déclaration de projet - déclaration d'utilité publique (DUP) et parcellaire valant pour mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Opération d'aménagement Saint Mauront-Gaillard - Déclaration de projet - déclaration d'utilité publique (DUP) et parcellaire valant pour mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) ».

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

URB 009-514/17/CT

■ Marseille - Grand Centre Ville - Pôle Nadar-Pouillon - Opération de Restauration Immobilière sur les immeubles sis 20 et 22, rue Tapis Vert - 1er arrondissement - Projets de Déclaration d'Utilité Publique de Restauration Immobilière et des enquêtes parcellaires subséquentes

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15138/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Marseille - Grand Centre-Ville - Pôle Nadar-Pouillon – Opération de Restauration Immobilière sur l'immeuble sis 22, rue Tapis Vert - 1er arrondissement - Projet de Déclaration d'Utilité Publique de Restauration Immobilière et de l'enquête parcellaire subséquent » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération «Grand Centre Ville» pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette.
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existants pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Cette opération d'aménagement a été concédée à la société publique locale d'aménagement Soleam.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, cette concession a été transférée à l'Établissement Public de Coopération Intercommunale compétent auquel s'est substituée la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. La concession porte désormais le n°T1600914CO (ex-n°11/0136).

L'un des objectifs de l'Opération Grand Centre Ville est donc la requalification de 2 000 logements privés anciens.

Or l'essentiel du parc privé indigne à Marseille se trouve dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville, et en particulier dans les quartiers centraux historiques. Le champ opérationnel du protocole de lutte contre l'Habitat Indigne (LHI) en cours d'élaboration avec les services de L'État et de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) se concentrera ainsi sur ces territoires ciblés, où la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, devra mettre en œuvre des dispositifs d'intervention adaptés combinant assistance et conseil aux propriétaires, aides financières, actions de droit contre l'habitat indigne et action foncière.

Le traitement de l'habitat privé dégradé se caractérise en effet par :

- des travaux lourds, avec des implications techniques et financières spécifiques,

- la prise en compte de difficultés sociales particulières qui peuvent exiger un accompagnement des occupants,
- la nécessité d'organiser des relogements temporaires ou définitifs,
- une mission à l'égard du syndicat de copropriété,
- le recours aux procédures contraignantes imposant la réalisation des travaux et pouvant conduire à l'expropriation des propriétaires carents ou indécis.

C'est dans ce contexte que les immeuble sis 20 et 22, rue Tapis Vert, quartier Belsunce, 1^{er} arrondissement de Marseille ont été repérés pour leur mauvais état général d'entretien. Ces immeubles étant situés dans un pôle opérationnel de l'Opération Grand Centre Ville avec la Soleam pour opérateur foncier, une intervention de la puissance publique a été décidée comme indispensable à divers titres.

Concernant l'immeuble sis 22, rue Tapis Vert (parcelle n°201801 D0290) :

- il s'agit d'un immeuble dégradé en copropriété que ses copropriétaires n'ont pas réussi à réhabiliter de manière satisfaisante et pérenne malgré les incitations et les aides publiques proposées et le laissant périliter. Cette copropriété souffre visiblement d'une incapacité à engager des travaux de restauration à hauteur de ce que l'immeuble nécessite,

- il s'agit d'un vestige de la constitution historique du quartier baroque de Belsunce, l'ancien couvent des Récollettes, qui a subi des dégradations du fait du manque d'entretien ou du non respect du règlement de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) Belsunce qui inscrit cet immeuble comme étant « à conserver » avec un « élément particulier protégé »

(la façade de l'église de la Mercy, édifiée en 1740 par les Récollettes est un élément remarquable à mettre en valeur),

- il est mitoyen de deux tènements fonciers propriétés de la Ville de Marseille qui offrent l'opportunité d'une reconstitution des façades sur rue et sur cour de l'immeuble aujourd'hui complètement déstructurées, permettant d'offrir un front bâti de qualité sur la rue, mais également participant au réaménagement du cœur d'îlot des Récollettes dont les travaux pour en prévoir la ré-ouverture au public ont été confiés à la Soleam et devraient démarrer début 2017.

Concernant l'immeuble sis 20 , rue Tapis Vert (parcelle n°201801 D0174) :

- il s'agit également d'un immeuble dégradé appartenant à un propriétaire unique, il est occupé par un commerce de demi-gros de textile au rez-de-chaussée et entièrement vacant aux étages.

- Il est adossé à l'ancien convent des Récollettes (n°22) et une partie de son commerce est situé dans le rez-de-chaussée de l'immeuble du n°22

La réhabilitation commune de ces deux immeubles imbriqués est donc indispensable pour améliorer la qualité de ce patrimoine ancien.

Aujourd'hui, il est donc proposé d'habiliter le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence à solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique, au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou de son concessionnaire agissant au titre de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme, des programmes de travaux de restauration immobilière nécessaire pour la réhabilitation complète de ces immeubles.

Une fois ces travaux déclarés d'utilité publique, ils pourront alors être prescrits aux copropriétaires au titre de l'article L313-4-2 du Code de l'Urbanisme, leur laissant un délai de 18 mois à compter de l'ouverture de l'enquête parcellaire pour les réaliser. A défaut, la puissance publique pourra solliciter l'expropriation pour remédier à la carence.

Les coûts de cette opération seront supportés par la concession n°T1600914CO (ex-n°11/0136) signée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Soleam.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'Opération Grand Centre Ville - Pôle Nadar-Pouillon – Opérations de Restauration Immobilière sur les immeubles sis 20 et 22, rue Tapis Vert - 1^{er} arrondissement - Projets de Déclaration d'Utilité Publique de Restauration Immobilière et des enquêtes parcellaires subséquentes.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à l'Opération Grand Centre Ville - Pôle Nadar-Pouillon – Opération de Restauration Immobilière sur les immeubles sis 20 et 22, rue Tapis Vert - 1^{er} arrondissement - Projets de Déclaration d'Utilité Publique de Restauration Immobilière et des enquêtes parcellaires subséquentes ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Opération Grand Centre Ville - Pôle Nadar-Pouillon – Opérations de Restauration Immobilière sur les immeubles sis 20 et 22, rue Tapis Vert - 1^{er} arrondissement - Projets de Déclaration d'Utilité Publique de Restauration Immobilière et des enquêtes parcellaires subséquentes.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 010-515/17/CT

■ Marseille - Grand Centre Ville - Dispositions relatives à la concertation publique - Approbation des modalités de concertation publique pour des projets situés dans des pôles opérationnels des quartiers Belsunce et Noailles - 1er arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15250/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Dispositions relatives à la concertation publique dans le cadre de l'opération « Grand Centre-Ville » concédée à la Soleam – Approbation des modalités de concertations publiques pour des projets situés dans les pôles opérationnels des quartiers Belsunce et Noailles - 1^{er} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et l'EPCI, alors Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, ont approuvé un engagement renforcé pour le Centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération « Grand Centre Ville » pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,

- la production de locaux d'activité et d'équipements,

- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,

- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette,

- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement de l'espace public existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics lié, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Cette opération d'aménagement a été concédée à la société publique locale d'aménagement SOLEAM.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, cette concession a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016. La concession porte désormais le n°T1600914CO (ex-n°11/0136).

Le mode opératoire de l'Opération « Grand Centre Ville » prévoit des concertations spécifiques par pôle, au fur et à mesure de la définition des projets.

Par délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016, le nouveau concédant a pris acte des dispositions relatives aux concertations prévues pour l'opération « Grand Centre Ville ». Ont été approuvées à cette occasion les modalités de concertation pour les projets suivants :

- le projet mixte d'équipement public de proximité et logements du Pole Nationale-Providence 29-31, rue Nationale et les tènements mitoyens, dans le 1^{er} arrondissement.

- les projets d'équipement public de proximité complémentaires prévus aux 14-18, rue Moustier et 44, rue d'Aubagne, dans le 1^{er} arrondissement, impactant les pôles Ventre-Lieutaud et Arc-Palud

- le projet de requalification de la Place Jean Jaurès, dans les 1^{er}, 5^e et 6^e arrondissements, issu de l'étude

urbaine sur les pôles Curiol, Trois Rois, Olivier-Ferrari, Nau, Bons Enfants.

Aujourd'hui, il est proposé de poursuivre le processus de consultation par l'organisation de concertations pour les projets suivants :

Quartier Belsunce :

- Pôle Nationale-Providence : Aménagement de la Place de la Providence

Le pôle Nationale-Providence marque un jalon dans le parcours de la rue Longue des Capucins, une voie traversante historique du quartier Belsunce, et son épine dorsale Nord-Sud vers la Canebière.

Ce pôle inclut :

- l'îlot des Bains avec l'ancien parking du commissariat et un hammam en ruine,

- le parking de la Providence, derrière la BMVR.

En complément du projet de restructuration de l'îlot des Bains par une opération mixte prévoyant un équipement de proximité et des logements en "accession" déjà entériné, la requalification du parking de La Providence constitue un enjeu majeur pour l'attractivité du quartier.

Cette intervention propose la suppression du parking de surface au bénéfice d'un aménagement d'espace public végétalisé de type square, conforme aux préconisations environnementales de l'AVAP (Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) : il s'agit d'envisager la plantation d'arbres de haute tige en pleine terre pour adopter des mesures de lutte contre le réchauffement climatique par végétalisation.

La concertation portera notamment sur les usages attendus pour cet aménagement sur la base du diagnostic et des propositions établis par le programmiste missionné.

- Pôle Nadar-Pouillon : mise en valeur et usage du Cœur d'îlot des Récollettes et restauration immobilière

Il s'agit de revaloriser l'îlot des Récollettes, où des investissements ont déjà permis de mettre en valeur une partie du patrimoine architectural et historique, en poursuivant les interventions qualifiantes notamment à travers :

- la mise en valeur de l'environnement du Mémorial de la Marseillaise

- la réouverture de la cour du couvent curetée avec des fonds du Feder,

- Le traitement d'immeubles remarquables en particulier les vestiges du couvent et du parvis de son église par une opération de restauration immobilière.

La concertation portera en particulier sur les accès et l'usage de la cour du couvent et la mise en valeur du patrimoine historique.

Quartier Noailles :

- Pôles Canebière-Feuillants, Noailles-Capucins, Bédarrides, Saint Louis-Delacroix, Arc Palud, Ventre Lieutaud et Fongate

L'étude urbaine lancée sur 5 de ces pôles a permis de déterminer des axes d'intervention possibles en associant usagers, commerçants, résidents, riverains et associations à travers deux forums et des promenades urbaines associant les services techniques compétents. En complément du projet de création d'équipements publics de proximité développé parallèlement visant particulièrement les jeunes du quartier qui fera l'objet d'une concertation spécifique, il convient d'organiser une restitution :

- des orientations de l'étude constituant un plan-guide pour Noailles, en particulier les propositions concernant la gestion urbaine,

- de la programmation de la requalification des espaces publics,

- de la stratégie d'intervention sur le bâti en matière d'incitation à la réhabilitation, de lutte contre l'habitat indigne et de production de logements diversifiés, notamment par la maîtrise foncière d'intérêt public.

Pour les actions décrites ci-dessus par sites opérationnels, les modalités de concertation adoptées consisteront en :

- Une exposition publique des documents explicitant le projet pendant un mois, dans un lieu public.

- Des registres mis à disposition du public, permettant de consigner les remarques, questions et observations des habitants et usagers.

- Une permanence technique, dont le calendrier sera précisé dans l'avis public, permettant d'apporter des explications et répondre aux questions.

Les dates et lieux de l'exposition seront portés à la connaissance du public par un avis qui sera publié dans deux journaux locaux, affiché en mairie de Marseille et au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et mis en ligne sur les sites internet des collectivités concernées.

A l'issue de chaque concertation, un bilan sera soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante compétente. Une synthèse du bilan de la concertation sera consultable en ligne sur le site internet indiqué par les collectivités concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération « Dispositions relatives à la concertation publique dans le cadre de l'opération « Grand Centre-Ville » concédée à la Soleam – Approbation des modalités de concertations publiques pour des projets situés dans les pôles opérationnels des quartiers Belsunce et Noailles - 1^{er} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative aux « Dispositions relatives à la concertation publique dans le cadre de l'opération « Grand Centre Ville » concédée à la Soleam – Approbation des modalités de concertations publiques pour des projets situés dans les pôles opérationnels des quartiers Belsunce et Noailles - 1^{er} arrondissement » ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Dispositions relatives à la concertation publique dans le cadre de l'opération « Grand Centre Ville » concédée à la Soleam – Approbation des modalités de concertations publiques pour des projets situés dans les pôles opérationnels des quartiers Belsunce et Noailles - 1^{er} arrondissement ».

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	126
Voix Contre	6
Abstentions	2

Adoptée

Se sont abstenus :

André MOLINO - Patrick MAGRO

Ont voté contre :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Martine MATTEI - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE
Georges ROSSO

URB 011-516/17/CT

■ **Cession à titre onéreux à la Soleam d'un immeuble situé 122 La Canebière à Marseille nécessaire à la requalification du centre ville**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15234/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie,

dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux d'un immeuble situé 122 la Canebière à la Soleam nécessaire à la requalification du centre ville » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

La situation stratégique de l'immeuble 122 la Canebière 13001 est sur l'axe emblématique du centre-ville de Marseille.

Conformément à ce programme, la Métropole Aix-Marseille-Provence a exercé son droit de préemption sur l'immeuble situé 122 la Canebière cadastré sous le n° 806 A 78 d'une superficie de 159 m², appartenant aux Consorts Bonetti - Tavella, moyennant le prix de 500 000 euros.

Dans le cadre de cette concession, la Soleam s'est engagée à racheter cet immeuble auprès de Marseille Provence Métropole.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme local de l'habitat 2012-2018 qui est un document de programmation des objectifs quantitatifs en matière de logements et qui prévoit la production de 30 000 logements nouveaux et diversifiés sur Marseille en six ans.

L'engagement renforcé par le centre-ville de Marseille approuvé par le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole, prévoit la requalification du centre-ville par diverses interventions coordonnées au nombre desquelles le développement de l'attractivité résidentielle et commerciale.

L'opération de renouvellement urbain « grand centre-ville », concédée dans ce cadre à la Soleam prévoit dans ses objectifs la production de 1 500 logements nouveaux, notamment par la restauration d'immeubles dégradés, ainsi que la production de 13 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Soleam, cette dernière a accepté de céder ce bien moyennant le prix de 500 000 euros pour l'immeuble, 10 000 euros de frais d'agence plus les frais notariés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux d'un immeuble situé 122 la Canebière à la Soleam nécessaire à la requalification du centre ville » ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de l'immeuble situé 122 la Canebière sur la commune de Marseille permettra de participer à la requalification du centre ville ;

- Qu'il est nécessaire que la métropole Aix-Marseille-Provence acquière l'immeuble concerné par cette requalification ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur de projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence Métropole émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux d'un immeuble situé 122 la Canebière à la Soleam nécessaire à la requalification du centre ville.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 012-517/17/CT

■ Opération d'Intérêt National Euroméditerranée - ZAC Cité de la méditerranée - Marseille 2ème et 3ème arrondissements - Dossier de réalisation modifié - Avis de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le programme des équipements publics

Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/15215/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du rapport présenté ci-après :

La ZAC « Cité de la Méditerranée » a été créée par arrêté préfectoral du 30 décembre 2005. Le premier dossier de réalisation a été approuvé par le Conseil d'Administration du 5 octobre 2006 et le programme d'équipements publics par arrêté préfectoral du 27 mars 2007.

Ce programme d'équipements publics a fait l'objet de plusieurs modifications régulièrement approuvées par arrêté préfectoral et le 24 novembre 2016 le Conseil d'Administration de l'Etablissement public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a délibéré pour le prendre en compte :

- Le déplacement du « groupe scolaire Ruffi », initialement positionné au PEP sur l'îlot 3A (à la place du groupe scolaire provisoire existant) et simplement déplacé sur l'îlot 1A qui offre une assiette foncière plus

importante et permet d'y développer un groupe scolaire de 20 classes ;

- Le déplacement de l'« équipement social », initialement positionné au PEP sur l'îlot 2C (avec le Centre d'accueil international de la jeunesse) et simplement déplacé sur l'îlot 1A, à proximité du futur groupe scolaire Ruffi, de manière à pouvoir envisager une mutualisation de ces deux équipements, notamment de leurs espaces de jeux extérieurs, en utilisant par exemple la cour d'école, ou les salles d'activités hors temps scolaire (vacances et week-end) ;

- La création du « Parc Bougainville » : ce nouveau parc urbain situé au nord de la limite de ZAC, en lien direct avec le futur « parc habité » développé sur le quartier d'Arenc, n'était pas prévu au PEP de la ZAC et doit donc y être intégré, en remplacement des cinq squares initialement prévus sur les îlots 1C, 2B, 2C, 3B, 3C.

Tel est le sens de la saisine opérée par l'EPAEM selon notification du 21 décembre 2016, accompagnée du dossier correspondant.

Le Conseil de la Métropole est invité à donner un avis favorable sur le programme d'équipements public de la ZAC, suivant l'article R311.8 du Code de l'Urbanisme.

Pour mémoire la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération URB 017-1235/16/BM du 15 décembre 2016 a approuvé la convention tripartite de maîtrise d'ouvrage de réalisation du parc Bougainville de même que la Ville de Marseille.

La Ville de Marseille a également délibéré le 27 juin 2016 pour approuver le programme d'équipement modifié de la ZAC Cimed.

Il est proposé que le Conseil de Territoire donne un avis favorable sur ce programme d'équipements publics de la ZAC Cité de la Méditerranée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée du 24 novembre 2016 et le dossier de l'accompagnant
- L'article R311-8 du Code de l'Urbanisme ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée - ZAC Cité de la méditerranée - Marseille 2ème et 3ème arrondissements - Dossier de réalisation modifié - Avis de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le programme des équipements publics ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur « l'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée - ZAC Cité de la méditerranée - Marseille 2ème et 3ème arrondissements - Dossier de réalisation modifié - Avis de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le programme des équipements publics » ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de modification du dossier de réalisation - ZAC Cité de la méditerranée - Marseille 2ème et 3ème arrondissements -

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 013-518/17/CT

■ PRU Malpassé - Marseille 13ème arrondissement - Bilan d'étape de la concertation publique - Demande d'ouverture de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire conjointes pour la réalisation de l'opération d'aménagement de Malpassé concédée à la Soleam sur le centre commercial des Cèdres

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15252/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « PRU Malpassé – Concertation publique - Demande d'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire conjointe pour la réalisation de l'opération d'aménagement de Malpassé concédée à la SOLEAM sur le Centre commercial des cèdres. » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) du Vallon de Malpassé dans le 13^{ème} arrondissement a été signée le 28 juin 2010 par l'ANRU, la Ville de Marseille, Marseille Provence Métropole et les partenaires locaux. Suite à la découverte d'amiante dans les logements de la cité des Cèdres sud, la démolition des

159 logements de ce groupe a été décidée en 2012 et un nouveau projet a été élaboré. L'objectif actuel est de conduire un projet visant à reconfigurer un quartier plus ouvert, mieux connecté à la Ville et offrant une gamme diversifiée de logements et de services avec un volet social renforcé.

Le programme de rénovation urbaine de Malpassé va permettre de rénover et réorganiser le secteur des groupes « les Cèdres », « les Cyprès », « les Lauriers » et « les Genêts », regroupant 1 155 logements sociaux, ainsi qu'un ensemble important de terrains et d'équipements municipaux.

A cette fin, il est prévu de démolir des immeubles vétustes, dont certains sont amiantés, de conforter la centralité de la place des Cèdres nord ainsi que de réhabiliter le patrimoine de logements sociaux et de reconstruire des programmes de logements diversifiés, de commerces, de services et d'équipements publics. Cette opération est déjà très engagée et se décline par :

- la démolition de 567 logements locatifs sociaux, dont 122 sont déjà démolis,
- la réhabilitation en cours de 544 autres,
- la reconstruction sur site de 176 logements locatifs sociaux, dont 136 sont en chantier,
- la construction en secteur libre de 70 logements en accession et de 30 logements locatifs,
- la reconstruction hors site de 391 logements locatifs sociaux, dont 229 sont livrés ou en chantier,
- la construction d'un nouveau centre social, livré en 2009,
- la construction d'une crèche de 42 berceaux,
- la réfection complète du stade de Malpassé et d'un équipement de proximité attenant.

Un programme privé de petite zone d'activité est en voie d'achèvement, rue Raymonde Martin. Il comprend une résidence pour personnes âgées, une Maison régionale de santé et d'autres locaux dévolus aux activités médicales et para-médicales, ainsi qu'une Maison départementale de la solidarité.

Il est également prévu de prendre en compte la création de la voie de contournement nord de la Ville

dite « L2 nord » par un aménagement adapté de l'espace public à ses abords.

Est également engagée la reconnexion du quartier aux équipements structurants : pôles d'enseignement, de recherche et d'activités, aussi bien par la requalification de la trame viaire et la création de quatre rues nouvelles que par la liaison avec la ligne de transports en commun en site propre projetée au nord ouest du secteur, qui relierait le nord du centre Ville aux quartiers de Saint Jérôme et de la Rose.

Compte tenu de la complexité de mise en œuvre d'une partie du projet Anru, nécessitant des acquisitions foncières, des travaux d'aménagement et des cessions de terrains, la Ville de Marseille a confié à la Soleam une concession d'aménagement au sens des articles L300-1 et suivants du code de l'urbanisme notifiée le 31 janvier 2013 pour une durée initiale de 4 ans prorogée ensuite jusqu'au 31 janvier 2021 : le programme d'aménagement porte sur 25 000 m² de surface de planchers de logements diversifiés et de commerces, 12 126 m² de voies et espaces publics à aménager, dont 2 squares publics et des jardins partagés.

Par ailleurs, cette concession a été transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31/12/2015 par arrêté préfectoral du 28/12/2015, à laquelle s'est substituée la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016.

Un avenant n°5 à la concession d'aménagement notifié le 7 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Concertation publique :

Une première phase de concertation a eu lieu sous l'égide de la Ville de Marseille de 2010 au 31 décembre 2015. Le bilan de cette concertation a été tiré par décision du Conseil Municipal du 1^{er} avril 2016. Cette phase de concertation a permis de revoir la question des liaisons et des cheminements entre le vallon de Malpassé et le plateau des Lauriers, de convenir d'un phasage opérationnel plus adapté et permettant d'accéder plus rapidement à une offre nouvelle de logements sociaux sur site pour les locataires à reloger (opérations Les Coteaux/Les Restanques) et de mettre au point une nouvelle place centrale de quartier placée face au centre social, la place des Cèdres Nord. Ces approches ont permis, d'apporter des améliorations au projet urbain et ont conduit les habitants à être partie prenante des profonds changements à l'œuvre dans leur quartier.

La loi Alur (article L 103-2 du code de l'urbanisme) a soumis les projets de renouvellement urbain à une concertation associant pendant la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et toutes les autres personnes concernées. En conséquence, la Métropole compétente pour les PRU

et, depuis le 1^{er} janvier 2016, autorité concédante de l'opération, entend fixer les objectifs et les modalités des prochaines phases de concertation.

Cette concertation continuera à porter généralement sur les opérations restant à réaliser du projet de rénovation urbaine : démolitions, réhabilitations, reconstructions, nouvelles constructions dont la crèche, les équipements sportifs et ceux de proximité, et sur le nouveau projet des Cèdres Sud qui prévoit, en ce qui concerne le centre commercial et ses commerces :

- l'acquisition des différents lots du centre commercial par la Soleam,
- le transfert des commerces subsistants du centre commercial en RdC de la nouvelle opération immobilière prévue à proximité immédiate (lot 4/6),
- la démolition, par la Soleam, de l'actuel centre commercial, après transfert des commerces,
- la réalisation, par la Soleam, d'une opération immobilière mixte, intégrant des logements sociaux, des logements en accession et locatif libre, et autant que possible des activités de service et commerciales en RdC.

Il s'accompagnera de la création d'un bassin de rétention enterré, qui sera placé sous la future « esplanade des Cèdres Sud ».

Les modalités de cette concertation, similaires à celles menées sous l'égide de la Ville pourront prendre des formes diverses : réunions publiques et réunions à différentes échelles, expositions avec des panneaux, dépliants et bulletins périodiques, ateliers de travail publics et participatifs, commissions trimestrielles...

Cette nouvelle étape de la concertation qui va être engagée portera sur les opérations ci-dessus, avec en particulier l'enquête publique, au titre du code de l'expropriation, article L122-1, qui sera relative au lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) pour les acquisitions du centre commercial des Cèdres.

Le rôle du GIP MRU pour mener l'ensemble des volets de cette concertation restera central en tant qu'acteur essentiel agissant sous l'autorité de la Métropole. Un bilan actualisé de la concertation et de ses modalités sera donc établi ultérieurement, par notre Collectivité.

Procédure de déclaration d'utilité publique :

La Soleam, concessionnaire de la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016, a en charge la mise en œuvre d'une grande partie du projet qui comprend la maîtrise foncière des biens nécessaires à l'opération d'aménagement du PRU. Elle a ainsi engagé les négociations amiables auprès des propriétaires privés détenant les locaux de la copropriété du centre commercial des Cèdres pour développer en lieu et

place de ce centre commercial, un programme de logements dont des logements sociaux.

Compte tenu de l'intérêt général du projet, des difficultés rencontrées dans les démarches d'acquisition de ces locaux, et pour respecter les délais impartis par le conventionnement avec l'ANRU pour la construction des logements, la Soleam va devoir faire appel à une procédure d'expropriation sur la base d'un dossier de déclaration d'utilité publique (DUP). Le bilan de la concertation relative au secteur du centre commercial sera annexé au dossier qui sera mis à l'enquête publique.

Aussi, il est proposé d'approuver le lancement de la procédure de DUP pour les acquisitions du centre commercial des Cèdres réalisées par son concessionnaire Soleam, et ce, parallèlement à la poursuite des négociations amiables.

En application des articles L110-1 et suivants et de l'article R131-14 du code de l'expropriation il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur « PRU Malpassé – 13013 – Concertation publique - Demande d'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire conjointe pour la réalisation de l'opération d'aménagement de Malpassé concédée à la Soleam sur le Centre commercial des cèdres. »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au PRU Malpassé – 13013 – Concertation publique - Demande d'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire conjointe pour la réalisation de l'opération d'aménagement de Malpassé concédée à la Soleam sur le Centre commercial des cèdres. ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le PRU Malpassé – 13013 – Concertation publique - Demande d'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire conjointe pour la réalisation de l'opération d'aménagement de Malpassé concédée à la Soleam sur le Centre commercial des cèdres.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 014-519/17/CT

■ Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ceyreste. Bilan de la mise à disposition au public et approbation de la procédure de modification 3s

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15085/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération « Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ceyreste - Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification n°3s » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) exerce, sur le territoire Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La procédure de modification n°3s du Plan d'Occupation des Sols (POS) valant Plan local d'Urbanisme (PLU) de Ceyreste a été demandée par courrier de Monsieur le Maire du 23 mai 2016, auprès du Conseil de Territoire Marseille Provence afin de modifier le tracé de l'emplacement réservé de voirie n°23. Il convient également de mettre à jour les annexes et de corriger les erreurs matérielles.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du POS tenant lieu de PLU, relèvent d'une procédure de modification qui a pu être conduite sous forme simplifiée telle que la prévoit le Code de l'urbanisme.

Par délibération du 24 juin 2016, le Conseil de Territoire Marseille Provence a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Ceyreste, sous la forme simplifiée et de définir les modalités de mise à disposition du dossier au public, conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3s du POS tenant lieu de PLU de Ceyreste, sous la forme simplifiée.

Par arrêté n°16/471/CM du 19 août 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°3s du POS tenant lieu de PLU de Ceyreste, conduite selon la procédure simplifiée prévue par le Code de l'urbanisme.

Par arrêté n°16/004/CT du 21 septembre 2016, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence a déterminé les modalités de la mise à disposition au public du projet de modification n°3s du POS tenant lieu de PLU de Ceyreste. Celle-ci s'est déroulée comme suit :

- un dossier comprenant le projet de modification, l'exposé de ses motifs ainsi qu'un registre dans lequel le public a pu consigner ses observations, a été déposé au service urbanisme et technique de la mairie de Ceyreste et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence durant un mois, du mardi 11 octobre 2016 au lundi 14 novembre 2016 inclus.
- le dossier a également été consultable sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence, durant la même période.
- un avis au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » et « la Marseillaise » les 29 septembre 2016 et 11 octobre 2016.

A l'issue de la mise à disposition du dossier au public, deux observations ont été inscrites sur le registre déposé en commune.

La première remarque ne concerne pas la procédure en cours. La seconde remarque porte sur l'emprise de l'emplacement réservé n°41; Il convient de préciser que cet emplacement réservé a bien une emprise de 6 mètres ; seule l'aire de retournement est plus large. La planche graphique n'est donc pas erronée.

Le Conseil Municipal de la commune de Ceyreste a, par délibération du 26 janvier 2017, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°3s de son POS tenant lieu de PLU par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération au conseil de la Métropole portant sur « Plan d’Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d’Urbanisme de la commune de Ceyreste - Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification n°3s ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative au bilan de la mise à disposition au public et à l'approbation de la modification n°3s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ceyreste ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Plan d’Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d’Urbanisme de la commune de Ceyreste - Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification n°3s ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 015-520/17/CT

■ Instauration d'un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la commune de Ceyreste

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15094/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Instauration d'un droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la commune de Ceyreste » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

L'article L 211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet établissement est compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Cette compétence s'exerce actuellement de manière partielle, sur le territoire de l'ancienne Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, compte tenu des dispositions transitoires et ce jusqu'au 1^{er} janvier 2018.

La commune de Ceyreste a demandé l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur certaines zones urbaines du territoire communal afin de disposer d'un outil complet de maîtrise foncière en faveur de l'habitat, de la préservation du patrimoine et de la redynamisation du centre ancien.

En effet, le Droit de Préemption Urbain en vigueur sur le territoire de la commune de Ceyreste s'applique sur les zones urbaines et à urbaniser du Plan d'Occupation des Sols mais il exclut, conformément à l'article L211-4 du code de l'Urbanisme, les cas suivants :

- L'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, compris dans un bâtiment effectivement soumis, à la date du projet d'aliénation, au régime de la copropriété, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution, soit depuis dix années au moins dans le cas où la mise en copropriété ne résulte pas d'un tel partage, la date de publication du règlement de copropriété au fichier immobilier constituant le point de départ de ce délai ;
- La cession de parts ou d'actions de sociétés visées aux titres II et III de loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;
- L'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de dix ans à compter de son achèvement ;
- La cession de la majorité des parts d'une société civile immobilière, lorsque le patrimoine de cette société est constitué par une unité foncière, bâtie ou non, dont la cession serait soumise au droit de préemption. Le présent alinéa ne s'applique pas aux sociétés civiles immobilières constituées exclusivement entre parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus.

Ainsi l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le périmètre de la zone UA du Plan d'Occupation des Sols correspondant au village de

Ceyreste permettra à la commune d'acquérir par voie de préemption des biens qui étaient jusqu'à présent exclus du champ de cet outil d'acquisition afin de lui permettre de renforcer son action en matière de création de logements sociaux et d'accueil de commerçants ou artisans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Instauration d'un droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la commune de Ceyreste ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain ;
- Que la commune de Ceyreste a demandé l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur la zone UA du Plan d'Occupation des Sols afin de lui permettre de redynamiser le centre ancien et de mieux répondre à ses obligations en matière de production de logement social ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis de projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de Métropole « Instauration d'un droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la commune de Ceyreste ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 016-521/17/CT

■ Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis. Bilan de la mise à disposition au public et approbation de la procédure de modification 5s

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15086/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération « Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis - Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification n°5s » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, sur le territoire Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme.

La procédure de modification n°5s du Plan d'Occupation des Sols (POS) valant Plan local d'Urbanisme (PLU) de Cassis a été demandée par délibération du Conseil municipal de la ville de Cassis en date du 12 mai 2016 afin d'augmenter dans la zone d'activités du Brégadan (NAE3) la hauteur autorisée des bâtiments de 20% (passant de 6 mètres à 7,20 mètres), pour permettre aux futures occupants de bénéficier de volumes suffisants sur 2 niveaux pour l'exercice de leurs activités.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du POS tenant lieu de PLU, relèvent d'une procédure de modification qui a pu être conduite sous forme simplifiée telle que la prévoit le Code de l'urbanisme.

Par délibération du 24 juin 2016, le Conseil de Territoire Marseille Provence a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de Cassis, sous la forme simplifiée et de définir les modalités de mise à disposition du dossier au public, conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5s du POS tenant lieu de PLU de Cassis, sous la forme simplifiée.

Par arrêté n°16/482/CM du 26 septembre 2016, le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°5s du POS tenant lieu de PLU de Cassis, conduite selon la procédure simplifiée prévue par le Code de l'urbanisme.

Par arrêté n°16/005/CT du 27 septembre 2016, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence a déterminé les modalités de la mise à disposition au public du projet de modification n°5s du POS tenant lieu de PLU de Cassis. Celle-ci s'est déroulée comme suit :

- un dossier comprenant le projet de modification, l'exposé de ses motifs ainsi qu'un registre dans lequel le public a pu consigner ses observations, a été déposé en mairie de Cassis et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence durant un mois, du mardi 11 octobre 2016 au lundi 14 novembre 2016 inclus.

- le dossier a également été consultable sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence, durant la même période.
- un avis au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » et « la Marseillaise » les 29 septembre 2016 et 11 octobre 2016.

A l'issue de la mise à disposition du dossier au public, aucune observation n'a été inscrite sur les registres déposés en commune et au Pharo.

Par courrier du 6 octobre 2016, le Parc National des Calanques a fait une observation sur la qualité paysagère de l'implantation des futurs bâtiments.

Il convient de préciser que la zone artisanale du Brégadan n'est pas située dans l'aire d'adhésion du Parc National des Calanques mais que du fait de sa proximité avec celui-ci et de son exposition qui rend visible sa façade Est depuis la RD1, une attention toute particulière sera portée à la qualité architecturale et paysagère du programme de constructions et à son insertion dans le site.

Le Conseil Municipal de la commune de Cassis a, par délibération du 2 février 2017, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°5s de son POS tenant lieu de PLU, par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

- compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le courrier du Parc national des Calanques du 6 octobre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération au conseil de la Métropole portant sur « Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis - Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification n°5s ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative au bilan de la mise à disposition au public et à l'approbation de la modification n°5s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis - Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification n°5s ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 017-522/17/CT

■ Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Victoret - Bilan de la mise à disposition au public et approbation de la procédure de modification n°12s

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15222/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération « Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Victoret- Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification n°12s » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) exerce, sur le territoire Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La procédure de modification n°12s du Plan d'Occupation des Sols (POS) valant Plan local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Victoret a été demandée par délibération de la commune de Saint-Victoret du 22 septembre 2015, auprès du Conseil de la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole afin de clarifier la règle encadrant les clôtures, de mettre à jour la liste des emplacements réservés et de procéder à quelques adaptations mineures.

Par délibération du 23 octobre 2015, le président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé l'engagement de la procédure de modification n°12 du POS tenant lieu de PLU de la commune de Saint-Victoret. Cette procédure a été poursuivie par délibération du Conseil de la métropole Aix-Marseille Provence du 28 avril 2016. Par arrêté du 19 août 2016 du Président de la métropole Aix-Marseille Provence est engagée la procédure de modification n°12s du POS tenant lieu de PLU de la commune de Saint-Victoret ; en effet, ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme, relèvent d'une procédure de modification qui peut être conduite sous forme simplifiée telle que la

prévoit le Code de l'urbanisme. Par délibération du 17 octobre 2016, ont été définies les modalités de mise à disposition du dossier au public, conformément à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil du Territoire. Par arrêté du 28 octobre 2016 du Président du Conseil de Territoire est définie la période de mise à disposition du dossier au public. Celle-ci s'est déroulée comme suit :

- un dossier comprenant le projet de modification, l'exposé de ses motifs ainsi qu'un registre dans lequel le public a pu consigner ses observations, a été déposé au service urbanisme de la mairie de Saint-Victoret et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence durant un mois, du 22 novembre 2016 au 21 décembre 2016 inclus.
- le dossier a également été consultable sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence, durant la même période.
- un avis au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » et « la Marseillaise » les 10 novembre 2016 et 22 novembre 2016.

A l'issue de la mise à disposition du dossier au public, aucune observation n'a été inscrite sur les registres déposés en commune et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Conseil Municipal de la commune de Saint-Victoret a, par délibération du 28 mars 2017, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°12s de son POS tenant lieu de PLU, par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Victoret - Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification n°12s ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au bilan de la mise à disposition au public et à l'approbation de la modification n°12s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Victoret ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Victoret- Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification n°12s ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 018-523/17/CT

■ ZAC Empallières Commune de Saint Victoret - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de demande de raccordement d'une installation au réseau public de distribution géré par Enedis

Avis du conseil de Territoire DGDU 17/15259/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « ZAC Empallières Commune de Saint Victoret. Approbation de l'Avenant n°1 à la Convention de demande de raccordement d'une installation au réseau public de distribution géré par Enedis » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le dossier de création de la ZAC Empallières et a été approuvé par délibération URB 948/07/CC du Conseil de Communauté le 08 octobre 2007.

Par délibération AEC 005-675/11/CC, le Conseil de Communauté a approuvé le 21 octobre 2011 le dossier de réalisation de la ZAC Empallières.

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC, des raccordements aux réseaux sont nécessaires fin de viabiliser les futurs lots.

A cet effet, une convention entre Enedis (Anciennement ERDF) et la Métropole

Aix-Marseille Provence a été approuvée par délibération URB 009-961/16/BM du conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 afin de valider la demande de raccordement d'une installation de consommation de puissance supérieure à 250 kVA au réseau public de distribution HTA.

Cette convention inclue l'implantation de 8 postes HTA. Compte tenu du risque d'inondation qui grève le secteur, la rehausse de 1,5 mètres de 3 postes situés en zone bleue du Plan de Prévention des Risques Inondation est rendue indispensable. Un avenant à la convention URB 009-961/16/BM est donc nécessaire afin de prendre en charge le coût supplémentaire de rehausse de ces 3 postes d'un montant de 22 660.20 euros HT.

Il convient donc d'approuver l'avenant n°1 à la convention de demande de raccordement d'une installation au réseau public de distribution géré par Enedis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'avenant n°1 à la convention de demande de raccordement d'une installation au réseau public de distribution géré par Enedis.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 019-524/17/CT

■ ZAC Empallières - Commune de Saint Victoret - Approbation d'une convention de raccordement du réseau d'eau potable et d'assainissement géré par la société Eau Marseille Métropole

Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/15263/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention de raccordement du réseau d'eau potable et d'assainissement géré par la société Eau Marseille Métropole » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le dossier de création de la ZAC Empallières a été approuvé par délibération URB 948/07/CC du Conseil de Communauté le 08 octobre 2007.

Par délibération AEC 005-675/11/CC, le Conseil de Communauté a approuvé le 21 octobre 2011 le dossier de réalisation de la ZAC Empallières.

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC, des raccordements aux réseaux sont nécessaires fin de viabiliser les futurs lots.

A ce titre, une convention de réalisation des travaux d'extension du réseau d'eau potable et d'assainissement doit être établie entre la Métropole et la Société Eau de Marseille Métropole.

Cette convention a pour objet de définir les travaux nécessaires à la mise en place du réseau d'eau potable et d'assainissement sur la ZAC et de prévoir les modalités de financement des travaux entre l'aménageur et la Société Eau de Marseille Métropole pour un montant de 67 163,61 euros TTC.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de ce raccordement du réseau d'eau potable et d'assainissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 et du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;

- La délibération URB 1/432/CC du Conseil de Communauté du 22 mai 2006 par laquelle la Communauté urbaine a reconnu d'intérêt communautaire la zone d'aménagement concerté Empallières sur la commune de Saint-Victoret ;
- La délibération URB 948/07/CC du Conseil de Communauté du 08 octobre 2007 approuvant le bilan de la concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques d'Empallières à Saint-Victoret et le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté ;
- La délibération AEC 005-675/11/CC du Conseil de Communauté du 21 octobre 2011 approuvant le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques d'Empallières à Saint-Victoret ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de viabilisation de la ZAC Empallières sur la commune de Saint-Victoret sont réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la Société Eau Marseille Métropole exerce une mission de service public et de gestion du réseau d'eau potable et assainissement ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la Société Eau Marseille Métropole afin de permettre le raccordement en eau potable et assainissement de la ZAC Empallières.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation d'une convention de raccordement du réseau d'eau potable et d'assainissement dans la ZAC Empallières.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 020-525/17/CT

■ Gestion des espaces sensibles de la ZAC Athélia V - Commune de la Ciotat - Approbation d'une convention avec l'Office National des Forêts

Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/15261/CT

Monsieur le Président de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Gestion des espaces sensibles de la ZAC Athélia V, Commune de la Ciotat. Approbation d'une convention avec l'Office National des Forêts (ONF). » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 30 mars 2006, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a décidé de mettre en œuvre une opération d'aménagement destinée à la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques, Athélia V, sur la commune de la Ciotat.

Le dossier de création de la ZAC Athélia V et l'étude d'impact, pièce maîtresse de ce dossier, ont ainsi pu être approuvés en Conseil de Communauté du 1er octobre 2010 et le dossier de réalisation a été approuvé le 15 février 2013, suite à l'avis favorable du conseil municipal de la Ciotat du 11 février 2013.

Cette Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique qui permet l'accueil d'activités tertiaires et de petite production est réalisée en régie directe par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ; par conséquent c'est Marseille Provence Métropole qui a procédé elle-même directement à l'aménagement des équipements publics de la zone.

D'autre part, l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que la Métropole est compétente en matière de création d'aménagement et de gestion des zones d'activités industrielles, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire.

La ZAC Athélia V s'étend sur 60 ha dont seulement 32 sont aménagés pour préserver des espaces naturels sensibles il convient à présent de mettre en place les dispositifs de gestion de ces espaces naturels. Aussi la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de l'organisme National des Forêts compétent en matière de gestions de ces espaces.

La délibération a pour objet d'approuver la convention avec l'Office National des Forêts pour la gestion des espaces boisés et sensibles de la ZAC avec le débroussaillage réglementaire de la zone ainsi que la création d'un bout de piste DFCI pour la défendabilité du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité

de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'aménagement d'un pôle d'activités sur la Commune de La Ciotat relève des compétences de la Métropole ;
- Qu'il est nécessaire de mettre en œuvre les dispositifs de gestion de la ZAC.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la convention avec l'Office National des Forêts pour la gestion des espaces boisés et sensibles de la ZAC avec le débroussaillage réglementaire de la zone ainsi que la création d'un bout de piste DFCI pour la défendabilité du site.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

Commission "Habitat, Politique de la Ville"

HPV 001-526/17/CT

■ Budget Métropole - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Mise en oeuvre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain

**Information du Conseil de Territoire
DGDU 17/15212/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le 21 décembre 2015, les principes du protocole de préfiguration à conclure avec l'Etat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Ville de Marseille ont été adoptés par le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 17 octobre 2016, la création de l'opération n°2016103700 - Mise en œuvre du NPNRU – ainsi que l'affectation de l'autorisation de programme.

Le 12 décembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a présenté au Comité National d'Engagement de l'ANRU (CNE), le protocole de Marseille Provence afin de solliciter l'ANRU et ses partenaires au conventionnement de celui-ci et donc à son co-financement.

Afin de réaliser cette ultime étape avant le conventionnement en tant que tel, il a été nécessaire de faire évoluer le projet, mais aussi de le préciser dans son contenu et son estimation.

En effet, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine a organisé le déroulé du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en deux phases :

- une première phase de préfiguration, qui consiste en la mise en œuvre d'un programme d'études et d'opérations pré-convention, qui va permettre de formuler les enjeux et les objectifs d'un territoire et de le conventionner avec l'ANRU dans le cadre de conventions de Projet de Renouvellement Urbain,
- une deuxième phase qui consistera à mettre en œuvre ces projets opérationnels.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est couverte par 5 protocoles de préfigurations NPNRU intégrant 21 Quartiers Politique de la Ville.

Ce protocole de Marseille Provence concerne neuf quartiers reconnus d'intérêt national, et cinq reconnus d'intérêt régional, tous situés à Marseille qui participent chacun au projet de développement métropolitain en matière de centralité, d'activité économique et d'habitat.

Ils relèvent de 4 grands secteurs géographiques :

- Nord Est – L2
- Hôpital Nord – Saint-Antoine – Mourepiane
- Grand Centre-ville – Grand Port Maritime de Marseille
- Sud – Vallée de l'Huveaune

L'élaboration des projets de renouvellement urbain dans le cadre du NPNRU nécessite :

- la conduite d'expertises transversales aux différents projets : la gestion de la mobilité résidentielle, la concertation, la gestion urbaine de proximité,

l'optimisation des équipements publics, l'amélioration de la sécurité ...,

- la conduite d'études territorialisées pour la mise au point des projets dans les quartiers, dans les champs urbains, sociaux en concertation avec les habitants et usagers,

- la mise en œuvre d'opérations urgentes, soit en pré-conventionnement (OPPC), subventionné par l'ANRU pendant le protocole, soit en autorisations de démarrage anticipées (ADA), pas de subventions ANRU a priori mais avec la prise en compte des dépenses en cas de subvention dans le futur projet conventionné.

Ce protocole représente pour l'ensemble des Maîtres d'Ouvrages un investissement de près de 165 millions d'euros, dont 22 millions d'euros répartis sur près de 50 études, 63 millions d'euros sur près de 17 OPPC et 80 millions d'euros sur près de 16 ADA.

Ce programme de travail représente pour la Métropole Aix-Marseille-Provence un investissement, pour les études en maîtrise d'ouvrage directe ainsi qu'en co-financement, de près de 6 millions d'euros sur les trois prochaines années qui est la durée de déroulement de ce protocole.

Afin de permettre la réalisation de ces études et travaux, l'opération d'investissement n°2016103700 « Mise en œuvre du NPNRU », inscrite au budget pour un montant initial 1 400 000 euros et enregistrée dans l'autorisation de programme 161240BP du programme 24, doit être affectée d'une revalorisation de 4 600 000 euros, portant le nouveau montant de l'opération à 6 000 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité

de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2016103700 – Mise en œuvre du NPNRU.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2016103700 – Mise en œuvre du NPNRU.

HPV 002-527/17/CT

■ Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Travaux copropriétés dégradées

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15230/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente pour intervenir sur l'amélioration du parc privé, est engagée dans la préparation d'un accord partenarial avec l'Etat et la Ville de Marseille sur le traitement des copropriétés.

Par délibération DEVT 005-1439/16/CM du 15 décembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création d'une opération « Travaux copropriétés dégradées » et l'affectation de l'autorisation de programme correspondante.

Cette opération d'un montant de 3 000 000 euros visait

à intervenir sur les copropriétés dégradées sur le Territoire de Marseille Provence, hors commune de Marseille.

Cette intervention sur les copropriétés a d'ailleurs fait l'objet d'un engagement au titre du contrat de ville de Marseille Provence 2015-2020, avec un million d'euros annuel en investissement pour le programme à intervenir sur les copropriétés dégradées venant participer aux cofinancements apportés par les autres partenaires.

Des études complémentaires sur Marseille font état d'un parc privé potentiellement indigne évalué à 40 400 logements, soit environ 11 % des résidences principales. Il est à 78 % composé de logements locatifs.

L'ampleur du parc immobilier concerné, les enjeux sociaux majeurs dans ce parc locatif social de fait, et les incidences sur le fonctionnement urbain, nécessitent un plan d'intervention coordonné, qui prendra la forme d'un accord partenarial entre l'Etat, les collectivités territoriales, l'Agence nationale de l'Habitat et les partenaires institutionnels. Cet accord a pour objectif la réalisation d'un ensemble d'expertises pour amplifier les opérations en cours et enclencher des actions nouvelles.

Afin de permettre la réalisation de ces études et travaux, l'opération d'investissement n°2016103800 « Travaux copropriétés dégradées », inscrite au budget et d'un montant initial de 3 000 000 euros, dans l'autorisation de programme AP 161092BP du programme 09, doit être affectée d'une revalorisation de 2 000 000 euros supplémentaires, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 5 000 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant

élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2016103800 « Travaux copropriétés dégradées ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2016103800 « Travaux copropriétés dégradées ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2016103800 « Travaux copropriétés dégradées ».

HPV 003-528/17/CT

■ Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de conventions 2017-2022

Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/15166/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est

spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'Habitat – Approbation de conventions 2017-2022 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Code Général des Collectivités Territoriales, dans son article L5217-2, a modifié la conduite des politiques locales de l'habitat en permettant à l'Etat de déléguer ses compétences d'aides à la pierre aux métropoles. Dans son article L.5218-2, il a précisé l'étendue de celles qu'il pouvait déléguer à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'habitat est au cœur des enjeux de la Métropole en termes d'attractivité et de mobilité. Dès sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence a affirmé des objectifs ambitieux par la définition d'une stratégie forte en matière d'habitat et de cohésion sociale. Cela s'est traduit par notamment :

La prescription de l'engagement d'élaboration d'un SCOT

L'engagement du processus d'élaboration du PLH Métropolitain

La création d'une Commission Locale de l'Habitat (CLAH) unique

La garantie des emprunts des bailleurs sociaux et opérateurs sociaux

La création de la Conférence intercommunale du Logement

L'approbation d'un agenda de la mobilité.

Dans cette dynamique, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait part au Préfet de son souhait de se saisir de l'opportunité d'une délégation des aides à la pierre.

Le Préfet a confirmé son accord pour préparer cette délégation sur la base du PLH transitoire qui reprend les objectifs des PLH exécutoires. Le PLH Métropolitain, en cours d'élaboration, viendra compléter et renforcer les actions en cours.

Il convient aujourd'hui d'approuver la délégation que l'Etat va faire à la Métropole Aix-Marseille-Provence de sa compétence en matière d'attribution des aides à la pierre à compter du 1^{er} janvier 2017.

En effet, la Métropole pourra assurer une parfaite adéquation entre :

- les objectifs du Programme Local de l'Habitat transitoire exécutoire et du PLH à venir

- la politique de l'habitat qu'elle entend conduire avec les communes membres,

- le couplage de la production locative sociale à la production privée qui garantit un haut niveau de production global

- la poursuite du rééquilibrage de l'offre locative sociale sur l'ensemble du territoire

- et la mise en œuvre des moyens qui lui seront délégués par l'Etat, au plus près du fonctionnement des marchés locaux de l'habitat et de leur contexte social.

Les aides publiques déléguées concernent :

- la construction, l'acquisition, la réhabilitation,
- l'agrément des opérations de Prêts Locatifs Sociaux PLS,
- l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'Anah,
- le conventionnement sans travaux Anah
- la création de places d'hébergement,
- la délivrance aux organismes HLM des agréments d'aliénation de logement
- les prestations d'études et d'ingénierie.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assurera désormais le pilotage et les décisions en matière d'aides publiques à l'habitat, l'Etat mettant à disposition les moyens en personnel et en crédits.

La durée prévue pour cette délégation de compétence est de six ans.

Les modalités de cette délégation de compétence de la part de l'Etat sont décrites dans les trois conventions ci-annexées :

- une convention entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence
- une convention entre l'Anah et la Métropole Aix-Marseille-Provence
- une convention de mise à disposition du personnel des services de l'Etat

1. Dans la convention que la Métropole Aix-Marseille-Provence se propose de signer avec l'Etat, les objectifs

règlementaires de production de logements sociaux sont les suivants :

- construction ou acquisition-amélioration de 21 905 logements PLUS et PLAI, construction de 7336 logements PLS,
- réalisation de 900 places d'hébergement d'urgence, de pensions de familles ou de résidences sociales,
- réalisation de 2 400 logements foyers pour personnes âgées ou handicapées,

Les moyens affectés pour le logement locatif social par l'Etat à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvent à 86 000 000 euros pour les six ans, un maximum de 18 439 900 euros pour 2017. Les crédits seront versés à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui assurera le paiement des aides déléguées.

2. Les objectifs de réhabilitation du parc privé annuels, sur la base des objectifs figurant au programme d'actions du PLH transitoire et des programmes existants et à venir, s'élèvent pour la durée de la convention à 5 088 logements privés auxquels se rajouteront des logements privés en copropriété.

Pour 2017, les objectifs se déclinent comme suit :

- 11 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne, et très dégradés
- 194 logements occupés par leurs propriétaires au titre de l'autonomie
- 127 logements de propriétaires bailleurs
- 674 logements occupés par leur propriétaire au titre de la précarité énergétique
- 766 logements en copropriété fragile
- Le traitement de copropriétés en difficultés

Les moyens affectés par l'Anah à la Métropole s'élèvent à 11,3 millions d'euros annuels. Ces moyens ne sont pas mis à la disposition de la Métropole, l'Anah continuant à assurer le paiement des subventions sous l'autorité de la Métropole.

D'ores et déjà le programme d'intervention prévu en 2017 sur le parc privé est le suivant :

- 6 OPAH- OPAH RU : Istres Ouest Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Marignane, multi sites Grand centre-ville de Marseille,

- 3 PIG

Marseille Provence

Pays Salonais avec une ingénierie renforcée dans les 6 centres anciens

Pays d'Aix avec ingénierie dans six secteurs renforcés

En parallèle, des projets d'OPAH vont démarrer en 2017 :

- A La Ciotat
- A Marignane
- A Port de Bouc

De même, pour les plans de sauvegarde, des interventions pour l'amélioration de l'habitat sont prévues :

-dans les copropriétés : Bellevue, Kalliste, Corot à Marseille, Les Facultés à Aix en Provence
La Mariélie à Berre l'Etang

- Des études copropriété : Le Mail, la Granière, Consolat, Parc La Rose, Les Rosiers à Marseille,

- Plusieurs Programmes Opérationnels Préventifs d'Accompagnement des Copropriétés POPAC, dont Marseille et La Ciotat, et des opérations de Veille et Observation des Copropriétés métropolitaine et à Marseille.

Enfin, hors secteur d'OPAH, se poursuivra en 2017 la mise en œuvre du protocole d'éradication de l'habitat indigne à Marseille.

Le détail de ces programmes d'intervention est donné dans l'annexe 2 de la convention Etat-Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans la convention que la Métropole se propose de signer avec l'Anah, il convient de mettre en place une Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Celle-ci a pour rôle de donner un avis sur les demandes de subventions émanant des propriétaires privés.

3. Enfin, dans la convention de mise à disposition des services de l'Etat, la répartition des tâches entre la Métropole et les Services de l'Habitat de l'Etat est détaillée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'Habitat – Approbation de conventions 2017-2022 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à la « Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'Habitat – Approbation de conventions 2017-2022 » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'Habitat – Approbation de conventions 2017-2022 ».

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

HPV 004-529/17/CT

■ **Approbation d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille entre la Métropole, la ville de Marseille, les collectivités territoriales, l'État, l'Agence nationale de l'habitat et les partenaires institutionnels**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15240/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille entre la Métropole, la ville de Marseille, les collectivités territoriales, l'État, l'Agence nationale de l'habitat et les partenaires institutionnels » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le parc privé potentiellement indigne est évalué à 40 400 logements à Marseille, soit environ 11 % des résidences principales. Il est à 78% composé de logements locatifs.

28 000 résidences principales du parc privé potentiellement indigne sont gérées sous le statut de la copropriété. Elles se concentrent essentiellement :

- dans le parc construit avant 1948 :

Plus d'un tiers du parc de résidences principales de Marseille (37%) a été construit avant 1948. Le parc locatif privé accueille à près de 50% en moyenne des ménages à revenus modestes et très modestes (inférieurs à 60% des plafonds HLM), soit quasiment autant que dans le parc social.

Le parc privé potentiellement indigne ancien se concentre dans le centre-ville, les faubourgs et les noyaux villageois proches des anciens secteurs industriels et ouvriers. A l'exception du quartier de Saint-Marcel dans le 11ème arrondissement, les secteurs où le taux de parc privé potentiellement indigne est supérieur à 35% sont situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville d'intérêt national.

Les modalités d'intervention sur ce parc sont complexes, car elles nécessitent la prise en compte d'une diversité de champs : social, de la santé, de la sécurité, patrimonial, de la gestion et de son organisation.

La médiocre qualité de ce parc privé ancien a un impact très négatif sur l'attractivité du centre-ville et son rôle d'accueil pourtant effectif puisqu'un tiers des ménages emménageant à Marseille s'y installe.

- dans des copropriétés semi-récentes :

Les grandes copropriétés de plus de 100 logements regroupent à elles seules plus de 82 000 logements,

à quasi-égalité avec le parc social. Selon la dernière étude réalisée par l'Anah, 62 d'entre-elles, ainsi que 89 copropriétés de 50 à 100 logements, présentent des signes de dégradation qui ont un impact très négatif en terme d'attractivité des territoires concernés.

La grande copropriété a constitué un des modes importants d'urbanisation de la ville durant la période de reconstruction après-guerre.

Construites entre les années 1950 et 1975, ces grandes copropriétés ont connu un vieillissement prématuré, en lien avec les mutations de leur occupation sociale et avec la « précarisation » des propriétaires qui n'ont pas pu ou n'ont pas voulu faire face aux dépenses d'entretien du bâti et aux dépenses de fonctionnement.

Depuis plus de trente ans, la ville de Marseille agit sur ce parc indigne et dégradé à travers tous les types de procédures possibles en la matière : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, Restauration Immobilière, Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé, Résorption d'Habitat Insalubre, expropriation et démolition, renouvellement urbain contractuel.

La mission ministérielle qui a rendu son rapport sur le parc privé marseillais en octobre 2015 a toutefois montrée l'ampleur du travail qui reste à accomplir. La dizaine de grandes copropriétés des années 60-70 jugées comme prioritaires appellent à elles seules un investissement public évalué par les services municipaux à plus de 150 millions d'euros sur 15 ans pour traiter plus de 4 700 logements.

L'ampleur du parc immobilier concerné, les enjeux sociaux majeurs dans ce parc locatif social de fait, et les incidences sur le fonctionnement urbain, nécessitent, fort de l'expérience acquise, un plan d'intervention coordonné. Ce plan doit permettre notamment d'identifier les copropriétés concernées, la diversité des modes d'intervention envisagés (du recyclage des copropriétés à la « simple veille »), les moyens financiers et humains à y consacrer, les opérateurs à mobiliser et le mode de gouvernance à adopter pour assurer l'efficacité des actions croisant divers champs de compétence.

C'est ainsi qu'a été décidée la contractualisation d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille, à signer entre la Métropole, la ville de Marseille, les collectivités territoriales, l'État, l'Agence nationale de l'habitat et les partenaires institutionnels. Cet accord d'une durée de 5 ans prévoit un ensemble d'expertises pour l'amplifier les opérations en cours et enclencher des actions nouvelles ; le programme d'interventions prioritaires qui en découlera doit s'établir en coordination :

- avec la dynamique d'aménagement d'Euroméditerranée,

- avec les orientations du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine voué à programmer le renouvellement urbain sur 2020-2030, dont il constituera l'un des volets "habitat" avec le troisième protocole de lutte contre l'habitat indigne (EHI 3) visant plus particulièrement les tissus dégradés anciens centraux et de faubourgs.

Le projet d'accord partenarial prévoit un ensemble d'expertises et de prestations d'ingénierie d'un montant global de 3,8 millions d'euros dont la maîtrise d'ouvrage est assumée par la métropole Aix-Marseille Provence à hauteur de 3,5 millions d'euros TTC (hors missions de suivi plans de sauvegarde).

Selon le plan de financement prévisionnel, l'Anah est appelée à subventionner cette ingénierie à hauteur de

1,5 millions d'euros, d'autres partenaires tels la CDC, la Ville de Marseille, la Région et le Département pouvant être également sollicités.

Lors du Comité de pilotage « copropriétés dégradées » du 16 février 2016, co-piloté par L'Etat et la Ville de Marseille, le recensement des copropriétés à enjeux a permis d'identifier 3 cercles d'intervention pour lesquels une stratégie sera différenciée :

Cercle n°1 : les 11 ensembles de copropriétés suivants : Kallisté (15ème) ; Parc Corot (13ème) ; Plombières (3ème) ; Les Rosiers (14ème) ; Le Mail et le Mail G (14ème) ; La Maurelette (15ème) ; Consolat (15ème) ; Bellevue (3ème) ; Bel Horizon (3ème) ; Maison Blanche (14ème arrt) qui sont toutes situées en quartiers politiques de la ville (QPV).

Cercle n°2 : les 50 autres copropriétés issues du travail d'observation réalisé par l'AGAM à partir des données FILOCOM/ Anah, dont 25 copropriétés sont situées en QPV.

Cercle n°3 : les autres copropriétés dont la situation est connue par d'autres sources telles que les services municipaux, l'ADIL, l'ALEC, les sollicitations des copropriétaires, des conseils syndicaux, les acteurs de terrain...

L'accord partenarial propose l'organisation du pilotage et de la gouvernance de cette stratégie sur les copropriétés dégradées de Marseille. A cet effet sont également prévues parmi les signataires, les instances judiciaires pour la coordination avec le volet répressif de l'action publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité

de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille entre la Métropole, la ville de Marseille, les collectivités territoriales, l'État, l'Agence nationale de l'habitat et les partenaires institutionnels ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille entre la Métropole, la ville de Marseille, les collectivités territoriales, l'État, l'Agence nationale de l'habitat et les partenaires institutionnels ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille entre la Métropole, la ville de Marseille, les collectivités territoriales, l'État, l'Agence nationale de l'habitat et les partenaires institutionnels.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	15
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

HPV 005-530/17/CT

■ **Approbation d'une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la résidence Plombières Marseille 3ème arrondissement avec l'ANAH, l'État, la Région, la Ville de Marseille et le Département**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15251/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Délégation de compétences en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation d'une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété (OPAH Copropriété) sur la Résidence Plombières Marseille 13003, avec l'Anah, l'Etat, la Région, la Ville de Marseille et le Département » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Marseille compte 380 copropriétés de plus de 100 logements, ce qui représente plus de 82 000 logements, soit plus de 20 % du parc des résidences principales. L'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), estimait encore récemment que 80 d'entre elles nécessitent d'être observées car elles présentent des indicateurs d'entretien, d'occupation et de difficultés sociales qui peuvent traduire une dégradation de leur fonctionnement.

Depuis plusieurs années, la Ville s'est engagée pour trouver des solutions d'amélioration à la situation des grandes copropriétés en difficultés à Marseille. Une convention avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise pour mettre en place un observatoire a été délibérée au Conseil municipal de Marseille du 5 décembre 2016. Il prend la suite et élargit la portée de l'atlas des grandes copropriétés de 2002, actualisée en 2013. L'objectif de cette démarche est d'identifier de manière collective la nature précise des dysfonctionnements rencontrés et de mobiliser tous les outils adaptés. Un accord partenarial sur les copropriétés est à ce jour en cours de validation.

En 2013, la Ville a mené une étude pré opérationnelle sur la copropriété de Plombières jouxtant la caserne Cardot acquise par la Ville auprès de l'Etat dans le cadre du Programme de Rénovation Urbaine de Saint Mauront pour y développer une opération de près de 300 logements neufs. Cette étude sur la copropriété de Plombières préconise la mise en place d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) copropriété en deux phases. La première pour enrayer le processus d'endettement et la deuxième pour mener à bien un programme de travaux prioritaires et pérenniser une situation redressée.

Dans ce cadre, la Métropole AMP souhaite mettre en place une OPAH Copropriété prévue à l'article L 303-1 du Code de la Construction et de l'Habitation sur la résidence Plombières, en continuité et sur la base de l'étude pré opérationnelle menée par la Ville. Cette dernière étude a permis d'élaborer avec la Métropole AMP, l'Anah, la Région, le Département et la Ville de Marseille, à travers une convention partenariale prévue pour une durée de cinq ans, un dispositif concerté d'aide à la réhabilitation privée en mutualisant les dispositifs dont chaque partenaire a pu se doter en la matière. Cette opération constituera l'une des premières actions de l'accord partenarial sur les copropriétés.

Les objectifs de l'OPAH copropriété sont les suivants :

- le redressement de façon durable du fonctionnement de la copropriété avec notamment un volet d'animation et d'appui aux instances de gestion et aux copropriétaires, un volet juridique et un volet social,
- la réalisation de travaux sur les parties communes pour permettre la requalification de l'enveloppe bâtie et des équipements notamment les travaux concernant la sécurité des équipements communs et ceux

concernant la conservation des immeubles et le fonctionnement des équipements,

- la requalification des parties privatives des logements loués ou occupés par leur propriétaires et la réalisation de travaux dans les logements les plus dégradés,

- l'adaptation de logements à la perte de mobilité pour une partie de la population âgée qui est en augmentation,

- l'incitation à la réduction des loyers, à la production de loyers sociaux pour améliorer les conditions de vie des populations modestes et fragiles,

- l'incitation aux travaux sur logement permettant une réduction des consommations d'énergie des ménages tout en répondant aux impératifs du développement durable,

- l'incitation à l'intermédiation locative,

- il s'agira également de favoriser toute solution permettant le maintien dans leur logement des propriétaires occupants en capacité de faire face aux charges courantes, mais qu'un dispositif classique de subvention d'OPAH laisserait en grande difficulté, ainsi que la solvabilisation des propriétaires bailleurs de bonne foi via le bail à réhabilitation,

- enfin, un dispositif de portage immobilier ciblé, par un ou des opérateurs fonciers, sera mis en place pour accompagner un changement de statut qui paraît inévitable pour des copropriétaires occupants dont les ressources sont insuffisantes pour faire face au coût de fonctionnement courant et limiter la remise sur le marché dans des conditions incontrôlables des biens des copropriétaires bailleurs en phase de saisie-vente.

Le dispositif prévu se déroulera en deux temps :

- 1- le redressement de la copropriété et la réalisation des travaux de parties communes concernant la sécurité des équipements communs, ce sur une durée de 18 à 30 mois,

- 2- la réalisation des travaux de conservation et de fonctionnement des équipements des parties communes ainsi que la réalisation des travaux en parties privatives. Le lancement de ces travaux sera conditionné à la restauration de la capacité financière de la copropriété et de ses indicateurs de gestion.

Les objectifs quantitatifs sont les suivants :

- le traitement sur 5 ans de la totalité des parties communes (travaux de sécurité et travaux de conservation) de l'ensemble des 285 logements répartis en 6 bâtiments,

- la réhabilitation des parties privatives de 82 logements minimum (32 logements occupés par leur propriétaires, 50 logements locatifs appartenant à des

bailleurs privés) concernant les travaux au titre de la non décence, de l'habitat indigne et d'autonomie de la personne,

- l'amélioration de la performance énergétique sera recherchée par des travaux d'amélioration en parties communes et privatives. Il est prévu de mobiliser 211 primes du programme « habiter mieux » (92 logements occupés par leur propriétaires, 119 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés),

- la convention prévoit également par incitations financières spécifiques, la réduction de loyer pour 40 logements, la mise en œuvre de 5 baux à réhabilitation, l'intermédiation locative pour 10 logements et le portage foncier de 30 logements.

L'animation de l'opération sera assurée par une équipe dédiée retenue conformément au Code des marchés publics sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole AMP avec pour missions principales d'appuyer le syndic et le conseil syndical pour redresser la situation financière et de préparer la mise en œuvre d'un programme de travaux de requalification.

Engagements financiers :

Suivi animation :

Le suivi animation de l'opération sera assumé par la Métropole AMP maître d'ouvrage. Le coût de l'équipe opérationnelle dédiée pour assurer les missions d'animation-suivi décrites ci-avant, s'établit à 600 000 Euros HT pour 5 ans, soit 100 000 Euros/an les 3 premières années et 150 000 Euros/an les 2 dernières. Par délégation des aides à la pierre, la Métropole AMP réservera sur la dotation de l'ANAH, une enveloppe globale estimée à 300 000 Euros sur 5 ans, soit une enveloppe maximale annuelle de 50 000 euros les 3 premières années et 75 000 euros les 2 dernières, déterminée selon les règles en vigueur.

La Ville de Marseille participera au financement de l'équipe opérationnelle à hauteur de 25 % du HT estimé à 150 000 euros.

Aides aux Travaux et primes :

Par délégation des aides à la pierre, la Métropole AMP réservera, sur les dotations annuelles de l'Anah, une enveloppe d'engagement planifiée pour 5 ans de 3 597 977 euros, correspondant aux travaux prioritaires en parties communes et parties privatives, la mise en place de primes de réduction de loyers ainsi qu'une aide au portage ciblé. L'échéancier des enveloppes annuelles prévisionnelles est détaillé dans le projet de convention partenariale annexé. En complément, une enveloppe de 270 500 euros d'aides de solidarité écologique pour les travaux d'économie d'énergie est prévue dans le cadre du financement de l'État au titre du programme « Habiter Mieux ».

La Métropole AMP propose de mettre en place sur ses fonds propres une aide de 1 049 051 Euros à hauteur de 20 % sur les travaux en parties communes, une prime de solidarité écologique en fonction du gain de performance énergétique, une prime à la réduction de loyer en lien avec l'objectif du PLH de production de logement locatif social. Elle souhaite également promouvoir le recours au bail-à-réhabilitation, par une incitation financière plafonnée à 10 000 euros par logement concerné. L'échéancier annuel prévisionnel est précisé dans la convention partenariale.

Le Conseil Régional prévoit d'apporter une aide de 500 000 euros aux travaux de parties communes des immeubles, aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs (sous réserve de conventionnement des loyers) en fonction du gain de performance énergétique pour favoriser la maîtrise de la facture énergétique, aux propriétaires occupants modestes pour favoriser le maintien à domicile des personnes confrontées à la perte de mobilité. Il souhaite également promouvoir le recours au bail-à-réhabilitation, par une incitation financière plafonnée à 10 % par logement concerné, à condition que la maîtrise d'ouvrage d'insertion soit un organisme agréé.

Le Conseil Départemental prévoit d'apporter une aide de 182 664 euros aux travaux sur parties communes, à part égale avec la Ville, à hauteur de la moitié du solde des autres partenaires et aux propriétaires occupants modestes pour favoriser la maîtrise de la facture énergétique(sous condition de gain de classe énergétique) et le maintien à domicile des personnes confrontées à la perte de mobilité ; aux propriétaires bailleurs qui, à condition de pratiquer des loyers conventionnés, réalisent des travaux d'adaptation du logement.

Enfin, la Ville de Marseille interviendra à hauteur de 237 664 euros, soit 50% sur les autres expertises et à part égale avec le Conseil départemental, à hauteur de la moitié du solde des autres partenaires sur les travaux en parties communes. Elle souhaite également faciliter le portage immobilier par l'attribution de primes aux opérateurs fonciers afin d'alléger les charges de gestion incompressibles.

L'opération sera suivie annuellement par un comité de pilotage constitué des représentants des signataires de la convention, élargi en tant que de besoin à d'autres partenaires. Il sera chargé d'apprécier le bon déroulement de l'opération, ses résultats et de décider les orientations nécessaires à l'atteinte des objectifs. Il sera assisté par un comité technique qui préparera son travail.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7;
- La délibération n°HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Délégation de compétences en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation d'une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété (OPAH Copropriété) sur la Résidence Plombières Marseille 13003, et conclue avec l'ANAH, l'Etat, la Ville de Marseille et le Conseil Départemental ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Délégation de compétences en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation d'une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété (OPAH Copropriété) sur la Résidence Plombières Marseille 13003, et conclue avec l'Anah, l'Etat, la Région, la Ville de Marseille et le département ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Délégation de compétences en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation d'une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété (OPAH Copropriété) sur la Résidence Plombières Marseille 13003, conclue avec l'ANAH, l'Etat, la Région, la Ville de Marseille et le Département ».

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	15
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

HPV 006-531/17/CT

■ Mise en place d'un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriétés sur le territoire du Vieux La Ciotat

**Avis du Conseil de Territoire
DHCS 17/15017/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis dans le délai fixé par le Président du Conseil

de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Mise en place d'un Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés sur le territoire du Vieux La Ciotat » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis septembre 2014, la commune de La Ciotat a engagé une démarche de requalification de son centre ancien. Elle souhaite définir un programme d'actions de restructuration et de modernisation du quartier à mettre en œuvre durant les dix prochaines années.

L'objectif affiché est d'étayer une analyse fine et partagée de la situation du « Vieux La Ciotat » afin de construire un programme de restructuration et de modernisation du quartier transformant ainsi le site historique en un pôle d'attractivité pour les résidents.

L'élaboration d'un projet urbain global et la définition des actions à mettre en œuvre pour la réalisation de ce projet a été confié au groupement Le Creuset Méditerranée/Seba Méditerranée/Cabinet Lieux dits. Ainsi le diagnostic sur la thématique « Habitat » donne à voir un territoire très contrasté comprenant des logements très bien réhabilités répartis essentiellement en bordure maritime et des îlots d'habitat, dégradé à très dégradé, situé au cœur du « Vieux La Ciotat » et comportant pour beaucoup un danger ou un très grand inconfort.

Le Vieux La Ciotat représente environ 10 % de la population communale soit près de 3 500 habitants, avec un profil spécifique : petits ménages, forte proportion de personnes seules et beaucoup de jeunes (moins de 26 ans).

Le tissu urbain du centre ancien est très dense, les rues étroites et peu accessibles en voiture. Le centre délimité par les anciens remparts, encore visibles dans leur tracé est surélevé par rapport aux quais et promenades le long de la mer et du port.

S'agissant d'un centre très ancien où la plupart des immeubles (80 %) ont été identifiés avant 1900, il est très fréquent que ces copropriétés ne soient pas organisées. D'après l'enquête effectuée par les services de la ville, moins de 20 % seraient gérés par un syndic (120 environ).

Un complément d'enquête dans quelques immeubles tests du centre a permis de découvrir des situations de

dégradation et de blocage liée à cette inorganisation. Ces blocages peuvent conduire à une plus fortes dégradation des immeubles et des logements très rapide ; les travaux à réaliser portant sur les parties communes et impactant l'état des appartements (notamment fuites).

L'enquête a permis de confirmer les diverses situations de blocage et surtout, la détérioration assez forte du bâti et notamment, des parties communes : du fait de la petite taille de ces copropriétés, de la méconnaissance des propriétaires de leurs obligation et droits et de la réglementation, de l'absence ou de l'inadaptation des Etats Descriptifs de Division et donc de la répartition des tantièmes, de l'absence de règlement de copropriété voire d'Assemblée Générale, de l'absence de gestion quotidienne et prévisionnelle, de la non communication entre copropriétaires qui ne souhaitent pas engager de travaux pour des raisons financières ou non.

De ce fait, les Opah successives menées sur le territoire ne permettent pas d'endiguer la déqualification du parc de copropriétés du centre-ville.

L'organisation de la copropriété et une bonne gestion de celles-ci revalorisent le patrimoine, incitent à l'arrivée de nouvelles populations et favorisent l'intégration des populations en place.

La mise en place d'un Popac (Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété) permet un travail très en amont pour enrayer la dégradation des copropriétés et participer ainsi au renouveau durable du vieux La Ciotat. Ce récent dispositif initié par l'Agence Nationale de l'Habitat vise trois objectifs principaux :

- Consolider la connaissance des copropriétés potentiellement fragiles sur le territoire,
- Mettre en place un partenariat dédié à ces copropriétés,
- Prévenir ou stopper des spirales de dégradations à l'œuvre dans certaines copropriétés.

L'Anah apporte, outre une aide méthodologique via son pôle copropriétés, le financement à hauteur de 50% des dépenses liées à l'animation du Popac, plafonnées à 100 000 euros par an, pendant trois ans.

Ce programme va aussi permettre :

- de mobiliser le partenariat local (syndics, ADIL, ..) et institutionnel, Métropole, Ville de La Ciotat, Conseils Départemental et Régional,
- de guider les copropriétaires dans l'organisation des copropriétés et leur projet de rénovation éventuelles,
- de les informer sur les outils et les aides mises à leur disposition dans le cadre de la future Opah-Ru dont l'étude pré-opérationnelle est en cours d'élaboration.

En conséquent, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence valide la mise en place de ce Popac (Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété) par une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Anah.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la « Mise en place d'un Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés sur le territoire du Vieux La Ciotat ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à la mise en place d'un Programme opérationnel de prévention et

d'accompagnement en copropriété sur le territoire du Vieux La Ciotat ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la mise en place d'un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriétés dans le centre ancien de La Ciotat.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

HPV 007-532/17/CT

■ Transfert à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence des conventions de financement en cours du GIP Politique de la Ville

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15169/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, dite loi MAPTAM, a transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence la compétence en matière de Politique de la Ville et d'équilibre social de l'habitat.

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2017, suite à la dissolution du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Politique de la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en reprend l'activité.

Il convient donc de transférer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, les conventions de financement en cours conclues entre le GIP et les porteurs de projets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des conventions de financement en cours du GIP Politique de la Ville ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport « Transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des conventions de financement en cours du GIP Politique de la Ville »

HPV 008-533/17/CT

■ Attribution d'aides directes pour le logement social - Approbation de conventions de financement et de partenariat

Avis du Conseil de Territoire DHCS 17/15200/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Attribution d'aides directes pour le logement social – Approbation de conventions de financement et de partenariat » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'Etat a délégué pour une durée de 6 ans (2009-2014) à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence, la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH). Cette délégation a été prorogée par voie d'avenants jusqu'à fin 2016.

La délégation des aides à la pierre permet notamment à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'allouer les financements de l'Etat aux opérations de logements locatifs sociaux qu'elle choisit de réaliser sur le territoire de Marseille Provence. Elle contribue à la

mise en œuvre du programme local de l'habitat (PLH) de l'EPCI.

En complément de la délégation des aides à la pierre, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence, a souhaité compléter les subventions de l'Etat qu'elle alloue aux bailleurs sociaux avec des aides prélevées sur ses fonds propres de façon à orienter la programmation de logements locatifs sociaux en fonction de ses priorités.

Pour les logements neufs, elle a défini les critères d'attribution de ces aides au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 9 novembre 2009, modifiés au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 13 février 2012.

Concernant les logements sociaux réalisés en acquisition-amélioration, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 a approuvé une délibération cadre relative à l'intervention de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence.

Les critères d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire de Marseille Provence sont les suivants :

- développer et mieux répartir l'offre de logements sociaux, en accélérant le rattrapage pour atteindre 20 % de logements sociaux par rapport à l'ensemble des résidences principales sur chaque commune hors Marseille et chaque secteur de Marseille,
- soutenir les acquisitions-améliorations de logements sociaux dans l'habitat existant, afin de maintenir sur place une population fragile dans des conditions d'habitat améliorées et d'élargir les possibilités de relogement en intervenant sur le diffus, et faciliter, lorsque nécessaire, la mise en œuvre de travaux importants de réhabilitation.

Les aides directes concernent les logements PLUS et PLAI (hors ANRU). Pour les opérations programmées dans le cadre de la délégation des aides à la pierre jusqu'à fin 2016, elles se déclinent de la façon suivante :

- Pour les logements neufs : Subvention au titre du rééquilibrage de l'offre de logements sociaux : 3 000 euros par logement pour les communes, et les secteurs de Marseille, qui sont en dessous du seuil des 20%.
- Pour les logements en acquisition-amélioration:

Subvention pour soutenir les opérations d'acquisition-amélioration : 3 000 euros par logement.

Cette subvention est majorée pour les opérations nécessitant les travaux les plus importants. Les critères de modulation s'appuient sur le coût des travaux au m² de surface utile (SU) :

Catégorie 1

Travaux < 500 euros HT au m² SU

Aide de 3 000 euros / logement PLUS ou PLAI

Catégorie 2

Travaux de 500 à < 1000 euros HT au m² SU

Aide de 7 000 euros / logement PLUS ou PLAI

Catégorie 3

Travaux de 1000 à <1500 euros HT au m² SU

Aide de 12 000 euros /logement PLUS ou PLAI

Catégorie 4

Travaux à partir de 1 500 euros HT au m² SU

Aide de 18 000 euros / logement PLUS ou PLAI

Chaque subvention allouée à une opération de logements sociaux fait l'objet d'une convention de financement et de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport :

- d'allouer des aides directes pour les opérations éligibles au titre de la programmation 2016 des logements locatifs sociaux dans le cadre de la délégation des aides à la pierre confiée par l'Etat à la Métropole et d'approuver les conventions afférentes :
Toutes les aides proposées à l'approbation de ce Conseil de Métropole, sont décrites dans le tableau annexé. Elles s'élèvent au montant total de 2 511 000 euros pour 34 opérations représentant 695 logements, et se décomposent de la façon suivante :
 - 1 926 000 euros pour les logements neufs au titre du rééquilibrage,
 - 585 000 euros pour les logements en acquisition-amélioration,
- d'annuler des aides directes déjà attribuées antérieurement à deux opérations anciennes devenues caduques :
 - l'opération de la Phocéenne d'Habitation « Hilarion Bœuf », située boulevard Hilarion Bœuf, Marseille 10ème (69 PLUS programmés en 2011) n'a pas été réalisée,
 - l'opération de Logis Méditerranée « Villa Aria », située chemin du Four de Buze à Marseille 14ème (28 PLUS, 7 PLAI programmés en 2010) est

annulée en raison de la modification du programme initial et sera remplacée par une nouvelle opération,

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2017 de la Métropole : Sous-Politique D110 – opération 2010116600 –Chapitre 4581101166.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'attribution d'aides directes pour le logement social – Approbation de conventions de financement et de partenariat.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'attribution d'aides directes pour le logement

social – Approbation de conventions de financement et de partenariat ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'aides directes pour le logement social – Approbation de conventions de financement et de partenariat.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

HPV 009-534/17/CT

■ Opérations de Renouvellement Urbain - Approbation de l'avenant à la Charte de mutualisation des contingents réservataires

Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/15277/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Opérations de Renouvellement Urbain – Approbation de l'avenant à la Charte de mutualisation des contingents réservataires » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le renouvellement urbain sur la Ville de Marseille s'articule autour de 14 programmes. Ces opérations conduisent à la démolition d'environ 2 700 logements, dont 1 720 ont déjà été effectués. Les démolitions nécessitent le relogement d'environ 2 600 ménages, dont 2350 réalisés.

Pour accélérer les opérations de démolition conventionnées avec l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU), une démarche de mutualisation des contingents réservataires a été mise en place, à l'initiative de l'Etat et de la Ville de Marseille, pour faciliter les relogements des ménages concernés par ces opérations. Dans ce contexte, la charte de mutualisation des contingents réservataires a été signée le 11 juillet 2012 afin de créer une dynamique de mise en commun de logements et une nouvelle offre.

La mise à disposition des logements s'est formalisée au travers de la Plateforme Relogement qui constitue l'outil opérationnel de mise en œuvre de la charte.

Sur la période 2012-2015, les engagements des différents réservataires signataires de la charte se répartissent de la façon suivante : l'Etat (200 logements), la Ville de Marseille (60 logements), le Département (25 logements) la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (30 logements), les collecteurs d'Action Logement (50 logements) chaque année.

Il s'agit aujourd'hui de reconduire le dispositif de la Plateforme Relogement, qui bénéficie du bilan suivant :

- Son caractère partenarial, avec l'engagement actif dans la démarche des réservataires signataires de la charte, des bailleurs sociaux concernés par des opérations de démolitions, des équipes de Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale (MOUS) qui accompagnent les ménages dans leur parcours de relogement, et avec le soutien de l'ARHLM et d'Euroméditerranée ;

- Quantitativement : 13 projets ANRU bénéficient de ce dispositif, ce qui se traduit par 1077 offres retenues par la Plateforme sur les 1236 offres transmises par les réservataires dont 11 relevant du contingent de la Métropole, et par 429 logements attribués et acceptés, dont 3 sur le contingent de la Métropole. Ce taux de 40% d'attributions au regard des offres retenues est équivalent, voire meilleur que le taux correspondant pour les relogements effectués au sein du parc d'un même bailleur social ;
- Qualitativement : le volume d'offres mobilisées a permis de donner de la fluidité au parcours résidentiel des ménages relogés en facilitant l'adaptation du logement à la taille du ménage (72% des cas de relogement au travers de la Plateforme), les décohabitations, les mobilités géographiques et l'ouverture au patrimoine d'autres bailleurs (40% des relogements) ;

Ce dispositif a également permis de mieux connaître les souhaits des ménages en matière de localisation, de typologie et de faire progresser la mobilisation de tous les acteurs qui interviennent dans le relogement. Dans ce cadre, en effet, deux enquêtes qualitatives ont été menées auprès d'échantillons de ménages relogés via la Plateforme, qui ont apporté une analyse fine et nuancée de ces parcours.

A ce jour, environ 260 ménages doivent encore être relogés pour permettre de conduire à leur terme les opérations de démolition du Programme National de Rénovation Urbain 1 (PNRU I).

Il est également indispensable de construire par anticipation un dispositif utile et efficace de solidarité interpartenariale pour la Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), dont les contours et les principes sont définis dans le Protocole de Préfiguration remis par la Métropole à l'ANRU en décembre 2016.

Aussi, au regard des opérations de relogement restant encore à conduire pour les opérations de démolition et des nombreux enseignements positifs tirés de cette démarche innovante, tant pour la fin du PNRU actuel que pour les bases du futur NPNRU, il est proposé de prolonger, dans les mêmes conditions, cette démarche pour les trois prochaines années par voie d'avenant à la charte de mutualisation.

Ainsi, la plateforme relogement poursuivra son activité et sera alimentée par les différents réservataires pour la mise à disposition chaque année d'une partie de leur contingent : l'Etat (200 logements), la Ville de Marseille (60 logements), le Conseil Départemental (50 logements), la Métropole Aix Marseille Provence (30 logements), les collecteurs d'Action Logement (50 logements).

L'avenant à la charte de mutualisation des contingents réservataires a été validé par l'Etat en fin d'année 2015, par la Ville de Marseille (DCM du 18/12/2015) et par le Conseil Départemental (le 25/03/2016).

Il est rappelé que le fonctionnement de la Plateforme Relogement est financé à 50% par la Ville de Marseille et 50% par l'ANRU.

Compte tenu de l'engagement de la Métropole dans les programmes de renouvellement urbain, il est proposé d'autoriser la signature de l'avenant à la charte mutualisée des contingents réservataires, annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Opérations de Renouvellement Urbain – Approbation de l'avenant à la Charte de mutualisation des contingents réservataires ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération « Opérations de Renouvellement Urbain – Approbation de l'avenant à la Charte de mutualisation des contingents réservataires » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur les « Opérations de Renouvellement Urbain – Approbation de l'avenant à la Charte de mutualisation des contingents réservataires ».

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

HPV 010-535/17/CT

■ Présentation du Plan Métropolitain de Prévention de la Radicalisation à annexer aux Contrats de Ville Métropolitains

Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/15168/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Présentation du Plan Métropolitain de Prévention de la Radicalisation à annexer aux Contrats de Ville Métropolitains » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la prévention de la radicalisation, la circulaire conjointe du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports du 2 décembre 2015 sur les orientations en matière de prévention de la radicalisation prévoit de favoriser les articulations les plus opérationnelles entre les cellules de suivi des Préfets et les instances de pilotage de la politique de la ville et de prévention de la délinquance, en fonction des contextes locaux.

Cette disposition a été par la suite complétée par, la circulaire d'orientation du Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports du 21 janvier 2016, précisant que chaque contrat de ville sera complété en 2016 par un plan d'actions sur la prévention de la radicalisation, qui en constituera une annexe.

Cette annexe a vocation à définir un plan d'actions partenarial entre l'Etat, les collectivités territoriales et les associations engagées dans la politique de la ville. Ainsi, le pilotage territorial de la politique de prévention de la radicalisation appartient au Préfet de Police auquel les collectivités et les associations peuvent apporter leur concours.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, selon l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière "d'élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville, programmation d'actions définies dans le contrat de ville, animation et coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance".

A ce titre, il lui appartient d'élaborer, en partenariat avec l'Etat et les collectivités concernées, un Plan Métropolitain de Prévention de la Radicalisation qui sera annexé au Contrat de Ville Métropolitain.

L'élaboration de ce plan s'appuie sur la circulaire du Premier Ministre du 13 mai 2016 relative à la prévention de la radicalisation en reprenant notamment les documents qui y sont joints, dont le "Guide Interministériel de Prévention de la Radicalisation" de mars 2016 et le "Cadre de référence du plan d'actions de prévention de la radicalisation à annexer au contrat de ville" d'avril 2016.

Par ailleurs, ce plan s'organise autour des actions suivantes :

- Les actions relevant de prévention primaire, générale et collective qui interviennent en amont et mobilisent des politiques publiques ou dispositifs qui n'ont pas pour finalité première de lutter contre la radicalisation mais qui peuvent y concourir ;
- Les actions relevant de la prévention secondaire qui viennent en appui par des actions collectives des solutions individuelles proposées aux personnes repérées comme en voie ou en situation de radicalisation ;
- Les actions de formation des professionnels et de sensibilisation du public.

Il résulte par ailleurs de la confrontation d'un diagnostic qui a vocation à décrire la situation d'un territoire en termes de dérives radicales à un état des lieux qui consiste à recenser tous les acteurs et dispositifs susceptibles d'être mobilisés.

Ses priorités sont dégagées à partir des besoins non couverts par les dispositifs existants tels que recensés par l'état des lieux.

Le mode de gouvernance préconise la création d'un comité de pilotage présidé par le Préfet de Police et composé d'élus des collectivités territoriales, des

Procureurs de la République et de représentants des services de l'Etat qui constituera l'instance stratégique de suivi et d'évaluation du plan métropolitain. Il sera assisté d'un comité technique qui aura pour mission de veiller à la mise en œuvre opérationnelle.

Des référents opérationnels de la Métropole seront désignés et coordonneront les partenariats institutionnels et associatifs des dispositifs politique de la ville et des dispositifs locaux de prévention de la délinquance à l'échelle des communes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Présentation du Plan Métropolitain de Prévention de la Radicalisation à annexer aux Contrats de Ville Métropolitains ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à la «Présentation du Plan Métropolitain de Prévention de la Radicalisation à annexer aux Contrats de Ville Métropolitains» ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Présentation du Plan Métropolitain de Prévention de la Radicalisation à annexer aux Contrats de Ville Métropolitains».

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	15
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

HPV 011-536/17/CT

■ Contrat de ville de Marseille Provence Métropole - Financement du projet Impact Jeunes dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DHCS 17/15082/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Contrat de ville de Marseille Provence Métropole – Financement du projet Impact Jeunes dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir – Approbation d'une convention » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le contrat de ville de Marseille Provence Métropole a été signé le 17 juillet 2015 par la Communauté Urbaine et ses partenaires, avec dans ses orientations prioritaires, un axe intitulé « la responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse ». En effet, dans le diagnostic du contrat, il est écrit que « faute d'une vision partagée et opérante des différentes politiques éducatives et d'apprentissage, plusieurs générations d'enfants et de jeunes issus des quartiers prioritaires ont connu des parcours de « désintégration » sociale, puis économique.

La jeunesse est un enjeu déterminant de l'avenir de Marseille et de sa Métropole.

Or, tous les indicateurs notamment sur l'emploi attestent de grandes difficultés dont l'aggravation

frappe prioritairement les jeunes de 13 à 30 ans au sein des quartiers prioritaires de Marseille. Il convient donc de faire de l'investissement sur la jeunesse des territoires de la politique de la ville « une priorité absolue de son action dans les années à venir ».

Ce constat est partagé par le Conseil de Développement, qui ciblait la jeunesse en difficulté au cœur des priorités métropolitaines dans le colloque organisé en octobre 2013 : « l'agglomération marseillaise est confrontée à de fortes inégalités qui vont croissant. Les jeunes sont les premiers concernés avec, ici plus qu'ailleurs, des sorties précoces du système scolaire, un niveau général de formation faible, un taux de chômage élevé et une pauvreté grandissante. Cet enjeu est essentiel pour la future métropole car il conditionne les futurs équilibres socio-économiques de ce grand ensemble de 1.8 million d'habitants ».

Par ailleurs l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) a lancé le 17 février 2015 un appel à projets pour le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) « Projets innovants en faveur de la jeunesse ».

Il est destiné à favoriser, sur un territoire donné l'émergence de politiques de jeunesse globales et intégrées, celles-ci doivent permettre de traiter les problématiques des jeunes de façon cohérente en évitant l'écueil d'une juxtaposition d'initiatives non coordonnées.

Dans une logique de lutte contre les inégalités, les actions financées bénéficieront de manière prioritaire aux jeunes habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, des territoires ruraux ou ultra marins. Les subventions attribuées dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) interviendront dans tous les cas conjointement au financement au moins égal des partenaires publics et privés, collectivités territoriales, fonds, fondations, organisations professionnelles et entreprises soutenant le projet.

En mai 2016, la Fondation des Apprentis d'Auteuil a répondu à cet appel à projet, en partenariat avec la Préfecture de Région, le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la CAF, l'UPE 13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence, après de nombreuses rencontres avec l'ensemble des partenaires institutionnels concernés, des acteurs associatifs et des acteurs du monde de l'entreprise.

Le 12 juillet 2016, le Commissariat Général à l'Investissement retenait ce projet parmi les 80 reçus.

Une convention pluriannuelle avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine a été signée le 7 novembre 2016.

L'objectif de ce projet est de créer une dynamique collective (public jeune-associations-monde économique) sur trois territoires pilotes, dont deux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et un sur la commune de Tarascon, en rompant avec

l'empilement des dispositifs et des politiques publiques sectorielles, en recherchant des synergies, et ce, afin de mieux coordonner les interventions à l'échelle d'un territoire et d'y associer pleinement les jeunes.

Le choix de ces territoires pilotes s'est effectué sur l'évaluation de plusieurs critères : un taux de jeunes important, de réelles difficultés sociales pour les jeunes, une masse critique d'acteurs associatifs et publics et une certaine densité d'acteurs économiques. Ainsi que la nécessité d'initier cette dynamique en concentrant les actions vers des jeunes habitant la même cité, le même bloc d'immeuble, afin de maximiser leurs impacts.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de cofinancer, pour des jeunes issus des quartiers politique de la ville de Saint Mauront-Félix Pyat et de Malpassé-Cité des Lauriers/Oliviers A, le projet Impact Jeunes porté par la Fondation des Apprentis d'Auteuil.

Ce projet répond à plusieurs ambitions :

- avoir un impact significatif et mesurable sur les jeunes avec un objectif d'augmenter de 15 % l'accès à l'emploi de 3 000 bénéficiaires à l'horizon 2020.
- démontrer qu'en travaillant de manière décloisonnée et coopérative entre l'ensemble des acteurs intervenant sur ce champ, l'impact est plus fort.
- impliquer véritablement les jeunes en les associant sur l'ensemble du processus (de la conception à l'évaluation en passant par la mise en œuvre).
- faire la différence dans la proximité en intervenant à une échelle humaine sur des quartiers combinant à la fois une urgence à intervenir, mais également la présence d'acteurs clés permettant de favoriser une dynamique collective.
- impliquer fortement le monde économique afin de créer une confiance réciproque et de changer les représentations.

La première année sera consacrée à l'élaboration d'un diagnostic partagé entre tous les acteurs, la mise en œuvre d'instances de pilotage permettant le suivi et l'évaluation chemin faisant, le recrutement de trois postes de « boosters » dont le rôle est de :

- fédérer un noyau dur d'acteurs (institutionnel, associatif et entreprise) afin d'apporter des solutions pour les jeunes motivés proches de l'emploi avec un objectif sur l'année de 50 personnes insérées et plus de 50 acteurs mobilisés.
- rapprocher les collégiens des entreprises et inversement par la mise en œuvre de différentes actions (stages, témoignages, immersions...) avec 150 collégiens touchés.

- valoriser les parcours positifs et les mobiliser pour en inspirer d'autres : « 30 belles histoires révélées et valorisées ».

La deuxième année sera consacrée au développement de nouveaux projets et à la consolidation de la communauté d'acteurs.

La troisième année permettra d'élargir progressivement cette dynamique en dehors de la cité sur d'autres cités ou quartiers pilotes en s'appuyant sur des « parcours positifs existants ».

Une évaluation à mi-parcours du projet permettra de mesurer concrètement les améliorations apportées et à préparer éventuellement la phase d'essaimage et de sélection de nouveaux quartiers pilotes.

Le cofinancement de cette opération est estimé pour la métropole à 100 000 euros par an sur trois ans.

Les autres financements mobilisés sont :

- l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) : 1 976 000 euros sur trois ans (dans la limite de la réalité des dépenses exigibles réalisées).
- le Conseil Départemental : 100 000 euros en 2016 ; 100 000 euros en 2017 ; 150 000 euros en 2018 ; 150 000 euros en 2019.
- le Conseil Régional : une enveloppe annuelle de 50 000 euros en 2017, 2018 et 2019.
- la Caisse d'Allocations Familiales : une enveloppe annuelle de 75 000 euros en 2017, 2018 et 2019.
- les co-financeurs privés : une enveloppe annuelle de 70 000 euros en 2017, 2018 et 2019.

Les apports en nature sont évalués (apport de personnel des collectivités territoriales et de la CAF, et mise à disposition de locaux) à la hauteur de 600 000 euros sur trois ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur le financement du projet Impact Jeunes dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir et du Contrat de Ville de Marseille Provence Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative au financement du projet Impact Jeunes dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir et du Contrat de Ville de Marseille Provence Métropole ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur le financement du projet Impact Jeunes dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir et du Contrat de Ville de Marseille Provence Métropole.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	15
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

HPV 012-537/17/CT

■ Approbation d'une convention de fonds de concours avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative à l'accompagnement des ménages nouveaux entrants dans un logement social

Avis du Conseil de Territoire DHCS 17/15205/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Accompagnement des ménages nouveaux entrants dans un logement social – Approbation d'une convention de fonds de concours avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et attribution du montant prévu pour l'année 2017 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, délégataire des aides à la pierre, est engagée dans une politique

ambitieuse de soutien à la production de logements sociaux : c'est l'un des objectifs majeurs du Programme Local de l'Habitat.

Dans le Plan Local d'Action pour le Logement, et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2016-2020, le Département des Bouches-du-Rhône s'engage pour la prévention des impayés locatifs et des expulsions, et souhaite renforcer la coordination des actions de lutte contre la précarité énergétique.

De 2012 à 2015, une expérimentation conduite par le Conseil Départemental avec 13 Habitat à laquelle a été associée la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole devenue Métropole Aix-Marseille-Provence, a montré l'intérêt de faire intervenir deux associations spécialisées dans l'accompagnement social, pour que les locataires réalisent des économies sur leur budget d'énergie, de chauffage et d'eau et ne génèrent pas de dette locative.

Des résultats très positifs de cette première expérimentation est née l'idée d'utiliser la même démarche pour un projet partenarial plus ambitieux entre le Conseil Départemental et la Métropole Aix-Marseille Provence - Conseil de territoire Marseille Provence.

Ce projet poursuit trois objectifs de politique publique vis-à-vis des ménages qui entrent dans un nouveau logement :

- l'insertion des familles dans leur nouveau cadre de vie : connaissance du quartier et de ses équipements, des règles de vie de l'immeuble, appropriation et respect des espaces collectifs...
- la formation aux éco-gestes : collecte sélective, prévention de la précarité énergétique : consommation d'énergie, de chauffage, d'eau...
- la prévention de l'endettement locatif et énergétique.

Pour mettre en œuvre cet accompagnement auprès des familles volontaires, il est proposé de lancer un appel à projet permettant de retenir de 2017 à 2020 cinq opérateurs au plus suivant chacun 110 ménages « nouveaux entrants » pour une durée d'un an à deux ans maximum.

Leur mission consistera à :

- informer les nouveaux entrants des règles de vie collective de leur groupe et les aider à s'orienter dans leur quartier et leur signaler les équipements existants,
- leur permettre de gérer au mieux leurs consommations, contribuer à prévenir le surendettement sur les questions de l'eau et

d'énergie, et les aider à rechercher une utilisation performante des appareils existants,

- renforcer le suivi individuel des ménages en difficultés nouvellement entrants, réduire les risques d'endettement (public relogé dans le cadre de la Loi Dalo, bénéficiaires d'un FSL Accès...) et résorber les dettes locatives éventuelles ;
- prévenir les incidents de parcours notamment la perte de ressources, la perte des droits APL...,

Chaque opérateur aura un ou des secteurs géographiques comprenant du parc social et du parc privé.

Le projet s'appuiera sur un partenariat étroit avec les bailleurs, les fournisseurs d'eau et d'énergie et les responsables de la collecte des déchets (pour la réduction des déchets et la collecte sélective).

Les ménages concernés sont les « nouveaux entrants » volontaires pour la démarche, dans le parc public (PLUS, PLAI) comme dans le parc privé (locataires de logements conventionnés et propriétaires occupants très sociaux), qui relèvent tous du public du Plan Local d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PLALHPD) :

- à Marseille centre-ville (du 1er au 6ème)
- à Marseille dans les 9ème et 10ème arrondissements
- à Marignane et La Ciotat.

Le pilotage du projet sera assuré par un comité technique et un comité de pilotage. Le comité technique pourra proposer de faire évoluer les périmètres d'intervention selon la production de logements sociaux sur les territoires.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc souhaité confier au Département des Bouches-du-Rhône par voie de convention les fonds destinés à la mise en œuvre de ce projet, soit 80 000 euros en 2017, 2018, 2019 et 2020 (320 000 euros sur la période), ce dernier provisionnant de son côté le même montant.

Les modalités de versement de ces fonds se feront de la façon suivante, sous réserve du vote des budgets afférents :

- 70% à la demande du Conseil Départemental après signature de la convention par les deux parties, et après le vote du budget 2017 de la Métropole,
- Le solde, soit 30%, au terme de la première année d'exercice de la convention, sur présentation d'un bilan d'activités détaillant les modalités de mise en œuvre et les résultats des actions engagées, et ainsi de suite les années suivantes (2018, 2019 et 2020).

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention fixant les engagements respectifs de la Métropole et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et précisant les modalités de versement de cette somme et d'attribuer le montant prévu pour 2017, soit 80 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'accompagnement des ménages nouveaux entrants dans un logement social – Approbation d'une convention de fonds de concours avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et attribution du montant prévu pour l'année 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'accompagnement des ménages nouveaux

entrants dans un logement social, l'approbation d'une convention de fonds de concours avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et l'attribution du montant prévu pour l'année 2017 ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'accompagnement des ménages nouveaux entrants dans un logement social, l'approbation d'une convention de fonds de concours avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et l'attribution du montant prévu pour l'année 2017.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	15
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

HPV 013-538/17/CT

■ **Pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille - Aides au transport - Approbation d'un avenant n°1 à la convention avec la Mission Locale de Marseille et d'un avenant n°2 à la convention avec Pôle Emploi**

Avis du Conseil de Territoire DHCS 17/15206/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération

satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille – Aides au transport – Approbation d'un avenant n°1 à la convention avec la Mission Locale de Marseille et d'un avenant n°2 à la convention avec Pôle Emploi » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

En 2014, dans le cadre du pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille, l'Etat a demandé à Marseille Provence Métropole (MPM) de contribuer à la mise en œuvre d'aides à la mobilité.

Il a donc été proposé que la Communauté urbaine contribue à l'aide à la mobilité de jeunes en garantie jeunes (dispositif expérimental généralisé en 2017 en Parcours d'Accompagnement Contractualisé vers l'Emploi et l'Autonomie PACEA) et de demandeurs d'emploi adhérents des clubs ambition ou du PLIE MPM Centre en leur mettant à disposition le titre de transport le plus adapté à leur situation (cartes hebdomadaires, tickets...) et en demandant à la Mission Locale et à Pôle Emploi de s'assurer de leur bon usage.

Par délibération HPV 004-344/14/CC en date du 18 juillet 2014, le Conseil de Communauté a donc attribué une subvention de 99 800 euros à la Mission Locale de Marseille pour apporter une aide à la mobilité à 230 jeunes dans le cadre du dispositif « garantie jeunes », et une subvention de 100 200 euros à Pôle Emploi pour apporter une aide à la mobilité à 595 personnes dans le cadre du dispositif « clubs ambition » et à 20 personnes adhérentes du PLIE MPM Centre.

La subvention 2014 accordée à la Mission Locale a été soldée : des abonnements RTM annuels ont été accordés à 408 jeunes en garantie jeunes.

Par contre, Pôle Emploi, qui avait démarré la mise en œuvre de cette action plus tardivement, n'avait pas atteint les objectifs initiaux fin 2015.

Le 25 septembre 2015, par délibération HPV 012-1278/15/CC du 25 septembre 2015, le Conseil de Communauté a attribué une subvention pour l'année 2015 à la Mission Locale de Marseille pour des jeunes bénéficiant de la garantie jeunes, mais cette fois-ci, pour des titres de transport mensuels, ce qui a permis d'améliorer le suivi de l'action ; et a prorogé la convention votée le 18 juillet 2014 avec Pôle Emploi en réajustant les objectifs concernant le public concerné dans un avenant n°1.

Le 11 janvier 2017, un comité de pilotage s'est tenu avec les partenaires concernés :

✓ des représentants de la Mission Locale ont fait état d'un bilan au 31 décembre 2016 selon lequel 313 bénéficiaires en garantie jeunes ont bénéficié d'un titre de transport, pour une consommation de 31 275 euros, du fait de la perception tardive des fonds et de la réduction du nombre de jeunes bénéficiant de la garantie jeunes en 2016.

✓ des représentants de Pôle Emploi ont fait état d'un bilan selon lequel, depuis le démarrage de l'action, 636 demandeurs d'emploi ont bénéficié d'un ou plusieurs titres de transport mensuels (1 116 au total) pour une consommation de 36 798 euros au 31 décembre 2016.

Aussi est-il proposé au Conseil de la Métropole d'élargir le champ des bénéficiaires de ce dispositif pour mieux répondre à la demande de mobilité des jeunes reçus par la Mission Locale et du public reçu par Pôle Emploi, mais toujours à condition qu'ils soient issus des Quartiers Politique de la Ville ou des Quartiers de Veille de Marseille.

Un avenant n°1 à la convention n°15/1901 exécutoire à dater du 20 janvier 2016 passée avec la Mission Locale de Marseille a pour objet d'élargir le public éligible aux jeunes suivis par la Mission Locale et/ou accueillis par l'EPIDE (Etablissement pour l'Insertion par l'Emploi).

Un avenant n°2 à la convention n°14/1574 exécutoire à dater du 30 septembre 2014 passée avec Pôle Emploi a pour objet d'élargir le public éligible aux demandeurs d'emploi

- suivis par Pôle Emploi au titre d'accompagnements intensifs (accompagnements intensifs jeunes, clubs ambitions, autre...),
- adhérents du PLIE MPM Centre,
- entrant en formation pour un délai supérieur à un mois,
- accueillis par l'EPIDE (Etablissement pour l'Insertion par l'Emploi).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur le « Pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille – Aides au transport – Approbation d'un avenant n°1 à la convention avec la Mission Locale de Marseille et d'un avenant n°2 à la convention avec Pôle Emploi ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille – Aides au transport – Approbation d'un avenant n°1 à la convention avec la Mission Locale de Marseille et d'un avenant n°2 à la convention avec Pôle Emploi ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le Pacte de sécurité et de cohésion sociale de Marseille – Aides au transport – Approbation d'un avenant n°1 à la

convention avec la Mission Locale de Marseille et d'un avenant n°2 à la convention avec Pôle Emploi.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	15
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

HPV 014-539/17/CT

■ Ateliers Chantiers d'Insertion - Modification de la délibération du Conseil de Territoire du 14 décembre 2016 Transfert des subventions accordées à l'ADDAP en 2016 à l'association Insertion par l'activité économique et solidaire - Groupe ADDAP 13 - Approbation d'une convention

DHCS 17/15207/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des échanges suscités par le Pacte de sécurité et de cohésion sociale, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'est engagée à contribuer au financement des Ateliers et Chantiers d'Insertion engagés dans les Zones de Sécurité Prioritaires de Marseille.

Les Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) ont pour objet l'embauche et la mise en situation de travail de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. Les personnes ainsi recrutées sont titulaires d'un contrat de travail et bénéficient d'un suivi, d'un accompagnement, d'un encadrement technique et d'une formation en vue de faciliter leur insertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable. La durée des contrats des personnes recrutées en ACI est de six mois minimum. A l'issue de cette période de travail, environ 40% des salariés ont retrouvé un emploi ou se sont engagés dans une formation qualifiante.

Le 14 décembre 2016, le Conseil de Territoire a accordé à l'Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention 13, dite

ADDAP 13, des subventions pour la mise en œuvre d'Ateliers Chantiers d'Insertion à :

- Campagne Larousse - Plan d'Aou (Marseille 14^{ème} et 15^{ème}) 5 500 euros
- Félix Pyat (Marseille 3^{ème}) 5 500 euros
- La Castellane (Marseille 16^{ème}) 5 500 euros
- La Paternelle (Marseille 14^{ème}) 5 500 euros
- Le Clos – la Bégude Nord – Val Plan (Marseille 13^{ème}) 4 500 euros

-Saint Joseph-Vieux Moulin – Petit Séminaire-La Renaude (Marseille 13^{ème} et 14^{ème}) 4 500 euros

Le montant total de ces subventions s'élève à 31 000 euros.

Entretemps, le 1^{er} janvier 2017, l'association a créé avec le Centre de Culture Ouvrière un groupe associatif pour favoriser la coopération de quatre métiers complémentaires :

- la prévention spécialisée
- l'éducation populaire
- l'insertion par l'activité économique
- la médiation et la cohésion sociale.

Quatre nouvelles associations ont donc été créées :

✓ l'association « Groupe ADDAP 13 », qui a un double objectif social :

- Une fédération d'entités membres oeuvrant dans les secteurs :
 - . de la prévention spécialisée
 - . de l'éducation populaire
 - . de l'insertion par l'activité économique et solidaire
 - . de l'exclusion sociale et la grande pauvreté.
- Un pôle de prévention spécialisée.

Cette fédération accueille trois autres associations :

- ✓ le « CCO – Groupe ADDAP 13 »
- ✓ l'association « Médiations et cohésion sociale – Groupe ADDAP 13 »
- ✓ l'association « Insertion par l'Activité Economique et Solidaire – Groupe ADDAP 13 ».

Cette dernière association a pour objet de :

- contribuer à l'insertion sociale été professionnelle de publics très éloignés de l'emploi,
- améliorer le cadre de vie des habitants de quartiers prioritaires par la réalisation de travaux,
- occuper les espaces urbains dans des territoires en grande précarité,

- avoir un impact social sur les territoires d'intervention.

Elle est issue de l'apport partiel d'actifs de la branche d'activité concernée par l'ADDAP 13 et a vocation à porter désormais les Ateliers Chantiers d'Insertion.

Il convient donc de transférer les subventions d'un montant total de 31 000 euros accordées à l'ADDAP par le Conseil de Territoire le 14 décembre 2016 à cette nouvelle association et d'approuver la nouvelle convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HPV 006-346/14/CC du Conseil de Communauté du 18 juillet 2014 sur les principes d'intervention de Marseille Provence Métropole en faveur des ateliers et chantiers d'insertion dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- La délibération HPV 004-363/16/CT du Conseil de Territoire du 14 décembre 2016 attribuant des subventions aux Ateliers Chantiers d'Insertion en Zones de Sécurité Prioritaires de Marseille et approuvant des conventions ;
- Le traité d'apport partiel d'actifs de l'ADDAP 13 à l'association « Insertion par l'activité économique et solidaire – Groupe ADDAP 13 » publié le 14 novembre 2016.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière d'insertion par l'économie ;
- Qu'elle souhaite développer une politique d'aide des personnes en insertion vers l'emploi, dans les Zones de Sécurité Prioritaires de Marseille ;
- Qu'il convient de prendre acte des démarches engagées par l'ADDAP 13 pour construire des coopérations entre ses différents métiers et mieux associer territoires, habitants et intervenant sociaux.

DELIBERE

Article 1 :

La délibération HPV 004-363/16/CT du Conseil de Territoire du 14 décembre 2016 est modifiée par l'annulation des subventions attribuées à l'ADDAP d'un montant global de 31 000 euros ce qui porte le montant total des subventions attribuées à 69 500 euros.

Article 2 :

Sont approuvées les subventions accordées à l'association « Insertion par l'activité économique et solidaire – Groupe ADDAP 13 » pour la réalisation des actions décrites en annexe, dont les montants figurent dans la colonne « Métropole Aix-Marseille-Provence – Conseil de Territoire Marseille Provence » du tableau pour un montant total de 31 000 euros.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 et suivant de la Métropole, Sous-politique E120 - Nature 6574 - Fonction 65.

Article 4 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer la convention annexée.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Voix Contre	15
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

HPV 015-540/17/CT

■ Constitution de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de la Métropole

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15279/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de la délégation des aides à la Pierre, selon l'article R.321-10-1 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale est Président de plein droit et assure notamment le fonctionnement de la Commission Locale de l'Amélioration de l'Habitat.

Ce rapport annule et remplace la délibération du 30 juin 2016.

En effet, en 2016 seuls 3 territoires étaient délégataires des aides à la pierre. Depuis janvier 2017, les 6 Conseils de Territoire composant la Métropole Aix-Marseille-Provence sont délégataires des aides à la pierre. Il convient donc de délibérer à nouveau sur la constitution de la CLAH.

1) Composition de la CLAH

La CLAH est composée au minimum des membres suivants, dont le mandat ne peut excéder 6 ans :

- a. Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant ;
- b. Le délégué de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) dans le département, ou son représentant ;

- c. Un ou des représentants des Propriétaires;
- d. Un ou des représentants représentant des locataires
- e. Une ou des personnes qualifiées pour ses compétences dans le domaine du logement
- f. Une ou des personnes qualifiées pour ses compétences dans le domaine social
- g. Au minimum deux représentants des Associés Collecteurs de l'Union Economique Sociale du Logement

Ces membres seront désignés par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ultérieurement par arrêté nominatif.

2) Rôle de la CLAH

La CLAH est consultée dans son ressort territorial sur :

- Le programme d'action établi par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le rapport annuel d'activité établi par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence avant transmission au délégué de l'ANAH dans la Région pour l'Elaboration du rapport mentionné au 13° de l'Article R.321-5;
- Toute convention intéressant l'amélioration de l'Habitat et engageant l'ANAH ;
- Les demandes de subvention pour lesquelles le règlement intérieur prévoit que l'avis de la commission est requis.
- Les décisions de retrait et de reversement pris en application de l'article R321-21 du CCH et les recours gracieux.

Elle est destinataire, au moins une fois par an, d'un état récapitulatif des décisions d'attribution ou de rejet prononcées.

La CLAH établit son règlement intérieur dans le respect des dispositions prévues par le règlement général de l'ANAH. Il doit être notifié au Préfet dans le mois qui suit son adoption.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant constitution de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport « Constitution de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

HPV 016-541/17/CT

■ Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement - Aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire Marseille Provence - Travaux d'entretien et réparations dans le programme 09

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15229/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La ville de Marseille dispose sur son territoire de deux aires d'accueil des gens du voyage à Saint Menet

(11^{ème} arrondissement) et Mazargues (terrain Eynaud 9^{ème} arrondissement).

La société Vago s'est vue confier la gestion en délégation de service public de ces deux sites de la part de la Ville de Marseille à compter du 1^{er} mars 2013 pour une durée de six ans et un mois, soit jusqu'au 31 mars 2019.

Depuis la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014, la compétence « Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage » a été transférée à la Communauté urbaine, devenue métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016.

De manière générale, les deux sites font l'objet de nombreuses dégradations tant au niveau des infrastructures, que de la voirie : vétusté du réseau électrique, hydraulique et des blocs sanitaires, dépôts sauvages et de matériaux de toute sorte... Ces conditions d'accueil ne garantissent pas la réalisation des mesures d'hygiène nécessaires pouvant prévenir tout risque sanitaire.

Pour lutter contre cette situation critique, qui pose des questions de sécurité, de santé et d'hygiène publique, ainsi que de forts risques environnementaux potentiels, il convient de procéder à des travaux de réparations et d'entretien, qui relèvent de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans ces deux aires d'accueil des gens du voyage.

L'opération d'investissement n°DHACS 17/02, « Aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire Marseille Provence – Travaux d'entretien et réparations », d'un montant de 250 000 euros, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 09, doit être affectée afin de permettre la réalisation des travaux et réparations permettant le bon fonctionnement des aires d'accueil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de l'opération d'investissement n°DHACS 17/02 « Aires d'accueil des gens du voyage – Travaux d'entretien et réparations ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de l'opération d'investissement n°DHACS 17/02 « Aires d'accueil des gens du voyage – Travaux d'entretien et réparations ».

HPV 017-542/17/CT

■ **Approbation d'un avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage avec la société Vago**

Avis du Conseil de Territoire DHCS 17/15208/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur

exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage avec la société VAGO » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n° 12/1340/SOSP du 10 décembre 2012, la Ville de Marseille a confié à la Société Vago la délégation du service public de gestion des équipements dédiés à l'accueil des Gens du Voyage pour une période de six ans et un mois, du 1er mars 2013 au 31 mars 2019.

La loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014 a doté la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, devenue la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, de la compétence « Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ».

Durant l'année 2015, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) a étudié ces transferts : le contrat de délégation de service public concernant l'aire de stationnement de Saint Menet et le terrain Mazargues-Eynaud relève désormais de l'EPCI, qui a approuvé les principes cadre de l'exercice de cette compétence dans une délibération n° EPPS 008-835/15/CC adoptée le 19 février 2015.

A la suite de la CLECT, la gestion de la DSP s'est vu conservée par la Ville de Marseille jusqu'en 2016. Le transfert effectif a donc eu lieu à cette date, et c'est au cours de la première visite des lieux qu'a été constaté l'état de l'aire Saint-Menet et du terrain Mazargues-Eynaud, dégradés et insalubres, nécessitant une remise à niveau des conditions d'accueil des gens du voyage.

Face à cette situation, un plan d'action conjoint avec la Ville de Marseille et la Métropole a été engagé pour

faire cesser les dépôts sauvages et nettoyer le site de Saint-Menet.

Cependant, le nettoyage seul ne résout pas les problèmes actuels, les résidents continuent à encourir des risques du fait de l'état des installations :

- L'hygiène : mauvaise évacuation des eaux usées bouchées, prolifération des rats ;
- La sécurité : les installations électriques ne fonctionnent plus, difficultés à entretenir les accès pompiers ;
- La santé : cas de leptospirose animale qui peut se reproduire.

Des travaux urgents doivent être entrepris en parallèle du nettoyage de l'aire. Ces travaux comprennent :

- la remise en état de la télégestion, permettant le contrôle des fluides consommés par les résidents ;
- la remise en état des édicules comprenant une arrivée électrique et une salle d'eau ;
- la remise en état des accès à l'aire.

L'avenant n°1 a pour objet de confier la réalisation des travaux de grosses réparations ayant un caractère d'urgence à la société Vago agissant pour le compte de la Métropole dans la limite de 10% du montant de la convention initiale soit 181 717 euros Hors Taxe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage avec la société Vago.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage avec la société Vago ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage avec la société Vago.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

Commission "Mobilité"

MOB 001-543/17/CT

■ **Approbation du principe d'une délégation de service public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves sis à Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15132/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen

par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Dans ce cadre, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet pour avis au Conseil du Territoire Marseille Provence le projet de délibération ci-annexé.

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des aires et parcs de stationnement du territoire Marseille Provence.

Par délibérations DTUP 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 13/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le contrat de concession n° 87/042 du 23 février 1987 concernant le parc de stationnement Estienne d'Orves a été transféré par la Ville de Marseille à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, au droit de laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016.

La gestion de ce parc de stationnement est actuellement confiée à la Société QPark France, en vertu dudit contrat de concession de service public, dont l'échéance est fixée au 22 août 2018.

Le parking en ouvrage Estienne d'Orves situé au centre-ville de Marseille, offre 650 places de stationnement réparties sur 5 niveaux. Il bénéficie de deux accès situés sur le cours Jean Ballard et la place aux Huiles.

La Métropole Aix-Marseille-Provence préconise de relancer une procédure de délégation de service public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves pour une durée de sept ans. Ce nouveau contrat permettra d'assurer la continuité du service public.

La gestion de ce contrat de concession de service public, dont l'échéance est fixée au 2 août 2018, est actuellement confiée à la Société QPark France.

Le recours à la délégation de service public permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apportera son savoir faire en matière d'exploitation de parcs de stationnement, tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée, mieux adaptée à une activité commerciale. La collectivité maintiendra un contrôle étroit sur l'exécution du service.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil de la Métropole sur les modes de gestion envisageables et de soumettre à son approbation le principe d'une exploitation dans le cadre d'une délégation de service public, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce rapport analyse les différents modes de gestion possibles et expose les raisons pour lesquelles il est proposé de recourir à la délégation de service public sous la forme d'un affermage, qui paraît la solution la mieux adaptée pour des raisons qui peuvent se résumer ainsi :

- L'intérêt de recourir à un professionnel en bénéficiant de son savoir faire et de son expertise technique et commerciale pour assurer un service performant.
- La possibilité de confier des travaux d'entretien et de réparation au délégation;
- La motivation de l'exploitant pour une finalité de service optimale du fait qu'il se rémunère directement sur les usagers ;
- La responsabilité de l'exploitant qui est chargé de la gestion à ses risques et périls ;
- Un contrôle permanent, technique, comptable et financier de la Collectivité Publique.

Compte tenu des prestations confiées au délégation, il est préconisé de déléguer ce service sous la forme d'un affermage, pour une durée 7 ans.

Les caractéristiques des prestations que devrait assurer le délégataire sont décrites dans le rapport précité.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et celles de son décret d'application n° 2016-86 du 1^{er} février 2016.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le contrat de délégation de service public n° 87/042 du 23 février 1987 et ses sept avenants, concernant la réalisation et l'exploitation du parking Estienne d'Orves ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- Le rapport de présentation joint en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des aires et parcs de stationnement du territoire Marseille Provence ;
- Qu'il est nécessaire d'organiser la gestion du parc de stationnement Estienne d'Orves sis à Marseille ;
- Qu'au vu du rapport de présentation annexé et après analyse des différents modes de gestion, la délégation de service public apparaît la solution la mieux adaptée aux

objectifs de la Métropole Aix-Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du principe d'une délégation de service public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves sis à Marseille.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	111
Voix Contre	8
Abstentions	15

Adoptée

Ont voté contre :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

MOB 002-544/17/CT

■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage relative à la grande révision des rames du tramway de Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 17/15121/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du projet de délibération annexé présenté ci-après.

Aux termes de l'article 2.19 du contrat d'obligation de service public pour l'exploitation des services de transports urbains, la Régie a la possibilité de réaliser,

à la demande de l'Autorité Organisatrice, toute mission qui lui est confiée sous forme de mandat par et pour le compte de l'Autorité Organisatrice sur les biens de catégorie A.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié en 2015, dans le cadre d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage, le soin d'effectuer en son nom et pour son compte la grande révision des 26 rames de tramway de Marseille.

Dans le cadre de l'avenant 9 au contrat d'obligation de service public conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la RTM, les parties ont convenu de modifier le portage des opérations relevant du matériel roulant tramway et de les transférer des biens de catégorie A aux biens de catégorie B.

Aussi, au regard de ces nouvelles dispositions, les parties ont convenu de suspendre les paiements relevant du mandat de l'opération de grande révision du tramway, en attente de la formalisation du transfert de propriété des rames de tramway déjà existantes. L'application des articles 4, 5 et 6 de la convention de mandat est ainsi suspendue.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver le présent avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage relative à la grande révision des rames de tramway de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil du Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil du Territoire Marseille Provence émet un avis sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 003-545/17/CT

■ **Extension de la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un site de maintenance et de remisage - Approbation de la convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux enterrés avec GRTGaz**

Avis du Conseil de Territoire DMET 17/15232/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye.

Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site

Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye

(9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron. Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de transport de gaz naturel (GRTGaz) afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux sous maîtrise

d'ouvrage GRTGaz nécessités par le Projet d'extensions Nord et Sud du tramway.

Au stade d'avancement des études, seul la partie Nord est concernée par la présente convention, le tracé au Sud n'impactant pas les réseaux de ce concessionnaire.

La réalisation des travaux fera l'objet d'une convention spécifique à l'issue de l'approbation des études d'Avant-Projet par la Métropole Aix-Marseille Provence.

La présente convention acte le principe de la prise en charge financière des études de déviation de ses réseaux par le concessionnaire GRTGaz. La Métropole sera amenée à rembourser tout ou partie des études si le projet est abandonné ou subit des modifications de programme après sa validation par cette dernière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La délibération de ce même Conseil de Communauté DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et

l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;

- La délibération de ce même Conseil de Communauté DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport de gaz naturel impactant le périmètre du projet ;
- Que la société GRTGaz est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société GRTGaz fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement des réseaux impactés.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole, relatif à l'approbation de la convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux enterrés avec GRTGaz.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	116
Voix Contre	0
Abstentions	18

Adoptée

Se sont abstenus :

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Marc LOPEZ - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Patrick MENNUCCI - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Nouriati DJAMBAE

MOB 005-546/17/CT

■ **Approbation de la convention constitutive de groupement de commandes entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports Métropolitains pour l'acquisition et la maintenance des nouvelles rames et des systèmes d'exploitation du métro de Marseille**

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 17/14996/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après.

Le métro de Marseille, mis en service entre 1977 et 1984, est en fin de vie. Cela engendre des difficultés croissantes à assurer la disponibilité des rames à un niveau correspondant à l'attente des usagers du réseau. De plus, l'obsolescence des pièces et la perte de compétence technique chez les constructeurs d'origine rendent désormais la maintenance problématique. Il est donc indispensable d'assurer au plus tôt le renouvellement des rames sachant que le processus de remplacement des rames de métro, au vu des durées constatées sur les autres réseaux, prend environ dix ans.

Dans le cadre du programme de renouvellement des rames du métro de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire des rames, est responsable de leur renouvellement et de l'adaptation des infrastructures et des systèmes correspondants.

Cette opération comprend les matériels, équipements et travaux nécessaires au strict renouvellement du matériel roulant et des systèmes d'exploitation actuels, augmentés en fonction de l'évolution de la fréquentation estimée à partir des dernières enquêtes et études connues.

Dans ce contexte, la Métropole a lancé un marché de maîtrise d'œuvre relatif au renouvellement du métro de Marseille. Ce marché de maîtrise d'œuvre, notifié au groupement PARSONS / ASYSTEM / TPF le 28 décembre 2015, recouvre l'ensemble du périmètre technique et fonctionnel constitué des trains, des systèmes, des façades de quai et des moyens audio-visuels.

Il est par ailleurs envisagé de conclure un marché public global relatif à l'achat des nouvelles rames et des systèmes d'exploitation.

La Régie des Transports de Marseille est chargée, pour sa part, de la maintenance des trains et de leurs systèmes d'exploitation.

La Métropole Aix-Marseille Provence sera propriétaire des rames et des systèmes et les mettra à la disposition de la RTM qui les maintiendra et les exploitera.

Soucieuses de l'efficacité de leurs achats et des opérations d'acquisition et de maintenance des nouvelles rames du métro de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) et la RTM désirent coordonner la sélection du prestataire chargé de la maintenance avec les opérations tendant au choix par AMP du titulaire du marché public relatif à l'achat des nouvelles rames et des systèmes d'exploitation.

En effet, la durée de vie des matériels implique un processus de maintenance coûteux, complexe et en partie protégé par des brevets. Les coûts de maintenance sont en conséquence très élevés et un processus d'achat en groupement de commande est le seul garant d'une réelle capacité de négociation permettant de fixer des prix de référence.

Le montage envisagé est un achat groupé entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et la RTM sur le fondement d'un groupement de commandes, en application de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

La convention ci-annexée définit les modalités de fonctionnement du groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la RTM. Les caractéristiques principales de la convention sont les suivantes :

- il est envisagé d'utiliser la procédure avec marchés séparés ;
- La consultation, relative au marché global, donnera lieu à la notification de deux marchés séparés, chacun faisant l'objet d'un acte d'engagement distinct. Le candidat dont l'offre sera retenue se verra attribuer deux marchés avec respectivement la Métropole d'Aix-

Marseille Provence (désigné «marché n°1») et la RTM (désigné « marché n°2 ») ;

- Le marché n°1 concerne l'achat des nouvelles rames et des systèmes d'exploitation.
- Le marché n°2 concerne la maintenance des nouvelles rames et des systèmes d'exploitation.
- Métropole Aix-Marseille-Provence est désignée comme coordonnateur du groupement de commandes ;
- Une Commission d'Appel d'Offres ad hoc est constituée ;
- Le groupement expire de plein droit après réception sans réserve des prestations du marché n°1

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 006-547/17/CT

■ Approbation d'une diminution du tarif de l'abonnement annuel jeunes boursiers sur le réseau de la Régie des Transports Métropolitains

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 17/15287/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après.

Face aux enjeux que représente la fraude, tant d'un point de vue financier que citoyen, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports Métropolitains ont décidé d'engager dès 2017 une action commune forte pour lutter contre la fraude sur le réseau de transport exploité par la RTM.

Dans ce cadre, une liste d'actions à engager dès le second trimestre 2017 par la RTM a été identifiée :

- Communication externe/interne : lancement d'actions de communication à destination des usagers, en lien avec la Métropole, mais aussi des actions de médiation dans les écoles et collèges ;
- Marketing/commercial : l'objectif est de faciliter la vente pour l'utilisateur (paiement sans contact des titres, dématérialisation de certains abonnements, garantir l'accès à l'achat de titres sur les distributeurs et auprès des chauffeurs) ;
- Matériel et outillage : garantir un meilleur taux de disponibilité des matériels de validation et

- de contrôle (aspects maintenance et réflexions sur des évolutions possibles) ;
- Validation : meilleure identification des points de validation (position des valideurs, signalétique), rôle renforcé de l'exploitant (chauffeurs, personnel de station) dans l'accueil des usagers et l'aide à la validation ;
- Contrôle et verbalisation : mise en place d'un nouveau plan de contrôle, intégrant une évolution des méthodes de contrôle, lancement d'opérations ciblées au niveau des stations de métro, gare d'échange, bus à haut niveau de service, tramway, renforcement des conventions de partenariat avec l'Etat et la Ville de Marseille.

En accompagnement de cette campagne de lutte anti-fraude qui sera menée sur le réseau RTM dès 2017, la Métropole Aix Marseille Provence souhaite proposer une diminution du tarif de l'abonnement annuel jeune boursier.

Ainsi, à compter du 1^{er} juin prochain, le prix du Pass Annuel Jeunes Boursiers passera de 178 euros à 119 euros par an et celui du Pass Permanent Jeunes Boursiers de 14,70 euros à 9,90 euros par mois permettant ainsi à leur titulaire de voyager librement sur le réseau de la RTM pour moins de 10 euros par mois.

De plus, à compter de la même date, ces deux abonnements seront ouverts également aux jeunes, étudiants, stagiaires de la formation professionnelle ou apprentis, de moins de 26 ans et bénéficiaires de la Couverture Maladie Universelle Complémentaire ou justifiant de ressources inférieures aux plafonds fixés pour l'obtention de la CMUC.

Ce nouveau tarif sera également accessible à tous les enfants âgés de 6 à 11 ans voyageant aujourd'hui sur le réseau pour 220 euros/an.

Ces nouveaux tarifs seront applicables à compter du 1^{er} juin 2017.

Le tableau joint en annexe reprend les modifications apportées à la gamme tarifaire RTM à compter du 1^{er} juin 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 007-548/17/CT

■ Approbation de la Charte du label Autopartage de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 17/15220/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après.

Les caractéristiques du territoire ont favorisé un développement urbain selon un processus de diffusion résidentiel et économique, encouragé par le développement du réseau routier et autoroutier. La Métropole Aix-Marseille-Provence se caractérise ainsi par un polycentrisme, organisé autour de multiples pôles de vie qui génèrent d'importants flux de mobilités sur l'ensemble de son territoire. La très forte dépendance à l'automobile, constatée, implique d'apporter des réponses spécifiques en termes de mobilité.

Parmi l'ensemble des actions inscrites à l'Agenda figure le développement de l'autopartage. Ce dernier permet d'offrir à la population des réponses pertinentes à ses besoins diversifiés de déplacements. En effet, si l'objectif de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine est de limiter la place de la voiture au profit des autres modes de déplacements (transports en commun, vélo...), cette dernière conserve son utilité sur certains trajets. C'est pourquoi il convient d'avoir une approche différente dans l'usage qui est fait de la voiture pour nos mobilités quotidiennes. L'autopartage peut ainsi permettre une démotorisation des ménages grâce à l'abandon ou la non acquisition d'un véhicule. L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine fixe comme objectif le déploiement de 1000 véhicules électriques en autopartage répartis sur 25 communes. Il s'agit de mailler progressivement les principaux centres villes et pôle d'échanges multimodaux du territoire.

L'autopartage est un service de location de véhicules de courte durée, disponible 24h/24h, 7j/7j et accessible moyennant un abonnement, permettant de satisfaire des déplacements de courte durée et occasionnels. Il est destiné aux particuliers, aux entreprises et aux administrations.

Ce service peut plus particulièrement concerner :

- Les ménages multimotorisés, dont la deuxième ou troisième voiture sert peu et qui ont un intérêt économique à utiliser l'autopartage ;
- Les professionnels, entreprises, administrations, associations, en remplacement partiel ou total de leur flotte de véhicules ;
- Les habitants des quartiers périphériques peu desservis par les transports en commun qui ont besoin d'effectuer un déplacement occasionnel et ponctuel (premier et dernier kilomètres) ;
- Les habitants motorisés des quartiers denses, où les contraintes de stationnement sont importantes ;

- Les usagers non motorisés, usagers des transports en commun ayant besoin d'un véhicule pour certains déplacements ponctuels.

Pour la Métropole, l'autopartage présente des enjeux importants et représente un outil de régulation de l'usage de l'automobile.

Conformément au Plan de Protection de l'Atmosphère arrêté le 17 mai 2013 qui vise une réduction de 10% des émissions de Nox, PM10 et PM2,5 sur le territoire des Bouches-du-Rhône, la Métropole souhaite encourager les systèmes d'autopartage.

La Métropole souhaite également promouvoir et encourager le développement de l'électromobilité et les mobilités propres ; l'autopartage représente un bon vecteur de diffusion de ces mobilités plus respectueuses de l'environnement.

Le label autopartage métropolitain est adossé à des exigences de services auxquelles les opérateurs devront répondre comme la mise en œuvre d'abonnements, d'une tarification adaptée, la mise à disposition de véhicules 24h/24 et 7j/7 et la création de stations d'autopartage spécifiques et aussi des obligations décrites dans la charte annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2012-280 du 28 février 2012, modifié par le décret n° 2012-1196 du 26 octobre 2012 relatif au label Autopartage ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- L'article 52 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, dite MAPTAM, a modifié la notion d'autopartage, définie par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite Grenelle II ;
- L'autopartage est maintenant défini à l'article L. 1231-14 du Code des transports : «L'activité d'autopartage est la mise en commun d'un véhicule ou d'une flotte de véhicules de transport terrestre à moteur au profit d'utilisateurs abonnés ou habilités par l'organisme ou la personne gestionnaire des véhicules. Chaque abonné ou utilisateur habilité peut accéder à un véhicule sans conducteur pour le trajet de son choix et pour une durée limitée» ;
- L'article L2213-2 du CGCT dispose que le maire peut, par arrêté motivé, eu égard aux nécessités de la circulation et de la protection de l'environnement réserver sur la voie publique ou dans tout autre lieu de stationnement ouvert au public des emplacements de stationnement aménagés [...] aux véhicules bénéficiant du label " autopartage" ;
- L'article L.1231-14 alinéa 2 du Code des Transports précise que «Les autorités mentionnées à l'article L.1231-1 peuvent délivrer un label «Autopartage» aux véhicules affectés à cette activité ;
- L'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Notre), précise que les métropoles «exercent de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes : l'organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L.1231-14 à L. 1231-16 du code des transports» (alinéa 2b) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 008-549/17/CT

■ Approbation d'une convention entre le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ayant pour objet l'utilisation provisoire de la marque Carreize

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15221/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunal (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Le réseau interurbain Carreize exploité jusqu'au 31 décembre dernier par le Conseil Départemental a été transféré à la Métropole le 1^{er} janvier 2017.

La convention de transfert entre le Département et la Métropole au titre de la compétence transports publics routiers de personnes approuvée par le Conseil Métropolitain en décembre dernier indique que l'utilisation temporaire de la marque Carreize, propriété du Conseil Départemental, par la Métropole nécessite la passation d'une convention spécifique.

Par ailleurs, la Métropole a engagé une réflexion afin d'arrêter une stratégie marketing et commerciale de la mobilité concernant notamment l'identité du nouveau réseau interurbain métropolitain.

Aussi, dans l'attente des résultats de cette démarche et la validation de la marque métropolitaine de la mobilité et du nouveau nom commercial du réseau interurbain métropolitain, il est proposé d'approuver une convention définissant les conditions d'utilisation

temporaires et gratuites de la marque Carreize par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 009-550/17/CT

■ Approbation de l'attribution d'une subvention à l'association Wimoov et d'une convention - rectification d'erreurs matérielles

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15280/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du projet de délibération présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a la volonté de promouvoir des solutions alternatives à l'utilisation de la voiture individuelle. Cette initiative correspond aux objectifs de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) et du Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Ville de Marseille qui favorise l'usage des « modes doux » de déplacements.

L'association Wimoov, anciennement Voiture & Co, a été créée en 1998 pour promouvoir et initier le développement de nouvelles pratiques de mobilité dans un souci du respect de l'environnement. Elle s'est développée dans toute la France et notamment à Marseille, en devenant la Maison des Transports, nouvellement nommée plateforme « Bougez futé » sur le site campus de Luminy.

A Luminy, l'association basée à l'intérieur du campus, développe depuis 2005 des services autour de la mobilité et des transports particulièrement en faveur des étudiants en partenariat avec tous les acteurs économiques et institutionnels.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 décembre 2016, afin d'attribuer une subvention de 10 000 euros à l'association Wimoov assortie d'une convention de partenariat.

Toutefois, la convention approuvée comportait des erreurs matérielles qu'il convient de corriger.

Il convient donc d'annuler la délibération du Conseil Métropolitain du 15 décembre 2016 et d'approuver une nouvelle convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Quel le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	111
Représentés	23
Voix Pour	119
Contre	15
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

MOB 010-551/17/CT

■ Renouveau de l'adhésion au Groupement des Autorités de Transports pour l'année 2017

Information du Conseil de Territoire DPMOD 17/15224/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

En tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence est susceptible d'adhérer à diverses associations relatives au transport, notamment au Groupement des Autorités de Transports (GART).

Le Groupement des Autorités de Transport est une association nationale qui regroupe des élus concernés par la responsabilité des transports collectifs, permettant l'échange des points de vue et de savoir-faire.

Le Groupement des Autorités de Transport a fixé le montant de la cotisation de l'année 2017 par tranche de population de 500 000 habitants, de manière dégressive.

Le montant total de la cotisation au titre de l'année 2017 s'élève à 26 500 euros.

Il est donc proposé de verser cette cotisation annuelle de 26 500 euros au Groupement des Autorités de Transport au titre de l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le projet de délibération relatif à l'adhésion au Groupement des Autorités de Transports pour l'année 2017.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à l'adhésion au Groupement des Autorités de Transports pour l'année 2017.

MOB 011-552/17/CT

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de Transport Public pour l'année 2017

Information du Conseil de Territoire DPMOD 17/15225/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

En tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence est susceptible d'adhérer à diverses associations relatives au transport, notamment à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR).

AGIR Transport est une association de professionnels de transport public fondé en 1987 constituée d'une équipe permanente d'experts qualifiés et de consultants indépendants.

Cette association met à disposition des collectivités locales et des entreprises une offre de service leur permettant de compléter leurs ressources et d'échanger sur les bonnes pratiques.

Par conséquent, l'adhésion à cette association permettra à la Métropole de bénéficier :

- d'une assistance technique mettant à disposition des experts capables de répondre à tous types de questions relatives à la gestion quotidienne des réseaux (domaines juridiques, économiques, performance des réseaux...);
- d'offre de formations complètes dans tous les domaines et métiers qui intéressent les professionnels des transports ;

- De groupes de travail (transport à la demande, billettique...) permettant l'échange d'expériences contribuant à l'enrichissement technique.

Le montant total de la cotisation au titre de l'année 2017 s'élève à 45 000 euros.

Il est donc proposé de verser cette cotisation annuelle de 45 000 euros à AGIR au titre de l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le projet de délibération relatif à l'adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de Transport Public pour l'année 2017.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à l'adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de Transport Public pour l'année 2017.

Commission "Développement Durable, Agriculture"

DDA 001-553/17/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain lieudit Talan auprès de la Safer - Commune de Châteauneuf-les-Martigues

**Avis du Conseil de Territoire
DUF 17/15199/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain lieudit Talan auprès de la Safer » satisfait les conditions de l'article L. 5218-7 I du Code Général de Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du schéma de cohérence territoriale (SCOT) qui fait de la préservation des espaces ruraux un enjeu majeur, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, a approuvé par délibération URB 004-1157/07 du 17 décembre 2007, la mise en œuvre d'un programme d'actions comportant un volet foncier en faveur du maintien d'une agriculture durable afin de répondre aux attentes de l'ensemble des acteurs locaux : agriculteurs et gestionnaires de l'espace.

La société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) jouant un rôle majeur dans l'aménagement du territoire rural, un dispositif foncier a donc été mis en place en partenariat avec la Safer permettant ainsi à la Métropole Aix-Marseille Provence d'acquérir du foncier agricole.

Cette action, par ailleurs a été renforcée par le schéma directeur agricole communautaire (SDAC) qui confirme la nécessité de poursuivre ce dispositif foncier mis en place en partenariat avec la Safer.

Ainsi par délibération AEC 005-1016/10/CC du 25 mars 2010, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille Provence, a approuvé la convention d'intervention foncière (CIF) conclue avec la Safer pour une durée de trois ans et définissant les modalités de la mise en œuvre du service que la Safer peut apporter à la collectivité.

Afin de poursuivre ce partenariat, un second avenant de prorogation de cette convention a été approuvé par délibération n° ENV 003-977/16/BM du 17 octobre 2016 portant ainsi la durée de celle-ci au 31 décembre 2019.

Par ailleurs, par délibération AEC 005-244/12/CC du 26 mars 2012, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, a approuvé la convention d'aménagement rural (CAR) qui s'appuie sur un ensemble de dispositifs d'animation, techniques et financiers destinés à orienter l'activité foncière et dont la prorogation pour une nouvelle durée de trois ans a été approuvée par délibération AEC 004-1117/15/CC du 3 juillet 2015.

En application de ces conventions, la Métropole Aix-Marseille-Provence est d'ores et déjà propriétaire d'un tènement agricole d'une superficie de 7 ha 81 a et 89 ca dénommé l'îlot Bricard, situé à la confluence de trois communes ; Châteauneuf-les-Martigues, Gignac-la-Nerthe et Marignane, destiné à accueillir deux exploitants agricoles dans le cadre d'un bail rural à long terme en cours de réitération en la forme authentique.

Dans la continuité du remembrement de l'îlot Bricard, la Safer a acquis par acte en date

du 18 novembre 2016 une parcelle en nature de terre en friche, d'une superficie de 3 937 m², cadastrée sous le n° 20 de la section AY de Châteauneuf-les-Martigues.

Le remembrement de ce foncier permettra de poursuivre la restructuration d'un tènement cohérent de 10251 m² d'ores et déjà détenu par la Métropole Aix-Marseille-Provence et de maintenir la vocation agricole du bien.

Ainsi, en application de l'article L 142-6 du Code rural, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à mettre à disposition de la Safer Paca, l'îlot ainsi constitué afin de le donner à bail à un exploitant agricole agréé par la Safer.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de l'acquisition, auprès de la Safer, de la parcelle de terrain cadastrée sous le n° 20 de la section AY de Châteauneuf-les-Martigues d'une superficie de 3 937 m² moyennant le prix de 18 950 euros (dix-huit mille neuf cent cinquante euros) hors frais de portage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 009-1122/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le schéma directeur agricole communautaire (SDAC) ;
- La délibération HN 009-17/03/16CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- Le projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Commune de Châteauneuf-les-Martigues - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain lieudit Talan auprès de la Safer.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'un dispositif partenarial a été engagé entre la Safer et Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique agricole de la Métropole ;
- Que l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la Safer de la parcelle cadastrée sous le n° 20 de la section AY de la commune de Châteauneuf-les-Martigues d'une superficie de 3 937 m² permettra de poursuivre la restructuration d'un tènement cohérent de 10 251 m² d'ores et déjà détenu par la Métropole Aix-Marseille-Provence et de maintenir la vocation agricole du bien par la mise à bail à un exploitant agricole ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite accompagner une agriculture en circuit court.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de la Safer d'une parcelle de terrain lieudit Talan sise à Châteauneuf-les-Martigues.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DDA 002-554/17/CT

■ Approbation de la Charte d'engagement EcoWatt Paca

Information du Conseil de Territoire DEE 17/15243/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La région Provence-Alpes-Côte d'azur, en tant que péninsule électrique, a très tôt pris conscience de sa fragilité et de la nécessité de maîtriser ses pointes de consommation et son approvisionnement en électricité. La situation est moins critique sur le territoire de la Métropole Aix Marseille Provence que sur l'est de la région mais la sécurité et la continuité de l'approvisionnement électrique restent une préoccupation de la collectivité, ne serait-ce que par solidarité avec nos voisins.

Aujourd'hui, le développement du chauffage électrique, ainsi que des équipements individuels et collectifs de climatisation, génère des pointes de consommation qui pèsent sur le réseau électrique en période de grand froid et de forte chaleur. En fonction de la température, le pic journalier peut ainsi s'envoler, amenant le réseau électrique régional aux limites de ses capacités de fonctionnement. Les effets des pointes nécessitent par ailleurs le recours à des productions électriques générant directement ou indirectement des émissions de GES impactant le bilan de la production électrique (mise en marche des centrales thermiques).

Aujourd'hui, la pointe de consommation électrique, ou consommation maximale journalière, s'établit en hiver entre 18h et 20h. En PACA, la pointe de consommation historique continue de croître année après année (+28% depuis 2004). Elle repose sur la conjonction de 3 éléments comportementaux :

- une grande partie de la population se met à consommer en même temps, à la fois sur les zones de travail et les zones d'habitation ;
- le froid et/ou le froid ressenti accroissent l'effet de pointe ;
- une période de temps courte : 2 heures sur une journée, et des pics de consommation fort voire extrême pendant moins de 20 jours par an en moyenne.

Il ne faut pas négliger non plus le fait qu'en période estivale, l'impact du changement climatique sur les températures, conduit petit à petit à l'apparition de pics de consommation électrique.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de contribution à la transition énergétique et de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie, elle est donc fondée à agir dans ces domaines. Par ailleurs, la collectivité dispose de nombreux leviers pour contribuer à la maîtrise des pics de consommations électrique à travers le fonctionnement de ces services, la gestion de son patrimoine et sa capacité de communication vers ses habitants. Elle dispose ainsi de la capacité à agir pour la maîtrise des pics de consommation électrique.

Pour toutes ces raisons, il est important d'engager le territoire dans une démarche responsable de maîtrise des pointes de consommation d'électricité. Cette démarche devra s'appuyer sur de nombreux leviers comme le développement d'une offre équilibrée d'énergie dans les zones d'aménagement, reposant un mix entre toutes les formes d'énergie (électrique, gaz, énergie renouvelables, réseaux de chaleur ...), la performance énergétique des équipements et des bâtiments et les comportements individuels et collectifs.

ÉcoWatt constitue un élément de réponse à ces enjeux. Ce dispositif vise à sensibiliser la population de la région PACA et donc de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux pointes de consommation en hiver afin de les inciter à procéder aux bons gestes énergie, tout en relayant l'information auprès de leur entourage. ÉcoWatt est un tableau de bord qui diffuse l'information sur le système électrique régional. En ayant accès à cette information, tous les consommateurs de la région peuvent adapter leur comportement et ainsi contribuer à diminuer la pointe de consommation du soir.

Pour appuyer cette démarche, les partenaires de la démarche ÉcoWatt (RTE, la Préfecture de région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Régional PACA, le Conseil départemental des Alpes-Maritimes, la Principauté de Monaco, l'ADEME et Enedis) ont décidé, depuis l'hiver 2010, de mettre à disposition de toutes les collectivités/institutions du territoire une charte d'engagement.

Cette charte donne un cadre de référence et concrétise les actions auxquelles la collectivité s'engage à procéder en devenant signataire. Les engagements demandés à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont les suivants :

- Inscrire la Métropole Aix-Marseille-Provence au dispositif ÉcoWatt.
- Nommer un ambassadeur ÉcoWatt qui assurera l'information (pics de consommation, bons gestes énergies) et relayera les témoignages de l'engagement de sa collectivité/son institution vers ÉcoWatt.
- Procéder aux bons gestes énergies, notamment en cas de pics de consommation.

- Informer nos agents selon différentes modalités d'information et de sensibilisation en interne.
- Relayer l'information et valoriser notre engagement auprès de nos partenaires et usagers.
- Soumettre notre témoignage pour une diffusion sur le site EcoWatt – rubrique « ils se sont engagés » – ou tout autre support de communication EcoWatt.

Ces engagements correspondant à ceux qui seront déclinés au sein du Plan Climat-Air-Energie Métropolitain (PCAEM) et de la stratégie d'approvisionnement énergétique, la signature de cette charte semble donc cohérente avec la démarche de notre collectivité. Cette charte permettra par ailleurs d'enrichir le contenu de ces documents stratégiques et de valoriser l'engagement de la collectivité.

Enfin, cet engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne saurait cependant suffire face aux enjeux énergétiques et les gestionnaires des réseaux de transport et de distribution devront agir aux côtés de la Métropole pour établir cet équilibre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération métropolitain « Approbation de la Charte d'engagement "EcoWatt PACA ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit être informé du projet de délibération métropolitain « Approbation de la Charte d'engagement "EcoWatt PACA ».

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain « Approbation de la Charte d'engagement "EcoWatt PACA ».

DDA 003-555/17/CT

■ Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement -Traitement Points noirs Bruit

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15228/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'Etat gestionnaire des voies autoroutières, doit procéder à la résorption des nuisances sonores générées par les infrastructures construites ultérieurement aux bâtiments riverains dits sensibles (logements notamment), appelés Points Noirs Bruit (PNB).

Pour ces PNB, où la population est exposée à des niveaux sonores dépassant les seuils réglementaires, la résorption des nuisances est traitée au moyen d'écrans acoustiques (murs anti-bruit).

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2000-2006, l'Etat maître d'ouvrage sur le réseau autoroutier, a sollicité les collectivités locales (CRPACA, CG13, et MPM) pour co-financer, sur l'aire marseillaise, une

opération comportant 4 projets d'écrans en bordure des autoroutes A7 et A50, à proximité de quartiers ou résidences dont ces projets portent le nom :

- 3 écrans sur l'A7 : « Saint-Antoine », « la Delorme », « Le Canet »
- 1 écran sur l'A50 : « La Rouguière » à saint Marcel

Ce projet a été estimé initialement à un montant total de 8 232 247 euros financé à part égale par les 4 cofinanceurs (25%) soit à hauteur de 2 058 061,75 euros chacun.

En 2004 une convention a été signée sur la base de ces éléments entre les 4 cofinanceurs.

En 2007, compte tenu des moyens financiers, un avenant à la convention a limité la résorption des PNB à

3 des 4 envisagés : pour la même enveloppe estimative, l'écran du Canet a été exclu.

L'opération ayant accusé un grand retard, et plus particulièrement sur l'A50, les travaux n'ont démarré sur l'A7 qu'au printemps 2016 alors que les études préalables démarraient pour l'A50.

Fin 2016, les deux tiers de la part du Conseil de Territoire Marseille Provence pour cette opération, correspondants aux 2 écrans de l'A7, ont été payés.

Le solde doit être provisionné pour le site restant sur l'A50 (La Rouguière).

Les marchés de maîtrise d'œuvre doivent être lancés par la DREAL pour le site de l'A50.

L'opération d'investissement n°DEEU 17/01, Traitement points noirs Bruit A7-A50, inscrite au budget pour un montant 800 000 euros, doit être affectée afin de permettre la réalisation des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de l'opération d'investissement n°DEEU 17/01 « Traitement points noirs Bruit A7-A50 ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de l'opération d'investissement n°DEEU 17/01 « Traitement points noirs A7-A50 ».

Commission "Eau, Assainissement"

EAU 001-556/17/CT

■ Dégrèvements sur des factures d'eau 2015 suite à des fuites sur les installations privées à Gémenos village

DEASV 17/15065/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012 prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue au II de l'article 1^{er} du décret

n°2012-1078, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes d'eau imputables aux fuites de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

Par délibération DPEA 3/1064/CC, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m³ soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, seize demandes de dégrèvement sont présentées au Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « Warsmann » ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2016-1078 du 24 septembre 2012 portant sur la prise en compte des fuites de canalisations d'eau potable après compteur ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DPEA 3/1064/CC du 18 décembre 2006, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m³ soient approuvées par l'assemblée délibérante ;
- La délibération DEA 007-1146/16/CM relative au règlement de service de l'eau de Gémenos partie villageoise approuvée le 17 octobre 2016 en Conseil de Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les dégrèvements supérieurs à 500 m³ doivent être approuvés en Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés les dégrèvements suivants sur les factures d'eau à Gémenos :

1. Madame Helena BAUDINO pour un dégrèvement total de 2 7604,00 €HT soit 29 370,61 €TTC (dont 22 084,26 €HT soit 23 298,89 €TTC sur le budget annexe Eau et 5519,75€HT soit 6 071,72 €TTC sur le budget annexe assainissement), sur une facture faisant apparaître un montant total de 30 222,41 €TTC, représentant une réduction en eau de 5 531 m³ et de 5 829 m³ en assainissement
2. Madame Marcelle PONS pour un dégrèvement total de 11 822,90 €HT soit 12 587,29 €TTC (dont 9 286,84 €HT soit 9 797,61 €TTC sur le budget annexe Eau et 2 536,07 €HT soit 2 789,67 €TTC sur le budget annexe assainissement), sur une facture faisant apparaître un montant total de 12 784,27 €TTC, représentant une réduction en eau de 2 606 m³ et de 2 678 m³ en assainissement

3. Monsieur Philippe DUPE pour un dégrèvement total de 9 799,05 €HT soit 10 429,96 €TTC (dont 7 755,42 €HT soit 8 181,97 €TTC sur le budget annexe Eau et 2 043,63 €HT soit 2 247,99 €TTC sur le budget annexe assainissement), sur une facture faisant apparaître un montant total de 11 377,06 €TTC, représentant une réduction en eau de 1 834 m³ et de 2 158 m³ en assainissement
4. Madame Jeanne CASTELLIN pour un dégrèvement total de 6 753,52 €HT soit 7193,31 €TTC (dont 5 234,85 €HT soit 5 522,77 €TTC sur le budget annexe Eau et 1518,67 €HT soit 1670,54 €TTC sur le budget annexe assainissement), sur une facture faisant apparaître un montant total de 7 659,47 €TTC, représentant une réduction en eau de 1 433 m³ et de 1 604 m³ en assainissement
5. Monsieur Guy DALLEST pour un dégrèvement total de 6 169,58 €HT soit 6 572,83 €TTC (dont 4 749,08 €HT soit 5 010,28 €TTC sur le budget annexe Eau et de 1 420,50 €HT soit 1 562,55 €TTC sur le budget annexe assainissement), sur une facture n°2016-1-727 faisant apparaître un montant total de 6 955,85€TTC, représentant une réduction en eau de 1 360 m³ et de 1 500 m³ en assainissement
6. Madame Ketty TURRON pour un dégrèvement total de 5 521,03 €HT soit 5 881,56 €TTC (dont 4 257,10 €HT soit 4 491,24 €TTC sur le budget annexe Eau et 1 263,93 €HT soit 1 390,32 €TTC sur le budget annexe assainissement), sur une facture faisant apparaître un montant total de 6 467,52 €TTC, représentant une réduction en eau de 1 122 m³ et de 1 335 m³ en assainissement
7. Monsieur Serge BELTRAMO pour un dégrèvement total de 2 669,88 €HT soit 2852,11 €TTC (dont 1 883,55 €HT soit 1 987,15 €TTC sur le budget annexe Eau et 786,33 €.HT soit 864,96 €TTC sur le budget annexe assainissement), sur une facture faisant apparaître un montant total de 3 012,47 €TTC, représentant une réduction en eau de 772 m³ et de 830 m³ en assainissement
8. Madame Solange ALOYAN pour un dégrèvement total de 4 204,55 €HT soit 4478,43 €TTC (dont 3 257,23 €.HT soit 3 436,38 €TTC sur le budget annexe Eau et 947,32 €HT soit 1 042,05 €TTC sur le budget

- annexe assainissement), sur une facture faisant apparaître un montant total de 5 947,68 €TTC, représentant une réduction en eau de 553 m³ et de 1 000 m³ en assainissement
9. Monsieur André GAGNE pour un dégrèvement total de 2 082,35 €HT soit 2 225,00 €TTC (dont 1 457,33 €HT soit 1 537,48 €TTC sur le budget annexe Eau et 625,02 €HT soit 687,52 €TTC sur le budget annexe assainissement), sur une facture faisant apparaître un montant total de 2 676,44 €TTC, représentant une réduction en eau de 495 m³ et de 660 m³ en assainissement
 10. Monsieur Daniel EURENDJIAN pour un dégrèvement total de 1 765,43 €HT soit 1888,55 €TTC (dont 1 187,13 €HT soit 1 252,42 €TTC sur le budget annexe Eau et 578,30 €HT soit 636,13 €TTC sur le budget annexe assainissement), sur une facture faisant apparaître un montant total de 2 256,36 €TTC, représentant une réduction en eau de 476 m³ et de 611 m³ en assainissement
 11. Monsieur Gilbert ROUX pour un dégrèvement total de 1 319,88 €HT soit 1 392,48 €TTC sur le budget annexe Eau, sur une facture faisant apparaître un montant total de 1 547,62 €TTC, représentant une réduction en eau de 576 m³ et de 0 m³ en assainissement
 12. Monsieur Yves BREST pour un dégrèvement total de 1 602,20 €HT soit 1 713,41 €TTC (dont 1 089,24 €HT soit 1 149,15 €TTC sur le budget annexe Eau et 512,96 €HT soit 564,25 €TTC sur le budget annexe assainissement), sur une facture faisant apparaître un montant total de 2 293,11 €TTC, représentant une réduction en eau de 331 m³ et de 542 m³ en assainissement
 13. Monsieur Frédéric LEROY pour un dégrèvement total de 1 776,76 €HT soit 1 898,35 €TTC (dont 1 246,44 €HT soit 1 315,00 €TTC sur le budget annexe Eau et 530,32 €HT soit 583,35 €TTC sur le budget annexe assainissement), sur une facture faisant apparaître un montant total de 2 608,16 €TTC, représentant une réduction en eau de 308 m³ et de 560 m³ en assainissement
 14. Monsieur Nicolas PAILHES pour un dégrèvement total de 1 419,42 €HT soit 1521,35 €TTC (dont 889,10 €HT soit 938,00 €TTC sur le budget annexe Eau et 530,32 €HT soit 583,35 €TTC sur le budget annexe assainissement), sur une facture faisant apparaître un montant total de 1 778,53 €TTC, représentant une réduction en eau de 466 m³ et de 560 m³ en assainissement
 15. Monsieur Bernard LE BAIL pour un dégrèvement total de 3 780,06 €HT soit 4035,38€TTC (dont 2 726,36 €HT soit 2 876,31 €TTC sur le budget annexe Eau et 1 053,70 €HT soit 1 159,07 €TTC sur le budget annexe assainissement), sur une facture faisant apparaître un montant total de 8 504,84 €TTC, représentant une réduction en eau de 290 m³ et de 1 113 m³ en assainissement
 16. Monsieur Maxime DOMANGE pour un dégrèvement total de 1 739,42 €HT soit 1 856,43 €TTC (dont 1 264,97 €HT soit 1 334,54 €TTC sur le budget annexe Eau et de 474,45 €HT soit 521,89 €TTC sur le budget annexe assainissement), sur une facture faisant apparaître un montant total de 3 359,03 €TTC, représentant une réduction en eau de 47m³ et de 501m³ en assainissement

La totalité des dégrèvements est de 90 030,05 €HT soit 69 688,78 €HT en Eau et 20 341,27 €HT en Assainissement

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits :

- au budget annexe de l'eau 2017 - F170 – 678 - 3DEAEP
- au budget annexe de l'assainissement 2017 – F110 – 678 - 3DEAAP

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

EAU 002-557/17/CT

■ Dégrèvements sur des factures d'eau 2016 suite à des fuites sur les installations privées à Plan de Cuques DEASV 17/15184/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012 prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'Eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes d'eau imputables aux fuites d'eau de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

Par délibération n° DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m³ soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, dix demandes de dégrèvement sont ainsi présentées au Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005 du Conseil de Communauté portant sur la méthode de calcul des dégrèvements sur factures d'eau suite à des fuites sur les installations privées sur la commune de Plan-de-Cuques.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les dégrèvements supérieurs à 500 m³ doivent être approuvés par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés les dégrèvements suivants sur les factures d'eau à Plan-de-Cuques:

- 1) Monsieur ABOU Yvon pour lequel le dégrèvement est de 2 618,26 euros HT soit 2 819,20 euros TTC (1 353,08 euros HT soit 1 427,50 euros TTC sur le budget annexe eau et 1 265,18 euros HT soit 1 391,70 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 3 042,16 euros HT soit 3,272,15 euros TTC.
- 2) Madame CERESA Andrée pour lequel le dégrèvement est de 1 637,10 euros HT soit 1 761,31 euros TTC (877,78 euros HT soit 926,06 euros TTC sur le budget annexe eau et 759,32 euros HT soit 835,26 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 1 715,32 euros HT soit 1 844,93 euros TTC.

- 3) Monsieur DIAS FELGUEIRAS Antonio pour lequel le dégrèvement est de 922,69 euros HT soit 998,68 euros TTC (361,59 euros HT soit 381,47 euros TTC sur le budget annexe eau et 561,10 euros HT soit 617,21 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 1 818,40 euros HT soit 1 955,54 euros TTC.
- 4) Monsieur LOPEZ Martial pour lequel le dégrèvement est de 812,06 euros HT soit 882,81 euros TTC (232,55 euros HT soit 245,34 euros TTC sur le budget annexe eau et 579,51 euros HT soit 637,47 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 2 123,76 euros HT soit 2 284,27 euros TTC.
- 5) Monsieur MADONNA Maurice pour lequel le dégrèvement est de 1 616,30 euros HT soit 1 740,84 euros TTC (824,12 euros HT soit 869,44 euros TTC sur le budget annexe eau et 792,18 euros HT soit 871,40 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 1 956,13 euros HT soit 2 103,96 euros TTC.
- 6) Monsieur RABAYROL Vincent pour lequel le dégrèvement est de 1 473,19 euros HT soit 1 554,21 euros TTC sur le budget annexe eau sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 1 600,91 euros HT soit 1 688,96 euros TTC.
- 7) Monsieur RABAYROL Vincent pour lequel le dégrèvement est de 2 467,24 euros HT soit 2 602,93 euros TTC sur le budget annexe eau sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 2 855,61 euros HT soit 3 012,66 euros TTC
- 8) Monsieur RENDA Victor pour lequel le dégrèvement est de 4 495,82 euros HT soit 4 839,89 euros TTC (2 344,58 euros HT soit 2 473,53 euros TTC sur le budget annexe eau et 2 151,24 euros HT soit 2 366,36 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 5 085,89 euros HT soit 5 470,21 euros TTC.
- 9) Monsieur ROCHE Jean-Claude pour lequel le dégrèvement est de 1 216,25 euros HT soit 1 310,39 euros TTC (610,74 euros HT soit 644,33 euros TTC sur le budget annexe eau et 605,51 euros HT soit 666,06 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un

montant total de 1 538,26 euros HT soit 1 654,48 euros TTC.

- 10) Monsieur TCHIFDJIAN Martin pour lequel le dégrèvement est de 3 463,63 euros HT soit 3 726,34 euros TTC (1 859,05 euros HT soit 1 961,30 euros TTC sur le budget annexe eau et 1 604,58 euros HT soit 1 765,04 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 3 585,15 euros HT soit 3 856,22 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe de l'eau 2017 – Nature 678 –Sous politique F170 Code 3 DEAEF et au budget annexe de l'Assainissement 2017 : Nature 678 –Sous-Politique F110 Code 3DEAEP.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

EAU 003-558/17/CT

■ Approbation de la convention avec la commune de Marignane relative à la régularisation du paiement de factures pour des prestations pluviales sur l'année 2016

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15297/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

A compter du 1er janvier 2001, la compétence relative au service public de l'eau et de l'assainissement a été transférée de plein droit à la Communauté Urbaine, par application des dispositions de l'article L 5215-20- 5°du Code Général des collectivités Territoriales.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donc assuré depuis cette date la gestion de l'ensemble des réseaux d'eau potable et d'assainissement des Communes membres. Toutefois, la gestion des eaux pluviales est restée à la charge des communes hormis pour la commune de Marseille.

L'arrêt du Conseil d'Etat du 4 décembre 2013 disposant « [...] que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole s'était vue transférer, dès sa création, la compétence de la gestion des eaux pluviales... » impliquait de mettre fin à cette situation.

Pour l'année 2015, à titre transitoire, afin d'assurer la continuité du service public, il a été établi des conventions avec l'ensemble des communes du territoire de Marseille Provence hors Marseille avec un objectif : une mission d'appui à la gestion du service des eaux pluviales. Cette convention prévoyait que les communes assuraient les prestations d'entretien courant et de gros entretien des réseaux et ouvrages pluviaux existants, jusqu'au 31 décembre 2015.

La Ville de Marignane a conclu un marché n°213-44 avec la société SILIM en 2013.

La Métropole Aix-Marseille-Provence étant compétente en matière de gestion des eaux pluviales, il convient donc de régulariser par voie de convention le paiement des prestations établies dans le cadre du marché précité de la commune de Marignane pour l'année 2016, à hauteur de 69 246,40 euros HT soit 76 171,04 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- L'arrêt du Conseil d'Etat du 04 décembre 2013, Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°345614.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur la régularisation du paiement des factures sur la commune de Marignane pour des prestations 2016 liées à la compétence pluviale.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant la régularisation du paiement des factures sur la commune de Marignane pour des prestations 2016 liées à la compétence pluviale.

EAU 004-559/17/CT

■ Approbation du protocole indemnitaire relatif à la régularisation du paiement de factures sur la commune du Rove pour des prestations de 2016 liées à la compétence Pluviale

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15291/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi au rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

A compter du 1^{er} janvier 2001, la compétence relative au service public de l'eau et de l'assainissement a été transférée de plein droit à la Communauté Urbaine, par application des dispositions de l'article L 5215-20- 5° du Code Général des collectivités Territoriales.

La Communauté Urbaine et depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence assure depuis cette date la gestion de l'ensemble des réseaux d'eau potable et d'assainissement des Communes membres. Toutefois, dans le cadre de ce transfert de compétence la gestion des eaux pluviales est restée à la charge des communes.

L'arrêt du Conseil d'Etat du 4 décembre 2013 disposant «-[...] que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole s'était vue transférer, dès sa création, la compétence de la gestion des eaux pluviales... » impliquait de mettre fin à cette situation.

Pour l'année 2015, à titre transitoire, afin d'assurer la continuité du service public, il a été établi des conventions avec l'ensemble des communes du conseil de territoire de Marseille (hors Marseille) avec un objectif : une mission d'appui à la gestion du service des eaux pluviales. Cette convention prévoyait que les communes assuraient les prestations d'entretien courant et de gros entretien des réseaux et ouvrages pluviaux existants, jusqu'au 31 décembre 2015.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole exerce la compétence pluviale.

Les marchés gérés par la commune du Rove n'ont pas été transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence. De ce fait, l'entreprise SIEMP a continué à effectuer des prestations sur la commune du Rove durant l'année 2016 et les marchés gérés par la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ont pas été utilisés pour ces mêmes prestations sur l'exercice 2016.

Il convient donc de régulariser par voie de protocole indemnitaire le paiement des prestations effectuées par l'entreprise SIEMP soit 702,68 euros TTC

Pour les années 2017 et suivantes, les marchés de cette commune ne seront plus utilisés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'arrêt du Conseil d'Etat du 04 décembre 2013, Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°345614.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le protocole indemnitaire relatif à la régularisation du paiement de factures sur la commune du Rove liées à la compétence pluviale.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant le protocole indemnitaire relatif à la régularisation du paiement de factures sur la commune du Rove liées à la compétence pluviale.

EAU 005-560/17/CT

■ Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la société Artelia Ville et Transport relatif au marché - mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la réalisation de l'extension biologique de la station d'épuration de Cassis

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15310/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Société Sogreah Consultants, devenue Artelia Ville et Transport, était titulaire du marché public de travaux n° 03/100, notifié en date du 30 juin 2003, relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la réalisation de l'extension biologique de la station d'épuration de Cassis, pour un montant de 173 964.00 euros HT.

Le marché de travaux (N° 04/206/CUMPM d'extension biologique de la station d'épuration de Cassis) a subi un retard de 203 jours à la suite de modifications de programme du maître d'ouvrage.

La durée de mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage s'en est trouvée, de fait, prolongée.

Par courrier du 31 octobre 2012, la société Artelia Ville et Transport a fait parvenir un projet de décompte final prenant en compte :

- Le solde du marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage ;
- L'application des révisions de prix correspondantes (3 195.34 euros H.T.);
- Une réclamation relative à la prolongation de mission (14 000 euros H.T.)

Le Décompte Général, notifié par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 14 février 2013, n'a pris en compte que le solde du marché restant dû hors révision et réclamation.

En effet la Communauté Urbaine Marseille Provence a fait état de :

- la prescription quadriennale pour justifier le non-paiement des révisions de prix, relative à des prestations supplémentaires effectuées entre 2003 et 2007.
- l'absence de réserve sur les ordres de service notifiés à la société Sogreah Consultants afin de justifier le rejet de la demande indemnitaire.

Le non-paiement des charges subséquentes à la prolongation de mission, et des révisions de prix fait l'objet d'un différend entre la Société Artelia Ville et Transport et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La société Artelia Ville et Transport a saisi le Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Litiges (CCIRAL), le 18 novembre 2014, en sollicitant le paiement des révisions de prix et la rémunération de la prolongation de mission pour un montant global de 17 195.34 euros HT.

Le CCIRAL, réuni le 25 novembre 2016, a rendu son avis le 20 décembre 2016 :

- la demande d'application des révisions de prix n'est pas prescrite,

En effet, compte tenu des diverses relances, le délai de prescription quadriennale n'était pas écoulé à la date du mémoire en réclamation de la société Artelia

- aucun ordre de service, notifié à la société Artelia Ville et Transport ne fait état de l'allongement de sa mission,

Le litige entre la société Artelia Ville et Transport et la Métropole Aix-Marseille-Provence trouverait une solution équitable, par l'octroi à la société d'une somme de 17 195.34 euros H.T.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Artelia Ville et Transport se sont rapprochées afin de tenter de formaliser un accord amiable dans le respect des intérêts des deux parties et après concessions réciproques.

Dès lors, il a été convenu que l'indemnisation de la demande formulée par la société Artelia Ville et Transport, non encore réglée à ce jour, se ferait sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code civil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le Code Civil ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du CCIRAL du 20 décembre 2016.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Artelia Ville et Transport relatif au marché 03/100 - mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la réalisation de l'extension biologique de la station d'épuration de Cassis.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Artelia Ville et Transport relatif au marché 03/100 – mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la réalisation de la station d'épuration de Cassis.

EAU 006-561/17/CT

■ Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier les Hauts de Carlevan et constitution d'une servitude de passage en tréfonds, à titre onéreux, nécessaires à la création d'un surpresseur d'adduction d'eau potable sur la commune d'Allauch

Information du Conseil de Territoire DUFSV 17/15227/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

En concertation avec la commune d'Allauch, la Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en matière d'eau et d'assainissement, souhaite procéder à la création d'un surpresseur d'adduction d'eau potable au chemin de la Pauvre Bête.

Pour mettre en œuvre ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une parcelle de terrain de 14 m² environ, à détacher de la parcelle cadastrée BW 115 appartenant à la copropriété des Hauts de Carlevan de la commune d'Allauch.

A cet effet, il est constitué une servitude de passage en tréfonds pour la pose de deux canalisations.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les copropriétaires de l'ensemble immobilier les Hauts de Carlevan acceptent de céder cette emprise de terrain moyennant une indemnité de 1 120 euros et 240 euros pour la servitude.

Cette acquisition a été approuvée par délibération n° DEA 024-1477/16/CM du 15 décembre 2016 reçue au contrôle de légalité le 18 janvier 2017.

Cependant, le plan sur lequel était représentée l'emprise à acquérir était erroné. Il y a lieu de retirer cette délibération et de soumettre à nouveau un protocole avec le plan modifié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier les Hauts de Carlevan et constitution d'une servitude de passage en tréfonds, à titre onéreux, nécessaire à la création d'un surpresseur d'adduction d'eau potable sur la commune d'Allauch ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition d'une emprise de terrain d'environ 14 m² et la constitution d'une servitude permettent la création d'un surpresseur d'adduction d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération « Acquisition d'une parcelle de terrain appartenant aux copropriétaires de l'ensemble immobilier les Hauts de Carlevan et constitution d'une servitude de passage en tréfonds, à titre onéreux, nécessaire à la création d'un surpresseur d'adduction d'eau potable sur la commune d'Allauch ».

EAU 007-562/17/CT

■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'Agglomération - Réhabilitation de la conduite Port de la Pointe Rouge - Amélioration de la qualité des eaux de baignade

**Information du Conseil de Territoire
DEASV 17/15294/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d'agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape est engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 315 000 euros HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC « Contrat d'agglomération »	50 %	157 500,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	157 500,00 euros

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La délibération AGER005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'agglomération -Réhabilitation de la conduite Port de la Pointe Rouge – Amélioration de la qualité des eaux de baignade.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat

d'agglomération - Réhabilitation de la conduite Port de la Pointe Rouge – Amélioration de la qualité des eaux de baignade.

EAU 008-563/17/CT

■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'Agglomération - Réhabilitation du collecteur unitaire Boulevard Notre Dame - Amélioration de la qualité globale Baie de Marseille

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15293/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d'agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape est engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 397 239 euros HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC « Contrat d'agglomération »	50 %	198 619 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	198 620 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La délibération AGER005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'agglomération - réhabilitation du collecteur unitaire Boulevard Notre Dame – Amélioration qualité globale baie de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'agglomération - réhabilitation du collecteur unitaire Boulevard Notre Dame – Amélioration qualité globale baie de Marseille.

EAU 009-564/17/CT

■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation d'opérations relatives au Contrat d'Agglomération - Recherche d'eaux claires parasites - Réduction des rejets polluants au milieu naturel

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15292/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d'agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape pourrait être engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Les travaux relatifs à la réduction des rejets polluants au milieu naturel sont faits dans le cadre des travaux concessifs par la Seramm.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée s'est engagée à travers le contrat d'agglomération à verser à la Métropole Aix-Marseille-Provence 50% du coût des travaux soit 208 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La délibération AGER005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- La délibération AGER002-608/13/CC du 31/12/2013 portant sur l'approbation du choix de la Société d'Exploitation du Réseau d'Assainissement Marseille pour l'exploitation du service public d'assainissement zone centre ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation d'opérations relatives au contrat d'agglomération - Recherche d'eaux claires parasites – Réduction des rejets polluants au milieu naturel.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et

de la réalisation d'opérations relatives au contrat d'agglomération - Recherche d'eaux claires parasites
- Réduction des rejets polluants au milieu naturel.

EAU 010-565/17/CT

■ **Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de baie de Marseille - Poste de relevage des eaux usées et réseaux associés - commune de La Ciotat**

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15295/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD014-927/15/CC le contrat de baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme

d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain marseillais.

La démarche du Contrat de Baie est d'aider, sur une période de 6 ans, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire qu'au niveau de l'assainissement.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 252 millions d'euros HT dont 185.6 millions d'euros inclus dans le contrat d'agglomération.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 1 349 805,60 euros HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie »	19,21 %	259 248,00 euros
Conseil Départemental 13	10 %	134 980,56 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	70,79 %	955 577,04 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant

élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La délibération PEDD014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de Baie de Marseille - Poste de relevage des eaux usées et réseaux associés – commune de La Ciotat.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de Baie de Marseille - Poste de relevage des eaux usées et réseaux associés – commune de La Ciotat.

EAU 011-566/17/CT

■ Renouvellement de la demande de subvention pour le financement de l'opération réalisation d'un poste de refoulement d'eaux usées à La Ciotat

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15300/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le réseau de collecte d'eaux usées de l'avenue Subilia est, par endroits, en mauvais état. Il reçoit les effluents du secteur nord de La Ciotat, dont ceux des avenues Guillaume Dulac et Emile Bodin.

A terme, il est en passe d'être saturé ainsi que le poste de refoulement dans lequel il se jette.

Il apparaît opportun de détourner une partie de ce débit en installant un poste de refoulement au niveau du carrefour des avenues Subilia, Gassion, Bodin et Dulac, et en modifiant en conséquence les réseaux associés.

Cet aménagement répond à la fois aux problèmes actuels et au développement urbain du secteur desservi.

Cette opération étant susceptible d'être éligible à subvention, il avait été approuvé par délibération Ager 026-191/115/CC du 28 mars 2011, la demande de subvention pour le financement de l'opération pour la réalisation d'un poste de refoulement d'eaux usées à La Ciotat auprès des organismes compétents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 1 349 805,60 euros HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie »	19,21 %	259 248,00 euros
Conseil Départemental 13	10 %	134 980,56 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	70,79 %	955 577,04 euros

Cette demande n'ayant pu aboutir, et compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé d'approuver le renouvellement de cette demande de financement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement de la demande de subvention pour le financement de l'opération « réalisation d'un poste de refoulement d'eaux usées à La Ciotat ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant le renouvellement de la demande de subvention pour le financement de l'opération « réalisation d'un poste de refoulement d'eaux usées à La Ciotat ».

EAU 012-567/17/CT

■ Renouvellement de la demande de subvention pour le financement de l'opération réalisation d'un Schéma Directeur des Eaux Pluviales

**Information du Conseil de Territoire
DEASV 17/15301/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de sa compétence, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la gestion des eaux pluviales. Par son arrêt n°349614 du 4 décembre 2013, le Conseil d'Etat a considéré qu'au titre de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la compétence relative à la gestion des eaux pluviales relevait de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ainsi, il est désormais nécessaire d'identifier et de recenser l'ensemble des problématiques liées au pluvial sur le territoire métropolitain et d'élaborer des réponses adaptées, soit au moyen de mesures réglementaires, notamment dans le cadre des Plans Locaux d'Urbanismes, soit grâce à des aménagements structurants comme la réalisation de réseaux pluviaux ou de bassins de rétention. Par ailleurs, les opérations en question doivent être hiérarchisées en tenant compte de leur degré d'urgence et des capacités financières de la collectivité.

L'élaboration d'un Schéma Directeur Communautaire des Eaux Pluviales fait partie des engagements pris par Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise, signé le 29 octobre 2015. L'opération correspondante n°501 pour un montant prévisionnel de 2 millions d'euros

TTC, tient compte des dépenses que la Métropole Aix-Marseille Provence a déjà engagées notamment pour les levés topographiques sur les réseaux pluviaux.

Cette opération étant susceptible d'être éligible à subvention, il avait été approuvé par délibération PEDD 003-1628/15/CC du 21 décembre 2015 une demande de subvention pour le financement de l'opération pour la réalisation d'un Schéma Directeur Communautaire des Eaux Pluviales auprès des organismes compétents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 1 155 590,64 euros HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	50 %	577 795,32 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	231 118,13 euros
Conseil Départemental 13	30 %	346 677,19 euros

Cette demande n'ayant pu aboutir, et compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé d'approuver le renouvellement de cette demande de financement.

Directeur Communautaire des Eaux Pluviales ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Environnement ;
- La loi LEMA du 30 décembre 2016 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Schéma Directeur Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône Méditerranée Corse ;
- Le Contrat de Baie de la Métropole marseillaise signé le 29 octobre 2015 ;
- La délibération PEDD 003-1628/15/CC du 21 décembre 2015.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement de la demande de subvention pour le financement de l'opération « réalisation d'un Schéma

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant le renouvellement de la demande de subvention pour le financement de l'opération « réalisation d'un Schéma Directeur Communautaire des Eaux Pluviales ».

EAU 013-568/17/CT

■ Attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets loi Oudin-Santini - Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement et approbation des conventions

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15190/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi au rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération n°DEA 013-701/16/CM, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé le 30 juin 2016 un appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini répondant aux objectifs suivants :

- Permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique ;
- Améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire ;
- Agir sur le territoire d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à savoir prioritairement : le Maghreb, l'Afrique noire francophone et subsaharienne, le Proche-Orient ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

32 dossiers ont été déposés avant la date limite des offres qui était fixée au 24 octobre 2016. Le montant total des projets s'élève à 13 808 738,40 euros et le montant total des subventions demandées s'élève à 3 639 633,40 euros.

Le jury, composé de 9 membres (3 représentants des élus, 4 représentants de l'administration et 2 représentants de la SEMM) s'est réuni le 23 février 2017. 12 dossiers ont été retenus par le jury et le montant total des subventions proposées s'élève à 810 111,50 euros, soit 23 % du montant total de ces projets.

Par ailleurs, l'Agence de l'Eau attribuera à chacune des associations retenues par le jury une subvention qu'elle versera directement aux associations conformément aux conventions qui seront conclues entre les deux parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière ;
- La délibération 10/5331/CC du 1^{er} octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;

- La délibération n°DEA 013-701/16/CM du 30/06/2016 qui approuve le lancement de l'appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini ;
- La décision du jury en date du 23/02/2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'attribution de subventions aux associations retenues dans le cadre de l'appel à projets : Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini et l'approbation des conventions de partenariat afférentes.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'attribution de subventions aux associations retenues dans le cadre de l'appel à projets « Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau ».

EAU 015-569/17/CT

■ **Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et paiement de la cotisation 2017**

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15114/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de son territoire.

L'Institut Méditerranéen de l'Eau a pour objet principal le développement de la coopération transméditerranéenne entre les collectivités locales et les professionnels (institutionnels, experts,...) de l'eau, de l'assainissement, de l'irrigation, de l'énergie et de l'environnement.

Sa mission est de faciliter et d'initier, avec les institutions et opérateurs publics et privés de la région méditerranéenne, des actions de coopération régionale dans le domaine de la gestion de l'eau et des services associés.

L'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette organisation permettra des échanges de savoir-faire et un partage d'expériences et de bonnes pratiques au service d'une gestion optimale de l'eau résolument inscrite dans une perspective de développement durable.

Le montant de la cotisation est fixé, au titre de l'année 2017 à 10 300 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et au paiement de la cotisation 2017.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et au paiement de la cotisation 2017.

EAU 016-570/17/CT

■ Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies compétence Services publics d'eau potable et d'assainissement et paiement de la cotisation 2016

**Information du Conseil de Territoire
DEASV 17/15080/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant les collectivités publiques dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) agit en faveur de l'évolution du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ses représentants siègent, à ce titre, dans diverses instances de concertation, de décision ou d'échange qui constituent autant d'occasions pour les adhérents de mettre en commun leurs idées et leurs expériences.

Par ailleurs, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies édite également des ouvrages de référence ou des lettres d'informations périodiques à l'intention de ses adhérents, et réalise des enquêtes sur le prix de l'eau.

Dans ce cadre, par délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, d'une part, son adhésion à la FNCCR, pour l'ensemble de son territoire, au titre de la compétence « services publics d'eau potable et d'assainissement » et, d'autre part, le paiement de la cotisation 2016 pour un montant de 4.700 euros.

Cependant, il s'avère que le montant de la cotisation ainsi approuvé est erroné.

Dans ces circonstances, il est nécessaire que la Métropole approuve le montant exact de la cotisation qui s'élève à 6.800 euros au titre de l'année 2016.

Ainsi, la délibération soumise au Conseil de Métropole du 30 mars 2017 a pour objet de modifier la délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016 susmentionnée, en ce qui concerne le montant de la cotisation afférente à son adhésion à la FNCCR au titre de la compétence « services publics d'eau potable et d'assainissement »..

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016 portant sur l'adhésion et le paiement de la cotisation 2016 à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur la modification de la délibération n° DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016 en ce qui concerne le montant de la cotisation 2016 à verser à la FNCCR au titre de la compétence « Service publics d'eau et d'assainissement ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la modification de la délibération n° DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016 en ce qui concerne le montant de la cotisation 2016 à verser à la FNCCR au titre de la compétence « Service publics d'eau et d'assainissement ».

***** ***Commission "Propreté, Gestion des Déchets"*** *****

PGD 002-571/17/CT

■ **Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour l'aménagement d'un Centre Technique Métropolitain sur le site de Rivoire et Carret**

Information du Conseil de Territoire DID 17/15256/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Par délibération du 21 décembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe d'un échange foncier avec la Ville de Marseille, portant sur le garage Rabatau situé rue des Acieries dans le 10^{ème} arrondissement de Marseille, propriété de la Communauté Urbaine et une parcelle de l'ensemble immobilier Rivoire et Carret, rue Docteur Heckel dans le 11^{ème} arrondissement, propriété de la Ville de Marseille.

Cela permet ainsi à la Métropole de disposer de la maîtrise complète du site Rivoire et Carret et d'envisager une opération d'envergure pour créer un Centre Technique Métropolitain.

Ce centre aura notamment pour vocation de gérer le parc de véhicules utilitaires du territoire de Marseille Provence, mais aussi le parc d'autres territoires comme celui du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

La création de ce centre, ainsi que l'opération de réhabilitation du Centre de Transfert Sud, qui s'inscrit dans le même calendrier, contribuent aux regroupements d'activités techniques et opérationnelles sur ces deux lieux, et libéreront ainsi des sites aujourd'hui utilisés, qui pourront ainsi faire l'objet d'une valorisation foncière :

- Secteur Viton, rue de l'Horticulture : 4 500 M² ;
- Secteur Roy d'Espagne, chemin du Roy d'Espagne : 355 M² ;
- Garage Rabatau, rue des Acieries : 4 700 M² ;
- Secteur Curtel, rue Alfred Curtel : 350 M² ;
- Site Bounaude, traverse de la Bounaude : 25 000 M² ;
- Garage Crillon, rue Crillon : 2 000 M² ;
- Détachement Centre de Transfert Sud, boulevard Bonnefoy : 21 000 M².

Les directions de la Métropole Aix-Marseille-Provence présentes sur le site seront les suivantes :

- La Direction des Moyens Techniques (DMT) ;
- La Direction de la Voirie (DPEPVC) ;
- La Direction de la Propreté urbaine (DPU) ;
- La Collecte Sélective de la Direction de Traitement des Déchets (DTD).

Ce projet a fait l'objet d'une étude de faisabilité. Le parti d'aménagement qui a été retenu est le suivant :

- Maintenir l'activité du site pendant les travaux ;
- Démolir les bâtiments existants à l'exception de l'ancienne usine ;
- Aménager une circulation périphérique en respectant les emplacements réservés au PLU et créer un nouvel accès Véhicules Légers sur le boulevard de la Valbarelle ;
- Positionner les parkings Poids Lourds en zone inondable ;
- Aménager les locaux de l'ancienne usine pour le personnel technique et administratif ;
- Réserver la partie centrale pour les garages et les aires de stockage ;
- Créer des espaces verts et un équipement s'inscrivant dans une démarche « Bâtiment Durable Méditerranée ».

Une attention particulière sera apportée aux flux générés par l'activité pour qu'ils s'inscrivent dans la trame circulaire du quartier.

Il est désormais nécessaire d'engager des études préalables, puis de consulter et retenir une équipe de maîtrise d'œuvre chargée de concevoir le projet du Centre Technique Métropolitain en vue de la réalisation des travaux d'aménagement.

Le coût de l'opération a été estimé à 43 200 000 euros, ce qui implique la création et l'affectation d'une opération d'investissement pour

l'aménagement d'un centre technique métropolitain sur le site de Rivoire et Carret du territoire de Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FCT 004-1509/15/BC du 21 décembre 2015 portant approbation du principe d'échange de parcelles entre la Ville de Marseille et Marseille Provence Métropole – Sites de Rivoire et Carret et Garage Rabatau.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence va être saisi de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement décrite ci-dessus.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation d'une opération d'investissement pour l'aménagement d'un centre technique métropolitain sur le site de Rivoire et Carret.

PGD 003-572/17/CT

■ Modification de l'opération d'investissement pour l'aménagement du Centre de Transfert Sud à Marseille

Information du Conseil de Territoire DID 17/15306/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Plusieurs installations de traitement des Déchets sont implantées dans le quartier de la ZAC de la Capelette, boulevard Bonnefoy :

- Un centre de transfert, permettant le déchargement des déchets, leur chargement en caissons et transport ferroviaire jusqu'au Centre de Traitement Multifilières de Fos sur Mer ;
- Une déchèterie destinée aux particuliers ;
- Par ailleurs, des services de la collecte sélective et de la propreté sont également présents sur ce périmètre.

Le quartier de la Capelette est en voie de reconversion. Les friches industrielles sont progressivement remplacées par des logements, bureaux et autres activités commerciales. Les équipements techniques doivent prendre en compte cette nouvelle vocation et leur impact sur l'environnement doit être mesuré. Un premier programme d'aménagement prévoyait le déplacement le Centre de Transfert et de la déchèterie vers le Sud, de l'autre côté de la voie ferrée. Compte tenu des difficultés rencontrées dans l'acquisition du foncier, et du montant élevé du coût de l'opération, ce programme a été abandonné.

De nouvelles études ont été engagées sur la base des éléments de programme suivants :

- restreindre le périmètre d'étude à l'emprise foncière existante ;
- moderniser le Centre de Transfert et la déchèterie ;

- déplacer la collecte sélective sur le site de Rivoire et Carret ;
- intégrer les activités du garage Rabatau et des secteurs de collecte et propreté de proximité.

L'objectif est de rationaliser les organisations, de préserver l'environnement des nuisances générées par ces équipements et de réaliser une installation de traitement des déchets à l'échelle métropolitaine.

Les études de programmation ont abouti à une faisabilité qui répond à ces objectifs et dégage une soulte foncière au profit de l'aménagement de la ZAC de la Capelette.

Cette opération est liée à l'aménagement du Centre Technique Métropolitain de Rivoire et Carret dans la mesure où des redéploiements de services de feront entre les deux sites. Le montant initial de l'opération de réaménagement du Centre de Transfert Sud était de 83 395 000 euros. Le maintien sur site et le recalibrage du programme permettent de diminuer le montant de cette opération et de la porter à 42 800 000 euros.

L'économie ainsi réalisée de 40 595 000 euros contribuera au financement de l'opération du Centre Technique Métropolitain qui fait l'objet d'une délibération concomitante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte de la modification de l'opération d'investissement pour l'aménagement du Centre de Transfert Sud à Marseille.

PGD 004-573/17/CT

**■ Approbation d'une convention avec la Ville de Marseille pour la mise à disposition de moyens concourant à la sécurité des manifestations
DGPROP 17/15314/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis les événements tragiques survenus au sein de notre pays, l'Etat impose la mise en place de dispositifs de sécurité très importants lors de l'organisation d'évènements.

Aussi, dans le cadre des nombreuses manifestations culturelles, festives ou sportives se déroulant sur son territoire, la Ville de Marseille met en place des mesures de sécurité élaborées avec le concours d'autres collectivités territoriales et validées par la Préfecture de Police.

La Métropole Aix-Marseille-Provence participe à ces dispositifs par la mise à disposition de bennes ou camions poids lourds avec chauffeurs.

Cette intervention de la Métropole devenant récurrente, il est indispensable de l'encadrer juridiquement par une convention de mise à disposition.
Le coût moyen d'une prestation est évalué à 5 500 euros.

Toutefois les manifestations concernées ayant un rayonnement métropolitain, la participation de la Métropole se fera à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise à disposition de bennes et d'engins poids lourds avec chauffeurs auprès de la Ville de Marseille.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition de moyens avec la Ville de Marseille ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à signer cette convention.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

**Commission "Ports, Nautisme,
Activités navales"**

POR 001-574/17/CT

■ **Répercussion de la taxe de séjour forfaitaire sur les usagers annuels des postes à flot des ports de la Ville de Marseille, non-résidents de la commune**

**Information du Conseil de Territoire
DIPOR 17/15119/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Dans le cadre de la loi de Finances 2015, les conditions d'application de la taxe de séjour ont été substantiellement modifiées : modification des tarifs planchers et plafonds des catégories d'hébergement, création de nouvelles tranches, modification des exonérations, officialisation de la procédure de taxation d'office...

Par délibération n°15/0822/EFAG du 26/10/2015 la Ville de Marseille a approuvé le nouveau régime de la taxe de séjour ainsi que la taxe de séjour forfaitaire sur la Commune de Marseille. Ladite taxe est applicable à tous les particuliers titulaires d'un poste à flot sur le territoire communal et non redevables de la taxe d'habitation du fait qu'ils ne résident pas sur la commune à compter du 1^{er} janvier 2016.

Conformément aux dispositions de la délibération susmentionnée, la taxe de séjour est perçue au forfait pour les ports de plaisance, elle sera calculée avec un abattement de 50 %.

Sur la base de 0,20 euro par anneau taxable et compte tenu de l'abattement de 50%, le montant de la taxe de séjour forfaitaire par bateau s'établit à 36,50 euros pour une année non bissextile et à 36,60 euros pour une année bissextile.

Compte tenu des délais de mise en œuvre, il n'a pas été possible aux services concernés de répercuter cette taxe de séjour sur la facturation 2016 des usagers annuels des postes à flot non-résidents de la commune.

La redevance annuelle des plaisanciers non-résidents de la commune de Marseille au 1^{er} janvier 2016, titulaires d'un anneau sur son territoire avant le 31 décembre 2016 sera majorée de 36,60 euros au titre du report de la taxe communale forfaitaire de l'exercice 2016. La redevance annuelle des

plaisanciers non résidents de la commune de Marseille au 1^{er} janvier 2017 et titulaires d'un anneau sur son territoire sera majorée de 36,50 euros au titre de la taxe de séjour communale forfaitaire de l'exercice 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- L'article 67 de la loi de Finances pour 2015 n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2333-36 et suivants et R 2333.-43 et suivants ;
- Le Code du Tourisme ;
- Le Code des Ports Maritimes ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-970 du 31 juillet 2015 relatif à la taxe de séjour et à la taxe de séjour forfaitaire ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur la répercussion de la taxe de séjour forfaitaire sur les usagers annuels des postes à flot des ports de la Ville de Marseille, non résidents de la commune.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport sur la répercussion de la taxe de séjour forfaitaire sur l'ensemble des usagers annuel des postes à flot de tous les ports de la ville de Marseille qui ne sont pas résidents de la commune.

POR 002-575/17/CT

■ Répercussion de la taxe de séjour départementale sur l'ensemble des postes à flot des ports du Conseil de Territoire de Marseille

Information du Conseil de Territoire DIPOR 17/15120/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de la loi de Finances 2015, les conditions d'application de la taxe de séjour ont été substantiellement modifiées : modification des tarifs planchers et plafonds des catégories d'hébergement, création de nouvelles tranches, modification des exonérations, officialisation de la procédure de taxation d'office...

Par délibération n°22 du 30 janvier 2016, le Conseil Départemental a approuvé le nouveau régime de la taxe de séjour départementale.

Le Conseil Départemental a institué ladite taxe qui est additionnelle de 10 % à la taxe de séjour perçue dans le département par les communes visées à l'article

L. 2333-26 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ainsi que par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) mentionnés aux 1° à 3° du I de l'article L. 5211-21.

Par conséquent, il convient de collecter, auprès de tous les usagers concernés, un montant égal à 10 % de toutes les taxes de séjour communales, qu'elles soient tarifées au réel des escales, ou au forfait annuel des usagers titulaires. La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc tenue de collecter les taxes de séjour des plaisanciers non-résidents et gérés en régie directe, pour le compte des communes concernées de son territoire.

A compter du 1^{er} janvier 2017 et pour toutes les années suivantes, la redevance annuelle des plaisanciers non-résidents de la commune de Marseille et titulaires d'un anneau sur son territoire, sera majorée de 3,65 euros (3,66 euros en cas

d'année bissextile) au titre de la taxe de séjour départementale.

A compter du 1^{er} janvier 2017 et pour toutes les années suivantes, la redevance annuelle des plaisanciers non-résidents de la commune de La Ciotat et titulaires d'un anneau sur son territoire, sera majorée de 3,65 euros si le navire mesure moins de 7 mètres, 7,30 euros à compter de 7 mètres, au titre de la taxe de séjour départementale.

A compter du 1^{er} janvier 2017 et pour toutes les années suivantes, la taxe de séjour départementale sera facturée pour toute nuit en escale dans les ports où la taxe de séjour communale est applicable, et d'un montant égal à 10 % de celle-ci.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- L'article 67 de la loi de Finances pour 2015 n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2333-36 et suivants et R 2333-43 et suivants
- Le Code du Tourisme ;
- Le Code des Ports Maritimes ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-970 du 31 juillet 2015 relatif à la taxe de séjour et à la taxe de séjour forfaitaire ;
- Le décret n° 2015-1805 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil Départemental n°22 du 30 juin 2016, relative au régime de la taxe de séjour.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur la répercussion de la taxe de séjour départementale sur l'ensemble des postes à flot des ports du Conseil de Territoire de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération du Conseil de Métropole sur la répercussion de la taxe de séjour départementale sur l'ensemble des postes à flot des ports du Conseil de Territoire de Marseille.

POR 003-576/17/CT

■ Extension du périmètre du Contrat de Baie de la métropole marseillaise au golfe de Fos

Information du Conseil de Territoire DEE 17/15269/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Un territoire de Contrat de Milieu est défini à l'échelle d'un territoire hydrographique cohérent s'étendant sur une ou plusieurs masses d'eau délimitées par le Schéma Directeur d'Aménagement de Gestion des Eaux (SDAGE) dans le cadre d'une approche de bassin versant, conformément à la circulaire du 5 février 1981, relative à la mise en œuvre des contrats de milieu. Il permet d'atteindre les objectifs du SDAGE, grâce à la mise en œuvre d'un programme d'actions de restauration et de gestion des milieux aquatiques.

Le Contrat de Baie de la Métropole Marseillaise est issu d'une démarche initiée en 2011, par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et par la Ville de Marseille.

Après avoir obtenu l'avis favorable du Comité d'Agrément du Bassin Rhône Méditerranée en octobre 2012, le Comité de Baie, instance de pilotage du Contrat, a été créé par arrêté préfectoral du 17 décembre 2013. Ce Comité approuve les orientations fondamentales du Contrat et veille à la mise en œuvre des actions et opérations qui y sont inscrites. Suite à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la composition du Comité a été modifiée par arrêté préfectoral du 6 avril 2016.

Le Contrat de baie de la métropole marseillaise

concerne un territoire allant de la commune de Saint-Cyr-sur-Mer à l'est, à la commune de Martigues à l'ouest, soit un linéaire côtier d'environ 130 km. En effet, conformément au découpage de la Directive Cadre sur l'Eau, le Contrat de baie concerne, pour sa partie marine, 6 masses d'eau côtières. Il concerne également 11 cours d'eau ou portions de cours d'eau dont l'Huveaune et les ruisseaux des Aigalades et du Dégoûtant. 39 communes sont concernées et 7 d'entre elles sont situées dans le département du Var.

A l'extrémité Ouest de la Métropole, le golfe de Fos s'étend depuis la commune de Martigues jusqu'à celle de Port-Saint-Louis-du-Rhône, impliquant les Conseils de Territoire Istres Ouest Provence et du Pays de Martigues, soit un linéaire de 40 km.

Face aux enjeux de développement économique liés à la pêche, à l'aquaculture et aux activités industrielo-portuaires, de maintien des usages récréatifs (plaisance, baignade, sports nautiques...) et de préservation de la biodiversité sur les territoires maritimes et littoraux, la nécessité d'établir un contrat de milieu pour le Golfe de Fos s'impose et répond aux attentes de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, inscrites dans le programme de mesures du SDAGE pour cette masse d'eau.

Les enjeux sociaux, économiques et environnementaux sont particulièrement forts: par-delà un espace urbain contrasté de villes et de villages, on note des pôles économiques de premier plan avec la Zone Industriale-Portuaire de Fos, la plate-forme industrielle de Lavéra et Ponteau, le Pôle Mer et Nautisme de Port-Saint-Louis-du-Rhône. De nombreuses activités économiques se développent dans les domaines de l'écologie industrielle portées notamment par le Projet PICTO, les énergies renouvelables, la cotraitance industrielle, la logistique et les services, mais également les métiers de la mer et de la conchyliculture.

Le territoire concerné par le bassin versant dispose d'espaces naturels remarquables, dont certains sont dotés de Contrat de milieu : Contrat de delta de Camargue, Contrat de canal du Comtat à la mer, Contrat de nappe de Crau, Contrat d'étang pour l'étang de Berre ainsi que le Parc naturel de Camargue et les sites Natura 2000.

Enfin, le golfe de Fos est un lieu propice aux très nombreux loisirs, à la fois terrestres et maritimes, indispensables à la vie locale et au rayonnement touristique.

Une étude innovante réalisée en 2012-2013, le programme AIGRETTE (Approche Intégrée de Gestion des Risques Environnementaux sur les Territoires) a démontré la fragilité du golfe de Fos et sa nature d'exutoire à de nombreuses pollutions. Cette vulnérabilité a également été soulignée par le diagnostic préalable au Plan Climat Air Énergie Territorial réalisé à l'échelle du SCOT Étang de Berre.

À l'étude des enjeux qui déterminent le devenir de ce

territoire, à la nécessité de favoriser le développement économique, tout en préservant le bien-vivre des populations et dans l'objectif de préserver un environnement de grande qualité, les conseils de territoire de Martigues et Istres Ouest Provence ont émis le souhait d'entrer dans cette démarche. Aussi, conformément à la délibération 20015-14 du comité d'agrément du 12 juin 2015, la Métropole prend acte de cette demande et propose, d'engager l'extension du Contrat de Baie sur l'ensemble du littoral métropolitain.

Aussi, au regard de la spécificité des enjeux liés au golfe de Fos, une commission de travail dédiée sera créée dans le cadre du Comité de Baie et permettra de réaliser les études préalables nécessaires à l'extension du Contrat, en associant les élus, les personnalités qualifiées du golfe, les services de l'Etat, de la Région, du Département et l'Agence de l'Eau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Que le Conseil de Territoire doit être informé du projet de délibération métropolitain «Extension du périmètre du Contrat de Baie de la métropole marseillaise au golfe de Fos ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération «Extension du périmètre du Contrat de Baie de la métropole marseillaise au golfe de Fos ».

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain portant sur l'extension du périmètre du Contrat de Baie de la métropole marseillaise au golfe de Fos.

POR 004-577/17/CT

■ Attribution d'une subvention à l'Office de la mer Marseille Provence pour les manifestations 2017 et approbation d'une convention

Information du Conseil de Territoire DIPOR 17/15276/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour la gestion des ports de plaisance. Avec une façade littorale de 53 ports de plaisance représentant près de 20 000 places, elle figure au premier rang des pôles de plaisance européens.

L'Office de la Mer « Marseille Provence » est une association « loi 1901 » créée en 1997.

Cette association regroupe la plupart des acteurs maritimes de l'agglomération marseillaise, notamment des plaisanciers, des sportifs, des scientifiques, des plongeurs, des pêcheurs, des chefs d'entreprises liées à la mer et des passionnés de patrimoine maritime.

Ses missions principales consistent à :

- soutenir et coordonner toutes les initiatives tendant à développer les activités liées à la mer sur le littoral de l'agglomération métropolitaine,

- contribuer à la valorisation de ce territoire et de ses acteurs à travers l'organisation de manifestations telles que « Septembre en Mer » ou « Régate en vue ».

L'Office de la Mer constitue une chambre d'écho et une force de proposition au service de la collectivité.

C'est aussi un centre de ressources, ouvert au grand public, destiné à mieux faire connaître la vie maritime et les acteurs locaux.

Par ailleurs, au-delà de ce rassemblement « d'experts maritimes », l'Office de la Mer est un acteur de terrain, fortement impliqué dans le développement des activités nautiques, tout en ayant le souci de la préservation de notre environnement marin.

Les activités de l'Office de la Mer sont conformes à celles que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite voir se développer sur son territoire en matière de valorisation du milieu maritime.

En 2017, l'Office de la Mer souhaite organiser, comme chaque année, les manifestations « Septembre en Mer » et « Régate en vue ». Afin d'assurer la réussite de ces projets, il est proposé de subventionner l'Office de la Mer pour un montant de 15 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant

sur l'attribution d'une subvention à l'Office de la Mer Marseille Provence pour les manifestations 2017 et l'approbation d'une convention.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'attribution d'une subvention à l'Office de la Mer Marseille Provence pour les manifestations 2017 et l'approbation d'une convention.

***Commission "Culture, Grands
Événements et Tourisme"***

CULT 001-578/17/CT

**■ Attribution d'une subvention à l'association
Printemps du livre pour l'organisation du
Printemps du livre de Cassis
DCOM 17/15305/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Printemps du livre de Cassis, manifestation culturelle créée en 1987 sur proposition du ministère de la culture a atteint une renommée nationale. L'originalité de la formule a su associer le livre et la lecture avec d'autres écritures artistiques.

Au cours de ces dernières années, plus de deux cent des plus grands écrivains, économistes, musiciens, photographes, ou comédiens, français étrangers y ont participé, parmi eux Patrick Chamoiseau, Amin Maalouf etc...

Cette année encore le Printemps du livre de Cassis impulse une nouvelle dynamique en confiant à Patrick Poivre d'Arvor la conception et l'animation des rencontres.

Fidèle au prestige et au sérieux de l'organisation de la manifestation, l'association Printemps du livre conjuguera le livre, la musique, les arts plastiques, la photo, et le cinéma sur le thème :
« écrire face au chaos du monde »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de la manifestation dans le cadre de la promotion du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de 25 000 euros TTC à l'association Printemps du livre dans le cadre de la convention de partenariat jointe.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association l'association Printemps du livre.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 EST CT1 – A710/6574/022.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

CULT 002-579/17/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Festival de Jazz de Marseille des Cinq Continents pour l'organisation du Festival Jazz des Cinq Continents
DCOM 17/15304/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Festival international de Jazz de Marseille des Cinq Continents organise le festival jazz des cinq continents qui se déroulera à Marseille du 19 au 29 juillet 2017.

Si l'arrivée du IIIème millénaire a vu la création du "Festival de Jazz des Cinq Continents" dans le parc du Palais Longchamp, le jazz trouve aujourd'hui plusieurs lieux à sa mesure : le théâtre Sylvain, le théâtre National de la Criée, le MuCEM.

Devant le succès des dix neuf premières éditions, ce festival se pérennise et accueille pour sa quinzième édition les grands noms du jazz.

A la fois prestigieux et populaire, ce festival est facteur d'attractivité et de répercussions médiatiques pour notre territoire. A ce titre il s'inscrit parfaitement dans une politique de promotion du territoire.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de soutenir l'organisation du festival par l'octroi d'une subvention d'un montant de 40 000 euros TTC à l'association Festival international de Jazz de Marseille des Cinq Continents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir le festival Jazz des Cinq Continents dans le cadre de la promotion du territoire de MPM.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de 40 000 euros TTC à l'association Festival international de Jazz de Marseille des Cinq Continents dans le cadre de la convention de partenariat jointe.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Festival international de Jazz de Marseille des Cinq Continents.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 EST CT1 – A710/6574/022.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés